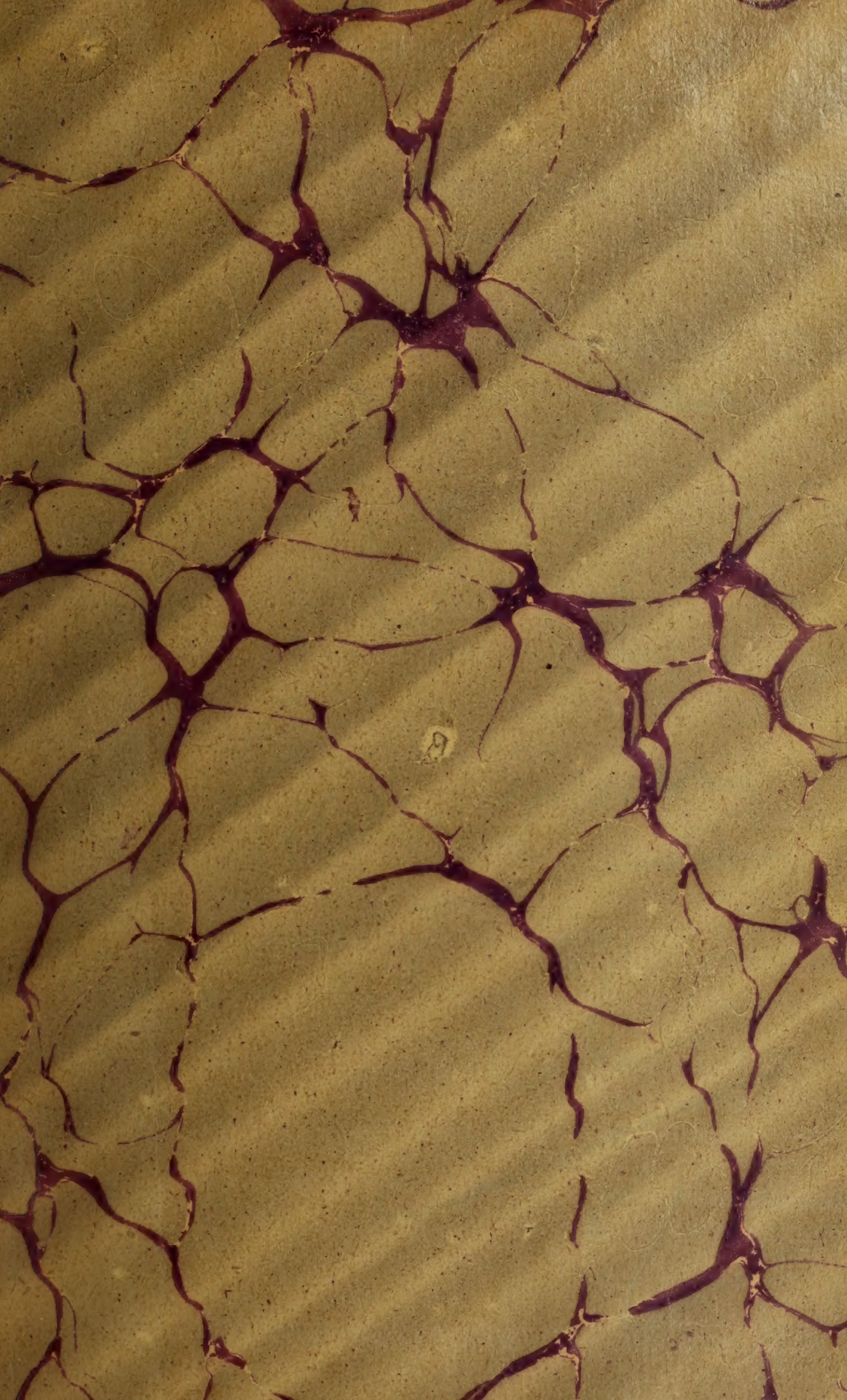
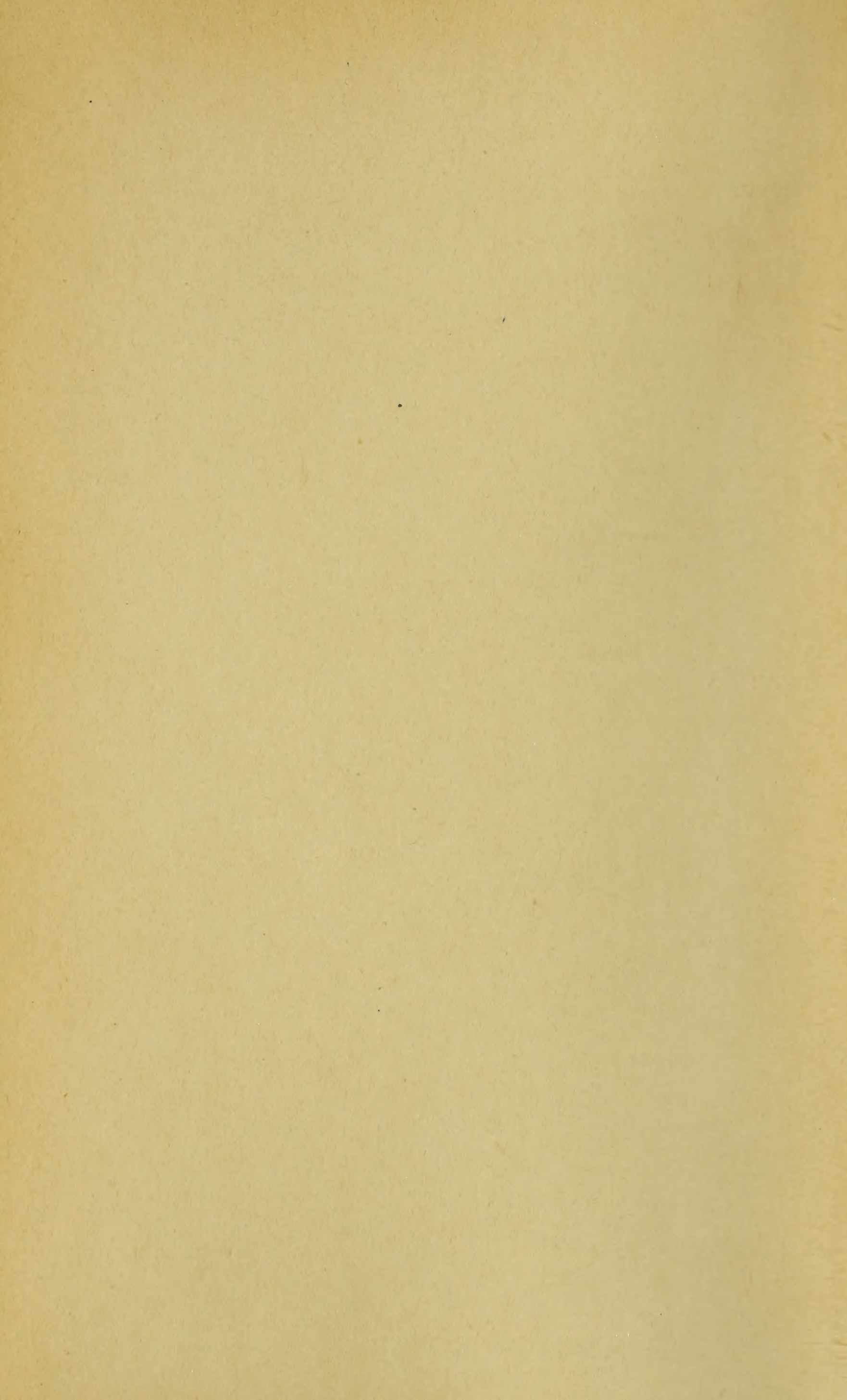
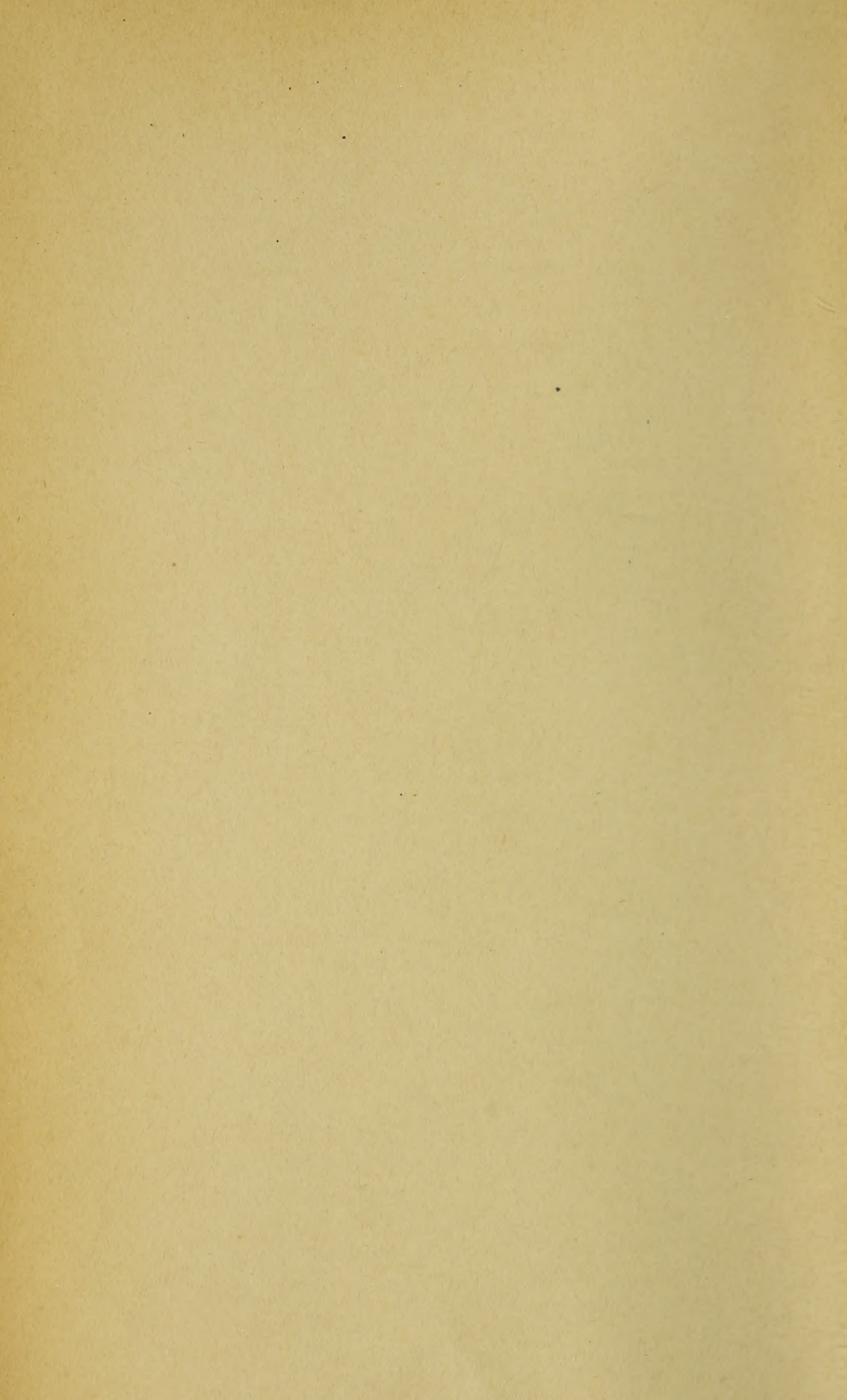

3 1761 04368 9439











LA
GUERRE DE SEPT ANS

DU MÊME AUTEUR

Louis XV et le Renversement des Alliances. — Préliminaires de la Guerre de Sept Ans (1754-1756). 1 vol. in-8°.

La Guerre de Sept Ans. — Histoire diplomatique et militaire. Vol. I. Les Débuts. — Vol. II. Crefeld et Zorndorf.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE).

RICHARD WADDINGTON

LA GUERRE DE SEPT ANS

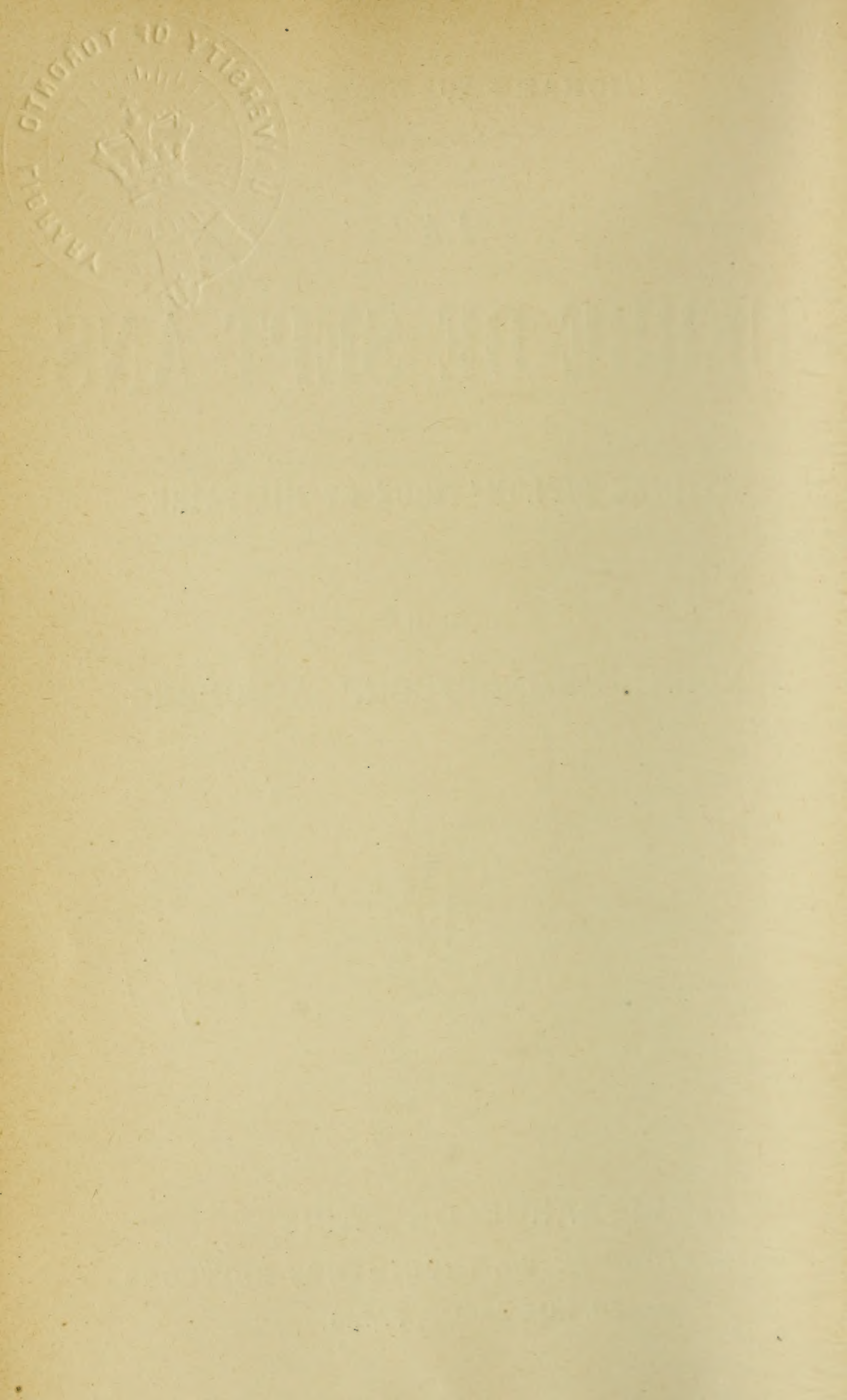
HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE

TOME III

MINDEN — KUNERSDORF — QUÉBEC



LIBRAIRIE DE PARIS
FIRMIN-DIDOT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
56, RUE JACOB, PARIS



LA
GUERRE DE SEPT ANS

CHAPITRE PREMIER

BERGEN

INCURSION DES HANOVRIENS EN FRANCONIE. — FERDINAND MARCHE SUR FRANCFORT. — BATAILLE DE BERGEN. — LE PRINCE HENRI DE PRUSSE A BAMBERG.

D'après le programme élaboré à Paris (1), le commencement de la campagne d'Allemagne avait été fixé au mois de juin; à cette époque, le maréchal de Contades, à la tête de la grande armée, forte de 80.000 hommes, devait envahir la Westphalie, faire les sièges de Lippstadt et Munster, pousser devant lui le prince Ferdinand auquel on attribuait un effectif de 53.000 combattants, et le rejeter au delà du Weser, tandis qu'un corps indépendant de 20.000 hommes, aux ordres du duc de Broglie, opérerait en Wetteravie et en Hesse. En attendant la belle saison, les troupes françaises conserveraient leurs cantonnements actuels, travailleraient à leurs réparations et resteraient sur la défensive. Malheureusement pour le repos des quartiers d'hiver et pour la tranquillité des

(1) Conférence chez le maréchal de Belleisle, 18 février 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3512.

nombreux permissionnaires revenus en France, le prince Ferdinand n'était pas un observateur fidèle des bonnes traditions d'après lesquelles les manœuvres de guerre débutaient et finissaient avec les beaux jours.

Cependant les mois de janvier, février et trois semaines de mars s'écoulèrent sans incident sérieux. L'échange des prisonniers fut effectué de part et d'autre et fit constater, au crédit des Hanovriens, un excédent (1) de 200 officiers et 4.000 soldats français qui furent relâchés (2) moyennant une rançon de 84 francs par homme, et à la condition de ne pas servir pendant le cours de la guerre contre le roi de Prusse et ses alliés. D'un accord commun, les hostilités furent presque totalement suspendues, et des arrangements conclus entre les commandants locaux permirent de neutraliser durant l'hiver, au grand bénéfice des habitants, certains territoires de la rive droite du Rhin. Cette trêve tacite fut rompue par le départ de Ferdinand qui quitta Munster le 22 mars, et se rendit en Hesse où il s'était fait devancer par une partie de ses forces. Il annonçait l'intention (3) de chasser l'ennemi de Fulde, de refouler l'armée du duc de Deux-Ponts sur la Franconie et peut-être jusqu'à Bamberg, puis de se retourner contre les Français de Broglie en marchant droit sur Francfort, et de leur enlever l'important magasin de Friedberg « par quoi ils seront fort arriérés dans leur campagne ».

En esquissant ce plan d'opérations, Ferdinand reproduisait les projets dont il caressait l'exécution depuis la fin de l'année 1758 et pour lesquels il n'avait pu obtenir (4) le concours du roi de Prusse. L'occupation de

(1) Reden, *Feldzüge der allierten Armee*, vol. II. Hambourg, 1806.

(2) Contades à Belleisle, 21 novembre 1758. Archives de la Guerre, 3487.

(3) Ferdinand à Holdernesse. Munster, 21 mars 1759. Record Office.

(4) Frédéric à Ferdinand. Breslau, 14 janvier 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 22.

Francfort, qui assurait aux Français un solide point d'appui sur le Mein, fut une nouvelle cause d'ajournement; mais l'avis d'une incursion des Impériaux sur Fulde et la crainte de voir Broglie se jeter sur le corps isolé du prince d'Issemburg en Hesse, décidèrent le général hanovrien à commencer son mouvement. Vers la fin du mois, il avait réuni à Cassel environ 27.000 combattants, répartis en trois divisions, sous les ordres des princes de Brunswick, d'Holstein et d'Issemburg. L'expédition débuta par la prise de possession de Fulde et Meiningen, que l'avant-garde de l'armée des Cercles dut évacuer, laissant bon nombre de prisonniers entre les mains des confédérés. Près de Meiningen, deux bataillons du contingent de l'Électeur de Cologne mirent bas les armes, et à Wassingen un autre bataillon de l'Empire fit de même; le général Arberg, qui accourait à son secours, fut repoussé. Un peu plus loin, les régiments autrichiens Savoie et Bretlach furent surpris pendant qu'ils étaient à la messe et culbutés par les hussards hessois avec perte, pour le premier, de ses étendards. Ces résultats désastreux étaient dus tout autant au mauvais esprit des soldats de l'Empire et au manque d'entente entre leur général en chef et Serbelloni, commandant de la division autrichienne, qu'à la distribution défectueuse des cantonnements.

A la suite des échecs qu'il venait de subir, Deux-Ponts supplia le duc de Broglie (1) de faire une diversion qui lui donnât le temps de concentrer ses troupes encore disséminées. A cet appel le général français resta sourd; menacé directement, il ne pouvait aider son voisin. « Je dois croire (2), répond-il, que toutes les forces des

(1) Deux-Ponts à Broglie. Nuremberg, 2 avril 1759. Archives de la Guerre, 3514.

(2) Broglie à Deux-Ponts. Francfort, 4 avril 1759. Archives de la Guerre, 3514.

ennemis se sont portées en Hesse où le prince Ferdinand est venu lui-même..... Il a poussé un corps en avant aux ordres du prince de Holstein entre Fulde et Berstein; il a fait faire des fours et il a assemblé beaucoup de magasins et de chariots à Fulde.....; il a beaucoup d'artillerie avec lui. » Broglie écrit (1) à Belleisle dans le même esprit. Il faut l'avouer, les rapports reçus sur l'armée de Deux-Ponts n'étaient pas de nature à rendre souhaitable la coopération. Interrogé sur le nombre et le moral des troupes impériales et sur la ligne probable de leur retraite, le ministre français Goertz avait mandé que l'armée de l'Empire était dans le plus mauvais état et qu'il ne fallait pas compter sur « plus de 10.000 hommes sans officiers, mal armés, mal habillés, mal payés et de mauvaise volonté »; que les troupes autrichiennes étaient meilleures, mais qu'elles ne dépassaient pas 12 ou 14.000 hommes, et que quant au point sur lequel M. le prince de Deux-Ponts rétrograderait, il était persuadé que ce serait dans la direction de la Bohême. « Je suis convaincu, ajoute fort sagement Broglie, que tout cela est dans l'exacte vérité, et c'est une nouvelle raison pour ne pas s'aventurer et s'exposer à en être abandonnés. » Il n'était d'ailleurs rien moins que rassuré sur les intentions du prince Ferdinand : « Si le mouvement des ennemis nous regarde, il est certain qu'ils vont pendant quelques jours rassembler des subsistances derrière eux, en charger des chariots, et de là ils seront sur nous en deux marches vives, selon leur coutume. » Il a peine à croire à une attaque contre le poste de Bergen où il veut réunir son monde, mais par précaution, il appelle à lui les Saxons et invite Armentières à faire une diversion du côté de Dyllemberg. Ce dernier, en bon camarade, et quoiqu'il

(1) Broglie à Belleisle. Francfort, 3 et 5 avril 1759. Archives de la Guerre, 3514.

fût d'opinion, d'après les rapports de ses espions, que Ferdinand était de retour à Munster, fit deux détachements de 8 bataillons sur Altkirchen et Siegberg. D'autre part, Blaizel avec 3.000 hommes de troupes légères s'avança jusqu'à Franckenberg, occupa Fritzlar, et pour impressionner l'ennemi envoya sommer la ville de Cassel.

Ces démonstrations ne trompèrent pas l'état-major des confédérés qui se borna à diriger 2 bataillons contre Blaizel. La première partie du programme était accomplie; restait le second chapitre qui consistait à tomber sur le corps de Broglie avant qu'il pût être secouru et à le refouler sur le Rhin. Dans ce but, Ferdinand fit revenir ses troupes de la Franconie, les concentra à Fulde le 7 avril, en partit le 10, et après s'être assuré de Freyensternau et Ulrichstein dont il chassa les avant-postes français, marcha en droite ligne sur Francfort; le 12 avril, il était un peu au nord de Hanau, sur la rivière de la Nidda, à Windeken, d'où il expulsa le régiment de Royal Roussillon, avec perte de ses bagages et de quelques prisonniers.

Malgré la brusquerie de l'attaque, Broglie ne fut pas pris au dépourvu. Prévenu de la rentrée des confédérés à Fulde, il activa les mouvements des Saxons, donna ordre à Saint-Germain de les remplacer à Limburg, fit venir son parc d'artillerie et indiqua le village de Bergen, à 2 lieues de Francfort, comme point de rassemblement général. Voici en quels termes il rend compte (1) de la situation à Belleisle : « Comme cela m'a paru pressant, je suis monté aujourd'hui à cheval avant le jour; je me suis porté à Wilbel où depuis plusieurs jours j'avais fait conduire la grosse artillerie et des pontons. J'ai fait jeter deux ponts sur la Nidda et j'ai attendu avec quel-

(1) Broglie à Belleisle. Bergen, 8 heures soir, 13 avril 1759. Archives de la Guerre, 3514.

que impatience l'arrivée des troupes qui sortent difficilement des cantonnements. Enfin vers midi elles ont commencé à arriver de tous côtés et elles le sont toutes actuellement..... M. de Castries est revenu avec toutes les troupes qu'il avait avec lui, et il me rapporte qu'on ne peut presque plus douter que les ennemis ne marchent sur trois colonnes. Le seul régiment de Royal Roussillon qui était à Windeken a perdu ses équipages que les hussards noirs ont pris..... Le poste que l'armée occupe est trouvé fort bon par tous les officiers généraux et particuliers; nous avons eu le temps d'y placer les troupes aujourd'hui et tout est en règle. Si les ennemis nous y attaquent, il me semble que tout le monde a beaucoup d'envie de faire son devoir. J'ai prévenu M. de Saint-Germain de tout ce qui se passe; je crois qu'il viendra le plus diligemment qu'il pourra. Il aurait été à souhaiter qu'il eût été envoyé quelques jours plus tôt... Giessen a tout ce qu'il faut pour une bonne défense; enfin j'ai tâché de ne rien oublier. Le magasin de Friedberg sera vraisemblablement perdu. »

Nous empruntons à la relation de l'État-Major français (1) la description suivante du théâtre de l'action qui allait s'engager : « Le poste de Bergen qu'il (le duc de Broglie) avait reconnu il y avait longtemps et qu'il avait mandé à la cour être excellent, est d'une petite étendue. La droite appuie au village de Bergen qui est placé sur le bord du ruisseau qui continue depuis là jusqu'à Francfort, et est très escarpé proche de Bergen, qui est entouré de vergers fermés d'une haie vive, avec beaucoup de pommiers en avant dont on forma un abatis. A la gauche était un bois dans lequel se trouve aussi un escarpement très raide qui tourne jusque vis-à-vis Wil-

(1) Relation de l'État-Major français. Archives de la Guerre, vol. 3514. (Voir la carte à la fin du volume.)

bel et qui se termine à la Nidda. De la droite au centre, le terrain va en montant insensiblement jusqu'à une ancienne tour, qui est le point le plus élevé du pays, et il redescend de là de même jusqu'à la gauche. L'entre-deux, du village au bois, est une plaine très rase coupée transversalement par un ravin. Cette position obligeait nécessairement les ennemis à attaquer une des deux ailes, et même les deux, avant de pouvoir marcher à la tour et de se mettre dans le rentrant. »

Comme on le voit, la clef de la défense était le bourg de Bergen. Entouré d'un mur de douze à dix-huit pieds de hauteur et de trois pieds d'épaisseur, muni d'un château et d'une église qui pouvaient servir de réduit, Bergen était un poste fort respectable, capable d'une résistance sérieuse; tout au moins un assaut dirigé contre lui devrait-il être précédé du feu de l'artillerie, qu'il serait d'ailleurs facile d'ouvrir de l'éminence voisine « Am hohen Stein », située à un kilomètre environ de l'enceinte.

Le petit plateau où la bataille fut livrée n'a, dans sa partie découverte, qu'une largeur de 1.100 mètres; la forêt de Wilbel à gauche, le village de Bergen à droite, le chemin creux qui faisait communiquer ces deux localités au centre, rendaient peu accessible la position choisie par Broglie. En outre, tandis que de la tour de Berger-Warte on dominait les formations du prince Ferdinand et qu'on était à même de suivre toutes ses manœuvres, la nature du terrain permettait au contraire aux Français de dissimuler le gros de leurs troupes dans la forêt, derrière la crête ou dans les rues et maisons de Bergen. L'infériorité supposée de l'adversaire explique la précipitation des mouvements de Ferdinand et le peu de moyens qu'il crut utile d'y affecter.

Dans Bergen même, le général français plaça huit bataillons allemands et suisses sous les ordres du baron de Closen; en dehors de la muraille et à portée, onze batail-

lons français et deux bataillons suisses, sous la direction supérieure du prince Camille de Lorraine, assisté des maréchaux de camp d'Orlick et Saint-Chamans; derrière le bois de Wilbel, le contingent saxon et, en réserve, trois brigades françaises. Au centre, entre les deux ailes et en arrière de la tour de Berger-Warte, la grosse cavalerie sur trois lignes; les dragons servant de soutien au centre et à la gauche; enfin l'artillerie, commandée par le chevalier Pelletier, sur le front de bataille. Défalcation faite des garnisons de Hanau, Francfort et autres villes, les Français avaient présents à l'action 48 bataillons, 42 escadrons et des troupes légères, soit 29.000 à 30.000 combattants. L'armée du prince Ferdinand comptait (1) 25 bataillons réguliers, 39 escadrons et 3.500 des corps francs, soit en tout 27.000 hommes. Les effectifs étaient à peu près égaux de part et d'autre; les Français avaient plus de fantassins et de canons, tandis que les confédérés l'emportaient (2) en cavalerie.

Aussitôt que Ferdinand eut connaissance des mesures prises par Broglie pour la concentration de son armée à Bergen, il décida de brusquer l'engagement : « Comme toute mon expédition exigeait beaucoup de célérité, écrit-il (3), je résolus de marcher à eux sans perdre de temps. » Malgré la fatigue des troupes qui venaient de faire trois étapes forcées, ordre fut donné aux divisions de se mettre en route avant le jour et de se porter le plus rapidement possible sur le plateau de Bergen.

Vers huit heures du matin, l'affaire débuta (4) par des

(1) Reden. vol. II, p. 6.

(2) Les effectifs des bataillons et escadrons confédérés étaient plus forts que ceux des unités françaises correspondantes.

(3) Ferdinand à Holdernesse. Windeken, 14 avril 1759. Record Office.

(4) Le récit de la bataille de Bergen est tiré des rapports de Broglie, du prince Ferdinand, de Wutgenau, de la *Geschichte des Siebenjährigen Krieges*, vol. III, Berlin, 1828; Sodenstern, *Die Schlacht bei Bergen*, Kassel, 1864;

escarmouches dans le bois de Wilbel entre les troupes légères des deux armées, et par la prise de possession du pont de cette localité par les Hanovriens. Bientôt, leur avant-garde, sous les ordres du prince héréditaire de Brunswick, couronna la hauteur Am hohen Stein, ouvrit la canonnade avec les trois pièces de gros calibre qu'elle avait amenées et lança des colonnes d'assaut sur Bergen. Citons le récit que fait le prince Ferdinand (1) de la première attaque du village : « Lorsque j'arrivais avec l'avant-garde, consistant en trois bataillons de grenadiers et les troupes légères, soutenus par onze escadrons et sept bataillons avec du gros canon, les ennemis n'étaient pas encore formés ; je remarquai même de la confusion parmi eux... Je m'aperçus par le terrain que je pouvais découvrir, que je devais commencer par prendre le village de Bergen, pour gagner la hauteur qui est derrière ce village, et où je ne découvris alors qu'un corps d'à peu près 4.000 hommes. Leur canon commença à jouer, mais faiblement. Je résolus d'attaquer le village et fis presser la marche des colonnes. En attendant, les grenadiers s'étaient portés avec une valeur tout extraordinaire contre le village, quoique un peu trop tôt ; ils chassèrent l'ennemi des jardins et le poussèrent dans le village. » D'après le prince, l'épuisement des munitions fit avorter la tentative : « Ayant tiré tous les 60 coups qu'ils avaient, ils commencèrent à se replier dans le même temps que le prince d'Issemburg s'avançait pour les soutenir. »

L'assaut des Hanovriens, à la tête desquels marchaient les grenadiers des bataillons Dehn et Cramin, fut vivement mené et eut pour résultat de refouler les défenseurs derrière les murs du bourg. Broglie appuya ceux-ci des régiments de Piémont, Royal Roussillon et Alsace, et renforça

Westphalen, *Geschichte der Feldzüge des Herzogs Ferdinand v. Braunschweig*, Berlin, 1871 ; Reden, *Tagebuch*, etc., etc...

(1) Ferdinand à Holdernesse. Ziegenhayn, 23 avril 1759. Record Office.

son extrême droite des régiments suisses de Castella et de Diesbach. Cette manœuvre força l'ennemi à la retraite; mais sur ces entrefaites, vers dix heures, la division d'Issemburg entrait en lice; ses premiers bataillons s'élancèrent aussitôt au secours des assaillants, tandis que le reste se déploya sur le plateau. La seconde tentative des confédérés eut d'abord le même succès que la première et fit reculer les Français jusque dans l'intérieur de Bergen. C'est à ce moment que se place la contre-attaque victorieuse que raconte la relation de l'État-Major français (1) : « Alors M. le duc de Broglie mena le régiment de Rohan le long des vergers, fit entrer celui de Beauvoisis par la rue du village et ordonna qu'ils fussent soutenus par Dauphin et Enghien. Ces troupes réunies attaquèrent l'ennemi avec tant de courage qu'elles le chassèrent et le mirent en grand désordre. » Le prince d'Issemburg qui accourait avec du renfort, fut entraîné dans la déroute et tué en cherchant à rassembler son monde. Extrayons du rapport du prince Ferdinand le passage consacré à cet épisode : « Ce mouvement opposé des uns et des autres y mit la confusion, qui augmenta à mesure que le feu des ennemis devint plus fort. Le prince d'Issemburg fut tué et tous ses bataillons revinrent en si grande confusion que j'eus une peine infinie de les rallier. Ils perdirent cinq pièces de canon qui restèrent dans le village et qu'il n'y avait pas moyen de rattraper. Les ennemis sortirent du village avec des grands cris, en poursuivant notre infanterie; je courus alors à la cavalerie pour la faire avancer. Le régiment hessois du Corps donna; les Français furent renversés et renvoyés dans le village dans un instant. Nous fîmes à cette occasion 150 prisonniers. On réussit à la fin de rallier l'infanterie, et elle fut ramenée sur la hauteur vis-à-vis de celle qui était occupée par les Français. »

(1) Relation de l'État-Major. Archives de la Guerre, vol. 3514.

Complétons ce récit par les documents français : La contre-attaque à laquelle fait allusion le prince, avait été faite par les régiments de Rohan et de Beauvoisis. Cette brigade, entraînée par son ardeur, s'était mise, en dépit des ordres donnés, à la poursuite des fuyards. Mal lui en prit; elle fut chargée par les cuirassiers hessois et forcée de regagner, avec des pertes sensibles, l'abri des murs de Bergen. A leur tour, les Hessois furent arrêtés par le feu de l'artillerie et l'entrée en scène de dix escadrons que Broglie détacha contre eux. Il n'y eut pas au cours de la journée d'autre rencontre de cavalerie, et cependant, il semblerait que le désordre des confédérés, après la mort d'Issemburg, aurait pu être transformé en déroute, si le général français eût fait appel à cette arme.

Dégagés par le succès des Hessois, les bataillons du prince héréditaire furent ralliés par leur vaillant chef et firent un nouvel effort pour s'emparer de Bergen; ils furent repoussés. L'infanterie française s'avança derechef et, en dépit des démonstrations de la cavalerie ennemie, fit mine d'aborder la crête sur laquelle s'était retirée l'armée de Ferdinand. « Les choses paraissaient très périlleuses pour nous, écrit (1) le narrateur hanovrien; par bonheur, le général-lieutenant Wutgenau arriva avec six bataillons qui avaient couru près d'une heure et perdu presque la respiration. » L'apparition fort opportune de cette division fraîche permit aux alliés de reformer leurs unités fort éprouvées par le combat du matin. A partir de ce moment, l'engagement dégénéra en une lutte d'artillerie. « Nous restâmes ainsi, dit la relation allemande, sur le terrain que nous avions soutenu, en essuyant jusqu'à huit heures du soir la plus terrible canonnade qu'on eût jamais entendue; les ennemis ne montrèrent point l'envie de nous attaquer... Nous avions planté deux cents

(1) Rapport de Wutgenau. Windeken, 14 avril 1759. Archives de la Guerre.

pas devant les régiments nos huit gros canons avec les pièces de régiments. Celles-ci firent feu sur tout ce qui se présentait des ennemis, tandis que les autres tiraient continuellement vers les lignes des ennemis et vers Bergen; les ennemis ne restaient pas en arrière, leur canonnade fut même plus forte et on n'en a jamais vu si opiniâtre, qui a duré 12 heures de suite. » La retraite commença à 10 heures du soir; le prince Ferdinand, qui resta l'un des derniers sur le champ de bataille, ne rentra à Windeken qu'à 2 heures du matin.

Ainsi que le prouve ce récit, les dispositions que prit le général hanovrien après l'arrivée de Wutgenau en imposèrent au duc de Broglie qui craignit une reprise du combat. Revenu à la tour de Berger-Warte et complètement rassuré du côté de Wilbel, il renforça son centre d'une grosse réserve d'infanterie empruntée à sa gauche. « Il attendit ainsi à quoi allaient aboutir les manœuvres des ennemis, mais tout se passa en canonnades extrêmement vives qui firent beaucoup souffrir les brigades qui étaient à la tête du village, ayant tiré à cartouche avec de grosses pièces et à une portée qu'on croyait impossible, mais qui était cependant très meurtrière... Un moment avant la nuit, les alliés portèrent plus d'infanterie vers le village comme pour recommencer une nouvelle attaque, et à 11 heures du soir, ils firent leur retraite et marchèrent toute la nuit. »

Malgré leur bonne attitude, les confédérés étaient en fort piteux état. « Nous avons passé la nuit, écrit Wutgenau, sans feu, sans eau, sans pain, la plupart des régiments ayant laissé leurs havresacs à Windeken. » Ils emportèrent cependant du champ de l'action leurs blessés, dont les plus gravement atteints furent abandonnés dans les villages des environs. Leur perte, évaluée à 6.000 par le duc de Broglie, s'éleva d'après le rapport officiel de Ferdinand à 122 officiers et 2.493 soldats tués, blessés ou pris;

celle des Français fut égale sinon supérieure. Le maréchal de Contades (1) donne le chiffre de 3.400 et le commissaire des guerres Dumouriez parle de 2.000 blessés dans les hôpitaux de Francfort, dont quelques-uns appartenant à l'armée confédérée. Dans celle de Broglie, les bataillons qui avaient contribué à la défense de Bergen supportèrent à eux seuls tout le poids de l'affaire; ils y laissèrent presque le quart de leur effectif. La cavalerie n'eut que 13 officiers et soldats hors de combat; dans le corps saxon, le seul officier frappé fut le lieutenant général Dyhern qui mourut de ses blessures. Cinq canons restèrent au pouvoir du vainqueur.

Au surplus, la victoire de Bergen, médiocre comme résultats si l'on n'envisage que ceux de l'engagement, eut pour effet de mettre fin à l'entreprise du prince Ferdinand. « L'événement est bien important, écrit Soubise de Versailles (2), un succès différent entraînant la perte de l'Empire et nous faisant honteusement repasser le Rhin. » Grâce à sa prévoyance et à la rapidité de sa concentration, Broglie avait conjuré le péril, et c'est avec une satisfaction légitime que le rédacteur du rapport français pouvait dire : « Lorsqu'on se rappellera qu'on n'a pu avoir de nouvelles certaines de la marche des ennemis que le 11 au soir, que l'armée était séparée de plus de 80 quartiers, qu'elle a été rassemblée et a gagné la bataille en 36 heures, que tous les magasins ont été conservés et qu'il a été pourvu aux garnisons et à la sûreté des villes de Hanau, de Giessen et de Mayence, on trouvera qu'il n'y a point eu de temps perdu et qu'il fallait que toutes les précautions fussent bien prises d'avance. »

Si le choix du champ de bataille, si les dispositions

(1) Contades à Belleisle. Francfort, 26 avril 1759. Archives de la Guerre, 3514.

(2) Soubise à Castries, 29 avril 1759. Archives de la Guerre.

sur le terrain pour la défense font honneur au général français, il faut avouer que pendant le combat il pécha par timidité ou excès de prudence. Ferdinand au contraire commit des fautes d'ordre opposé; la hâte et le décousu de son attaque le condamnaient à une défaite pour peu qu'il rencontrât une résistance sérieuse. Il se trompa sur les forces de son adversaire, ne fit pas précéder l'assaut de l'infanterie d'une action suffisante de l'artillerie, crut même qu'elle n'était pas indispensable, et exposa en conséquence son armée à un échec qui aurait pu tourner en désastre. Sur les 21 pièces de gros canon que Ferdinand avait emmenées de Cassel, il n'en utilisa que 11, et encore la plupart ne commencèrent à tirer qu'à 6 heures du soir; par contre, il eut beaucoup à souffrir des batteries supérieures des Français, surtout de celles qui, établies sur la lisière du bois de Wilbel, enfilaient ses lignes. La leçon ne fut pas perdue; elle fut d'ailleurs soulignée par le roi de Prusse, qui dans sa correspondance avec Ferdinand n'hésite pas à attribuer l'insuccès au manque d'artillerie. Dès le lendemain de la bataille, le prince porta ses efforts sur l'augmentation et la réorganisation de cette arme, avec des résultats que nous aurons l'occasion de constater dans le cours de la campagne.

Dans le camp français on sut gré au général de sa victoire. « M. le duc de Broglie, écrit Dumouriez (1), fait donner une gratification en vin et en viande à ses troupes; elles l'ont bien méritée. Il en a toute la confiance et la plus naïvement exprimée. » A Versailles, dans le cercle intime du Roi, on ne partagea pas l'enthousiasme du soldat. « M. le duc de Broglie, mande Soubise (2), n'obtien-

(1) Dumouriez à Fumeron. Francfort, 14 avril 1759. Archives de la Guerre, 3514. Le futur ministre et général de la république était alors commissaire des guerres à l'armée de Broglie.

(2) Soubise à Castries, 29 avril 1759. Archives de la Guerre.

dra pas la grâce dont il pourrait se flatter. Ses lettres ne réussissent pas; je crains même qu'elles ne fassent tort aux récompenses qu'il demande pour les officiers particuliers. » Reconnaissons néanmoins que Soubise rend justice aux qualités de son ancien lieutenant : « Aussi je pense et je dis... que M. le duc de Broglie mérite beaucoup... qu'il faut s'en servir et lui passer les défauts de son caractère. » Belleisle, tout en adressant au vainqueur les félicitations obligatoires, y joignit (1) des critiques au sujet de la faiblesse de la poursuite et de la capture par l'ennemi de l'hôpital d'Hanau dont le bruit était parvenu au ministère. Pour le coup, Broglie, d'ordinaire très froid, se fâche et emprunte pour sa réplique (2) le ton et la vivacité de son frère, l'ex-ambassadeur de Dresde et de Varsovie : « Premièrement, monsieur le maréchal, le fait est faux; l'hôpital n'a point été pris et les ennemis n'en ont point approché; 2° quand ils l'auraient pris, cela aurait été peu étonnant et très pardonnable pour deux raisons : la première que la vie des hommes étant précieuse, il vaut toujours mieux laisser prendre un hôpital que de faire périr dans le transport les malades qui ne sont pas transportables... Enfin, Monsieur le maréchal, je n'ignore point que le Roi doit être averti du mal comme du bien, et vous pouvez être sûr que je ne lui cacherai jamais rien. Je suis plus capable qu'un autre de faire des fautes, mais j'espère que la franchise avec laquelle je les avouerai me méritera l'indulgence de Sa Majesté. Vous sentirez cependant qu'il est bien affreux qu'il y ait des particuliers dans une armée, autorisés, par la confiance que le ministre leur donne, à mander des mensonges et à chercher des torts inventés à leur général, quand ils ne peuvent en trouver de réels. »

(1) Belleisle à Broglie, 19 avril 1759. Archives de la Guerre.
(2) Broglie à Belleisle. Francfort, 22 avril 1759. Archives de la Guerre.

Cette épître se croisa avec une lettre autographe du Roi et un billet très aimable de Belleisle (1) : « Le Roi vous regarde comme un des lieutenants généraux de ses armées le plus en état de commander dans la suite » ; enfin l'octroi de quelques-unes des grâces sollicitées vint pacifier les esprits.

Pelletier, qui était à la tête de l'artillerie, et d'Orlick furent promus lieutenants généraux, et le prince de Rohan devint maréchal de camp. Du bâton de maréchal de France pour le vainqueur il ne fut pas question ; cependant le pour et le contre avaient été fort discutés à Versailles. Un mot intime de Soubise à son ami (2) Castries y fait allusion : Tout d'abord les compliments sur les succès des armes qu'on associe, selon la mode de l'époque, à ceux de la galanterie : « C'est un beau moment que le retour d'une bataille gagnée. Je ne me rappelle pas Mme de Tannerat qui a le bonheur de vous plaire ; je crains qu'elle ne soit de la seconde noblesse. Fi donc, Monsieur le général de la cavalerie, ne vous abaissez point... Je viens de voir la duchesse de Broglie qui demande avec instance le bâton. » Quelques jours après, l'appréciation flatteuse que nous avons extraite de la correspondance de Soubise est suivie de ces mots : « Je vous répète qu'on n'est pas dans la résolution de le faire maréchal de France. » Broglie en effet dut attendre quelques mois la distinction suprême de son pays ; mais il fut mieux traité par L. M. Impériales de Vienne qui, reconnaissantes au sauveur de l'Allemagne du sud, voulurent lui décerner le titre de prince de l'Empire. Consultée à ce sujet, la cour de Versailles, malgré ses sentiments peu favorables pour le destinataire d'un honneur qu'elle trouvait excessif, ne put que remercier l'Empereur avec effusion et accepter son offre gracieuse.

(1) Belleisle à Broglie, 22 avril 1759. Archives de la Guerre.
(2) Soubise à Castries, 19 avril 1759. Archives de la Guerre.

Si le général français se montra peu entreprenant sur le champ de bataille, il le fut encore moins après sa victoire dont il ne sut pas tirer tout le parti possible. Cependant l'adjonction, le lendemain de l'affaire, des 14 bataillons et 4 escadrons de Saint-Germain lui assurait sur le prince Ferdinand une supériorité numérique qui s'ajoutait au prestige moral du succès. En dépit de ces avantages, Broglie se borna à faire suivre l'ennemi par ses volontaires et par sa cavalerie légère, et encore les instructions pour la poursuite étaient-elles empreintes d'une prudence qui indique ou peu de confiance dans les subordonnés, ou un respect exagéré pour l'adversaire : « J'ai recommandé à M. d'Obenheim, écrit-il à Belleisle (1), de ne point s'aventurer et en cas que les ennemis marchassent ce matin, d'aller à la suite des dragons jusqu'à Hungen, mais de ne point le dépasser, quelque chose qui pût arriver... On en peut refuser beaucoup de louanges au prince Ferdinand de la grandeur du projet et de la vivacité de sa marche ; c'est un ennemi dangereux et aux mouvements duquel on ne saurait donner trop d'attention... Je ne pense pas qu'il faille s'endormir ; l'ennemi est battu mais il n'est pas détruit ; il va changer son projet et tâcher de reprendre sa revanche. »

Après un séjour de deux jours à Windeken, et de deux autres à Marienborn, Ferdinand continua à se replier sur la Hesse. Le 18, il transféra son quartier général à Grunberg, puis à Alsfeld et enfin le 23, à Ziegenhayn. Dans une lettre à Holdernesse (2) il justifie ce recul : « Ayant un ennemi beaucoup plus fort en front, les Autrichiens sur mon flanc gauche, le corps de M. de Blaisel sur ma droite et une distance de vingt milles d'Allemagne entre l'ennemi et Cassel d'où je tire toutes mes

(1) Broglie à Belleisle. Francfort, 19 avril 1759. Archives de la Guerre.
(2) Ferdinand à Holdernesse. Ziegenhayn, 27 avril 1759. Record Office.

subsistances, il aurait été une fausse honte que ne vouloir pas faire ma retraite. » Pendant la marche rétrograde des confédérés, Blaisel, qui avait la direction supérieure des troupes légères françaises, livra un combat heureux; informé, par une dépêche trouvée sur un officier prisonnier, du voisinage d'un détachement ennemi, il l'attaqua et lui tua ou prit beaucoup de monde, dont 11 officiers et 213 dragons du régiment prussien de Finckenstein. La fatigue des hommes et des chevaux, la pénurie de vivres et de fourrages firent arrêter la poursuite; les régiments réguliers de Broglie étaient déjà de retour dans leurs cantonnements.

Le 25 avril, Contades qui revenait de France arriva à Francfort; il apportait avec lui la nouvelle distribution de l'armée d'après laquelle Broglie voyait son corps réduit à 38 bataillons et 31 escadrons, 1.600 troupes légères et 18 canons. Contre cette diminution, Broglie protesta par un mémoire (1) où il exposait que son effectif diminué ne serait pas en état de repousser une seconde tentative de Ferdinand. Il ne fallait pas compter sur le duc de Deux-Ponts : « M. le maréchal de Contades sait le peu de fonds qu'on doit faire sur l'armée de l'Empire, sa faiblesse, sa composition, son penchant à rentrer en Bohême. Il est aisé de juger de là du peu de forces qu'il faudra au prince Henri pour la masquer. » Le document concluait à une augmentation indispensable pour résister à un effort combiné des princes Henri et Ferdinand. Quelques jours après, notre général marque son mécontentement en annonçant à Belleisle (2) qu'il va, avec la permission de Contades, faire une cure de lait à Ober Ingelheim et qu'il cède le commandement au chevalier de Muy. Avant de s'absenter, il attire derechef l'attention du

(1) Mémoire de Broglie, 29 avril 1759. Archives de la Guerre.
(2) Broglie à Belleisle. Francfort, 3 mai 1759. Archives de la Guerre.

ministre sur le danger d'une incursion des confédérés qui n'attendront pas pour agir le 10 juin, date indiquée par Contades et Monteynard comme celle de la mobilisation générale. Même langage à Contades (1) qu'il prie de faire une diversion : « Je dois vous observer de nouveau qu'il me semble que vous n'avez pas un moment à perdre..... et peut-être même qu'en donnant sur-le-champ ordre aux troupes que vous vous êtes proposé d'assembler à Cologne, de se porter à Limbourg, elles y arriveront à peine à temps. » Bientôt une demande d'aide de l'évêque de Wurtzburg vint confirmer les craintes du duc ; puis ce fut Deux-Ponts qui appela au secours (2) : Le prince Henri marche contre lui avec 30.000 hommes ; les Hanovriens en ont 10.000 à Bischoffsheim, localité au sud de Fulde ; l'armée des Cercles va rétrograder sur Bamberg.

Ces bruits, en ce qui concerne le détachement de l'armée du prince Ferdinand, étaient exagérés. Celui-ci n'avait participé à l'entreprise du prince Henri que par l'envoi de 5 ou 6.000 hommes, sous le général Urff, dans la partie supérieure de la vallée de la Werra. Le 16 mai, cette division était parvenue à Römhild près de Königshofen ; elle poussa ses éclaireurs jusqu'à Schweinfurt sur le Mein, mais ne prit aucune part aux engagements qui eurent lieu entre Prussiens et Impériaux et retourna peu après en Hesse.

Quant au mouvement du prince Henri, il eut une autre importance ; l'opération débuta le 8 mai par une rencontre près de Hoff entre Finck et l'Autrichien Mac Guire ; ce dernier, battu et coupé, ne put rejoindre l'armée de l'Empire qu'à Nuremberg après un long détour par la Bohême. Deux-Ponts dont le quartier général était à Culmbach, très ému de l'approche des Prussiens et des

(1) Broglie à Contades. Francfort, 5 mai 1759. Archives de la Guerre.
(2) Deux-Ponts à Broglie, 10 mai 1759. Archives de la Guerre.

Hanovriens, ne parlait de rien moins que de se retirer sur le Danube. La Touche que nous avons vu ministre français à Berlin et qui était chargé d'une mission en Allemagne (1) et Goertz obtinrent avec l'appui de Hadick, le remplaçant de Serbelloni, que la retraite fût dirigée sur Bamberg. Elle coûta cher aux Impériaux : « Nos troupes s'éparpillent, raconte Goertz (2), sans pour ainsi dire tirer un coup de fusil. » Renseignements identiques de La Touche (3) : « Le régiment d'infanterie de Cronaich du cercle de Franconie, attaqué ce matin par 200 hussards, a mis bas les armes sans tirer un coup de fusil et 3 escadrons de dragons palatins n'ont pas fait une meilleure défense et se sont dispersés. Que peut-on espérer de pareilles troupes qui ne peuvent que décourager et embarrasser les Autrichiens? » On n'atteignit Bamberg le 14 mai que pour fuir à Nuremberg où finit la reculade. Les Prussiens suivirent à loisir, ramassant les traînards, recueillant les déserteurs et s'emparant des magasins que les Impériaux n'avaient pas eu le temps de détruire; le 16 mai, ils entrèrent à Bamberg et auraient pu continuer leur course victorieuse, s'ils n'avaient pas été rappelés par les nouvelles de la diversion du général autrichien Gemmingen sur les frontières de Saxe et des progrès des Russes vers Posen.

Dans toute la Franconie et jusque dans l'évêché de Wurtzburg la panique fut générale parmi les autorités; la population, par contre, fit bon accueil aux Prussiens. « L'ennemi, écrit Ryhiner (4), a trouvé le moyen de mettre les peuples dans ses intérêts; ils se louent de la discipline, du peu de tort qu'il occasionne par son séjour, et paraissent dégoûtés de la manutention et des procédés de

(1) La Touche à Belleisle. Culmbach, 10 mai 1759. Archives de la Guerre.
(2) Goertz à Broglie. Cassendorf, 11 mai 1759. Archives de la Guerre.
(3) La Touche à Belleisle. Cassendorf, 11 mai 1759. Archives de la Guerre.
(4) Ryhiner à Belleisle. Wurtzburg, 17 mai 1759. Archives de la Guerre.

l'armée de l'Empire. » Wurtzburg fut sauvé par l'arrivée opportune du général autrichien Saint-André, Schweinfurt par celle du partisan Fischer que Broglie avait dépêché avant son départ pour les eaux. Après 6 jours de repos à Bamberg, le prince Henri fit prendre les devants à son parc d'artillerie le 22 mai, et 48 heures plus tard se mit en route pour la Saxe; le retour ne fut signalé par d'autre incident qu'un combat d'arrière-garde où les Prussiens repoussèrent les hussards et les pandours et leur enlevèrent 2 canons. A en croire le rapport de Goertz (1), leur conduite pendant la retraite fut beaucoup moins exemplaire qu'au début de l'expédition. « Ils dévastent le pays partout où ils passent, en emmènent les subsistances et tout l'argent qu'ils peuvent ramasser. Ils maltraitent cruellement les baillifs et surtout les gens d'église. » A Bamberg ils réclamèrent au chapitre une contribution de 700.000 écus et détinrent des otages pour en assurer le paiement. Marainville qui était rentré comme attaché militaire au quartier général du duc de Deux-Ponts, donne (2) les mêmes informations : « Les Prussiens ont emmené les chevaux, les bœufs, les vaches et tout ce qui pourrait faciliter les mouvements de cette armée. »

A propos de l'incursion du prince Henri en Franconie, les cours de Vienne et de Versailles échangèrent des récriminations où chacune rejetait sur l'autre la responsabilité des malheurs survenus au duc de Deux-Ponts. Aux plaintes transmises par Boyer, qui faisait l'intérim de l'ambassade de Vienne, sur l'inaction des Français, Choiseul réplique (3) en attribuant les succès du prince Henri à deux causes : « La première, que M. le prince de Deux-Ponts est le plus inepte de tous les hommes; la seconde,

(1) Goertz à Belleisle. Nuremberg, 26 mai 1759. Archives de la Guerre.
(2) Marainville à Belleisle. Erlangen, 30 mai 1759. Archives de la Guerre.
(3) Choiseul à Boyer, 28 mai 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

que les Autrichiens laissent tranquillement le prince Henri évacuer la Saxe pour se porter en Franconie..... Demandez un peu à M. de Kaunitz ce que sont devenus les 30.000 hommes de troupes autrichiennes qui devaient être avec l'armée des Cercles..... Je m'attends qu'il dira que tous ces inconvénients n'arrivent que par notre faute, mais avec sa permission nous croyons que c'est par celle de la cour de Vienne. » Quelle que fût la raison de l'heureuse issue de l'entreprise, nous devons constater que l'expédition du prince Henri remplit le but proposé ; elle mit l'armée des Cercles hors d'état de rien accomplir jusqu'au mois de juillet. D'ailleurs l'Impératrice Reine, mécontente à bon droit du duc de Deux-Ponts, rappela la plus grande partie de ses nationaux et réduisit à 4 régiments de cavalerie et 4.000 Croates le contingent affecté à l'armée de l'Empire.

Retournons maintenant à l'armée française : Peu de jours après la bataille de Bergen, Ferdinand avait fait part au roi de Prusse (1) de ses inquiétudes pour Munster et de son intention de rentrer en Westphalie ; néanmoins il maintint son quartier général à Ziegenhayn jusqu'au 15 mai, et ne se rendit à Lippstadt que le 18, laissant Imhoff avec sa division pour couvrir la Hesse. Avec quelque vérité il put se féliciter (2) d'avoir tenu les Français en suspens pendant plus d'un mois. De leur côté, ceux-ci, revenus de l'alerte que leur avait occasionnée l'incursion des confédérés, avaient réintégré leurs quartiers et étaient occupés aux travaux de réparation qui, en avance sur l'année précédente, étaient cependant en retard sur ceux de l'ennemi. Les régiments français et suisses avaient reçu et incorporé leurs jeunes soldats, mais le recrute-

(1) Ferdinand à Frédéric. Ziegenhayn, 23 avril 1759. *Correspondance politique*, vol. XVIII, p. 202.
(2) Ferdinand à Holdernesse. Ziegenhayn, 15 mai 1759. Record Office.

ment des corps allemands au service de Louis XV devenait de plus en plus difficile. On avait cherché à imiter les agissements de Frédéric en Saxe et au Mecklembourg en pratiquant des levées dans le comté de Hanau. Les premières tentatives n'ayant pas réussi, Belleisle insiste (1) : « J'espère pourtant que nous en viendrons à bout avec de la suite et toute la rigueur prussienne. » Le second essai fut aussi infructueux que le premier. Le chevalier de Muy s'excuse (2) de son insuccès : « Nous ne tirerions pas de ces hommes, quand même nous les aurions, un usage aussi grand que le roi de Prusse. Nos troupes étrangères mêmes, quoique mieux disciplinées que les nationales, n'ont pas la vigilance qui fait chez ce prince de chaque régiment, soit en marche, soit en campagne, soit en quartier, une espèce de prison où les soldats sont observés sans cesse. »

Sans nous inscrire en faux contre une appréciation que confirment les témoignages de plusieurs contemporains sur la sévérité du régime prussien, nous devons reconnaître que les procédés arbitraires de recrutement auxquels Frédéric avait recours étaient facilités par la communauté de langue et de religion, et peut-être aussi par le sentiment national inconscient mais vivace qui confondait la cause du roi de Prusse avec celle de la patrie allemande.

(1) Belleisle à Contades, 7 mai 1759. Archives de la Guerre, 3515.
(2) Muy à Belleisle. Francfort, 22 mai 1759. Archives de la Guerre, 3516.

CHAPITRE II

MINDEN

L'ARMÉE DE CONTADES DÉBOUCHE PAR LA HESSE. — RETRAITE DE FERDINAND. — SURPRISE DE MINDEN. — CAPITULATION DE MUNSTER. — BATAILLE DE MINDEN. — COMBAT DE COEFELD.

Pendant l'intervalle de repos qui précéda la reprise des hostilités, le cabinet de Versailles apporta une modification importante au plan concerté avec Contades. Conformément à l'avis de quelques membres du conseil, et aussi sous l'influence des mémoires qu'inspirait à Broglie la crainte d'une nouvelle pointe du prince Ferdinand sur Francfort, Belleisle proposa (1) de faire déboucher la grande armée par la Wetteravie et par la Hesse, au lieu de la Westphalie, comme on le voulait d'abord. Dans l'esprit du ministre, il serait préférable de dégarnir le Bas-Rhin qui n'était pas menacé et de renforcer les corps chargés de la défense du Mein et de la Lahn, dont le recul, envisagé comme possible lors de l'adoption du projet primitif, aurait été mal interprété par l'opinion. Ce changement « devait empêcher le cri général et prévenir le ton et les écrits avantageux que les cours de Berlin et de Londres ne manqueront pas de prendre par cette retraite dans nos places qu'ils qualifieront peut-être de fuite, et effaceront avec

(1) Belleisle à Contades, 7 mai 1759. Archives de la Guerre, 3515.

une sorte de vraisemblance l'avantage réel remporté le 13 avril ». De plus, on demanda à Contades d'avancer son mouvement de quelques jours et de laisser provisoirement la division de Saint-Germain à la disposition de Broglie pour le cas d'une entreprise du prince Ferdinand contre Giessen ou Hanau.

Contades s'inclina devant les suggestions de Versailles, informa Broglie (1) que la marche du gros de l'armée serait dirigée sur Giessen et l'invita à faire ses préparatifs en conséquence. A cette époque, c'est-à-dire au milieu de mai, Broglie, ou pendant son absence aux eaux, son remplaçant Muy, avait sous ses ordres, tant autour de Francfort qu'en Wetteravie, sans compter les garnisons, 60 bataillons, 57 escadrons et 2.200 troupes légères, dont, une fois la campagne commencée, il ne garderait qu'à peu près la moitié. Sur le Bas-Rhin, le marquis d'Armentières devait opérer avec un corps indépendant de 19 bataillons, 24 escadrons et 2.000 hommes des corps francs; le reste de la grande armée était échelonné sur le Rhin depuis Wesel jusqu'à Coblentz. Le total, en y ajoutant ce qui était alloué aux places fortes, se montait à 136 bataillons, 124 escadrons et 5 à 6.000 troupes légères, soit environ 90.000 combattants. Contades (2) annonce à Muy qu'il espère arriver le 31 à Giessen : « J'y aurai le 1er juin 100 bataillons et 100 escadrons, en y comprenant la réserve que je laisse à M. le duc de Broglie. » Ce dernier, d'abord fort mécontent de la diminution de l'effectif qui lui était confié, en avait refusé le commandement sous prétexte de santé, puis il se ravisa, et promit de rejoindre aussitôt sa cure achevée.

La concentration s'accomplit sans incident autre que

(1) Contades à Broglie, 14 mai 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3515.

(2) Contades à Muy. Dusseldorf, 17 mai 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3516.

la fatigue des étapes; le 30 mai, Contades (1) mande à Belleisle des environs de Giessen, qu'il avait réuni autour de cette ville et auprès de Marburg 82 bataillons et 54 escadrons. Muy avait affecté 6 bataillons à Francfort et 3 à Hanau; avec le surplus, 18 bataillons et 29 escadrons, il était à Homburg; les carabiniers et gendarmes dont la mobilisation avait été retardée étaient encore en arrière; l'armée traînait avec elle 74 canons de position dont 12 au corps de réserve. Contades se loue de l'esprit et de la tenue des troupes (2) : « Je ne les ai jamais vues entrer en campagne en aussi bon état. » Il attribue ce bon résultat à l'augmentation du traitement d'hiver qui avait permis d'améliorer la nourriture du soldat, et aux facilités accordées aux capitaines pour le recrutement de leurs compagnies. Le 10 juin, le quartier général était à Corbach dans la principauté de Waldeck; le même jour, Broglie qui avait rejoint son corps de réserve, occupa, sans coup férir, Cassel et le lendemain Munden. Dans ces deux villes, les Français s'emparèrent de magasins considérables que l'ennemi n'avait pu ni enlever ni détruire. Le 13 juin, Contades avise (3) Belleisle de son arrivée à Stadtberg : « Je suis très obligé à M. le prince Ferdinand d'avoir bien voulu que je passasse par ici; il était bien le maître de m'en empêcher. Dix mille hommes placés dans ces défilés ne seraient pas forcés par une armée. » Jusqu'alors on n'avait rencontré aucune résistance; on n'avait même pas pris le contact avec l'arrière-garde du général Imhoff qui était demeuré le dernier en Hesse; à Stadtberg les Français se retrouvèrent en face des confédérés dont le gros était campé à Buren.

(1) Contades à Belleisle. Heucheleim, 30 mai 1759. Archives de la Guerre, 3516.

(2) Contades à Belleisle. Nieder Walcheren, 3 juin 1759. Archives de la Guerre, 3517.

(3) Contades à Belleisle. Stadtberg, 13 juin 1759. Archives de la Guerre.

Ferdinand, qui depuis le 18 mai était rentré en Westphalie, paraît s'être attendu à voir son adversaire déboucher de Wesel et de Dusseldorf et ne s'être rendu compte que tardivement de la marche des Français par Giessen; tout au moins ne redoute-t-il pas une vigoureuse offensive de leur part. « Le maréchal de Contades, écrit-il (1) le 29 mai, s'est éloigné du Rhin à peu près au même moment que je m'en suis rapproché; les affaires de Franconie et mon séjour à Ziegenhayn peuvent lui avoir donné l'idée de se porter avec la plus grande partie de ses troupes sur la Lahn... Cet éloignement du maréchal du Rhin m'offre une belle occasion de tenter quelque chose sur Dusseldorf. » Mais l'artillerie lui fait défaut pour un siège même de courte durée et il devra se borner à « une diversion qui obligera peut-être le maréchal de revenir sur le Rhin. » En exécution de ce projet, le prince de Brunswick fut chargé d'une expédition contre les détachements français de la rive droite du fleuve; il culbuta les avant-postes des villages d'Elverfeld et Niedmann en leur infligeant une perte de 200 hommes tués ou pris, parmi lesquels leur chef, le lieutenant-colonel de Montfort, et poussa une reconnaissance jusque sous les murs de Dusseldorf. Cette pointe hardie jeta l'alarme dans la ville. Sourches, qui y commandait, fait part de son émotion (2) au ministre : « Je prépare tout ici pour la défense de la place en cas de besoin... Ma plus grande inquiétude est pour les magasins prodigieux de fourrages qui sont restés ici et que l'on a placés malheureusement hors de l'enceinte des fortifications, comptant qu'ils seraient consommés avant le départ de l'armée. » Torcy, le gouverneur de Cologne, fut saisi également de panique et prévint Contades de ses prépara-

(1) Ferdinand à Holdernesse. Reike, 29 mai 1759. Record Office. Londres.
(2) Sourches à Belleisle. Dusseldorf, 5 juin 1759. Archives de la Guerre, 3517.

tifs pour l'évacuation des approvisionnements et des bouches à feu de Deutz, tête de pont sur la rive droite du Rhin. Cet avis lui valut une verte semonce (1) : « Il me paraît que vous comptez abandonner les retranchements de Deutz, si l'ennemi s'y portait; mon intention n'est point du tout telle, et je ne les ai pas fait construire pour être abandonnés à l'approche de l'ennemi..... Il est nécessaire qu'en tout vous ne preniez rien sur vous et que vous exécutiez tout ce qui sera prescrit. » Contades, on le voit, eut le mérite de ne pas attacher trop d'importance à l'incursion du prince de Brunswick et de ne pas se laisser détourner de son but par cette diversion. Les événements lui donnèrent raison, car le mouvement des Français sur Giessen suffit pour déterminer Ferdinand à concentrer son armée, à rappeler à lui Imhoff et à céder la Hesse à l'envahisseur. En prenant position à Buren avec le gros de ses troupes, il espérait à la fois barrer le passage de l'Ems et du Weser, couvrir ses forteresses de Munster et de Lippstadt et maintenir le contact avec Wangenheim, affecté avec sa division à la garde de la Westphalie.

Pour arracher cette province aux confédérés, il devenait urgent de faire entrer en ligne le corps d'Armentières; aussi Contades engage-t-il (2) ce dernier à se mettre en campagne tout en le renseignant sur ses propres projets : « Les ennemis, étonnés de la rapidité de notre marche, se rassemblent à Lippstadt et paraissent incertains du parti qu'ils vont prendre. Je vais profiter de leur étonnement. Je compte marcher avec l'armée le 14 à Stadtberg et le 15 passer les défilés pour entrer dans la plaine de Paderborn ou bien tenir ces défilés suivant les circonstances pour être le maître de déboucher. » Broglie doit aller de Cassel à Warburg où il arrivera le 15 : « Je serai obligé

(1) Contades à Torcy. Corbach, 11 juin 1759. Archives de la Guerre. 3517.
(2) Contades à Armentières. Corbach, 12 juin 1759. Archives de la Guerre, 3517.

de séjourner quelque temps au delà des défilés de Stadtberg afin de donner le temps aux munitionnaires de former leur établissement de Corbach, car il a fallu forcer tous les moyens pour nous faire vivre au delà de Stadtberg. Nous allons voir ce que ce mouvement en avant va produire sur M. le prince Ferdinand; il est vraisemblable ou qu'il se rapprochera de moi, ou qu'il se portera vers Bielefeldt, ou qu'il prendra une position à Lippstadt; ses mouvements décideront les vôtres et le siège de Munster. Je ne doute pas aussi que la marche que vous allez faire en avant ne l'embarrasse beaucoup, et peut-être le déterminera-t-elle à abandonner Munster. Quoi qu'il en soit, Monsieur, il est nécessaire que vous vous portiez à une marche en avant de Wesel, et que vous poussiez des détachements dans tout le pays afin que votre mouvement fasse plus d'effet. »

Pendant cinq jours, les deux armées restèrent en observation, les Français à Meerhof, les confédérés à Buren; il y eut des escarmouches insignifiantes où chacun s'attribua l'avantage, et des reconnaissances où les deux états-majors se rencontrèrent et où M. d'Hennevy, aide-maréchal des logis de l'armée, eut une conversation avec le duc de Richmond. Dans le camp français, on fut fixé le 17 juin sur la présence de Ferdinand par une lettre datée du matin et signée de lui, par laquelle il demandait pour deux de ses officiers malades un passeport à l'effet de faire une cure aux eaux de Giesmar. A ce moment, le maréchal prêtait (1) à l'ennemi le dessein de se maintenir dans « la position de Buren qui n'est attaquable que par sa gauche, manœuvre qui rendra difficile son ravitaillement par Corbach », où il fait établir ses fours. Les Hanovriens le tirèrent d'embarras en levant leur camp le surlendemain à la pointe du jour et en se retirant sur Lippstadt. Pour expliquer ce re-

(1) Contades à Belleisle. Meerhof, 17 juin 1759. Archives de la Guerre, 3517.

cul, Ferdinand allégua (1) le double risque qu'il courrait, en séjournant trop longtemps à Buren, de perdre sa ligne de ravitaillement, ou, pour la conserver, d'être contraint d'accepter une bataille dans un poste peu propice. « Il ne me paraît pas encore décidé si l'ennemi commencera par faire le siège de Lippstadt ou s'il voudra m'obliger à lui livrer combat. S'il s'attache à la ville de Lippstadt, il se pourrait que Munster fût assiégé en même temps par le marquis d'Armentières. Comme l'ennemi est fort supérieur en troupes, je ne puis empêcher ni l'un ni l'autre. Et si je ne vois pas jour à secourir ces deux places, je crains fort que je ne sois forcé d'abandonner une partie de mes magasins, pour sauver l'autre, et de passer le Weser. »

Mais dans ce cas, quelle direction faudra-t-il prendre? Ferdinand interroge (2) le roi George à ce sujet : « Il peut arriver, Sire, que je me trouve obligé de passer le Weser ; la question sera alors vers où j'aurai à me replier. Si je descends le long du Weser, je m'écarte du secours que je peux obtenir de Sa Majesté prussienne, mais si je me replie vers le Brandebourgeois, je dois abandonner la forteresse de Stade à sa propre force. » Pour résoudre le dilemme, il sollicite des instructions précises. Le Roi lui fit répondre (3) qu'il le laissait libre d'agir selon ses vues propres et qu'il avait toute confiance en son jugement. Dans le camp hanovrien, on supposait aux Français des effectifs qui dépassaient de beaucoup la réalité. Westphalen, le perspicace secrétaire du prince Ferdinand, partageait lui-même cette opinion (4) : « M. le duc de Broglie qu'on croit moins gascon que ses compatriotes, a dit à Cassel que l'armée

(1) Ferdinand à Holdernesse. Rittberg, 21 juin 1759. Record Office.

(2) Ferdinand à George. Rittberg, 21 juin 1759. Newcastle Papers, 32892.

(3) Holdernesse à Ferdinand, 30 juin 1759. Record Office.

(4) Westphalen à Hoenichen. Rittberg, 26 juin 1759. Newcastle Papers, vol. 32892.

française était composée de 100.000 combattants, que pas un homme n'y manquait. Le landgrave qui nous l'a mandé en est persuadé et se croit perdu sans ressource. » Retardé par la nécessité de transporter ses approvisionnements de Francfort à cinquante lieues de distance, Contades ne put exploiter les appréhensions de son adversaire et ne déboucha de Meerhof que le 24 juin. « Personne, écrit-il à Armentières (1), sachant que je tire ma matière du Mein, ne me reprochera mes séjours forcés à Meerhof et Paderborn ; il verra qu'on ne peut pas aller plus vite sur tous les objets et à tous les égards. » Armentières aura à entreprendre les sièges de Munster et de Lippstadt, mais ne doit pas s'engager avant que la grande armée n'ait fait de nouvelles étapes vers le Weser : « Je pense donc que le moment de vos opérations ne viendra que lorsque le prince Ferdinand sera à Bielefeldt ou même l'aura dépassé. Jusque-là vous devez vous contenter d'observer le camp de Dülmen... Ainsi vous voyez que c'est à peu près à l'époque du 1er juillet qu'il faut que vous soyez préparé à marcher en avant. »

A Versailles, la prompte mobilisation et les progrès comparativement rapides de l'armée avaient produit une excellente impression : « Je donnerais, écrit Belleisle (2), une bonne somme de ma poche pour que vous eussiez 50 fours à Corbach, faits et parfaits depuis le 13, avec 30.000 sacs de farine pour vous mettre en état de tourner cette gauche de M. le prince Ferdinand comme vous le proposez, mais à l'impossible nul n'est tenu. » Quelques jours après, c'est une conversation (3) entre Louis XV et le ministre que celui-ci rapporte : « Je répondis au Roi que votre volonté était telle (de marcher à l'ennemi)

(1) Contades à Armentières. Meerhof, 23 juin 1759. Archives de la Guerre 3517.

(2) Belleisle à Contades, 20 juin 1759. Archives de la Guerre, 3517.

(3) Belleisle à Contades, 25 juin 1759. Archives de la Guerre, 3517.

que vous l'aviez inspirée à toute votre armée. Vous avez en effet la satisfaction que toutes les lettres qui en viennent chantent vos louanges, et l'ordre et la discipline qui y règnent. »

Aussitôt les vivres assurés, Contades reprit son offensive, ne s'accorda qu'un court repos à Paderborn et en repartit le 29, laissant dans la ville 4 à 500 malades ou éclopés ; le lendemain l'avant-garde de Broglie s'empara de Rittberg où elle captura le poste de 50 grenadiers, un hôpital de 62 Anglais et un convoi de 32 voitures attelées à 4 chevaux. Enfin le 2 juillet, Broglie et Fischer annoncèrent leur entrée à Bielefeldt que l'ennemi avait évacué après avoir distribué aux habitants le contenu du magasin ; ils ignoraient encore si le prince Ferdinand s'était retiré sur Osnabrück ou sur Warendorf. Depuis le séjour de Buren il y avait eu entre les troupes légères des belligérants une succession d'escarmouches avec résultats variés, mais peu importants; les confédérés avaient effectué leur retraite en bon ordre, ne perdant en route que des déserteurs d'ailleurs nombreux. D'après le rapport fait au maréchal (1), en trois semaines on avait délivré 1.500 passeports aux transfuges du camp hanovrien.

Après un arrêt de cinq jours à Dissen, petit bourg situé à égale distance de Munster et d'Hervorden, Ferdinand transporta son quartier général à Osnabrück. Les forces dont il avait disposé jusqu'alors ne comptaient, par suite du maintien en Westphalie de la division Wangenheim, que 45 bataillons, 68 escadrons et quelques troupes légères, soit environ 45.000 hommes, et étaient donc très inférieures à celles des Français. Pour rétablir la proportion numérique, le prince rappela les 8 bataillons et les 8 escadrons de Wangenheim ; en conséquence, ce général

(1) Contades à Belleisle. Bielefeldt, 5 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3518.

quitta Dülmen, et après avoir passé par Munster dont il renforça la garnison, rejoignit l'armée confédérée à Osnabrück le 9 juillet. Le départ de Wangenheim laissait au pouvoir des Français toute la région comprise entre le Rhin et l'Ems, à l'exception des places de Munster et de Lippstadt.

Une retraite ininterrompue depuis le début de la campagne avait attiré à Ferdinand des critiques sévères de la part de son ancien chef le roi de Prusse. En cherchant à se disculper, le prince rend hommage (1) à la stratégie et à la tactique de son adversaire : « Le maréchal de Contades marche avec de grandes précautions, et se tient extrêmement serré. La manœuvre qu'il a jusqu'à présent exécutée, consiste à pousser un corps en avant sur sa droite, pour déborder ma gauche, mais ce corps ne s'éloigne jamais du gros que d'une heure de chemin, et les positions qu'il prend sont toujours très fortes, et il paraît qu'il ne veut agir qu'à coup sûr. V. M. voit par là que je dois être un peu embarrassé ; je ne vois d'issue à ce jeu que de livrer bataille, et je ne saurais livrer bataille qu'en attendant beaucoup de la fortune. » Pourquoi Ferdinand adopta-t-il la direction excentrique d'Osnabrück? Sans doute pour faciliter la jonction de Wangenheim et pour être à même de secourir Munster ; mais, en revanche, il courait le risque d'être devancé sur le Weser. Il semblerait d'ailleurs que la cause immédiate du mouvement fût un rapport d'Imhoff (2) qui annonçait la présence de gros partis français dans les environs de Melle. La marche de Dissen à Osnabrück fut laborieuse ; la chaleur était intense et le pays difficile ; aussi l'étape commencée à cinq heures du matin ne se termina-t-elle pour la plupart des régiments confédérés que dans la nuit ou le lendemain matin. Le

(1) Ferdinand à Frédéric. Dissen, 6 juillet 1759. Westphalen, III, p. 328.
(2) Reden, *Feldzüge der allierten Armee,* II, p. 39.

9 juillet, pendant que Ferdinand se reposait à Osnabrück, Contades s'installait à Hervorden, et Broglie avec son corps, qui, malgré son titre de réserve, servait d'avant-garde, s'emparait par un heureux coup de main de la forteresse de Minden.

Une première sommation faite au gouverneur de la place, le général Zastrow, n'ayant pas produit d'effet, Broglie allait attendre les renforts et le canon qu'il avait réclamés, quand arriva Fischer avec ses volontaires. Voici en quels termes le duc raconte l'aventure (1) : « Je l'ai chargé (Fischer) ainsi que les hussards de Nassau, de chercher un gué ; ils n'en ont pas trouvé, mais ils ont vu un bac de l'autre côté du Weser ; au moyen de quelques louis mon frère a fait passer à la nage un grenadier qui a ramené le bac dans lequel il a fait passer aussitôt le corps de Fischer et a été avec lui. J'ai fait en même temps tourner la ville à M. le Baron de Closen, avec huit compagnies de grenadiers et huit piquets, pour aller se placer devant la porte de Nienbourg et empêcher que la garnison ne pût s'échapper par là. Les Fischers ont marché à l'ouvrage de la tête du pont ; il y a eu quelques coups de fusil, j'ai fait tirer 7 ou 8 coups de canon de ce côté-ci de la rivière sur cet ouvrage et sur le pont, ce qui a si fort intimidé ceux qui le gardaient qu'ils se sont enfuis dans la ville sans achever de lever le pont-levis. Les grenadiers de Fischer ont suivi et sont entrés après les ennemis dans la ville et ont été suivis de presque tout le corps qui ont pressé les ennemis de rue en rue et pris presque tout sur les remparts où ils se sont réfugiés. Mon frère y est entré avec eux et s'est occupé de sauver la ville du pillage. J'y ai couru de mon côté et je suis entré dans la ville avec 6 compagnies de grenadiers français avec lesquels nous avons fermé toutes les rues et mis dehors tous les Fischers qui ont un peu pillé mais

(1) Broglie à Contades. Minden, 9 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3518.

beaucoup moins que dans pareille circonstance on ne devait le craindre. Il n'y a pas, à ce que m'a dit M. Fischer, un homme de son corps tué, mais seulement des blessés, et très peu des ennemis.... M. de Zastrow est pris ainsi que tous les officiers et soldats; j'en aurai demain l'état que j'aurai l'honneur de vous envoyer, ainsi que celui des magasins de grains qu'on dit qu'il y a. Ils ont jeté aujourd'hui un petit magasin de foin, et en ont brûlé un de paille au moment de l'attaque. » Toute la garnison, composée de 1.400 à 1.500 réguliers et miliciens, fut faite prisonnière. Dans Minden les Français trouvèrent de gros approvisionnements de farine et d'avoine qui facilitèrent le ravitaillement.

Aussitôt que Ferdinand eut vent de la pointe de l'avant-garde de Contades sur Minden, il détacha successivement, le 10 juillet le prince de Brunswick et le général Wangenheim avec des forces considérables, pour devancer, si possible, les Français aux défilés de Hille et Lübbecke, et suivit lui-même dans la nuit avec le gros. En cours de route, on apprit la chute de Minden. Pour l'armée du prince, comme le fait remarquer son adjudant Reden (1), les conséquences pouvaient être des plus graves; rien n'empêchait Contades de descendre le cours du Weser, de s'emparer de Nienbourg qui n'était défendu que par quelques invalides, et de lui disputer le passage du fleuve. « Il me fallut, écrivit Ferdinand (2), choisir alors entre deux choses qui avaient chacune ses risques : ou de rebrousser tout de suite chemin vers Munster pour tâcher de dégager cette ville qui venait d'être attaquée par le marquis d'Armentières, ou de m'approcher du Weser pour tâcher de sauver Nienbourg avec les magasins, et pour

(1) Reden, vol. II, p. 42.

(2) Ferdinand à Holdernesse. Petershagen, 21 juillet 1759. Westphalen, *Geschichte der Feldzüge des Herzogs Ferdinand v. Braunschweig,* Berlin, 1871, vol. III, p. 380.

empêcher de n'être pas totalement coupé des états de Sa Majesté et de ceux de ses alliés. »

Avant de s'arrêter à ce dernier parti, le prince avait consulté ses principaux officiers, Sackville, Sporcken et Imhoff, et échangé force billets avec son homme de confiance Westphalen. Il faut lire cette correspondance pour se rendre compte de l'influence qu'exerçaient sur la conduite du général en chef les conseils de son secrétaire. Aucun mouvement de troupes ne s'accomplit, aucune mesure administrative ou politique n'est adoptée sans qu'il ait donné son opinion. Parfois, c'est Westphalen, le stratège civil, comme l'appellent quelques écrivains militaires, qui assume l'initiative, qui suggère avec beaucoup de déférence et non moins de précision une entreprise à tenter, une précaution à prendre, un détachement à faire, une manœuvre à exécuter. Presque toujours la proposition est retenue et son auteur chargé de préparer les instructions de détail. Quelquefois Westphalen fait la leçon à son maître, qu'il trouve trop indécis et trop porté à écouter son entourage; un mémoire (1) qu'il lui adressa pendant le séjour à Osnabrück est tout à fait typique : « J'approuve infiniment que V. A. S. demande l'avis aux autres, mais, si elle me permet de le dire, je souhaiterais qu'elle méditât elle-même ses projets..... Si, au lieu de cela, V. A. S. dit à tel et tel : Dites-moi votre sentiment sur ce que je doive faire, celui-ci dira à la vérité son sentiment ; mais puisqu'il ne remplit pas la sphère du général en chef et qu'il n'est pas non plus au fait de tout ce qui entre dans la situation de l'armée, tant par rapport à sa position locale que par rapport aux magasins, ce sera un pur hasard s'il rencontre juste..... Il en est de même si V. A. S. demande à plusieurs personnes à la fois ce

(1) Westphalen à Ferdinand. Osnabrück, 9 juillet 1759. Westphalen, III, p. 350.

qu'elles pensent. Et si l'on est d'un sentiment contraire, alors V. A. S. n'en sera que plus embarrassée. »

Dans la conférence qui eut lieu les 11 et 12 juillet, Westphalen se prononça énergiquement pour la marche au Weser, et ce concept prévalut. De Bomte où était le quartier général, Ferdinand, qui éprouvait des inquiétudes pour Brême, y envoya le général Dreves avec quatre bataillons prendre possession de la ville, de gré ou de force; dans le cas où l'armée retournerait à Osnabrück et en Westphalie, Dreves était autorisé à se retirer à Stade. D'autre part, dès l'arrivée à Bomte le 11 juillet au soir, Estorff, avec 400 fantassins et autant de cavaliers, avait été expédié sur Nienburg pour en renforcer la garnison et protéger les magasins. Ce fut seulement le 12 au soir que Ferdinand fit connaître sa résolution d'abandonner pour le moment Munster à son sort et de gagner le bas Weser; en conséquence, les ordres furent donnés de se diriger sur Stolzenau, localité située sur le fleuve entre Nienburg et Minden.

Aux environs de Diepenau, les éclaireurs du prince héréditaire, qui faisaient avant-garde, avaient repris le contact avec ceux de Broglie. Un coup de main hardi du partisan Luckner releva le moral des confédérés, un peu ébranlé par la prise de Minden. A une heure du matin le 12 juillet, 200 hussards pénétrèrent, sans être aperçus du poste français, dans la bourgade d'Holzhausen où étaient cantonnés quatre escadrons de carabiniers sous les ordres du marquis des Salles. Grâce aux indications des paysans qui, munis de lanternes, leur désignèrent les maisons où étaient logés les officiers, ils s'emparèrent de Salles qui fut grièvement blessé en se défendant, et de plusieurs autres. Éveillés par le bruit, les carabiniers se ressaisirent, s'embusquèrent dans les habitations et derrière les haies, firent feu sur l'ennemi et parvinrent à rendre la liberté à quelques-uns de leurs camarades. Néanmoins les hus-

sards purent se replier avec perte infime, emmenant une dizaine de prisonniers, parmi lesquels 4 officiers, 40 chevaux et du butin. De Holzhausen, l'alarme fut donnée aux hameaux voisins où étaient des détachements de cavalerie et de dragons. Le lieutenant-colonel de Scepeaux réunit son monde aux carabiniers, et aussitôt le jour venu, se porta à toute allure et sans reconnaître le terrain à la poursuite des hussards. Cette course folle le conduisit à un village où il se heurta à l'avant-garde hanovrienne et essuya « une décharge d'infanterie assez roulante et suivie de plusieurs coups de canon. J'en jugeai 4 pièces, écrit Scepeaux (1), dont le rapport possède au moins le mérite de la franchise, ce qui nous fit penser au rétrograde. Les hussards attentifs à nos manœuvres parurent, mais leur feu ni leur approche n'en imposa point à mes carabiniers pendant une petite heure. Le tout se retirait par échelles, le plus en ordre, en faisant feu par divisions. Leur bonne contenance s'est soutenue pendant une lieue et sans perte d'hommes ni de chevaux; mais par une fatalité imaginaire ils se sont crus coupés. Cette opinion est devenue si générale que toutes les troupes ont pris, malgré les efforts de messieurs les officiers et les miens, la fuite avec un ensemble qui avait l'air si concerté que les hussards ont profité du désordre général, et ont pris, pendant la course qui n'a pas pu se ralentir pendant un bon quart d'heure se culbutant les uns les autres, environ 180 hommes et autant de chevaux; et sans une troupe de dragons que M. d'Apchon avait envoyés à notre secours, le reste des carabiniers galoperait encore. Il n'y a pas eu 6 carabiniers de tués. » Nos cavaliers avaient eu affaire (2) à quelques escadrons prussiens appuyés par 300 chasseurs à pied et 2 canons de campagne.

(1) Rapport de Scepeaux, 14 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3518.
(2) Lettre du camp hanovrien. Stolzenau, 15 juillet 1759. Newcastle Papers, vol. 32893.

Cette défaite, humiliante pour le corps d'élite qui en fut la victime, donne de la vigilance des grand'gardes de l'armée de Contades une mauvaise impression que confirme une échauffourée du même genre dans le pays de Hesse. Peu de jours auparavant, le colonel hanovrien Freytag avait fait une incursion sur les bords du haut Weser et y avait enlevé plusieurs détachements des volontaires d'Alsace, y compris leur colonel Beyerlé et le lieutenant-colonel. Le récit de l'escarmouche (1) ne fait pas honneur aux surpris : « La troupe était à la distribution de la viande; quatre mille hommes avaient déjà entouré le village et y entrèrent sans qu'on sût que c'était l'ennemi; on n'a tiré d'autres coups de fusil que sur ceux qui cherchaient leur salut à la nage et dans un petit vadelin qui coula à fond, force d'être chargé de fugitifs. M. Beyerlé fut pris dans sa chambre où il entra de son jardin lorsqu'il apprit ce désastre et s'y fit prendre à son tour; cette expédition ne dura que 10 minutes. De là les ennemis s'en allèrent sur Burfeld où était M. de Bercamp, se coiffant de casques de leurs prisonniers; ils arrivent devant la porte du couvent, où logeait cet officier supérieur avec toute sa troupe, qu'ils trouvent fermée; ils commencent à l'ouvrir à coups de hache; la sentinelle qui était en dedans jure et peste beaucoup contre ceux qui y faisaient ce bruit; la porte saute et les ennemis entrent, demandent la chambre à coucher du lieutenant-colonel qu'ils trouvent couché encore, et le font prisonnier dans son lit. »

Cette affaire, suivie de la capture d'un autre poste à Wittenhausen, fit croire à un retour offensif de l'ennemi sur Munden et Cassel. Pour parer au danger qui menaçait sa base de ravitaillement, Contades renvoya en Hesse la brigade suisse de Castella, les volontaires étrangers et un régiment de dragons.

(1) Lettre de Munden du 6 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3518.

En prêtant à Contades le dessein de lui disputer la possession du Weser inférieur, Ferdinand avait singulièrement exagéré la hardiesse des conceptions de son adversaire. Le général français n'avait qu'un objectif beaucoup moins ambitieux. « Avant de passer le Weser, écrit-il à Broglie (1), qui plein d'ardeur songeait au siège d'Hameln, il fallait obliger M. le prince Ferdinand de le repasser le plus bas qu'il serait possible, pour l'éloigner toujours davantage de la Hesse et de ses places, tant de celles de Westphalie que de celles du Weser. La prise de Minden nous donne un avantage infini par son pont sur le Weser qui nous met en état d'y passer ce fleuve et de resserrer M. le prince Ferdinand sur l'Aller en le séparant d'Hameln et d'Hanovre. Il faut profiter d'un si grand avantage, et je pense comme vous que la réserve y serait très bien placée en attendant que j'aie obligé M. le prince Ferdinand de quitter les environs d'Osnabrück et de gagner le bas Weser. » Par malheur, les difficultés d'approvisionnement le retiennent sur place : « M. de Peyre m'a assuré hier qu'il ne pouvait plus fournir l'armée plus loin à cause de l'éloignement de ses établissements et de l'inexactitude des voitures qui amènent les farines de Francfort à Cassel et Paderborn. Je me vois donc arrêté malgré moi et obligé à laisser gagner tranquillement le bas Weser à M. le prince Ferdinand sans pouvoir le suivre plus loin... Ce que vous me proposez sur Hameln est digne de vous, et vous pouvez, Monsieur le duc, vous occuper de cet objet auquel je concourrai pour quelques brigades à la rive gauche du Weser si vous en avez besoin. Je n'ai pas depuis hier matin de nouvelles des ennemis; nos troupes légères excédées dorment sans doute, je vais les réveiller. »

Sur ces entrefaites, Broglie apprend la marche de Ferdi-

(1) Contades à Broglie. Hervorden, 11 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3518.

nand dans la direction de Nienburg. « Il fait sagement, mande-t-il au maréchal (1), car s'il avait tardé davantage, je vous aurais proposé d'aller insulter Nienburg qui est insultable... la prise de Minden aura toujours fait l'effet d'accélérer le passage du Weser au prince Ferdinand. » L'avis transmis par son lieutenant fit renoncer Contades à la course sur Osnabrück par Ramsel et Melle pour laquelle il avait fait réparer les chemins par des corvées de paysans. « Je vais porter l'armée sur Minden, écrit-il à Belleisle, et me mettre à cheval sur le Weser. » Il espère s'y établir le 15 juillet avec le gros sur la rive gauche et le corps de Broglie sur la rive droite. En effet, à la date indiquée, le quartier général est à Minden, l'armée campée sur deux lignes, la droite à la forteresse, la gauche près de la montagne; pour faciliter les communications entre les deux rives, au pont de pierre de la ville on ajoute un second pont de bateaux.

Pendant que les Français s'installaient à Minden, Ferdinand qui avait abandonné toute intention de passer sur la rive droite du fleuve, se rapprochait rapidement; le 14 il est à Stolzenau sur la rive gauche et y jette trois ponts sur le fleuve. Puis, informé qu'une partie de l'armée française s'était avancée jusqu'à Petershagen, petite ville au nord de Minden, et croyant le corps de Broglie (2) occupé au siège d'Hameln, il adopte, sur la suggestion de Westphalen (3), l'idée de profiter de la division de l'armée de Contades en deux tronçons, pour frapper un coup décisif. Dans ce but (4), il gagne Oberstadt dans la nuit du 15 au 16, et

(1) Broglie à Contades. Minden, 12 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3518.

(2) Sackville à Holdernesse. Oberstadt, 19 juillet 1759. Newcastle Papers, vol. 32893.

(3) Westphalen à Ferdinand. Stolzenau, 15 juillet 1759. Westphalen, III, p. 370.

(4) Ferdinand à Holdernesse. Petershagen, 21 juillet 1759. Newcastle Papers, vol. 32893.

à minuit se remet en route « avec tous les piquets de l'armée qui suivit elle-même le 17 avec le jour ». Les Français avaient éventé la mèche; ils déclinèrent le combat en resserrant leurs lignes de manière à placer le marais de Minden entre eux et l'ennemi. « Plus j'examine, rapporte Contades (1), la position de l'armée dans ce camp où je pense qu'elle est inattaquable, et plus je pense que M. le prince Ferdinand espérait que les démonstrations d'attaquer qu'il fit hier m'engageraient à marcher à lui, et qu'il pourrait m'attaquer avec avantage avant que l'armée fût formée... J'ai fait repasser le Weser aujourd'hui à la réserve de M. de Broglie qui appuie sa gauche au Weser; je compte dans cette position, si M. le prince Ferdinand ne fait pas de mouvements qui m'obligent d'en changer, laisser faire à M. d'Armentières les sièges de Munster et de Lippstadt, faire les préparatifs pour celui d'Hameln, et pendant ce temps faire travailler à l'établissement des fours commencés ici, et y faire apporter des farines. »

A partir du 17 juillet jusqu'à la fin du mois, les deux partis restèrent immobiles s'observant l'un l'autre. « Je ne puis pas passer le Weser avec l'armée, écrit Contades (2), tant que M. le prince Ferdinand sera de ce côté-ci; j'espère que je serai instruit du moment où il le passera pour le passer tout de suite. » On pouvait attendre sans grand inconvénient, car l'abondance régnait dans le camp français : « Les paysans nous apportent, mande Cornillon (3), toutes sortes de légumes, des œufs, des poulets et des pigeons... Je fais faire tous les jours dans cette ville 20 pièces de bière à 6 livres la pièce qu'on délivre à chaque régiment sur le billet que je donne; par ce moyen elle ne revient pas à un sol le pot au soldat. » Cependant,

(1) Contades à Belleisle. Minden, 18 juillet 1759. Archives de la Guerre, vol. 3519.

(2) Contades à Belleisle. Minden, 22 juillet 1759. Archives de la Guerre.

(3) Cornillon à Belleisle. Minden, 22 juillet 1759. Archives de la Guerre.

sans doute à la suite des marches et du mauvais temps, il y avait beaucoup de malades. Malgré cela, le moral s'était maintenu bon au cours de la campagne et à en croire la correspondance échangée avec Belleisle, la gaieté française était poussée à des extrêmes qui ne laissaient pas d'inquiéter le vieux ministre. Averti par un de ses correspondants, il demande des explications. La justification de Contades (1) jette quelque jour sur les habitudes des jeunes officiers : « Vous jugez très bien du caractère de celui qui l'a écrite, qui est sans doute un atrabilaire qui trouve mauvais que la jeunesse s'amuse. Il est vrai qu'au camp de Meerhoff les jeunes gens de l'armée se choisirent un chef qu'ils appelèrent le chef de la calotte. On me rendit compte le matin qu'ils avaient fait beaucoup de bruit pendant la nuit au camp; j'ordonnai à M. de Cornillon de dire aux majors, et je le dis moi-même aux commandants des corps, que je ne m'opposais point à ce que la jeunesse s'amusât, mais que j'exigeais deux choses : la première, que la retraite battue on ne fît plus de bruit au camp, et la seconde, que messieurs les lieutenants, quand ils s'assembleraient pour jouer aux barres à la tête du camp, ne s'écartassent jamais du respect qu'ils devaient aux anciens officiers, et que si ces deux conditions n'étaient pas remplies, je mettrais toute cette jeunesse dans le cas d'avoir besoin de se reposer en leur faisant monter la garde à la tête du camp de deux jours l'un, et en punissant encore plus sévèrement ceux qui seraient les chefs; je n'ai pas ouï parler qu'il soit rien arrivé qui intéresse la discipline. »

Pour reprendre l'offensive, Contades, on vient de le voir, attendait l'issue des opérations dont avait été chargé le marquis d'Armentières. Ce général avec un corps de 19 bataillons et de 20 escadrons devait poursuivre la conquête

(1) Contades à Belleisle. Minden, 22 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3519.

de la Westphalie, tâche qui, par suite du rappel de la division hanovrienne, se réduisait à la prise de Munster et Lippstadt. A la suite d'un long séjour à Schirmbeck, en avant de Wesel, il s'ébranla le 5 juillet et parvint devant Munster quelques jours après le départ de Wangenheim. L'investissement, effectué sans retard, intercepta toute communication avec le prince Ferdinand et amena la capture du colonel de la Chevalerie, qui apportait au gouverneur l'ordre de se défendre à outrance. Armentières, dont la grosse artillerie était encore en arrière, voulut se rendre maître de la place par un coup de main. Dans la nuit du 12 au 13 juillet, il tenta l'escalade; des instructions mal comprises ou mal exécutées firent échouer l'assaut qui coûta à l'assaillant 41 officiers et 534 soldats tués ou blessés, et il fallut se résigner à un siège méthodique. Les travaux une fois amorcés ne traînèrent pas; la tranchée fut commencée dans la soirée du 19; le 22 le défenseur évacua la ville et se retira dans la citadelle. Le 25 dès l'aube, les batteries ouvrirent le feu et à 8 heures et demie (1) le gouverneur hanovrien hissa le drapeau blanc.

La garnison, commandée par le général Zastrow (2) et forte de 3.594 hommes de tous rangs, mit bas les armes. Dans la forteresse les Français trouvèrent beaucoup d'effets, et, en outre du canon de la place, 2 pièces de campagne enlevées à Crefeld aux régiments d'Enghien et de la Marine. Le 31 juillet Armentières était sous les murs de Lippstadt, prêt à en entreprendre l'attaque, et si sûr du résultat qu'il consultait déjà le général en chef sur la destination à donner à la garnison quand elle serait entre ses mains.

Du côté de la grande armée la tranquillité ne fut trou-

(1) Armentières à Belleisle. Sous Munster, 25 juillet 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3519.

(2) Ne pas confondre avec le général Zastrow fait prisonnier à Minden.

blée, en dehors d'affaires d'avant-postes sans importance, que par deux expéditions des confédérés; la première eut pour effet de déloger de Lübbecke les hussards de Berchiny et les volontaires de Muret. Cette pointe, dirigée sur la ligne de retraite de l'armée française, occasionna à l'état-major d'autant plus de souci qu'on attendait de Hervorden un convoi considérable de pain et un trésor de 2.400.000 livres sous l'escorte d'un régiment de cavalerie. Afin d'en assurer l'arrivée, Contades dépêcha le 28 juillet au secours de Berchiny (1), qui dans l'intervalle avait été rejoint par les irréguliers de Turpin et les grenadiers de Prague, 3.000 hommes sous les ordres du duc de Brissac. Ce détachement, composé de 20 compagnies de grenadiers, de 20 piquets d'infanterie empruntés à 17 régiments différents, de 1.000 chevaux et 5 pièces de canon, alla prendre position entre Lübbecke et Engeren à l'effet de protéger la route d'Hervorden. Le mouvement fut appuyé par Danlezy avec une division de 3.000 hommes; à l'approche de ce dernier, l'ennemi évacua Lübbecke où nos troupes rentrèrent sans opposition, et Danlezy revint au quartier général. Le second incident se passa à Osnabrück; cette ville avait été occupée le 14 juillet par M. de Comeiras avec ses troupes légères; il s'y était emparé d'un hôpital anglais et d'un gros magasin de fourrages évalué à un million de rations; mais le succès ne fut qu'éphémère. Le 28 au matin, le général Drèves, de retour de sa course à Brême avec 4 bataillons d'infanterie, un régiment de dragons et quelques chasseurs, recouvra la ville après un combat qui lui coûta une centaine d'hommes; les volontaires de Clermont qui constituaient la garnison française, y perdirent une pièce de canon, plus de 200 tués, blessés ou pris et leurs équi-

(1) Contades à Belleisle. Minden, 28 juillet 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3519.

pages. Le stock de fourrages était resté intact. Drèves, plus diligent que le commandant français, s'employa activement à le mettre en sûreté au delà du Weser.

Dans l'esprit de Ferdinand, les affaires de Lübbecke et d'Osnabrück n'étaient que le prélude d'une opération dont le but serait de déterminer Contades, en coupant sa base de ravitaillement, à abandonner sa position sous Minden, puis, ce résultat obtenu, de secourir la ville de Munster. Pour assurer l'exécution de ce plan, il avait confié au prince héréditaire (1) 6 bataillons, 10 escadrons de dragons et de hussards et les chasseurs hanovriens, soit 5 à 6.000 combattants, que renforceraient les 3.000 de Drèves. La nouvelle de la capitulation de Munster vint simplifier le projet et le réduire à une manœuvre dont les effets furent des plus décisifs.

Chez les Français, les petits combats que nous venons de relater semblent avoir excité les cerveaux; on aspirait à une véritable bataille; on reprochait au maréchal de ne pas l'engager, et on contrastait sa prudence excessive avec la hardiesse heureuse de son principal lieutenant : « Il se tient à l'armée beaucoup de propos, rapporte Cornillon (2), qui prouvent que l'on souhaiterait que M. le Maréchal voulût aller plus vite à l'ennemi, ce qui leur fait désirer pour chef M. le duc de Broglie. Cela se dit hautement partout. » De son côté, Belleisle ne cessait d'insister (3) sur la nécessité de faire la guerre au coût des alliés : « Je ne vois de ressources, pour nos dé-

(1) Instructions pour le prince héréditaire. Petershagen, 24 juillet 1759. Westphalen, III, 392.

(2) Cornillon à Belleisle. Minden, 29 juillet 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3519.

(3) Belleisle à Contades, 23 juillet 1759. Archives de la Guerre, Allemagne, 3519. Cette dépêche, tombée entre les mains de l'ennemi avec la correspondance de Contades, quelques jours après la bataille de Minden, fut publiée en Hollande et en Angleterre; son contenu fit sur l'opinion une impression défavorable.

penses les plus urgentes et pour la réparation des troupes, que dans l'argent que nous pourrons avoir des pays ennemis d'où il faudra également lever des subsistances de toutes espèces, indépendamment de l'argent, c'est-à-dire des foins, des pailles, des avoines pour l'hiver, du blé, des bestiaux, des chevaux et même des hommes pour recruter toutes nos troupes étrangères. La guerre ne doit pas être prolongée, et peut-être faudra-t-il, suivant les événements qui arriveront d'ici à la fin de septembre, faire un véritable désert en avant de la ligne des quartiers que l'on jugera à propos de tenir pendant l'hiver, afin que l'ennemi se trouve dans une impossibilité réelle d'en pouvoir approcher. » Avant d'appliquer une méthode dont la première partie tout au moins était empruntée aux procédés du roi de Prusse, il convenait d'imiter ce souverain en remportant des victoires et en se rendant maître des contrées où on voulait toucher des contributions. C'est ainsi que, stimulé du dehors et du dedans, Contades se décida à modifier la sage tactique qu'il avait pratiquée jusqu'alors et à attaquer le prince Ferdinand; il annonça cette décision à Belleisle par un billet daté du 31 juillet.

En prenant cette initiative, il allait combler le vœu de son habile adversaire. « Notre situation ici est des plus intéressantes, écrivait (1) une semaine avant l'action Lord Sackville, le commandant du contingent anglais, le prince fait tout ce qu'il peut pour amener l'ennemi à une affaire décisive, mais le maréchal de Contades jusqu'à présent persiste à ne pas livrer bataille. Votre Grâce estimera, je crois, que la prudence du maréchal lui fait grand honneur, car en agissant ainsi, il sert les intérêts de son maître et il conserve intacte son armée. Contades

(1) Sackville à Newcastle. Petershagen, 24 juillet 1759. Newcastle Papers, 32893.

attend évidemment la chute de Munster avant de reprendre l'offensive. Il pourra alors rallier à lui le corps de troupes (celui d'Armentières), et il aura alors une grande supériorité en nombre. En ce moment, rien n'est plus à souhaiter qu'une bataille, mais je doute que tout le génie de notre général puisse trouver une occasion assez favorable pour justifier l'entreprise..... Le prince a trop contre lui, et si quelque événement favorable ne permet pas au roi de Prusse de nous aider tant soit peu, je ne vois pas comment cette campagne peut finir heureusement. »

Ferdinand, en effet, était très désireux de mettre fin aux progrès des Français qui lui avaient fait perdre tout le territoire compris entre le Rhin et le Weser et qui menaçaient de le refouler sur l'Elbe ; il avait à cœur de prendre sa revanche de la retraite continuelle qu'il s'était cru forcé de faire depuis la réouverture des hostilités. La position de Contades sous les murs de Minden était, il est vrai, inexpugnable, mais il espérait l'obliger à la quitter en agissant sur sa ligne de ravitaillement. « Si je réussis, écrit-il la veille de la bataille au roi de Prusse (1), à établir le corps du prince héréditaire à Kirchlinniger, près de Hervorden, je suis à dos de l'ennemi et sur la route de ses convois. Il me semble qu'alors, il ne lui reste d'autre parti à prendre que de nous en déloger, et, s'il n'y réussit point, de repasser les montagnes ou de déboucher dans la plaine pour me combattre, où il sera pris par ma position actuelle en flanc au moment même qu'il débouche. » Pour profiter de la faute dont, en grand capitaine, il venait de prévoir l'éventualité, Ferdinand s'était porté à Hille avec le gros de son armée, laissant à Petershagen le général Wangenheim avec un corps de 10.000 hommes.

(1) Ferdinand à Frédéric. Hille, 31 juillet 1759. Westphalen, III, p. 442.

Essayons de décrire le champ de bataille (1) où allaient se rencontrer les armées rivales, et plaçons-nous, pour l'étude des lieux, sur le Wittekinds-Berg où a été érigée la statue colossale de l'Empereur Guillaume. A nos pieds, les villages de Barkhausen et Bölhorst, autour desquels les Français étaient campés le 31 juillet; vis-à-vis de nous, à quelque distance, se découvrent les bastions de Minden transformés en promenades ombragées. Plus près vers la gauche, le marais de Minden aménagé en prairies, coupé par des digues plantées d'arbrisseaux; l'aspect des lieux laisse deviner des difficultés de traversée qui, très sérieuses encore à l'heure présente, le rendaient infranchissable à l'époque de l'action. Au delà, le village de Hahlen, entouré de plantations qui s'égrènent jusqu'au marais. A la sortie de la zone marécageuse, un rideau de végétation crayonne le cours du ruisseau de Bastau qui sert de fossé aux vieilles fortifications de Minden avant de se jeter dans le Weser. Au-dessous de nous, à droite, le fleuve s'échappe du défilé de Porta-Westfalica après s'être frayé un passage entre les Wiehen Gebirge, sur l'extrémité desquels nous nous tenons, et les Weser Gebirge qui leur font face; puis, suivant un chenal à peu près direct, il sépare Minden de son faubourg de la rive droite et disparaît à l'horizon sous la feuillée sombre du Heisterholz. Plus loin que la ville, entre elle et Hahlen, s'étend la plaine ou bruyère de Minden, aujourd'hui cultivée dans presque toute son étendue, parsemée de maisons, de jardins, de bosquets qui obstruent la vue et empêchent de distinguer les hameaux de Maulbeerkamp, de Stemmer et de Kutenhausen dont nous aurons à parler dans le récit de la bataille. En 1759, le terrain, beaucoup plus ouvert aux abords de l'enceinte,

(1) Voir la carte à la fin du volume. Le récit de la bataille est tiré des rapports de Contades et de Broglie, des lettres d'officiers (Archives de la Guerre), des rapports du prince Ferdinand, des dépositions au conseil de guerre de Sackville, de Westphalen, Renouard, Schaefer, etc., etc.

se revêtait à trois ou quatre kilomètres du glacis de Minden d'un fouillis de haies et de vergers. Derrière cette barrière de verdure les grands bois qui emprisonnent la plaine de toute part s'estompent au fond du tableau. Du pied du glacis, le sol monte en pente presque insensible jusqu'à une crête de faible relief, assez élevée cependant pour dérober des mouvements de troupes au regard de l'approchant. Du côté de Stemmer, le point culminant se discerne entre le moulin et le cimetière du hameau; près de Hahlen, sur la route qui conduit aujourd'hui au champ de manœuvres, un petit mamelon dépasse le voisinage de deux à trois mètres de hauteur. En résumé, une contrée plate, sans accidents importants, assez favorable à l'emploi de la cavalerie.

Le village de Hille où le prince Ferdinand avait son quartier général, est situé sur le bord du marais de Minden à environ six kilomètres en amont de Hahlen; quant à Todtenhausen ou Thonhausen qui, dans quelques récits, donne son nom à la bataille, c'est un village adossé à la forêt d'Heisterholz, qui le sépare de la ville de Petershagen; il se trouve un peu en arrière de Kutenhausen et à faible distance du Weser.

Tandis que les Français, leurs flancs appuyés aux murs de Minden à droite, à la montagne à gauche, leur front couvert par le marais, paraissaient bénéficier d'une position à peu près inaccessible, la ligne des confédérés, très étendue, semblait plus vulnérable. Le corps de Wangenheim à Todtenhausen était bien loin du quartier général de Hille. Ne serait-il pas possible de l'écraser avant que le gros pût venir à son aide? Telle fut la pensée de Contades et l'idée dominante qui inspira ses conceptions. Voici en quels termes l'ordre général (1) définit la tâche de la droite française, chargée de l'action décisive : « La réserve de M. le duc de Broglie fera la droite de tout, se

(1) Ordre d'attaque. Minden, 31 juillet 1759. Archives de la Guerre.

portera au village de Todtenhausen, et de là sur le camp de M. de Bevern (1) sur le chemin de Petershagen. L'attaque que fera cette réserve doit être vive et rapide..... Pour assurer le succès de cette attaque, il faut qu'elle soit forte en nombre de troupes et surtout en infanterie et en artillerie; on joindra à l'infanterie de la réserve les régiments des grenadiers de France et Royaux (8 bataillons), et on joindra à l'artillerie de cette réserve 6 pièces de canon de 12 et 4 obusiers..... Pendant que cette réserve sera occupée sur cet objet, l'armée achèvera de se former et marchera ensuite en bataille devant elle. »

Le commandant de l'aile droite, le duc de Broglie, avait ainsi à sa disposition 22 bataillons et 18 escadrons. Immédiatement à sa gauche, deux brigades d'infanterie, Picardie et Belzunce, sous les ordres du lieutenant général Nicolaï, devaient « combiner leur mouvement avec la gauche de la réserve »; elles étaient appuyées elles-mêmes en seconde ligne par deux autres brigades sous Saint-Germain.

Le reste de l'armée française se déploierait sur la circonférence d'un secteur dont la ville de Minden aurait été le point central. A la gauche, le flanc extérieur protégé par le grand marais, marcherait le comte de Guerchy avec les brigades de Champagne et du Roy; il devait dépasser le bois de Hummelbeck et s'arrêter à la hauteur du village de Hahlen dont il se rendrait maître. Continuant le front de bataille, venait après la division Guerchy celle du maréchal de camp Maugiron, composée des brigades d'Aquitaine et de Condé. Derrière ces deux corps et leur servant de soutien, les Saxons sous leur prince, le comte de Lusace, forts de 13 bataillons. Le centre n'était formé que de cavalerie sur trois lignes, de longueur à peu près égale; en première les brigades de Colonel général, Cravate et Mestre de camp, en seconde les brigades du Roy, Royal

(1) C'est par erreur que Bevern avait été désigné comme commandant de ce côté.

Étranger et Bourgogne, et, en troisième, en guise de réserve, les 18 escadrons des gendarmes et des carabiniers, en tout 63 escadrons. A la droite des premiers rangs de la cavalerie et à leur hauteur, le lieutenant général de Beaupréau, avec les brigades de Touraine et de Rouergue, se reliait aux divisions Nicolaï et Saint-Germain. Tout à fait à l'ouest, à la digue qui d'Eickhorst mène à travers le marais à Hille, le duc d'Havré avec les quatre bataillons de Navarre et la plupart des corps francs, était chargé d'une fausse attaque contre le quartier général et l'extrême droite des confédérés. Quatre pièces empruntées au parc lui étaient adjointes et devaient entretenir une canonnade violente contre la position ennemie; enfin, la garde de Minden était confiée à une brigade tout entière, celle de Lowendahl.

En résumé, Contades allait engager 80 bataillons (1) et 81 escadrons, soit environ 42.000 fantassins, 10.000 cavaliers et 2.000 artilleurs, soutenus par 170 canons de tout calibre. A ces forces, le prince Ferdinand pourrait opposer 46 bataillons et 61 escadrons, soit un effectif de près de 31.000 fantassins (2), 9.000 cavaliers et 2.500 artilleurs, appuyés par 187 pièces. Le 31 juillet, son armée était divisée en deux tronçons inégaux; le général Wangenheim, avec 15 bataillons et 19 escadrons, garnissait les villages de Todtenhausen et Kutenhausen, dont les approches étaient défendues par des redoutes munies de 32 canons répartis en trois batteries; le gros était campé depuis Hille jusqu'à Friedewalde, le front couvert par un petit ruisseau qui se jette dans le marais, les avant-postes aux villages de Hortum et de Holzhausen, le tout caché derrière le rideau de bois qui borde la plaine de Minden.

(1) Dans ces chiffres ne sont pas comptés la garnison de Minden et le détachement du duc de Brissac.

(2) Y compris les trois bataillons du général Gilsa et non compris le corps du prince héréditaire de Brunswick.

Conformément aux instructions de Contades, les troupes s'ébranlèrent vers minuit. Distribuées en huit colonnes, elles franchirent le ruisseau de Bastau au moyen de dix-huit ponts qu'on y avait jetés, se formèrent sur les pentes douces qui viennent mourir au pied du glacis de Minden et y attendirent le jour et des ordres ultérieurs. La réserve de Broglie, qui constituait la neuvième colonne et qui était campée sur la rive droite du Weser, traversa le fleuve et la ville pour prendre l'extrême droite. Au dire de certains auteurs allemands (1), il y eut de la confusion dans la marche et on perdit beaucoup de temps avant d'occuper lès emplacements définitifs.

Presque à la même heure, les confédérés étaient en mouvement; d'après une tradition locale (2), Ferdinand aurait été prévenu des intentions du maréchal; un paysan, chargé de remettre au duc de Brissac un modèle de souliers, avait eu des soupçons sur le contenu de son paquet et l'avait porté au quartier général du prince; on l'ouvrit et on trouva, caché dans la semelle, un billet annonçant l'engagement du lendemain. Que cette anecdote soit authentique ou non, il est certain que le général hanovrien prévoyait l'offensive des Français. D'après la décision donnée le 31 juillet à cinq heures du soir, les troupes devaient être sous les armes à une heure du matin; dans le cas d'une attaque (3), l'armée devait marcher en huit colonnes vers la bruyère de Minden et s'établir la droite au moulin à vent de Hahlen, la gauche à Stemmer où elle se relierait au corps de Wangenheim. A l'inverse de l'ordre de bataille de Contades, la cavalerie, sous la conduite de Sackville et du prince de Holstein, était sur les ailes, l'infanterie et l'artillerie au centre. Averti à trois

(1) Breig. All. Milit. Zeitung, 1889, *Schlacht von Minden.*

(2) Bornbaum, *Schlacht bei Minden*, Minden.

(3) Ordre du 31 juillet 1759. Hille, cinq heures du soir. Westphalen, vol. III, p. 587.

heures du matin, par le rapport de deux déserteurs du régiment de Picardie, de la manœuvre de l'adversaire, Ferdinand (1) lança les officiers de son état-major pour mettre en route ses divisions, et, accompagné de son piqueur et d'un paysan qui lui servait de guide, poussa jusqu'à la lisière de la plaine pour reconnaître les Français dont il put voir « une grande partie formée en bataille et s'avançant sur Kutenhausen. » Il ordonna au prince d'Anhalt, qui commandait les avant-postes, d'enlever le village d'Hahlen dont les Français avaient pris possession, et allait se rendre à Todtenhausen qu'il sentait menacé, quand le feu de l'artillerie éclata en arrière et sur la droite. C'était le canon du duc d'Havré qui tirait sur le village d'Hille. Le prince ne se laissa pas tromper par ce qui était évidemment une fausse attaque; il se borna à renforcer sa batterie de deux pièces, à recommander aux piquets de garde de tenir ferme et au général Gilsa, détaché avec trois bataillons de l'autre côté du marais, d'inquiéter les communications d'Havré. En retournant à son armée, le prince rencontra les têtes de colonnes de la cavalerie d'Holstein et de l'infanterie d'Imhoff qui constituaient la gauche du corps de bataille; il enjoignit aux généraux d'accélérer leur marche sur Stemmer et regagna sa droite où les régiments de Sporcken commençaient à se déployer.

Du côté de Todtenhausen, point indiqué pour le premier effort français, le canon s'était fait entendre, vers 4 heures du matin selon les uns, vers 5 heures selon les autres. Dès la veille, à la réunion des officiers généraux assemblés pour recevoir leurs instructions, Broglie avait déclaré qu'il ne pourrait assaillir la position de Todtenhausen qu'autant qu'il serait appuyé et flanqué par la division Nicolaï. L'observation ne fut pas relevée ou ne parvint pas aux oreilles du maréchal de Contades; toujours

(1) Relation du prince Ferdinand adressée à Holdernesse. Paderborn, 3 février 1760. Westphalen, vol. III, p. 579.

est-il que rien ne fut changé aux ordres primitifs. Broglie, une fois sur le terrain, au lieu de brusquer une attaque qui aurait peut-être réussi, attendit, sans dépasser Poggenmühle, l'entrée en ligne de Nicolaï qui, lui non plus, ne voulut pas s'engager sans son voisin de gauche. Un entretien eut lieu entre le duc, Saint-Germain et Nicolaï, à la suite duquel les brigades de Picardie et de Belzunce qui composaient la division Nicolaï firent un mouvement en avant. Broglie en profita pour chasser les vedettes de l'ennemi d'une petite crête, et y installa son artillerie pour battre les redoutes que celui-ci avait élevées près de Todtenhausen; de sa personne, il s'avança pour reconnaître. Mais laissons-lui la parole (1) : « En y arrivant, je découvris les ennemis en bataille sur deux lignes dont l'une en avant des haies qui joignent le village de Kutenhausen avec la cense de Todtenhausen, et l'autre derrière au dedans des haies. La première ligne marchait en avant, fort vite, lorsque je l'aperçus; elle avait à sa droite une colonne de cavalerie dont je ne voyais pas le front et qui se développait au galop; leur front était beaucoup plus étendu que le mien et leurs dispositions semblaient absolument offensives. Cela me fit revenir promptement à ma cavalerie pour la former sur deux lignes, afin d'être en état de recevoir celle des ennemis que je croyais devoir venir me charger en flanc. Le canon alors commença à tirer sur la redoute et sur le front de la ligne des ennemis et ils y répondirent par un feu très vif et très supérieur. Les brigades de Picardie et de Belzunce arrivèrent un moment après à la hauteur de moi. Je fis part à M. le chevalier de Nicolaï de la disposition des ennemis qui me paraissaient, ainsi qu'à M. le chevalier de Muy qui était avec moi, être trop en force dans cette partie, et dans une position trop avantageuse pour que je dusse seul les attaquer. »

(1) Broglie à Belleisle, 3 août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3520.

Là-dessus survient un officier du maréchal avec mission de demander quand l'aile droite s'engagerait; Broglie de répliquer qu'il attendait l'action de Nicolaï sur Kutenhausen. Enfin après un temps précieux gaspillé en allées et venues, Broglie finit par rejoindre Contades, lui expose la situation, et réclame de nouvelles instructions. « Comme M. le maréchal allait prononcer, on lui fit remarquer que les ennemis, qui depuis quelques moments canonnaient la gauche, commençaient à déboucher dans la bruyère, et il y découvrit effectivement de l'infanterie rouge s'avançant extrêmement vite et se formant. M. le comte de Noailles lui dit que, cette attaque paraissant sérieuse, il fallait en avoir le succès avant de songer à l'autre. Presque en même temps il (le maréchal) vit la cavalerie de la gauche aller charger cette infanterie, y entrer, et en être ensuite repoussée. Alors il me dit de ne songer qu'à contenir les ennemis vis-à-vis de moi jusqu'à ce qu'il vît ce que cela allait devenir, et, en cas que l'affaire tournât mal, de favoriser la retraite de l'armée le mieux que je pourrais. »

Pendant les hésitations de notre droite, que se passait-il dans les autres quartiers du champ de bataille? Au centre, la cavalerie était au poste qui lui avait été désigné, mais une bonne partie de l'infanterie de la gauche n'était pas en ligne à six heures du matin. Profitant du répit qui lui était laissé, Ferdinand avait accéléré la marche de ses colonnes, dont les têtes s'apercevaient au bord de la plaine. Il n'était pas huit heures que l'armée principale, sous les ordres directs du prince, avait pris ses emplacements de combat, la droite à Hartum près du marais, la gauche à Stemmer où elle se raccordait avec l'infanterie de Wangenheim placée dans les vergers de Kutenhausen; ce mouvement avait pu s'accomplir sans la moindre intervention de la part des Français, qui avaient ainsi perdu tout le bénéfice de leur départ nocturne.

A l'extrême droite des confédérés, une escarmouche

eut lieux pour la possession du village de Hahlen occupé par un détachement de la division Guerchy; il fut facilement enlevé par le prince d'Anhalt à la tête des piquets des avant-postes; les défenseurs, deux bataillons de Champagne que ne fit pas soutenir leur divisionnaire, évacuèrent les maisons en y mettant le feu. Il était neuf heures du matin. Maître de cette importante position qui assurait son flanc droit, Ferdinand établit successivement auprès du moulin de Hahlen les batteries anglaises et hanovriennes au fur et à mesure de leur entrée en scène; bientôt 36 canons y furent installés avec le double objectif de tirer sur les masses françaises et de protéger le déploiement des troupes de Sporcken.

C'était une rencontre entre l'infanterie de ce général et la cavalerie de Contades qui allait trancher le sort de la journée. Les six régiments (1) anglais et trois bataillons hanovriens, commandés par les généraux Waldegrave et Kingsley, sortirent des bois entre Hartum et Holzhausen et se formèrent à la lisière en deux lignes. Puis, à la suite d'un ordre mal interprété, cette division, sans attendre l'appui de la cavalerie encore en arrière, se porta en avant dans la bruyère de Minden; elle s'y trouva exposée au feu croisé de deux batteries françaises et souffrit beaucoup, sans cependant suspendre sa marche. C'est l'apparition de ces bataillons qui avait empêché Contades de renouveler à Broglie l'injonction de donner l'assaut aux retranchements de Todtenhausen.

Revenons maintenant au récit de cet épisode tel qu'il est présenté dans la relation officielle (2) : « Pendant le temps que M. le duc de Broglie prenait les ordres de M. le maréchal, on lui fit voir de l'infanterie ennemie qui débouchait des bois vis-à-vis de notre centre, qui était

(1) Les régiments anglais présents à la bataille n'avaient qu'un bataillon.

(2) Relation de la bataille de Minden. Archives de la Guerre. Allemagne. 3520.

soutenue de quelque cavalerie; lorsque ces troupes furent à une demi-portée de canon, l'infanterie se forma sur deux lignes avec une promptitude incroyable et marcha en avant sur la gauche de la cavalerie. »

D'après un témoin oculaire, l'officier d'état-major Plainchamp (1), le maréchal fut « comme étonné de voir qu'ils (les ennemis) avaient beaucoup d'infanterie et que nous n'en avions pas assez pour leur opposer, et dit en propres termes : Est-ce que nous n'avons pas plus d'infanterie? » On peut se demander en effet ce que faisaient en ce moment les 29 bataillons du comte de Guerchy et du comte de Lusace.

Nous l'avons déjà fait observer, le centre français était composé uniquement des 63 escadrons de cavalerie de la grande armée, disposés sur trois lignes, appuyés par 30 bouches à feu réparties en 2 batteries, mais sans troupes d'infanterie comme soutien. Pour arrêter les progrès des Anglais et des Hanovriens, le duc de Fitzjames, commandant en chef de la cavalerie, n'avait d'autre moyen que de les charger. « Il le fit par 11 escadrons aux ordres de M. le marquis de Castries. L'attaque fut vigoureuse, mais les ennemis ne s'en étonnèrent point; ils attendirent notre cavalerie à dix pas, lui firent le feu le plus vif et le plus nourri, et reçurent à coups de baïonnettes ceux qui s'avançaient jusqu'aux premiers rangs. » Durant la charge de Castries, le maréchal « ordonna à M. le marquis de Beaupréau d'occuper, avec les brigades de l'infanterie de Touraine et de Rouergue et huit canons de huit, quelques maisons entourées de haies, qui étaient en avant de la droite de notre cavalerie, pour la protéger et prendre à revers cette infanterie ennemie qui s'avançait avec tant d'audace. »

Pendant que Beaupréau marchait ainsi sur le hameau

(1) Plainchamp à X. Minden, 1er août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3520.

de Maulbergen (1), Maugiron, avec les brigades de Condé et d'Aquitaine, faisait un mouvement analogue sur la gauche; enfin les batteries françaises reprenaient leur tir qui battait en écharpe les bataillons anglais. A la suite de cette canonnade le second échelon de la cavalerie chargea à son tour, il y eut du flottement parmi les Anglais de la première ligne, mais Ferdinand les fit soutenir par la deuxième, augmenta ses batteries du moulin de Hahlen et envoya officier sur officier à Lord Sackville, commandant des 24 escadrons de l'aile droite, pour l'inviter à accourir sans retard au secours de l'infanterie. L'appel ne fut pas entendu, mais les autres mesures amenèrent l'effet désiré.

La seconde charge de la cavalerie française ne produisit pas plus de résultat que la première, aussi le maréchal eut-il recours à sa réserve composée des 18 escadrons de gendarmes et carabiniers. Cette masse de 2.000 cavaliers d'élite, lancée à fond de train, aborda l'infanterie ennemie de flanc et à revers et remporta quelque succès; elle perça la première ligne, mais échoua contre la deuxième que venaient de renforcer les 6 bataillons du général Scheele et une partie de ceux de Wutgenau. Secondée par des troupes fraîches, peut-être cette charge eût-elle réussi; mais il n'en fut rien; toute la cavalerie avait donné, et les régiments qui avaient livré les premiers combats n'étaient pas en état d'en tenter un autre. Les gendarmes et les carabiniers furent très maltraités; M. de Poyanne, qui les commandait, reçut plusieurs blessures; sur 778 gendarmes présents à l'affaire, 153 furent tués ou pris, 205 blessés; des huit escadrons, il ne restait, le soir de la bataille, que 315 soldats armés, montés, et prêts à servir. L'action des 63 escadrons du centre se termina par un dernier assaut de M. de Vogüé sur la droite, aussi infructueux que les autres.

(1) Ou Maulbeerkamp.

Si, à ce moment, les 24 escadrons de Sackville avaient paru sur le champ de bataille, il est probable que la déroute de Contades eût été aussi complète que celle de Soubise lors de la néfaste journée de Rossbach. Même sans cette intervention, la situation était fort critique; les entreprises de Beaupréau et Maugiron n'avaient pas mieux réussi que les charges de leurs camarades de la cavalerie. Les brigades de Touraine et Rouergue trouvèrent le hameau de Maulbergen occupé par les fantassins ennemis et furent accueillies par une fusillade qui les arrêta net; l'hésitation que cette réception occasionna fut transformée en débandade par la cavalerie hessoise du prince de Holstein, qui tomba sur elles à l'improviste. Leur général « Beaupréau fut blessé de plusieurs coups de sabre, le brigadier Monty de deux coups de feu, et elles se replièrent sur les brigades d'Auvergne et d'Anhalt que M. le maréchal plaça à la hâte dans les haies en arrière de la bruyère. » Profitant de cet avantage, les confédérés installèrent auprès de Maulbergen une batterie qui tira avec beaucoup d'activité.

L'échec de la division Beaupréau fut dû, paraît-il, à une erreur de son chef. Ce dernier, soucieux de se maintenir en ligne avec Nicolaï, qui de son côté cherchait à se rapprocher de Broglie, « ordonna de rompre par quart de rang ». La manœuvre fut exécutée si près de la cavalerie ennemie que celle-ci pénétra dans les intervalles de nos bataillons avant qu'ils fussent remis en bataille. Cette surprise semble les avoir privés de tous moyens de défense, aussi furent-ils sabrés à l'exception de 2 bataillons de la gauche que la brigade de cavalerie de droite (Mestre de Camp) dégagea par un mouvement en avant. Le seul régiment de Touraine perdit, dans cette malheureuse affaire, en tués et pris, 45 officiers et 864 sous-officiers et soldats sur un effectif de 1.230.

La défaite de Beaupréau eut pour corollaire le recul de la

division Nicolaï et la capture des batteries françaises établies en face de Maulbergen. Ces dernières, vainement attaquées à plusieurs reprises par l'infanterie du général Imhoff, furent enfin enlevées grâce à une évolution habile des escadrons du prince de Holstein qui enfoncèrent les troupes de soutien. Dans ces rencontres, qui doivent avoir eu lieu entre Kutenhausen et Maulbergen et aux abords de ce hameau, figurèrent non seulement les 19 escadrons de Holstein, mais aussi les 18 de Wangenheim; les dragons de Holstein et deux régiments hanovriens, Hammerstein et du Corps, s'y distinguèrent et subirent des pertes sérieuses. Ce fut probablement dans la mêlée avec la brigade de Mestre de Camp que le colonel du régiment du Corps fut fait prisonnier. Sauf cette exception, la cavalerie française ne croisa pas le fer sur cette partie du champ de bataille.

Pendant que ces incidents se passaient au centre et à la droite de l'armée de Contades, à sa gauche l'offensive de Maugiron avait également échoué : ce général fut blessé de deux coups de feu. Ses deux brigades, repoussées par les Anglo-Hanovriens de Sporcken et de Scheele auxquels s'étaient joints quelques bataillons de la division Wutgenau, tombèrent sous les feux de la batterie du moulin de Hahlen et de celle que le colonel Braun venait d'amener sur les positions conquises; elles reculèrent en désordre et entraînèrent une partie du corps du comte de Lusace accouru à leur aide. Quelques bataillons saxons, ayant formé le carré, sans doute dans la crainte d'une charge de cavalerie, qui d'ailleurs ne se produisit pas, souffrirent beaucoup des boulets et de la mitraille que les canons ennemis firent pleuvoir sur leurs rangs serrés.

Il était à peine neuf heures, et Contades était complètement battu. Presque toute la cavalerie française, et deux divisions d'infanterie, celles de Beaupréau et Maugiron, étaient en pleine déroute; les brigades de Nicolaï et la

moitié des Saxons avaient été entamées. Les Anglais et Hanovriens qui constituaient la droite de l'armée confédérée gagnaient du terrain; les batteries françaises si efficaces au début de l'action avaient été prises ou retirées de la zone de feu; l'artillerie du prince Ferdinand, dont la supériorité n'était plus contestée, accablait de ses projectiles les masses confuses des Français. Guerchy, dont les troupes étaient encore intactes, n'avait plus participé au combat depuis l'abandon du village d'Hahlen et se contentait d'échanger quelques coups de fusil avec les tirailleurs ennemis. Du côté de Todtenhausen, en dépit des pertes que lui infligeait le canon ennemi, supérieur en nombre et en calibre, Broglie se maintenait ferme. Seuls de ses troupes, les grenadiers de France envoyés au secours de Nicolaï avaient été sérieusement engagés. D'après le rapport du général, ces soldats d'élite se distinguèrent par leur fermeté; ils perdirent deux de leurs colonels tués et 300 hommes hors de combat.

Dans de pareilles conditions, il n'y avait d'autre parti à prendre que celui de la rentrée au camp; aussi Contades dut-il en donner le signal. Elle fut couverte par le corps de Broglie. « Toute la réserve, rapporte ce dernier, se retira sur deux lignes, protégeant la retraite de Picardie et de Belzunce; les ennemis débouchèrent alors sur 6 colonnes et montèrent le rideau d'où ils canonnèrent la réserve avec beaucoup de vivacité, et de très grosses pièces, jusque dans les haies de Minden; elle (la réserve) s'arrêta vingt fois depuis le champ de bataille jusque-là et ne borda la haie qu'après que toute l'armée eut repassé le ruisseau. Alors voyant que les troupes étaient inutiles dans cette position, et qu'elles allaient y être très maltraitées par la canonnade des ennemis qui commençaient à leur y faire du mal, je les fis repasser par la ville et fis placer quelques pièces de gros canon sur un cavalier pour empêcher les ennemis d'en approcher. On vint alors me cher-

cher de la part de M. le maréchal; je le joignis sur une butte entre la gorge du Weser et Minden. »

Remettons pour le moment le récit du conciliabule qui détermina l'orientation de la marche rétrograde, et constatons la situation respective des deux combattants. La bataille avait pris fin entre 10 et 11 heures du matin; l'armée de Contades avait repassé les ponts du Bastau, et après les avoir coupés pour arrêter toute velléité de poursuite, s'était réfugiée dans son camp de la veille où les projectiles ennemis lui laissèrent peu de repos. Les confédérés s'étaient avancés jusqu'au glacis de Minden, à faible distance du ruisseau; ils y restèrent toute l'après-midi, puis dressèrent leurs tentes entre Hahlen et Friedewald.

Durant la matinée du 1er août, le rôle du corps de Wangenheim fut plutôt passif; quelques escadrons de sa cavalerie prêtèrent, il est vrai, leur concours au prince de Holstein et prirent part aux engagements entre Stemmer et Maulbergen, mais ses quinze bataillons ne quittèrent les retranchements qu'ils avaient garnis au cours de l'action que sur les ordres formels du prince Ferdinand; ils se bornèrent à suivre de loin le corps de Broglie sans essayer de l'entamer.

Du côté français, le déficit fut considérable; évalué par certains correspondants à 11.000 ou 12.000 hommes, il s'éleva, d'après les états officiels, à 7.086 tués, blessés ou pris, parmi lesquels six généraux et 438 officiers. La cavalerie, fort éprouvée, compta 46 officiers tués, 162 blessés ou pris, 1.935 sous-officiers et cavaliers mis hors de combat; les 63 escadrons du centre perdirent à peu près 28 % de leurs effectifs. L'infanterie et l'artillerie eurent un déchet d'environ 200 officiers et 4.800 hommes, qui porta principalement sur la division des grenadiers, les régiments de Touraine, Aumont, Rouergue, Aquitaine et le corps saxon. Les confédérés accusèrent une perte totale

de 2.762 de tous rangs, dont 1.392 appartenaient aux six bataillons anglais (1), soit 30 % de leur effectif. La division Wangenheim n'eut que 502 mis hors de combat, dont moitié pour les 18 escadrons qui formaient sa cavalerie. Les vainqueurs recueillirent comme trophées 43 canons, 10 drapeaux et 7 étendards.

En résumé, la bataille de Minden, si elle n'égala pas la honte de Rossbach, ne fit honneur ni au maréchal ni à ses principaux lieutenants. Pourquoi l'avoir livrée? Sans doute Contades, quoiqu'il n'eût pas reçu d'instructions positives à cet égard, n'ignorait pas le désir de sa cour de le voir remporter un succès qui le rendît maître du Hanovre; sans doute il était au courant des préparatifs de descente en Angleterre et connaissait l'obligation dans laquelle il se trouverait de fournir des contingents au corps expéditionnaire; mais fort de la confiance du souverain et du ministre, il était libre de diriger les opérations à son gré. Au lieu de risquer un engagement offensif dont le sort était nécessairement douteux, n'avait-il pas tout bénéfice, en gardant une position pour ainsi dire inexpugnable, à attendre le résultat du siège de Lippstadt qu'Armentières allait commencer? Cette ville prise, ce qui ne demanderait que quelques jours, il aurait été rejoint par son lieutenant et aurait pu se servir d'une supériorité numérique fort accrue, pour forcer son adversaire à la retraite, ou, le cas échéant, pour combattre avec plus de chances en sa faveur. Si cependant l'affaiblissement des confédérés par le détachement du prince héréditaire explique dans une certaine mesure la résolution de Contades, que de fautes commises sur le champ de bataille! L'avantage acquis grâce à la marche de nuit qui avait amené les troupes sur le terrain au point du jour, fut perdu pendant la matinée. Deux ou trois heures passées dans l'inaction ou gaspillées en

(1) Ces régiments portent encore sur leurs drapeaux le nom de Minden en souvenir de leur belle conduite.

canonnade donnèrent au prince Ferdinand le temps de manœuvrer à son aise et de remédier au vice d'une ligne beaucoup trop étendue. Au duc de Broglie incombe la responsabilité du retard apporté à l'attaque de Todtenhausen ; ce général qui dans plusieurs occasions avait montré du coup d'œil et de l'initiative, en manqua complètement à l'affaire du 1er août ; il prête 20.000 hommes à Wangenheim qui en avait tout au plus 13.000, et n'ose pas tenter un effort qui n'eût pas coûté à ses hommes plus cher que le feu d'artillerie auquel ils restèrent inutilement exposés pendant des heures entières.

Westphalen est sévère pour le commandant du corps de réserve. Voici en quels termes il commente (1) la relation publiée par les amis de ce dernier : « Le raisonnement de Broglie est faux, et si jamais la bataille pouvait être gagnée, cela aurait été en s'emparant de Kutenhausen, et en délogeant le général Wangenheim. Si Broglie pouvait l'attaquer à 4 heures du matin, et s'il ne l'a pas fait, il est bien simple qu'il est cause de la perte de la bataille. Ceci me fait penser que M. de Broglie pourrait fort bien ne pas être aussi habile qu'on le dit. »

Mais si le lieutenant est en défaut, que dire du général en chef qui, pendant la longue attente, ne pense pas à faire ce que fit le prince Ferdinand, à se transporter à sa droite pour veiller en personne à l'exécution de ses ordres ? Pourquoi ne s'être pas servi de sa gauche demeurée inactive dans l'expectative d'un mouvement de la droite qui ne se produisait pas ? Pourquoi n'avoir pas occupé en force le village de Hahlen et s'être laissé devancer à Maulbergen ? Pourquoi n'avoir pas comblé au centre le vide qui permit à l'ennemi de percer après la défaite de la cavalerie ? De la part des Français il n'y eut au cours de l'ac-

(1) Westphalen à Ferdinand, 28 août 1759. Arch. de l'Etat-Major général. Berlin, C. X. 324.

tion aucune unité de direction; chaque divisionnaire agit pour son propre compte et se préoccupe trop ou trop peu de son voisin. Broglie pousse la timidité jusqu'à la désobéissance; Nicolaï se décide à soutenir le corps de réserve, quand l'échec du centre allait décider du sort de la bataille. Beaupréau, par ses mauvaises dispositions, transforme en désastre une opération qui n'était que hasardeuse; Guerchy ne sait tirer aucun parti des troupes qui lui avaient été confiées.

Quant à la cavalerie, elle fut piteusement battue par une infanterie qui ne paraît pas même lui avoir fait l'honneur de former les carrés pour recevoir la charge. C'est avec raison que Belleisle écrivait à son ami Castries (1) : « Il ne m'entre pas dans l'esprit que 60 escadrons en plaine ne puissent pas rompre et fouler aux pieds 9 ou 10 bataillons; tandis que je vois que dans le même lieu, et un moment après, une poignée de cavalerie ennemie a sabré, renversé et mis en déroute 4 de nos brigades d'infanterie qui composaient en nombre un tiers de plus de combattants que les bataillons anglais qui ont repoussé notre cavalerie. » Les pertes des régiments qui prirent une part effective à l'engagement sont la meilleure preuve du courage déployé; aussi faut-il attribuer leur malheur au manque d'ensemble dans la charge et à l'intrépidité et au sang-froid des fantassins ennemis. Ceux-ci (2), sur trois rangs et formés sur deux lignes, arrêtèrent par leur feu, non seulement les attaques successives de front, mais aussi un assaut plus dangereux des gendarmes et des carabiniers, qui porta sur leur flanc et partiellement à revers. L'infanterie française ne fut pas plus heureuse; la défaite des brigades de Touraine et de Rouergue rappelle celle des bataillons de Soubise à Rossbach; par contre, les grenadiers de

(1) Belleisle à Castries. Lettre citée par Pajol, *Guerres de Louis XV*, vol. IV, p. 407.

(2) Voir Pajol, *Guerres de Louis XV*, t. IV.

France et les Royaux, ainsi que plusieurs régiments du corps de Broglie, soutinrent le feu des batteries confédérées avec une fermeté digne d'un meilleur sort. L'artillerie, quoique servie avec bravoure, se montra, au point de vue et de l'efficacité et de la mobilité, inférieure à celle des alliés, tant à Todtenhausen qu'au centre. Au surplus les appréciations du vainqueur sur le vaincu ne sont pas flatteuses : « Jamais, écrit Reden dans son journal (1), une armée ne s'est battue plus mollement....... que les Français dans cette journée. » La relation (2) détaillée du prince Ferdinand explique la faiblesse de ses pertes par le « peu de résistance et contenance de l'ennemi et sa subite manœuvre rétrogradante. » La même impression se retrouve dans les récits rapportés du champ de bataille par les officiers chargés de dépêches. « L'affaire, écrit Lady Yarmouth (3) à la suite d'entretiens avec eux, n'a pas été à beaucoup près si meurtrière que celle de Crevelt; les Français ont très mal fait. »

Selon toute probabilité, la déconfiture de Contades eût été plus complète encore sans la défaillance de Lord George Sackville qui commandait la cavalerie à l'aile droite des confédérés. Au lieu d'exécuter les ordres répétés que lui remirent plusieurs aides de camp du prince Ferdinand, et de mener ses escadrons à la poursuite de la cavalerie française en désordre, il hésita, demanda de nouvelles instructions et laissa échapper le moment favorable. Le prince, fort mécontent, dans l'ordre du jour du lendemain fit allusion à l'incident (4) en disant que si le marquis de Granby, commandant en second, avait eu la direction de la cavalerie anglaise, les résultats de la journée eussent

(1) Reden. *Feldzüge der allierten Armee*, vol. II, p. 63.

(2) Relation détaillée de la victoire du 1er août. Newcastle Papers, vol. 32894.

(3) Lady Yarmouth à Newcastle, 9 août 1759. Newcastle Papers, vol. 32894.

(4) Annual Register 1759. State Papers.

été plus brillants. Sackville ainsi visé se fit accorder la permission de rentrer en Angleterre; peu de temps après son retour, ayant été privé par le Roi de tous ses grades et honneurs, il obtint de passer devant un conseil de guerre. En fin de compte et à la suite de longs débats, il fut déclaré coupable de désobéissance et exclu de tout emploi militaire. Par contre, Ferdinand prodigua des éloges à l'infanterie et à l'artillerie anglaises; il alloua même, selon la coutume de l'époque, à plusieurs officiers de cette dernière arme des gratifications en argent. A titre de récompense pour sa victoire, Ferdinand reçut du roi George l'ordre de la Jarretière et un don de 20.000 livres sterling.

Nous avons laissé l'armée de Contades reintégrée dans ses camps de la veille où elle fut rejointe par la brigade d'Havré, qui sous la menace d'être pris à dos par le général Gilsa, avait dû renoncer à sa fausse attaque. C'est à ce moment que le maréchal eut avis de la défaite et de la retraite précipitée du duc de Brissac. Ce général, nous l'avons dit, avait été envoyé de Minden le 28 juillet avec un détachement de 3.000 hommes dont un tiers cavaliers, pour protéger un convoi de pain et d'espèces qui s'acheminait sur Minden et pour veiller sur la ligne de ravitaillement de Hervorden. La première partie du programme fut heureusement accomplie : argent et pain gagnèrent sans accident le quartier français; quant aux communications, elles furent assurées par un combat livré sur les bords du ruisseau l'Elze, le 30 juillet, à la suite duquel Brissac, qui avait rallié à lui les hussards de Turpin et de Berchiny ainsi que quelques centaines de volontaires, eut la satisfaction de voir le prince héréditaire s'éloigner dans la direction de Rimsel. Le lendemain conformément aux ordres de Contades, il se posta à Coefeld pour couvrir les équipages de l'armée.

Entre temps le prince de Brunswick, renforcé de 3 bataillons arrivés d'Osnabrück sous le général Drèves, était

revenu le 1er août, avant le jour, à la rencontre des Français ; il avait avec lui 10 bataillons, 14 escadrons, soit presque 10.000 combattants, et 36 canons dont 16 de gros calibre. Il répartit ses troupes en trois fractions, dont l'une destinée à tourner la position de Brissac. Ce dernier essaya de parer le coup en perçant le centre ennemi qu'il fit attaquer par sa cavalerie ; la charge, conduite par le comte de La Guiche, eut d'abord quelque succès, mais le feu d'une réserve d'infanterie placée fort à propos arrêta les escadrons français et leur fit faire demi-tour. Force fut au petit corps de Brissac de battre en retraite ; le mouvement se fit d'abord avec ordre, mais tout à coup une fusillade des plus chaudes éclata sur la droite ; c'était la cavalerie et l'artillerie qui étaient aux prises avec une des colonnes hanovriennes. Les cavaliers s'enfuirent et les 5 pièces de canon tombèrent aux mains de l'ennemi ; l'infanterie, qui composait l'autre colonne, put regagner le camp de Minden. Toute l'affaire ne coûta que 33 hommes aux vainqueurs. On peut s'imaginer l'effet produit sur les esprits déjà démoralisés de l'État-Major français par le retour des débris de la division Brissac ; la défaite de ce détachement par un ennemi fort supérieur en nombre n'était pas en elle-même un fait très important, mais les conséquences du combat se présentaient avec une portée infiniment plus grave. Le prince héréditaire, avec un corps de troupes dont l'effectif était grossi par des cerveaux excités, était établi sur la ligne de ravitaillement ; maître de Hervorden, il interceptait les communications avec Armentières et les magasins de l'armée.

Revenons au conseil de guerre (1) tenu après la bataille. Broglie qui y arriva un des derniers trouva le maréchal à peu près décidé pour la marche par les gorges de la rive gauche du Weser. Très opposé à ce projet, il

(1) Ce récit est emprunté à la dépêche de Broglie à Belleisle déjà citée et au Bulletin de l'armée, rédigé par Monteynard ou sous sa direction.

représenta à son chef qu'il serait « moralement impossible de passer sur le dos des 12.000 hommes qu'on prêtait au prince héréditaire, que le passage de la Werra dont les ponts étaient rompus ou en possession de l'ennemi, serait une opération des plus épineuses, que si toute l'armée, embarrassée d'un nombre prodigieux d'équipages et dans un grand désordre, s'enfermait une fois dans la gorge où elle serait sûrement suivie par l'armée ennemie qui la canonnait encore et semblait vouloir se mettre en mouvement, et que l'attaque de Coefeld ne réussît pas, l'armée entière serait perdue sans ressource et sans qu'il en revînt personne. Il (Contades) convint du danger de ce parti et me fit l'honneur de me demander si j'en savais un autre. Je lui répondis que dans la position où il se trouvait il n'y avait rien à proposer qui ne fût sujet à de grands inconvénients, mais qu'il me paraissait qu'il y en avait beaucoup moins à repasser le Weser, qu'il y avait trois ponts et des gués, que la cavalerie pourrait passer à gué, et l'infanterie et les gros équipages sur les ponts, et que quand on serait une fois enfourné dans la gorge d'Hameln qui est assez étroite, on pourrait avec l'infanterie seule y arrêter l'armée des ennemis et y assurer la retraite. » Quelques généraux soutinrent au contraire « que les ennemis ne pourraient défendre la sortie des gorges et la rivière de la Werra en même temps » ; que la traversée d'un cours d'eau « plein de gués jusqu'à son embouchure » était facile, et qu'on était en nombre plus que suffisant « pour se faire jour et passer sur le ventre au corps du prince héréditaire... M. le maréchal alla aux voix, et recueillit toutes celles des officiers généraux qui étaient présents et qui étaient, je crois, MM. le prince de Condé, d'Anlezy, duc de Fitzjames, comte de Noailles, Dumesnil, de Vogué, duc de Laval, de Saint-Chamans, de Castries et de Monteynard, et quelques autres encore dont je ne me rappelle point les noms. A la réserve de M. de Castries et de M. de Montey-

nard, tous les autres furent pour repasser le Weser, et M. le maréchal l'ordonna. »

Malheureusement, des instructions avaient été transmises pour l'itinéraire par la rive gauche du Weser; les gros équipages avaient déjà franchi la gorge de Backuisen. De là des contre-ordres qui ne furent que partiellement exécutés. « On fut, écrit Monteynard (1), depuis 10 heures du matin jusqu'au lendemain 2 août à la pointe du jour, pour passer le Weser; toute cette partie-là était si inconnue que l'armée resta amoncelée toute la journée du lendemain et qu'il fallut ce temps-là pour la mettre en ordre de marche. » Aussitôt la rivière traversée, les ponts furent brûlés et à trois heures du matin on s'ébranla dans la direction de Buckeburg sur la rive droite du Weser, l'avant-garde aux ordres de Saint-Germain, l'arrière-garde sous Nicolaï et Broglie. A Minden, on laissa un détachement de 300 hommes chargé de remettre au prince Ferdinand la ville et les nombreux malades et blessés qu'on dut abandonner à ses bons soins. L'ennemi ne fit aucun effort pour inquiéter la retraite; il prit possession de Minden, le 2 août, à la suite d'un arrangement en vertu duquel la petite garnison se rendit prisonnière, recueillit les transfuges qui, par bandes de 50 et 80 hommes, désertaient leurs drapeaux, et chanta le *Te Deum* traditionnel. Ce ne fut que le 3 août que Ferdinand envoya le général Urff avec les grenadiers de l'armée et la cavalerie hessoise pour appuyer les troupes légères de Luckner qui s'étaient déjà attachées aux pas des Français. Le 4 août, le prince héréditaire, avec sa division renforcée de quelque cavalerie, fut dirigé sur Rinteln pendant que le gros des confédérés gagnait le village de Coefeld. En arrivant à l'étape, Ferdinand eut la satisfaction d'apprendre que le partisan Freytag avait capturé les gros bagages de l'armée fran-

(1) Bulletin de l'armée. Archives de la Guerre. Allemagne, 3520.

çaise, les équipages de Contades, du prince du Condé et de la plupart des généraux, ainsi que la correspondance du maréchal. Le convoi n'avait pu être rappelé en temps utile et avait continué sa marche, harcelé par les troupes légères des alliés, jusqu'à la petite ville de Detmold, où l'escorte, trop faible pour prolonger la résistance, dut capituler.

CHAPITRE III

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1759 EN ALLEMAGNE

RETRAITE DE CONTADES. — ABANDON DE CASSEL. — MISSION A L'ARMÉE DU MARÉCHAL D'ESTRÉES. — LONG SÉJOUR DES ARMÉES RIVALES SUR LA LAHN. — NOMINATION DE BROGLIE AU COMMANDEMENT EN CHEF. — CAPITULATION DE MUNSTER. — MOUVEMENT OFFENSIF DE BROGLIE. — QUARTIERS D'HIVER.

La situation de l'armée française au début de la retraite qui suivit la défaite de Minden, ne laissait pas d'être critique. Isolée sur la rive droite du Weser, coupée de sa base de ravitaillement, sans magasins, réduite bientôt aux ressources que fournirait le pays traversé, traînant avec elle un parc d'artillerie et une quantité de voitures dont la marche serait retardée par les mauvais chemins, fort ébranlée dans son moral, sans confiance dans ses chefs, comment accomplirait-elle les longues et difficiles étapes qui la séparaient de Cassel? Avant d'atteindre cette ville, ne serait-elle pas devancée par le prince Ferdinand ou tout au moins par le prince de Brunswick? Quel parti prendre si, en arrivant en Hesse, on trouvait la route barrée par un ennemi victorieux? Fort heureusement pour Contades et ses soldats, ces éventualités, qui semblaient si dangereusement probables, ne se produisirent pas. Grâce à la rapidité du mouvement, à la bonne attitude de l'armée, qui paraît s'être ressaisie, grâce surtout à la nonchalance de

l'adversaire qui, satisfait du succès, ne tenta rien pour le rendre plus complet, le retour de Minden, qui aurait pu être un désastre, s'accomplit dans des conditions presque normales, et contribua à relever, dans une certaine mesure, le prestige fort compromis des armes françaises.

Rassurés par l'inactivité des confédérés, Broglie et Monteynard, cette fois d'accord, proposèrent à Contades de repasser le Weser dans les environs d'Hameln, en utilisant des gués connus des officiers qui avaient fait dans ce pays les campagnes de 1757 et 1758, de se diriger sur Paderborn et d'y effectuer la jonction avec Armentières. Le maréchal opposa à cette idée des raisons tirées du retard qu'entraînerait la traversée du fleuve et de la difficulté de nourrir l'armée qui n'aurait assez de pain qu'à la condition de pousser droit sur Cassel.

Cependant, malgré la hâte de parvenir à destination, on accorda aux hommes un repos d'un jour à Oldendorf. « Je n'ai pas voulu porter l'armée plus loin, écrit Contades (1), afin de donner le temps aux équipages, qui m'ont beaucoup incommodé dans les marches d'hier et d'avant-hier, de prendre les devants. J'ai même pris le parti pour ce même objet de faire séjourner ici l'armée, et aussi pour faire une distribution de pain et de viande jusqu'au 6 inclus, jour que je compte que l'armée arrivera à Imbeck (Eimbeck). M. Gayot a envoyé des mandements à Imbeck, Göttingen et tous les lieux principaux à portée, pour rassembler tout le pain qu'il sera possible. Ces mandements sont accompagnés des menaces les plus sévères s'ils ne sont pas obéis. Je compte aussi qu'il pourra m'arriver un convoi de pain de Cassel à Imbeck si les ordres qui ont été donnés ont été reçus. L'arrière-garde de l'armée aux ordres de M. le chevalier de Nicolaï est arrivée hier au soir

(1) Contades à Belleisle. Camp d'Oldendorf, 4 août 1759. Archives de la Guerre, 3520.

à 9 heures; il n'a rien laissé derrière; elle n'a été suivie que par des chasseurs; nous avons eu une vingtaine d'hommes blessés qui ont tous été rapportés; il n'y a eu personne de tué. » Le maréchal était sans avis d'Armentières, Chevreuse (1) et Bezenval (2), mais il ne doutait pas que, conformément aux instructions, ils se fussent dirigés sur Warburg et Cassel. Citons un détail qui prouve la courtoisie des relations entre les belligérants : « M. le comte de Lützelburg qui avait été pris dans l'action est revenu hier au soir. M. le prince Ferdinand lui a permis de reprendre ses fonctions en attendant qu'il fût échangé..... Les 300 hommes que j'avais laissés à Minden pour y capituler se sont rendus prisonniers de guerre. M. le prince Ferdinand m'annonce qu'il va me les renvoyer. »

Si le flegmatique Contades se tranquillisait déjà sur la suite des événements, il n'en était pas de même à Cassel où l'on était dans les transes au sujet de l'armée. « Rien n'est si dangereux que notre position, mande Dumouriez (3) qui s'acquittait avec beaucoup de zèle et d'intelligence de ses fonctions de commissaire. Nous ne savons pas encore de nouvelles de l'armée et ne pouvons asseoir de conjectures jusqu'à ce que nous apprenions qu'elle ait gagné Eimbeck, mais depuis le 1er nous n'en avons pas la moindre nouvelle ni de ce qui s'est passé..... Si elle (l'armée) était à Eimbeck je la regarderais comme sauvée; jusque-là il n'y a rien à envisager que de terrible. Elle doit être sans pain. J'en fais faire nuit et jour, j'assemble quantités de chariots et au premier avis ils voleront. Nous avons eu la première nouvelle hier à 8 heures du matin. M. de Bezenval va arriver avec la brigade de Castella et Hericy (4); nous en avons

(1) Chevreuse avait été chargé de masquer Lippstadt.

(2) Commandant des troupes françaises en Hesse.

(3) Dumouriez au Ministre. Cassel, 4 et 6 août 1759. Archives de la Guerre, 3520.

(4) Le régiment de cavalerie d'Hericy.

grand besoin n'ayant ici que deux bataillons et le seul canon de Courten... Le point d'appui est la Hesse, mais l'armée a pris une route bien scabreuse pour y parvenir. » Deux jours plus tard le ton devient rassurant : « M. le maréchal est à Eimbeck et sera sans doute demain à Northeim. J'aurai demain 400.000 rations de pain à Göttingen et je vois que ce secours sera bien nécessaire. Les ordres qu'on avait envoyés pour en faire dans cette ville pour le 5 n'y sont parvenus que le 6. Je voudrais pouvoir faire voler les caissons. Nous ignorons encore tout détail, mais je ne puis imaginer ce qu'est devenu le prince Ferdinand..... Demain nous en saurons davantage, mais nous respirons du moins et il était temps. » La nouvelle de l'arrivée de Contades à Eimbeck était prématurée, car il n'y fut rendu que le 7 août au soir.

Jusqu'à Oldendorf, les progrès de l'armée avaient été singulièrement lents, aussi Broglie qui s'appropriait de plus en plus le rôle de mentor officieux du maréchal, prit-il sur lui d'appeler (1) son attention sur les dangers d'un plus grand retard : « Je crois, Monsieur le maréchal, et M. de Saint-Germain le pense comme moi, qu'il n'y a pas de temps à perdre pour vous déterminer à faire marcher légèrement votre armée à Cassel, sans quoi vous vous commettriez au plus grand malheur qui serait celui d'être prévenu en Hesse, et le salut de l'armée semble mériter la préférence sur toute autre considération. C'est par attachement pour vous et pour le Roi que j'ai l'honneur de vous parler ainsi ; songez, je vous prie, que vous n'avez fait que 8 lieues depuis le 2 au matin ; il vous en reste 28 pour aller à Cassel. Le prince Ferdinand a été hier avec son armée à Hervorden, il peut facilement être le 10 ou le 11 à Cassel ou à Munden ; il faut donc qu'une partie de votre armée force

(1) Broglie à Contades. Près d'Hameln, 5 août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, vol. 3520.

de marches pour y arriver et y soit le 9 au plus tard. »

Le conseil parut bon, aussi Contades confia-t-il à Broglie une avant-garde, composée de sa division et de celle de Saint-Germain et forte de 26 bataillons et 38 escadrons, avec ordre de gagner Cassel au plus vite, de rejoindre Armentières et de déblayer le terrain pour l'approche du gros qui ramènerait avec lui les équipages, les caissons de vivres et le parc d'artillerie. En lisant les plaintes du maréchal sur ses embarras de transport, on se demande si ce ne fut pas un bonheur pour l'armée d'avoir perdu son principal convoi à Detmold. Le défilé des voitures par les détestables routes du Hanovre durait un temps considérable et entravait le mouvement des troupes. « La file en était si longue, écrit Contades (1), que quoique j'eusse mis trois brigades d'infanterie et une de cavalerie, il y a eu quelques équipages pillés qui s'étaient écartés. » Quand on entra à Eimbeck, on commençait à manquer de pain, les réquisitions ne produisant que peu de chose. « J'espère qu'il en arrivera demain matin qui nous donnera le temps d'attendre celui de Cassel. Les marches que j'ai été obligé de faire, et la nuit, ont occasionné de la maraude que je ne pourrai arrêter que quand j'aurai pu mettre l'armée ensemble. Les escortes des équipages, et plus encore les valets et les vivandiers, ont fait le plus de désordre. » Ces mauvais procédés avaient pour conséquences des représailles de la part des habitants : « Les paysans se mettent de la partie, rapporte un officier d'état-major (2) ; l'on en a déjà arrêté plusieurs qui ont tué des soldats. » Quelquefois les indigènes, attirés par le butin, prenaient l'initiative en dévalisant les voitures, comme l'indique un article de la capitulation de Detmold : « On ne pourra faire

(1) Contades à Belleisle. Au camp d'Eimbeck, 7 août 1759. Archives de la Guerre, vol. 3520.

(2) Plainchamp au Ministre. Oldendorf, 4 août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3520.

aucune recherche sous prétexte d'indiscipline, vu que si quelques soldats détachés ont commis des désordres dans le pays, les paysans en ont fait encore davantage dans nos équipages. »

Enfin l'annonce des vivres rassemblés par Dumouriez vint réconforter les esprits : « D'aujourd'hui, Monsieur le maréchal, mande Contades (1), je commence à respirer ; je suis assuré des subsistances de l'armée; il est arrivé ce soir à Göttingen un convoi de 400.000 rations de pain qui sera distribué demain;..... les troupes ont souffert avec beaucoup de patience ; je ne prétends pas dire qu'il n'y ait pas eu beaucoup de désordres. » En sortant d'Eimbeck où il avait fallu laisser le général de Beaupréau à cause de la gravité de ses blessures, il y avait eu une affaire d'arrière-garde, mais l'ennemi avait été repoussé dans un combat qui nous avait coûté une cinquantaine de tués et blessés. A partir de ce moment, le mouvement se continua sans encombre. Le 9 août, Broglie informait la cour de son entrée à Cassel après une escarmouche avec les éclaireurs ennemis dans les défilés de Munden ; il déclarait ses troupes fatiguées par les marches forcées, « mais en très bon ordre et presque sans traîneurs ». Le 12 il fut rejoint par Contades. L'armée qui avait repris le contact avec Armentières, occupa les positions suivantes : le corps principal avec l'état-major en avant de Cassel et à la rive gauche de la Fulda ; Saint-Germain, avec trois brigades d'infanterie, à Lutzelberg sur la rive droite ; Broglie à Oberfelmar, Armentières et Chevreuse à Wolfhagen.

Au demeurant, la retraite des Français par un pays où il n'existait ni fours, ni magasins, et où rien n'avait été préparé pour le service des provisions, n'eut pas pour eux

(1) Contades à Belleisle. Parnsen, 8 août 1759, Archives de la Guerre. Allemagne, 3520.

les conséquences désastreuses qu'on aurait pu craindre; leurs pertes furent restreintes à des déserteurs fort nombreux dans les régiments allemands et parmi les Saxons, aux éclopés, aux malades et blessés trop gravement atteints pour être transportés, enfin aux voitures prises ou abandonnées. Le prince héréditaire qui, avec sa division renforcée, avait été affecté à la poursuite de l'armée de Contades, dut avouer (1) le peu de résultats obtenus : « Malgré toute mon application et toute la bonne volonté des différents chefs des corps, et particulièrement de M. Luckner, la fortune ne nous a pas été propice. Qu'Elle (S. A.) ne m'impute pas, si je n'ai pas rempli en tout son attente; la difficulté du terrain, les bonnes mesures de l'ennemi, et particulièrement sa diligence inconcevable, sont cause que nous n'avons pas fait davantage. »

Ferdinand ne fit aucun effort sérieux pour entamer son adversaire; il se borna à le faire surveiller à distance, tandis qu'avec le gros de ses forces il gagnait successivement Bielefeldt, Paderborn et Stadtberg où il établit son quartier général le 12 août. Cet itinéraire correspondait à la première partie du programme dressé par Westphalen. « De Paderborn, disait (2) le mémoire de ce dernier, il faut jeter l'œil sur Cassel pour voir s'il est possible d'y prévenir l'ennemi. Si non, il faut se contenter d'occuper les défilés du Dymel et procéder tout de suite par un détachement au siège de Munster. » Un instant, le prince Ferdinand et son secrétaire avaient espéré devenir maîtres de cette importante ville sans subir les lenteurs d'un siège. A cette fin, le colonel anglais Boyd, avec trois bataillons et quelques canons et mortiers, fut chargé de se rendre de Lippstadt à Munster et de bombarder la place. L'entreprise

(1) Prince héréditaire à Ferdinand. Walleren, 11 août 1759. Newcastle Papers, 32894.

(2) Idée générale des mouvements à faire, 4 août 1759. Archives de l'État-Major général, Berlin, C. X. n° 324.

échoua : trois mortiers crevèrent, la garnison ne se laissa pas intimider et Boyd dut se retirer à Warendorf sans avoir rien accompli.

Il nous faut maintenant dire quelques mots des agissements d'Armentières, que nous avons vu devant Lippstadt se préparant à en faire l'attaque. Le 2 août, c'est-à-dire le lendemain de la bataille de Minden, il avait été invité par Contades (1) à diriger son parc de siège sur Wesel, à renforcer de dix bataillons la garnison de cette place et celle de Dusseldorf, et à se rendre avec le reste de son corps à Warburg à la rencontre de la grande armée. Il prévient Belleisle de ces injonctions, auxquelles il va se conformer, tout en regrettant de ne pouvoir se transporter sur le Bas-Rhin pour veiller sur les mouvements que ferait l'ennemi de ce côté. Dans sa dépêche Contades n'avait fait mention que des deux forteresses du Rhin et n'avait pas parlé de Munster. Armentières aussitôt d'interpréter cette omission dans le sens de l'évacuation et de se comporter en conséquence. Cependant il n'est pas sûr d'avoir bien fait, et avec une franchise un peu naïve il avoue à Belleisle (2) son embarras : « Le lendemain, faisant réflexion que l'ordre d'évacuer Munster n'était pas expressément donné, et ne connaissant que l'obéissance stricte, j'ai envoyé (contrariant sur cela ma façon de penser) ordre à M. de Gayon d'y tenir. » Il ajoute qu'il ne serait pas fâché que le second messager ne parvînt pas à destination.

En passant à Paderborn le 4 août, Armentières fut averti de la situation critique du convoi et des gros équipages de l'armée; les notions qu'il professait sur l'exécution de ses instructions ne lui permirent pas de modifier son itinéraire : « Comme il était 11 heures du soir quand je l'ap-

(1) Armentières à Belleisle. Devant Lippstadt, 2 août 1759. Archives de la Guerre, 3520.

(2) Armentières à Belleisle. Warburg, 5 août 1759. Archives de la Guerre, vol. 3520.

pris, que mon infanterie avait fait 7 lieues, devant me rendre le lendemain à Warburg, dont la direction de Detmold m'éloignait de 10 lieues, je n'ai pas cru devoir me porter à Detmold pour essayer d'en tirer quelques équipages. » L'opération semblait délicate; en fait elle eût probablement réussi; quelques escadrons de cavalerie soutenus par de l'infanterie qu'on aurait pu transporter en chariots, eussent suffi sans doute pour chasser le détachement du colonel Freytag qui était encore seul à Detmold, et pour sauver une partie des voitures. Le lendemain Armentières changea d'opinion comme il l'avait fait pour Munster, et envoya Melfort qui revint avec l'avis que l'ennemi était en force et qu'il avait enlevé son butin.

En ce qui concerne Munster, Comeiras montra très heureusement plus d'initiative que son chef; cet officier général qui rétrogradait après son échec d'Osnabruck, en passant à Munster le 3 août, trouva la ville dégarnie de troupes; il la fit réoccuper par son infanterie qu'il y amena en chariot. Il était temps; deux heures après, les hussards hessois se présentaient aux portes. Le 7, Gayon revint avec la garnison, reprit possession de la ville et la mit ainsi à l'abri du coup de main du colonel Boyd. Quoiqu'on fût bien loin de l'ennemi, ou tout au moins de son corps principal, l'évacuation de la Westphalie avait été signalée par la confusion et l'incurie qui étaient à cette époque les caractéristiques d'une armée française en retraite. Le commissaire de Crancé nous raconte (1) ses expériences. Parti de Munster le 3 avec Gayon, il se rend le 4 à Dulmen; il n'y rencontre ni soldats ni employés; personne n'avait songé à déblayer le magasin de farines dont les habitants s'étaient emparés; grâce à des perquisitions dans les maisons particulières, il retrouve 1.480 sacs qu'il fait porter à Wesel;

(1) Crancé à Belleisle. Munster, 8 août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3520.

le 7 il rentre à Munster avec la garnison : « Je ne puis vous exprimer, Monseigneur, avec quelle douleur j'ai vu le désordre qui s'est passé depuis notre départ de cette ville dans les magasins de toute espèce que nous y avions laissés. Le magasin des effets d'habillement et équipement abandonné par les Hanovriens a été totalement pillé, celui des fourrages a été considérablement altéré, les magasins des vivres ont été pillés en grande partie; j'y ai retrouvé deux emplacements seulement qui n'ont point été touchés où il y a deux mille sacs de farine non endommagés. J'ai fait à ce sujet les représentations les plus vives à Messieurs de la Régence; ils m'ont répondu et assuré qu'en partant de Munster, M. de Gayon leur avait envoyé un officier avec permission verbale de distribuer aux pauvres les farines que nous laissions dans la ville, ce qui avait été fait aussitôt après notre départ. »

Le séjour du quartier général de Contades à Cassel ne fut que de courte durée; dès le 15 août, c'est-à-dire deux jours après son arrivée dans la capitale de l'Électorat, le général français annonce son intention d'évacuer la ville, ce qui coûtera à l'armée 12.000 sacs de farine et bon nombre de malades et de blessés qu'on ne peut transporter. La crainte d'être tourné par les confédérés le contraint à ce sacrifice. « En voulant tenir Cassel, écrit-il (1), je perdrais toute communication avec le Mein et le Bas-Rhin. » Le lendemain, sur l'avis de la victoire des Russes à Kunersdorf, il reprend courage et informe Belleisle (2) qu'il va essayer de conserver Cassel; il lui fallut déchanter. Le 17 août, une manœuvre combinée des alliés contre le corps d'Armentières détermina un nouveau recul des Français. Tandis que le prince héréditaire de Brunswick qui était

(1) Contades à Belleisle. Cassel, 15 août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3520.

(2) Contades à Belleisle. Cassel, 16 août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3521.

repassé sur la rive gauche du Weser et avait rejoint l'armée de son oncle, rejetait les avant-postes de Fischer en arrière de Wolfshagen, le prince de Holstein débouchait de Corbach sur Naumbourg où il enlevait presque à la barbe d'Armentières le bataillon de grenadiers Narbonne qui y avait été envoyé la veille. Cet échec, dû à un manque d'entente entre les commandants de la première ligne française, fut suivi de la retraite d'Armentières sur Breidenbach où il opéra sa jonction avec Broglie. Ce dernier, après une reconnaissance effectuée de concert avec son collègue, fit au maréchal de Contades un rapport où il ne dissimulait pas son opinion sur la nécessité de continuer le mouvement rétrograde (1) : « Il paraît urgent, Monsieur le maréchal, que vous preniez un parti ; il semble qu'ils se réduisent toujours à deux, le premier de porter ici toute votre armée pour marcher sur le prince Ferdinand, s'il dépasse les débouchés qui sont ici devant moi, ou de songer à regagner promptement une position qui assure votre communication avec le Mein et à ne pas vous laisser prévenir sur Marbourg. J'ignore lequel des deux partis doit être préféré ; il n'appartient qu'à vous d'en juger. Les inconvénients et les dangers du premier ne vous échapperont pas, non plus que la promptitude qu'il est nécessaire d'employer si vous vous décidez au second ; je me tiendrai prêt à exécuter tout ce que vous me prescrirez ; si j'étais le maître ou que je formasse votre gauche, je vous avoue que j'aurais cru devoir faire marcher promptement le corps que je commande à Fritzlar, pour être sûr de n'y être pas prévenu et assurer votre communication avec Marbourg ; mais après ce qui a été résolu hier de garder Cassel et de prendre une position pour n'en être point séparé, je n'ai pas osé le prendre sur moi. »

(1) Broglie à Contades. Breidenbach, 4 heures 1/2 du soir. Sans date, mais évidemment, 17 août. Archives de la Guerre. Allemagne, 3521.

Un avis de ce genre, appuyé des conseils toujours pessimistes de Saint-Germain (1), suffit pour mettre fin aux hésitations de Contades. Le 18 août, le gros de l'armée sortit de Cassel et franchit l'Eder derrière lequel Broglie et Armentières reçurent l'ordre de rejoindre. La marche continua jusqu'au 24 août, date à laquelle le quartier général s'installa à Gross Selheim sur les bords de la Lahn, à faible distance de la place de Marburg. Ce recul coûta aux Français, sans compter beaucoup d'éclopés, la ville de Cassel et le fort de Ziegenhayn. Dans la première le maréchal avait dû laisser un détachement pour protéger son hôpital; la capitulation qui eut lieu le 19 fit tomber entre les mains de l'ennemi 400 hommes valides et 1.100 blessés ou malades. Le gouverneur de Ziegenhayn, prévenu trop tard, ne put rallier l'armée et se rendit le 23 avec ses 300 hommes, après avoir essuyé quelques coups de canon.

A Marburg, Contades trouva le maréchal d'Estrées qui avait été envoyé en mission spéciale pour se rendre compte de la situation des affaires, de l'état des troupes et pour, le cas échéant, en prendre le commandement. La nouvelle de la défaite de Minden avait été apportée à Versailles par deux dépêches de Contades en date des 2 et 4 août, et par une troisième que Broglie avait expédiée le 3 du même mois avec l'autorisation de son chef. Un procédé aussi contraire aux principes de la hiérarchie militaire avait attiré à son auteur un blâme du Roi, mais le récit de Broglie, très populaire depuis sa victoire de Bergen, n'avait pas laissé de produire un grand effet qu'étaient venues grossir les correspondances particulières de l'armée. Du rapport de Broglie « il a été fait, écrit Belleisle (2), des copies qui courent

(1) Saint-Germain à Belleisle. Gross Zeilen, 24 août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3521.

(2) Belleisle à Contades, 12 août 1759. Archives de la Guerre. Allemagne, 3520.

toutes les maisons de Paris et de Versailles, et l'on y dit que c'est M. de Broglie qui a sauvé et qui a couvert et facilité la retraite de l'armée dont il a fait l'arrière-garde. Cela se porte dans les cafés, l'on a même fait des placards, et comme tout cela se fait sans connaissance des auteurs, que l'on n'ignore pourtant pas mais que l'on ne peut prouver, il en résulte une clameur contre vous. Je n'y suis pas épargné et l'on y dit que la rancune que je garde contre M. de Broglie à cause de tout ce qui s'est passé en Bohême et à Prague, est la cause que j'ai empêché qu'il ne fût maréchal de France et qu'il ne commandât l'armée, et de là on continue tout ce que vous pouvez imaginer de plus insolent. »

La Dauphine, fille du roi de Pologne, en correspondance réglée avec le comte de Broglie, ancien ambassadeur que nous avons vu à l'œuvre à Dresde et à Varsovie, avait épousé ouvertement la cause du duc. Belleisle, au contraire, avait pris avec chaleur la défense du général malheureux; nous empruntons à sa lettre un exposé complet des incidents survenus : « J'avais fait lire cet ordre du 31 juillet (l'ordre pour la bataille de Minden) à M. le Dauphin en particulier, ainsi qu'au maréchal d'Estrées, à M. de Soubise et à M. de Choiseul. Vos dispositions ont eu l'approbation générale, et M. le maréchal d'Estrées a dit avec la franchise que vous luy connaissez qu'il se ferait grand honneur d'en avoir fait de pareilles..... Je ne vous rendrai pas ici le discours que j'ai tenu au Roy après cette lecture; j'ai parlé au moins une bonne demi-heure avec toute la force, l'onction et la tendresse (j'ose me servir de ce terme) que j'ai pour le Roy. Je crois n'avoir rien omis, et je puis vous dire que j'ai ému tout le conseil, dont tous les membres m'ont embrassé quand nous en sommes sortis. J'ai supplié le Roy de trouver bon que je ne fusse pas le juge d'une question où il s'agissait de M. le duc de Broglie dans la prévention où pouvait être le public, qu'y

ayant deux maréchaux de France dans le conseil, il était tout naturel de charger M. le maréchal d'Estrées, qui est l'ancien, de voir tout cela par luy-même; qu'il était bien difficile à Versailles d'approfondir la conduite et les intrigues. Que quant au fait principal, il était entièrement contre M. de Broglie, qui avait eu ordre d'attaquer et n'en avait rien fait, d'où était néanmoins résulté la perte de la bataille. L'article sur lequel j'ai le plus appuyé, est l'impossibilité que qui que ce soit puisse aujourd'huy commander une armée avec la tolérance des propos, des écritures, des intrigues et des cabales; qu'il fallait que le général, quel qu'il fût, fût non seulement le maître absolu sur tous ceux qui sont dans son armée, mais aussi qu'il fût assuré de toute la confiance du Roy, et d'être soutenu de toute son autorité. C'est sur cet article, où j'ose dire que je n'ai rien oublié, que j'ai fait impression. » Après un débat où les deux maréchaux membres du Conseil, d'Estrées et Soubise, se prononcèrent dans le même sens que le ministre, il fut décidé que le premier irait à l'armée sous prétexte des plans à adopter pour la fin de la saison, et pour « les concilier avec la politique et avec le projet maritime qui subsiste toujours et qui affaiblira votre armée au moins de 24 bataillons, quand vous aurez fini votre campagne. » Pour le public, « il sera donc dit, comme cela est en effet, que le Roy envoye M. le maréchal d'Estrées s'aboucher avec vous pour concerter les opérations de tout le reste de la campagne, ce qui serait trop long et presque impossible à faire par écrit. Cela satisfera les cours de Vienne et de Russie, et produira, je crois, un très grand bien, en ce qu'il aura ordre de dire à toute l'armée l'estime et la confiance que le Roy a en vous, et il prêchera mieux que tout autre contre les intrigues et les cabales des écrivains. » Belleisle termine sa lettre à Contades par quelques mots sur le compte de Broglie, où son antipathie personnelle lutte avec le loyal désir de tout subordonner à l'intérêt

du service du Roi : « C'est un bon militaire, il n'y en a pas beaucoup à choisir, il faut que le Roy s'en serve; mais il faut en même temps le tenir dans sa place en attendant qu'on puisse l'employer seul dans quelque partie. Je veux même éloigner de moy toute idée qu'il ait été capable de rester dans l'inaction le 1er d'aoust pour faire échouer votre attaque; l'action serait trop noire et trop criminelle, et je ne l'en puis pas croire capable. Quoy qu'il en soit, j'ay crû devoir me taire sur son sujet, et toutes les fois que le Roy l'employera en particulier, je me mettray par dessus la tête pour l'ayder de tous mes moyens et de toutes mes forces pour le faire réussir, parce que je ne veux que le bien, et après les malheurs que j'ay éprouvés je me suis voué au Roy et à ses affaires sans aucune autre espèce de vue particulière, quelle qu'elle puisse être..... »

Quoi qu'en pût dire Belleisle, l'opinion était en général défavorable à Contades qu'elle rendait responsable du malheur de Minden. On lui reprochait d'avoir affaibli son armée par de trop nombreux détachements, d'avoir mal choisi le terrain de la bataille, de n'avoir pris aucune précaution pour la retraite en cas d'échec, enfin d'avoir permis à l'ennemi de couper ses communications avec le corps d'Armentières, et de s'être laissé acculer à la désastreuse nécessité de se retirer par la rive droite du Weser en sacrifiant ses magasins et ses équipages. D'après Starhemberg, qui reproduit ces accusations (1), Louis XV se montrait plus irrité et plus troublé qu'il ne l'avait jamais été; le ministère était divisé en deux camps : tandis que Belleisle et Soubise donnaient raison à Contades et attribuaient la défaite à la désobéissance de son lieutenant, la plupart de leurs collègues ne voyaient d'autre remède que la nomination de Broglie au commandement en chef. La Pompadour et Choiseul, quoique résignés au

(1) Starhemberg à Kaunitz, 10 août 1759. Archives de Vienne.

rappel de Contades, étaient très mal disposés pour le remplaçant désigné. Dans ces conditions, à titre de mezzo-termine, la cour se rangea à l'idée de la mission du maréchal d'Estrées. Le seul à avoir confiance dans le délégué extraordinaire était son vieil ami Belleisle; ni Choiseul ni la favorite ne faisaient grand cas de sa capacité militaire; aussi dans un billet intime le ministre des Affaires Étrangères ne cache-t-il pas à Kaunitz (1) son découragement et son peu d'espoir pour l'avenir : « Je rougis quand je parle de notre armée. Je ne peux pas me mettre dans la tête et moins encore dans le cœur qu'un ramassis d'Hanovriens, etc., batte l'armée du Roi. Je ne sais pas où cette armée est à présent, je la crois dans la communication de Marbourg à Francfort; le maréchal d'Estrées y est arrivé; nous attendons ses premières relations d'après lesquelles nous nous déterminerons à donner un ordre positif pour combattre de nouveau le prince Ferdinand. Du moins c'est mon avis ainsi que celui de M. de Belleisle, car quand même selon notre usage nous perdrions la bataille, il ne peut nous arriver rien de pis que ce qui arrive, au lieu que si nous la gagnons, nous contenons le prince Ferdinand de façon qu'il ne fera pas de détachements en Saxe, et nous rétablissons l'opinion de nos armes en Europe et en Allemagne particulièrement. »

Ce fut le 25 août que le maréchal d'Estrées rejoignit l'armée; ses premières impressions furent mauvaises : « Je ne puis encore revenir de ma surprise, écrit-il (2) à un ami, quand je fais attention que dans moins de deux mois, l'armée française forte d'environ 100.000 hommes soit diminuée de près de moitié; on peut à peine reconnaître les plus beaux régiments de France, les Royaux et

(1) Choiseul à Kaunitz, 28 août 1759. Archives de Vienne.

(2) Lettre interceptée d'Estrées du 28 août 1759. Westphalen, III, 748.

deux ou trois autres régiments étrangers. Pour ménager le pauvre Contades contre qui le duc de Broglie, le comte Saint-Germain et Saint-Pern crient hautement, j'ai fait à la cour le portrait le moins touchant qui m'a été possible; mais malgré cela la lecture seule serait capable de le faire rappeler sur-le-champ, sans la protection de celle dont je vous ai parlé bien des fois. »

Si Belleisle avait tablé sur l'énergie et l'initiative de d'Estrées pour réparer les affaires en Allemagne, il faut avouer qu'il connaissait bien mal son homme ou qu'il se laissait aveugler par l'amitié. Par son action, ou plutôt par son inaction, le commissaire spécial de la cour justifia le propos que M. de Puyseulx avait tenu sur son compte (1) : « Le maréchal d'Estrées a une réputation faite qu'il ne doit pas risquer de perdre en se chargeant d'une besogne incertaine. » Il n'avait pu refuser de se rendre en Allemagne, mais arrivé au quartier général, il repoussa le commandement que Contades lui offrit dès le premier abord, et se borna à donner des conseils qui, à en juger par ses épîtres, durent être empreints du pessimisme le plus outré. Dans ses lettres à Belleisle (2) on ne relève pas une parole d'espoir ou de confiance; l'esprit de l'armée est détestable, les officiers de troupes sont ruinés, les malades augmentent à vue d'œil, Munster sera pris, d'Armentières ne pourra sauver la place. « Vous me trouverés ne voyant pas en couleur de rose, mais je suis obligé d'arrêter mes yeux, et de régler mon jugement sur ce que je vois, et ceux qui vous diront le contraire vous tromperont, et par conséquent le Roy. Si cette armée est détruite par la fatigue ou souffre quelque échec, je ne vois pas où S. M. en prendra une autre; de telles circonstances méritent de grandes

(1) Starhemberg à Kaunitz, 14 septembre 1759. Archives de Vienne.
(2) Estrées à Belleisle, 30 août, 3 septembre 1759. Archives de la Guerre, vol. 3522.

réflexions. » Le post-scriptum vise sa propre responsabilité qu'il entend dégager : « Je vous préviens une fois pour tout, monsieur le maréchal, que je n'entreray dans aucun détail des opérations journalières de l'armée, et je m'en raporte à ce que monsieur le mareschal de Contades vous en écrira. » A lire ces extraits on constate qu'au lieu de la fermeté et de l'entrain nécessaires pour ranimer les courages, d'Estrées fournit une note de plus au concert de lamentations et de plaintes que révèlent les correspondances.

Il faut le reconnaître, la tâche, toujours difficile quand il s'agit de rétablir le moral d'une troupe battue, était d'autant plus lourde que le changement dans la direction ne s'effectuait qu'un mois après la défaite. « Il trouvera, écrivait un officier (1) qui avait vu le maréchal lors de son passage à Francfort, des circonstances incroyables de l'inconsistance actuelle. L'armée n'existe plus, c'est une sortie d'Égypte dans la plus grande confusion. Les officiers s'en vont sans ordres, sans permission, se disant blessés et courent les villes. On leur refuse icy le logement, et ils se plaignent fort. Les opinions sont toujours dans le même partage...... Il faudrait, pour tout remettre, ou la présence du maître, ou celle d'un prince du sang, ou celle du maréchal d'Estrées comme général..... C'est un miracle si nous sommes icy et s'il existe une armée. Au bout de 25 lieues non seulement on n'a pas été remis, mais on a été pis qu'au premier moment. En voicy 35 autres qui ont encore empiré les dispositions. » Que d'Estrées comme commandant en chef eût porté remède aux maux signalés, cela est fort douteux; quant à son inefficacité comme conseiller non responsable d'un général discrédité, elle fut bientôt démontrée.

Le 4 septembre, après avoir passé près de deux se-

(1) Lettre non signée. Francfort, 24 août 1759. Archives de la Guerre, 3521.

maines dans la région de Marburg, les Français, sur l'avis d'un mouvement tournant de l'ennemi sur Wetzlar, se retirèrent sur Giessen et se cantonnèrent sur les bords de la Lahn où ils demeurèrent jusqu'au commencement de décembre. Marburg, abandonné à son sort, capitula le 11 septembre après deux jours d'une canonnade qui ne coûta à la garnison que quelques hommes tués et blessés, et personne à l'assiégeant; le lieutenant-colonel Duplessis et ses 800 hommes se rendirent prisonniers de guerre. Pendant le séjour des armées rivales aux environs de Marburg, il n'y avait eu que des affaires d'avant-postes; la seule de quelque importance fut la surprise à Wetter du corps de Fischer qui s'en tira avec une perte de 300 à 400 hommes. Par contre, on avait fait de part et d'autre des détachements considérables pour la Westphalie; le 20 août, le général Imhoff était parti (1) avec cinq bataillons et deux régiments de cavalerie pour renforcer le petit corps de Boyd chargé du blocus de Munster. Le 27 du même mois, Armentières avait quitté le quartier général pour prendre le commandement des troupes du Bas-Rhin, fortes de 13.000 hommes environ, dont moitié milices. De son nouveau camp sous les murs de Giessen Contades lui envoya huit bataillons choisis parmi ceux qui avaient été les plus éprouvés à Minden et dont le total ne dépassait pas 3.400 fusils.

Fallait-il essayer de se maintenir à Munster? Les deux maréchaux et Voyer d'Argenson qui servait sous Armentières étaient de cet avis; aux yeux de Belleisle, au contraire, ce projet ne pouvait se concilier avec la décision prise de faire hiverner la grande armée entre la Lahn et le Mein. « Le point délicat, écrivait le ministre (2), et qui mérite d'être exécuté bien à propos, est de n'évacuer Muns-

(1) Reden, *Feldzug der allierten Armee*, vol. II, p. 75.
(2) Belleisle à Contades, 10 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

ter ni trop tôt ni trop tard; il serait à désirer qu'on fît croire à M. le prince Ferdinand que nous voulons occuper Munster en force pendant l'hiver. »

De son côté, Ferdinand attachait trop d'importance à la possession de la ville pour ne pas persévérer dans ses efforts tendant à la recouvrer. Le siège ou plutôt le blocus en avait été commencé après Minden par le colonel Boyd avec ce qu'on avait prélevé sur les garnisons de Lippstadt et de Hameln, et avait été continué par le général Imhoff. Ce dernier, dès son arrivée sous les murs de la place, se montra convaincu de l'impossibilité de la tâche qui lui avait été confiée. « Estorff, écrit Westphalen (1), a vu, en passant près de Munster, M. d'Imhoff. Cet homme voit noir; il désespère, puisqu'il a trouvé vis-à-vis de lui un moulin à vent retranché. Le duc lui a écrit dans les termes les plus forts..... le duc est bien à plaindre avec ces gens-là. C'est le meilleur général que nous ayons; jugez du reste. » Le pronostic de Westphalen était fondé; à l'approche d'Armentières, Imhoff leva son camp et se retira à Telligt. Le général français (2) entra à Munster sans opposition, y séjourna du 6 au 11 septembre et retourna à Wesel après avoir renforcé la garnison de 600 hommes. D'après Westphalen (3), Imhoff aurait reculé jusqu'au Weser sans les ordres positifs qu'il reçut de rester en Westphalie. Aussitôt Armentières parti, le blocus fut rétabli; il fut troublé le 16 octobre par une sortie heureuse des Français; les Hanovriens, surpris, perdirent un canon, un drapeau, plus de 200 hommes dont moitié prisonniers et beaucoup de bagages et d'armes. Ce ne fut qu'aux pre-

(1) Westphalen à Haenichen. Wetter, 2 septembre 1759. Westphalen, III, 755.

(2) Armentières à Belleisle. Munster, 6 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

(3) Westphalen à Haenichen. Nieder-Weymar, 16 septembre 1759. Westphalen, III, 773.

miers jours de novembre que les opérations furent sérieusement reprises; celle du siège fut transférée au comte de Buckeburg, tandis qu'Imhoff fut relégué au commandement de l'armée d'observation.

Revenons à la Lahn où, à la fin de septembre, les armées principales étaient postées vis-à-vis l'une de l'autre sur les bords opposés de la rivière, les Français depuis Dudenhoven jusqu'à Giessen avec un fort détachement en garde-flanc à Wetzlar; les confédérés, en face, échelonnés de Rotheim jusqu'à Stauffenberg, couverts à droite par les divisions Wangenheim et Bevern, à gauche par le prince de Holstein. De part et d'autre, on travaillait sans relâche aux batteries, redans et tranchées, de manière à rendre toute attaque sinon impossible au moins fort coûteuse. Malgré ces préparatifs de défense, Contades et Estrées, préoccupés de la question des subsistances qu'il fallait tirer de Francfort, parlaient (1) de battre en retraite sur Friedberg. Broglie, continuant son rôle de mentor du général en chef, avait produit un mémoire préconisant la destruction des fortifications de Giessen; la proposition fut approuvée à Paris et reçut un commencement d'exécution.

A l'armée française on n'était pas d'accord sur la situation numérique : à en croire les états du major général Cornillon, malgré le départ des Saxons renvoyés se refaire à Francfort et des bataillons détachés sur le Bas-Rhin, l'infanterie seule comptait 42.000 présents sous les armes; au dire des maréchaux (2), ces chiffres étaient exagérés; les bataillons, l'un dans l'autre, ne devaient pas être évalués à plus de 450 hommes; on ne pouvait tabler sur un effectif de plus de 50.000 comprenant infanterie, cavalerie, artillerie et troupes légères; les confédérés au contraire,

(1) Contades à Belleisle, 18, 20, 29 septembre 1759. Archives de la Guerre.
(2) Contades à Belleisle. Klein Lines, 25 septembre 1759. Mémoire de la même date.

grâce à l'arrivée des recrues et à la désertion des soldats allemands du Roi, atteignaient le chiffre de 58.000.

Si, du quartier général de Contades, nous nous transportons dans celui de Ferdinand, nous relèverons dans la correspondance de ce dernier les mêmes complaintes sur la supériorité de son adversaire. C'est cette raison qu'il invoque pour ajourner le concours, ne serait-ce que de 5.000 hommes, dont le roi de Prusse ne cessait de solliciter l'envoi en Saxe. Et cependant le nouvel appel que lui adressa Frédéric (1), après la capitulation de Dresde, était bien pressant : « Si vous ne pensez pas promptement me secourir, songez qu'il n'en sera plus temps, et à quoi serviront vos progrès si vous me laissez accabler. Je ne grossis point les objets, je vous mande la pure vérité, je vous prie d'y faire des réflexions sérieuses; à moins d'un miracle ou de vos secours, je suis perdu sans ressource. » Ferdinand fait la sourde oreille et (2) se confond en excuses : « La prise de Dresde me fait une peine infinie, et ce qui l'augmente, c'est que V. M. paraît croire que je ne fais pas en cette rencontre ce que je devais faire.... Si je détache 4 à 5.000 hommes, puis-je espérer d'arrêter l'armée ennemie, qui depuis l'arrivée de M. d'Estrées cherche tous les moyens d'avancer de nouveau?... J'ai fait des petits détachements en Saxe pour alarmer et pour partager l'attention du prince de Deux-Ponts. Si la saison est plus avancée, je pourrai faire davantage et agir avec vigueur. » Le véritable motif du refus était le désir de recouvrer Munster avant toute expédition excentrique. « Après la prise de Munster, écrit (3) Westphalen au prince, on verra s'il sera possible de faire

(1) Frédéric à Ferdinand, Waldow, 7 septembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 523.

(2) Ferdinand à Frédéric, Nieder Weymar, 13 septembre 1759. Westphalen, III, p. 767.

(3) Westphalen à Ferdinand, 28 septembre 1759. État-major général, Berlin, C. X, 325.

une diversion en faveur du roi de Prusse ou non. » En effet, la faiblesse de ses effectifs qu'alléguait le prince Ferdinand, ne l'empêcha pas de renforcer Imhoff (1) de cinq régiments de cavalerie, six bataillons et un train de grosse artillerie. Le blocus de Munster, dont ce général était chargé, n'était rien moins qu'efficace; Armentières restait en communication avec la ville et avait pu y faire entrer un convoi de vivres et de munitions. D'autre part, les Français avaient acquis sur le Rhin un solide point d'appui par l'occupation de la forteresse d'Ehrenbreitstein dont les portes venaient de leur être ouvertes après de longs pourparlers qu'avait tranchés en leur faveur l'apparition d'un parti hanovrien.

Vers cette même époque, c'est-à-dire dans les derniers jours de septembre, une importante décision fut adoptée à Versailles. Au sein du gouvernement le mécontentement devenait de plus en plus marqué; Choiseul ne dissimulait (2) pas à Starhemberg le souci que lui causait la conduite des opérations en Allemagne : « Je crains fort qu'avant la fin de la campagne les ennemis ne soient maîtres de Landau et notre armée chassée au-delà du Rhin; dans ce cas, nous ne repasserons plus cette rivière de toute la guerre, et il faudra regarder la guerre d'Allemagne comme finie pour nous. » Si on abandonnait la ligne du Mein, il était résolu à donner sa démission. Interrogé sur les motifs d'un pareil abattement, le ministre se répandit en plaintes sur le compte d'Estrées, et finit par prier Starhemberg de lui écrire un billet qu'il pourrait montrer au Roi et dans lequel l'ambassadeur conseillerait la nomination de Broglie à la tête de l'armée. Bien que l'Autrichien se fût refusé à une démarche aussi compromettante sans

(1) Ferdinand à Frédéric. Kroffdorf, 11 octobre 1759. Westphalen, III, p. 831.

(2) Starhemberg à Kaunitz, 20 septembre 1759. Archives de Vienne.

instruction positive de sa cour, il s'employa (1) à vaincre la résistance que la toute-puissante Mme de Pompadour faisait encore au choix de Broglie. Il y réussit d'autant mieux qu'elle avait toujours été hostile à d'Estrées, que Contades demandait lui-même à être relevé de ses fonctions, et que Soubise, le candidat préféré, avait été affecté à la grande entreprise projetée contre l'Angleterre et n'était pas disponible pour l'Allemagne; ces personnages écartés, il ne restait que Broglie auquel la favorite se résigna malgré la méfiance qu'elle professait pour son caractère et pour son entourage.

La résolution prise, il fallut la communiquer aux deux maréchaux. Belleisle eut à se charger d'une tâche qui dut lui sembler particulièrement ingrate; aussi avec quelles circonlocutions et précautions oratoires leur annonce-t-il (2) leur rappel et leur remplacement prochain par le duc de Broglie : « Je sçais, monsieur le maréchal, écrit-il à d'Estrées, que vous n'ignorés pas toutes les menées que l'on a mises en œuvre pour d'une part accabler M. le maréchal de Contades, et de l'autre exalter M. de Broglie jusqu'aux quatrièmes cieux; il est parti des lettres de l'armée qui ont pullulé au centuple à Paris et même à Versailles. La fermentation était déjà assez grande avant votre départ; mais depuis elle a augmenté à l'infini; on ne s'en est pas tenu là, on a fait agir à Vienne, à Pétersbourg, à Stockholm, à Copenhague, et dans toutes les autres cours d'Allemagne, d'où il est venu également des lettres par les ministres du Roy, ou ceux des Princes qui sont en France, qui demandent tous que le Roy fasse commander son armée par M. le duc de Broglie. M. de Starhemberg a eu à ce sujet mission en forme de M. le comte de Kaunitz. » Malgré les précédents du prince Charles de Lorraine et du ma-

(1) Starhemberg à Kaunitz, 26 septembre 1759. Archives de Vienne.
(2) Belleisle à Estrées, 27 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3523.

réchal Apraxin à propos desquels les cours alliées étaient intervenues, le Roi n'eût pas cédé « si M. de Contades comme un très honnête homme et un zélé serviteur du Roy n'était venû de luy-même au-devant par des lettres particulières qu'il a écrites à Mme de Pompadour et à moy, où il offre et demande même de quitter le commandement de l'armée, ne désirant autre chose que de conserver l'estime et les bontés du Roy. »

Afin de sauver les apparences et de ménager l'amour-propre de Contades et des lieutenants généraux plus anciens que Broglie, ce dernier était appelé à Paris pour recevoir ses instructions et ne rejoindrait son poste que vers la fin d'octobre « qui est à peu près le temps où l'on songe sérieusement aux quartiers d'hyver. » Belleisle s'occupe ensuite d'Estrées : « Quant à ce qui vous regarde, Monsieur le Maréchal, votre situation est fort différente de celle de M. de Contades, vous n'avez eu qu'une commission momentanée avec pleine liberté d'abréger ou de prolonger votre séjour suivant que vous le jugeriez le plus utile; votre zèle vous a porté à le prolonger jusqu'à la fin de la campagne; ainsi il sera tout naturel que vous reveniez en même temps que le maréchal de Contades après avoir concerté le plan général des quartiers d'hyver, où vous ne pouvez estre que très utile en ce que vous êtes bien plus en état d'en imposer à M. le duc de Broglie que M. de Contades et que tout autre..... »

A la suite de cette décision, Broglie se rendit à Paris, et les deux maréchaux restèrent au quartier général. Le mois d'octobre se passa sans incidents importants, les deux armées séparées par la Lahn et détachant des troupes l'une et l'autre au secours d'Imhoff et d'Armentières. Alors que Broglie, quand il se trouvait sur les lieux, avait soutenu le démantèlement de Giessen, depuis son arrivée en France il était d'accord avec la cour pour le maintien des fortifications. Au ministre qui insiste dans ce sens, Conta-

des répond (1) non sans ironie : « Sur la proposition de M. de Broglie, nous vous avons proposé, M. le maréchal d'Estrées et moi, d'évacuer et démolir Giessen. Il pense aujourd'hui qu'il faut conserver la place. Qu'il vienne donc ici le plus tôt possible. » D'Estrées a hâte de partir (2) : « Vraisemblablement M. de Broglie sera ici avant le 1er, je n'y aurai plus affaire, étant très déterminé à n'avoir d'autre avis que le sien. »

Enfin, le 2 novembre tard dans la journée, le nouveau général en chef arriva au quartier général de Klein Lines; l'entretien entre son prédécesseur et lui ne se prolongea pas longtemps, car Contades était déjà en route le lendemain à six heures du matin. Son départ avait été précédé par ceux du maréchal d'Estrées, des ducs de Brissac, Chevreuse et Fitzjames, du prince de Beauffremont, du marquis de Sourches, du chevalier de Nicolaï, et des comtes de Noailles et d'Anlezy, tous lieutenants généraux plus anciens de grade que Broglie. A l'état-major, Monteynard, maréchal des logis général, Cornillon, major général de l'infanterie, Fumel, major général de la cavalerie, furent remplacés dans leurs fonctions respectives par le comte de Broglie, l'ancien ambassadeur, Belzunce et Lameth. D'après un témoin impartial, le prince Ferdinand (3), Broglie aurait été bien accueilli par la troupe. « Le soldat ennemi paraît fort content du nouveau général ; il n'en est pas de même des officiers et surtout des généraux. »

Si l'on peut s'en rapporter aux états mensuels dont nous avons vu contester l'exactitude par Contades et Estrées, l'armée française campée sous Giessen, sans compter par conséquent les garnisons de la Wetteravie et des bords du Mein, donnait comme effectif présent sous les armes un peu

(1) Contades à Belleisle, Klein Lines, 19 octobre 1759. Archives Guerre, 3524.
(2) Estrées à Belleisle, Klein Lines, 19 octobre 1759. Archives Guerre, 3524.
(3) Ferdinand à Holdernesse, Kroffdorf, 8 novembre 1759, Military Expeditions. Record Office.

plus de 40.000 fantassins et 11.000 cavaliers montés, soit en y ajoutant les troupes légères, d'ailleurs fort délabrées, un grand total de 54.000 combattants. Son adversaire n'en avait pas autant : « La supériorité de l'armée française, écrivait Ferdinand au commencement de novembre (1), sur celle de S. M. est avouée de tout le monde. On sait le nombre des bataillons et des escadrons de l'un et de l'autre..... le pied de l'armée alliée ne surpasse pas 54.000 hommes et il m'a fallu en employer une bonne partie pour les garnisons de Minden, de Lippstadt et de Hameln. » Dans une lettre du 11 octobre (2), Ferdinand évaluait à 17.000 hommes les troupes servant en Westphalie ; depuis lors, il avait expédié à Imhoff un nouveau détachement de 3.000 ; aussi en faisant la part d'atténuations de calcul nécessaires pour justifier la demande de renforts qu'il adressait au cabinet anglais, est-il difficile de lui attribuer plus de 40.000 hommes sur la Lahn. Les deux armées souffraient du froid et du mauvais temps, les chevaux beaucoup plus que les hommes (3) qui avaient du bois en abondance et étaient bien baraqués. Un des premiers soins de Broglie avait été de faire venir des capotes et des gilets en magasin à Francfort pour les distribuer aux soldats.

Jusqu'à quelle époque serait-il possible de conserver Giessen et Munster? Telle était la question qui se débattait entre le ministre de la Guerre à Versailles et les généraux des armées d'Allemagne. « Nous connaissons tous, écrivait Belleisle (4), combien il eût été utile de pouvoir occuper en force Munster pendant l'hiver. » Mais des

(1) Ferdinand à Holdernesse, Kroffdorf, 7 novembre 1759. Record Office.
(2) Ferdinand à Holdernesse, Kroffdorf, 11 octobre 1759. Record Office.
(3) Broglie à Belleisle, Klein Lines, 5 novembre 1759. Archives Guerre Granby à Holdernesse, Kroffdorf, 13 novembre 1759. Record Office.
(4) Belleisle à Broglie, 10 novembre 1759. Archives Guerre. Allemagne, 3525.

raisons politiques avaient fait décider le maintien du gros de l'armée du côté du Mein et de la Lahn, aussi bien que le renvoi de 24 bataillons en France. Cela étant, « il n'y a pas assés d'étoffe pour tenir Munster avec une garnison suffisante, avec laquelle même il serait impossible de communiquer; d'y en laisser une médiocre, c'est l'exposer à une perte certaine. Les ennemis ont actuellement 6 à 7.000 prisonniers à nous. Il serait bien imprudent d'en augmenter encore le nombre presque avec certitude, c'est ce qui m'a déterminé à mander à M. d'Armentières de se borner à mettre dans Munster les munitions et les vivres nécessaires pour jusqu'au mois de janvier, afin de pouvoir tenir dans cette place jusques à la fin de cette campagne. » Pour effectuer ce ravitaillement partiel, Armentières aurait besoin d'être supérieur à Imhoff; aussi si le prince Ferdinand envoyait de nouveaux détachements en Westphalie, Broglie était-il invité à faire de même, tout en choisissant pour ce renfort ce qui restait des 24 bataillons destinés à rentrer en France. Mais le commandant en chef n'entendait pas acquiescer à cette demande; hypnotisé par l'ennemi qu'il avait en face de lui, il craignait de s'affaiblir et écrivait à Armentières qu'il ne pourrait lui faire parvenir des secours qu'après la dislocation de sa propre armée.

Ce moment qui était en réalité encore loin paraissait proche, car les intempéries de la saison et les difficultés d'approvisionnement rendaient la situation des troupes cantonnées le long de la Lahn de plus en plus pénible. « Vous avez, Monsieur, écrivait Guerchy (1), depuis quelques jours les pieds bien chauds; il n'en est pas de même des nôtres qui sont bien humides depuis que vous nous avez quittés et que vous avez été remplacé par une pluie

(1) Guerchy à un ami, Klein Lines, 13 novembre 1759. Archives Guerre. Allemagne, 3525.

assez constante, parfois un peu de neige. » Au dire de Broglie (1), le pain arrivait en retard, les baraques étaient pleines d'eau; le soldat manquait de paille, et pour comble de malheurs le trésorier, à bout de fonds et sans crédit, ne trouvait plus à escompter ses traites chez les banquiers de Francfort. Broglie résume ainsi ses doléances : « La besogne devient encore plus difficile lorsqu'il (le général) a en tête un ennemy qui a jusqu'icy donné l'ordre, dont l'armée est plus nombreuse que celle du Roy, et qui paye tout argent comptant. C'est à regret que je fais à Sa Majesté un exposé aussy peu agréable..... Je vous prie de luy répéter encore ce que j'ay eü l'honneur de lui dire, que je suis extrêmement éloigné de me croire les talens nécessaires pour suppléer à tant de choses qui manquent icy, et commander son armée dans des circonstances aussi critiques. » Comme conclusion, il annonce son dessein de lever son camp actuel, de laisser dans Giessen une garnison de 2.000 hommes et de se retirer sur Friedberg.

Néanmoins, l'exécution de cette décision fut ajournée jusqu'au 5 décembre. Pendant les trois dernières semaines du séjour sur la Lahn, la situation ne s'était guère améliorée; « Broglie, écrit Westphalen (2), a mis la plus grande partie de sa cavalerie en cantonnement derrière le camp; il ne veut céder; nous ne voulons céder non plus; celui qui peut supporter le mieux la faim sera apparemment le dernier. Il a fait bien mauvais temps; dix jours de pluies continuelles avaient tellement rompu les chemins que tous les transports manquaient tout d'un coup. Songez si nous avons été embarrassés. » Chez les Français les privations étaient pareilles, mais les difficultés communes étaient aggravées par le manque d'argent, tant pour

(1) Broglie à Belleisle, Klein Lines, 15 novembre 1759. Archives Guerre. Allemagne, 3525.

(2) Westphalen à Haenichen, Kroffdorf, 20 novembre 1759. Westphalen, III, p. 862.

les besoins immédiats que pour l'achat des approvisionnements d'hiver; l'état de la caisse était devenu le principal souci de Broglie : « Je vous répète (1) que le prêt va manquer pour le soldat et la solde de l'officier, que l'entrepreneur de la viande est sur le point de n'en plus fournir, que le munitionnaire est dans le même cas pour le pain, que l'artillerie n'a pas de quoy acheter de l'avoine pour ses chevaux, et que les achats et rentrées des fourrages vont totalement cesser faute d'argent. Si, comme j'ay eü l'honneur de vous le mander, il n'est pas pourvû à l'argent d'icy à huit jours, il faut licencier l'armée..... Il y a beaucoup de mauvaises positions à la guerre dont avec de l'activité, des soins et du courage, on peut se tirer; mais dans le cas présent, il n'y a de remède que de l'argent et sans cela il faut que cette armée périsse vraisemblablement même avant la fin de l'année. »

Une opération heureuse des confédérés contre les Wurtembourgeois ne fut pas sans influence sur la détermination d'abandonner les lignes de Giessen. A la suite d'une convention passée avec la cour de Versailles, le duc de Wurtemberg avait remis à la disposition de la France les troupes qui avaient fait la campagne de 1758 et qui étaient rentrées chez elles à la fin de cette année. Ce corps d'un effectif réel de 10 à 11.000 hommes était venu, fort à propos, remplacer les Saxons très diminués par la désertion, qu'il avait fallu reléguer sur les derrières de l'armée. Aussitôt les Wurtembourgeois mobilisés, Broglie, dans le but d'inquiéter la gauche du prince Ferdinand, les avait dirigés sur Fulde. Arrivé dans cette ville le 20 novembre, le duc de Wurtemberg, qui commandait en personne, envoya ses hussards lever des contributions dans les vallées de la Fulde et de la Werra; il se préparait à les suivre vers Alsfeld quand il fut brusquement surpris par une contre-

(1) Broglie à Belleisle. Klein Lines, 27 novembre 1759. Archives de la Guerre, 3525.

attaque de l'ennemi. Le prince de Brunswick, à la tête de neuf bataillons et de douze escadrons, avait filé droit sur Lauterbach, en avait chassé un parti de cavalerie française, et débouchait le 30 novembre en vue de Fulde. Le duc de Wurtemberg, averti trop tard de l'approche du prince, n'avait pas eu le temps de rassembler son contingent éparpillé de tous les côtés; il essaya de résister dans la ville, mais l'infanterie confédérée, soutenue par son canon, s'empara des ponts, força les portes et coupa la retraite aux défenseurs dont la majeure partie, bousculée par la cavalerie, fut obligée de se rendre. Le reste se retira à Bruckenau et Rieneck près de Gemünden; de son côté, le prince de Brunswick, après un séjour de trois jours à Fulde, rallia l'armée du prince Ferdinand. Cette affaire coûta aux Wurtembourgeois 1.500 hommes tués ou pris et deux canons. Le secret de l'expédition avait été si bien gardé que le jour même du combat, Broglie écrivait (1) au duc : « Je n'ai aucune nouvelle que ce corps (celui du prince héréditaire) ait effectivement marché, quoique j'aie beaucoup d'espions et de détachements qui ont éclairé la partie d'Alsfeld. »

Pour la pointe sur Fulde, le général du roi George avait utilisé des troupes qui devaient renforcer la division d'Imhoff; l'avis de la capitulation de Munster, apporté le 23 novembre, avait permis de les affecter à une autre destination. Voici ce qui s'était passé en Westphalie : Armentières n'avait à sa disposition qu'environ 9.000 fantassins et 2.000 cavaliers, forces qui lui parurent insuffisantes pour la relève de Munster. Il annonce bien (2) son intention de tenter l'entreprise, mais les réserves dont il accompagne sa résolution ne sont pas de bon augure pour la réussite : « J'ose vous

(1) Broglie à Wurtemberg. Klein Lines, 30 novembre 1759. Archives de la Guerre.

(2) Armentières à Belleisle. Dorstein, 15 novembre 1759. Archives de la Guerre.

affirmer que je marche avec la volonté d'un homme de guerre déterminé à se conduire relativement à ce qui sera possible. Le combat ne sera engagé qu'avec grande apparence de succès et le désagrément de revenir sans rien faire ne me fera point compromettre mal à propos les troupes du Roi. » Armentières s'approcha en effet de la place assiégée, eut le 19 novembre une affaire d'avant-postes avec Imhoff qui lui barrait le chemin, mais croyant ce dernier bien décidé à lui tenir tête, il renonça à toute idée de forcer la ligne de circonvallation et dépêcha à Goyon, le gouverneur de Munster, l'ordre de le rejoindre avec sa garnison dans la nuit du 19 au 20; puis, après quelques heures d'attente inutile, il se retira sur Dorstein. Un peu plus de persévérance de la part d'Armentières aurait peut-être amené la retraite d'Imhoff dont la fermeté laissait à désirer. « J'ai mauvaise opinion de notre homme, écrivait Westphalen (1), depuis qu'Armentières a passé la Lippe; il dit qu'il faut avoir une bonne confiance en Dieu pour croire qu'on puisse être sauvé. Cet honnête homme décourage tout le monde. Il est si rempli de peur que tout ce qu'il dit et tout ce qu'il fait s'en ressent..... Le pèlerin se croit sûr d'être battu. » Goyon, après avoir pris l'avis de son second, Boisclereau, qui avait joué un rôle brillant dans la défense, jugea impraticable la sortie proposée et, livré à ses propres ressources, entra en pourparlers avec l'ennemi; il obtint les honneurs de la guerre et la liberté de la garnison qui fut dirigée sur Wesel. Quoique le blocus de Munster se fût prolongé longtemps, les travaux réels du siège avaient été de courte durée, les tranchées ayant été ouvertes dans la nuit du 8 au 9 et le feu des batteries ayant commencé le 17 seulement.

Il était à prévoir qu'une partie de l'armée assiégeante irait renforcer celle du prince Ferdinand; aussi Broglie

(1) Westphalen à Haenichen, Kroffdorf, 20 novembre 1759. Westphalen, III, 862.

fit-il (1) à Armentières une demande de diversion que celui-ci accepta; mais les glaces et la nécessité de replier les ponts sur le Rhin firent retarder l'opération jusqu'aux derniers jours de décembre. Ce fut seulement le 25 de ce mois que Voyer put mander (2) son arrivée avec 6.000 hommes à Siegburg, et son intention de franchir la Sieg et de gagner Hackenburg. Entre temps, Vogüé, avec une division de la grande armée, avait pris position à Limburg d'où il lui serait facile de donner la main à son collègue. Ces mouvements se rattachaient à un retour offensif de Broglie à qui le moment avait paru propice pour recouvrer le terrain perdu en Wetteravie dans la première semaine de décembre. Fidèle à sa promesse, Ferdinand avait détaché le prince de Brunswick en Saxe au secours du roi de Prusse, avec une forte division de 13 bataillons et 19 escadrons sur lesquels près de la moitié avait été fournie par le corps d'Imhoff en Westphalie. Broglie, dont le service de renseignements était très défectueux, n'eut vent que le 17 (3) d'une expédition qui avait débuté le 9. Dans sa correspondance avec Belleisle, il se demande ce qu'était devenu le prince héréditaire depuis les incidents de Fulde; il ne comprend pas pourquoi le prince Ferdinand n'a pas commencé le siège de Giessen que le recul des Français avait abandonné à ses propres forces, mais il ne soupçonne la vérité que plusieurs jours après l'événement. Enfin, quand le doute n'est plus permis, il se décide à reprendre l'offensive : il invite Wurtemberg à couvrir le flanc droit, lui annonce pour le 21 décembre la marche en avant sur Giessen, et insiste auprès d'Armentières pour la prompte exécution de l'opération suspendue.

(1) Broglie à Armentières, Friedberg, 8 décembre 1759. Archives Guerre, 3526.

(2) Voyer à Muy, Siegburg, 25 décembre 1759. Archives Guerre, 3526.

(3) Broglie à Wurtemberg, Friedberg, 17 décembre 1759. Archives de la Guerre, 3526.

Avant de quitter Friedberg, Broglie avait reçu de Versailles le bâton de maréchal de France, que réclamaient pour lui ses amis depuis la victoire de Bergen. Cette promotion, en donnant au duc un rang supérieur, devait avoir pour conséquence soit la mise d'Armentières sous ses ordres soit le rappel de ce dernier. Ce fut à ce parti que s'arrêta la cour : Armentières qui s'était rendu à Cologne pour hâter les préparatifs de l'expédition sur la rive droite du Rhin, y apprit à la fois la venue de son successeur, le chevalier du Muy, et la nomination de Broglie au grade de maréchal de France. A Belleisle, il ne cache pas le dépit que lui cause l'avancement de son collègue : « Il me paraît (1) que sous un maréchal de France, ministre de la Guerre, l'on n'aurait pas dû s'attendre que de deux lieutenants généraux commandant en même temps deux armées séparées, le cadet fût fait maréchal de France et l'ancien laissé. Cependant, cet ancien, Monseigneur, pourrait, je crois, demander le parallèle entre lui et son cadet. » La mutation n'apporta d'ailleurs aucun nouveau retard dans la diversion concertée avec Broglie; le 25 décembre, comme nous l'avons dit plus haut, Voyer était à Siegburg, et malgré les mauvaises routes, l'inondation et les ponts coupés, espérait être à Hackenburg pour le 30. De son côté, Muy qui dirigeait le deuxième échelon, devait partir de Cologne le 27.

Ainsi mises en train, les affaires parurent prendre une tournure favorable pour les Français. Le 2 janvier 1760, Voyer, après une marche des plus pénibles, opéra sa jonction avec Vogué qui était à la tête de l'extrême gauche de la grande armée; leurs forces réunies se montaient à environ 11.000 hommes. Dès le lendemain, ils commencèrent leur entreprise contre la ligne de communication du prince Ferdinand; Vogué enleva le bourg de Herborn

(1) Armentières à Belleisle, Cologne, 25 décembre 1759. Archives de la Guerre, 3526.

avec sa petite garnison de 120 hommes; Fischer et Dauvet prirent possession de la ville de Dillenburg et bloquèrent la citadelle qui refusa de capituler. Ce même jour, Muy entrait à Hackenburg où il attendit les instructions du général en chef. Le mouvement de Voyer contre la droite des confédérés, les démonstrations de Saint-Germain et des Wurtembourgeois sur leur gauche, enfin la marche des Français sur Giessen, déterminèrent le prince Ferdinand à lever le blocus de la place puis à abandonner la position sur la Lahn qu'il occupait depuis le 19 septembre. La retraite s'effectua le 5 janvier sans être inquiétée par Broglie qui se contenta de remplacer l'adversaire dans les cantonnements évacués.

Du côté de la Dille, peut-être Voyer eût-il été plus entreprenant sans un échec qu'il essuya à Dillenburg. Peu soucieux de voir le château tomber entre les mains des Français, le prince Ferdinand dirigea sur ce point une partie de la division Wangenheim; l'opération fut si heureusement conduite que non seulement la forteresse fut débloquée, mais que le détachement français chargé de l'investissement fut détruit ou fait prisonnier. Les Suisses du régiment de Waldner qui le composaient se défendirent avec bravoure, mais leur commandant, le brigadier Paravicini, qui avait l'ordre de se retirer devant un ennemi supérieur, se laissa envelopper bien que l'approche des confédérés eût lieu dans l'après-midi; mortellement blessé, il expira une demi-heure après l'action et paya ainsi de sa vie la faute commise. Le même 7 janvier, à peu de distance de Dillenburg, un avant-poste de cent dragons du régiment de Beauffremont fut enlevé par un parti de chasseurs hanovriens et d'Écossais sous les ordres de Luckner. Cet officier dont la réputation grandissait de jour en jour venait de se distinguer quelques jours auparavant en surprenant et capturant le lieutenant-colonel de Muret avec une centaine d'hommes. Ces revers et la reculade de Fis-

cher, chassé de Ober et Nieder Schuden, impressionnèrent Voyer qui se hâta de rassembler son monde à Trudorf et appela Muy à son secours. Au surplus, la pointe des Hanovriens, en dehors des pertes matérielles infligées aux Français, n'eut d'autre suite que celle d'arrêter l'offensive de Voyer et de ses lieutenants.

De son côté, Broglie, qui avait repris son ancien quartier général de Giessen, n'était pas disposé à recommencer la campagne; pour débusquer le prince Ferdinand des environs de Marburg où il s'était posté, il aurait fallu un effort sérieux. Le nouveau maréchal prépara, à la vérité, un projet d'attaque combinée sur les cantonnements ennemis, mais il y renonça sur les observations de Saint-Germain qui poussa la franchise jusqu'à déclarer « décousu » le plan de son supérieur et à lui refuser toute chance de succès. Le 11 janvier, les ordres furent lancés pour la dislocation de l'armée; le 13, Broglie (1) quittait Giessen de nouveau, et après un séjour de quelques jours à Friedberg, rentrait à Francfort. Muy et Voyer, avec leurs divisions respectives, repassèrent sur la rive gauche du Rhin; l'armée principale s'établit sur la ligne du Mein et de la Lahn; les Saxons et Wurtembourgeois depuis Wurtzburg jusqu'à Hanau, l'aile droite sous Saint-Germain autour d'Aschaffenburg, Vogué à Limburg avec l'aile gauche. Aussitôt informé de ces mouvements, le prince Ferdinand se hâta de renvoyer ses troupes dans leurs quartiers d'hiver; Marburg, Dillenburg, Homburg furent munis de garnisons et servirent d'avant-postes, la division anglaise gagna le territoire d'Osnabrück, les confédérés allemands se répartirent entre la Westphalie, la Hesse et l'évêché de Paderborn. Vers la fin de février, le prince de Brunswick, de retour de Saxe, rejoignit l'armée et à partir de ce moment, la tranquillité fut complète.

(1) Broglie à Belleisle. Friedberg, 15 janvier 1760. Archives de la Guerre, vol. 3550.

Ainsi se termina cette longue et dure campagne si brillamment commencée, si péniblement achevée. La santé des troupes était excellente; le soldat avait montré de la confiance en son nouveau chef, de l'entrain dans les dernières opérations; il avait supporté avec bonne humeur les épreuves du froid et de la fatigue. Depuis sa prise du commandement, Broglie avait fait preuve de décision et de volonté; forcé par les difficultés de ravitaillement d'abandonner Giessen, il avait su profiter de la première occasion pour y rentrer; dans la lutte de ténacité engagée sur les bords de la Lahn entre les généraux rivaux, il avait eu le dessus et pouvait, en dépit de quelques revers partiels dont la responsabilité ne lui incombait pas, se targuer du recul de son adversaire. Au point de vue général, la campagne de 1759 n'avait rapporté à la France aucun profit, car l'hiver de 1760 retrouvait l'armée à peu près dans les quartiers qu'elle avait occupés pendant la mauvaise saison de 1759. Les troupes avaient beaucoup marché, remporté quelques succès, enlevé des magasins, des places fortes, mais en fin de compte elles étaient revenues au point de départ; des conquêtes éphémères de l'été, rien n'avait été conservé. Le prince Ferdinand, avec ses soldats, véritable amalgame de nationalités diverses, avait repoussé l'invasion, sauvé le territoire des princes alliés, repris ses quartiers d'hiver en pays ennemi; bien plus, il avait pu détacher au secours du roi de Prusse une division importante tout en tenant tête à l'ennemi et en lui infligeant même des échecs. Depuis la bataille de Minden, comme le reconnaissaient Belleisle et Broglie, c'était le général hanovrien qui faisait la loi en Allemagne aux armées du Roi Très Chrétien. Ce triste résultat apportait une nouvelle atteinte au prestige militaire de la France, déjà compromis aux yeux de l'Europe par les revers de 1757 et 1758.

CHAPITRE IV

KUNERSDORF

PLAN DE CAMPAGNE COMBINÉ PAR LES RUSSES ET LES AUTRICHIENS. — COMMENCEMENT TARDIF DES HOSTILITÉS. — FERMOR REMPLACÉ PAR SOLTIKOFF. — BATAILLE DE PALTZIG. — JONCTION DE LAUDON AVEC LES RUSSES. — BATAILLE DE KUNERSDORF. — DÉTRESSE DE FRÉDÉRIC. — INACTIVITÉ ET DÉFAUT D'ENTENTE DES GÉNÉRAUX ALLIÉS. — SÉPARATION DES DEUX ARMÉES. — DAUN EN LUSACE ET EN SAXE. — RUSSES EN SILÉSIE. — REPRISE DES QUARTIERS D'HIVER SUR LA VISTULE.

Pour suivre jusqu'au bout les opérations des armées françaises en Allemagne, nous avons négligé momentanément les incidents beaucoup plus graves de la lutte que soutenait le Roi de Prusse contre les Autrichiens et les Russes. Le défaut de simultanéité qui en résulte dans le récit a d'autant moins d'importance que l'action du second groupe de belligérants se développa sur des théâtres distincts très éloignés de ceux que nous venons de visiter, et n'eut qu'une répercussion purement morale sur la campagne de Ferdinand contre les généraux de Louis XV.

Frédéric avait passé à Breslau la plus grande partie de l'hiver 1758-1759. Tout en appliquant son énergie et son esprit de méthode à la réorganisation de son armée, selon l'habitude, il consacra ses loisirs à la politique extérieure. Il est impossible de feuilleter la volumineuse cor-

respondance échangée avec les ministres et les représentants prussiens à l'étranger, sans découvrir à chaque instant la trame des combinaisons aussi subtiles que mystérieuses qu'il essaie d'ourdir auprès des cours de l'Europe, dans le but d'embarrasser ou de diviser ses adversaires. Qu'il s'agisse de susciter un nouvel ennemi à l'Autriche ou de nouer des négociations pacifiques destinées plus à compromettre celui qui s'y prêtera, qu'à terminer la guerre, nous le voyons déployer la même activité, la même fertilité de conception. Mais ces qualités par leur exagération nuisent souvent au succès; la mobilité de son esprit, la confiance dans son étoile, lui font constamment déserter l'objectif de la veille, pour en viser un autre qui paraît plus avantageux. Jamais ministre des Affaires Étrangères ne fut plus difficile à suivre ou à deviner, qu'il ne se révèle dans ses instructions à ses agents diplomatiques. Tout à l'idée du moment, il se soucie peu d'être conséquent, ce qui ne l'empêche pas de se montrer peu indulgent pour le malheureux dont la compréhension n'est pas assez souple pour saisir au vol la nouvelle pensée. Il se plaît d'ailleurs dans les voies détournées, et ne dédaigne pas la corruption pour arriver à ses fins.

C'est ainsi que pendant le mois de janvier 1759, Frédéric s'ingénie à fomenter des troubles en Suède contre le parti au pouvoir, à pousser la Porte ottomane contre l'Impératrice Reine, à escompter les conflits en Espagne et en Italie que pourrait occasionner la mort du roi d'Espagne, à intriguer à Varsovie, et à découvrir les moyens de détacher la Russie de l'alliance. Le résident anglais en Pologne, Lord Stormont, dont on se rappelle la démarche en 1756, lors de l'entrée des Prussiens en Saxe, avait réussi à intéresser la cour de Saint-James au sort du roi Auguste et de sa famille, et s'était évertué à élaborer un traité de paix entre la Saxe et son puissant voisin. Un arrangement de cette nature n'aurait guère convenu à Frédéric qui tirait

de l'Électorat un revenu annuel de 6 millions de couronnes et de nombreuses recrues pour ses régiments; aussi reçut-il froidement la communication que Mitchell (1) lui fit de la correspondance échangée entre Londres et Varsovie. Il avait déjà désavoué une négociation engagée par Wolkersdorf, grand veneur du roi électeur, avec le général Schmettau et n'admettait de convention avec la cour de Saxe, qu'autant que la Russie y participerait. Une intervention du roi George en faveur du prince électoral et de la princesse n'eut pas meilleure fortune; à la plaidoirie, d'ailleurs peu convaincue de Mitchell (2), demandant pour eux la faculté de se retirer soit à Varsovie soit à Munich, Frédéric répondit que son interlocuteur savait mieux que personne l'importance pour les Prussiens de se maintenir à Dresde, et « qu'accorder à la famille royale et électorale la permission de partir serait faire table rase des fortifications de la ville. »

C'était surtout du côté de la Russie que le Roi eût voulu obtenir des résultats. Serait-il possible de battre en brèche l'influence autrichienne, de déterminer une révolution de palais qui donnerait l'ascendant à la jeune cour et entraînerait le désistement de la puissance, devenue, grâce au courage et à l'endurance de ses soldats, le plus formidable des ennemis de la Prusse? Pour travailler dans ce sens, il avait compté sur le crédit de Keith, successeur de Williams à l'ambassade anglaise. Malheureusement il était nul de l'aveu même de l'envoyé : « Je suis ici depuis presqu'un an, écrivait (3) le diplomate, sans grande satisfaction personnelle et ce qui est pire, sans être d'une utilité quelconque pour le service de S. M., et à en juger d'après les appa-

(1) Mitchell à Stormont. Breslau, 19 janv. 1759. Mitchell Papers. Musée britannique.

(2) Mitchell à Holdernesse très secret. Breslau, 21 janv. 1759. Mitchell Papers.

(3) Keith à Newcastle, 1er janv. 1759. Newcastle Papers, vol. 32887.

rences, je n'ai pas grande chance d'être plus utile dans l'avenir. » Les renseignements très précis, que possédait Frédéric sur les intrigues de la cour de Pétersbourg, confirmèrent bientôt l'exactitude de cette appréciation et force fut de reconnaître que, pour l'heure actuelle, il était impossible de lutter contre les sentiments hostiles que la Tzarine et son entourage professaient à son égard.

Un moment le roi de Prusse crut être plus heureux auprès de la Porte. Rexin, son envoyé à Constantinople, qui de concert avec Porter, le ministre britannique, cherchait à gagner la Turquie, avait eu avec le grand Vizir (1) un entretien secret. Ce dernier avait fait les promesses les plus catégoriques; il s'était engagé à obtenir du Sultan la signature d'un traité d'alliance avec la Prusse, et l'entrée en lice contre l'Impératrice, mais sous la réserve formelle que la Grande-Bretagne apposerait son sceau au bas de la convention. La proposition, transmise à Londres, fait tout d'abord la joie de Newcastle (2) : « Nous avons une offre directe du Vizir de Constantinople d'accomplir tout et plus que nous désirons; il ne fait pas les choses à moitié. » Mais la première satisfaction passée, le cabinet anglais envisagea les conséquences de la garantie et l'effet qu'elle produirait à Pétersbourg. Après mûre réflexion, on décida de s'en tenir à une déclaration verbale, qui ne laisserait pas de traces; en conséquence Pitt informa (3) Porter que « S. M. britannique mettrait en œuvre ses bons offices auprès du roi de Prusse pour assurer l'exécution intégrale des conditions stipulées entre S. M. prussienne et la Porte. » Une formule aussi vague ne convint pas au gouvernement turc qui renonça à ses projets belliqueux; et ainsi finit un incident qui avait fort inquiété les cours

(1) Frédéric à Knyphausen. Landshut, 20 mai 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 241.

(2) Newcastle à Hardwicke, 22 mai 1759. Newcastle Papers, vol. 32891.

(3) Pitt à Porter, très secret, 12 juin 1759. Newcastle Papers, vol. 32892.

alliées et donné lieu à de longues dissertations entre l'ambassadeur français et le chancelier Kaunitz.

Fut-ce l'isolement dans lequel il se réfugiait depuis la mort de sa sœur bien-aimée, l'insuccès de ses tentatives auprès des puissances neutres, ou le découragement engendré par les revers de fin de campagne, toujours est-il que Frédéric insista plus que de coutume sur l'obligation dans laquelle il se trouverait de terminer une lutte qui épuisait les ressources de son royaume. A la suite d'une conversation avec le Roi après dîner, le 18 mai, Mitchell fit un rapport à son chef hiérarchique Holdernesse et aux principaux personnages du cabinet, Newcastle et Pitt. A ses trois correspondants il relate presque dans les mêmes termes les propos du Roi et l'impression qu'il a ressentie : « Jamais ce prince (1) ne m'a parlé en langage aussi énergique de la nécessité de faire la paix ; il a affirmé avec beaucoup de franchise que c'était un miracle si les affaires avaient été si bien jusqu'à présent. » Dans la dépêche adressée à Pitt, on lit quelques détails (2) qui dévoilent la pensée intime du souverain : « Vos ministres peuvent-ils faire la paix, avait dit Frédéric, les circonstances le permettraient-elles encore ? » A Mitchell qui se porte fort des dispositions conciliantes de son gouvernement, le Roi de répliquer : « J'espère que l'on ne m'oubliera pas », puis se reprenant : « Non, je ne cours aucun danger, M. Pitt est un honnête homme ; il est ferme ; mes intérêts sont assurés dans ses mains. » Ces questions, le soupçon qui les inspire, la confiance exprimée indiquent bien la double préoccupation de mettre fin à la guerre et de n'être pas la dupe de son allié dans les négociations qui précéderaient la paix.

Il est superflu de constater que le souci de la politique

(1) Mitchell à Newcastle. Landshut, 20 mai 1759. Newcastle Papers, vol. 32891.

(2) Mitchell à Pitt. Landshut, 20 mai 1759. Mitchell Papers.

extérieure n'empêcha pas Frédéric de préparer avec soin la campagne qui allait s'ouvrir. L'année 1759 se signale par un changement radical dans la stratégie royale : jusqu'alors le roi de Prusse avait pris l'offensive contre ses nombreux ennemis. En 1756, il se rend maître de la Saxe, entre en Bohême, et sans la résistance inattendue des Saxons, aurait écrasé les Autrichiens avant qu'ils n'eussent eu le temps de se rassembler. En 1757, les opérations débutent par l'invasion de la Bohême, la victoire de Prague et par une poussée qui n'est arrêtée que par le désastre de Kolin. Au printemps de 1758, Frédéric porte ses armes en Moravie, fait le siège d'Olmütz et ne cache pas son intention de poursuivre ses avantages jusqu'au Danube. En 1759 au contraire, pendant les premiers mois de la saison il reste sur la défensive, refuse de coopérer à l'attaque (1) que le prince Ferdinand voudrait entreprendre contre les Français, et se contente de retarder la marche des Russes et des Autrichiens, en détruisant leurs magasins et en menaçant leurs communications.

A quel motif faut-il attribuer l'adoption d'une méthode qui semble, à première vue, si opposée au tempérament de l'homme et au génie du capitaine? Évidemment à l'état de son armée et à l'expérience du passé. La campagne de 1758 n'avait pas été heureuse; l'échec devant Olmütz, la bataille sanglante de Zorndorf, la surprise d'Hochkirch, avaient non seulement coûté au roi de Prusse ses meilleurs soldats, mais lui avaient appris la valeur grandissante d'ennemis tenus jusqu'alors en mince estime. Il faut lire la longue lettre (2) à Fouqué sur la tactique des Autrichiens et notamment sur leur emploi de l'artillerie, pour se convaincre de l'impression faite par les progrès de

(1) Frédéric à Ferdinand, 14 janvier 1759. *Correspondance politique*. XVIII, p. 22.

(2) Frédéric à La Motte Fouqué. Réflexions sur quelques changements dans la forme de faire la guerre, 21 décembre 1758.

l'armée rivale. Au surplus, la nécessité de remplir les vides dans les régiments suffit pour expliquer l'inaction momentanée des Prussiens. Afin de trouver les 30.000 recrues que ne pouvaient fournir en totalité les états royaux, il fallait lever de force des contingents dans les pays occupés, la Saxe, le Mecklembourg, la Poméranie suédoise, les duchés d'Anhalt, et ramasser dans toute l'Allemagne et en Pologne des hommes que la renommée du grand monarque, et peut-être encore plus l'appât d'une prime de 10 thalers, attiraient sous les drapeaux; pour compléter les corps irréguliers on s'adressait à l'élément déserteur et prisonnier. Mais si par ces moyens empiriques on reconstituait le nombre, il n'en était pas de même de la qualité qui laissait fort à désirer; aussi Frédéric, comme plus tard Napoléon dans les dernières années de son règne, cherche-t-il à augmenter son artillerie. Les 130.000 Prussiens dont se compose l'armée active en 1759, traînent avec eux 580 canons, tant de parc que de bataillon, soit une proportion de 4 canons par 1.000 hommes, et malgré cet appui, Frédéric reconnaît que l'infanterie « abâtardie par les pertes trop fréquentes, ne doit point être commise à des entreprises difficiles; ce serait la mettre à de trop grandes épreuves que de la risquer à des attaques qui demandent une constance et une fermeté inébranlables. » C'était parler en sage; malheureusement, comme nous le verrons, la pratique ne répondit pas à la théorie.

Vers la fin de l'hiver, les forces du Roi étaient distribuées comme suit : En basse Silésie 48.000 hommes sous ses ordres directs; 20.000 avec Fouqué dans la haute Silésie; 37.000 sous le commandement du prince Henri en Saxe; enfin les 25.000 des corps de Dohna, Wobersnow et Platen, opposés aux Russes et aux Suédois. En tenant compte de la cavalerie détachée à l'armée du prince Ferdinand, des dépôts, des convalescents et des garnisons de Magdebourg, Stettin, Berlin, Dresde, des places de l'Oder

et de la Silésie, on arrive à un total que Mitchell évalue (1) en chiffes ronds à 200.000 combattants. D'après l'envoyé britannique, ces troupes, surtout la cavalerie, étaient en très bon état, et contrastaient favorablement, au point de vue de la discipline, du physique et de la tenue, avec l'armée qui avait pris part à la campagne de 1758.

Aux masses prussiennes, comparons celles des puissances alliées directement engagées contre elles. Les Autrichiens avaient en ligne environ (2) 160.000 baïonnettes et sabres, répartis de la manière suivante : Sur les confins de la Bohême et de la Silésie 92.000 combattants sous les ordres de Daun et de ses lieutenants Laudon, Beck et Harsch. Dans la haute Silésie, De Ville tenait tête à Fouqué avec 30.000 hommes. La frontière de Saxe était gardée par les 17.000 soldats de Gemmingen et d'Arenberg. Enfin, le duc de Deux-Ponts couvrait la Franconie et la Thuringe avec 20.000 Autrichiens et à peu près autant de troupes des Cercles. Les Russes, qui n'avaient pas dépassé la Vistule, pouvaient être évalués à 60.000 de toutes armes, dont une bonne partie en arrière ; enfin les Suédois, à peine 12.000 en nombre, étaient encore enfermés à Stralsund et dans l'île de Rugen. En résumé, quand tout le monde serait dans le rang, les alliés auraient à leur service un effectif de 250.000 soldats, pour combattre les 130.000 du Roi.

Au cours du printemps, en fait d'événements militaires, à signaler l'incursion du prince Henri en Bohême, la destruction des magasins autrichiens et la marche victorieuse contre l'armée de Deux-Ponts. Une opération du même genre fut confiée à Wobersnow : ce général pénétra en Pologne, et, sans souci d'une neutralité d'ailleurs assez mal observée, débuta par l'enlèvement du prince Sulkowsky, qui avait la réputation d'être inféodé à la cause

(1) Mitchell à Holdernesse. Landshut, 4 mai 1759. Musée britannique.

(2) Répartition des troupes autrichiennes, 6 mai 1759. Archives de la Guerre, vol. 3515.

autrichienne; le château de ce seigneur fut cerné, lui-même fut interné à Glogau et sa petite troupe incorporée dans l'armée prussienne. Après ce coup d'intimidation, les soldats de Wobersnow parcoururent la Posnanie, s'emparèrent sans coup férir des approvisionnements de vivres et de fourrages que l'intendance russe avait réunis pour les opérations futures, et détruisirent tout ce qu'ils ne purent pas emporter. Du côté autrichien, le général Beck se distingua en capturant la ville de Greifenberg et en faisant prisonnier le bataillon qui y tenait garnison.

Entre temps, la mobilisation s'effectuait de part et d'autre, et vers la fin de mars, les armées prussiennes et autrichiennes étaient en présence sur les frontières de la Silésie et de la Saxe. Néanmoins, l'inaction se prolongea pendant les mois d'avril, de mai et une partie de juin. Les Autrichiens attendaient l'entrée en ligne des Russes, auxquels il fallait laisser le temps d'arriver sur l'Oder. Dès le mois de janvier, des pourparlers s'étaient noués à Saint-Pétersbourg (1) pour régler et imposer aux généraux la coopération qui avait si complètement fait défaut dans la campagne précédente. Après quatre mois de correspondance et de conversation, on se mit d'accord pour désigner les rives de l'Oder, entre Breslau et Glogau, comme point de réunion, et le 18 juillet comme date de la rencontre probable des deux armées. Kaunitz, au courant de mai, écrivit à Fermor, commandant en chef des Russes, une lettre où il insistait sur la nécessité de mettre ses troupes en marche en temps utile, en sorte que le premier échelon, dont l'effectif avait été fixé à 30.000 hommes, fût rendu à Posen pour la fin de mai, et que le reste suivît sans retard. Fermor répondit, le 16 mai, que son

(1) Trotha, *Russische Œstereichische Kooperation im Feldzuge 1759*, Hannover, 1888, donne des extraits et l'analyse de la correspondance échangée entre les camps russe et autrichien pendant la campagne.

mouvement commencerait à la date du 21 et qu'il en avisait le maréchal Daun.

Ce dernier avait quitté Vienne le 26 mars pour prendre le commandement de la grande armée impériale; malgré le peu de résultat de la dernière campagne, il avait conservé le prestige que lui avaient valu ses victoires de Kolin et Hochkirch; aussi son départ fut-il annoncé par des odes où ses futurs exploits étaient célébrés en vers dont le fond et la forme, s'il faut s'en rapporter à la traduction envoyée par Boyer à son ministre, étaient aussi ridicules que médiocres :

« Daun court au combat;
« Berlin en frémit;
« L'Allemagne endormie se réveille au bruit des armes;
« La Moldau s'en réjouit, l'Oder en tremble, etc., etc... »

A son quartier général en Bohême, le feld-maréchal reçut communication de l'arrangement des deux cours par l'entremise du général Tillier, qui avait représenté le gouvernement de Marie-Thérèse dans les conférences de Pétersbourg. A la suite de réflexions qui durèrent quelques jours, Daun proposa par l'intermédiaire de l'attaché russe, le général Springer, de substituer comme point de jonction et de traversée de l'Oder, la localité de Crossen à celle de Glogau que suggéraient les Russes. Springer alla soumettre cette modification à Fermor qu'il trouva en marche sur Posen. Le général russe ne voulut pas accepter Crossen, et, à titre de compromis, mit en avant le village de Karolath, situé à 23 kilomètres en aval de Glogau; quant à passer le fleuve avant l'arrivée des Autrichiens, il s'y refusait absolument; tout au plus s'engagerait-il à les attendre pendant dix jours sur la rive droite. Springer, qui revint avec cette réponse au camp impérial, rencontra de la part de Daun de vives objections aux réserves de Fermor. De là, entre les deux généraux, un nouvel échange

de lettres qui n'eut d'autre effet que d'envenimer le débat, à en juger par la dépêche de Fermor (1) à la Tzarine : « Daun soulève difficulté après difficulté et s'efforce de faire porter sur l'armée russe tout le poids de la campagne qui va s'ouvrir; il cherche des motifs pour excuser son manquement probable au rendez-vous sur l'Oder ». Fort heureusement pour l'entente cordiale, les deux cabinets mirent fin à la controverse, celui de Vienne en invitant Daun à commencer les opérations, celui de Pétersbourg en envoyant à son général des instructions détaillées sur le rôle à jouer vis-à-vis de son collègue autrichien. Le rescrit impérial, qui était daté du 14 juin (2), ne tranche pas les questions débattues et se borne à poser des hypothèses successives et à conseiller des solutions pour chacune d'elles. En cas de réunion des deux armées, quoique les Russes ne fussent pas subordonnés à Daun, Fermor se conduirait à l'égard du maréchal avec le respect et avec la loyauté qui sied à l'alliance, il se conformerait à ses avis, « non comme à des ordres, mais à titre de complaisance et déférence »; toutefois, cette condescendance ne s'étendrait pas au cas où il serait exigé des troupes des efforts au-dessus de leurs forces, ou à celui où elles seraient exposées à un danger imminent; enfin, l'armée russe ne devait pas s'éloigner de l'Oder de plus de trois journées de route. En résumé, en dépit de toutes les précautions prises et du désir évident d'accord dont les gouvernements s'étaient inspirés, l'application de ces bonnes dispositions allait dépendre des incidents de la guerre et plus encore du caractère, du talent et du tempérament des commandants en chef.

D'après le plan concerté, Daun ne devait entreprendre son mouvement que quand il serait assuré de la présence des Russes à Posen; aussi, préoccupé avant tout de la

(1) Fermor à Élisabeth, 16 juin 1759. Trotha, p. 14.
(2) Instructions de la conférence pour le général en chef. Trotha, p. 15.

coopération, ne se laissa-t-il pas troubler par les incursions du prince Henri en Bohême et contre l'armée des Cercles. Cependant, la première avait eu des suites fâcheuses pour les Autrichiens; le prince Henri avait passé la frontière le 15 avril, détruit les magasins d'Aussig, Lowositz et Leitmeritz, brûlé 150 bateaux sur l'Elbe ainsi que les ponts de l'Eger, battu les avant-postes impériaux, fait prisonnier le général Renard et 2.000 hommes, jeté l'alarme jusque sous les murs de Prague, et était revenu en Saxe le 23 avril après avoir infligé aux Autrichiens une perte que ceux-ci évaluèrent (1) à plus de six millions de florins. Quant à l'expédition des Prussiens contre l'armée des Cercles racontée dans un chapitre précédent, il est inutile d'en répéter l'heureuse issue; elle détermina l'envoi de Vehla en Lusace avec une faible division, et la diversion plus importante de Gemmingen sur le territoire de la Saxe; elle eut également pour conséquence le rappel de Hadick avec le gros des troupes autrichiennes détachées sous les ordres du duc de Deux-Ponts. Pendant ces événements, Daun demeura impassible dans son camp de Schurtz.

De son côté, le roi de Prusse ne bougea pas de son quartier général de Landshut, si ce n'est pour prêter son concours à Fouqué contre le général de Ville dans un coup de main que ce dernier évita en rentrant en Bohême. Toutefois, il fallait songer aux Russes, qui, malgré les lenteurs inhérentes à leur organisation défectueuse et les retards dus à la destruction de leurs magasins, se rassemblaient sur la Vistule. Manteuffel, qui avait remplacé provisoirement Dohna malade et en congé, reçut ordre de confier la surveillance des Suédois à son lieutenant Kleist, avec 5.000 hommes, et de marcher avec le reste vers Stargard. A cette époque, le Roi ne croyait pas (2) à la jonc-

(1) Boyer à Choiseul, 11 juin 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

(2) Frédéric à Manteuffel. Landshut, 16 mai 1759. *Correspondance politique,* XVIII, 223.

tion des Russes et de Daun; à ces premiers il attribuait l'intention d'employer au siège de Colberg une partie de leurs forces et d'envahir le Brandebourg avec l'autre. Dans le doute, Manteuffel eut pour instruction de se comporter d'après les progrès de l'ennemi, et de prendre en attendant une position d'observation. Son corps d'armée serait renforcé par une division de 10 bataillons et par deux régiments de cavalerie, que lui enverrait le prince Henri, aussitôt qu'il serait revenu de son raid en Franconie.

A Vienne, on était plein d'espoir dans la coopération des alliés. Montazet, de retour dans la capitale, fait part (1) à Belleisle de ses impressions, cette fois optimistes : « Le plan de la dernière campagne doit être la base de celui-ci, avec la différence que nous éviterons, à ce que j'espère, les fautes que nous avons faites l'année dernière, et que le roi de Prusse sera obligé de faire les mêmes mouvements. Nous aurons de plus l'avantage d'avoir sur l'Elbe le corps du général Hadick qui sera entièrement aux ordres de M. le maréchal Daun, et beaucoup plus en état de faire de bonne besogne que ne l'était l'armée de l'Empire l'année dernière. D'un autre côté, les Suédois feront sans doute pour le moins ce qu'ils ont fait la campagne passée, et obligeront le roi de Prusse à avoir un corps vis-à-vis d'eux, de façon que si nous manœuvrons comme il me semble qu'on le veut ici, et que d'un autre côté les Russes y aillent bon jeu, bon argent, comme on en est persuadé, nous pourrons embarrasser le roi de Prusse, et je ne désespère pas que Berlin ne paye l'incendie de la Bohême. Ce ne serait pas à la vérité un grand événement, mais avec un ennemi comme celui que nous avons, il faut faire tout le mal qu'on peut.... M. de Tillier, homme d'esprit et officier de distinction, qui a été à Pétersbourg, pour arran-

(1) Montazet à Belleisle. Vienne, 27 mai 1759. Archives de la Guerre, vol. 3516.

ger le plan de campagne, et qui n'avait nulle confiance aux Russes, m'a assuré que leur armée serait de soixante mille hommes, en bon état, et qu'il ne doutait point qu'elle n'exécutât le plan projeté. L'assurance que m'en a donné cet officier et sa confiance me font d'autant plus de plaisir, que j'étais bien éloigné de croire qu'on pût tirer un grand parti de cette armée. »

Bientôt les faits parurent justifier cette appréciation : Boisgelin, qui remplissait les fonctions d'attaché militaire auprès de Daun, annonçait (1) l'arrivée au camp de Schurtz d'un officier envoyé par Fermor, avec l'avis que la première division moscovite serait à Posen le 1er juin, et que toute l'armée y serait concentrée vers le 15 de ce mois. Entre temps Montazet avait rallié le quartier général, et aussitôt le contact repris, adressait (2) son rapport au ministre : On était en correspondance avec le camp russe, mais la discussion, encore ouverte sur le point de jonction et sur la manière dont elle serait effectuée empêchait de s'arrêter à un parti ferme. « M. de Daun n'en sait pas plus aujourd'hui qu'au commencement de la campagne. » Dans son embarras il avait expédié le général de Lascy prendre langue à Vienne. Quant au roi de Prusse, il semblait bien décidé à ne pas sortir de l'attitude défensive qu'il avait adoptée ; il augmentait son artillerie dont il venait d'organiser une batterie à cheval ; « il préside lui-même tous les jours à ce nouvel exercice dont nous verrons sans doute quelque échantillon avant de nous quitter. »

Avant d'entamer le récit de la campagne, il convient de dire quelques mots des mouvements des Russes, et du changement aussi brusque qu'inattendu de leur général en chef, à la veille de la rencontre avec l'ennemi. Comme

(1) Boisgelin à Belleisle. Schurtz, 1er juin 1759. Archives de la Guerre, vol. 3517.

(2) Montazet à Belleisle. Schurtz, 15 juin 1759. Archives de la Guerre, vol. 3517.

d'habitude, les débuts avaient été difficiles. L'attaché français Mesnager, mal disposé d'ailleurs pour Fermor, voit (1) tout en noir. « La jalousie et les cabales règnent toujours entre les généraux, il y en a fort peu sur lesquels on peut compter ; la perte des uns et la retraite forcée des autres a donné lieu à une promotion qui ne se peut exprimer; en deux ans des lieutenants sont devenus brigadiers. Tous les aides de camp, les employés dans les vivres ou la secrétairerie, enfin, tous ceux qui ont accompagné le général à la bataille sont colonels ou lieutenants-colonels; la plus grande partie n'a pas les éléments du service. Cependant l'armée entre en campagne; ce n'est à la vérité qu'une feinte que le passage de la Vistule, car certainement l'on y restera encore plus de six semaines. Le fourrage manque absolument, la cavalerie et les chevaux d'équipage sont ruinés avant de marcher à l'ennemi, les munitions ne sont point arrivées, les réparations des régiments ne sont pas faites, la grosse artillerie qu'on m'assure être bien peu de chose, est encore à Memel; et la seconde division n'a commencé à défiler de Riga qu'au commencement d'avril. »

Le général en chef, allemand d'origine, luthérien de religion, était jalousé des officiers et n'avait pas la confiance du soldat, dont il s'occupait peu. Cet état de choses était si connu, et le bruit de ses démêlés avec ses lieutenants si répandu dans le public, que Frédéric s'imagina qu'il pourrait renouveler auprès de lui les tentatives de corruption qu'il avait naguère employées avec le chancelier Bestuchew. A cet effet (2), un officier suisse au service hollandais, désigné par le prince Louis de Brunswick, fut chargé d'une mission délicate; il demanderait

(1) Mesnager à Belleisle. Marienwerder, 29 avril 1759. Archives de la Guerre, 3514.

(2) Frédéric à Hecht. Breslau, 21 mars 1759. Instructions cachetées. *Correspondance politique*, XVIII, 120.

une place dans l'état-major de Fermor et chercherait à s'y faire agréer. S'il réussissait à établir des rapports intimes avec ce général, il était autorisé à lui offrir, soit une somme de 100.000 écus, soit le grade de feld-maréchal dans l'armée prussienne, avec une pension de 10 à 12.000 écus. En paiement de ces avantages, le roi de Prusse serait informé par l'intermédiaire de son émissaire, en temps utile, « de tout ce que les troupes de Russie voudront entreprendre. » Le mandataire n'obtint pas la permission sollicitée, et n'eut pas par conséquent l'occasion de faire à Fermor les offres dont il était porteur; l'eût-il pu, rien dans la conduite de ce dernier, ne permet de supposer qu'il eût consenti à jouer le rôle de traître.

Quoiqu'il fût déjà question en haut lieu de son remplacement, Fermor présida aux opérations initiales de l'armée russe, et échangea avec Daun les premières correspondances au sujet de la jonction avec les Autrichiens. Vers la mi-juin, le quartier général, l'avant-garde de Mordwinow et le corps d'observation étaient à Posen, la première division à Uszes, sur la Netze, et la seconde à Nakel, en tout 71 bataillons, 36 escadrons, 6 à 7.000 cosaques ou irréguliers et 92 canons de gros calibre, soit 50 à 55.000 combattants. A la défense de la Prusse royale et de la ligne de la Vistule, étaient affectés 8 régiments d'infanterie à effectifs incomplets, quelques escadrons de cavalerie régulière et quelques sotnias de Cosaques sous les ordres du général Frolow Bargrejew, qui succédait à Rumjanzew, nommé à la tête d'une division de l'armée active. Ces troupes furent renforcées au cours de l'été, mais ne participèrent pas aux événements de la campagne.

Pendant que les Russes effectuaient leur marche de la Vistule à Posen et à la Netze, le général Dohna, qui avait repris le commandement de son corps, avait débouché de Stargard et s'était dirigé sur Lansberg, où il séjourna du

12 au 23 juin. Si au lieu de perdre ainsi dix jours il se fût rendu directement sur Posen, il aurait pu infliger aux 20.000 Russes qui y étaient un échec dont l'effet eût été considérable pour la suite des hostilités. Fermor profita du répit pour appeler à lui ses deux divisions encore en arrière, et pour concentrer son armée qui se trouva réunie à Posen le 29 juin. De son côté, Dohna avait été rejoint par le général Hulsen avec les 10.000 hommes (10 bataillons et 22 escadrons) détachés de l'armée du prince Henri, et voyait ainsi ses effectifs portés à environ 28.000 fusils et sabres; il prit le 30, à Klein Goslin, une position qui lui permettait de menacer la ligne de ravitaillement des Russes. Aussitôt qu'il eut connaissance de l'approche des Prussiens de Dohna, Fermor dépêcha le 26 juin un courrier à Daun, pour l'informer que l'attaque à laquelle il était exposé le forçait de suspendre sa marche vers l'Oder.

Presque à la même date, jour pour jour, la grande armée autrichienne avait commencé son mouvement; conformément aux ordres que Lascy avait rapportés de Vienne, le feld-maréchal venait de faire un pas en avant. Le 28 juin, il quitta Schurtz où il était depuis si longtemps, laissant aux généraux Harsch et de Ville le soin de couvrir la Bohême avec 35.000 hommes; le 6 juillet, il s'établit dans un camp avantageusement situé à Gerlachsheim, près de Mark Lissa, sur la Queiss. A cette époque, Hadik, qui avait été rappelé de l'armée de Deux-Ponts, s'apprêtait à franchir l'Elbe, près de Toplitz; Wehla occupait Görlitz et Lobau en Lusace, et Gemmingen surveillait le prince Henri sur la frontière de la Saxe. Le 8 juillet, Daun convoqua un conseil de guerre, et proposa de faire avancer l'armée au delà de la Queiss; malgré l'opposition de presque tous les assistants, il allait exécuter son projet, quand une dépêche de Fermor et les renseignements verbaux d'un de ses officiers, le marquis de Botta, qui rentrait d'une mission au

quartier général russe, le firent changer d'avis. Botta avait eu une entrevue avec Soltikoff, le remplaçant de Fermor; le nouveau général en chef informait son collègue autrichien « qu'il avait été obligé (1) de faire repasser la Wartha aux troupes qui étaient sur la rive gauche de cette rivière, et de se fortifier dans une position sur la rive droite, les Prussiens étant à portée de lui du même côté. Il ajoute qu'il va envoyer un gros détachement sur l'ennemi, pour savoir véritablement quelles sont ses forces et la façon dont il est campé, et que, lorsque tout sera disposé pour le mieux, il lui (à Daun) en fera part afin de suivre le plan projeté. » Les appréciations de l'Autrichien, flatteuses pour l'armée moscovite, ne le sont guère pour leur chef : « M. de Botta a trouvé l'armée russe, on ne peut pas plus belle. Elle a une quantité prodigieuse de canons; s'il a rapporté une bonne idée des troupes, il n'est pas trop bien prévenu en faveur de M. de Soltikoff. Il en a jugé le jour que les Prussiens se montrèrent auprès de Posen, au nombre de 10.000 hommes, ce qui porta la plus grande confusion dans le camp des Russes; et, malgré cela, ce général ne se montra nulle part. Ce fut M. de Fermor qui fit toutes les dispositions et qui tâcha de remettre l'ordre, de façon que M. de Botta..... a beaucoup meilleure opinion de M. de Fermor que de M. de Soltikoff. » Et Montazet de conclure : « Que devons-nous donc espérer de cette armée, si ce n'est qu'elle occupe 30 ou 40.000 Prussiens toute la campagne? et je trouve que ce sera beaucoup faire à elle, si elle remplit cet objet jusqu'à la fin d'octobre sans recevoir d'échec. »

A partir du 30 juin en effet, Fermor avait cessé d'exercer le commandement suprême qu'il céda à Soltikoff, tout en consentant à servir sous lui, et à lui prêter l'aide de son

(1) Montazet à Belleisle. Gerlachscheim, 9 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3518.

expérience et de ses conseils. Le nouveau commandant en chef, âgé de 60 ans, encore très actif, sans grande expérience de la guerre, devait sa nomination à la faveur dont il jouissait à la cour; Russe de la vieille école, orthodoxe fervent, simple dans ses rapports, il sut gagner l'estime du soldat et obtenir le concours obéissant de ses généraux. Mesnager (1) fait son éloge : « Il se peut qu'il ne réunisse pas toutes les qualités d'un général, mais il est heureux, affable, désire l'union, et s'il n'avait pas les mains liées par ses instructions, je crois qu'il entreprendrait volontiers. » Sur le champ de bataille, Soltikoff montra peut-être plus de coup d'œil que son prédécesseur, mais dans la conduite générale des opérations, nous le verrons aussi timide, aussi hésitant que lui.

Ce changement inattendu n'était pas de nature à augmenter la confiance déjà ébranlée des Autrichiens; aussi Montazet, qui évidemment dans l'espèce est l'interprète de la pensée de l'état-major impérial, ne croit pas à la coopération efficace des alliés et préférerait laisser à chacun son initiative. Telle devait être aussi la manière de voir de Daun. Il venait d'apprendre par Botta (2) que les Russes n'étaient pas en état de faire campagne; leur parc d'artillerie était encore en arrière, leur service de commissariat très imparfait, et il serait imprudent de compter sur leur arrivée aux bords de l'Oder à la date indiquée. Ces impressions répétées devant Springer et rapportées aussitôt à Soltikoff, donnèrent lieu à de vives protestations (3) de la part de ce dernier. Il affirma derechef son intention de remplir exactement le programme de campagne concerté entre les deux cours, cita, comme

(1) Mesnager à Belleisle. Francfort, 9 août 1759. Archives de la Guerre, 3520.

(2) Rapport de Springer, 10 juillet 1759. Masslowski, III. Pièces annexes.

(3) Réponse de Soltikoff au rapport de Springer. Masslowski, III. Pièces annexes.

preuve à l'appui, le mouvement sur Obornik qu'il venait d'accomplir, et termina en se plaignant amèrement de l'inaction des Autrichiens. Des récriminations pareilles n'étaient pas de bon augure pour l'entente loyale des deux armées.

Nous avons laissé Frédéric aux environs de Landshut, attendant avec impatience les résultats des opérations de Dohna, auquel il avait adjoint Wobersnow en guise de conseiller. La nouvelle de la concentration des Russes à Posen fut pour lui une grosse déception, aussi reproche-t-il à ses deux lieutenants, en termes vifs, la lenteur de leur manœuvre. « Dohna, écrit-il au prince Henri (1), au lieu d'exécuter son entreprise avec célérité, a rampé comme une tortue pour avancer. Il est parti de Landsberg le 23 juin, et il était le 29 à 5 milles de là; toute sa marche n'a été que de 12 milles. Cette lenteur et le peu de précaution qu'il a pris pour cacher sa marche, a donné à Fermor le temps de joindre ses corps ». Le 5 juillet, l'armée royale déboucha de Landshut où elle fut remplacée par Fouqué. Il n'y avait plus de doute : Daun combinait ses mouvements avec ceux des Russes, et cherchait une réunion à laquelle il fallait à tout prix mettre obstacle. « La grande affaire, mande le Roi à son frère (2), est d'empêcher (l'ennemi) d'envoyer du secours aux Russes par la Lusace, ou de l'obliger de couvrir ses magasins de Zittau et de Gabel, pour que toute sa force ne me tombe pas sur le corps;..... mon camp est à un mille et demi de Lauban, à un demi-mille de Greifenberg, et environ à un mille et demi de Lœwenberg; ma position est bonne et avantageuse. Daun est encore à Marklissa; Laudon a marché aujourd'hui, les uns disent à Lauban, les autres vers Seiden-

(1) Frédéric à Henri. Reich-Hennersdorf, 2 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 357.

(2) Frédéric à Henri. Schmottseifen, 10 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 390.

berg ». En conséquence, le Roi demande au prince Henri de se porter sur Bautzen et d'occuper Weissenberg.

Jusqu'au 29 juillet, c'est-à-dire pendant quinze jours, Frédéric resta à Schmottseifen, en face des Autrichiens qui l'avaient suivi et qui étaient employés comme de coutume à se retrancher. « Daun, écrit-il à son frère (1), établit des batteries, comme s'il voulait nous battre en brèche; cela devient fol à force d'être outré. » Si le Roi ne pensait pas à assaillir son adversaire, ce dernier était encore moins disposé à tâter le camp prussien, dont l'emplacement avait été admirablement choisi, et dont on pouvait dire que « la nature s'était complue à faire une place de guerre d'un terrain qui ne devait être qu'un champ labouré. »

Pendant que les commandants en chef se surveillaient l'un l'autre sans en venir à une rencontre, au delà de l'Oder, et sur les rives de la Wartha, il y avait eu une succession de marches et de contre-marches exécutées par l'armée de Dohna et par celle des Russes. Wobersnow qui commandait l'avant-garde prussienne, après une reconnaissance où il s'assura que toutes les forces de Soltikoff étaient concentrées à Posen, dut renoncer à une attaque qui ne présentait aucune chance de succès. Dohna, avec le gros, se porta sur la Wartha, aux environs d'Obornik, dans l'espoir que les Russes, pour recouvrer leurs communications avec les places de la Vistule, abandonneraient leur position actuelle. Cette attente fut trompée; le 7 juillet, Soltikoff déboucha de Posen où il laissa ses gros bagages, et couvert par un rideau de cosaques, gagna Tarnowo et Winskowice, où il se trouvait plus rapproché de l'Oder que son adversaire. En agissant ainsi, et en sacrifiant pour le moment sa base de ravitaillement, le général russe prouvait

(1) Frédéric à Henri. Schmottseifen, 16 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 407.

qu'il avait à cœur de remplir le programme convenu et de donner la main aux Autrichiens. Il persévéra dans cette ligne de conduite, et admirablement secondé par ses cosaques groupés sous la direction de Todleben, déjoua les manœuvres de l'adversaire et franchit le 20 juillet à Goltzen la frontière du Brandebourg. Entre temps Dohna, fort gêné par le manque de farine, qu'il ne pouvait obtenir des Polonais sans des mesures de rigueur interdites dans un pays neutre, avait perdu beaucoup de temps à transporter ou à reconstruire ses fours; puis, de plus en plus préoccupé de la jonction qu'il avait ordre d'empêcher, avait marché le 21 de Schwiebus à Zullichau, d'où il chassa un détachement russe qui s'y était installé la veille. Le lendemain, l'arrivée du général Wedell, muni de pouvoirs extraordinaires pour le remplacer à la tête de l'armée, mit fin à ses embarras.

Dans ses opérations en Posnanie, Dohna semble avoir manqué de célérité et de décision; il laissa échapper des occasions favorables d'engager l'ennemi et ne sut pas interdire à Soltikoff l'approche de l'Oder. Wobersnow partagea les erreurs de son chef, ou n'eut pas assez de crédit pour les prévenir. Frédéric, selon son habitude, ne dissimula pas son mécontentement; une lettre à Wobersnow (1), pleine du blâme le plus sévère, se termine par ces mots : « Votre campagne de Pologne mériterait d'être imprimée comme exemple éternel des partis qu'un officier judicieux ne doit pas prendre. Vous avez fait toutes les sottises qu'on peut faire à la guerre, et pas la moindre chose qu'un homme avisé puisse approuver. » Quant à Dohna, il reçut de son maître (2) le billet caractéristique suivant : « Vous êtes trop malade pour vous charger du

(1) Frédéric à Wobersnow. Schmottseifen, 19 juillet 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 492.

(2) Frédéric à Dohna. Schmottseifen, 20 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 425.

commandement. Vous ferez bien de vous faire transporter ou à Berlin, ou dans un endroit où vous pourrez remettre votre santé. Adieu. » Avouons que si le ton méprisant et brutal que Frédéric assumait à l'égard de ses généraux malheureux ou incapables prête à la critique, ce genre de procédés était plus fertile en résultats que celui des compliments de condoléance adressés par la cour de Versailles aux uns, ou de l'indulgence bienveillante dont elle savait couvrir les fautes des autres.

Wedell, le nouveau général de l'armée prussienne, moins ancien de grade que quelques collègues placés sous ses ordres, avait reçu une commission le désignant comme représentant du Roi, devant être auprès des troupes « ce qu'un dictateur a été du temps des Romains. » Ses instructions (1) lui enjoignaient d'arrêter les ennemis en choisissant une bonne position, de les attaquer ensuite « à la manière du Roi, d'exiger de tous du zèle et de l'obéissance, de faire passer au conseil de guerre tout officier qui commettrait des lâchetés. »

Comme le démontrent des expériences multiples, le remplacement d'un chef même médiocre, à la veille d'une affaire, ne fut pas un avantage pour les Prussiens; Wedell, il est vrai, avait signalé son arrivée par un petit succès, en lançant l'escorte de cavalerie venue à sa rencontre contre les fourrageurs ennemis, et en leur prenant ou tuant 300 hommes; mais il n'eut le temps ni d'étudier le pays ni de se rendre compte des projets de l'ennemi. Les Russes profitèrent de la circonstance : Soltikoff, après une inspection des lignes prussiennes, se décida à les tourner par leur gauche; à cet effet, il mit son armée en branle et bivouaqua avec le gros près de Buckow et l'avant-garde entre Schonborn et Nickern; le 23 juillet, au petit jour il continua le mouvement. Un témoin oculaire, le major russe

(1) Instructions pour Wedell. *Correspondance politique*, XVIII, p. 424.

de Tettau, fait (1) des incidents de la matinée la description suivante : « Toute l'armée, excepté les 4 régiments, sous les ordres du lieutenant général Mordwinoff,... arrivait durant la nuit, et les deux chefs, ayant encore reconnu si l'ennemi n'avait pas changé sa position, nous firent faire un quart de conversion à droite et marcher le long des montagnes, jusqu'au village de Paltzig, en deçà duquel l'on s'arrêta, et ayant remarqué que l'ennemi marchait aussi sur le penchant des montagnes opposées, on fit placer quelque artillerie sur une hauteur devant notre droite, d'où l'on incommodait sa cavalerie qui couvrait ses colonnes. »

Les deux armées étaient séparées par un vallon marécageux d'une largeur variant de 300 à 600 mètres, dans lequel un petit affluent de l'Oder élargit de temps en temps son cours, pour former des étangs ou retenues d'eau alimentant les moulins de la contrée. Sur ce ruisseau, se succédaient les ponts du village de Nickern, de la Eichmühle, du village de Glogsen et de la Heidemühle, ce dernier servant à la grande route de Posen à Zullichau et Crossen. Au nord, et sur la rive droite, s'élève entre le cours d'eau et les chaumières de Paltzig la chaîne des hauteurs dont parle Tettau. Ce fut sur ces mamelons que les généraux russes rangèrent leurs troupes, quand ils eurent deviné les intentions offensives des Prussiens. La première division, dont Fermor avait pris le commandement depuis son remplacement dans les fonctions de général en chef, composait la droite; elle s'appuyait sur la route de Crossen défendue par une batterie et un fossé que Fermor y avait fait creuser; 2 régiments étaient repliés en équerre, parallèlement à la chaussée. La deuxième division, celle de Villebois, s'alignait au centre devant le village de Pal-

(1) Journal des campagnes de 1758-60; Major v. Tettau. Archives de l'État-major général, Berlin, XXVII n° 71

tzig; enfin le corps d'observation, sous le prince Galitzin, formait la gauche et surveillait les abords de Nickern. L'infanterie de la droite et du centre était en deux lignes, celle de la gauche en une seule; la cavalerie était sur les ailes ou dans les intervalles; la grosse artillerie était répartie en 8 groupes sur le front de bataille. Déduction faite de la garnison de Posen et des deux brigades Fast et Mordwinow, laissées à Goltzen pour la garde des bagages, ou en marche pour rejoindre, l'armée de Soltikoff comptait 54 bataillons, 34 escadrons, 7 à 8.000 cosaques et irréguliers et 186 canons, y compris les pièces des régiments, soit environ 46.000 combattants (1) dont 34.000 fantassins. A ces forces, les Prussiens étaient à même d'opposer 30 bataillons et 67 escadrons, soit près de 30.000 effectifs, dont 20.000 infanterie; en artillerie ils étaient très inférieurs aux Russes.

Wedell commença la matinée du 23 juillet par une reconnaissance, pour laquelle il se fit accompagner de deux régiments de dragons, de tous ses hussards et de quelque infanterie; il paraît ne pas s'être douté du proche voisinage de l'ennemi, ni de ses projets aggressifs. D'ailleurs il ne pouvait découvrir le gros de l'armée russe, dont la forêt qui s'étend derrière Paltzig lui dérobait la vue; mais soupçonnant d'après les nuages de poussière un mouvement de leur part, il se mit à la recherche d'une nouvelle position pour ses propres troupes. Il était encore à cette besogne, quand vers 11 heures, le canon de la batterie que les Prussiens avaient dressée sur la colline de l'Eichberg, entre Kaltzig et Schönborn, l'avertit qu'on était déjà aux prises de ce côté. Wedell s'empressa de ren-

(1) Masslowski évalue l'armée russe à 40.000 hommes, mais il ne compte les 54 bataillons qu'à 520 hommes; ces chiffres semblent trop faibles. Tettau donne pour son régiment (2 bat.) pendant l'action une perte de 763 tués et blessés, ce qui suppose, vu les circonstances, un effectif bien supérieur aux chiffres de Masslowski.

trer au camp, où il trouva son monde sous les armes. Il devenait évident que les Russes cherchaient à se glisser entre lui et l'Oder. Pour déjouer cette manœuvre, il lui fallait s'emparer de la route de Crossen, qui servirait de débouché à Soltikoff, et partant livrer la bataille que lui prescrivaient les instructions royales. Le dictateur s'arrêta à ce parti, et résolut de combattre les Russes sur un terrain qu'il n'avait pas pu parcourir, et dont il ne soupçonnait pas les difficultés.

Ses dispositions furent aussitôt prises : L'avant-garde de cinq bataillons sous le général Manteuffel, la division Hulsen de même force et la cavalerie de l'aile gauche, traversèrent le village de Kay et se dirigèrent sur la Gross ou Heidemühle; 4 bataillons étaient destinés à une attaque de flanc; le centre, conduit par Kanitz, devait franchir le ruisseau en amont, tandis que la droite, composée uniquement de cavalerie, essaierait de passer à Nickern; enfin, Wobersnow, avec 6 bataillons et 8 escadrons, était en réserve. L'affaire débuta par une démonstration de la cavalerie de droite, dans la direction de Nickern, que fit échouer la nature marécageuse du terrain, tout autant que les projectiles des batteries russes; pour empêcher une nouvelle tentative de ce côté, les cosaques incendièrent le village et détruisirent le pont.

Vers deux heures, la canonnade (1) s'étendit sur toute la ligne; malgré le feu des défenseurs, les Prussiens se formèrent à l'abri des bois qui bordaient les deux rives du ruisseau et, poussant à travers le marais, commencèrent, vers trois heures et demie, l'attaque de la droite de Soltikoff. Ce dernier, assisté de Fermor, avait eu tout le loisir de faire ses préparatifs. Dans les rangs moscovites

(1) Le récit de la bataille est tiré de Masslowski; de la *Geschichte des Siebenjährigen Krieges*. Berlin, 1828; de la relation du colonel saxon Riedesel. *Zeitschrift für Kunst*, etc. Berlin, 1855, du journal de Tettau, du rapport de Mesnager, etc., etc. Voir la carte à la fin du volume.

ou ne prévit pas d'abord une action sérieuse : « On désigna, écrit Tettau, les endroits où nous devions prendre notre camp, ne croyant pas que l'ennemi s'approcherait trop pour en venir aux mains aujourd'hui. La chaleur était excessive, et déjà on fit couper le blé sous nos pieds, pour en donner à nos chevaux, et pour faire un vide à dresser nos tentes. » Mais Fermor n'avait pas été trompé par la tranquillité de la matinée; il avait placé ses batteries sur et à côté de la grande route, de manière à prendre l'assaillant de front et en écharpe au débouché des bois qui frangeaient la base de la position russe. Cependant une circonstance favorisait l'attaque : à partir d'Eichmühle et devant le centre de Paltzig, le ruisseau fait un coude vers le sud jusqu'au confluent du petit cours d'eau de Kay, pour gagner ensuite sa direction primitive. Le renflement de la rive droite qui épouse les sinuosités du vallon, constitue ainsi un promontoire de forme triangulaire, dont le sommet touche au pont de la grande route à Grossmühle, et l'un des côtés longe un marais à peu près infranchissable. Ce promontoire avait été laissé en dehors des lignes russes, et quoique balayé par leur canon, offrait, grâce aux bouquets de bois dont il était semé, des facilités au déploiement des colonnes prussiennes. Pour parer à cet inconvénient, le général Volkonsky vint occuper la partie saillante jusqu'à la lisière du bois avec « le premier régiment de grenadiers, celui de Sibérie, un bataillon de Perm, et le régiment d'Uglitz. » Ce furent ces unités qui reçurent le premier choc et éprouvèrent les plus grandes pertes; aussi emprunterons-nous quelques détails de la bataille au récit très mouvementé du major von Tettau, qui servait au régiment de Sibérie.

L'attaque du général prussien se ressentit du défaut de reconnaissance; elle se fit successivement, sans ensemble, et avec un décousu qui ne fait pas honneur au tacticien responsable. Manteuffel qui avec l'avant-garde devait don-

ner le premier n'eut pas plus de succès qu'à la bataille de Zorndorf; ses bataillons franchirent le ruisseau et se portèrent en avant, appuyés par leurs canons de campagne et quelques grosses pièces qu'on avait amenées à la rive sud du vallon de Glogsen; mais écrasés par le feu supérieur des batteries russes, découragés par la blessure de leur chef, ils reculèrent en désordre, sans avoir abordé l'adversaire. Wedell, qui montra dans la journée autant de bravoure que peu de capacité, sans attendre le concours du détachement chargé d'agir sur le flanc droit des Russes, fit appel aux troupes de soutien commandées par Hulsen. Laissons la parole à Tettau : « Le bois épais nous empêcha de les voir (les Prussiens) avancer; nos batteries en arrière de nous sur la hauteur principale ne discontinuaient pas à tirer, malgré le feu que l'ennemi y fit, mais celle d'en bas..... fut rendue inutile par l'infanterie prussienne qui s'était glissée sans être aperçue dans le bois, et tirait d'abord tous les canonniers qui n'y prenaient pas garde, et faisaient un feu effroyable de front, sans voir qu'on les rassommait de derrière les broussailles.... Ces gens (les Prussiens) sortaient courbés du bois, comme des chasseurs, mais sans perdre un moment, ils avançaient d'une mine hardie et fière sous un feu si supérieur à celui qui leur était opposé, que dans fort peu de temps le régiment d'Uglitz, le bataillon de Perm, et le second de Sibérie lâchaient pied. » Pris en flanc par les Prussiens qui, embusqués dans un chemin creux et cachés derrière les arbres, le fusillaient à 30 pas de distance, l'autre bataillon de Sibérie recula à son tour; il fut sauvé de sa position critique par le régiment de Nissowsky, de la seconde ligne, qui chassa l'assaillant du bois et vint boucher la trouée dans la première ligne des Russes. D'autre part Soltikoff, voyant que l'effort des Prussiens visait presque exclusivement sa droite, l'avait renforcée de 2 régiments d'infanterie empruntés à l'aile gauche. L'action continua

avec fureur; tous les bataillons de la gauche prussienne s'engagèrent à l'exception de la réserve de Wobersnow. « L'infanterie prussienne, raconte Tettau, avait fait des efforts pour renverser quelques bataillons du corps de Galitzin, (tirés par Soltikoff de sa gauche) qui lui disputaient le passage par l'intervalle du bois, d'où elle fut soutenue toutes les fois qu'elle commençait à plier; il me semble que je l'ai vu revenir quatre fois à la charge; la batterie d'en haut les empêcha trop. Enfin, leur cavalerie tenta une attaque. »

C'était la division de Wobersnow qui entrait en ligne; mais contrairement à ce qui s'était passé pour les assauts antérieurs, la cavalerie y prit une large part. Les 15 escadrons de Schorlemmer quittèrent la route à Grossmühle, descendirent la rive droite du ruisseau, traversèrent le bois marécageux parallèle à la grande route, se formèrent en bataille, malgré les difficultés du terrain, et se lancèrent contre l'extrême droite des Russes. Cette explication donnée, continuons notre citation : « Quelques escadrons de Schorlemmer percèrent furieusement le régiment d'infanterie de Kiew (1), entamèrent même la réserve, renversèrent quelques cuirassiers de Kiew, mais le lieutenant général de Demicow (2) arrivait avec quelques escadrons de cuirassiers du régiment de S. A. I. fort à propos; ils (les Prussiens) furent ramenés rudement et furent régalés par le feu de la seconde ligne dont le brave général Demicow fut tué. Ils repassèrent néanmoins par le ventre de la première ligne, bien qu'elle les reçut la bayonnette au bout des fusils, et furent reconduits par nos escadrons jusqu'à

(1) Tettau doit faire erreur; il n'y avait pas de régiment d'infanterie du nom de Kiew, dans l'armée de Soltikoff. Riedesel cite le régiment Kyan, comme très éprouvé par la charge de la cavalerie prussienne. Peut-être s'agit-il du régiment Wjatka, qui se trouvait dans cette partie du champ de bataille.

(2) Demicoude, officier d'origine suisse qui s'était distingué à la bataille de Zorndorf.

leur front. » Ici se place un retour offensif auquel participèrent les hussards prussiens, et une série de combats à l'arme blanche entre eux et les dragons de Schorlemmer, d'une part, et la brigade de Jaropkin venue de la gauche, et appuyée par les cosaques de Tschugujew de l'autre. Le succès resta en définitive aux Russes. L'infanterie de Wobersnow se comporta beaucoup moins bien que la cavalerie; abîmée par la mousqueterie et l'artillerie, abordée en flanc par les escadrons de Panin, elle prit la fuite; Wobersnow fut tué en essayant de la rallier.

Le désir de suivre le récit de Tettau nous a amenés à nous attacher plus particulièrement aux épisodes de la partie du champ de bataille où était posté le régiment de notre narrateur. Ce fut d'ailleurs sur ce point que la lutte fut la plus acharnée, mais pendant les assauts successifs que les fantassins de Wedell livrèrent contre la brigade Volkonsky et les renforts qui lui vinrent en aide, il y eut un engagement des plus vifs aux abords de la grande route de Crossen. Ici, le terrain plus dégarni était balayé par le feu de la grande batterie que Fermor avait fait établir; aussi, l'attaque prussienne fut-elle plus facilement repoussée, et les régiments russes ne firent-ils pas de pertes aussi sensibles que celles de leurs camarades. Le général Stuttenheim, qui tenta avec 4 bataillons de tourner la batterie en passant par la plaine marécageuse, réussit à déployer le régiment de Bevern, mais ne put l'entraîner à l'assaut; une charge de cuirassiers dirigée contre la batterie échoua également; ils laissèrent aux mains des Russes leur colonel blessé et leurs étendards. De ce côté eut lieu l'incident raconté par Tettau : « Presque tout le deuxième bataillon de Treskow déserta dans les haies et passa du côté du régiment de Moscou, prenant un drapeau avec; ces gens étaient presque tous de la haute Silésie, sujets de l'Impératrice-Reine. »

Il était plus de 7 heures quand la bataille se termina;

l'aile gauche des Prussiens, qui formait plus des deux tiers de leur armée, était en pleine déroute. Seuls les 8 bataillons de Kanitz et la cavalerie de la droite, dont le rôle s'était borné à des démonstrations inutiles du côté d'Eichmühle et de Nickern sans franchir le ruisseau, avaient conservé leurs formations; ils couvrirent la retraite qui se fit jusqu'au cours d'eau de Mosau et se continua le lendemain jusqu'à l'Oder. L'armée battue fut assez mollement suivie par les irréguliers de Todleben qui ramassèrent des traînards et quelques bagages.

Aux vaincus l'affaire coûta, d'après leurs états officiels, 1.428 officiers et soldats tués; 4.556 blessés, 2.164 prisonniers ou disparus, en tout 238 officiers, et 7.910 soldats; parmi les tués le général Wobersnow, au nombre des blessés les généraux Manteuffel et Gablentz. Treize canons, 2 étendards et 2 drapeaux restèrent en possession des vainqueurs. Ces chiffres, tout au moins pour le détail, ne sont pas d'accord avec ceux des Russes, d'après lesquels ils auraient enterré sur le champ de bataille 4.220 cadavres prussiens; par contre, ils n'auraient recueilli que 1.200 blessés et enregistré seulement 1.495 prisonniers ou déserteurs. Les pertes de l'armée russe se montèrent à 900 tués (1), 3.904 blessés, soit environ 5.000 de tous rangs.

En résumé, la bataille de Paltzig ou de Kay, livrée mal à propos, sans étude suffisante du terrain, conduite sans méthode pendant l'action, se réduisit à un engagement des plus sanglants entre 20.000 Prussiens et 26.000 Russes, où les premiers perdirent 40 0/0, les seconds 20 0/0 de leurs effectifs. Du côté des Russes, toutes les armes se distinguèrent, l'infanterie par sa solidité et sa puissance de résistance, la cavalerie par la vigueur et l'opportunité de ses charges, l'artillerie par l'intensité et la précision de son tir. Soltikoff, bien secondé par Fermor, montra du

(1) Chiffres donnés par Tettau.

coup d'œil et de la décision sur le terrain, mais il ne tira pas profit de sa victoire. La fatigue de ses hommes, et plus encore le souvenir de Zorndorf, lui servirent d'excuse pour être resté jusqu'au bout sur la défensive. Quant aux Prussiens, à l'exception des cavaliers de Schorlemmer, ils ne furent pas à la hauteur de leur réputation. Frédéric ne sut pas mauvais gré à Wedell de son échec; peut-être avait-il conscience de la part de responsabilité que lui valaient des instructions trop impérieuses : « J'avais le pressentiment que l'affaire irait mal, écrit-il (1) à la réception de la nouvelle..... il ne faut plus y penser, mais aux secours qu'on peut réunir pour reprendre l'affaire à neuf. Ce n'est pas votre faute si les canailles ont lâché pied si honteusement. »

Le 24 juillet, lendemain de la bataille, les Prussiens passèrent l'Oder à Tschicherzig, tandis que les Russes employèrent la journée à enterrer les morts, à ramasser les blessés et à remettre l'ordre dans les régiments les plus éprouvés. Le 25, le prince Volkonsky, avec un détachement de 4.000 hommes, s'empara de Crossen d'où il chassa les hussards prussiens et où il trouva des provisions de pain et de farine; le 28, il fut rejoint par le gros de l'armée. On jeta aussitôt quelques troupes légères sur la rive gauche de l'Oder, et on commença à préparer des ponts pour la traversée du fleuve. De Crossen, le général Villebois fut envoyé avec 10.000 hommes sur Francfort; le 31, il occupa la ville sans grande difficulté, fit prisonnier le bataillon de milice qui y tenait garnison, et prit possession de magasins importants.

Dès le 29 juillet, les communications avaient été ouvertes avec les Autrichiens (2) grâce à l'arrivée d'un officier

(1) Frédéric à Wedell. Schmottseifen, 24 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, 445.

(2) Riedesel à Bruhl. Crossen, 29 juillet 1759. *Zeitschrift für Kunst*, etc. Berlin, 1855.

expédié par Laudon, qui annonçait la présence de ce dernier à Muskau avec un corps de 20.000 hommes. Le 31, nouveau messager (1) de ce général, venu de Sommerfeld, et demandant qu'on lui indiquât le point de jonction avec les Russes. On apprit à cette occasion que le roi de Prusse était le 29 à Bunzlau; enfin, le soir, on reçut la visite du général autrichien Betlem, escorté de 200 hussards, qui confirma ces informations. A la réception de ces avis successifs, Soltikoff convoqua un conseil de guerre et, sur son vote conforme, ordonna la marche sur Francfort, qui fut désigné à Laudon comme endroit de réunion des deux armées.

Avant de suivre les Russes dans leur mouvement qui ne fut pas inquiété par l'ennemi, il convient de nous reporter aux quartiers généraux de Daun et de Frédéric. Le feld-maréchal, quoiqu'il eût tout lieu de croire les Russes encore dans les parages de Posen, s'était déterminé, non sans de longues hésitations, à envoyer au-devant d'eux un fort détachement de son armée. Voici en quels termes Montazet rend compte (2) de la décision prise : « Pour moi je ne vois rien de mieux à faire aujourd'hui que ce que M. le Maréchal a résolu. Le voici en quatre mots : 1° Il ne laissera à M. d'Harsch que 15 à 20.000 hommes pour faire la guerre défensive vis-à-vis de Landshut, puisqu'il trouve l'offensive si difficile; 2° Il mettra 20.000 hommes en Saxe vis-à-vis de M. le prince Henri, afin de n'avoir aucune inquiétude sur la Bohême, ni sur ses subsistances; 3° Il a donné des ordres à M. Hadick, pour marcher après-demain avec 35.000 hommes sur le Bas-Oder vers Crossen, afin de prouver aux Russes l'envie qu'on a de les seconder et de les engager par là à faire

(1) Riedesel à Bruhl. Crossen, 31 juillet 1759. *Zeitschrift für Kunst,* etc. Berlin, 1855.

(2) Montazet à Belleisle. Gorlitzheim, 21 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3519.

quelque tentative nerveuse. M. Hadick, au lieu de marcher directement sur le Bas-Oder, a ordre de chasser premièrement le prince Henri de la Lusace, qui depuis que nous sommes ici se promène derrière nous, et menace nos subsistances. » Selon les événements, le corps destiné à la Saxe suivrait le Prince Henri ou tenterait un coup de main sur Dresde. Si Hadick ne pouvait joindre les Russes, soit que ces derniers eussent été forcés, par le défaut de provisions ou par les manœuvres de l'ennemi à ne pas s'éloigner de Posen, soit pour un autre motif, il ferait une incursion dans le Brandebourg et se porterait sur Francfort, Berlin, etc. Quant à Daun « à qui il resterait encore 50.000 hommes de bonnes troupes », il surveillerait le Roi en occupant des positions avantageuses. « Ce plan d'opérations, ajoute le Français, me plaît d'autant plus qu'il ne m'offre aucun grand écueil, et qu'il doit embarrasser considérablement le roi de Prusse. » Au dire de Montazet, l'armée envoyée à la rencontre des Russes avait été composée de ce qu'il avait « de mieux en troupes et en officiers. »

En exécution du programme adopté, Hadick était à Lobau le 24 juillet, son avant-garde à Hochkirch ; il y reçut l'avis (1) que Laudon, qui jusqu'alors avait été sous ses ordres, devait exercer un commandement indépendant avec mission de se réunir aux Russes. Le 26 juillet, deux jours plus tard que Frédéric, Daun avait eu les premières nouvelles (2) de la bataille de Paltzig, par un officier accompagné de quelques cavaliers habillés en uniformes prussiens, que Laudon lui avait dépêchés de Rothenburg. Soit qu'il ne crût pas à l'authenticité de la victoire attribuée à Soltikoff, soit qu'il ne voulût pas quitter son camp de

(1) Boisgelin à Belleisle. Lobau, 26 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3519.

(2) Montazet à Belleisle. Gorlitzheim, 27 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3519.

Mark Lissa tant que le Roi demeurerait vis-à-vis de lui, Daun ne bougea pas. Ce ne fut que le 29 (1), après confirmation du succès des Russes, qu'il invita Laudon et Hadick à faire toute diligence pour opérer leur jonction, et qu'il se prépara à marcher le lendemain à Lauban avec une partie de ses forces. Il y restera immobile pendant 12 jours, du 30 juillet au 11 août.

Examinons maintenant les dispositions de Frédéric. Il apprend la défaite de Wedell le 24 juillet; à cette date, le gros de l'armée royale, un peu plus de 40.000 hommes, tenait en échec les 50.000 de Daun. En Lusace, le prince Henri et Finck, le premier avec 20.000 hommes aux environs de Konigswartha, le second avec 9.000 à Bautzen; en face d'eux en Saxe et en Lusace, Hadick à Lobau à la tête de 25.000 combattants, Vehla à Rumburg, Macguire et Brentano sur la rive gauche de l'Elbe, près de la frontière de Bohême avec un total d'ensemble de 12 à 15.000 hommes. Laudon, dont le corps allait être porté à l'effectif de 20.000, mais qui n'en avait pas encore la moitié, était à Rothenburg où le surveillaient les 6.000 hommes du prince de Wurtemberg détachés à cet effet du camp royal. A Sawade, sur la rive gauche de l'Oder, Wedell et son armée sous le coup de leur désastre récent; sur la rive droite du fleuve, les Russes maîtres de Crossen ou en marche pour cette ville. Enfin, du côté de Landshut en Silésie, Deville et Fouqué opposés l'un à l'autre; l'Autrichien, fort de 24.000 soldats; le Prussien, un peu plus faible.

Les premières dépêches de Frédéric sont adressées à son frère et à Wedell. De ce dernier, il songe tout d'abord à relever le moral; au prince, il dévoile le fond de sa pensée (2) : « J'ai craint et prévu ce malheur; ainsi il ne reste

(1) Montazet à Belleisle. Gorlitzheim, 29 juillet 1759. P. S. Archives de la Guerre, 3519.

(2) Frédéric à Henri. Schmottseifen, 24 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 445.

qu'à vous joindre le plus vite que vous pourrez au prince de Wurtemberg. Je vous donnerai le commandement de mon armée pendant mon absence ici, et j'irai moi-même, dès que je saurai les troupes arrivées, pour voir comment nous pourrons porter remède à cet inconvénient. Mandez-moi bien vite quand vos troupes pourront être à Sagan. » Par une dépêche du lendemain (1), il s'annonce à Wedell avec un renfort de 16 bataillons, 29 escadrons et 30 canons de gros calibre pour le 2 ou 3 août. Le même jour, survient une lettre (2) du prince Henri qui se plaint, non sans quelque raison, des instructions simultanées et quelquefois contradictoires adressées à Finck et à lui-même. « Je me vois également blâmable en suivant ses ordres et en ne les suivant pas, et sujet au reproche d'avoir manqué à les suivre, ou responsable d'un événement fâcheux qui en peut être la suite. » On voit que l'écrivain n'avait pas oublié les procédés royaux vis-à-vis du prince de Prusse à l'occasion de la retraite de Bohême en 1757. Il ajoute : « Mon projet était de rester tranquille au delà de Dresde, afin que Hadick y restât aussi pour pouvoir marcher promptement, sans que ce dernier s'en aperçût, soit contre les Russes, soit contre Laudon, tandis que le général de Finck, qui devait couvrir ma marche à Marienstern, aurait amusé l'ennemi. » La conclusion est pessimiste : « Je crois que si on ne remédie pas promptement aux désordres que cause l'armée de l'Empire (3) et à secourir le prince Ferdinand (4), que les mêmes circonstances qui sont du côté des Russes seront en peu de temps dans ce pays-là. J'attends donc la réponse sur cette lettre pour savoir précisément, de quel côté vous voulez que je me tourne. »

(1) Frédéric à Wedell, Schmottseifen, 25 juillet. *Correspondance politique*, XVIII, p. 448.

(2) Henri à Frédéric. Rothnauslitz, 13 juillet 1759. Schöning, vol. II, p. 123.

(3) L'avant-garde des Cercles venait de lever des contributions à Halberstadt.

(4) Le prince Ferdinand était en pleine retraite devant l'armée de Contades.

Dans sa réplique (1), Frédéric se montre à la fois net et affectueux : « Le principal est présentement de nous défaire des Russes... Dès que nous en serons débarrassés, nous serons toujours à même d'envoyer d'abord un corps de troupes dans le Halberstadt, s'il en est besoin. Je vous assure, mon très cher frère, que je ne vous mande pas tous les embarras que je rencontre ici..... Ne me grondez pas, je vous prie, ce n'est, Dieu sait, pas ma faute; je m'en rapporte aux chiffres. Si je vous parlais une demi-heure, je vous expliquerais tout. »

Obéissant aux ordres donnés, le prince Henri parvint à Sagan dans la nuit du 28 au 29 et y rallia la division du prince de Wurtemberg ; il en repartit presque aussitôt pour le quartier général de Schmottseifen, où il prit le commandement des troupes affectées à la garde de la Silésie. Frédéric, après une entrevue de 2 heures avec son frère (2) auquel il laissa des instructions écrites, alla le remplacer à Sagan ; il n'amenait avec lui que le général Seydlitz, mais il y trouva 20 bataillons et 35 escadrons prêts à se battre contre les Russes, 20 pièces de gros calibre, et la batterie à cheval qu'il venait d'organiser. Il était encore mal renseigné sur la distribution des différents corps ennemis qui agissaient autour de lui, car dans ses lettres à Wedell (3) et au prince Henri, il parle de Hadick comme étant encore en Lusace et de Finck, comme « devant couvrir Torgau contre Hadick et les entreprises des Autrichiens. » Le 31 juillet seulement, Frédéric apprit (4) par une dépêche interceptée, que Laudon était en route

(1) Frédéric à Henri. Schmottseifen, 25 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 449.

(2) Katt. Journal, p. 393. Mitchell à Holdernesse. Schmottseifen, 24 juillet 1754. Mitchell Papers.

(3) Frédéric à Wedell et au prince Henri. Sagan, 30 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, 460, 462.

(4) Frédéric à Finck. Christianstadt, 31 juillet 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 464.

pour rejoindre les Russes, et que Hadick le suivait de près. Dans l'espoir de rattraper le premier, on doubla les étapes, mais il était trop tard. Les deux généraux autrichiens étaient à Priebus dès le 29; le 30, Laudon, par des marches forcées, avait gagné Sommerfeld puis Starzeddel; Hadick, encombré par son convoi et son artillerie, n'avait pas dépassé Triebel et 24 heures après Pforten; un cordon de cavalerie légère avait dérobé ses mouvements à la connaissance des Prussiens. A Sommerfeld, où il parvint à son tour le 1er août, Frédéric acquit le certitude de la jonction de Laudon et de Hadick et de l'orientation de leur itinéraire vers Francfort, mais ce qui était vrai le 31 juillet ne l'était plus le lendemain. Hadick, qui jusqu'alors avait protégé Laudon en emboîtant ses pas, qui avait même envoyé un aide de camp à Soltikoff pour le prier de lui préparer les moyens de passer l'Oder, ému du voisinage de l'armée royale et craignant d'être pris entre deux feux, renonça à s'unir aux Russes et résolut de se rapprocher de Daun; en conséquence, il se hâta de rebrousser vers Spremberg. Pendant qu'il accomplissait cette manœuvre, son arrière-garde se heurta en traversant la Neisse à l'avant-garde du Roi; dans l'engagement elle fut fortement entamée, laissa aux mains des Prussiens un bataillon entier, 4 canons et un convoi de 500 voitures. Frédéric, qui cheminait en sens inverse, n'eut pas le loisir de suspendre son mouvement pour poursuivre le succès, et Hadick put s'installer à Spremberg, sans autre aventure. Le soir de cette affaire, Frédéric écrivait (1) à son frère : « Je suis informé postérieurement que les Russes sont entrés avant-hier à Francfort; toute leur armée y marche; je prends mon chemin par Beeskow; Finck est à Seuftenberg, je lui mande de me joindre; Wedell est à

(1) Frédéric à Henri, 2 août 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 469.

Crossen et pousse l'arrière-garde russe; il passera à Schidlow. Dès que nous serons un peu en force, nous marcherons sur ces gens, et nous nous battrons *per* (sic) *aris et focis*..... Je ne compte plus sur vos lettres, toute correspondance sera interceptée par Hadick. » Nouveau billet, daté de Müllrose le 6 août (1), où il annonce l'arrivée du corps de Wedell. A partir de ce moment jusqu'au 25 août, le prince Henri demeura sans nouvelles du Roi.

Il serait superflu de relater les marches et contremarches de Wedell, depuis le passage de l'Oder après la bataille de Paltzig jusqu'à la réunion de ses troupes avec celles de Frédéric; il suffit de constater qu'il n'eut aucune rencontre avec les Russes. Quant à Finck que nous avons vu à Bautzen opposé à Hadick, après le départ de ce dernier, il se porta à Torgau pour arrêter les progrès que faisait de ce côté l'armée des Cercles; il était même sous les murs de cette place, quand il fut touché le 3 août par la dépêche du Roi qui l'appelait à lui. Reparti dans l'après-midi du 4, il parvint le 9 au camp royal, ayant accompli en neuf jours une course de 260 kilomètres, résultat tout à fait remarquable pour l'époque. Ainsi se trouva accomplie la première partie du programme que s'était tracé Frédéric : la concentration de forces considérables contre les Russes. En effet, le soir du 9 août, il avait assemblé sous ses ordres 63 bataillons et 106 escadrons avec un parc important d'artillerie.

Laissons le faire ses préparatifs pour la traversée de l'Oder et pour la bataille qu'il entendait livrer à l'armée austro-russe, et voyons ce qui se tramait dans les quartiers généraux ennemis.

Malheureusement pour la cause des alliés, l'unité de direction qu'imposait aux armées prussiennes la volonté

(1) Frédéric à Henri. Müllrose, 6 août 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 476.

du souverain, faisait défaut chez eux. Soltikoff, un peu hésitant d'abord, semble depuis son départ de Posen n'avoir eu qu'un but, la jonction avec les Autrichiens ; après sa victoire à Paltzig et son arrivée à Crossen, à ce premier objectif, il en avait ajouté un second, la marche sur Berlin. Le colonel saxon Riedesel était bien l'interprète de la pensée de l'état-major russe, quand il exprimait à Bruhl (1) l'espoir de dater bientôt ses lettres de la capitale. Aussi fut-ce une déception générale quand Laudon, dans l'entrevue qu'il eut avec Soltikoff, le 2 août, fit part du retour en arrière de son collègue Hadick, sur le bruit d'une opération combinée du roi de Prusse et du prince Henri contre le maréchal Daun, et sollicita l'envoi de 30.000 hommes au secours de ce dernier. A défaut de ce détachement qui lui fut refusé, Laudon chercha (2) à persuader au général en chef de faire passer son armée sur la rive gauche de l'Oder. Soltikoff ne voulut rien écouter ; Laudon continua sa marche, et vint camper le 3 août aux environs de Francfort ; le lendemain il reçut les généraux russes avec tous les honneurs dus à leur rang, et leur fit inspecter ses troupes, fortes de 14.000 fantassins, 4.500 cavaliers et 42 canons. La faiblesse comparative du corps autrichien fut un motif de désappointement pour les Russes qui avaient compté sur les 45.000 hommes et le parc d'artillerie dont avaient parlé les premiers messagers. Malgré les politesses respectives et les coups de canon avec lesquels on avait salué le général en chef, il n'y avait entre lui et Laudon que peu de sympathie (3). Celui-ci avait, il est vrai, indisposé les Russes en émet-

(1) Riedesel à Bruhl. Crossen, 31 juillet 1759. *Zeitschrift für Kunst*, etc.

(2) Masslowski prétend que le but réel de ces propositions était de permettre à Laudon d'arriver le premier à Francfort. Les dates de l'itinéraire du général autrichien ne se prêtent guère à cette insinuation.

(3) Mesnager à Belleisle. Francfort, 9 août 1759. Archives de la Guerre, 3520.

tant la prétention de partager de compte à demi avec eux la contribution en argent dont ils avaient frappé la ville de Francfort, et d'avoir son lot dans les approvisionnements capturés. Quant à entraîner les Russes sur la rive gauche de l'Oder, il fallut y renoncer; aussi les Autrichiens firent-ils traverser le fleuve « à leurs bagages (1), mulets et femmes en grand nombre », et vinrent-ils camper eux-mêmes à la droite de la cavalerie russe, un quart de mille en deçà de la ville.

Pendant les jours suivants, les Russes et leurs alliés furent employés à fortifier les hauteurs de Kunersdorf, sur lesquelles ils étaient établis. On traça des lignes, creusa des fossés, construisit des batteries, coupa des arbres pour en faire des abatis, en un mot on se prépara à bien recevoir le Roi, dont les cosaques et les pandours signalaient à tout moment le voisinage. Il y eut des escarmouches entre les cavaleries rivales; il y eut même échange de bons procédés. Frédéric ayant appris qu'un sous-officier russe, placé avec quelques dragons comme sauvegarde dans un village de la région, avait été blessé et pris par des hussards prussiens, lui rendit sa liberté après avoir fait passer par les baguettes, en sa présence, les soldats coupables.

Entre temps, les alliés essayaient de s'entendre sur la conduite ultérieure des opérations. Lié par ses instructions qui le subordonnaient dans une certaine mesure au commandant en chef des Impériaux, reconnaissant d'ailleurs que le mauvais état de ses chevaux et de ses équipages lui interdisait un mouvement en masse sur Berlin, Soltikoff consentit à écouter les propositions que Daun lui transmettait, par l'entremise de Laudon et de Springer, pour la coopération des deux armées. En concordance avec ces vues, il fut résolu, dans un conseil de guerre (2) tenu

(1) Journal de Tettau.

(2) Relation des opérations de l'armée combinée à la bataille de Francfort. Archives de l'État-major général. Berlin, XXVII, n° 408.

le 10 août, que les Austro-Russes remonteraient l'Oder pour donner la main aux Autrichiens; le point de traversée devait être Schidlow ou Crossen; le convoi et les bagages partiraient le 11, et les troupes suivraient le 14. Frédéric se chargea de faire ajourner l'exécution de ce projet; au cours de la nuit du 11 au 12, un avis de Todleben annonça que les Prussiens s'apprêtaient à franchir le fleuve à Goritz. Il était évident qu'on allait être attaqué; aussi fit-on tous les préparatifs en conséquence et écrivit-on à Hadick, qui se trouvait encore à Spremberg, d'accourir au secours tout au moins avec sa cavalerie.

Daun était trop loin pour qu'on pût lui faire appel; à la fin de juillet, les forces du maréchal étaient réparties entre les camps de Lauban et de Mark Lissa; jusqu'au 10 août il n'y eut dans cette distribution d'autre modification que l'envoi du général Beck à Priebus avec une division de 7 à 8.000 hommes. Montazet qui rongeait son frein, s'en prend, on ne sait pourquoi, aux généraux russes dont l'esprit d'entreprise avait dépassé jusqu'alors celui du chef auprès duquel il était accrédité : « Oui, Monseigneur (1). Les Russes ont beau gagner des batailles, le soldat a beau être brave à l'excès; il n'y a que la valeur de cette infanterie et la peur que les Prussiens en ont aujourd'hui qui puisse nous en faire retirer certains avantages. Car n'est-il pas déplorable que le jour de leur victoire ils n'aient pas songé à faire suivre l'ennemi qui s'est retiré dans la plus grande confusion? Mais rien n'a remué pendant le combat et rien n'a remué après la bataille, de façon que les Russes, ce jour-là, n'ont rien pris sur l'ennemi; ce n'est que le lendemain qu'ils ont trouvé dans les bois les canons, drapeaux et étendards et plus de 12.000 armes que les Prussiens avaient jetés en fuyant, quoique sans être suivis. Que serait donc devenue cette armée si elle eût été harcelée? En

(1) Montazet à Belleisle. Lauban, 6 août 1759. Arch. de la Guerre, 3520.

vérité cela fait saigner le cœur. Que peut-on donc conclure d'une pareille conduite, si ce n'est que les généraux russes n'y entendent rien, et que le soldat est excellent? »

Le 10 août Daun montre au Français (1) un billet de Laudon, relatant un entretien avec Soltikoff; le général russe se déclarait prêt à passer l'Oder, aussitôt son gros canon arrivé de Posen, à la condition que la grande armée autrichienne se rapprocherait de la rive gauche du fleuve « pour se prêter mutuel appui. » Le feld-maréchal promit de se conformer à ce désir; il laisserait Buckow à Mark Lissa, où grâce à un prélèvement sur les troupes de De Ville, on aurait assez de monde pour tenir en respect le prince Henri. Montazet, au contraire, voudrait lâcher les Russes et entrer en Saxe. « Quel heureux événement pour délivrer la Saxe; je ne cesse de le répéter... le Roi est à Libus avec ses principales forces, et il n'y a personne en Saxe. » Deux jours après, le quartier général des Impériaux était installé à Rothenburg, mais Montazet qui partageait les préjugés de l'état-major auquel il était associé, ne peut croire (2) à une loyale coopération des Russes. La nouvelle de la grande bataille qui parvint le 13 août au camp autrichien, vint donner un démenti éclatant à ces soupçons injustifiés.

Pendant son séjour à Wulkow, Frédéric avait appris la victoire de Minden de la bouche de Bulow, l'adjudant du prince Ferdinand, et l'avis de la retraite de De Ville, que le manque de provisions et les manœuvres de Fouqué avaient forcé à réintégrer la Bohême. Délivré de soucis sur deux points de l'échiquier militaire, il s'adonna tout entier à l'entreprise contre les Russes. La traversée de l'Oder fut accomplie sans difficulté, et sans être troublée par l'en-

(1) Montazet à Belleisle. Lauban, 10 août 1759. Archives de la Guerre, 3520.

(2) Montazet à Belleisle. Rothenburg, 12 août 1759. Archives de la Guerre, 3520.

nemi; on fit venir de Custrin, avec toutes sortes de précautions pour garder le secret, un équipage de ponts; on établit dans la nuit du 10 au 11 août sur les trois bras que forme l'Oder aux abords de Goritz, deux ponts, l'un de bateaux, l'autre de pontons. L'infanterie et l'artillerie qui avaient quitté le camp dès la veille au soir, y défilèrent rapidement; la cavalerie passa la rivière à gué sans autre incident que la chute de cheval de Seydlitz, qui fut entraîné par le courant, et faillit être noyé. Aussitôt le passage terminé, les troupes se formèrent près du hameau d'Oetscher. Le général Flemming, avec un détachement de 7 bataillons, fut laissé à la garde des ponts; le général Wunsch avec une division mixte de 3.000 hommes resta sur la rive gauche pour faire diversion et pour protéger les voitures. L'armée ainsi affaiblie d'environ 6.000 combattants s'avança en trois colonnes, précédée de la cavalerie légère qui poussait devant elle les Cosaques de Todleben. A une heure de l'après-midi, elle avait atteint la hauteur de Bischoffsee où elle campa, le corps de Finck entre Trettin et Lessow, le gros entre ce village et la route de Storkow. Le Roi se porta tout de suite en avant de Trettin, pour reconnaître la position austro-russe.

Essayons de nous rendre compte de la contrée qui fut le théâtre d'une des luttes les plus sanglantes (1) du dix-

(1) Le récit de la bataille de Kunersdorf est tiré des sources suivantes : Journal de l'armée impériale russe. Etat-major général. Berlin, XXVII, n° 461. — Relation russe de la bataille de Francfort. État-major général, Berlin, XXVII, n° 408. — Journal du major russe v. Tettau. État-major général. Berlin, XXVII, n° 71. — Relation du colonel saxon v. Riedesel. *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Kriegs*. Berlin, 1855. — Journal de Gaudy. État-major général, XXVII, 31. — *Anecdoten zur bataille bei Kunersdorf*. État-major général. Berlin, XXVII, 408. — Relation de Mesnager et rapports russes envoyés par lui. Arch. de la Guerre, 1759, vol. 3520. — Ouvrage de l'État-major prussien. Berlin, 1828. — *Correspondance politique*, vol. XVIII. — Stiehle. *Die Schlacht bei Kunersdorf. Beihaft zum Militar Wochenblatt*. Berlin, 1859. — Laubert. *Die Schlacht bei Kunersdorf*. Berlin, 1900. — Masslowski, *Der Siebenjährige Krieg*, vol. III. — Rambaud. *Russes et Prussiens*, etc. Voir la carte à la fin du volume.

huitième siècle. Quoi qu'en ait dit l'historien Carlyle dans un passage souvent cité, l'aspect des lieux n'a pas subi de telles modifications, qu'il ne soit possible de suivre sur place les phases de l'action, et de retrouver les accidents de terrain qui eurent une influence si grande sur le sort de la bataille.

Pendant une partie de son parcours la vallée de l'Oder est dominée par des hauteurs qui épousent tantôt l'une, tantôt l'autre rive. En face de la ville de Francfort, les collines qui escortent le fleuve sur la rive droite, s'écartent sensiblement jusqu'à faire avec lui un angle presque droit, et laissent par conséquent, entre elles et les berges, un espace considérable. Du quai du port fluvial de Francfort, on suit admirablement la crête du massif, dont les derniers escarpements se baignent dans l'Oder, à notre droite, vers Schwetig, et qui remonte vers l'ouest dans la direction de Trettin dont l'église est un point de repère du paysage.

Transportons-nous à ce village, par la chaussée qui traverse une plaine naguère marécageuse, aujourd'hui bien drainée et généralement en culture. La route s'éloigne peu à peu de l'Oder et court parallèle aux hauteurs dont le village de Kunersdorf peut être considéré comme le centre. De Trettin au sommet du Fincksberg, le trajet est bref; là, le spectateur se trouve à l'endroit même où Frédéric fit sa première reconnaissance la veille de la bataille. A sa droite se déroulent les prairies qu'il vient de parcourir, et qui, au milieu du dix-huitième siècle, étaient infranchissables pour un corps de troupe; immédiatement en face se dresse le Mühlberg, premier chaînon du massif, actuellement planté de bois, mais butte dénudée à l'époque de la mêlée. Au delà, nous distinguons le clocher pointu de Kunersdorf, puis un plateau bosselé de mamelons qui se prolonge jusqu'à l'Oder. A gauche du Mühlberg, et jusqu'au fond du tableau, la forêt s'étend à perte de vue, et

couvre les deux tiers de la superficie. Entre nous et le Mühlberg, une vallée profonde, celle du Hühnerfliess, le « ruisseau bourbeux » dont parle le Roi dans son récit, qu'il faudra traverser pour aborder la position ennemie. Le Hühnerfliess dont les eaux se déchargent dans le marais prend sa source assez loin dans les bois et constitue par son cours tortueux et encaissé le fossé naturel du promontoire de Kunersdorf. Les bas-fonds du Hühnerfliess une fois dépassés, on accède sur le plateau par un vallon à pente douce, le Becker-Grund, qui sépare le Mühlberg de la colline voisine dont le nom de Pech-Stang a été changé, en souvenir du soldat poète, en celui de Kleistberg. Sur l'autre flanc du Mühlberg, et s'étendant sur une partie du marécage, existait alors un bois, le Grosse Elsbusch, à peu près disparu aujourd'hui, qui rendait difficile tout déploiement de ce côté.

Ce qu'on ne voit pas, et ce que Frédéric ne pouvait voir du Fincksberg, ce sont les accidents intérieurs du massif qui jouèrent, comme on le verra, un grand rôle dans les épisodes de la journée. Ces hauteurs sont coupées par un certain nombre de ravins descendant vers le marais dans une direction perpendiculaire à la crête. Tout d'abord nous pouvons négliger le premier qui frange le Mühlberg; le second au contraire, le Kuh Grund, donne passage à une route conduisant du village de Kunersdorf en bas; étroit, sinueux, à bord escarpé, surtout dans la partie inférieure, il oppose un obstacle formidable à toute troupe qui, descendant du Mühlberg, chercherait à le franchir; quelques centaines de mètres plus loin, dévale un troisième ravin, le Tiefe Weg, qui présente les mêmes caractéristiques que le Kuh Grund, et partant, les mêmes difficultés. Enfin, à deux ou trois kilomètres, en gagnant vers le Judeberg à l'extrémité du plateau, nous trouvons le Laudons Grund, petite vallée plus large, s'évasant en forme d'entonnoir; elle ne fut le 12 août le

théâtre d'aucun combat. Afin de compléter notre description, transportons-nous à Kunersdorf, dont nous n'avons fait jusqu'ici qu'apercevoir le clocher. Comme dans beaucoup de localités de la contrée, les maisons sont groupées autour d'un étang, le Dorf See, mais cette pièce d'eau n'est pas isolée, elle n'est que la maille supérieure d'une chaîne de petits lacs qui s'égrènent jusque dans la forêt. Pour franchir cette chaîne et pénétrer dans la partie du plateau comprise entre Kunersdorf et le Judeberg du côté de l'Oder, il n'y a que des passages étroits, dont les principaux sont situés entre le Dorf See, le Blank See, et plus loin, entre ce dernier et la lisière des grands bois. Ajoutons enfin, que par-ci par-là émergent quelques mamelons, le Seydlitzberg en deçà des étangs, le Spitzberg à un kilomètre environ au delà, le Falkensteinberg et d'autres encore dont il est inutile d'encombrer une nomenclature déjà trop longue.

Sur les hauteurs que nous venons de décrire, les Russes avaient élevé deux lignes de retranchements, la première, la plus importante faisant face au sud-est, se développait sans interruption du Mühlberg à l'Oder, à faible écartement des bois, sur une longueur de 5 à 6 kilomètres; l'ingénieur moscovite y avait rattaché le Spitzberg et le Falkensteinberg, qu'il avait couronnés de redans et de batteries, et transformés en bastions de sa forteresse. Du Spitzberg, l'enceinte se prolongait jusqu'au Mühlberg, et passait à peu de distance du village de Kunersdorf, qu'on avait laissé à l'extérieur. Après avoir contourné le Mühlberg qui formait le dernier bastion de gauche, ces fortifications décrivaient un retour en arrière et suivaient la crête du côté du marécage par un tracé à peu près parallèle à celui de la première ligne. Ici la nature des lieux n'avait pas permis la même continuité de travaux, et sur plusieurs points on s'était borné à établir des ouvrages de campagne non reliés les uns aux autres.

Ajoutons, pour l'intelligence de l'action, que l'intervalle entre les deux lignes oscillait, d'après le terrain, de 400 à 700 mètres. Retenons également que Kunersdorf, situé à l'origine des ravins qui dévalent vers le marais, est en contre-bas d'une vingtaine de mètres par rapport au Spitzberg, enfin que la différence de niveau entre le plateau de Kunersdorf et la plaine de l'Oder varie de 25 à 40 mètres.

Quelles étaient les forces respectives des armées en présence? Presque tous les écrivains sont d'accord pour évaluer celles des Prussiens entre 48 et 50.000 hommes. Défalcation faite des bataillons affectés à la garde des ponts, Frédéric put mettre en ligne environ 46.000 combattants (1), dont 35.000 fantassins et 11.000 cavaliers; son artillerie, en outre des 112 pièces régimentaires, comptait 114 canons de parc, quelques obusiers, et les 6 pièces de la batterie à cheval. Dans l'armée royale, si la quantité était respectable, la qualité, fort inégale selon les éléments auxquels on avait eu recours, laissait à désirer. Les divisions de Finck, du prince de Wurtemberg, l'ancien corps du prince Henri, excellentes troupes, animées du meilleur esprit, rompues aux fatigues, venaient de montrer leur endurance dans les marches forcées qu'elles avaient fournies pour arriver sur l'Oder; elles avaient leurs cadres à peu près complets. Il n'en était pas de même de l'armée de Wedell, qui entrait pour 19.000 hommes dans l'effectif total, et dont l'infanterie avait été fort éprouvée par trois mois d'étapes et de combats; sa défaite récente, en ravivant les souvenirs de Gross Jaegerdorf et de Zorndorf, avait porté atteinte à son moral. Frédéric qui n'avait aucune confiance dans ces bataillons recrutés pour la plupart dans la Prusse orientale et auxquels, dans sa correspondance intime, il donne le surnom de « Baerenhau-

(1) Y compris la brigade Wunsch, forte de près de 3.000 hommes, laissée sur la rive gauche de l'Oder, qui prit part à l'affaire en s'emparant de la ville de Francfort.

ter » (1), les avait distribués de manière à les mélanger aux détachements plus solides venus de Saxe ou de Silésie. Cette mesure, bonne à certains égards, avait l'inconvénient grave de mettre à la veille de la bataille, sous les ordres de divisionnaires et de brigadiers nouveaux, des unités dont ils ignoraient le fort et le faible.

Aussitôt la concentration opérée, le Roi avait fait de ses forces la répartition suivante : une avant-garde de deux brigades, composée de 8 bataillons de grenadiers, tirés, à l'exception d'un seul, des meilleurs contingents de l'armée ; le gros de l'infanterie formé comme d'habitude sur deux lignes, chacune divisée en deux ailes, la première ligne de 22 bataillons commandée par les généraux Wedell et Hulsen, derrière celle-ci, la seconde ligne de 15 bataillons provenant en grande majorité des vaincus de Paltzig, conduite par Kanitz et Itzenplitz; enfin un corps, dit de réserve, de 8 bataillons et de 35 escadrons sous les ordres de Finck. Le reste de la cavalerie, 65 escadrons, était attaché au corps de bataille et servait sous Seydlitz, le prince de Wurtemberg et Platen.

Les Autrichiens comptaient 14 bataillons de réguliers, 5 de Croates, 14 compagnies de grenadiers et 6 régiments de dragons et hussards, en tout un peu plus de 18.000 hommes; la plupart des Croates restèrent sur la rive gauche de l'Oder. En ce qui concerne les Russes, il est beaucoup plus difficile d'estimer leur nombre, les auteurs qui ont traité la matière ayant varié dans leurs calculs depuis 42.000 jusqu'à 62.000 hommes. Dans l'armée rassemblée à Kunersdorf, figuraient les brigades Mordvinow et Fast qui n'avaient pas pris part à la bataille de Paltzig; grâce à leur présence et à la venue de quelques autres renforts, Soltikoff disposait de 32 régiments fournissant 68 bataillons (2) et 36 escadrons de cavalerie régulière; les effec-

(1) Peaux d'ours; au figuré, paresseux, fainéants.

(2) Masslowski paraît avoir compté deux fois le régiment Wjatka, dont un

tifs, diminués par les marches et par les pertes de l'affaire du 23 juillet, ne devaient pas dépasser 37 à 38.000 fantassins et 4.500 cavaliers; si à ces chiffres on ajoute 6.000 irréguliers tant hussards que cosaques, on peut estimer à 48.000 le total des troupes moscovites. L'artillerie n'avait guère été modifiée depuis la jonction de Mordvinow et devait se monter à 253 pièces de gros calibre. En résumé, Soltikoff et Laudon pouvaient opposer aux 40.000 réguliers prussiens et à leurs 250 pièces, 63.000 combattants (1), tant réguliers qu'irréguliers, et 300 canons.

Ces forces imposantes étaient distribuées de la manière suivante : Pour assurer les communications avec la rive gauche de l'Oder où le bagage de l'armée avait été déposé sous la garde de 3 bataillons, on avait établi en outre des deux ponts de Francfort, au bas du Judenberg et dans le voisinage de Schwetig, trois autres ponts défendus par des redans dont la garnison se composait de 3 régiments de Croates. Le long des retranchements qui couvraient le terrain depuis le fleuve jusqu'au Falkensteinberg, était rangée sur deux lignes la division Fermor forte de 18 bataillons; derrière elle le gros de l'infanterie autrichienne; les Russes faisaient face à la forêt (Frankfurter Forst) et les Autrichiens à la ville de Francfort. Presque toutes ces troupes occupaient la partie du massif appelé Judenberg, probablement à cause de la proximité du cimetière des juifs, situé au bas de la colline; les compagnies de grenadiers du corps de Laudon étaient à l'abri dans le Laudons Grund. Du Falkensteinberg jusqu'au delà de Kunersdorf, les courtines et le bastion naturel que formait la butte du Grosser Spitzberg étaient gardés par 33 bataillons en deux lignes

bataillon était sur les hauteurs et l'autre à la garde des bagages; son chiffre de bataillons contesté par Laubert semble exact.

(1) Riedesel et la relation officielle russe donnent pour les Russes, le chiffre de 39.411 et pour les Autrichiens 14.937. Soltikoff, dans sa dépêche, parle de son armée, comme à peine forte de 60.000 hommes.

sous les ordres des généraux Villebois et Rumjanzew, la division du premier à droite, celle du second à gauche du monticule. Enfin sur le Mühlberg, qui constituait la gauche de la position russe, était posté le corps de réserve commandé par le prince Galitzin, et composé de 14 bataillons; le régiment de grenadiers qui défendait le point extrême du camp retranché, était tourné vers le Hühner Fliess et les hauteurs de Trettin; les quatre autres régiments, toujours en deux lignes, faisaient face à l'est comme leurs camarades. La moitié de la cavalerie russe était à la droite de Fermor, entre les collines et le fleuve; l'autre moitié, ainsi que la cavalerie autrichienne, se tenaient au pied du massif, entre le Rothes Vorwerk et le Grosse Elsbusch. Le commandant de l'artillerie moscovite avait su tirer parti du beau matériel dont il disposait : le Judenberg était garni de cinq batteries dont les plus importantes découvraient la région des lacs de Kunersdorf, dont les autres étaient orientées de manière à voir les débouchés de la forêt de Francfort. Sur le Spitzberg était établie une batterie puissante qui en balayait les approches des deux côtés; au Mühlberg quatre groupes d'artillerie plus légère dirigeaient leur tir sur les collines voisines. Le long des courtines qui reliaient les principaux ouvrages, on avait ménagé des banquettes pour faciliter le feu de mousqueterie; de place en place des ouvertures, masquées par de petits redans, permettaient au défenseur de faire des sorties. En résumé, toutes les précautions avaient été prises contre l'attaque de front à laquelle s'attendaient les alliés, et la journée du 11 août fut employée dans le camp russe à achever les terrassements et à élever, en avant des fortifications, des barricades pour lesquelles on avait utilisé les arbres de la forêt; enfin dans la crainte que les maisons de Kunersdorf laissées en dehors de l'enceinte ne servissent d'abri pour l'assaillant, on avait incendié le village, dont il ne resta debout que l'église.

Au cours de la soirée, Frédéric qui s'était fait accompagner dans sa reconnaissance par des forestiers et par un officier connaisseur d'un pays où il avait souvent chassé, lança ses ordres pour le lendemain. L'état-major prussien croyait à une retraite des Austro-Russes dans la direction de Crossen, aussi les dispositions comportèrent-elles deux hypothèses; nous négligerons celle de la retraite, pour ne retenir que celle qui se réalisa, tout au moins en partie. Les généraux Finck et Schorlemmer, commandants de la réserve, feraient sonner le réveil au petit jour, se rendraient avec un gros état-major sur les collines en face du Mühlberg, bien en vue de l'ennemi, et se conduiraient de manière à faire supposer la présence du Roi. Après une heure consacrée à ce manège, Finck avancerait de la troupe et du canon, tout en les maintenant hors de portée; vers 6 heures il planterait deux batteries sur les hauteurs de Trettin et de Bischoffsee, mais il ne commencerait son feu qu'après l'ouverture de celui de l'armée royale; toute tentative de l'ennemi pour passer le Hühner Fliess devait être énergiquement repoussée. Entre temps le corps de bataille et l'avant-garde, précédés et éclairés par le cavalerie de Seydlitz, s'ébranleraient en deux colonnes, suivraient les hauteurs qui bordent la rive droite du Hühner Fliess, franchiraient ce ruisseau, traverseraient les bois et se déploieraient à la lisière. La première pensée de Frédéric paraît avoir été d'engager l'action avec son aile gauche qui aurait débouché de la forêt de Francfort, au delà et au sud de la chaîne des étangs de Kunersdorf; mais pendant la marche de ses troupes, et à la suite d'une nouvelle inspection des lieux, il modifia son plan, et résolut de débuter par l'attaque du Mühlberg. A cet effet, il donna l'ordre aux têtes de colonnes de faire une conversion à droite.

L'armée royale, composée de l'avant-garde, des deux lignes du corps de bataille et de la principale partie de

la cavalerie, et traînant avec elle 80 canons de gros calibre, s'était mise en route entre 2 et 3 heures du matin. Mais la nature du terrain, le passage du ruisseau sur lequel il n'y avait que deux ponts, la Faule Brucke et la Stroh Brucke, et surtout la profondeur des colonnes qui atteignaient une longueur de près de 8 kilomètres, avaient ralenti la marche. Le changement de direction fut une autre cause de retard; il fallut dételer les attelages de 12 chevaux attachés aux canons de 12, tourner les pièces sur place, et ratteler de nouveau. D'autre part, comme conséquence du changement de formation, l'infanterie qui appuyait sa droite sur le Hühner Fliess ne laissait plus l'espace nécessaire à la cavalerie; aussi le prince de Wurtemberg dut-il transférer ses escadrons à la gauche. Toutes ces manœuvres prirent du temps, et il était déjà 11 heures et demie, quand on ouvrit le feu des batteries que le colonel Moller, commandant de l'artillerie prussienne, avait installées sur le Kleistberg et sur une autre butte à gauche de la chaussée de Drossen. Ces pièces auxquelles vinrent bientôt s'ajouter celles qu'on avait placées sur le Seydlitzberg, furent pointées sur le Mülhberg et sur ses défenseurs. De son côté Finck avait commencé à tirer de deux batteries, établies sur les mamelons qui aujourd'hui portent son nom.

Jusqu'alors les mouvements des Prussiens n'avaient rencontré aucune opposition, et la tranquillité générale n'avait été troublée que par quelques coups de canon sur une patrouille de cosaques. A en juger par les récits des alliés, Soltikoff pendant toute la matinée était demeuré incertain sur le point de l'attaque, et inclinait à croire qu'elle serait dirigée sur le front et la droite de sa position; il est juste de reconnaître qu'un brouillard qui dura jusqu'à 8 heures, favorisa l'approche de l'armée royale. Au surplus, quelle que fût la raison de son immobilité, le général en chef ne prit aucune mesure, ni pour inquiéter la

marche des Prussiens, ni pour renforcer le corps de Galitzin, chargé de la défense du Mühlberg.

Au bout d'une demi-heure, les 60 bouches à feu que les artilleurs royaux avaient mises en action, acquirent une supériorité marquée sur les 40 dont les Russes pouvaient disposer. Les soldats de Galitzin, et surtout les grenadiers postés au point saillant du Mühlberg, canonnés à bonne portée, souffrirent beaucoup du tir convergent qui battait leur front et enfilait leurs rangs. A midi, le Roi donna le signal de l'assaut; la première brigade de l'avant-garde, forte de 4 bataillons sous les ordres de Seckendorf, descendit le versant du Kleistberg, traversa le Becker Grund, où elle était momentanément à l'abri de l'artillerie russe qui ne voyait pas le fond du vallon, et gravit la pente opposée. Arrivés à 100 mètres des retranchements, les Prussiens furent exposés à la mitraille et à la fusillade des défenseurs; ils passèrent outre, franchirent le fossé, sautèrent dans l'intérieur des lignes et tombèrent sur les fantassins moscovites qui reculèrent en désordre. La résistance, si courte qu'elle fût, avait procuré à Galitzin le temps d'amener à leur secours les 4 régiments de fusiliers qui, avec celui des grenadiers, composaient le corps de réserve; il les forma le mieux qu'il put, au travers du camp fortifié. A cet endroit il y eut un combat sanglant, mais de peu de durée; Galitzin et Olitz furent blessés; les fusiliers, pris en flanc par le canon du Kleistberg, mitraillés de front par les pièces légères des bataillons prussiens, cédèrent devant les grenadiers de Seckendorf que soutenait la seconde brigade de l'avant-garde. Ils gagnèrent en confusion le bas de la colline, vers le Grosse Elsbusch; là, ils se trouvèrent sous le feu du Finckberg, et reprirent leur fuite, entraînant avec eux le régiment des grenadiers à cheval et abandonnant aux Prussiens toute leur artillerie et bon nombre de prisonniers.

Le premier acte de la bataille avait été joué. Le Roi

pouvait s'applaudir de son entrée en scène; avec 8 bataillons de son avant-garde et sans grands sacrifices, il avait emporté une position redoutable, pris 40 canons, mis hors de combat l'aile gauche de l'ennemi, et ce qui était peut-être plus important, pénétré dans son camp retranché. En possession du Mühlberg, vainqueur de Galitzin, comme il l'avait été de Nadasdy à Leuthen, Frédéric dut entrevoir une victoire égale à celle de cette mémorable journée.

Malheureusement pour eux, les Prussiens ne tirèrent pas de leur premier succès tous les résultats qu'ils eussent pu en espérer. Pour achever la destruction de la réserve russe, il aurait fallu de la cavalerie; or toutes les unités de cette arme appartenant au corps de bataille ayant été reportées à l'aile gauche, et les régiments de Schorlemmer n'ayant pas encore traversé le Hühner Fliess, on n'avait sous la main que 4 escadrons des dragons de Platen, qui firent quelques charges, mais qui n'étaient pas assez nombreux pour produire grande impression. Autre lacune plus grave : des hauteurs conquises on voyait de côté et à revers les masses russes qui garnissaient l'enceinte du plateau, depuis Kunersdorf jusqu'au Judenberg; il était tout indiqué d'ouvrir sur elles un feu d'autant plus efficace, qu'il enfilerait leurs formations et agirait sur des profondeurs de plusieurs rangs. Mais les moyens d'action firent défaut; les pièces régimentaires n'avaient pas la portée nécessaire; avec beaucoup de difficulté on hissa sur les pentes sablonneuses du Mühlberg 4 canons de 12 qui firent beaucoup d'effet (1), mais ils eurent bientôt épuisé leurs munitions, et il fallut attendre les caissons qui n'arrivèrent que tardivement. Quant aux pièces enlevées, aucun des narrateurs n'indique pourquoi les Prussiens ne les retournèrent pas contre leurs anciens propriétaires.

(1) L'historien Tempelhoff servait en qualité d'officier subalterne avec ces pièces.

Au surplus, soit encombrement du Mühlberg et de ses approches, soit impossibilité d'y faire monter les pièces et leurs caissons, on ne put pas, paraît-il, remédier au cours de la bataille à ce manque d'artillerie; aussi Frédéric ne profita-t-il pas de l'avantage d'une position distante seulement de 1.100 mètres du plateau du Spitzberg où l'on se battit si longtemps, et qui, à 4 mètres près, est aussi élevée que ce mamelon. Bien que partiel, le feu des grosses pièces du Mühlberg fut des plus meurtriers et ouvrit bien des trouées sanglantes dans les formations serrées de l'armée austro-russe; plus intense, peut-être eût-il fait pencher la balance en faveur du Roi.

Cependant, après le temps d'arrêt indispensable pour rétablir l'ordre dans les unités, les Prussiens continuèrent à avancer; en tête les 8 bataillons de l'avant-garde, que venait de rejoindre un bataillon du régiment du Markgraf Karl; derrière eux la plus grande partie de l'aile droite du gros et la gauche du corps de réserve. Le général Finck en effet avait franchi le Hühner Fliess et s'était établi entre l'Elsbusch et le Mühlberg, sur le versant nord-ouest de cette colline et sur le petit plateau qui la couronne; par contre, la brigade Thiele, extrême droite du corps de bataille, ne trouvant plus de place pour se déployer en haut de la butte, avait été forcée d'obliquer et de gagner l'Elsbusch, d'où elle ne sortit qu'une heure et demie plus tard, pour renforcer la ligne de feu. Des escadrons de Schorlemmer quelques-uns furent affectés à la garde du camp, les autres se postèrent derrière l'infanterie. En résumé, vers une heure et demie de l'après-midi, plus de la moitié de l'infanterie prussienne était entassée sur le haut et les déclivités du Mühlberg; seuls les premiers rangs pouvaient agir; ceux de derrière restaient inutilement exposés à la pluie de projectiles que les canons et obusiers à longue portée de Soltikoff commençaient à faire tomber sur eux.

Pour arrêter les progrès de l'armée royale, les généraux alliés qui s'étaient placés sur le Spitzberg firent exécuter une conversion aux deux régiments de gauche de la division Rumjanzew, le deuxième grenadiers et Rostow, et les firent soutenir par les bataillons suivants et par les compagnies des grenadiers autrichiens, accourues du Laudons Grund. Entre ces nouveaux venus que dirigeaient les généraux Panin et Bruce, et l'avant-garde prussienne, appuyée par quelques bataillons du corps de bataille, il y eut un engagement qui se termina, grâce à l'entrée en ligne de Finck, par la retraite des Austro-Russes au delà du Kuh Grund. Là on se fusilla des deux crêtes opposées; l'avant-garde toujours la première, mais déjà fort épuisée; derrière elle les régiments de Finck, et l'aile droite de l'armée royale presque entière dont une partie au pied, et l'autre sur les pentes du Mühlberg, le tout fouetté par les projectiles russes. L'aile gauche, ainsi que toute la cavalerie, n'avait pas encore pris part au combat. Il était deux heures; on avait gagné du terrain, mais on se heurtait à une résistance de plus en plus opiniâtre, et il devenait évident qu'il y aurait lieu de retirer du feu les bataillons fatigués et de les remplacer par des troupes fraîches. A cet effet, l'aile droite de l'armée royale, qui jusqu'alors était restée en seconde ligne, tout en subissant des pertes du fait de l'artillerie russe, fut appelée en première pour remplir les vides. D'autre part, la brigade Knobloch, forte de 3 bataillons, chassa les Russes du cimetière de Kunersdorf, gagna sur le plateau du côté du Kuh Grund, et prit en flanc les défenseurs de ce ravin. Grâce à cette diversion, grâce aussi à l'arrivée sous le Kuhberg de la brigade Thiele, revenue du marais où elle s'était égarée, les Prussiens parvinrent enfin à dépasser l'obstacle qui les avait arrêtés si longtemps, enlevèrent les canons de l'ennemi, et refoulèrent celui-ci jusqu'au Tiefe Weg. D'après quelques récits, ils auraient même poussé

jusqu'à la butte du Spitzberg, et se seraient rendus momentanément maîtres de cette clef de la position. Si le fait est exact, ce dont il est permis de douter, elle ne resta pas en leur possession, et fut réoccupée par les régiments moscovites du centre et de la droite.

En dépit du succès obtenu, les soldats prussiens, malgré leur discipline et leur endurance, se montraient de plus en plus las; éprouvés par des étapes presque ininterrompues, ils n'avaient goûté depuis deux jours qu'un repos insuffisant; sur pied dès deux heures du matin, en marche ou au combat depuis treize heures par une chaleur torride, ils montraient des signes visibles d'épuisement. Était-il raisonnable d'exiger d'eux de nouveaux efforts, ou fallait-il se contenter des résultats d'ailleurs fort satisfaisants déjà acquis? Plusieurs généraux étaient de ce dernier avis, et l'un d'eux, Finck, le dit au Roi avec beaucoup de franchise: « La victoire était gagnée, il suffisait de se maintenir sur le terrain conquis, pour décider l'adversaire à abandonner la partie et à évacuer, pendant la nuit, ce qui lui restait encore de sa position. »

Mais Frédéric, qui visait l'anéantissement de l'armée austro-russe et qui comptait la culbuter dans l'Oder, ne voulut pas écouter ces sages conseils, et donna l'ordre de poursuivre la lutte pour la conquête du plateau tout entier. A ce moment de l'action, les généraux alliés avaient conservé bien peu d'espoir (1) d'éviter la défaite. « Il était quatre heures et demie, dit la relation autrichienne (2), quand toutes les apparences commencèrent à nous persuader l'affaire presque désespérée...... car plus de la moitié du champ de bataille, et bonne partie du canon russe étaient dans les mains de l'ennemi. » D'après le même do-

(1) Riedesel à Bruhl. Relation de la bataille. *Zeitschrift für Kunst,* etc. Berlin, 1855.

(2) Relation de la bataille du 12 août. Archives de la Guerre. Vienne.

cument « le soleil, le vent, la fumée et une poussière infinie qui existe dans un terrain aussi sablonneux que celui-ci, empêchaient de voir à la distance de trois pas » et constituaient un avantage pour l'assaillant. Il avait fallu retirer l'un après l'autre des hauteurs du Tiefe Weg les régiments autrichiens Laudon et Baden, dont le premier avait perdu, en trois quarts d'heure, 30 officiers et plus de 500 hommes tués ou blessés, et dont le second n'avait guère été mieux traité. D'après le récit de Bolotow (1), Soltikoff lui-même aurait été si découragé qu'il se serait mis à genoux devant ses troupes et aurait imploré l'aide de Dieu pour détourner un désastre qui paraissait alors imminent.

Toutefois leurs craintes sur l'issue de l'affaire n'empêchèrent pas Soltikoff et Laudon de prendre toutes les mesures possibles pour mettre terme aux progrès de l'armée prussienne. Aux régiments encore intacts de Rumjanzew, qui étaient massés sur le Spitzberg, vinrent s'ajouter successivement le deuxième échelon de la division Villebois et la brigade de Berg qui appartenait à la division Fermor. Sur la crête qui domine le Tiefe Weg, le barrage humain que formaient ces troupes fut prolongé par trois régiments autrichiens, appelés de l'extrême droite pour remplacer leurs camarades. De son côté, le commandant de l'artillerie russe, Borosdin, accumula sur la butte du Spitzberg et sur cette partie du plateau tout le matériel dont il disposait encore; pièces régimentaires, canons lourds, obusiers du modèle Schouvallow, tout fut amené sur la nouvelle base de résistance. D'ailleurs l'approche de cette formidable barrière empruntait à la nature du terrain des difficultés particulières. Du village de Kunersdorf à la naissance du Tiefe Weg, il y a à peine 500 mètres, aussi était-il impossible sur un front si étroit d'appliquer la méthode favorite du Roi, l'attaque en échelons ou en lignes. Les

(1) Récit cité par Laubert, p. 80.

corps qui accouraient au feu ne pouvaient se déployer et n'avaient d'autre ressource que de se masser derrière les premiers combattants, dont ils triplaient ou quadruplaient la profondeur. Dans les amas d'hommes ainsi entassés, les boulets russes ouvraient à chaque coup des percées sanglantes.

De l'autre côté de Kunersdorf, entre ce village et le Spitzberg, il y avait un peu plus d'espace, mais les déclivités nues qui s'y déroulent sur une longueur de près d'un kilomètre présentaient pour la défense les avantages d'un glacis naturel, et offraient à l'artillerie moscovite un admirable champ de tir. Aux abords du Spitzberg, tous les élans de l'infanterie prussienne allaient se briser, comme, un siècle plus tard, ils devaient échouer sur les pentes de Saint-Privat.

C'est contre cette position redoutable que Frédéric tenta un suprême effort, qui devait décider le sort de la bataille. Pendant que la droite continuait à se fusiller avec les Autrichiens sans pouvoir prendre pied sur le coteau qui domine le Tiefe Weg, la gauche prussienne mettait tout en œuvre pour emporter le Spitzberg. « A peine notre infanterie, relate une des narrations (1), avait-elle dépassé le village de Kunersdorf, qu'elle reçut un feu de mitraille épouvantable; il en résulta un tel désordre dans nos bataillons, qu'ils se pelotonnèrent sur une profondeur qui atteignait jusqu'à 10 rangs, et restèrent ainsi exposés au feu sans qu'on essayât de leur faire reprendre leurs formations ou de les retirer de la zone de feu. » C'est ainsi que la brigade Knobloch et celle de la seconde ligne qui lui servait de soutien, tout en se maintenant péniblement en avant des ruines de Kunersdorf, ne purent déboucher sur le plateau qui fait suite au village.

Le Roi disposait encore, comme réserve d'infanterie,

(1) Relation appartenant à la collection du duc de Brunswick, citée par Laubert.

de l'aile gauche, soit environ 16 bataillons, composés il est vrai pour les trois quarts des régiments de Wedell à cadres incomplets, et dont le moral se ressentait encore de récentes défaites; la cavalerie, à l'exception de celle du corps de Finck, était massée derrière les étangs de Kunersdorf, entre la route de Drossen et la forêt, et n'avait pas pris part à l'engagement. Seul le prince de Wurtemberg avait été détaché pour faire des démonstrations vers l'extrême droite des alliés, mais il avait trouvé le passage de la Faule Brucke coupé, et n'osant pas s'aventurer dans les défilés de la forêt de Francfort, était revenu se joindre aux régiments de Seydlitz.

A Kunersdorf, Frédéric montra une fois de plus qu'il avait à la guerre le tempérament du joueur qui risque tout sur une carte, dans l'espoir de doubler son bénéfice. Peut-être eût-il gagné la partie sans l'admirable ténacité des soldats russes et sans l'initiative hardie du général autrichien, mais n'anticipons pas. Le Roi jeta successivement dans la bagarre toutes les brigades de l'aile gauche : Yung Stutterheim, Grabow, Dericke, et enfin celle du général Rebentisch; stimulés par l'exemple de leurs camarades, « les peaux d'ours » paraissent avoir fait leur devoir, mais leur courage fut dépensé en pure perte. Il n'y avait qu'un seul chemin pour monter au Spitzberg; à gauche le chapelet des lacs ferme la route, et les espaces étroits que laissent entre eux les étangs étaient réservés à la cavalerie; aussi fallait-il tout d'abord traverser les ruines fumantes de Kunersdorf. A la sortie du village, les têtes de colonnes venaient donner sur la cohue des troupes déjà engagées, et, dans l'impossibilité de se frayer un passage, se confondaient avec elles et tourbillonnaient inutilement sous le feu des batteries russes. Du côté du Spitzberg, comme sur les pentes du Tiefe Weg, le spectacle était celui que nous décrit Gaudi (1) : « Tous les régiments avaient souffert,

(1) Journal de Gaudi, Archives de l'Etat-major général. Berlin, XXVII, n° 31.

il n'y avait plus de formations; tout ce qui faisait encore le coup de feu était réparti en pelotons de 10 à 12 hommes de profondeur. »

Force fut de renoncer à enlever le Spitzberg par un assaut direct; réussirait-on mieux par une attaque de flanc? Depuis quelque temps déjà, le Roi, plein des souvenirs du rôle glorieux joué à Zorndorf par sa cavalerie, avait demandé à Seydlitz si l'heure n'était pas venue de la faire entrer en scène. Retenu lui-même au Kuhberg d'où il surveillait les progrès de la droite, il ne pouvait se figurer les obstacles qui s'opposeraient, au delà de Kunersdorf, à l'action de ses escadrons. Au cours de l'après-midi, Seydlitz était allé auprès du souverain, lui avait rendu compte de la situation et l'avait supplié de se contenter des résultats obtenus. Frédéric était resté sourd à cette prière, comme il l'avait été au conseil de Finck, et Seydlitz dut retourner au mamelon, qui depuis lors rappelle son nom, et prendre ses dispositions pour l'attaque. Une blessure grave qu'il reçut vers ce moment l'empêcha d'en surveiller l'exécution, et priva les escadrons prussiens d'un chef dont le coup d'œil et la confiance qu'il savait inspirer auraient été indispensables pour mener à bien une entreprise des plus épineuses. Pour se porter au delà des étangs, la cavalerie se heurta aux mêmes difficultés que l'infanterie au débouché de Kunersdorf. Les deux principaux lacs, le Dorfsee et le Blankensee, ne sont séparés l'un de l'autre que par une langue de terre, large d'environ 250 mètres, et coupée par le fossé qui sert de déversoir au Dorfsee, dont le niveau est légèrement supérieur. L'étroitesse de terrain ne permettait le passage qu'à deux escadrons de front; aussi, pour se déployer, était-il nécessaire que les premières unités attendissent les autres, et que la manœuvre fût accomplie sous le feu de l'artillerie ennemie. La charge s'exécutait-elle quand même, elle était arrêtée par les abatis, les trous de loup et autres

travaux défensifs, dont les abords du Spitzberg étaient semés. Il y eut des succès partiels, quelques pelotons pénétrèrent assez loin, comme le prouvèrent les cadavres de dragons et de cuirassiers prussiens ramassés le lendemain tout près de la butte; mais, dans son ensemble, l'attaque de la cavalerie sur le Spitzberg ne fut pas plus heureuse que celle de l'infanterie.

De leur côté, les bataillons russes, assemblés autour du mamelon, souffraient eux aussi du feu de la batterie du Seydlitzberg et d'une autre qui avait été établie à l'est et sur la berge du Blankensee. « L'artillerie nombreuse de l'ennemi, écrit le major Tettau, tirait pendant tout ce temps et des grands chemins (de Drossen) et des hauteurs des abatis, et jetait sans cesse des bombes, ainsi que sans la situation avantageuse du terrain que nous occupâmes, nous aurions perdu une infinité de monde, même dans les régiments les plus éloignés. »

Le combat, qui eut pour théâtre le plateau incliné entre le Spitzberg et les étangs de Kunersdorf, ne fut pas le seul auquel prit part la cavalerie royale; au cours de l'après-midi, avait eu lieu sur la droite une attaque du prince de Wurtemberg, racontée (1) par Goetzen. Cet officier qui servait d'adjudant au Roi, porta l'ordre au prince de gagner avec une partie de ses cavaliers le bas des prairies à l'orée de l'Elsbusch, et d'essayer de prendre à dos les défenseurs des hauteurs qui bordent le ravin du Tiefe Weg. Wurtemberg qui était de retour de son mouvement manqué dans la forêt de Francfort et dont les escadrons, rangés à la lisière du bois, étaient en butte aux projectiles ennemis, ne se fit pas prier; il défila par le Becker Grund, fit le tour du Mühlberg, et avec Goetzen, se mit à la recherche d'un endroit où il fût possible d'escalader la pente.

(1) Gœtzen. *Anecdoten zur Bataille bei Kunersdorf.* Archives de l'État-major général. Berlin, XXVII, 408.

Revenu de sa reconnaissance, il ne trouva plus son régiment de tête, les dragons de Meinecke, qui sur une décharge du canon autrichien avaient fait demi-tour, fut blessé et eut quelque peine à se tirer des mains de l'ennemi. Une tentative du même genre confiée à Puttkammer, avec ses hussards, n'eut pas une issue plus favorable et coûta la vie au général.

C'était du reste aux abords du Spitzberg qu'allait se trancher le sort d'une action qui, victorieuse au début pour les Prussiens, était devenue fort douteuse à cette heure. La dernière brigade de l'aile gauche, celle du général Rebentisch, la suprême réserve de l'armée royale, venait d'entrer en ligne; elle eut d'abord quelque succès; le régiment de Wied s'avança en bon ordre à l'assaut du Spitzberg, mais bientôt il tomba à son tour sous le feu de cette forteresse naturelle; les hommes s'arrêtèrent, les rangs se mêlèrent. A ce spectacle, le premier régiment de grenadiers russes et les Autrichiens de Laudon ne purent se contenir, sautèrent par-dessus le parapet, et se précipitèrent la baïonnette en avant et le sabre au poing sur les Prussiens. Mal leur en prit, car ils furent ramenés avec perte par la cavalerie. C'est probablement à ce moment que se place l'incident relaté par Gœtzen : ce dernier, voyant l'occasion propice, va droit au colonel Massow, commandant un régiment de cuirassiers, lui indique l'ennemi en désordre, et lui intime au nom du Roi l'ordre de charger. L'autre hésite, ne veut pas lancer un ou deux escadrons isolés, attend que son régiment tout entier ait franchi le défilé des étangs, donne ainsi à l'ennemi le temps de rentrer dans ses retranchements, finit par charger avec son monde au complet, se comporte avec beaucoup de bravoure, échoue comme ses camarades et laisse 200 hommes sur place.

Mais si, avec la brigade Rebentisch, les dernières réserves de Frédéric étaient épuisées, il n'en était pas de même

de celles de son adversaire. Les grenadiers dont nous venons de raconter la sortie et la défaite appartenaient à la brigade Volkonski, de la division Fermor. Ces troupes furent successivement renforcées de tous les régiments de Villebois et Fermor jusqu'alors affectés à la garde du Judenberg, du Falkensteinberg, et de la courtine intermédiaire; Soltikoff, complètement rassuré sur sa droite, en disposa pour repousser les efforts désespérés des Prussiens, et pour prendre contre eux l'offensive. Déjà Laudon avait projeté une attaque de flanc contre la cavalerie prussienne, que des échecs répétés avaient ébranlée; il appela à lui le général Caramelli et deux régiments de dragons, demeurés jusqu'alors dans la plaine près du Rothes Vorwerk, les fit déboucher dans la clairière entre l'enceinte de l'est et la forêt; à ces cavaliers se joignit le général russe Gaugraben, avec les cuirassiers du prince héritier, que nous avons vu se distinguer à Paltzig, des dragons, et des grenadiers à cheval. Laudon se mit à leur tête, se jeta sur les escadrons prussiens, que commandait, depuis la blessure des deux premiers chefs, le général Platen, fut refoulé par le feu du Seydlitzberg et du Blankensee, revint à la rescousse, et finit par l'emporter. La déroute fut complète; la cavalerie royale disparut du champ de bataille, et, bousculant tout sur son passage, alla se réfugier dans les bois et de l'autre côté du Hühner Fliess. Cette première manche gagnée, Laudon se retourna contre l'infanterie, qui faisait encore le coup de fusil aux abords de Kunersdorf, la fit charger, lui infligea de grosses pertes et la rejeta au delà du village.

L'aile gauche de l'armée royale était battue; restaient la droite et le corps de Finck, dont les effectifs réduits par le feu et la fatigue se cramponnaient au versant ouest du Tiefe Weg et du plateau qui succède à la dépression de Kunersdorf. Frédéric et ses généraux firent tout au monde pour entraîner leurs hommes à un dernier assaut; le Roi qui

avait eu deux chevaux blessés sous lui et qui avait reçu deux balles dans son habit, saisit un drapeau du régiment du prince Henri, de la brigade Knobloch, et demanda un dernier effort à ses troupes en s'écriant : « Que tout brave soldat me suive! » Elles étaient incapables de répondre à l'appel. Les Russes, encouragés par les résultats obtenus à la droite, et par l'abattement visible de leurs adversaires, prirent à leur tour l'offensive. Le général de Berg, avec le deuxième régiment de Moscou, celui de Kasan et un détachement de Ñisow, soutenus par Villebois à la tête de Narwa et Woronesch, aborda les Prussiens en flanc, recouvra les batteries dont quelques pièces avaient été enclouées, et repoussa l'assaillant jusqu'au Kuh Grund. Ce retour offensif auquel participèrent d'autres régiments des divisions Villebois et Fermor et ce qui restait de ceux de Rumjanzew et de l'infanterie autrichienne, fut admirablement secondé par une nouvelle charge de Laudon. Ce général courut chercher les escadrons alliés qui n'avaient pas quitté la plaine de l'Oder près de la Kleine Mühle, et sous le couvert de la fumée, de la poussière et des accidents du terrain, les mena au bas du Tiefe Weg, tomba sur les bataillons de Finck, leur tua du monde, et les força à reculer jusqu'au Mühlberg.

Ce fut sur cette hauteur que se rassemblèrent les débris prussiens; le Roi parvint à grouper quelques unités qui avaient conservé leur formation; dans son récit, il fait une mention spéciale de la bonne attitude du régiment Lesevitz, qui avait pris part à l'attaque du Spitzberg et qui s'était retiré sur le Mühlberg; grâce à la résistance de ces braves et au feu de l'artillerie, une première attaque des Russes échoua; elle fut bientôt renouvelée avec le concours des régiments de la droite, que Soltikoff fit donner jusqu'au dernier. Ces troupes fraîches eurent un plein succès; elles emportèrent d'assaut le Mühlberg, chassant devant elles le flot des fuyards. Avec la position reconquise,

les Russes rentrèrent en possession du matériel qu'ils avaient perdu vers le milieu de la journée, et rendirent la liberté à un grand nombre de prisonniers que les Prussiens n'avaient pas eu le loisir d'emmener. Parmi les derniers à quitter la colline, fut Frédéric, que le capitaine de Prittwitz et son escorte de hussards eurent quelque peine à défendre contre les cosaques accourus, selon leur coutume, pour ramasser du butin. La fin de la lutte fut marquée par un combat sur la lisière des prairies de l'Oder, où les gardes du corps du Roi, en essayant d'arrêter l'infanterie russe, furent assaillis par les dragons de Laudon et les cosaques de Tschugujew; ils furent enfoncés et laissèrent aux mains du vainqueur leur étendard, leur colonel blessé et beaucoup des leurs. Du côté du Seydlitzberg, il y eut aussi des rencontres : le général Betlem avec les hussards autrichiens surprit le régiment Diericke, qui avait été affecté à la protection du parc d'artillerie, et après une défense désespérée, le captura presque en entier.

Il était plus de sept heures quand se termina la bataille; l'armée battue s'enfuit dans le désordre le plus complet, les uns dans les bois, les autres vers Trettin et Bischoffsee; les liens de la discipline étaient brisés; chacun ne pensait qu'à son propre salut, et ne songeait qu'à mettre le Hühner Fliess entre lui et l'ennemi. Pour comble de malheur, un des ponts se rompit sous le poids d'un canon, et il ne resta qu'un seul passage pour tout le matériel d'artillerie; aussi une bonne partie fut-elle abandonnée. Heureusement pour les vaincus, ils ne furent pas poussés à fond; il suffit de quelques coups de canon des batteries du Finksberg et de l'apparition des hussards et des dragons affectés à la garde des camps, pour faire rebrousser les partis de cavalerie autrichienne qui semblaient vouloir franchir le ruisseau. D'ailleurs, la nuit tombante et la lassitude de la cavalerie régulière austro-russe expliquent l'absence d'une poursuite énergique. Todleben et ses irré-

guliers, qui s'étaient employés à suivre la cavalerie prussienne, ramassèrent des prisonniers et force butin, mais ils ne dépassèrent pas Franzendorf. De cette troupe qui n'avait pris qu'une faible part à l'action, on aurait pu exiger un effort plus vigoureux, mais il n'entrait pas dans les mœurs de l'époque de harceler la retraite de l'ennemi par des attaques en dehors du champ de bataille. Ni Soltikoff, ni Laudon ne paraissent avoir songé à rendre la victoire plus complète.

Il faut, du reste, reconnaître que les alliés étaient presque aussi exténués que les Prussiens; ils étaient sous les armes depuis aussi longtemps; ils avaient souffert de la chaleur comme eux; ils avaient été exposés au feu pendant de longues heures, et avaient lourdement perdu. Le maréchal Daun, dans son rapport (1) sur la participation à l'affaire du corps de Laudon, fait la constatation suivante : « Les trois régiments de dragons qui y étaient sont écrasés; il y en a, où il n'est point d'officier de resté qui ne soit blessé »; quant aux compagnies de grenadiers autrichiens qui avaient si héroïquement défendu le Kuh Grund, « elles étaient réduites à 10 ou 12 hommes. » Beaucoup de régiments russes n'avaient pas été mieux traités; sauf pour ceux de la division Fermor, qui ne s'étaient engagés que sur le tard, les unités étaient confondues, les cadres dispersés ou anéantis; en attendant la réorganisation remise au lendemain, le besoin de repos s'imposait à tous.

Au cours de la journée, il s'était produit un incident qui, en cas de victoire de Frédéric, aurait eu de grosses conséquences. Le général prussien Wunsch, laissé, comme on l'a vu, sur la rive gauche de l'Oder avec 2 bataillons d'infanterie légère et 10 escadrons de hussards, s'empara presque sans coup férir de Francfort, y fit prisonniers quelques

(1) Daun à Deux-Ponts. Relation de la bataille. Papiers du prince Henri. B. III, 99. État-major général, Berlin.

officiers blessés et un détachement de 250 hommes qui y avait été envoyé comme sauvegarde, sur la prière des magistrats de la ville. Les Prussiens, devenus ainsi maîtres d'une des lignes de retraite de l'armée russe, barricadèrent les ponts et résistèrent aux premiers efforts qu'on fit pour les débusquer; mais vers 11 heures du soir, ayant acquis la certitude de la défaite de leur armée, ils évacuèrent la ville et remirent en liberté la troupe de sauvegarde.

Dans l'action qui avait duré huit heures de temps, les pertes de part et d'autre furent effroyables; du côté des Prussiens, d'après les relevés de Stiehle et de Laubert, elles se montèrent à 530 officiers et à environ 18.000 soldats (1) tués, blessés, pris ou disparus; à ce total, si l'on ajoute un certain nombre de déserteurs qui ne rejoignirent pas les camps des alliés, on trouve que la bataille de Kunersdorf coûta à l'armée royale près de 20.000 hommes. Le général Puttkammer fut tué; Itzenplitz et Klitzing moururent de leurs blessures. Plusieurs autres généraux, Seydlitz, le prince de Wurtemberg, Wedell, Hulsen, Knobloch, Stutterheim, Itzenplitz second et Platen furent grièvement blessés; Finck fut légèrement atteint et le Roi reçut une contusion. Comme trophées de leur victoire, les alliés emportèrent 26 drapeaux, 2 étendards, 172 canons, dont 85 de gros calibre et les 6 pièces de l'artillerie à cheval, 300 tambours, plus de 10.000 fusils, et une quantité de caissons.

Chez les vainqueurs, le déficit, quoique fort élevé, fut moindre; la perte totale des Russes, à en croire les documents les plus authentiques (2), fut de 14.600 officiers et

(1) Le journal d'opération de l'armée russe donne pour les Prussiens les chiffres suivants : enterrés 7.627, pris 4.794, déserteurs 2.400; si l'on ajoute à ces totaux 4 à 5.000 blessés emportés et évacués sur Goritz ou Custrin, on retrouve le total indiqué ci-dessus.

(2) Les chiffres officiels que reproduit Stiehle ne comprennent pas les disparus et les prisonniers que Tettau évalue à 946 hommes, appartenant presque tous au corps de Galitzin.

soldats; celle des Autrichiens, d'un peu plus de 2.300, soit pour l'armée alliée, de 17.000 hommes en chiffres ronds. L'État-major comptait 6 généraux blessés : les princes Galitzin et Lubomirski, les généraux Olitz, Essen, Lobel et Bachmann. Après déduction des détachements laissés par les deux combattants sur la rive gauche de l'Oder, ou à la garde des ponts, on constate que 43.000 Prussiens et 60.000 Austro-Russes furent opposés les uns aux autres dans la bataille du 12 août; les premiers eurent 43 p. 100, les seconds 24 p. 100 de leurs effectifs hors de combat. Si l'on réfléchit que les fusils de l'époque avaient à peine une portée de 200 mètres et que la zone utile de tir du canon ne dépassait pas 1.200 mètres, on sera amené à conclure que le perfectionnement du matériel, en rendant presque impossibles les rencontres à l'arme blanche ou à faible distance, a plutôt diminué qu'augmenté la proportion du déchet parmi les belligérants.

Le soir de la bataille, le roi de Prusse gagna Oetscher, village situé sur la rive droite de l'Oder, à proximité des ponts; ce fut d'une chaumière de ce hameau qu'il écrivit à Finckenstein (1) un billet où il ne faisait aucun mystère de l'étendue du désastre : « Notre perte est très considérable; d'une armée de 48.000 hommes, je n'en ai pas 3.000. Dans le moment que je parle, tout fuit et je ne suis plus maître de mes gens. On fera bien à Berlin de penser à sa sûreté. C'est un cruel revers. Je n'y survivrai pas; les suites de l'affaire seront pires que l'affaire elle-même. Je n'ai plus de ressources, et à ne point mentir, je crois tout perdu; je ne survivrai point à la perte de ma patrie. Adieu pour jamais. » Le lendemain matin, nouvelle lettre (2) au ministre pour l'engager à se retirer à Magdebourg : « L'en-

(1) Frédéric à Finckenstein. Oetscher, 13 août 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 481.

(2) Frédéric à Finckenstein. Oetscher, 13 août 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 482.

nemi peut être à Berlin dans deux ou trois jours; vous y enverrez tout ce que vous jugerez devoir, et vous ferez savoir sous mains aux gens aisés de s'en aller pendant ce temps de crise, avec leurs meilleurs effets et capitaux, à Hambourg. »

Dès la matinée du 13 août, les généraux prussiens essayèrent de remettre quelque ordre dans la troupe, qui n'était qu'un ramassis confus de soldats appartenant à toutes les armes et à tous les corps; à quatre heures de l'après-midi, le passage de l'Oder, jusqu'alors rigoureusement interdit, fut commencé; il s'accomplit sans être troublé par l'ennemi. Aussitôt l'opération achevée, les ponts furent repliés et les débris de l'armée campèrent sur les hauteurs de Reitwein. Ici, soit que sa constitution physique n'eût pas pu supporter le contre-coup des émotions de la journée de Kunersdorf, soit que l'affaiblissement du moral eût fait renaître les idées de suicide qui le hantaient dans les heures d'abattement, Frédéric prit la résolution de céder le commandement de l'armée au général Finck, celui de ses lieutenants présents et valides qui lui inspirait le plus de confiance. Le ton des instructions rédigées pour Finck laisse voir (1) le plus profond découragement. « L'armée infortunée, dans l'état où je la lui remets, n'est plus en situation de se battre avec les Russes. Hadick va se hâter d'aller à Berlin, peut-être Laudon aussi. Si le général Finck les suit, les Russes lui viendront à dos; s'il reste sur l'Oder, il attirera Hadick de ce côté. Étant données les circonstances, je crois que, si Laudon se décide pour Berlin, on pourra l'attaquer en route et le battre. Un événement de ce genre, pourvu qu'il tourne en notre faveur, serait un point d'arrêt dans nos malheurs, et suspendrait le cours des affaires. Du temps gagné est beaucoup dans les

(1) Instructions pour Finck, sans date. *Correspondance politique*, XVIII, p. 483. L'éditeur de la correspondance attribue à cette pièce la date du 13 dans l'après-midi ou du 14 août dans la matinée.

circonstances désespérées : Coeper, mon secrétaire, lui (à Finck) fera part des nouvelles de Torgau et de Dresde. Il devra informer de tout mon frère que je nomme généralissime de l'armée. Il est impossible de réparer complètement notre malheur; en attendant, ce que mon frère ordonnera sera exécuté. L'armée devra jurer fidélité à mon neveu. Voilà le seul avis que je suis en état de donner dans nos malheurs; si j'avais encore des ressources, j'aurais tenu bon. »

A ses intimes, l'attitude du Roi inspire de grosses inquiétudes. Le 15 août Coeper, le secrétaire privé, les manifeste (1) à Finckenstein : « S. M. se trouve dans un abattement qui ne saurait que faire qu'une peine infinie à ceux qui ont l'honneur de l'approcher. Elle s'est déchargée, au moins pour le présent, du commandement sur le lieutenant général de Finck. Je ne crois pas les choses dans la crise qu'on pourrait se les figurer; cependant on les envisage quasi comme désespérées, et l'on agit en conséquence. » En s'exprimant ainsi, Coeper songeait aux instructions que son souverain (2) avait envoyées à Schmettau, gouverneur de Dresde. Cet officier était prévenu qu'il n'avait pas de secours à attendre. « Au cas donc que les Autrichiens viennent à tenter quelque chose contre Dresde, vous verrez s'il y a moyen de vous soutenir, sans quoi il faudra que vous tâchiez d'obtenir une capitulation favorable, savoir : à la fin de pouvoir vous retirer librement avec la garnison entière, caisse, magasins, lazaret, et tout ce que nous avons à Dresde. » En terminant, le Roi informait Schmettau de la remise de l'autorité suprême à Finck, dont il aura à exécuter les ordres, « comme vous venant directement de ma part. »

(1) Coeper à Finckenstein. Reitwein, 15 août 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 485.

(2) Frédéric à Schmettau. Reitwein, 14 août 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 483.

L'intérim ne dura que quarante-huit heures; dès le 15 août, Frédéric commence à se ressaisir et à prendre le dessus de ses souffrances morales et physiques. Des dépêches conçues dans un tout autre esprit que celles de l'avant-veille partent dans toutes les directions. Kleist qui était resté avec quelques bataillons en Poméranie pour surveiller les Suédois, est appelé à la défense de la capitale; Hordt qui opérait avec un détachement dans la Posnanie, rejoindra le quartier général; Rochow, le gouverneur de Berlin, fera parvenir à Furstenwalde 50 canons de gros calibre tirés des arsenaux et destinés à remplacer le matériel perdu à Kunersdorf. Le rescrit de cabinet adressé à Rochow (1) contient quelques mots rassurants : « Quoique nos circonstances aient paru très dangereuses et désespérées, il semble que cette fois le gros orage va passer encore une fois. » A partir du 16, la correspondance reprend comme avant l'événement, sans la moindre allusion à la suspension des pouvoirs. Ce même jour, on apprit l'arrivée de Hadick à Müllrose et le passage de Laudon sur la rive gauche de l'Oder. En conséquence de ces nouvelles, l'armée prussienne recula jusqu'à Furstenwalde et Madlitz, dans une position entourée de bois et de marais où l'immobilité de ses adversaires lui permit de séjourner en paix jusqu'au 29.

Transportons-nous dans le camp russe, et recherchons les motifs de l'inaction inexplicable des vainqueurs de Kunersdorf. Les journées des 13 et 14 août avaient été employées à débarrasser le champ de bataille des morts et des blessés, à chanter le *Te Deum* avec toute la mise en scène usitée, à enlever les canons capturés, parmi lesquels on comptait des spécimens de presque toutes les artilleries des puissances engagées dans la guerre, à former les convois de malades et de prisonniers, enfin à remettre de

(1) Ordre pour Rochow. *Correspondance politique*, XVIII, p. 486.

l'ordre partout. Ces besognes absorbèrent beaucoup de temps, car une semaine après l'affaire, Mesnager parle (1) encore du transport des blessés et de l'artillerie comme retardant la poursuite des Prussiens. Cependant il s'agissait de voir quel fruit on tirerait de la victoire, et pour cela l'entente entre les généraux en chef devenait de plus en plus indispensable. Apparemment le maréchal Daun prit les devants pour les pourparlers avec Soltikoff, qui se continuèrent presque journellement; le premier messager fut le prince Lobkowitz, venu dès le lendemain de la mêlée apporter les félicitations de l'État-major autrichien, puis lui succédèrent Hadick, qui était à Müllrose depuis le 14 avec une fraction de son corps, enfin Lascy, le quartier-maître général de la grande armée. Ce dernier débarqua au camp de Soltikoff le 15 et lui soumit le programme de son chef; il consistait à se porter avec toutes ses forces en Silésie, et à entreprendre le siège des forteresses de Brieg et de Neisse; on demandait aux Russes de couvrir cette opération dans la partie du Brandebourg, et de faire des démonstrations sur Berlin de manière à occuper le Roi et l'empêcher de secourir les places attaquées. Soltikoff qui, à cette époque, était tout à fait opposé au mouvement sur la Silésie, et qui avait écrit dans ce sens à sa cour, voulut attendre la réponse avant de se prononcer; il pria Daun de lui accorder une entrevue personnelle, qui fut fixé à Guben au 24 août.

Sur ces entrefaites, l'armée russe chassée de Kunersdorf par les miasmes du charnier qu'était devenu son ancien camp, avait suivi le corps de Laudon sur la rive gauche de l'Oder, et avait pris position près de Lassow, ne laissant sur la rive droite que Todleben et sa cavalerie légère pour garder les communications avec Posen. Daun,

(1) Mesnager à Belleisle. Lassow, 19 août 1759. Arch de la Guerre, vol. 3521.

de son côté, avait transporté son quartier général de Priebus à Triebel, de manière à se rapprocher des Russes dont il était, malgré cette marche, encore éloigné d'environ 90 kilomètres.

Quand les deux généraux se rencontrèrent à Guben, on avait déjà gaspillé douze jours des plus précieux; on allait en perdre bien davantage. Montazet, dans une dépêche du 15 août (1), cherche à expliquer le « commencement de campagne au-dessous du modeste » des Autrichiens; il n'est guère plus ambitieux pour le reste de la saison. Après avoir constaté « par tous les rapports qui nous viennent journellement qu'il (le roi de Prusse) n'a jamais été si fortement battu que dans cette dernière occasion, » il ajoute : « Pour moi je ne vois rien de mieux à faire aujourd'hui que de ne point quitter de vue les Russes, et de commencer par dévaster le Brandebourg. L'on pourrait en même temps dégager Dresden, puisque personne ne le défend. Ces deux objets remplis, je marcherais avec la plus grande partie des forces russes et autrichiennes en Silésie; je la parcourrais depuis Crossen jusqu'à Neisse, en prenant hommes, bestiaux, etc., et brûlant les magasins du Roi dont je ne pourrais faire profit. J'irais ensuite m'asseoir devant Neisse pour en faire le siège, et ma campagne finirait par cette opération..... Voilà en gros, monseigneur, ce que je crois de plus utile, et où il y a le moins d'accidents à craindre. Il s'agit de savoir si les Russes voudront se prêter à nos besoins, mais je pense qu'il faut en tirer parti à quelque prix que ce soit, puisque nous les tenons; et ce n'est qu'en ne les perdant point de vue, que nous parviendrons à notre but. »

Cinq jours après, autre lettre (2); Lascy est revenu de sa

(1) Montazet à Belleisle. Priebus, 15 août 1759. Archives de la Guerre, 3520.

(2) Montazet à Belleisle. Triebel, 20 août 1759. Archives de la Guerre, 3521.

mission et n'en a évidemment pas rapporté de bonnes impressions : « Voilà les huit plus beaux jours de notre campagne que nous venons de perdre, parce que les Russes, dit-on, ne veulent rien faire absolument. » Dans l'entrevue qu'il doit avoir avec Soltikoff, Daun insistera probablement sur la nécessité d'empêcher les Prussiens de renforcer les faibles détachements laissés en Saxe : « Il est bien cruel de nous voir arrêter à propos de bottes, dans le moment de recueillir le fruit de deux combats aussi meurtriers..... Je commence donc à croire que le Brandebourg sera épargné ; reste à savoir si nous prendrons Dresden avant d'aller en Silésie ». L'absence de Montalembert (1) est fâcheuse ; Soltikoff aurait pu être influencé « car l'on dit que c'est un brave homme qui, à la vérité, n'entend rien à la besogne, mais auquel du moins on peut parler. »

A Vienne, où la nouvelle de la victoire était parvenue le 15 août, c'est-à-dire trois jours après la bataille, les avis étaient très partagés sur la suite à donner aux opérations : Kaunitz était partisan de la conquête de la Silésie que l'ambassadeur Choiseul appelle « l'idole de son cœur » ; l'Impératrice souhaitait avant tout la destruction du grand adversaire : « Le roi de Prusse, disait-elle (2), était l'ennemi commun, c'était lui, sa personne qu'il fallait tâcher d'abattre ; quand on avait coupé un arbre par la racine, on avait bientôt les feuilles. » Choiseul, au contraire, dès avant Kunersdorf, prêchait le recouvrement de la Saxe ; il avait cherché pour son projet favori l'appui de l'envoyé saxon et avait été fort surpris de l'accueil peu encourageant qu'il avait reçu ; mis au pied du mur, Fleming avait avoué (3) « que sa Cour ne désirait pas qu'on

(1) Montalembert ne rejoignit le quartier général russe que le 20 août.

(2) Comte de Choiseul au Duc, 15 août 1759. Affaires Étrangères, Autriche.

(3) Comte de Choiseul au Duc, 9 août 1759, Affaires Étrangères, Autriche.

fît aucune tentative pour la délivrance de la Saxe; qu'elle craignait qu'au lieu de réussir, on n'achevât de ruiner le pays. » Malgré cette rebuffade du principal intéressé, Choiseul poussa sa pointe et finit par l'emporter. Il fit décider le siège de Dresde et obtint pour le duc de Deux-Ponts, chargé de l'entreprise, le concours d'un fort contingent autrichien et l'envoi d'un train d'artillerie formé à Prague.

A en juger par les confidences faites à l'attaché français, Daun dut avoir gain de cause dans la conférence de Guben. « J'ai vu avec plaisir, écrit Montazet (1), que depuis son entrevue avec M. de Soltikoff, il disposait tout pour faire prendre Dresden, et qu'il espérait que l'armée des Cercles commencerait cette opération dans les derniers jours de ce mois ; je ne doute pas non plus que le siège de Neisse ne soit bien résolu après la prise de Dresden. » S'il faut s'en rapporter au récit que fit Soltikoff (2) de la conversation de Guben, Daun aurait reconnu la nécessité d'accorder du repos aux Russes et se serait borné à leur demander de prolonger leur séjour dans les environs de Francfort jusqu'à la chute de Dresde, soit une dizaine de jours, et de mettre le Roi dans l'impossibilité d'envoyer du secours en Saxe. Aussitôt la capitale de l'électorat tombée au pouvoir des alliés, Daun, avec le gros de ses forces, s'unirait à Soltikoff pour envahir la Silésie, où on s'emparerait de Neisse et de Liegnitz et où l'armée moscovite pourrait établir ses quartiers d'hiver, à l'abri de ces places. A cette dernière partie du programme, Soltikoff fit des objections basées sur l'éloignement dans lequel il se trouverait de Posen, de la Vistule et de la Prusse royale, d'où il tirait ses ressources en hommes, en vivres et en munitions; mais il consentit à conserver sa position actuelle

(1) Montazet au comte de Choiseul. Triebel, 23 août 1759. Archives de la Guerre 3521.

(2) Soltikoff à Élisabeth. Francfort, 21 août 1759. Trotha, p. 52.

pendant deux semaines, sous la réserve que les Autrichiens lui fourniraient une partie de l'avoine et des fourrages dont sa cavalerie aurait besoin. A la suite de cet entretien, les deux généraux firent part à leurs subordonnés de leur accord sur les opérations relatives à l'entreprise sur Dresde, et à l'invasion de la Silésie; puis, après un repas magnifique, on se sépara et chacun retourna à son quartier général.

A la cour de Vienne, si l'on doit se fier à l'affirmation de Choiseul, on se montra peu satisfait de l'entente de Guben : « Ce qu'il y a de plaisant, écrit l'ambassadeur (1), c'est qu'après avoir donné deux batailles malgré eux (comme M. de Soltikoff l'a avoué lui-même), ils (les Russes) ne veulent pas poursuivre leurs avantages et marcher à Berlin de peur d'en donner une troisième qu'ils n'auraient sûrement pas, parce que le Roi de Prusse n'est pas en état de la leur livrer, et ils préfèrent d'aller en Silésie où ils auront probablement cette troisième bataille qu'ils veulent éviter, car on ne prendra ni Glogau ni Neisse sans avoir défait l'armée du prince Henri. »

Sur ces entrefaites, survint Montalembert qui avait été retenu à Varsovie et à Saint-Pétersbourg; il eut avec Soltikoff et avec Daun, auprès duquel il se rendit sous couleur d'une visite à Montazet, des conversations fort intéressantes, dont il rendit compte (2) quelques jours plus tard à Belleisle : « J'ai trouvé en arrivant les Russes accablés du poids de cette guerre; le comte de Soltikoff m'a répété ce que je me suis aperçu qu'il disait à tout le monde : Que l'armée russe en avait assez fait, que, si le maréchal Daun n'avait pas en vue de les sacrifier totalement, il ne devait faire aucune difficulté de suivre le roi de Prusse,

(1) Comte de Choiseul au Duc, 27 août 1759. Affaires Étrangères, Autriche.
(2) Montalembert à Belleisle. Lieberose, 31 août 1759. Arch. de la Guerre 3521.

et que c'était à lui avec ses troupes fraîches à achever une besogne si bien commencée; que pour lui il était prêt à le soutenir, et à combattre encore une fois si le maréchal se trouvait dans une position où son secours fût nécessaire; qu'en attendant il était résolu de donner du repos à son armée, qu'il marcherait sur Guben, que de là il se rapprocherait de l'Oder pour tirer plus facilement ses subsistances de Posen; et qu'enfin il était décidé à conserver le reste de ces braves gens qui avaient si bien combattu à Paltzig et à Francfort. Je lui ai inutilement représenté qu'en ne suivant pas plus loin le roi de Prusse, il laissait cueillir aux Autrichiens le fruit de ses victoires; il m'a répondu qu'il n'en était point jaloux et qu'il leur souhaitait de tout son cœur les plus grands succès, qu'il en avait assez fait. Je me suis aperçu à Pétersbourg, mais bien plus distinctement à cette armée, que tout ce qui est russe est intimement persuadé que la cour de Vienne se soucie fort peu de les ménager, et que son intention est de leur faire supporter tout le poids de cette guerre. Ils sont devenus fort avantageux depuis leurs victoires et parlent des Autrichiens en termes peu convenables. »

Des idées de Soltikoff, le Français passe à celles de Daun, qui semble avoir produit sur lui une impression bien plus favorable que son collègue : « Il (Daun) m'a expliqué ses vues et j'ai reconnu toute l'étendue de sa prudence dans le peu de cas qu'il m'a paru faire d'une marche sur le roi de Prusse et sur Berlin. Ce général suppose qu'elle serait insuffisante pour accabler ce prince, qu'elle l'éloignerait trop de la Silésie, qu'il peut plus sûrement délivrer la Saxe en restant dans la position où il est, que le roi de Prusse ne peut rien détacher pour la Saxe, qu'il ne peut rien entreprendre contre les Russes et qu'enfin le prince Henri sera forcé de rester dans l'inaction en Silésie sur la Bober, et que lorsque la prise de Dresde aura assuré la conquête de la Saxe, il marchera avec les Russes en Silésie

assez tôt pour y pouvoir encore faire un siège considérable. »

A ce plan qui reposait sur l'inaction du prince Henri, aussi bien que sur celle du Roi, Montalembert fit quelques objections inspirées par la crainte « que l'un ou l'autre ne tente encore une fois le sort des armes pour se tirer de la crise où il se trouve et pour parer les grands coups qu'ils sentent qu'on va leur porter. Le maréchal m'ayant paru tranquille à cet égard, » la conversation passa à d'autres sujets.... « Le maréchal m'informa de plus, ajoute Montalembert, qu'il avait obtenu du comte de Soltikoff dans son entrevue, qu'il resterait en deçà de l'Oder, lui ayant offert de fournir à son armée le pain et les fourrages qui lui seraient nécessaires, et qu'après la prise de Dresde, ils marcheraient ensemble en Silésie où les Russes prendraient des quartiers d'hiver, si le siège de Neisse qu'il avait en vue pouvait réussir. Il m'a fort recommandé d'entretenir le comte de Soltikoff dans ces sentiments, mais malgré les présents dont le général en chef et plusieurs autres généraux ont été gratifiés, je vois régner beaucoup d'incertitude dans tous les esprits, et même dans celui du général qui n'est point d'un caractère à conserver la même résolution un certain temps de suite. On parle quelquefois d'aller attaquer le roi de Prusse, quelquefois de se retirer pour se procurer des subsistances qui manquent; nous avons marché le 28, le 29 et le 30 pour subsister plus commodément à ce qu'on dit. Enfin, je crains fort que la temporisation nécessaire au projet du maréchal Daun ne soit un obstacle à sa réussite, par la difficulté de placer les Russes et de les faire demeurer où il faudrait qu'il fussent. » Montalembert avait bien jugé son homme : Soltikoff ne laissait pas d'être inquiet du voisinage de Frédéric dont l'armée se reconstituait à vue d'œil; il pensait, non sans raison, qu'il y aurait tout avantage à ne pas ajourner une rencontre qui lui paraissait inévitable; il avait même pro-

posé à Daun (1) une attaque combinée contre les forces royales. Nous verrons plus loin l'acquiescement tardif que donna l'Autrichien à ce projet, qui n'avait qu'un tort, celui d'être en contradiction avec le programme arrêté à Guben.

Pendant qu'on discutait les opérations de l'avenir, un motif d'actualité, le défaut de fourrages dont on ne pouvait plus se fournir dans un pays épuisé, obligea les Russes à changer leurs cantonnements. L'armée quitta le camp de Lassow, qu'elle avait occupé depuis le 16, et se rendit par Grunau à Lieberose, où elle arriva le 30. Par cette marche, Soltikoff se rapprocha de Daun d'environ 30 kilomètres. Frédéric suivit aussitôt ses adversaires, traversa la Sprée à Bretschen, et vint camper à Weldau entre Lubbau et Lieberose; dans ce nouveau poste qui se trouve à égale distance de Berlin et de Torgau, l'inconvénient d'être complètement coupé de la Silésie était compensé par l'avantage de conserver les communications avec la capitale et d'être plus à portée de la Saxe.

Les armées de Soltikoff et de Daun (2), à 45 kilomètres l'une de l'autre, interposaient une masse de plus de 90.000 hommes entre les 33.000 qui restaient au Roi (3) et les 35.000 dont disposait le prince Henri. Leurs chefs ne surent profiter ni de leur position centrale ni de leur supériorité; ils ne bougèrent pas jusqu'au 14 septembre.

Ainsi qu'on l'a vu par la correspondance des attachés français, la double préoccupation de Daun était d'empêcher Frédéric d'envoyer des secours en Saxe et de s'opposer à sa jonction avec le prince Henri. La suite nous apprendra que ni l'un ni l'autre de ces objectifs ne fut atteint. Quant à prendre l'offensive contre l'armée royale, à achever l'œuvre

(1) Soltikoff à Daun. Lassow, 26 août 1759. Trotha, p. 56.

(2) Daun, d'après Montazet, avait 50.000 hommes, sans compter le corps d'Hadick. Soltikoff et Laudon en avaient certainement plus de 40.000.

(3) Frédéric à Henri, Furstenwalde, 21 août 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 497.

commencée par les Russes, il n'en eut jamais la pensée, ou s'il l'eut, il ne la garda pas longtemps en tête. A ses yeux, tenir en échec son entreprenant ennemi était déjà un beau résultat; pour l'obtenir, le feld-maréchal comptait sur une guerre qu'on pourrait appeler de positions; il est vrai qu'il s'entendait admirablement à les choisir et encore mieux à les fortifier. D'ailleurs, d'après Montazet (1), qui était qualifié pour parler en connaissance de cause, cette allure défensive était tout à fait adaptée aux méthodes et au tempérament des soldats de Marie-Thérèse. « Je connais le fort et le faible des troupes que je vois depuis trois ans que je fais la guerre, et je vous jure en honnête homme que j'aimerais mieux attendre le roi de Prusse dans une bonne position avec un tiers de monde de moins que de l'aller attaquer avec une moitié de plus. »

Une des caractéristiques les plus marquées du génie militaire de Frédéric était de juger le tempérament de l'adversaire, de baser sur cette appréciation ses prévisions pour l'avenir et de savoir profiter des erreurs ou des fautes d'omission qui lui paraissaient probables. Au lendemain de sa défaite, nous avons vu Frédéric soucieux avant tout de la défense de sa capitale; huit jours plus tard, il devine que les alliés ne sauront pas compléter leur victoire; aussi le 20 août, n'hésite-t-il pas à détacher de sa faible armée pour la Saxe le colonel Wunsch avec une brigade composée des bataillons venus de Poméranie que renforceraient les garnisons de Wittenberg, de Leipzig et de Torgau. Mais tout en prenant ses précautions pour la conservation de l'Électorat, le Roi est pendant plusieurs jours convaincu que Berlin était le point le plus menacé, tant il lui semble impossible que les Autrichiens ne tirent pas parti de ses embarras. « J'apprends, écrit-il le 24 (2), que Daun est ar-

(1) Montazet à Belleisle, 23 août 1759. Archives de la Guerre.
(2) Frédéric à Finckenstein, 24 août 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 498.

rivé à Guben, que mon frère le côtoie, sans que je sache précisément où il se trouve. Les Russes attendent donc cette jonction pour me tomber sur le corps. Si mon frère peut me joindre, nous aurons une affaire décisive; si non, je me ferai écraser, j'aurai la consolation de mourir l'épée à la main. »

A Berlin, lorsqu'on connut les premières dépêches du Roi, l'alerte fut chaude; la cour et les ministres se réfugièrent à Magdebourg; les principaux membres de la bourgeoisie reçurent du lieutenant de police l'invitation discrète de se retirer à Hambourg. Toutefois, la première émotion passée, il se tint une assemblée des banquiers et du corps des marchands (1) où il fut décidé d'ajourner le départ, et de députer près du Roi un des leurs pour aller aux renseignements. Ce délégué, du nom de Gotskofsky, eut au camp de Reitwein une audience de Frédéric qu'il trouva logé dans la cabane d'un paysan; il lui fit part du sentiment de ses confrères, qui préféraient ne pas abandonner la capitale, sauf à payer une contribution à l'ennemi, plutôt que de s'exposer au pillage en s'absentant de leurs maisons et de leurs magasins. Le monarque partagea cette manière de voir, tout en engageant Gotskofsky à regagner Berlin bien vite, « sans quoi vous risquez que les cosaques vous prennent par le collet. » De Reitwein, le délégué rapporta des avis rassurants : « L'armée n'était nullement découragée, mais plutôt remplie de bonne volonté, et du désir de prendre sa revanche, elle montait déjà alors à 34.000 hommes effectifs; après les canons pris par les Russes et ceux qui étaient restés sur le champ de bataille, le colonel Muller avait encore 92 pièces. » Depuis l'affaire, on lui avait expédié 10.000 fusils et au delà de 100 canons.

Ce fut seulement le 30 août que Frédéric fut fixé, grâce

(1) Lettre de Berlin envoyée par Yorke à Newcastle. Newcastle Papers, 32894.

à la direction prise par les Russes, sur les intentions réelles des alliés : « Les Russes et les Autrichiens, écrit-il (1), ont tourné du côté de la Lusace. Vous vous imaginez que mon étonnement n'en doit point être médiocre, d'autant plus que pendant que je croyais qu'ils marcheraient à Berlin, ils prennent un parti tout contraire. » Deux jours après, arrive une dépêche du prince Henri, la première depuis la bataille. « J'ai reçu votre billet du 25, lui répond le Roi (2), et je vous annonce le miracle de la maison de Brandebourg. Dans le temps que l'ennemi avait passé l'Oder, et qu'en hasardant une seconde bataille, il pouvait finir la guerre, il est marché de Müllrose à Lieberose ».

Privé pendant plus de quinze jours de communications avec le Roi, le prince Henri, qui commandait l'armée de Silésie depuis la fin de juillet, n'avait pas quitté le camp de Schmottseifen; enfin, dans les derniers jours d'août, il essaya de se rapprocher de son frère. A cet effet, il prit position à Sagan le 29 août, avec une avant-garde sous Zieten à Sorau; ce détachement compris, il avait sous ses ordres 30 bataillons et 60 escadrons, soit un peu plus de 30.000 hommes d'excellentes troupes. Trompé par ce mouvement, Daun s'imagina que le prince Henri allait franchir le Bober et, pour le prévenir, porta son armée de Triebel à Muskau, s'éloignant ainsi des Russes; puis sur l'avis que Sorau n'était occupé que par la division de Zieten, il poussa jusqu'à cette ville que les Prussiens évacuèrent juste à temps, et y établit son quartier général le 3 septembre. Une lettre de Montazet, datée de Sorau (3), nous met au courant de la situation : « Nous voilà donc assemblés ici,

(1) Frédéric à Finckenstein. Borne, 30 août 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 509.

(2) Frédéric à Henri. Waldow, 1er septembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 510.

(3) Montazet à Belleisle. Sorau, 3 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

je ne sais trop ce que nous allons y faire, M. le maréchal ayant deux objets qui ne s'accordent nullement à mon avis, le premier de ménager les Russes, et le second de faire la guerre. J'ai pris la liberté de lui dire que, moyennant cela, nous ne ferions rien du tout, puisque les Russes ne cherchent que des prétextes pour s'en retourner, et qu'ils n'ont que cet unique objet. Aussi voit-on ce qui résulte des heureuses dispositions. Le roi de Prusse les nargue au point qu'il est venu se camper à Luben, après avoir détaché 8 à 10.000 hommes pour aller reprendre la Saxe, et n'en ayant certainement pas plus de 30.000 avec lui, tandis que les Russes et les Autrichiens, rassemblés à Lieberose, composent une armée de 60.000 hommes pour le moins. N'est-ce pas incroyable, et après de tels faits peut-on se flatter de détruire cet ennemi aussitôt qu'on le pense? » On venait d'apprendre la prise de Torgau par l'armée des Cercles et l'incendie des faubourgs de Dresde : « J'ai grande peur que le résultat de tout ceci ne soit la seule destruction de la Saxe, les Russes ne voulant aller ni en avant, ni être séparés pour ainsi dire des Autrichiens. Ces derniers d'un autre côté n'osent les contredire, espérant toujours de les mener en Silésie; mais je parierais bien que les Russes manqueront à tous leurs engagements qu'ils ont pris et que la scène finira par un procès entre les deux généraux. La pauvre Saxe sera donc la victime de tout, et les deux batailles que les Russes ont gagnées ne serviront qu'à nous couvrir de honte, et à avoir fait égorger 50.000 hommes pour rien; en vérité c'est par trop mal faire la guerre, et le roi de Prusse a bien raison d'être aussi confiant..... Pour moi je sèche sur mes pieds, car j'ai beau faire des vœux et des plans, j'en suis toujours pour mes peines; et ce qui m'afflige le plus, est qu'il est bien difficile que cela soit autrement ».

Aussitôt qu'il fut avisé du commencement des opérations contre Dresde, Daun fit marcher, non sans quelques objec-

tions de la part des Russes, Hadick sur cette ville pour prêter assistance au duc de Deux-Ponts; de son côté Frédéric envoya, au secours de la capitale de la Saxe, le général Finck avec un corps d'un peu plus de 10.000 hommes. Enfin, le prince Henri, convaincu qu'il rendrait plus de service au Roi par une diversion en Lusace qu'en restant à Sagan, décampa de cette ville le 5 septembre, remonta la rive droite du Bober, et gagna Kunzendorf, puis Görlitz où il parvint le 12 septembre. A la suite du prince, Daun détacha le général Beck avec ordre de rallier De Ville, qui était chargé de la défense de la Lusace et de la protection des magasins de la frontière de Bohême, d'où les Autrichiens tiraient leurs approvisionnements. Ainsi renforcé, De Ville aurait 20.000 hommes, force suffisante pour tenir tête au prince Henri.

Ces précautions prises pour assurer ses derrières, Daun, avec le gros de son armée, se porta le 9 septembre à Spremberg. Ce mouvement qui, d'après le dire du maréchal, était la première étape d'une opération offensive contre le roi de Prusse, paraissait répondre au désir tant de fois exprimé par Soltikoff. On savait depuis trois jours la capitulation de Dresde; on avait donc les mains libres; il fallait profiter de l'heure propice. Messager sur messager furent expédiés au quartier général russe, pour arriver à une entente, sans grand résultat, ce semble, à en juger par les rapports adressés (1) à la Tzarine. A Daun, qui lui demande de faire une démonstration vers Luben et d'occuper l'attention du Roi, campé en avant de cette ville, Soltikoff réplique en parlant d'aller à Guben, c'est-à-dire du côté opposé, et de s'établir entre la Neisse et le Bober, à l'effet d'empêcher la jonction du prince Henri avec son frère. Une action combinée entre deux généraux dont l'accord durait à peine le temps nécessaire pour échanger

(1) Soltikoff à Élisabeth. Lieberose, 13 septembre 1759. Trotha, p. 64, etc.

une correspondance, devenait de plus en plus improbable. Dans l'espèce, il faut en convenir, ce ne fut pas l'opposition de Soltikoff qui fit échouer le projet des Autrichiens.

Quand on apprit à Vienne le départ de la grande armée pour Spremberg et ses intentions belliqueuses, on fut au comble de la joie : « Enfin, après bien des courriers et des incertitudes, écrit le comte de Choiseul (1), le maréchal s'est déterminé à faire aujourd'hui ce qu'on aurait dû faire le 13 août, c'est-à-dire à marcher au roi de Prusse et à Berlin. » Il fallut déchanter lorsqu'on sut que Daun, au lieu d'avancer sur Berlin, avait rétrogradé sur Bautzen et opéré le 13 septembre sa réunion avec les divisions de De Ville et de Beck. Un raid du prince Henri sur les magasins impériaux et l'incapacité de De Ville avaient bouleversé les combinaisons du généralissime. Citons le compte rendu (2) de Montazet : « Voilà pourtant un changement qui vient d'arriver, qui vous déplaira sans doute autant qu'à moi, puisqu'il dément tout ce que j'ai eu l'honneur de vous mander : car M. De Ville n'ayant pas fait un mot de tout ce que M. le maréchal lui avait ordonné, et s'étant retiré sur Budessin (3) avec une précipitation inconcevable a : 1° laissé les postes de la Bohême à découvert, ce qui a donné la facilité à l'ennemi non seulement d'y entrer et d'y prendre 6 ou 700 Croates à Eidelande (Friedland), mais même de nous enlever une quantité prodigieuse de chariots de proviande (*sic*) qui portaient des subsistances à l'armée. Bref, M. De Ville a mandé à M. le maréchal qu'il se retirait à Budessin, parce que l'ennemi était sur ses talons. C'est sur cela que notre général assem-

(1) Comte de Choiseul à Belleisle. Vienne, 12 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

(2) Montazet à Choiseul. Budessin, 13 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

(3) Nom slave de Bautzen.

bla à Spremberg messieurs les Feldjaegermeisters qui décidèrent avec lui qu'il fallait se porter ici. » Le Français s'étend sur les embarras de Daun, et se console de l'abandon de la marche contre le Roi, en tombant sur les alliés : « Les Russes ne veulent rien faire dans le fond, ne cherchent qu'à sauver les apparences, et ils exigent que M. de Laudon avec son corps ne les quittera pas. » Montalembert (1) partageait les impressions de son collègue; il pensait que les Russes n'accompliraient plus rien cette campagne, à moins d'ordres formels de Saint-Pétersbourg. Mesnager (2) donne au contraire la note des militaires moscovites : « Les lenteurs, les mouvements, la politique du maréchal Daun ont excité une méfiance qui augmente tous les jours, par la crainte que les armées réunies, il n'en ait le commandement en chef. » Soltikoff, qui venait d'être nommé feld-maréchal, à la suite de la bataille de Kunersdorf, se soucierait peu de jouer un rôle de subalterne.

Au quartier général russe, on s'était à peu près résigné à se charger du siège d'une des places de l'Oder, et pendant que durerait cette opération, on comptait être couvert du côté de Frédéric par l'armée de Daun; aussi l'avis du départ de ce dernier pour Bautzen, créa-t-il dans l'état-major une émotion que Montalembert va nous décrire : « J'ai trouvé ce général (Soltikoff) (3) déterminé à se rapprocher de l'Oder et ne voulant rien entreprendre qui pût l'en éloigner; dans de pareilles dispositions, je n'ai pu lui proposer que la prise de Glogau ». Après quelques objections, le Russe avait accepté cet objectif moyennant certaines conditions aussitôt transmises au camp autrichien : « Mais la nouvelle qu'on a reçue ici

(1) Montalembert à Belleisle. Lieberose, 9 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

(2) Mesnager à Belleisle. Lieberose, 12 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

(3) Montalembert à Choiseul, Lieberose, 14 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

hier vers les neuf heures du matin, que le maréchal Daun avait marché sur Budessin, au-devant du prince Henri, après avoir mandé qu'il avait des ordres positifs de marcher sur le roi de Prusse, a fait un si mauvais effet que le comte de Soltikoff voulait absolument partir ce matin pour s'en aller de son côté sur l'Oder, renonçant à tout concert avec le maréchal Daun. Il m'a paru très piqué de ce que M. le maréchal avait changé la direction de ses marches sans l'en avoir prévenu; enfin, toute la journée d'hier a été employée à remettre le calme et à rétablir les choses à peu près sur le même pied;.... ce que j'ai obtenu de plus essentiel, c'est qu'il n'y aura rien de changé au projet du comte de Soltikoff dont j'ai fait part à Montazet par son ordre..... Le comte de Romansof (Rumjanzew) est parti ce matin pour aller au quartier général du maréchal Daun, chargé de convenir avec lui des opérations qui restent à faire. » Montalembert attache beaucoup d'importance à gagner ce personnage « intéressé de vanité et d'ambition, » ainsi que le général Panin. « Il ne faudra pas d'argent à celui-là; ce serait même un très mauvais moyen auprès de lui, mais la promesse du cordon bleu de Pologne ou celle du grade de lieutenant général. »

En exécution du mandat qui lui avait été confié, Rumjanzew se rendit à Bautzen et soumit à Daun les mesures préparatoires que demandait son chef pour le siège de Glogau; renfort de 10 à 12.000 Autrichiens, constitution près de la ville d'un magasin contenant un mois de vivres, fourniture du parc d'artillerie, protection de l'investissement contre les entreprises du Roi et du prince Henri. La première exigence des Russes pouvait recevoir satisfaction immédiate; quant aux autres, il fallut se contenter des promesses un peu vagues du feld-maréchal. Montazet voyait de très mauvais œil (1) l'expédition de Silésie au

(1) Montazet à Contades. Budessin, 18 septembre 1759. Archives de la Guerre. Carton de 1759.

succès de laquelle il n'avait pas la moindre foi : « Ils (les Russes) ont eu peur que le roi de Prusse ne les harcelât dans leur retraite, et ont voulu se faire escorter par 25.000 Autrichiens que nous ne reverrons plus de la campagne, s'ils passent une fois le Bober. » Cette prophétie se réalisa, comme la suite nous l'apprendra. La division de renfort, composée de 10 bataillons et de 30 escadrons, fut mise en route sans perte de temps, et rallia les Austro-Russes dans les environs de Christianstadt. A cette époque les forces de l'Impératrice-Reine étaient réparties de la manière suivante : Daun avec 40.000 hommes à Bautzen ; Hadick, Macguire, Vehla avec le duc de Deux-Ponts, 25.000 ; en face de Fouqué, sous Harsch à Trautenau 18.000 ; entre Gabel et Reichenberg pour garder la frontière de Bohême 8.000 ; enfin 30.000 à l'armée russe. Cette dernière, toujours accompagnée du corps de Laudon, avait quitté son camp de Lieberose où les subsistances et surtout le fourrage faisaient défaut, et avait marché par Guben et Sommerfelt à Christianstadt, où elle arriva le 21 septembre, et où elle rencontra le nouveau détachement autrichien. C'était le mouvement sur la Silésie bien dessiné, et comme conséquence inévitable, la rupture du contact avec Daun.

A partir de ce moment, les opérations des alliés devinrent distinctes les unes des autres ; celles des Russes et de Laudon eurent pour théâtre la Silésie, tandis que Daun, avec le gros des Autrichiens, agissait en Lusace et en Saxe. En dépit des phrases courtoises et des politesses échangées, on ne comptait plus de part et d'autre sur un résultat pratique de la collaboration des deux armées. « M. de Soltikoff, écrit Montazet (1), suivant son nouveau plan, veut faire des conquêtes en Silésie. L'armée de M. le maréchal Daun sera donc destinée à protéger l'Elbe et l'Oder. Cha-

(1) Montazet au comte de Choiseul. Budessin, 16 sept. 1759. Archives de la Guerre, vol. 3523.

cun criera de son côté que l'ennemi est sur ses talons; nous ne saurons alors auquel entendre, et vraisemblablement il arrivera ce qui résulte ordinairement de l'incertitude, qui est d'arriver trop tard partout... Vouloir faire entreprendre un siège comme celui de Glogau par des gens qui n'y entendent rien, qui n'ont aucune envie de le faire, qui seraient peut-être fâchés de réussir, et auxquels il faut envoyer un parc d'artillerie que l'armée de M. le maréchal Daun doit escorter, si l'on veut qu'il ne soit pas enlevé; s'obliger à leur fournir des subsistances dans un pays ennemi que deux armées défendent, et où nous ne pourrons peut-être pas faire passer un courrier; » s'engager de plus à protéger l'investissement de Glogau, tout cela n'aboutirait à rien d'utile, et compromettrait le sort des armes en Saxe, où le succès de Dresde avait été déjà suivi et compensé par la reprise de Wittenberg, Torgau et Leipzig sur l'armée des Cercles. Daun, à qui il en a fait la remarque le matin même, a répondu qu'il partageait les craintes exprimées. « Il me dit qu'il n'est pas le maître et que sa cour le croit en état de faire de nouvelles conquêtes dans le cours de cette campagne, que d'ailleurs, il a des ordres précis de ne rien faire de ce qui pourrait déplaire aux Russes. »

Laissons Daun dans son camp de Bautzen où il va séjourner jusqu'aux derniers jours de septembre, et voyons comment se termina la lutte entre Frédéric et les Austro-Russes. Le premier avait été très ému du renfort fourni à Soltikoff : « Mon frère a laissé passer, écrit-il (1), 12.000 Autrichiens qui ont joint les Russes à Christianstadt; ils veulent faire le siège de Glogau. Je marche à tire d'aile pour les en empêcher; mais je suis faible; je n'ai que 24.000 hommes, gens deux fois battus, vous m'entendez. Je ne sais

(1) Frédéric à La Motte Fouqué près de Sorau, 20 sept. 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 554.

ni où vous êtes, ni dans quelles circonstances vous vous trouvez, mais si vous le pouvez, envoyez-moi du secours... Je ne souffrirai point qu'on assiège Glogau; je me battrai plutôt, arrive ce qui en pourra. Voilà la façon de penser des preux chevaliers et la mienne. Je serai demain au delà de Sagan, après-demain près de Glogau. Prompte réponse, mon ami, et que le secours fasse de grands pas. » Un appel similaire avait été adressé au prince Henri. Notons-le en passant : Durant les six semaines qui s'écoulèrent entre la bataille de Kunersdorf et la fin de septembre, un des embarras, peut-être le plus gros, de Frédéric, fut la difficulté de correspondre avec ses lieutenants, notamment avec le prince Henri et avec Fouqué qui était à Landshut en Silésie; beaucoup de courriers avaient été interceptés; ceux qui parvenaient à bon port, mettaient 4 à 5 jours à accomplir le voyage. De là des instructions qui ne s'accordaient plus avec les événements et nécessité pour les subordonnés de faire preuve d'initiative. Ce fut le cas du prince Henri qui effectua sa diversion en Lusace au moment même où le Roi l'engageait (1) à conserver soigneusement son camp de Schmottseifen.

Fouqué et Henri répondirent à l'invite de leur souverain en lui expédiant l'un, 3 bataillons et 2 escadrons, l'autre, 6 bataillons et quelques hussards. Ces petits détachements que le Roi dénomme dans ses lettres « la collecte de l'armée » rallièrent le camp royal à Haunau, le 26 septembre. Mais déjà le danger était écarté : Frédéric, par la rapidité de ses manœuvres, par le choix des positions et par sa fière attitude, avait fait avorter le plan des alliés, malgré la supériorité du nombre et le prestige de la victoire récente. Pendant que les Austro-Russes cheminaient sur Glogau par Freystadt, où ils étaient ren-

(1) Frédéric à Henri. Weldau, 4 septembre 1759. Voir la correspondance échangée entre les deux frères. Schoning, vol. II. Potsdam, 1851.

dus le 23 septembre, le Roi les gagna de vitesse en s'établissant à la même date à Neustaedtel. Quand Soltikoff voulut continuer sur Glogau, il trouva l'armée royale lui barrant la route. Après reconnaissance du « poste à la Daun » que les Prussiens avaient occupé, les généraux alliés renoncèrent à l'attaquer et campèrent avec l'intention évidente de repasser sur la rive droite de l'Oder. Frédéric est (1) complètement rassuré : « A présent que j'ai quelques bonnes troupes, je ne crains rien du tout. J'avais détaché pour la Saxe tout ce qu'il y avait de mieux dans mes troupes; la campagne allait finir à Guben; les Russes voulaient partir; ne voilà-t-il pas ce malheureux détachement de 10 régiments de Daun qui arrive. Ajoutez-y quelques corruptions, et ces misérables se déterminent au siège de Glogau. Je crois que ce projet en est manqué. Il n'est donc question à présent que de sauver le plat pays de la ruine dont il est menacé; hier ces canailles ont brûlé deux villages à nos yeux sans qu'on le pût empêcher. »

Le 26 septembre, les Austro-Russes commencèrent leurs préparatifs pour la traversée de l'Oder qu'ils achevèrent le 30 sans être inquiétés. « L'armée marche demain, écrit Montalembert (2), pour aller à Kuttlau à un mille de Glogau, ainsi nous pourrons dire en avoir vu les clochers. » Il ne fut plus question d'entreprendre le siège pour lequel on n'avait d'ailleurs pas l'artillerie nécessaire, et la campagne se poursuivit sans entrain. Le 8 octobre, les deux parties étaient en présence : les Russes à Gross-Osten, le Roi, qui venait à son tour de franchir l'Oder, à Lubchen; elles y séjournèrent jusqu'au 22 octobre. Deux jours après l'arrivée à Gross-Osten, le maréchal russe affirma son intention de gagner ses quartiers d'hiver; depuis long-

(1) Frédéric à la Motte Fouqué. Haunau, 26 septembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 561.

(2) Montalembert à Belleisle. Carolath, 1er octobre 1759. Archives de la Guerre, 3524.

temps, il avait fixé au 15 octobre le début de la dislocation. Cette résolution allait priver la cause commune non seulement du contingent russe, mais aussi des 30.000 hommes de Laudon qui, complètement isolés du reste des forces impériales, ne pourraient se maintenir en Silésie; de plus, elle laisserait à Frédéric les mains libres pour la reconquête de la Saxe. Aussi avait-on mis tout en jeu pour faire revenir Soltikoff sur sa décision; les instances de Laudon lui arrachèrent un sursis, tandis que les représentations d'Esterhazy et de Lhôpital semblèrent avoir été écoutées à Pétersbourg. Le 20 octobre, un courrier apporta au général russe l'ordre de « prendre position (1) le long de la rivière de la Warthe avec Posen comme point central. » Montalembert (2) de se féliciter des « cinq jours de retard du 15 au 20 obtenus pour ainsi dire à la pointe de l'épée » et grâce auxquels les nouvelles instructions avaient eu le temps de parvenir. Mais le répit fut de courte durée; quatre jours plus tard, l'attaché français est obligé d'annoncer à Vienne (3) le départ définitif : les décisions de Pétersbourg « ne produisent pas grand effet; il s'est tenu un conseil de guerre où l'on a protesté contre la possibilité de leur exécution;..... nous sommes partis hier pour venir camper ici sur l'extrême limite de la frontière. » Pour justifier le retour à la Vistule, les généraux russes invoquaient (4) l'approche de l'hiver, l'épuisement de la Posnanie, les inconvénients de la ligne de la Warthe, enfin la rentrée probable de Daun en Bohême.

A Vienne on se montra très mécontent des tergiversations de l'état-major russe, et de ce sentiment Kaunitz

(1) Rescrit de la conférence de Pétersbourg, Trotha, p. 72 et 74.

(2) Montalembert au comte de Choiseul. Gross-Osten, 21 octobre 1759. Archives Étrangères. Russie.

(3) Montalembert au comte de Choiseul. Triebusch et Punice, 25 et 26 octobre 1759. Archives Étrangères. Russie.

(4) Procès-verbal du conseil de guerre. Trotha, p. 74 à 77.

se fit l'interprète en écrivant (1) à Starhemberg : « Nous aurions mieux fait si, depuis le 12 août, nous nous étions conduits comme s'il n'y avait point eu de Russes au monde. On ne peut pas trouver mauvais qu'elle (la cour de Pétersbourg) ait donné l'ordre à ses généraux de ménager ses troupes, mais ceux-ci n'ont pas fait de distinction entre ménager les troupes et ne rien faire du tout. »

Si l'entente n'intervint pas, ce ne fut pas la faute de Montalembert, qui mit en œuvre toute sa diplomatie pour éviter les froissements entre Soltikoff et Laudon; il chercha même à gagner le premier en flattant des caprices (2), lesquels, à en juger par le spécimen suivant, étaient parfois difficiles à satisfaire : « Il veut absolument entre autres une berline et une belle diligence, l'une et l'autre des mieux conditionnées, avec quatre roues de rechange à chacune », le tout d'un faiseur de Paris. Dans la discussion Montalembert est en général du côté autrichien : « M. de Laudon a presque toujours raison, écrit-il (3), excepté lorsqu'il veut l'avoir vis-à-vis du général russe et qu'il cesse d'être aussi doux et aussi patient qu'il convient de l'être avec un tel général..... C'est un excellent homme de guerre, mais il n'est point assez politique, il devrait sentir qu'il faut à quelque prix que ce soit, vivre en bonne intelligence jusqu'à la fin de la campagne, afin de laisser à sa cour la liberté de prendre les partis qui lui conviendront le mieux, soit pendant cet hiver, soit pendant la campagne prochaine. C'est ce que je prends la liberté de lui représenter dans toutes les occasions, pensant plus que jamais que les Russes seront inutiles la campagne prochaine, s'ils restent seuls cet hiver. Je ne sais même si le général russe

(1) Kaunitz à Starhemberg, 26 octobre 1759. Affaires Etrangères. Autriche.

(2) Montalembert à Belleisle. Carolath, 1er octobre 1759. Archives de la Guerre, 3524.

(3) Montalembert au comte de Choiseul. Gross-Osten, 12 octobre 1759. Archives de la Guerre, 3524.

ne cherche point à dégoûter les Autrichiens dans la vue de s'en séparer pour être plus libre. Ils ont des desseins sur Dantzig, qui pourraient bien traverser à l'avenir toute autre entreprise. »

D'après Cogniazzo (1) qui servait sous les ordres de Laudon, celui-ci aurait eu d'excellents rapports personnels avec les généraux russes, à l'exception de Fermor et de sa coterie, mais n'aurait pu surmonter une opposition qui était raisonnée et voulue. Il obtint néanmoins de Soltikoff un second sursis de quelques jours; sur l'avis que le roi de Prusse avait repassé l'Oder, l'armée russe qui avait déjà franchi la frontière polonaise le 26 octobre, prolongea son séjour sur les confins de la Silésie jusqu'à la fin du mois. Mais ce délai expiré (2), et à la suite d'une nouvelle décision en conseil de guerre, les Russes reprirent le chemin de leurs quartiers d'hiver habituels, derrière la Vistule, et force fut aux Autrichiens de Laudon, peu soucieux de s'éloigner de leur pays, de regagner la Moravie par Czenstochow et Cracovie, après une longue marche à travers la Pologne qui leur coûta beaucoup de monde en déserteurs, traînards et malades.

Frédéric n'avait pas attendu la dislocation des alliés pour envoyer au secours de la Saxe; il prit ses dispositions pour diviser ses troupes en deux fractions, dont l'une sous les ordres de Hulsen, forte de 14.000 hommes, fit route pour Torgau, emmenant avec elle un parc de 30 pièces et un équipage de pontons, dont l'autre, provisoirement chargée de surveiller le corps de Laudon, fut mise à la disposition de Fouqué pour la défense de la Silésie. Le Roi, très malade d'une attaque de goutte, ne put accompagner ses soldats et dut remettre son départ au 7 novem-

(1) *Geständnisse eines östreichischen Veterans,* vol. III, p. 107 et suivantes.

(2) Montalembert au duc de Choiseul. Kawitz, 30 octobre 1759. Affaires Étrangères. Russie.

bre. « Je partirai d'ici après-demain, écrit-il à son frère (1), et j'aime mieux me rendre estropié et boiteux à mon devoir que d'y manquer..... Je me souviens de Philippe II auquel ses généraux écrivaient de ne point venir dans l'armée comme un bagage à charge, mais pour y être utile. Je mène au moins un renfort avec moi, pour que personne n'ait à se plaindre. »

Ainsi s'acheva cette campagne de 1759 où le soldat russe se montra admirable de résistance, de ténacité et de bravoure, et leur général si inférieur à sa tâche. Deux victoires décisives, des hécatombes de morts et de blessés, une supériorité marquée acquise aux alliés, aboutirent à une fin piteuse, où nous voyons le vaincu dicter la loi au vainqueur, et tenir en échec une armée de 60.000 hommes, avec des troupes de moitié moins fortes, et composées de ce qu'il y avait de pire dans les rangs prussiens. De ce lamentable effondrement, sur qui faut-il faire peser la responsabilité? Il est difficile de se prononcer à cet égard. Si Daun, à plusieurs reprises, manqua de résolution et d'initiative, il est juste de reconnaître qu'il ne fut guère secondé par ses lieutenants; partagé entre le désir de recouvrer la Saxe et de s'emparer des places de l'Oder, il ne sut ni prendre parti en temps utile, ni déployer, dans ses rapports avec les Russes, la volonté et le doigté nécessaire spour les entraîner à une action efficace.

L'ambassadeur français reflète bien l'opinion de la Cour de Vienne sur le compte de Daun quand il plaide (2) en sa faveur les circonstances atténuantes : « Ce malheureux homme a été toute la campagne dans une dépendance absolue des Russes, n'osant faire aucun mouvement sans leur consentement qu'ils ne donnaient jamais, ayant sans cesse

(1) Frédéric à Henri. Glogau, 5 novembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 622.

(2) Comte de Choiseul au Duc. 6 octobre 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

les mains liées par des alliés timides, orgueilleux de leurs succès, mal intentionnés, exigeants et impérieux parce qu'ils sentent qu'on a besoin d'eux ; enfin il a été toute la campagne comme un écolier qui n'ose pas quitter son précepteur. »

Soltikoff, qui avant Kunersdorf avait fait preuve d'énergie, d'esprit de suite et de quelque capacité au point de vue tactique, devint plus que médiocre après la bataille. Obéit-il au sentiment très naturel de ménager ses soldats effroyablement éprouvés? Céda-t-il à l'idée, très répandue dans son état major, que c'était au tour des Autrichiens de porter les coups? Fut-il influencé par des considérations politiques, à la fois d'ordre intérieur et extérieur? Il est probable que toutes ces raisons furent pour quelque chose dans sa conduite. A dire vrai, la coopération des deux armées était condamnée d'avance; en essayant d'imposer la stratégie imaginée à Vienne ou à Pétersbourg, d'entraver les généraux par des instructions trop vagues pour ne pas engager leur responsabilité, trop précises pour ne pas restreindre leur liberté, en les forçant à des consultations qui n'avaient d'autre résultat que de faire perdre du temps et manquer l'occasion, les cours impériales avaient oublié qu'ils avaient en face d'eux un capitaine de premier ordre, maître despotique de ses ressources, capable d'une décision énergique et pouvant la prendre sur l'heure. L'infériorité qui découlait d'un tel état de choses priva les alliés de presque toutes leurs chances de succès; si un moment la victoire favorisa leur cause, ils le durent à la valeur de leurs soldats, et à la témerité d'un prince, qui, malgré son génie, n'était pas infaillible.

CHAPITRE V

MAXEN

INVASION DE LA SAXE PAR L'ARMÉE DES CERCLES. — PRISE DE DRESDE. — SUCCÈS DE WUNSCH ET DE FINCK. — PRINCE HENRI ET DAUN EN SAXE. — RETRAITE DE DAUN SUR DRESDE. — ARRIVÉE DU ROI DE PRUSSE. — CAPITULATION DE MAXEN. — DÉFAITE DE DIERICKE. — INACTION DE DAUN. — ARRIVÉE DU PRINCE DE BRUNSWICK. — DRESDE RESTE AUX AUTRICHIENS. — DÉCOURAGEMENT DE FRÉDÉRIC. — CAMPAGNE INUTILE DES SUÉDOIS.

Pendant la campagne de 1759, les événements de Saxe se mêlent de telle façon à ceux qui se passèrent sur les rives de l'Oder, qu'il devient fort difficile de raconter les uns sans faire allusion aux autres; à maintes reprises, en effet, des fractions des grandes armées impériale et royale échangèrent leurs théâtres de lutte sans cesser d'exercer sur l'ensemble des opérations une action qui, pour être plus éloignée, n'en était pas moins très réelle. Cependant, sous peine d'enlever toute clarté à un récit forcément confus, il convenait de détacher l'historique des hostilités entre Frédéric et les Austro-Russes, pour consacrer ensuite quelques pages distinctes aux incidents de la Saxe.

Dans un chapitre précédent, nous avons ramené dans l'Électorat le prince Henri, à la suite de son expédition heureuse contre l'armée des Cercles. Après avoir détaché Hulsen à la tête d'une forte division pour renforcer l'armée

de Dohna, avec les 26 bataillons et 15 escadrons qu'il avait conservés, il réintégrait au commencement de juin ses cantonnements de Zwickau à Dresde. Hadick, avec le gros des Autrichiens jusqu'alors aux ordres de Deux-Ponts, traversait la Bohême pour rejoindre le maréchal Daun; l'armée des Cercles se réorganisait autour de Forcheim. Rien ne vint troubler la quiétude générale jusqu'à la fin du mois. Au cours de juillet, le prince Henri se rapprocha peu à peu de la Lusace; le 30 de ce mois, il se rendit à Schmottseifen pour assumer le commandement des troupes laissées à la garde de la Silésie, pendant que le Roi prenait la direction de celles qui étaient venues de Saxe avec le prince, pour les conduire contre les Russes. Un peu plus tard, Finck, qui avait été envoyé du côté de Torgau, fut appelé à son tour à la grande armée, et il ne resta pour défendre la Saxe que les garnisons des places fortes dont seule celle de Dresde, sous le général de Schmettau, présentait un effectif respectable.

Le duc de Deux-Ponts, qui avait fait une cure pour se remettre de la chaude alerte que l'incursion des Prussiens en Franconie lui avait occasionnée, était, à la date du 14 juillet, de retour à son armée (1) qui s'ébranla aussitôt. Les premières étapes furent courtes, car on mit treize jours à gagner Erfurt; de là des partis allèrent lever des contributions jusque dans le pays de Halberstadt; le 2 août, on était à Marienburg, où le général de l'Empire fut informé de l'état d'abandon dans lequel se trouvait la Saxe depuis le départ du prince Henri et de Finck. Il activa en conséquence son mouvement, s'empara sans résistance de Leipzig, dont la faible garnison fut autorisée à se retirer avec armes et bagages, et fit sommer la ville de Torgau, dont le commandant, Wolffersdorf, après quelques jours

(1) Marainville à Belleisle, Schleisingen, 14 juillet 1759. Archives Guerre, vol. 3518.

de défense énergique, fut obligé de capituler aux mêmes conditions; Wittenberg se rendit également le 21 août. Devenu ainsi maître du cours inférieur de l'Elbe et d'une partie importante de l'Électorat, Deux-Ponts se décida à marcher sur Dresde (1), où il devait rencontrer les renforts en hommes et en canons que les Autrichiens lui avaient promis. Il confia la garde de ses conquêtes au général Saint-André, que nous avons vu à Zorndorf et qui avait sous ses ordres 10 à 12.000 Impériaux. En route, l'état-major du duc visita (2) le château de Nischewitz, propriété du ministre Bruhl, que Frédéric avait fait piller l'année précédente; tout y était dévasté, tant à l'intérieur que dans le parc; les Prussiens s'étaient conduits en véritables iconoclastes; les statues avaient les bras et jambes brisés; les boiseries avaient été démolies à coups de hache. Sous les murs de Dresde, où on arriva le 29, Deux-Ponts trouva les détachements de Brentano, Vehla et Macguire, forts de 14.000 hommes, dont moitié Croates, qui étaient au rendez-vous depuis deux jours; la grosse artillerie expédiée par eau de Prague était annoncée pour le 1er septembre.

Pour la protection de Dresde, place régulièrement fortifiée quoique de second ordre, le gouverneur Schmettau disposait de sept bataillons composés d'éléments peu sûrs, de 600 convalescents et d'un escadron de cavalerie; ses bouches à feu étaient nombreuses, mais il manquait de servants. Dès l'approche des Impériaux, les Prussiens avaient évacué la ville nouvelle sur la rive droite de l'Elbe et incendié un faubourg de la rive gauche où ils ne pouvaient se maintenir. L'attitude énergique de Schmettau lors de l'attaque par Daun après la bataille de Hochkirch, faisait

(1) Marainville à Belleisle, Leipzig, 21 août 1759. Archives Guerre, vol. 3521.
(2) Marainville à Belleisle. Hubersburg, 25 août 1759. Archives Guerre, vol. 3521.

prévoir une résistance opiniâtre. Il n'en fut rien; depuis quelques jours, le gouverneur avait en mains la dépêche (1), rédigée le surlendemain de Kunersdorf, dans laquelle le Roi le prévenait de l'impossibilité de le secourir et l'autorisait, en cas de nécessité, à rendre la ville sous réserve de pouvoir emmener sa garnison et enlever « les canons, approvisionnements, caisses et possessions autres du Roi. » De son côté, Deux-Ponts, qui venait d'apprendre l'apparition de la division prussienne de Wunsch aux environs de Torgau et la reprise de cette place et de celle de Wittenberg, avait hâte de conclure. Dans ces conditions, on se mit vite d'accord sur les termes de la capitulation, qui fut arrêtée le 4 septembre, à neuf heures du soir. En signant un arrangement (2) qui laissait à son souverain non seulement 6.000 hommes de troupes, mais un trésor de 5.600.000 thalers, des effets nombreux d'habillement, un équipage de pontons et une quantité considérable de vivres, Schmettau croyait s'être bien acquitté de son devoir; il fut détrompé le lendemain par l'avis de l'approche de Wunsch et par une lettre de Frédéric. « Vous ne sauriez me rendre, lui écrivait le monarque (3), de service plus important dans la crise présente, qu'en vous conservant dans la ville de Dresde. Les choses changeront probablement un peu de face, et vous devez vous attendre à recevoir en peu et peut-être en quelques jours du secours du côté de Torgau..... Conservez-nous Dresde et servez-vous à cette fin de tous les moyens, quels qu'ils soient, que vous pourrez mettre en usage. »

D'après Schmettau (4), dont le dire est confirmé par le

(1) Frédéric à Schmettau. Reitwein, 14 août 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 483.

(2) Schöning. *Der Siebenjährige Krieg,* vol. II, p. 148.

(3) Frédéric à Schmettau. Fürstenwalde, 25 août 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 501.

(4) Schmettau à Frédéric, Gross-Dobritz, 9 septembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 529.

témoignage de Marainville (1), attaché français auprès de Deux-Ponts, la dépêche royale ne lui aurait été remise que le 5 septembre au matin. Quant à Wunsch, qui n'avait que 5.000 à 6.000 hommes, il est plus que douteux qu'il eût pu effectuer quelque chose contre les 28.000 assiégeants; en fait, son intervention se borna à un combat d'avant-postes dans lequel chacun des partis s'attribua l'avantage et à la suite duquel le général prussien, avisé de la capitulation, se retira dans la direction de Torgau. A l'occasion de l'occupation des portes par les Autrichiens, il y eut du désordre; un officier prussien, le colonel Hoffmann, pris de boisson, voulut s'y opposer et insulta l'officier et les soldats de garde; il s'en suivit une bagarre dans laquelle il fut tué. Lors du défilé de la garnison, qui eut lieu le 8, la désertion (2) se fit sur une grande échelle : « 2.000 hommes, la plupart Saxons, avec des Autrichiens, Russes, Suédois, tous engagés forcés après avoir été pris, abandonnèrent leurs drapeaux. » Enfin, les vainqueurs furent accusés d'avoir violé la convention en retenant une partie des pontons. Le 9 septembre, le corps de Hadick, fort de neuf régiments d'infanterie et cinq de cavalerie, rallia l'armée de Deux-Ponts; le même jour, Finck et ses 10.000 hommes, que Frédéric avait détachés de son camp de Waldow avec la double mission d'empêcher la jonction de Hadick et de secourir Schmettau, entrèrent à Grossenhain. Informés de la prise de Dresde, ils continuèrent leur marche sur Torgau, où ils s'unirent au détachement de Wunsch.

Ce brigadier, qui ne disposait que d'éléments disparates, bataillons francs, renforts venus de Poméranie, troupes de forteresse ramassées en route, avait fait merveille. A

(1) Marainville à Belleisle. devant Dresde, 5 septembre 1759. Archives Guerre, 3522.

(2) Rutan à Belleisle, Dresde, 10 septembre 1759. Archives Guerre, 3522.

peine de retour de sa course sur Dresde, il attaqua Saint-André qui, avec 10.000 hommes des Cercles, faisait mine de reprendre Torgau; quoique bien inférieur en force, Wunsch battit les Impériaux, leur fit 300 prisonniers et leur enleva huit pièces de canons et tout leur campement. A la suite de cet échec, les régiments de Saint-André qui avaient perdu leurs tentes furent appelés à Dresde, où ils formèrent le fond de la garnison. Leipzig, abandonné à son sort, retomba entre les mains des Prussiens; puis Finck et Wunsch, qui avaient réuni leurs troupes, s'avancèrent par Döbeln dans la direction de Dresde; ils trouvèrent sur leur chemin Hadick qui, appuyé par une partie des Impériaux de Deux-Ponts était allé à leur rencontre. Les Prussiens rétrogradèrent sur Meissen où ils occupèrent une forte position, la gauche à l'Elbe, le front couvert par la vallée encaissée de la Triebsche; Hadick les y suivit et essaya de les tourner. Le 21 septembre eut lieu un combat chaleureusement disputé où chacun revendiqua la victoire et à l'issue duquel les deux adversaires réintégrèrent leurs cantonnements antérieurs.

Dans les derniers jours du mois, deux nouveaux généraux parurent sur la scène en les personnes du maréchal Daun et du prince Henri. Ce dernier, on se le rappelle, dans l'espoir de venir en aide au Roi, avait marché de Schmottseifen, qui était depuis longtemps le quartier général, sur Sagan, où il était parvenu le 28 août. Là, il se rendit compte de l'impossibilité de percer la barrière que lui opposaient les armées russe et autrichienne, et résolut de faire sur les frontières de Bohême une diversion dont il se promettait un bon résultat. En conséquence, il se mit en route le 5 septembre, remonta la rive droite du Bober jusqu'à Bunzlau, et le lendemain à Kunzendorf. De là, il envoya Zieten et Stutterheim détruire les magasins autrichiens à Friedland et Zittau; la première expédition eut un plein succès, la seconde échoua devant la résistance éner-

gique de la petite garnison impériale. Le général autrichien De Ville, chargé de protéger le ravitaillement de l'armée de Daun, s'était porté à Görlitz où il avait trouvé la division Beck que le maréchal lui avait expédiée. Quoique depuis ce renfort il eût sous ses ordres une vingtaine de mille hommes, il se laissa intimider par l'arrivée du prince Henri et par une démonstration de ce dernier dans la direction de Bautzen; dans la nuit du 10 au 11 septembre (1), il évacua Görlitz, gagna Bautzen par une marche forcée et avisa Daun du parti qu'il venait de prendre.

De Ville, en abandonnant Görlitz, livrait à la merci de l'ennemi la ligne d'approvisionnement des Autrichiens et lui ouvrait l'accès de la Bohême; aussi son recul eut-il une influence considérable sur la suite de la campagne. Daun, qui reçut la nouvelle à Spremberg au début de son mouvement contre le Roi, dut renoncer à toute idée d'offensive et se rendit rapidement à Bautzen où il fit sa jonction le 13 septembre avec le corps de Ville. La manœuvre du prince Henri avait atteint le but proposé : la grande armée autrichienne, définitivement séparée de celle des Russes, ne pourrait plus contribuer à un effort commun contre Frédéric, et celui-ci, débarrassé de toute crainte d'être pris entre deux feux, avait désormais les mains libres pour lutter contre les Austro-Russes de Soltikoff. A partir de ce moment, les opérations, jusqu'alors confondues, se poursuivront sur deux terrains distincts : celui de la Saxe et celui de la Silésie.

Avec quelque raison, Daun sut mauvais gré à son lieutenant de la faute commise, et De Ville n'échappa à une disgrâce officielle qu'en quittant l'armée sous prétexte de maladie. C'est à propos de cet incident que Montazet

(1) Montrozard à Belleisle, Bautzen, 11 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

passe (1) une revue peu flatteuse des principaux personnages investis de commandements supérieurs sous le maréchal: « Ce qu'il y a de pis, entre nous, est qu'il n'a pas un officier général sur qui il puisse compter. MM. d'Harsch et De Ville sont ceux qui ont été jusqu'icy les plus accrédités et les plus employés : jetez les yeux sur ce qu'ils ont fait dans le cours de cette campagne. Cela ne fait-il pas pitié et trembler? Malgré cela, M. le maréchal me disait encore hier, quoique furieux, qu'il n'en avait aucun en qui il eût plus de confiance; jugez du reste. N'y a-t-il pas de quoy frémir? C'est ce qui me fait regarder les entreprises d'une certaine espèce avec autant d'effroy. M. le maréchal n'a donc icy que deux officiers généraux de distinction; il me l'a dit cent fois luy-même; l'un est M. de Lacy, l'autre est M. de Laudhon; le premier est son maréchal des logis, et le dernier est avec les Russes. Par conséquent ny l'un ny l'autre ne peuvent commander de corps. »

Du 13 au 23 septembre, Daun séjourna à Bautzen; il y reçut la visite de Rumjanzew, sur la demande duquel il affecta aux Russes un renfort de 10.000 hommes, et celle du duc de Deux-Ponts, qui vint de Dresde (2) presque seul dans la nuit du 14 au 15, se concerter sur les opérations de Saxe et apporter l'avis, d'ailleurs inexact, de la marche d'un gros détachement que le prince Ferdinand de Brunswick aurait envoyé sur l'Elbe à l'aide des Prussiens. Ce secours, le Roi, il est vrai, l'avait sollicité à plusieurs reprises et notamment avec instance après le désastre de Kunersdorf, mais le commandant de l'armée hanovrienne avait toujours su trouver d'excellentes raisons pour ne pas faire droit à la requête.

Le prince Henri avait profité de la fuite de De Ville

(1) Montazet au comte de Choiseul, Budissen, 13 septembre 1759. Archives de la Guerre, 3522.

(2) Rutan à Belleisle, Wilsdruf, 18 septembre 1759. Archives Guerre, 3523.

pour le remplacer à Görlitz où il demeura une dizaine de jours. Durant ce laps de temps il y eut entre son frère et lui échange actif de correspondance. Frédéric lui « recommande (1) Torgau qui, dans la situation présente, devient de la plus grande conséquence ». Henri insiste pour obtenir (2) des instructions précises : « Vous me recommandez Torgau; je vous supplie de me dire si vous voulez que je marche par Spremberg sur le flanc gauche de l'armée de Daun; en ce cas, je puis soutenir l'Elbe et les places de Saxe..... mais ici, ayant le dos contre la Silésie, il me sera impossible de couvrir l'un et l'autre; aussi je vous prie en grâce de me faire connaître d'abord positivement vos intentions là-dessus. » Le prince ne croit pas nécessaire une tentative contre la capitale de l'Électorat. « Dresde tombera d'elle-même », parce que l'ennemi ne pourra s'y maintenir s'il n'est pas maître de toute la Saxe; le point essentiel est de l'empêcher d'arriver à ce résultat. Le 22 septembre, il annonce son dessein (3) de se rendre en Saxe à moins de contre-ordre : « Si je ne reçois point de vos lettres, je me verrai obligé de prendre mon parti; je marcherai demain au soir et je tâcherai de gagner par des marches forcées du côté de Hoyerswerda, afin d'être en sûreté à l'égard des subsistances et pour avoir la communication avec Finck, mais je ne puis plus vous être responsable ni des montagnes ni du corps de Fouqué. Je garantirai Berlin et l'Elbe, et si l'ennemi marche en Silésie, je lui couperai les vivres de la Bohême et lui marcherai au dos; je tâcherai encore d'aider Finck à reprendre Dresde. »

(1) Frédéric à Henri, Forst, 19 septembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 550.

(2) Henri à Frédéric, Hermsdorf, 20 septembre 1759. Schöning, vol. II, p. 157.

(3) Henri à Fréderic, Hermsdorf, 22 septembre 1759. Schöning, vol. II, p. 160.

A ce programme Frédéric donna son assentiment (1) : « Il faut que je vous dise, sans vous flatter, que j'ai trouvé tout son contenu admirable, et je suis parfaitement d'accord là-dessus avec vous. » Henri reçut-il en temps utile l'autorisation de son frère, qui est datée du 23? Cela est douteux. Toujours est-il qu'il expédia ses bagages dans la journée et qu'il mit en mouvement ses troupes dans la soirée du même 23. Les étapes furent des plus pénibles, l'arrière-garde et le « charriage » ne rejoignirent que le 28 septembre, 24 heures après l'arrivée du gros à Hoyerswerda. Averti de la présence dans cette ville d'un détachement autrichien qui ne se gardait pas, Henri avait forcé de vitesse et pris ses dispositions pour le surprendre. Le succès fut complet; les Impériaux, attaqués sur les deux flancs, chargés de front par les cavaliers du colonel de Gersdorf, s'enfuirent laissant sur le champ de bataille plus de 300 des leurs et entre les mains des Prussiens leur général, Vehla, et environ 1.500 prisonniers. Ce fût par les échappés de cette déroute que Daun apprit positivement dans quels parages se tenait le prince avec lequel, depuis son brusque départ, il avait perdu le contact. En effet, quand le maréchal, qui s'était avancé le 23 de Bautzen à Reichenbach, voulut reconnaître le lendemain la position de l'adversaire, il l'avait trouvé déguerpi, et en attendant les informations de ses patrouilles, avait occupé les cantonnements de Görlitz que les Prussiens venaient d'évacuer. Aussitôt fixé sur leur itinéraire, il se dirigea à marches forcées sur Dresde; le 29, il franchit l'Elbe et installa son quartier général à Kesseldorf, sur la rive gauche où il était à proximité de l'armée des Cercles. Il avait confié à Beck la garde des magasins de Lusace et de la frontière de Bohême, et avait assuré la communication avec ce

(1) Frédéric à Henri, Suckow, 23 septembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 557.

général par un détachement sous les ordres de Palfy à Bautzen.

Tout le mois d'octobre s'écoula en manœuvres entre Daun et le prince Henri, où ce dernier eut le dessus. De Hoyerswerda, il avait gagné Elsterwerda avec l'intention de passer l'Elbe et de se joindre à Finck, qui était campé entre Meissen et Dresde; faute d'un équipage de ponts suffisant, il dut faire le détour par Torgau et effectua la réunion le 4 octobre à Strehla, sur la rive gauche de l'Elbe. L'armée prussienne, concentrée sous ses ordres, comptait 53 bataillons et 103 escadrons, avec un effectif d'environ 40.000 combattants. De son côté, Daun, stimulé par les dépêches qu'il recevait de Vienne, s'était porté à sa rencontre; il disposait de 64 bataillons et 75 escadrons, sans comprendre les irréguliers, soit d'une dizaine de mille hommes de plus que son adversaire. Le 6 octobre, les avant-postes des belligérants n'étaient séparés que par le ruisseau de Dellnitz. « Le maréchal Daun, écrit Henri (1), paroit avoir des vues sur la Saxe qu'il n'abandonnera pas, je crois, à moins que la fortune nous seconde singulièrement. Il est venu se camper hier à un petit quart de mille de notre armée. Je ne crois pas que son dessein soit de nous attaquer; cependant je suis prêt à tout événement et j'ai tout lieu d'espérer qu'il me seroit favorable. J'appréhende bien plus qu'il détache vers Leipzig , pour m'obliger à diviser mes forces ce qui me mettroit dans d'étranges embarras. »

Ce fut précisément le parti que choisit l'Autrichien; il fit des démonstrations sur Leipzig qui décidèrent le prince à envoyer successivement Rebentisch et Wunsch vers Torgau et finalement à rétrograder lui-même sur cette place : « Je doute, mande-t-il à son frère (2), à moins d'un

(1) Henri à Finckenstein, Strela, 10 octobre 1759. Berlin, Geh. Staats. Archiv., rep. 92.
(2) Henri à Frédéric, Strela, 16 octobre 1759. Schöning, vol. II, p. 174.

événement imprévu, que je puisse maintenir la Saxe. L'ennemi est trop supérieur, la situation du terrain entre Torgau et Leipzig trop désavantageuse... C'est une triste vérité, mais elle est exactement réelle comme je la représente. » Cette note découragée lui valut une mercuriale (1) du Roi : « Je ne sais ce qui peut vous embarrasser tout d'un coup, ayant la plus belle de mes armées... Si vous ne voulez jamais rien hasarder, il est impossible de faire quelque chose... Remettez-vous donc l'esprit, pour l'amour de Dieu, et soyez bien en garde que dans une occasion comme celle-ci la tête ne vous tourne pas. » Le 17 octobre, Henri était aux environs de Torgau, d'où il continua à adresser à son frère et au ministre Finckenstein des dépêches pessimistes : « Je ne puis vous cacher, écrit-il à ce dernier (2), que nous sommes dans une crise très violente. L'armée de l'Empire commence à manœuvrer de l'autre côté de l'Elbe; Leipzig est exposé et le maréchal Daun occupe avec l'armée un terrain trop favorable pour qu'on puisse seulement songer à l'attaquer. Je n'ai, grâce au ciel, rien perdu jusqu'ici et n'ai essuyé aucun échec. Je me repose sur l'esprit des gens d'honneur qui me rendront la justice que je fais tout ce qui m'est humainement possible, pour parer aux événements fâcheux. » Nouvelle remontrance de la part de Frédéric, qui lui annonce (3) la fin des hostilités en Silésie et l'envoi en Saxe de Hulsen avec 18 bataillons, 30 escadrons, 30 pièces de grosse artillerie et un équipage de 43 pontons. « Voulez-vous qu'il marche droit sur Dresde ou à Torgau, ou qu'il se porte sur les flancs des Autrichiens à Belgern pour les canonner?....

(1) Frédéric à Henri, Sophienthal, 20 octobre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 601.

(2) Henri à Finckenstein, Torgau, 24 octobre 1759. Berlin, Geh. Staats, Archiv., rep. 92.

(3) Frédéric à Henri, Sophienthal, 24 octobre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 604.

Depuis que vous avez passé l'Elbe, mon cher frère, vous n'êtes plus le même; Finck vous a rempli l'esprit d'idées noires... car si vous voulez que je vous parle franchement, je n'approuve point ce trou de Torgau qui ne vous convient pas; tout cela ne souffle ni froid, ni chaud. »

Si le prince Henri n'avait pas grande foi dans l'heurense issue du duel engagé entre lui et Daun, ce dernier, à en juger par les lettres de Montazet, n'était guère plus désireux de risquer une affaire décisive. « J'ai vu, écrit le Français (1), que l'opinion de M. le maréchal n'était pas de jouer à quitte ou double. » En attendant des instructions positives de la cour de Vienne, sans lesquelles Daun n'attaquerait pas son adversaire, Montazet impute le décousu des opérations à la division du commandement : « Il y a même bien des gens qui pensent que quatre maréchaux, employés pour ainsi dire à la même besogne, savoir : Messieurs de Daun, Deux-Ponts, Marshall et Serbelloni, sont plus que suffisants pour la conduire, et qu'elle en irait peut-être mieux, si un seul en était chargé. » C'était une allusion à la nomination récente de Marshall, le défenseur d'Olmütz, au poste de gouverneur de Dresde et à l'action indépendante de l'armée des Cercles. Sur ces entrefaites, la retraite des Prussiens sur Torgau encouragea Daun, qui reprit les projets offensifs et reparla de livrer bataille.

A Vienne, on était très mécontent de la conduite du maréchal qui, au cours de la campagne, n'avait su tirer aucun parti de la belle armée qui lui avait été confiée. Une dépêche (2) de l'ambassadeur Choiseul nous dépeint le sentiment public : « La cour de Vienne désire qu'on s'empare de toute la Saxe s'il est possible, soit en battant le prince Henry soit en l'obligeant de passer l'Elbe, et elle

(1) Montazet au comte de Choiseul, Hoff, 15 octobre 1759. Arch. Guerre, 3524.

(2) Comte de Choiseul à Montazet, Vienne, 24 octobre 1759. Arch. Guerre, 3524.

est très déterminée à la conserver cet hiver et à y employer les forces nécessaires. Quant aux moyens d'y réussir, ce n'est pas au cabinet à diriger les opérations militaires; le général aurait raison de s'en plaindre; cette méthode n'a jamais réussi et a toujours été blâmée. On dit à M. le maréchal de Daun : « Monsieur, voilà cent mille hommes avec lesquels nous voulons conquérir et garder la Saxe, l'ennemi en a 35 ou 40 mille, vous êtes homme de guerre, c'est à vous de prendre les moyens les plus prudens et les plus sûrs pour remplir notre objet. » On n'a point blâmé M. le maréchal de Daun de n'avoir point attaqué le prince Henry à Strehla, parce qu'on a dû penser que le poste était inexpugnable, puisque le général et ses officiers généraux le jugeaient ainsi; je ne sçais pas si le fait est bien constant, mais enfin nous devons le croire. Quoi qu'il en soit, on a pensé que le poste jugé inattaquable pouvait se tourner, et que vous ne sçauriez disconvenir même que si l'on avait marché droit à Torgau au lieu de rester 12 jours devant Strehla, le prince Henry n'aurait rien eu de plus pressé que de se retirer. Nous croyons encore que si M. le maréchal était arrivé le 10 ou le 11 à Torgau, comme il le pouvait, s'il ne s'était pas arrêté à Strehla, il aurait eu environ trois semaines pour manœuvrer et déposter le prince Henry, supposé qu'il fût dans un camp inattaquable, en poussant un gros détachement sur Berlin. Enfin, monsieur, quand la cour de Vienne mande à M. le maréchal de Daun qu'elle ne prétend point blâmer sa conduite, mais qu'après lui avoir fait connaître ses vues et ses intérêts politiques, elle lui demande un mémoire justificatif qui contienne les raisons qui l'ont empêché d'agir et de remplir ses intentions, pour le communiquer à ses alliés, il me semble que c'est parler français et qu'on ne saurait tenir un langage plus clair....... Je ne vous cache pas même, soit dit entre nous, qu'on est ici extrêmement mécontent du tâtonnage de M. le maréchal, qu'on ne l'ap-

prouve pas davantage à Versailles... J'ajouterai encore qu'il nous est difficile de comprendre pourquoi l'armée impériale met neuf jours pour arriver à Torgau tandis que les ennemis s'y sont portés en une nuit. Je vous ai mandé, monsieur, dans ma dernière lettre, que j'étais occupé depuis trois mois à faire le panégyrique de M. le Maréchal dans toute l'Europe; c'est la pure vérité. Je peux vous dire que ce n'est pas une petite besogne, et je ne me flatte pas d'y avoir réussi; mais depuis son entrée en Saxe, sa justification me paraît impossible; ce n'est pas que je manque de bonne volonté, mais je vous prie de m'en fournir les moyens, car je ne les connais pas. »

Dans une autre dépêche (1) de la même époque, Choiseul raconte l'anecdote d'un bonnet de nuit qu'un mauvais plaisant aurait envoyé à la maréchale comme cadeau destiné à son mari. Les dernières nouvelles de Saxe n'étaient pas de nature à relever dans le public le prestige de Daun.

Arrivé devant Torgau où il avait suivi le prince Henri, le maréchal avait détaché le duc d'Arenberg sur le chemin de Wittenberg avec mission d'inquiéter les communications des Prussiens, tandis qu'avec le gros il avait choisi à Schilda une position qu'il se mit à fortifier avec soin. Le prince résolut de profiter de l'isolement du corps d'Arenberg pour lui tomber dessus; à cet effet, il fit remonter le cours de l'Elbe à Wunsch jusqu'à Wittenberg où il devait franchir le fleuve et combiner avec Rebentisch une attaque sur les derrières d'Arenberg, tandis que Finck l'aborderait de front. Le 29 octobre, Wunsch et Rebentisch marchèrent ensemble de Kemberg sur Pretzsch; en route, ils se heurtèrent à l'avant-garde impériale déjà aux prises avec Finck. Surpris par cette rencontre inattendue, les Autrichiens firent, pour gagner le pont de Saek-

(1) Comte de Choiseul à Belleisle, Vienne, 26 octobre 1759. Archives Guerre, 3524.

witz, une retraite qui se transforma bientôt en sauve-qui-peut; ils perdirent près de 4.000 hommes, dont 1.400 prisonniers, parmi lesquels le général Gemmingen. Sans le manque de fourrage (1) qui avait forcé d'Arenberg à changer de quartier avant le combat, il est probable que son corps tout entier eût été cerné et détruit.

Sous l'impression de cet échec, Daun leva son camp dans la nuit du 2 au 3 novembre et commença à rétrograder sur Dresde; à partir du 7, il occupa une ligne entre l'Elbe et la Freyberger Mulde; l'armée des Cercles, dont Deux-Ponts malade avait dû abandonner le commandement, était à Meissen un peu en arrière et à droite des Autrichiens. A Dresde, la garnison, composée en grande partie de soldats de l'Empire, travaillait sous la direction de l'ingénieur français Gribeauval à mettre la place en état de défense. Henri vint s'établir à Dorschnitz derrière Lommatch; à sa droite Finck cherchait à s'emparer de Nossen et à obliger, par ce mouvement tournant, Daun à continuer son recul; Hulsen, avec les renforts de Silésie, avait passé l'Elbe à Merschwitz et venait de rallier l'armée du prince. Frédéric, qui avait pris le dessus d'un fort accès de goutte dont il avait souffert pendant la fin des hostilités en Silésie, annonçait (2) de Spremberg sa venue pour le 14 : « Ne trouvez-vous pas que j'arrive chez vous comme Pompée? Lucullus avait presque réduit Mithridate, lorsque l'autre arriva et lui ravit l'honneur de cette expédition; mais je suis plus juste que cet orgueilleux Romain, et bien loin de rogner votre réputation, je voudrais pouvoir accroître votre gloire en y contribuant moi-même. » La suite des événements ne répondit guère à ce vœu.

De sa campagne de Saxe, le maréchal Daun sortait avec une réputation singulièrement amoindrie; aussi la critique

(1) Henri à Frédéric, Torgau, 30 octobre 1759. Schöning, vol. II, p. 183.

(2) Frédéric à Henri, Spremberg, 10 novembre 1759, *Correspondance politique,* XVIII, p. 625.

avait-elle beau jeu : le comte de Choiseul (1) s'en fait l'organe : « Je suis persuadé même que les généraux russes se justifieront sur l'inaction de M. de Daun, et qu'ils auront mandé à leur cour qu'ils avaient jugé inutile de fatiguer leur armée et de l'exposer aux rigueurs de l'arrière-saison, puisqu'il était clair que ce général ne voulait rien faire. Il est vrai que sa conduite est tout à fait inconcevable. » L'ambassadeur fait un résumé détaillé des opérations de la grande armée pendant le mois d'octobre, et conclut ainsi : « Cette manœuvre de déposter l'ennemy en luy coupant les subsistances peut estre bonne quand on a du tems devant soi, mais il n'y a guères apparence que le prince Henry qui a eu ses derrières libres jusqu'à présent et qui attend son frère d'un moment à l'autre, s'en aille faute de vivres; il broutterait l'herbe et s'exposerait aux plus grandes extrémités plutôt que d'abandonner un poste si important dans ce moment cy. »

A l'état-major de Daun, malgré les avantages des positions successives qu'il avait choisies, on était fort en peine et on soupirait après les quartiers d'hiver : « Aussi avons-nous grand besoin, écrit Montazet (2), que la neige nous sépare, car sans cela la fin de cette campagne ne sera pas brillante pour nous ; peut-être même serait-elle orageuse. » En attendant, la marche rétrograde des Autrichiens se poursuivait ; ému de l'occupation de Nossen par le corps de Finck, le maréchal reporta son armée à Wilsdruf dans la nuit du 13 au 14 novembre. Cette retraite ne s'accomplit pas sans quelque désordre, surtout au corps de réserve commandé par Sincère ; sans l'énergie du commandant en chef qui paya de sa personne, on aurait perdu des canons.

(1) Comte de Choiseul à Belleisle, 1er novembre 1759. (La date inscrite du 1er octobre est évidemment un lapsus.) Archives de la Guerre, 3524.

(2) Montazet à Belleisle, Heinitz, 10 novembre 1759. Archives de la Guerre, 3524.

« Je ne vous cache pas, Monseigneur, mande Montazet (1), que je frémis de l'esprit qui règne dans l'armée; tout le monde est dégoûté et ne désire que la fin de la campagne, l'ennemy nous marche sans cesse sur les talons et nous ne luy disputons rien, aussy entreprend-il des choses fortes et ridicules, je ne sçais en vérité ou tout cecy nous ménera. Je ne vois d'ailleurs aucunes dispositions pour approvisionner Dresde qui manque de tout, et plus nous cheminons et moins je vois de gens empressés à soutenir Dresde et la Saxe... Il a déjà tombé beaucoup de neige; il est à désirer qu'elle sépare les armées. Le roy de Prusse a joint celle du prince Henry depuis quelques jours, il est maintenant plus nombreux que nous, ce qui n'augmente pas notre audace. »

Ce fut précisément au moment où Frédéric escomptait la reprise de Dresde, où les amis de Daun ne savaient comment défendre leur héros, que ce dernier se releva par une action d'éclat, par une entreprise aussi discrètement préparée que brillamment exécutée. Le 17 novembre, Daun évacua le camp de Wilsdruf avec toute son armée, pour s'établir dans une très forte position sur les hauteurs de Plauen. Son front était couvert par le ravin encaissé de Weissritz; la droite, à l'extrémité de laquelle était campée sa cavalerie, se reliait aux faubourgs de Dresde par une colline qui servait de citadelle naturelle. A une attaque directe contre les Autrichiens, il ne fallait pas songer; aussi Frédéric, qui après une entrevue avec son frère le 13 novembre à Hirchstein, avait pris le commandement des forces prussiennes en Saxe, résolut-il d'accentuer le mouvement tournant dont Finck était chargé depuis le commencement du mois et qui jusqu'alors avait si bien réussi. Ordre fut en conséquence envoyé (2) à ce général

(1) Montazet à Belleisle, Wilsdruf, 15 novembre 1759. Archives Guerre, 3524.

(2) Frédéric à Finck, Krogis, 14 novembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 634.

de marcher sur Dippoldiswalda, de faire occuper Maxen par un gros détachement et de jeter en Bohême une brigade volante pour ruiner les magasins dont les Autrichiens tiraient leurs approvisionnements. L'expédition était risquée, car Maxen où il s'agissait de se poster, situé à peu près à égale distance de Dippoldiswalda et de l'Elbe en aval de Pirna, se trouvait derrière le nouveau camp de Daun et était partout beaucoup plus rapproché des Autrichiens que des Prussiens dont le quartier général encore éloigné ne fut installé à Wilsdruf qu'après le départ de Daun. Finck, qui faisait depuis longtemps la guerre en Saxe et qui connaissait bien le pays, se permit de présenter quelques observations au Roi sur la teneur de ses instructions. Frédéric aurait sèchement répliqué (1) : « Vous savez que je ne peux pas souffrir les objections; arrangez-vous pour exécuter mon ordre. »

Ainsi rabroué, Finck n'avait qu'à s'incliner; de Nossen où il était depuis quelques jours, il gagna Freyberg et Dippoldiswalda où il entra avec son avant-garde le 16 novembre, après en avoir chassé un détachement d'Impériaux auquel il enleva deux canons. Le lendemain, il rapporte (2) au Roi que le brigadier Wunsch, avec six bataillons d'infanterie et quelques cavaliers, a devancé les Autrichiens de Brentano à Maxen, que lui Finck suivra avec le gros; le général Lindstädt à Dippoldiswalda maintiendra les communications avec l'armée royale. Le 18, nouvelles dépêches (3) au Roi : il a appelé à lui la brigade Lindstädt et fait occuper le village de Dohna par Wunsch; il ne laisse que trois escadrons à Dippoldiswalda; il vient d'être rejoint

(1) Guerre de Sept ans par l'État-major général prussien. Berlin, 1828. Défense de Finck au Conseil de guerre, citée par Winter.

(2) Finck à Frédéric, Dippoldiswalda, 17 novembre 1759. Winter, Capitulation de Maxen.

(3) Finck à Frédéric, Maxen, 18 novembre 1759. Winter, Capitulation de Maxen.

par un convoi de pain avec une escorte de deux bataillons ; les corps autrichiens de Sincère et de Brentano le surveillent : « Je crois, malheureusement, ajoute-t-il, que je vais avoir une affaire générale avec ces gens. »

Jusqu'alors, les avis répétés (1) expédiés à Finck par Frédéric considéraient la rentrée des Autrichiens en Bohême comme un événement presque certain. « Quand Daun apprendra, écrivait le Roi (2), qu'un fort détachement des nôtres est posté à Maxen, il tombera nécessairement en désarroi et en confusion. » Le 17 (3), Frédéric parle de Daun comme devant poursuivre sa retraite vers la Bohême par Dresde et Peterswalde et espère que Finck pourra s'emparer des bagages de l'ennemi. La première dépêche du 18 (4) est très explicite. Il a reçu le rapport de Finck de la veille, daté de Dippoldiswalda. « Je vous réponds que vous avez bien fait d'y marcher avec tout votre corps, car ils auraient pu venir en force et culbuter votre division détachée. » Quoique le nom de Maxen ne figure pas dans cette lettre, on ne peut se méprendre sur le sens, en comparant les expressions dont se sert l'écrivain royal avec le billet de Finck qui annonce son intention de se rendre à Maxen. D'ailleurs, sur le dos de la dépêche du général, le secrétaire du cabinet Eichel avait écrit au crayon, probablement sous la dictée du souverain : « Il devra aller à Maxen avec tout son corps ». Il n'y a donc nul doute sur la pensée de Frédéric et sur l'interprétation des ordres donnés à son lieutenant. Cependant, dans la lettre que

(1) La *Correspondance politique* contient deux dépêches du 16, trois du 17 et trois du 18 novembre. Les rapports de Finck publiés par Winter sont en nombre égal.

(2) Frédéric à Finck, Krogis, 16 novembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 641.

(3) Frédéric à Finck, Limbach, 17 novembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 643.

(4) Frédéric à Finck, Limbach, 18 novembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 648.

nous venons de citer, il n'est plus question de la retraite de Daun, mais seulement de celle de l'armée des Cercles; d'autre part, Finck est prévenu que la division commandée par Sincère n'est plus avec la grande armée et que Brentano est allé le 17 à Possendorf (village à moitié route entre Dresde et Dippoldiswalda). Le soir du 18, un mot daté de Wilsdruf (1), le nouveau quartier général, dénote quelque inquiétude : Le Roi envoie un renseignement de Zieten sur les mouvements de Sincère et de Brentano, s'en rapporte à Finck pour les dispositions à adopter, et ajoute : « Vous aurez une sortie soit avec les Cercles, soit avec Sincère. » A partir de ce moment, les communications furent coupées, car si dans la *Correspondance politique* on trouve encore un billet sans date, mais probablement du 19, qui contient une allusion aux craintes exprimées la veille par Finck relativement à une « affaire générale », aucune réponse n'est faite à l'appel (2) adressé ce même 19 : « Si contre mon attente ils m'entourent, je suis sûr que Votre Majesté me dégagera. » D'ailleurs, dans la dépêche du Roi datée du 20 qui annonce le départ de Hulsen avec des secours, il est dit que cette mesure avait été prise sur les informations de déserteurs et des coureurs prussiens.

Frédéric avait trop compté sur la démoralisation d'un adversaire qui savait parfois corriger sa lenteur et son indécision habituelles par des entreprises aussi hardies qu'inattendues. Alors que dans l'entourage royal on était convaincu que Daun ne songeait qu'à la rentrée en Bohême, le maréchal décidait d'appuyer le corps de Brentano, déjà détaché contre Finck, par la réserve de Sincère portée à un effectif de 15.000 hommes, et de diriger lui-même l'attaque combinée à laquelle concourrait une division

(1) Frédéric à Finck, Wilsdruf, 18 novembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 657.

(2) Finck à Frédéric, Maxen, 19 novembre 1759. Cité par Winter.

de l'armée des Cercles. « Je me mettrai en quatre, écrit Montazet (1), pour donner sur les oreilles à M. Finck, si nous le trouvons à Dippoldiswalda. M. le maréchal doit y marcher de sa personne, M. de Lascy y sera aussi ; ainsi il faut espérer que la besogne ira bien. »

Conformément à cette résolution, Sincère, renforcé de trois régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie, s'ébranla de Ruppchen (près de Possendorf) dans la matinée du 19 novembre, et marcha sur Dippoldiswalda; Daun rejoignit ses troupes en chemin. Quand les têtes des colonnes débouchèrent sur les hauteurs de Hefslich, on aperçut des détachements prussiens sur la route de Dippoldiswalda à Maxen ; on leur tira quelques coups de canon, et comme il était trop tard pour rien entreprendre ce jour-là, le maréchal fit occuper la ville de Dippoldiswalda que l'ennemi avait abandonnée et camper entre Hefslich et Matta le corps de Sincère. A ce dernier il donna ordre de se mettre en route dès le matin sur Reinhardsgrimma, et les préparatifs faits pour le lendemain, il retourna à son quartier général de Plauen dans la banlieue de Dresde. Les Prussiens qu'on avait fait canonner étaient l'escorte d'un convoi de pain qui venait de Freyberg et dont l'arrivée à Maxen fut assurée par les généraux Platen et Mosel qui se portèrent à sa rencontre. Mais bientôt, le nombre toujours grossissant des Autrichiens et la présence du maréchal, qu'on apprit par des déserteurs, convainquirent Finck qu'il devait s'attendre à quelque chose de plus sérieux qu'à l'attaque d'un convoi. Il s'efforça sans succès, ainsi que nous l'avons vu, d'instruire le Roi du danger qui le menaçait et prit ses dispositions pour tirer le meilleur parti des 18 bataillons et 35 escadrons dont se composait son corps.

(1) Montazet au comte de Choiseul. Sous Dresde, 18 novembre 1759. Archives de la Guerre, 3525.

Entre le cours de l'Elbe et les premières assises de la chaîne de hauteurs qui se détachent des Erzgebirge vers Nossen, s'étend un plateau vallonné dont le niveau s'abaisse au fur et à mesure qu'on s'approche du fleuve ; il est coupé par des ruisseaux dont la direction est presque perpendiculaire à celle de l'Elbe dans lequel ils se jettent. Deux de ces affluents, le Rothe-Muglitz et le Lockwitz-Bach, entourent de leurs lits encaissés le terrain où allait s'engager la lutte. Ces petites rivières, dans les environs de Maxen, ne sont éloignées l'une de l'autre que de trois à quatre kilomètres; dans cet espace restreint, se succèdent plusieurs rangées de collines boisées séparées par des dépressions peu profondes, mais dont les pentes extérieures deviennent de plus en plus escarpées avec la descente et se terminent en plusieurs endroits par des falaises rocheuses. De ces sommets, deux sont à noter : celui qui surplombe le village de Hausdorf et qui porte aujourd'hui le nom de Heideberg, un autre un peu plus élevé, le Maxernberg qui atteint une altitude de 395 mètres au-dessus de la mer. Pour gagner, de Hefslich où était le camp autrichien, le village de Maxen, il faut passer le défilé du Lockwitz-Bach à Reinhardsgrimma, traverser la forêt du même nom, surmonter les crêtes qui se dressent au-dessus du vallon de Hausdorf, escalader la chaîne de Maxen, enfin dévaler sur cette bourgade, bâtie dans un fond qui rejoint le Muglitz à Muhlbach. Derrière Maxen et à l'ouest de cette localité, on rencontre la colline de Schmorsdorf, mais entre le village de ce nom et ceux de Dohna et de Ploschwitz, le pays est plat jusqu'à la gorge du Muglitz, laquelle constitue un obstacle formidable. A l'époque de la bataille, la route venant de Dippoldiswalda perçait la forêt aux abords de Reinhardsgrimma, desservait le village de Hausdorf, gravissait le massif à l'ouest, franchissait la ligne des hauteurs devant Maxen par un col situé au milieu de la chaîne, descendait au bourg et continuait au nord entre Wittgensdorf et Tro-

nitz en longeant des prés marécageux avant de pénétrer dans cette dernière localité.

Examinons les mesures que les généraux autrichiens avaient concertées contre Finck. La première et la plus importante attaque partant de la région de Dippoldiswalda, devait suivre le chemin que nous venons de décrire; elle était confiée au corps de Sincère fort de 25 bataillons, 27 escadrons et d'un régiment de hussards, soit environ 19.000 hommes, et dirigée par Daun en personne. Au nord et du côté de l'Elbe, Brentano avec 6 bataillons, 5 compagnies de grenadiers, 12 escadrons et quelques Croates déboucherait entre Wittgensdorf et Tronitz, sur le flanc droit des Prussiens, tandis que le prince Stolberg, avec 7.000 hommes des Cercles, les prendrait à dos du côté de Burkhardtswalde et Weissenstein; enfin Palfy et Kleefeld avaient mission de leur fermer la route de Dohna. En résumé, 35.000 Autrichiens ou Impériaux, appuyés d'une nombreuse artillerie, étaient affectés à un effort concentrique contre les 13 à 14.000 combattants et les 70 canons que Finck pouvait leur opposer.

Voyons maintenant les dispositions de ce général : Sur les mamelons qui constituent le Maxernberg et font vis-à-vis aux collines de Hausdorf, il avait assigné une place à 5 bataillons et au gros de son artillerie; son aile droite, formée de 19 escadrons et de 3 bataillons, ces derniers postés sur les hauteurs de Schmorsdorf, faisait face à Brentano; un bataillon observait les débouchés de Weissenstein et gardait les bagages assemblés entre Maxen et Schmorsdorf. Platen, avec 4 bataillons et 13 escadrons, était en position aux abords de Reinhardsgrimma, et Wunsch, avec sa brigade de 5 bataillons et 3 escadrons, devait tenir tête aux Impériaux de Stolberg et aux Autrichiens de Palfy.

De grand matin, le 20 novembre, Finck se rendit aux environs de Reinhardsgrimma et fit une reconnaissance des Autrichiens; comme rien ne bougeait dans ces pa-

rages, il revint vers Rohrsdorf pour surveiller les agissements de Brentano. En route, il reçut de Platen des avis successifs que l'ennemi commençait à déboucher, que deux colonnes marchaient sur Reinhardsgrimma, qu'un feu assez vif s'échangeait entre ses tirailleurs et ceux de Sincère, enfin que des Pandours en nombre considérable se montraient près de Hirschbach et faisaient mine de lui couper la retraite. Finck lui envoya l'ordre de se retirer sur la première crête de hauteurs à droite (1) en descendant la vallée de Hausdorf, et d'y rejoindre le bataillon de Grabow qui y était déjà installé. Sur ces entrefaites, on apprit par des patrouilles lancées dans la région de Klein Rohrsdorf que, de ce côté aussi, la division Brentano se mettait en branle; mais, à en juger par l'attitude des cavaliers, qui n'étaient pas en selle, l'attaque n'était pas imminente, Finck fit aussitôt monter sur les collines de Maxen les cinq bataillons qui avaient été désignés pour ce poste; peu de temps après leur arrivée, la ligne fut renforcée par deux bataillons et par la plupart des escadrons de Platen appelés pour barrer la route aux coureurs autrichiens qui, de Hirschbach, avaient gagné les abords de Lungwitz. Pour défendre les hauteurs de Hausdorf, il ne restait plus que deux bataillons et les hussards du major Haugwitz qui, après avoir fait le coup de feu contre l'avant-garde autrichienne, s'étaient réunis à leurs camarades de l'infanterie. De Ploschwitz, le général Wunsch mandait que l'armée des Cercles avait ouvert la canonnade et que des partis ennemis dessinaient un mouvement sur Dohna. Les Prussiens allaient être assaillis de trois côtés à la fois, au sud-ouest, au nord et à l'est.

Aussitôt revenu de Plauen, Daun avait pris la direction

(1) Dans les cartes de l'époque toutes ces hauteurs portent le nom d'Hausdorf. D'après la carte de l'état-major, le sommet où Platen prit position doit être le Heideberg. Voir la carte à la fin du volume.

du corps de Sincère qu'il avait rattrapé en marche. Pendant que le gros franchissait le ravin de Reinhardsgrimma, il se porta avec l'avant-garde et une partie de son artillerie sur un dos d'âne peu éloigné de la forêt de Reinhardsgrimma et perpendiculaire à la colline où étaient postés les deux bataillons et les hussards de Platen. Il y établit, au fur et à mesure de la venue des pièces, deux batteries d'obusiers et de canons et fit ouvrir un feu qui ne tarda pas à avoir le dessus, car les boulets autrichiens enfilaient les positions de Hausdorf et de Maxen, tandis que la nature du terrain ne permettait pas au tir prussien d'avoir grande efficacité. L'installation des batteries de Daun n'avait pu être accomplie sans de grands efforts ; le mauvais état et l'escarpement des chemins, la couche de verglas dont ils étaient couverts, les chutes des chevaux qui n'étaient pas ferrés à glace, avaient fait douter de la possibilité d'amener les canons sur la hauteur ; le rapport d'un officier énergique, le major Fabri, avait décidé le maréchal à en donner l'ordre.

Au bout de quelques minutes, le tir autrichien obligea Platen à abandonner son poste et à se retirer sur le Maxernberg où il vint prendre la gauche de la ligne. Daun profita de cette retraite pour occuper l'emplacement cédé et pour y planter une troisième batterie de 26 pièces. La canonnade continua, de plus en plus intense, et la supériorité des 50 pièces autrichiennes sur les 11 prussiennes devint si marquée que le maréchal crut le moment propice pour lancer ses colonnes à l'attaque du Maxernberg. Cette entreprise fut favorisée par une panique qui se produisit dans les équipages que Finck avait réunis dans un fond entre Maxen et Schmorsdorf; beaucoup de projectiles dépassant la crête que visaient les artilleurs de Daun, tombèrent au milieu du camp et y mirent un désordre qu'accrut le feu du canon de Brentano et que le cours des événements ne fit qu'aggraver encore. Les obstacles

qu'avaient rencontrés les Autrichiens dans leur marche, les difficultés qui avaient accompagné le transport de leur artillerie, occasionnèrent de tels retards qu'il était plus d'une heure de l'après-midi quand l'assaut fut livré. En tête étaient les grenadiers de Sisckowitz, soutenus par les brigades du marquis d'Ainse et du général Dombasle et flanqués par la cavalerie. A la droite prussienne l'attaque échoua ; les défenseurs refoulèrent l'assaillant et le poursuivirent jusqu'au pied de la montée ; mais accablés par le feu des batteries autrichiennes, ils durent reculer jusqu'au point de départ ; à la gauche, au contraire, les grenadiers de Sisckowitz furent plus heureux, ils percèrent la ligne de Finck, et, poussant devant eux les bataillons de Grabow et de Zastrow, dévalèrent le revers de la montagne et entrèrent dans le village de Maxen. Là, ils furent rejoints par un parti des leurs qui s'y était glissé en contournant les hauteurs. Les autres bataillons de Platen, qui jusqu'alors avaient victorieusement résisté, pris à dos par les nouveaux venus, attaqués de front par les troupes fraîches accourues pour appuyer leurs camarades battus, durent abandonner le Maxernberg et refluer vers le bourg où la lutte continua. Les Autrichiens qui s'étaient ainsi avancés auraient probablement payé cher leur témérité s'ils avaient été chargés par les dragons de Wurtemberg que Finck avait postés en seconde ligne derrière son infanterie ; malheureusement, pour les abriter du feu de l'artillerie, le général Gersdorf les avait éloignés sans prévenir son chef ; aussi le moment opportun était-il passé quand on put les faire donner. Leur attaque tardive et mal conduite par suite de la blessure mortelle du colonel de Münchow ne réussit pas et se termina par une retraite désordonnée.

Entre temps, Finck avait appelé au secours de sa première ligne, dont une fraction occupait encore le Maxernberg tandis que le reste se battait dans les ruelles de Maxen, les grenadiers de Willemey, les deux bataillons de Reben-

tisch et les dragons de Platen, qui étaient en réserve. L'intervention des grenadiers fut des plus utiles; elle dégagea les bataillons Finck et Benkendorf qui étaient presque cernés, et fournit l'occasion de recouvrer une partie du village. Les fusiliers de Rebentisch n'eurent pas la même fortune; ce régiment, composé dans une forte proportion de prisonniers russes et autrichiens, participa à la défaite des bataillons Grabow et Zastrow, qu'il devait aider, fut enfoncé par la cavalerie autrichienne, se laissa prendre beaucoup de monde et finalement recula, entraînant dans sa fuite les dragons de Platen.

Sur ces entrefaites, Brentano, qui ne devait s'engager qu'après l'entrée dans la zone de feu des colonnes de Daun, faisait mine de se joindre à l'action, en marchant sur les hauteurs au nord de Schmorsdorf; pour arrêter ses progrès, Finck ordonna au général de Bredow de se mettre à la tête des cuirassiers et hussards de l'aile droite et de repousser les Autrichiens de manière à donner de l'air sur ce flanc et à permettre l'envoi à Maxen des quatre bataillons jusqu'alors opposés à Brentano. Soit faute des généraux, soit mauvaise conduite des hommes, cette manœuvre de cavalerie eut le même sort que la première; tout alla bien d'abord, puis les escadrons prirent une fausse direction, s'empêtrèrent dans les fonds marécageux de Tronitz, furent mis en désordre par le canon de Brentano, et malgré les efforts de leurs officiers pour les rallier, finirent par abandonner le champ de bataille où ils ne reparurent plus de la journée.

Pendant que ces événements se passaient au nord de Maxen, à l'ouest de la bourgade les Prussiens avaient perdu beaucoup de terrain. Les dernières unités qui se cramponnaient encore à la chaîne du Maxernberg avaient été forcées de se retirer pour n'être pas coupées. De leur côté, les généraux autrichiens avaient rétabli l'ordre dans leurs bataillons où l'entraînement de la poursuite avait apporté de

la confusion, les avaient rangés sur la position conquise et les avaient renforcés des troupes demeurées jusqu'alors sur les Hausdorfhöhe. Ces dispositions achevées, toute la ligne se porta en avant pour chasser les Prussiens de Maxen où ils tenaient encore. Le combat reprit de plus belle dans le village qui devint la proie de l'incendie; cernés par le vainqueur, les bataillons prussiens Finck, Benkendorf et Willemey, dont nous avons raconté le retour offensif, eurent beaucoup de peine à se frayer un chemin à travers les flammes et à rejoindre le reste de l'armée. Il en fut de même des bataillons Kleist, Billerbeck, Heyden et Schenkendorf, qui luttaient au nord de Maxen; accablés par le feu croisé des batteries de Daun et de celles de Brentano, qui avaient profité de la fuite de la cavalerie de Bredow pour se rapprocher, démoralisés par les échecs successifs de la journée, ils reculèrent dans la direction de Schmorsdorf.

Finck fit un dernier effort pour éviter le désastre qui le menaçait; il essaya de rallier sur les collines de Schmorsdorf les débris de son armée, y mit en batterie tout ce qu'il put ramasser d'artillerie et y attendit de pied ferme une nouvelle attaque. Elle ne tarda pas à se produire; unissant sa gauche à la droite de Brentano, le maréchal Daun exécuta contre les Prussiens un mouvement concentrique. Ce fut en vain que Linstädt, avec ses trois bataillons encore intacts, opposa aux Autrichiens une résistance acharnée; il dut céder à son tour. Schmorsdorf fut défendu longtemps par le bataillon de Lehwald, qui tint en échec par ses feux la cavalerie autrichienne; mais la prise du village, qui eut lieu vers la chute du jour, couronna la victoire de Daun et ne laissa d'autre ressource à l'armée battue que de se réfugier dans la plaine de Ploschwitz sous la protection de Wunsch. Ce général, qui avait eu affaire aux Impériaux de Stolberg et aux Autrichiens de Palfy et de Kleefeld, avait maintenu son terrain; l'engagement de ce côté avait été limité à une canonnade active entre les Prussiens

et l'armée des Cercles et à quelques escarmouches aux abords de Dohna, à la suite desquelles les cavaliers de Palfy et les Croates de Klefeld avaient franchi le Muglitz et avaient donné la main à Brentano pour poursuivre les fuyards du corps de Finck.

Les commandants des deux armées mirent à profit la nuit, Daun pour munir d'artillerie les positions enlevées et pour préparer le renouvellement de l'action dès la matinée du lendemain, Finck en cherchant un expédient pour sortir d'une situation sans issue. Entouré de toutes parts par des forces supérieures, dominé par les bouches à feu dont l'ennemi avait garni les hauteurs environnantes, il ne pouvait échapper à une capitulation qu'en perçant le cercle de ses adversaires. Il y songea et proposa à cet effet à ses brigadiers, réunis en conseil de guerre, d'essayer un coup de désespoir pour la reprise de Schmorsdorf et de sa colline ; avant de s'y décider, on voulut savoir sur quels effectifs on devait tabler. Un appel fait dans les régiments d'infanterie du corps de Finck constata la présence sous les armes de 2.836 fantassins seulement ; en y ajoutant la brigade Wunsch, on avait 7.000 hommes d'infanterie et huit canons à opposer aux masses autrichiennes. Avec de si pauvres moyens, avec des soldats sur la bonne moitié desquels il ne fallait pas compter, assaillir un ennemi victorieux et beaucoup plus nombreux, c'était tenter une œuvre irréalisable et sacrifier inutilement ce qui restait de meilleur dans les rangs ; il fallut donc se résigner à entrer en pourparlers avec le maréchal Daun. Cependant, si le sort de l'infanterie paraissait scellé, peut-être serait-il possible de dérober la cavalerie à la honte d'une reddition. Soit sur l'ordre de Finck, soit sur sa propre initiative, Wunsch reçut mission de réunir les 35 escadrons de l'armée, de se glisser, à la faveur de l'obscurité, à travers les avant-postes de l'armée des Cercles vers Sirsen et de gagner par un grand détour le quartier général royal. Cette en-

treprise, dont la difficulté était fort aggravée par les défilés à franchir et par l'état des chemins devenus impraticables à cause de la glace et du verglas, était d'avance condamnée à l'insuccès.

Dès l'aube du 21 novembre, les Autrichiens tirèrent quelques coups de canon sur les débris de l'armée prussienne; ils suffirent pour détruire le peu d'ordre qu'on avait pu rétablir pendant la nuit; les soldats quittèrent les rangs pour se réfugier parmi les voitures du convoi. Finck, bien convaincu qu'il n'y avait rien à faire, dépêcha au maréchal le général Rebentisch. Vers huit heures du matin, l'émissaire rentra accompagné de l'Autrichien Lascy et de quelques officiers de son état-major; ils ne voulurent accorder aux troupes de Finck d'autres conditions que celle de se rendre prisonnières de guerre. Quant à la cavalerie, malgré son départ nocturne, elle n'avait fait que peu de progrès dans sa tentative de fuite; il avait fallu conduire les chevaux à la bride, quelquefois un à un, pour leur faire traverser la glace qui recouvrait les bas-fonds, et les premiers escadrons de hussards avaient seuls passé le ravin quand Lascy menaça de recommencer la canonnade si la cavalerie n'était pas comprise dans l'arrangement. Wunsch dut revenir sur ses pas et mettre bas les armes; son absence au moment de la signature et ses protestations contre un acte dont il se prétendit la victime, le sauvèrent du conseil de guerre devant lequel furent appelés la plupart de ses camarades.

A la suite de la capitulation ou au cours du combat de Maxen, les Autrichiens s'emparèrent de neuf généraux, 549 officiers, environ 12.000 sous-officiers et soldats, 71 pièces de canons, 44 caissons, 24 étendards et 96 drapeaux (1). L'affaire leur avait coûté un millier de tués ou blessés et presque le double aux Prussiens.

(1) D'après Tielke, le chiffre des prisonniers fut de 14.922 de tous rangs.

A peine les troupes de Finck avaient-elles déposé les armes qu'on entendit le canon dans la contrée de Dippoldiswalda. C'était le secours sur lequel avait compté l'infortuné général. Le 20 novembre, en effet, Frédéric, inquiet de voir interceptée toute communication avec son lieutenant, envoya à la découverte le général Hulsen avec une division de cinq bataillons et quinze escadrons. Parti de grand matin, Hulsen ramassa en route le détachement du général Schenkendorf, parvint avec son avant-garde à Klingenberg et poussa de là une reconnaissance dans la direction de Dippoldiswalda; on percevait très distinctement le bruit de la canonnade qui s'éloignait du côté de l'Elbe. Vers le soir, il fut rejoint par le colonel Kleist qui rentrait de l'incursion en Bohême où il avait détruit des magasins et fait des prisonniers, parmi lesquels deux généraux qui faisaient une cure à Teplitz. Le lendemain, Hulsen qui avait réuni, grâce à ces adjonctions, une force de huit à neuf mille hommes, se porta sur Dippoldiswalda où il se heurta au corps de Brentano que Daun y avait fait marcher; la rencontre ne donna lieu qu'à l'échange de quelques coups de canon, car les Prussiens ayant appris le désastre de Maxen, se rabattirent sur Freyberg.

Pendant toute la journée du 21, des rapports inquiétants se répandirent au quartier général de Wilsdruf, mais ce fut seulement vers le soir que l'étendue du malheur fut connue par le récit de deux paysans venus de Maxen. Ce fut un coup de massue pour Frédéric qui voyait dans cet événement la mauvaise fortune persistante dont il souffrait depuis le commencement de la campagne. S'il faut en croire les notes inscrites par Catt dans son Journal (1), il aurait avoué sa part dans la défaite en écrivant au prince Henri : « Plût au Ciel que j'eusse eu encore la goutte cinq ou six bons jours ! » Mais les grands capitaines n'ai-

(1) Catt, Journal, p. 409.

ment guère à assumer la responsabilité des mésaventures dues à une obéissance trop scrupuleuse aux ordres qu'ils ont donnés; Frédéric ne fit pas exception à la règle. Sur un billet de Hulsen qui annonce la capitulation, il trace ou fait tracer sous sa dictée ces mots significatifs : « C'est un grand malheur, et presque sans précédent, mais ce n'est pas ma faute. » Deux jours après, dans une dépêche à (1) l'envoyé Knyphausen, destinée sans doute à être communiquée aux ministres anglais, il parle d'instructions que Finck n'aurait pas suivies et d'après lesquelles il aurait dû rétrograder sur Freyberg en cas d'attaque par un ennemi supérieur. Mais si la raison d'état explique et justifie dans une certaine mesure cette attitude vis-à-vis du public, nous comprenons moins la persécution dont le général vaincu fut la victime longtemps après les événements. Resté comme prisonnier des Autrichiens jusqu'à la paix, Finck fut traduit devant un conseil de guerre en 1763; acquitté de l'accusation de lâcheté, il fut condamné pour fautes militaires à être cassé de son grade et à subir un an de détention. Aussitôt sa peine finie, Finck passa au service du Danemark où il mourut en 1766. Dans sa disgrâce, il garda les sympathies de la plupart de ses camarades, qui appréciaient les qualités militaires qu'il avait déployées et la capacité dont il avait fait preuve pendant les campagnes précédentes. Eichel, le confident du Roi, dans une lettre (2) à Finckenstein datée du lendemain de la catastrophe, ne craint pas de plaider en sa faveur les circonstances atténuantes : « Le général Finck est malheureux et apparemment innocent. Sa situation a été des plus scabreuses ». Le prince Henri, qui l'avait eu souvent sous ses

(1) Frédéric à Knyphausen. Wilsdruf, 23 novembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 658.

(2) Eichel à Finckenstein, Wilsdruf, 26 novembre 1758. *Correspondance politique*, XVIII, p. 666.

ordres, lui conserva son amitié (1) et le recommanda chaudement au gouvernement danois.

Certes, les dispositions prises par Finck pour la défense de Maxen sont sujettes à critique, et il faut le blâmer de n'avoir pas usé de la latitude que lui accordait le billet royal du 18 novembre de se retirer d'un poste dont il avait été le premier à signaler les dangers; mais le caractère impératif des ordres antérieurs et la crainte de compromettre le succès de l'ensemble, par un mouvement isolé de sa propre initiative, ne devaient pas l'incliner à profiter d'une autorisation dont la rédaction était trop vague pour le disculper en cas d'échec. D'ailleurs, cette autorisation, il n'en eut connaissance que le 19, date à laquelle il était déjà bien tard pour échapper à la manœuvre enveloppante des Autrichiens. Il semblerait, à lire la correspondance échangée, que Finck, tout en se rendant compte du risque qu'il courait sur les derrières de l'ennemi, ait partagé les illusions du Roi sur la retraite de Daun et n'ait cru à une attaque du maréchal qu'au moment où il était impossible de l'éviter. Au surplus, s'il y eut faute commise, elle incombe plutôt à l'auteur de l'occupation de Maxen qu'au lieutenant chargé d'exécuter des instructions que, dans l'état-major prussien, on était accoutumé à interpréter à la lettre.

Dans une dépêche (2) où il s'attribue une large part dans la victoire de Maxen, Montazet se montre sévère pour les vaincus : « C'est un événement qui doit porter une atteinte mortelle à la gloire des armes de notre ennemi : 1° parce que le plan du Roy était plus que téméraire ; 2° parce que la position qu'avaient choisie ses trois généraux de confiance que nous avons fait prisonniers, était ridiculement

(1) Henri à Finck, Reinsberg, 14 novembre 1764. *Correspondance du prince Henri*, B. III, 16, Archives de Berlin.

(2) Montazet à Belleisle. Dresde, 24 novembre 1759. Archives de la Guerre, vol. 3525.

prise; 3° parce que leurs dispositions ne valaient rien; 4° parce qu'ils se sont fort mal et fort mollement battus; 5° parce qu'ils ont fini par mettre bas les armes et faire une action indigne; car ils étaient encore extrêmement nombreux, et s'ils avaient voulu, ils nous auraient donné du fil à retordre. Mais nous les avons attaqués si vivement et suivis si rapidement que réellement nous leur avons tourné la tête; nous sommes restés d'ailleurs pendant la nuit à 500 pas les uns des autres, et le canon a recommencé à tirer avant le jour, de façon qu'ils n'ont pas eu le temps de rasseoir leur tête. »

A la capitulation de Maxen succéda, à quelques jours de distance, un autre échec, moins retentissant il est vrai, infligé à la division du général Diericke qui avait été laissée sur la rive droite de l'Elbe, dans les environs de Meissen. Daun, enhardi par sa victoire, résolut de profiter de la situation fort en l'air où se trouvait le détachement prussien et chargea Beck, qui était disponible en Lusace, de le surprendre et d'essayer de l'enlever. L'entreprise ne réussit que partiellement; quelque hésitation de la part des Autrichiens permit à la majorité des troupes de Diericke de passer le fleuve en bateaux et d'échapper à la captivité; mais le général lui-même, 1.500 hommes composant le fond de trois bataillons et huit pièces de canon tombèrent entre les mains du vainqueur. Cette affaire, qui eut lieu le 3 décembre, fut la dernière de la saison; à partir de cette date, la campagne se transforma en une lutte de ténacité entre les deux généraux en chef, bien résolus l'un et l'autre à ne pas abandonner la partie le premier. Frédéric, qui au cours de ses embarras n'avait cessé de demander au prince Ferdinand de l'assistance ou une diversion en sa faveur, lui adressa un suprême (1) appel :

(1) Frédéric à Ferdinand. Wilsdruf, 4 décembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 676.

« Vous pénétrez très bien à quel point pareils revers doivent me déranger, sans qu'il y ait de ma faute. Si vous êtes à même de m'aider, c'est à présent le moment de le faire. Cinq ou six mille hommes de votre armée que vous feriez marcher en Saxe dans le Voigtland me seront d'un grand secours, uniquement pour me débarrasser ici. » Ferdinand se conforma, comme nous l'avons vu, au désir du Roi en lui envoyant 12.000 hommes sous les ordres de son meilleur lieutenant, le prince héréditaire de Brunswick. Ce corps, qui venait de battre les Wurtembourgeois à Fulde, se mit en route le 9 décembre, passa par Erfurt, Gera et Chemnitz et parvint à Freyberg le 28 du même mois.

Quoiqu'il s'écoulât plus de cinq semaines entre la défaite de Finck et l'entrée en scène du corps hanovrien, Daun ne sut pas profiter de la supériorité morale et numérique que lui avaient valu les combats de Maxen et de Meissen. Beck, dont une pointe vers Torgau avait à bon droit inquiété (1) le Roi, se contenta de longer l'Elbe, d'y couler des barques et de détruire des magasins. Le maréchal manifesta, il est vrai, à plusieurs reprises son dessein de tenter un coup de main sur Freyberg, où Frédéric s'obstinait à se maintenir malgré les dangers de cette position avancée ; mais ces velléités d'offensive ne se transformèrent pas en mesures effectives ; quant au camp de Kesseldorf où était le gros de l'armée royale, une attaque eût entraîné trop de risques. Montazet ne peut contenir son impatience : « Malheureusement, écrit-il (2) à notre ambassadeur, il y a dans notre machine une lenteur qui fait le salut de l'ennemi et qui autorise en quelque sorte les idées gigantesques du Roi » ; il supplie le comte de Choiseul d'obtenir de la cour de

(1) Frédéric à Finckenstein. Freyberg, 12 décembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 693.

(2) Montazet au comte de Choiseul, Dresde, 7 décembre 1759. Archives de la Guerre, vol. 3526.

Vienne l'ordre de livrer bataille à l'armée prussienne et l'envoi de Laudon en Lusace avec les troupes qu'il ramenait de Pologne.

Entre temps les soldats, tenus continuellement en haleine, souffraient cruellement des intempéries de la saison : « La terre est couverte de neige ; mandait Montazet (1), les chemins sont diaboliques; presque toutes les tentes de l'armée sont pourries et ne peuvent plus servir.... ; les chevaux de l'artillerie sont sur les dents ; tous les environs de Dresde sont mangés de façon qu'il n'y reste pas une paille. » Quinze jours plus tard, même langage (2) : Le froid est excessif ; les deux armées sont cantonnées, le gros des Prussiens à Wilsdruf et Kesseldorf avec un fort détachement à Freyberg, les Autrichiens dans les faubourgs de Dresde avec une division à Dippoldiswalda ; quant à l'armée des Cercles, elle s'était refusée à continuer les hostilités et était en pleine marche pour prendre ses quartiers d'hiver. Daun n'avait d'autre ambition que de conserver la possession de Dresde et de son territoire ; peut-être espérait-il une de ces attaques téméraires dont son adversaire était coutumier et partageait-il l'opinion de Montazet qui écrivait (3) vers cette époque à l'ambassadeur Choiseul : « Le roi de Prusse est un homme fait pour se détruire lui-même.... c'est une tête bouillante, pleine de moyens violents, qui d'ailleurs n'écoute personne, par mépris souverain qu'il a pour tous ceux qui ont le bonheur de l'approcher. C'est ce même sentiment dont il nous honore qui lui a fait et lui fera toujours entreprendre des choses au-dessus de ses forces et par où naturellement il doit écrouler. » Il est curieux de voir

(1) Montazet au comte de Choiseul. Dresde, 2 décembre 1759. Archives de la Guerre, vol. 3526.

(2) Montazet à Belleisle, Dresde, 15 décembre 1759. Archives de la Guerre, vol. 3526.

(3) Montazet au comte de Choiseul. Dresde, 4 décembre 1759. Archives de la Guerre, vol. 3526.

le prince Henri, sous l'influence de la maladie et du profond abattement, émettre sur le compte de son frère un jugement presque analogue. Dans les papiers originaux de Berlin, se trouve une lettre de Frédéric du 14 décembre sur le dos de laquelle le prince avait tracé (1) ces mots : « Je ne me fie nullement à ces nouvelles, elles sont toujours contradictoires et incertaines comme son caractère. Il nous a jetés dans cette cruelle guerre; la valeur des généraux et des soldats peut seule nous en tirer. C'est depuis le jour où il a joint mon armée qu'il y a mis le désordre et le malheur; toutes mes peines dans cette campagne et la fortune qui m'a secondé, tout est perdu par Frédéric. »

Si Daun était bien résolu à rester sur la défensive, son adversaire était obligé de s'avouer à lui-même que la reprise de Dresde devenait de plus en plus improbable. Sans doute, dans sa correspondance, le Roi parle sans cesse de la retraite plus ou moins volontaire des Autrichiens en Bohême, mais on sent à la lecture que l'espoir, très vivace d'abord, s'évanouit peu à peu avec le cours des événements. A Ferdinand qui, inquiet du retour offensif de Broglie, redemandait la division du prince héréditaire, il écrit (2) : « Je n'entreprendrai rien qui ne soit praticable, ni ne commettrai rien à trop de hasard, mais je me flatte de manœuvrer en sorte de serrer l'ennemi et de le fatiguer tant, qu'il résoudra enfin de quitter la partie... Si je vois que je ne saurais réussir par mon plan, je vous renverrai vos troupes, sans les plus arrêter. » C'est ce qui arriva. A la suite d'une reconnaissance faite de concert avec le jeune prince de Brunswick, le Roi abandonna l'idée d'entamer la position de Hadick à Dippoldiswalda et fit rentrer ses régiments dans leur camp où, malgré la rigueur de la saison,

(1) *Correspondance politique,* XVIII, p. 696.

(2) Frédéric à Ferdinand, Freyberg, 29 décembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 728.

ils étaient logés sous la tente. Quant aux Hanovriens, après un court séjour à Freyberg, ils reprirent le chemin de la Hesse. Toutefois la diversion du prince héréditaire ne fut pas inutile pour la cause royale ; sa venue en Saxe et les desseins agressifs qu'on lui prêtait sur les magasins de Bohême alarmèrent le cabinet de Vienne. Laudon fut rappelé de Pologne où son corps d'armée était en route pour gagner la Moravie, et envoyé en Bohême avec mission de réunir ce qu'il y avait de disponible dans ce royaume et de repousser l'incursion prévue. La garnison de Dresde fut renforcée (1) de onze bataillons autrichiens et de deux régiments saxons de cavalerie tirés de la Silésie. Loin de songer à évacuer la Saxe, Kaunitz émettait l'avis qu'il fallait marcher contre les Prussiens ; mais ces velléités belliqueuses durent céder aux raisons qui rendaient impraticable la continuation des hostilités.

De guerre lasse, les deux armées mirent fin aux grandes opérations et se cantonnèrent de leur mieux dans leurs territoires respectifs. Dresde et sa banlieue furent acquis aux Autrichiens ; le reste de la Saxe demeura au pouvoir des Prussiens. La prise et la conservation de la capitale de l'Électorat furent donc le seul résultat, non sans importance il est vrai, de cette longue campagne où Frédéric avait été en deux occasions différentes si près de sa perte, et de laquelle il sortit amoindri à ses propres yeux tout autant qu'à ceux de ses compatriotes et de ses adversaires. Sans doute, par la hauteur de son courage moral, par son indomptable énergie, il avait su en imposer à l'ennemi victorieux, mais la sanglante défaite de Kunersdorf, la désastreuse capitulation de Maxen, avaient porté au prestige des armes prussiennes, à la renommée de leur chef, des atteintes dont il était impossible de nier la gravité. La dé-

(1) Montrozard à Belleisle. Dresde, 6 janvier 1760. Archives de la Guerre, vol. 3550.

route de Kolin en 1757 avait été suivie des brillantes victoires de Rossbach et de Leuthen. En 1758, malgré l'échec devant Olmütz, la lutte indécise de Zorndorf et la surprise de Hochkirch, le succès définitif était échu au Roi, qui avait forcé ses ennemis à repasser la frontière. En 1759, il n'en avait pas été de même; non seulement les Prussiens avaient été battus, mais ils avaient perdu du territoire, ils avaient abandonné aux Autrichiens une ville qui était à la fois le chef-lieu et la clef stratégique de la Saxe. L'avenir s'annonçait bien sombre; aussi ne peut-on s'étonner de voir le Roi et son frère échanger des vœux pour la réussite des ouvertures pacifiques dont l'Angleterre, avec l'assentiment de son allié, avait pris l'initiative à La Haye.

Rien ne dépeint mieux l'état d'âme de Frédéric que le billet qu'il adressait (1) au prince Henri à l'occasion du jour de l'an : « Les lettres de la France sont toutes favorables à la paix, mais il ne nous suffit pas qu'elle se fasse, il faut encore qu'elle soit prompte, ou c'est la moutarde après dîner...; mon cœur est navré de chagrin, et ce qui me décourage le plus, c'est que je suis à bout de tous mes moyens et que je ne trouve plus de ressource. Je ne devrais pas vous attrister le jour du nouvel an, mais vous dérober ce tableau funeste, qui cependant est si présent à tous les yeux qu'on ne saurait se le voiler; enfin, mon cher frère, le passé, le présent et l'avenir me paraissent également affligeants. » Les réponses du prince Henri sont encore plus démoralisées; en voici un spécimen : « Je ne saurais nier (2) que j'envisage l'état présent et l'avenir du même œil tel que vous daignez me confier que vous le faites; si la paix ne se conclut vers le printemps, je crois comme vous, mon très cher frère, que la catastrophe sera, du moins à en juger suivant les probabilités humaines, iné-

(1) Frédéric à Henri, 1er janvier 1760. Schöning, II, p. 218.
(2) Henri à Frédéric. Unkersdorf, 11 janvier 1760. Schöning, II, p. 221.

vitable. Mais pour parler avec confiance... il me paraît que de prévoir ce malheur est une raison suffisante pour faire tout au monde pour obtenir cette paix à temps. Il n'y a point de malheur, point de honte, ni de misère... plus grande que celle de la perte de l'État entier... Vous avez soutenu la guerre quatre années; quelle que soit la paix que vous fassiez, elle ne sera jamais déshonorante, et si même elle était désavantageuse, ce serait la vanité qui en serait blessée mais non pas l'honneur. Dans une situation aussi cruelle, je ne vous cache pas mes pensées. » Cette paix, qu'appelaient de leurs souhaits tant de bons citoyens des partis opposés, devait être ajournée plus de trois ans encore. En attendant la réalisation de leurs espérances, les deux frères s'employèrent de leur mieux à préparer et soutenir la campagne prochaine.

Pour terminer le récit des opérations de 1759, il nous reste à dire quelques mots de celles des Suédois, qui n'eurent d'ailleurs pas plus d'effet utile que leurs manœuvres des années précédentes. Leur entrée en ligne fut particulièrement tardive; dans les derniers jours de juillet, la mobilisation n'était pas achevée (1) et les troupes destinées à la promenade annuelle, qui ne dépassaient pas 12.000 à 15.000 hommes, étaient encore sous les murs de Stralsund. Quelle serait la destination de ce petit corps d'armée? Montalembert qui, de représentant de France au camp suédois était passé à l'armée russe avec les mêmes fonctions, aurait voulu l'affecter au siège de Stettin et chercha à faire prévaloir ses idées à Pétersbourg, puis auprès de Soltikoff. Ce dernier, qui avait peu de confiance dans les Suédois et qui professait un dédain justifié pour leur organisation militaire, repoussa toute pensée de coopération. Peu satisfait d'une indépendance que réduisait singulièrement l'obligation de se conformer aux instructions

(1) Caulincourt à Belleisle. Stralsund, 24 juillet 1759. Arch. Guerre, 3519.

de Stockholm, le général Lantinghausen ne voulut rien entreprendre; la présence de la division prussienne de Kleist, forte d'environ 5.000 hommes, suffit pour le tenir en respect. Mais à la suite du départ de ce général appelé au secours du Roi après la bataille de Kunersdorf, les Prussiens ne conservèrent en Poméranie que cinq bataillons et quelques troupes légères qui formaient la garnison de Stettin et des îles de Wollin et d'Usedom à l'embouchure de l'Oder. Le champ devenu libre, Lantinghausen occupa sans résistance les villes de Demmin et Anklam et s'avança lentement dans la direction de Berlin; le 7 septembre, le quartier général était à Pasewalk avec une avant-garde à Prenzlau, et des détachements avaient été poussés jusqu'à Zehdenick et Oranienburg dans le but de lever des contributions. A en croire Caulincourt, qui avait remplacé Montalembert à l'état-major suédois, malgré (1) la valeur incontestable du soldat, il était difficile d'obtenir une offensive énergique d'une armée commandée par des généraux incapables et par des colonels trop âgés. Le chef qui lui était opposé était le duc de Bevern; fait prisonnier dans une reconnaissance après sa défaite à Breslau vers la fin de 1757, il avait recouvré sa liberté et quoique encore en disgrâce, avait été nommé gouverneur de la forteresse de Stettin. Il y déploya beaucoup d'activité, organisa des bataillons avec les blessés convalescents revenus des affaires contre les Russes, repoussa quelques incursions de l'ennemi dans la région de Stettin et créa une petite flottille pour lui disputer le Gross-Haff. Mais sur la mer, la supériorité des Suédois était trop grande pour qu'il y eût chance de succès; après un combat inégal qui eut lieu le 10 septembre, presque tous les bâtiments prussiens furent pris ou détruits. Grâce à cette victoire, le Suédois Fersen s'em-

(1) Caulincourt à Belleisle, Pasewalk, 6 septembre 1759. Archives Guerre, 3522.

para de la ville de Wollin avec sa garnison et devint maître des îles de l'embouchure de l'Oder. Le 1er octobre, les Suédois étaient encore à Pasewalk où ils reçurent de Vienne une proposition de coopération avec les Autrichiens en Saxe; mais une entreprise qui eût nécessité la traversée du Brandebourg fut jugée (1) beaucoup trop aventureuse pour les faibles moyens dont on disposait. A cette époque, d'après les confidences de Lantinghausen, les effectifs ne dépassaient guère 10.000 hommes, l'armée manquait de fourrages et ne possédait aucun service de boulangerie. Entre temps, le général Manteuffel, remis de ses blessures de Paltzig, vint prendre la direction des dépôts de recrues et de convalescents qui constituaient le fond des forces opposées aux Suédois. Ces derniers conservèrent leur position à Pasewalk jusqu'à la fin d'octobre sans autre incident que des escarmouches avec les hussards prussiens. L'autorité du général en chef était paralysée en attendant les décisions de la Diète qui allait se réunir à Stockholm. « Je crois voir de jour en jour plus clairement, écrit Caulincourt (2), que l'armée suédoise ne sera plus qu'un corps mort ou mourant d'ici à la première Diète. »

Dans les premiers jours de novembre, la retraite commença, d'abord sur Anklam, puis sur Greifswald. Le 18 novembre, grâce à l'arrivée de renforts venus de Suède, l'armée, y compris les garnisons, était remontée au chiffre de 17.000 combattants; malgré sa supériorité sur les effectifs de Manteuffel et Bevern qui lui tenaient tête, elle demeura inactive, et vers la fin de l'année se cantonna derrière la Peene sur une ligne allant d'Anklam à Triebsees; elle y fut rejointe par les détachements qui avaient occupé les

(1) Caulincourt à Belleisle, Pasewalk, 1er et 6 octobre 1759. Archives Guerre, 3524.

(2) Caulincourt à Belleisle, Pasewalk, 26 octobre 1759. Archives Guerre, 3524.

îles d'Usedom et de Wollin. En résumé, de leur campagne les Suédois ne retirèrent d'autre avantage que de conserver la possession de tout leur territoire au lieu d'être forcés de se réfugier, comme les années précédentes, dans la place de Stralsund et l'île de Rügen.

CHAPITRE VI

QUÉBEC

MISSION DE BOUGAINVILLE EN FRANCE. — EXPÉDITION DE WOLFE CONTRE QUÉBEC. — BOMBARDEMENT DE LA VILLE. — COMBAT DU SAUT DE MONTMORENCY. — DÉFAITE DE LIGNERIS ET PRISE DE NIAGARA. — RETRAITE DE BOURLAMAQUE A L'ÎLE AUX NOIX. — EMBARRAS DE WOLFE. — BATAILLE D'ABRAHAM. — ABANDON DU CAMP DE BEAUPORT. — TENTATIVES DE RAVITAILLEMENT. — CAPITULATION DE QUÉBEC. — LES ANGLAIS MAÎTRES DU LAC CHAMPLAIN.

Dans un chapitre précédent nous avons relaté la décision prise de charger Bougainville et Doreil d'une mission en France à l'effet d'exposer la situation critique du Canada et de solliciter les secours indispensables. Doreil débarqua en Espagne et ne parvint que tardivement à Versailles. Bougainville fut plus heureux ; parti de Québec le 11 novembre, arrivé à bon port après une traversée de 52 jours, il alla directement à Paris et à Versailles où il eut des audiences du Roi et des entrevues fréquentes avec les ministres de la Marine et de la Guerre, et avec la toute-puissante favorite. « J'ai eu plusieurs fois, écrit-il à Mme de Montcalm (1), occasion de peindre à Mme de Pompadour la position, les efforts et la bonne conduite de M. votre fils et je crois, autant que dans ce pays on peut

(1) Bougainville à Mme de Montcalm. Paris, 16 janvier 1759. Collection de famille.

juger des apparences, qu'elle est très bien disposée en sa faveur et qu'elle lui rend enfin toute la justice qu'il mérite. »

A l'appui de renseignements verbaux dont ses relations intimes avec Montcalm augmentaient le poids, il produisit de nombreux mémoires sur l'état de la colonie, ses besoins en troupes, munitions et vivres, les mesures proposées pour sa protection; il soumit en outre des projets de débarquement sur les côtes de la Virginie et de la Caroline, enfin de retraite sur la Louisiane pour le cas de défaite sur les bords du Saint-Laurent. Ces pièces du plus haut intérêt étaient complétées par des rapports sur les ressources du Canada, l'organisation des milices, la possibilité de réduire les dépenses, les abus de l'administration, et sur les dilapidations systématiques des fonctionnaires.

Bougainville signale (1) avec concision et vigueur les points vulnérables par lesquels l'ennemi pouvait entamer le Canada et les moyens dont on se servirait pour lui résister : « Trois frontières, Québec, le lac Champlain, le lac Ontario. Québec est sans fortifications et n'en est pas susceptible..... Carillon (qui couvre l'entrée du lac Champlain), fortin de 54 toises sur le plus grand côté, ne peut faire une défense honorable..... Saint-Frédéric, qui en est à 5 lieues sur la rive gauche du lac, n'est qu'une mauvaise enceinte de pierres avec un donjon intérieur commandé à la portée de fusil et hors d'état d'essuyer deux décharges de canon. Saint-Jean et Chambly (situés sur la rivière Sorel)..... ne peuvent arrêter un ennemi qui marcherait avec seulement 4 pièces de canon. » Le lac Ontario est accessible aux Anglais par la rivière de Chouagen ou par Niagara. « Cette place, la meilleure sans contredit de tout le Canada, peut avec 500 hommes de garnison, un commandant ferme, intelligent et du métier, faire une bonne défense. Mais Niagara pris, il n'est plus pour nous de sau-

(1) Situation du Canada en hommes, moyens, positions, 29 décembre 1758, remis par M. de Bougainville. Archives des Colonies.

vages; les seuls domiciliés nous restent ou peut-être se sauvent. »

Pour repousser les trois attaques probables, sur quelles forces pouvait-on compter? Bougainville évaluait les 8 bataillons de terre à 3.500 hommes, l'infanterie de marine à 12 ou 1.500, les Canadiens à 5 ou 6.000; en fait de sujets appartenant aux armes spéciales, on ne possédait que deux ingénieurs, quelques officiers d'artillerie, 70 canonniers ou bombardiers et pas un seul mineur ou ouvrier d'artillerie. Aux 60.000 Anglais ou provinciaux qu'emploierait l'ennemi on n'aurait donc à opposer que 10.000 hommes manquant de munitions de guerre et de bouche. Un renfort de 10.000 hommes ne rétablirait pas la balance, et pour le transporter il faudrait un armement qui serait au-dessus des facultés de la France. « Il me paraît donc, continue Bougainville, que la cour doit traiter aujourd'hui le Canada comme un malade qu'on soutient par des cordiaux, c'est-à-dire n'y envoyer que l'absolu nécessaire à une défense plus longue. Si nous sauvons la crise de cette année, on est en droit d'espérer des lumières, des intentions du ministre actuel de la Marine, de sa constance à suivre un projet, d'espérer, dis-je, que le pays sera sauvé pour toujours. »

Après avoir justifié en détail ses demandes, Bougainville les récapitule en un précis final : « La France ne pouvant envoyer en Canada des forces capables d'établir, je ne dis pas l'égalité, mais une espèce d'équilibre, doit n'y envoyer que l'absolu nécessaire, savoir : poudre en abondance, fusils, cornes à poudre, un train d'artillerie de 10 canons de 12, 10 mortiers, le tout en fonte; des boulets et bombes en grande quantité et du calibre; 150 canonniers bombardiers, ouvriers de tout genre et mineurs avec des outils de leur métier de rechange pour être aux ordres des 6 officiers du corps royal déjà en Canada, et détachés à la suite des troupes de terre, 4 ingénieurs et 2 dessinateurs, des vivres pour le compte du Roi, de la poudre alimentaire

des invalides, des marchandises à l'usage des sauvages; favoriser le munitionnaire pour que ses vaisseaux aient des équipages et examiner ensuite son marché; au moins 1.000 hommes de recrues, des miclets (1), des étrangers, 4 vaisseaux commandés par des capitaines marchands dont les carcasses défendront la descente à Québec et les équipages formeront une marine nécessaire sur les lacs. »

Il est à présumer que la lecture de ces documents ne modifia pas beaucoup des résolutions déjà arrêtées, car le résumé (2) préparé pour le Roi par le département de la Marine porte la date du 28 décembre et n'est postérieur que de huit jours à l'arrivée à Paris de Bougainville. Dans cette pièce on écartait toute idée d'expédier une escadre, soit au Canada, soit en diversion sur les côtes de la Caroline. « L'état présent de la marine, raisonnait-on, ne permet pas de songer à l'exécution d'un semblable projet qui ne pourrait être rempli qu'autant que les escadres et flottes seraient prêtes pour la fin de février ou les premiers jours de mars; et d'un autre côté, quand même il serait possible de réunir les forces navales du Roi pour ce temps-là, on se mettrait dans le cas de risquer la marine entière de sa Majesté sans certitude de succès, en laissant les côtes du royaume exposées à toutes les entreprises de l'ennemi. » Le Canada serait nécessairement abandonné à ses propres forces et ne recevrait que des munitions de guerre, des armes, et les vivres que pourraient transporter, pour le compte du munitionnaire, les armateurs de Bordeaux et de Dunkerque.

D'une capitulation éventuelle, au sujet de laquelle Vaudreuil avait sollicité des instructions, il ne devait pas être question : « Il paraît donc qu'il convient de lui marquer seulement que par la confiance que le Roi a en lui, Sa Ma-

(1) Chasseurs recrutés dans les provinces du midi.

(2) Rapport sommaire au Roi, 28 décembre 1758. Archives des Colonies. Canada, 1758.

jesté est persuadée qu'il fera en sorte de conserver une partie de la colonie avec toutes les forces qu'il pourra y rassembler, se remettant à lui, suivant les circonstances, d'étendre ou de réduire le cercle de pays dans lequel il pourra se maintenir jusques au temps où l'on pourra, en 1760, lui faire passer de nouveaux ordres. On peut lui observer sur l'objet de politique générale, que dans le cas où les circonstances des affaires en Europe permettraient en traitant de la paix de demander la conservation du Canada à la France,...... les conditions de paix seraient bien différentes, si les forces du Roi se maintiennent toujours dans une partie du pays, si petite qu'elle soit. »

Comment trancher la rivalité du gouverneur général et du commandant des troupes? Le ministre de la Marine se prononçait pour la solution préconisée par Vaudreuil, la nomination de Montcalm au grade de lieutenant général, son rappel et son remplacement par Lévis promu maréchal de camp. Cette conclusion fut modifiée probablement en comité, comme l'indique la note suivante portée en marge : « Tout bien réfléchi, cet arrangement ne doit pas avoir lieu, M. de Montcalm étant nécessaire dans la situation présente. » Le vainqueur de Carillon fut confirmé dans sa fonction et en plus avancé au grade de lieutenant général avec augmentation d'appointements et décoré du cordon rouge. Il eut aussi la satisfaction de voir ratifier la plupart des propositions qu'il avait faites en faveur de ses officiers : Lévis fut promu maréchal de camp, Bourlamaque et Sénezergues devinrent brigadiers et Bougainville obtint le grade de colonel et la croix de Saint-Louis. Enfin, point plus essentiel, Montcalm voyait son rôle singulièrement agrandi : « L'intention de Sa Majesté, écrivit Berryer (1), est que M. le marquis de Montcalm soit non seulement consulté sur toutes les opéra-

(1) Berryer à Vaudreuil et Bigot, 3 février 1759. Archives des Colonies.

tions, mais encore sur toutes les parties d'administration qui auront rapport à la défense et à la conservation de la colonie. Vous lui demanderez son avis en lui communiquant les lettres que je vous écris relativement à tous ces objets, et vous le préviendrez de manière à gagner sa confiance, comme il cherchera de son côté à se concilier la vôtre. Vous ne devez jamais perdre cette union de vue, le salut de la colonie en dépend plus que jamais et le Roi le désire par-dessus tout. M. de Vaudreuil recevra une autre lettre chiffrée de ma part, commune à lui et à M. de Montcalm auquel il communiquera celle-ci. »

Dans une lettre privée à Vaudreuil, le ministre de la Marine met les points sur les i, résout en faveur de Montcalm les questions en litige, donne à ce dernier la prépondérance en matière militaire et fait un appel à la concorde : « Il me reste à vous recommander en particulier la plus parfaite union avec lui et d'oublier, dans une circonstance qui exige le plus grand concert entre les chefs, tous les petits sujets d'altercation qu'il peut y avoir eu autrefois entre vous et lui. . . . . Vous ne devez paraître en campagne qu'autant qu'il serait question d'une affaire absolument décisive, et que vous seriez obligé de faire marcher toutes les milices du pays pour la défense générale de la colonie. Vous le pouvez encore après avoir consulté M. de Montcalm sur le plus ou moins de nécessité qu'il y aura de vous montrer, l'affection que les Canadiens ont pour vous et pour votre nom pouvant augmenter leur nombre et leur courage, en vous voyant à leur tête dans une occasion qui déciderait du sort de la colonie; mais hors ce cas de nécessité, vous ne devez pas quitter le centre de la colonie, pour être à portée de veiller à tout. » En guise de fiche de consolation, Vaudreuil reçut le grand cordon de l'ordre de Saint-Louis.

La lettre commune dont il s'agissait (1) insistait sur

(1) Berryer à Vaudreuil et Montcalm, 3 février 1759. Archives des Colonies.

l'obligation de concentrer les forces de la colonie pour la protection du noyau central de la province : « Vous ne devez point vous flatter de la paix avant l'ouverture de la campagne et vous devez faire toutes vos dispositions pour la soutenir en vous tenant à la plus simple défensive, s'il n'y a pas lieu de faire autrement, pour assurer au Roi la conservation du Canada, ou du moins la majeure partie. Sa Majesté espère que vous pourrez y parvenir en réunissant le plus que vous pourrez les forces qui restent dans cette colonie et en repliant, suivant les cas de nécessité où vous vous trouverez, tous les points dont la conservation ne sera pas essentielle pour celle de la partie principale...... En un mot vous devez tâcher de vous maintenir encore cette campagne le mieux que vous pourrez, pour attendre l'effet des négociations qui peuvent conserver le Canada, ou des opérations qui peuvent le secourir. »

A la veille de s'embarquer pour le retour, Bougainville rédigea pour Montcalm une note chiffrée (1) dans laquelle il résume en style télégraphique les résultats de sa mission et ses impressions de la cour et des personnages qu'il avait fréquentés pendant un séjour de deux mois bien remplis : « Pour vous seul : L'incorporation de la milice approuvée et recommandée. Retraite à la Louisiane admirée, non acceptée..... Projet contre la Caroline approuvé, non suivi faute d'argent. La magie des sauvages, leur caractère, celui des Canadiens, les âneries, jalousies, intérêts, friponneries, bien développés. La cour furieuse de la dépense ; lettre forte à M. Bigot; M. Péan déconcerté. M. de Vaudreuil connu sans talent, sera soutenu par la marine, vous doit la grande croix de Saint-Louis que j'ai demandée en votre nom, ce qui vous a fait honneur; modération. Battez-vous jusqu'à extinction; mais si vous ne perdez pas tout, prétendez à tout; vous êtes l'homme du jour........

(1) Bougainville à Montcalm. Blaye, 18 mars 1759. Lettres de la cour. Collection Lévis.

Le Roi nul; madame la marquise toute-puissante, premier ministre, on lui avait dit que vous étiez trop vif; j'ai détruit l'impression; a toute bonté pour moi. Le duc de Choiseul grand crédit; votre ami; frondait système de Bernis; homme audacieux. M. Berryer intègre avec fracas, dur, bon. Minos, mauvais ministre; point de grandes vues; je pense tiendra peu..... M. le maréchal de Belleisle bon homme, ne baisse point. Monsieur d'Aligre, considération; M. de Crémille sans crédit, tous deux vos amis feront tout pour vous..... M. le prince de Soubise au conseil sans armée. Contades à la tête des armées sans considération. Silhouette contrôleur-général, hardi, craint par la nation. M. le prince de Conti sans crédit, furieux. M. le comte d'Argenson, M. le marquis de Paulmy coulés à fond. M. de Moras dans la boue. M. de Chevert malade, à la cour. Les jésuites en la plus critique position où jamais ils aient été. En général nulle consistance dans le conseil et la faveur. Nul crédit; dans les finances tout au hasard. »

Dans un autre rapport (1) qui devait être communiqué au gouverneur général, Bougainville fait le compte des renforts dont le chiffre n'atteignait même pas celui des promesses du gouvernement : « Pour toutes troupes 300 hommes de recrue, 4 ingénieurs, 24 canonniers ou ouvriers. Munitions de guerre, vivres dans deux vaisseaux marchands partis de Bayonne le 16 février; 20 autres partis de Bordeaux avec moi; 4 frégates de Brest et Rochefort commandées par capitaines corsaires; quelques autres parties d'autre part; nul vaisseau de guerre. Le meilleur secours est de pouvoir garder tous bâtiments, équipages, officiers pour défendre Québec et monter la marine des lacs. Québec sera attaqué, les autres frontières aussi. La cour ne

(1) Bougainville à Montcalm. Blaye, 18 mars 1759. Lettres de la cour de Versailles. Collection Levis.

veut aucune capitulation de votre part. Conserver un pied en Canada à quelque prix que ce soit; mot sur ce point; découragerait s'il était connu. »

Au surplus, la mission de Bougainville eut surtout pour résultat d'éclairer la cour de Versailles sur les circonstances critiques du Canada, sur les bons services de Montcalm et de ses compagnons d'armes et sur l'injustice qu'il y aurait à les rendre responsables de la fin imminente de la Nouvelle France. Le jeune colonel en jugeait bien ainsi; dans une lettre (1) déjà citée, à la mère de son général, après s'être étendu sur les secours matériels obtenus, il ajoute : « Malheureusement il est bien tard, et je crois que c'est le cas du médecin après la mort. Au moins est-ce une chose satisfaisante pour M. de Montcalm et pour ses parents, que sa gloire est entièrement à couvert et que la cour, bien instruite de la position du Canada et de l'impuissance où elle est d'y établir même une infériorité moins monstrueuse, saura gré à son général de tous les instants dont il reculera la perte de cette colonie. »

Laissons Bougainville naviguer pour Québec, où il arriva le 12 mai après avoir été retenu dans les glaces pendant 22 jours, et reportons-nous au Canada où l'hiver de 1758 à 1759 ne fut signalé par aucun fait de guerre de quelque importance. Montcalm et Vaudreuil échangèrent comme de coutume des notes aigres-douces (2), le général posant des questions ou faisant des suggestions en prévision de la campagne à venir, et le gouverneur y répondant par des assertions empreintes d'un optimisme exagéré. Les deux correspondants étaient d'accord pour prévoir la principale attaque du côté du lac Champlain, mais tandis que Vaudreuil rêvait encore une diversion vers

(1) Bougainville à Mme de Montcalm. Paris, 16 janvier 1759. Collection de famille.

(2) Mémoire. Réflexions de Montcalm. Réponses de Vaudreuil. Montréal, 20 et 21 mars 1759. Archives des Colonies.

l'Ohio, Montcalm était d'avis de s'en tenir tout au plus au maintien du fort de Niagara. Quant à Québec, ni l'un ni l'autre ne croyait à la probabilité d'une tentative des Anglais sur la capitale. D'ailleurs le manque de vivres, ce mal chronique de la colonie, avait empêché de réunir le personnel dont on aurait eu besoin pour construire les ouvrages nécessaires à la défense des rives du Saint-Laurent en aval de la ville; on s'était limité aux fortifications intérieures. Voici en quels termes Vaudreuil justifie (1) l'omission : « Je ne présume pas que les Anglais entreprennent de venir à Québec, mais quand bien même j'en serais convaincu, je ne changerais pas ma destination..... A l'égard des travaux de l'extérieur de Québec, le défaut de vivres ne me permet pas d'y songer ; il faudrait y employer 4.000 hommes auxquels, n'ayant pas de farine à donner, je serais obligé de fournir deux livres de viande à manger, ce qui serait une consommation de 1.000 à 1.200 bêtes à cornes pour un mois, unique ressource que je réserve pour vivre si nous avions le malheur que tous nos convois fussent interceptés. Je me borne donc à laisser continuer tous les approvisionnements, à la fermeture des portes de la ville, à travailler à l'enceinte, à l'établissement de batteries, enfin à tout ce que l'on peut faire sans une consommation extraordinaire de vivres, et à procurer à l'habitant, autant que je le pourrai, les moyens de faire les semences. Sans cela les secours de France, quelque grands qu'ils puissent être, ne pourraient subvenir à la subsistance d'environ 90.000 âmes qui sont dans cette colonie. »

Contre une agression par le Saint-Laurent, le gouverneur général se rassurait en indiquant les mesures qu'il comptait prendre : « A la première nouvelle que j'aurai de

(1) Vaudreuil. Plan des opérations de la campagne de 1759. 1er avril 1759. Ministère des Colonies. Canada.

l'ennemi en rivière, je pourvoirai à la sûreté des frontières de ce gouvernement. Je descendrai personnellement à Québec avec tous les habitants du gouvernement de Montréal et des Trois Rivières, tous ceux de celui de Québec depuis Sainte-Anne jusqu'à cette ville. Je les ferai de suite travailler aux retranchements de Beauport en attendant que les troupes et les milices que j'aurai mandées à Carillon aient pu m'y joindre. Alors suivant ce que j'aurai, tant en troupes, milices, sauvages et gens de mer, je ferai mes dispositions soit pour s'opposer à la descente de l'ennemi, dès Sainte-Anne à l'île d'Orléans, ou pour me réduire à l'attendre au passage de la rivière de Montmorency jusqu'à Québec et depuis Québec jusqu'à la rivière du Carrouge. M. le marquis de Montcalm et le chevalier de Lévis seront alors à Québec ; j'aurai toujours grand plaisir à leur faire part de tous les mouvements que j'ordonnerai ; je serai à même de faire usage des réflexions que les circonstances et les lieux leur suggèreront. »

Cette note dont le ton prétentieux ne rachetait pas l'inanité, n'était pas de nature à calmer les inquiétudes de Montcalm et de ses compagnons qui se plaignaient avec quelque raison de n'être pas tenus au courant des questions relatives à la défense de la colonie. Malgré ses bons rapports avec le gouverneur et tout en pratiquant la conciliation, Lévis laisse voir dans sa correspondance les mêmes griefs que son général (1). « Nous vivons toujours dans la plus grande intelligence, et nous maintenons le plus d'ordre qu'il est possible dans les troupes de terre. Nous ne sommes consultés sur rien et nous sommes regardés comme des troupes étrangères à la solde de la marine. Je suis encore celui des trois (2) à qui on paraît avoir

(1) Lévis à Argenson. Montréal, 13 avril 1759. Portefeuille de Paulmy. Bibliothèque de l'Arsenal.

(2) Montcalm, Lévis et Bourlamaque.

un peu plus de confiance; je n'en mésuse pas, je cherche à être bien avec tout le monde, pensant que l'union est absolument nécessaire pour trouver des ressources dans l'extrémité où nous sommes réduits. » Montcalm qui n'avait pas le tempérament philosophique de son lieutenant et ami, jugeait la situation en militaire et était loin de partager l'optimisme et les illusions de son chef hiérarchique : « A moins d'un bonheur inattendu, écrit-il à Belleisle (1), d'une grande diversion sur les colonies des Anglais par mer, ou de grandes fautes de l'ennemi, le Canada sera pris cette campagne. Les Anglais ont 60.000 hommes; nous, au plus, de 10 à 11.000 hommes; notre gouvernement ne vaut rien; le prêt et les vivres manqueront. Faute de vivres, les Anglais primeront; les terres à peine cultivées; les bestiaux manquent; les Canadiens se découragent; nulle confiance en M. de Vaudreuil ni M. Bigot. » Probablement sous l'impression des mémoires qu'il venait d'échanger à propos des affaires militaires, Montcalm revient sur ses démêlés avec le gouverneur et sur les dilapidations des fonctionnaires : « M. de Vaudreuil n'est pas en état de faire un projet de guerre; il n'a aucune activité, il donne sa confiance à des empiriques plutôt qu'au général envoyé par le Roi. M. Bigot ne paraît occupé que de faire une grande fortune pour lui et ses adhérents et complaisants. L'avidité a gagné les officiers, gardes-magasins, commis, qui sont vers la rivière Saint-Jean ou vers l'Ohio, ou auprès des sauvages dans les pays d'En-Haut, et qui font des fortunes étonnantes; ce n'est que certificats faux admis légalement. Si les sauvages avaient le quart de ce qu'on suppose dépensé pour eux, le Roi aurait tous ceux de l'Amérique et les Anglais aucuns. Cet intérêt influe sur la guerre. M. de Vaudreuil à qui les hommes sont égaux

(1) Montcalm à Belleisle. Montréal, 12 avril 1759. Ministère des Colonies, Canada.

confierait une grande opération à son frère ou à un autre officier de la colonie comme à M. le chevalier de Lévis. Conduit par un secrétaire fripon (1) et des alentours intéressés. Le choix regarde ceux qui partagent le gâteau, aussi on n'a jamais voulu envoyer M. Bourlamaque ou M. de Senesergues commandant du bataillon de la Sarre, au fort Duquesne. Je l'avais proposé, le Roi y eût gagné ; mais quels surveillants dans un pays dont le moindre cadet et un sergent, un canonnier, reviennent avec 20 et 30.000 francs en certificats pour marchandises livrées pour les sauvages pour le compte de Sa Majesté ! » Montcalm continue en prédisant la désertion probable des Indiens, la suprématie des Anglais sur le lac Ontario où la flottille française est encore sur le chantier; il signale les préparatifs à Lydius et Orange qui font prévoir une prompte entrée en campagne du côté du lac Champlain et termine en insistant sur les dangers qui menacent la capitale : « A Québec l'ennemi peut venir si nous n'avons pas d'escadre, et Québec pris, la colonie est perdue. Cependant nulle précaution... J'ai fait offre de mettre de l'ordre, une disposition pour empêcher une fausse manœuvre à la première alarme; la réponse : nous aurons le temps. »

Dans un milieu aussi insouciant, les renseignements apportés par Bougainville sur les desseins anglais durent produire l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Une des nombreuses dépêches dont il était chargé annonçait le départ d'Angleterre du général Wolfe avec 8.000 hommes pour Halifax où il devait ramasser le reste des troupes destinées à l'expédition contre Québec et d'où il ferait voile pour le Saint-Laurent. A cette information était joint un document important saisi sur une prise anglaise, le projet d'attaque générale du Canada dressé pour le gouverneur général des colonies britanniques, le général Amherst.

(1) M. de Saint-Sauveur.

Si Bougainville n'avait pour les autorités supérieures que des avis alarmants, il était pour la population militaire et civile le précurseur des navires de ravitaillement si impatiemment attendus. « Le 12 mai à 8 heures du soir, écrit Foligny (1), arriva M. de Bougainville; son arrivée causa tant de joie que dans l'instant elle fut répandue par toute la ville. Cette nouvelle était d'autant plus intéressante qu'elle annonçait une flotte, dans peu, de 17 vaisseaux venant de Bordeaux chargés de munitions de guerre et de bouche... Jamais joie ne fut plus générale ; elle ranime le cœur de tout un peuple qui pendant le cours d'un hiver des plus durs, avait été réduit à un quarteron de pain et une demi-livre de cheval. » Bougainville repartit le soir même pour Montréal où se trouvaient le gouverneur général et le commandant des troupes. Quatre jours plus tard Montcalm entrait à Québec « aux acclamations de joie de tout le peuple. » Dès le lendemain il alla à la découverte du côté de Beauport; il n'était pas de retour à la ville quand il apprit par un courrier dépêché de Saint-Barnabé l'apparition de « 15 vaisseaux anglais par le travers du Bic, lieu distant de Québec de 60 lieues. » Cet avis fut confirmé par un bâtiment venant de Brest qui avait navigué dans l'estuaire du Saint-Laurent en compagnie de l'escadre anglaise sans la reconnaître et sans avoir été inquiété par elle. Il n'y avait plus à douter, l'ennemi était à nos portes.

Quelles étaient les ressources à la disposition du gouverneur, et quelles mesures avait-il prescrites pour repousser l'invasion? Contrairement à l'opinion du général, Vaudreuil n'avait pu se résigner à l'abandon définitif de la région de l'Ohio. Pouchot, capitaine de Béarn, avait été envoyé avec un détachement composé de troupes de France, de la marine et de Canadiens, prendre le commandement du

(1) Journal du siège de Québec, tenu par M. de Foligny, officier de marine commandant la batterie de la droite des Remparts. Archives des Colonies, Canada, 1759.

fort de Niagara à la reconstruction duquel il avait présidé en qualité d'ingénieur auxiliaire. Il avait pour instructions, dans le cas où il serait tranquillisé sur les mouvements de l'ennemi du côté de Chouagen (Oswego), de renforcer, avec tout ce qui ne lui serait pas indispensable, l'armée en voie d'organisation dans l'Ouest. Celle-ci formée avec les contingents des différents postes des pays d'En-Haut et de l'Illinois, se réunirait à Presqu'île sur le lac Érié, sous les ordres de Ligneris et essaierait de recouvrer la région de la Belle Rivière (Ohio). Sur les rives de l'Ontario, à l'endroit où ce lac se déverse à travers un archipel d'îles dans le Saint-Laurent, le chevalier de La Corne, avec un corps mixte de 1.200 hommes, surveillait l'achèvement de la flottille qui devait remplacer les bâtiments détruits l'automne précédent par Bradstreet, lors de la capture de Frontenac.

A la défense de Carillon et du lac Champlain étaient destinés 3 bataillons de France, des piquets des autres régiments, quelques coloniaux et des miliciens avec une centaine de sauvages sous Bourlamaque; cet officier avait mission de tenir tête à Amherst le plus longtemps possible, puis de se retirer lentement devant lui en laissant une arrière-garde à Carillon chargée de faire sauter les ouvrages aussitôt que l'investissement semblerait menaçant. En fin de compte la petite division française dont l'effectif n'atteignait que 3.500 hommes devait abandonner tout le territoire qui borde le lac Champlain et se retrancher, au débouché nord du lac, dans le nouveau fort de l'île aux Noix dont on poussait les travaux avec activité.

Le reste des troupes françaises ou canadiennes disponibles fut affecté à la protection de Québec; elles consistaient en 5 bataillons de l'armée de terre qui, défalcation faite des détachements de Niagara et de Carillon, ne fourniraient l'un dans l'autre guère plus de 400 hommes, 1.200 hommes de la colonie, à peu près autant de matelots

débarqués, un peu plus de 6.000 Canadiens appartenant aux gouvernements de Québec, Trois Rivières et Montréal, enfin 7 à 800 sauvages, au total un effectif sur le papier d'environ 11.000 rationnaires, auxquels s'ajoutait la milice urbaine de Québec, à laquelle était confiée la garde de la ville.

Essayons de dépeindre la région qui allait devenir le théâtre (1) de la lutte décisive. Le spectateur qui se place à la Pointe de Lévis, en face de Québec, voit se dérouler devant lui un admirable panorama qui ne diffère pas beaucoup de ce qu'il était en 1759. A ses pieds coule le Saint-Laurent qui dans sa partie la plus étroite conserve à basse mer un chenal d'au moins 800 mètres et dont la nappe, étranglée par le cap Diamant, s'épand en aval et en amont de cet obstacle. A gauche la hauteur d'Abraham que termine un promontoire couronné par la haute ville, à 200 pieds au-dessus du niveau de l'eau. Parmi les monuments qui se détachent de la masse des maisons et des jardins, on distingue le château Saint-Louis, la cathédrale, l'hospice et de nombreux couvents. Au ras du fleuve, resserrée entre la colline et le rivage, la basse ville, quartier du peuple et du commerce. Au delà du cap Diamant, mais cachée par cette pointe, la rive gauche remonte jusqu'au cap Rouge. Ici la côte très escarpée est une succession de rochers à pic, de pentes roides revêtues de bois; deux ou trois ravins brisent la ligne des falaises et donnent accès à l'intérieur. Le plateau, dont nous venons de décrire le versant sud baigné par le Saint-Laurent, forme

(1) Voir la carte à la fin du volume. Le récit des événements est tiré de la *Collection Levis : Journal de Montcalm, Journal de Levis, Correspondance de Vaudreuil, Bougainville* etc. *Journal de Foligny.* Johnstone. *Dialogue de Montcalm et Wolfe.* Papiers de famille de Bougainville. Cassgrain, Knox, *Historical Journal.* Mante. *Late war inAmerica.* Parkman Wright. *Life of general Wolfe. Townshend' manuscripts.* Archives de la Guerre et des Colonies. Documents du Record Office. Rapport de l'amiral Holmes, etc., etc.

une sorte de rectangle irrégulier s'étendant à l'ouest jusqu'à l'échancrure de la rivière du cap Rouge; au nord il est limité par la côte d'Abraham qui, à peu près parallèle au grand fleuve, se prolonge jusqu'à la ville haute de Québec; à la base du massif dont il ne s'écarte que peu, le cours sinueux de la rivière Saint-Charles sert de fossé à cette forteresse naturelle. L'espace compris entre la rive du Saint-Laurent et la côte d'Abraham est la plaine du même nom, célèbre par les batailles qui s'y livrèrent en 1759 et 1760. A cette époque l'extrémité du plateau vers le cap Rouge était couverte de forêts qui entouraient et dépassaient les villages de Sainte-Foy, Saint-Michel et Sillery; dans les environs immédiats de Québec, le pays était en général cultivé et parsemé d'habitations.

Après cette excursion dans l'au delà dont le cap Diamant nous dérobe la vue, revenons à notre observatoire de la Pointe de Lévis. Toujours à notre gauche, au pied du promontoire de Québec, nous distinguons l'embouchure du Saint-Charles, le faubourg Saint-Roch, le palais de l'Intendance; puis franchissant du regard la rivière, nous apercevons les champs et les bâtiments de ferme du village de Beauport encadrés par la forêt primordiale; enfin, suivant la rive gauche qui, plate d'abord, s'élève graduellement, nous devinons la rivière et le Saut de Montmorency; à notre droite enfin la pointe verdoyante de l'île d'Orléans clôt le panorama.

Aux avantages naturels de la position l'art de l'ingénieur avait peu ajouté; aussi la capitale du Canada n'avait-elle guère de titres à la qualité de place fortifiée. Voici la description qu'en fait Foligny : « La ville de Québec est située sur une montagne très escarpée, bâtie en amphithéâtre, ayant haute et basse ville devant laquelle passe le beau fleuve Saint-Laurent, un des plus considérables du monde. Son enceinte peut avoir 1.100 à 1.200 toises de circonférence, bornée au nord par la petite rivière Saint-Charles qui

se perd dans les terres, au sud par le fleuve qui peut avoir 7 à 800 toises de largeur à traverser devant la ville, à l'est par le même fleuve . . . . . où peuvent mouiller les vaisseaux depuis les 28 brasses jusqu'à 14 avec un très bon fond de sable vaseux ; l'eau est très claire et bonne à boire ; à l'ouest par la grande terre et chemin royal qui conduit à la ville de Montréal ».

Du côté de la plaine d'Abraham existait un mur haut de 25 à 30 pieds, sans grande épaisseur, avec « des espèces de fossés », mais sans ouvrages avancés. Les remparts étaient garnis de 52 canons fort mal distribués. Trois portes percées dans l'enceinte s'ouvraient sur la banlieue ; la première, celle de Saint-Louis, conduisait à la côte d'Abraham ; la seconde, dite de Saint-Jean, donnait accès au chemin de Sainte-Foy ; enfin la troisième, la porte du Palais, faisait communiquer la ville avec le faubourg de Saint-Roch, l'hôpital général et les paroisses de Beauport et de Charlebourg, éloignées l'une et l'autre de deux lieues. Les fronts autres que celui de terre n'étaient défendus que par des palissades et par des batteries en barbette, armées de 66 canons et 8 mortiers. La basse ville, édifiée le long du fleuve, et « où se tient tout le commerce », était protégée par 4 batteries de gros calibre ayant vue sur la rade. Enfin on avait érigé deux batteries à barbette de 4 canons pour couvrir les voies qui reliaient la ville haute à la ville basse.

Aussitôt arrivé à Québec, Montcalm ne perdit pas de temps pour y appeler les 5 bataillons qui étaient encore dans leurs quartiers d'hiver. Il fut rejoint le 23 mai par Vaudreuil et peu après par Lévis ; d'un commun accord on commença à organiser la résistance. Tout d'abord, on pensa à s'opposer à la montée de la flotte ennemie, mesure qui semblait d'autant plus réalisable que, au dire des experts de la rivière, la navigation du Saint-Laurent en aval de Québec et notamment à la Traverse, présentait des

difficultés sérieuses. On résolut d'obstruer le passage; il fut arrêté (1) dans un conseil où furent convoqués les officiers de mer, « que l'on coulerait 8 de nos navires dans la Traverse. Cependant avant l'exécution de ce premier projet on voulut auparavant sonder ce qu'elle pouvait avoir au juste de large. M. Pelegrin, lieutenant de port et pratique pour la rivière, reçut des ordres en conséquence. » La reconnaissance démontra que la passe avait une largeur de 1.000 toises, au lieu de celle de 250 qui lui avait été jusqu'alors attribuée. Il fallut renoncer à l'entreprise. Il en fut de même des batteries projetées au cap des Tourmentes qu'on n'eut pas le temps de construire. En fait la flotte anglaise ne rencontra pour remonter le Saint-Laurent que les dangers inhérents à un chenal peu connu. Malgré le concours de pilotes canadiens qu'il s'était procurés par surprise, l'ennemi n'atteignit que le 27 juin le mouillage entre l'île d'Orléans et la Pointe de Lévis. Il semblerait que pendant l'intervalle de 5 semaines qui s'écoula entre la venue de Vaudreuil et l'arrivée de l'escadre anglaise, il eût été possible d'ébaucher quelque chose pour la protection des abords de la rade de Québec.

Examinons maintenant les dispositions prises et les éléments réunis par le gouvernement anglais pour la conquête du Canada. Comme l'avaient prévu les chefs civils et militaires de la province, l'attaque devait être dirigée sur trois points différents. L'effort essentiel, confié au général Amherst, serait tenté par la voie devenue classique des lacs George et Champlain; à gauche, une expédition aurait pour objectif la prise de Niagara et la suprématie sur le lac Ontario; elle devait être secondée par une marche en avant des contingents rassemblés à l'ancien fort Duquesne. A droite une opération indépendante serait poussée contre Québec. Bornons-nous, pour

(1) Journal de Foligny déjà cité.

l'instant, à nous occuper de cette dernière qui d'accessoire devint en réalité principale.

Une flotte considérable aux ordres de l'amiral Saunders, à bord de laquelle était le général Wolfe, avait appareillé de Portsmouth vers le milieu de février; elle fit un séjour prolongé à Halifax et à Louisbourg où furent embarquées les troupes destinées au siège de Québec. Saunders avait été précédé par l'escadre du contre-amiral Durell qui s'était établie en croisière dans l'estuaire du Saint-Laurent. Fort heureusement cet officier, parti seulement le 4 mai de Halifax, était arrivé trop tard pour intercepter le convoi de France dont la capture eût singulièrement aggravé les conditions précaires de la colonie; il s'empara toutefois de deux bâtiments retardataires sur lesquels il trouva des cartes marines excellentes qui furent utilisées pour la navigation de la rivière.

Au départ de Louisbourg, le 6 juin, la flotte anglaise comptait 22 vaisseaux de ligne et 5 frégates, escortant une foule de bâtiments de transport. Le corps expéditionnaire était commandé par le major général Wolfe qui s'était distingué au siège de Louisbourg et que le ministre Pitt avait choisi malgré sa jeunesse (il n'avait que trente-deux ans) et son peu d'ancienneté; sous lui servaient en qualité de brigadiers Monckton, Townshend et Murray. Les troupes se composaient de 10 bataillons d'infanterie ayant hiverné en Amérique, d'un corps d'élite connu sous le nom de grenadiers de Louisbourg, d'infanterie légère, de rangers, et d'un fort détachement d'artillerie, en tout près de 9.000 combattants. En outre de sa division, au cours de la campagne Wolfe eut à sa disposition l'infanterie de marine attachée aux vaisseaux, 4 compagnies du 62e Régiment adjointes aux « Marines » (1), 400 provinciaux qui rejoignirent le 14 juillet, et les compagnies de débar-

(1) Infanterie servant à bord de la flotte anglaise.

quement de la flotte qui furent employées comme artilleurs.

Comme instructions, Wolfe et Saunders avaient reçu de Pitt la mission de prendre Québec; ce premier avantage obtenu et une garnison laissée dans la ville, les commandants des armées de terre et mer devaient remonter le Saint-Laurent et combiner si possible leur incursion avec Amherst qui assumerait la haute direction; avant de rentrer en Europe, l'amiral devrait tenter quelque chose contre la Louisiane et spécialement contre le port de Mobile.

Dans sa correspondance intime, Wolfe se montre (1) aussi bien renseigné sur les moyens des Français que confiant dans le succès de son entreprise. « Les troupes régulières au Canada comprennent 8 bataillons de vieille infanterie, à peu près 400 par bataillon, 40 compagnies de troupes coloniales, 40 hommes par compagnie. Ils peuvent rassembler 8 à 10.000 Canadiens et peut-être 1.000 Indiens. Comme ils sont attaqués du côté de Montréal par un ennemi fort de 12.000 combattants, il leur faudra diviser leurs forces. » Il compte avoir affaire à Québec à une armée à peu près égale à la sienne. Quoique l'effectif dont il dispose soit inférieur à ce qui lui avait été promis, il a toute satisfaction au point de vue de la qualité, à l'exception des rangers, « les plus mauvais soldats du monde », et des officiers du génie qui sont « médiocres et n'ont pas d'expérience. » Il dépendra de la marine de s'assurer la suprématie sur le Saint-Laurent, en amont et en aval de Québec. « Si je trouve l'ennemi fort, entreprenant et bien commandé, j'agirai avec la plus grande circonspection et prudence et je laisserai à M. Amherst le temps de profiter de sa supériorité. Si l'ennemi est timide, faible et ignorant, nous le pousserons avec plus de vivacité pour pouvoir donner la main au général en chef avant la fin de l'été. »

(1) Wolfe à son oncle. Louisbourg, 19 mai 1759. *Wright's life of general Wolfe.*

Ce fut, nous l'avons dit, le 27 juin que les Anglais commencèrent leurs opérations en débarquant sur l'île d'Orléans qui avait été abandonnée par ses habitants. Le capitaine Knox, qui a publié (1) un récit très intéressant des faits et gestes de l'armée britannique, ne tarit pas en éloges sur la beauté du site, la fertilité du sol et la richesse du pays. Dès le lendemain de la mise à terre, une violente tempête assaillit l'escadre et les transports de l'amiral Saunders : « Beaucoup (2) d'embarcations furent brisées, toutes les baleinières et la plupart des canots enfoncés, quelques bateaux plats détruits et d'autres endommagés. » Pour entraver la montée du fleuve et pour empêcher la descente à terre, aucun effort sérieux n'avait été tenté; cependant le mois de répit qu'avait duré la navigation du Saint-Laurent n'avait pas été perdu. Dès la fin de mai, les 4 frégates venues de France comme bâtiments de transport furent armées et mises en état; 8 navires de commerce furent transformés en brûlots. Le surplus de la flottille remonta avec ses cargaisons aux Trois Rivières, où elle fut utilisée, sous la protection de deux frégates, comme dépôt pour les besoins de l'armée. Deux vaisseaux échoués dans la rivière de Saint-Charles devinrent des batteries flottantes; 4 chaloupes carcassières et 12 bateaux servirent de canonnières; tous les matelots de la marine marchande disponibles furent affectés, sous les ordres de leurs officiers, aux batteries de Québec. Avec des hommes d'élite empruntés aux milices, on organisa sous la Roche Beaumont un corps de 200 cavaliers destiné à porter les dépêches, à courir rapidement d'une localité à une autre, en un mot à faire le métier d'infanterie montée. Enfin de nombreuses équipes d'ouvriers fournies par les réguliers et par les Canadiens travaillèrent aux retranchements qui

(1) Knox. *Historical Journal.*

(2) Wolfe à Holdernesse, 9 sept. 1759. *Wright's life of general Wolfe.*

devaient border le Saint-Charles, et à la redoute qui protégeait le pont jeté sur cette rivière.

Au sujet de la position à prendre par l'armée française pour couvrir la capitale, il y eut quelque hésitation dans l'état-major. Montcalm aurait voulu occuper les hauteurs d'Abraham et choisir la rivière de Saint-Charles comme ligne de défense; tout au plus acceptait-il d'étendre son camp jusqu'au ravin de Beauport, à peu près à mi-chemin entre le Saint-Charles et le Saut de Montmorency. Lévis au contraire proposait de prolonger les lignes jusqu'au Saut. Ce dernier avis fut adopté par Vaudreuil qui commandait en chef. Lévis, avec les Canadiens du gouvernement de Montréal, les Indiens et quelques piquets de réguliers, eut la garde de l'aile gauche et s'appuya à la rivière de Montmorency; le centre, sous les ordres directs de Montcalm, composé en grande partie des 5 bataillons de France, campa autour de l'église et des maisons de Beauport; à la droite se tinrent les miliciens des gouvernements de Québec et des Trois Rivières. Au moment de l'arrivée de Wolfe, les forces du camp de Beauport s'élevaient à près de 10.000 hommes; la garnison de Québec formée d'éléments très hétérogènes, réguliers, canonniers, matelots et miliciens, comptait environ 1.500 effectifs. Au cours de l'été, l'armée canadienne fut rejointe par de nombreux volontaires que leur jeunesse ou leur vieillesse exemptait du service de la milice, mais qui avaient tenu à prendre les armes pour la défense de leur pays.

Si, comme on l'a vu, les éléments infligèrent des dommages à l'envahisseur, on ne saurait en dire autant des engins inventés pour détruire les bâtiments anglais. Depuis plusieurs semaines on travaillait à transformer en brûlots les navires prélevés sur le convoi; l'un d'eux fut incendié par accident, enfin les 7 autres furent déclarés prêts et la tentative eut lieu pendant la nuit du 27 au 28 juin, quelques heures après le débarquement des Anglais. Elle

échoua complètement. « Nos chers brûlots, dit le journal de Montcalm (1), cette épithète convient fort, car ils coûtent 1.500.000 à 1.800.000 livres, sont partis hier au soir; on a mis le feu à trois lieues de l'ennemi. » M. de Louche, à qui on avait confié la direction, manqua de sang-froid et abandonna trop tôt ses bâtiments dont la plupart allèrent à la dérive se consumer sur la rive de l'île d'Orléans où ils firent plus de peur que de mal aux Anglais. Knox décrit la panique produite parmi les avant-postes par les boulets et la mitraille que projetaient les canons chargés d'avance au fur et à mesure que la chaleur exerçait son action. Les marins de Saunders se distinguèrent par l'adresse avec laquelle ils réussirent à saisir et à remorquer hors de la zone dangereuse les brûlots encore à flot. Dans cette malheureuse affaire deux officiers de marine, MM. de Milletière et son second, qui étaient restés courageusement à leur bord, perdirent la vie. Une deuxième tentative du même genre faite plus tard avec des cayeux et des chaloupes sur lesquels on avait entassé des matières inflammables, quoique mieux conduite, n'eut guère plus de succès.

Entre temps, la mise à terre du corps expéditionnaire britannique se poursuivait presque sans opposition. Le 30 juin, Monckton, qui s'était fait précéder la veille par un détachement, débarqua avec sa brigade près de la pointe de Lévis et se rendit maître du village après une escarmouche avec les habitants. Il fit afficher aussitôt à la porte des églises et sur les maisons une proclamation du général en chef. Wolfe, dans le langage usuel des envahisseurs, prévenait les Canadiens qu'il ne faisait la guerre qu'à la France, garantissait la vie, la sécurité et l'exercice de leur religion à tous ceux qui ne prendraient pas les armes, menaçait les combattants de toutes les sévérités autorisées par les lois de la guerre, et terminait en opposant les procédés humains

(1) Journal de Montcalm, 29 juin 1759. Page 561. Collection de Lévis.

de sa nation aux cruautés autorisées par le gouvernement du Canada. Ces belles promesses, disons-le de suite, malgré la bonne foi de celui qui les faisait, furent très mal tenues. « Au cours de l'engagement de ce matin, écrit Knox (1), nos troupes légères s'emparèrent d'une grande ferme où ils trouvèrent beaucoup de provisions et de mobilier avec le feu brûlant encore dans la cheminée... Entendant les voix de personnes qui causaient, ils visitèrent la maison sans rien découvrir; là-dessus ils résolurent d'y mettre le feu et de retourner à l'église. Aussitôt que les flammes eurent commencé à gagner, ils furent effrayés d'entendre les cris d'angoisse de femmes et d'enfants qui s'étaient bêtement cachés derrière des tas de bois dans les caves. Nos gens avec beaucoup d'humanité ont essayé de secourir ces malheureuses gens mais leurs efforts n'aboutirent pas; la maison fut complètement incendiée et ces infortunés périrent dans les flammes. Tels sont, hélas! les terribles effets de la guerre. » Ce fut sans doute sous l'impression de ce triste incident que Wolfe fit paraître une instruction défendant de brûler ou de détruire, à moins d'ordre formel, les églises, habitations ou bâtiments quelconques.

Les premiers jours de juillet s'écoulèrent sans événement important : les Anglais employés à construire des batteries à la pointe de Lévis, les Français à compléter leurs travaux à Québec et le long de la plage de Beauport. Wolfe s'était attendu à rencontrer les Français occupant Québec ou cantonnés sur les hauteurs qui avoisinent la ville. C'était sur cette hypothèse qu'était basé le projet d'attaque dont il avait fait part à son oncle (2) : « La ville de Québec est médiocrement fortifiée, mais le terrain qui l'entoure est escarpé. Pour assiéger la place et intercepter toute communication avec la colonie, il faudra camper notre droite

(1) Knox. *Historical Journal*, vol. I.

(2) Wolfe à son oncle. Louisbourg, 19 mai 1759. *Wright's life of general Wolfe.*

à la rivière Saint-Laurent et notre gauche à la rivière Saint-Charles. Du Saint-Charles à Beauport, la communication devra être gardée par une chaîne de postes bien retranchés et de redoutes, l'ennemi pouvant franchir la rivière à basse mer. Il faudra aussi établir des petits postes fortifiés de la pointe de Lévis à la Chaudière.... Je compte que nous aurons une chaude affaire au passage de la rivière Saint-Charles, à moins que nous ne puissions glisser un détachement qui remontera le Saint-Laurent et débarquera trois, quatre ou cinq milles au plus au-dessus de la ville, et que nous ayons le temps de nous retrancher si fortement que l'ennemi ne se souciera pas de nous attaquer. » Il était difficile d'exécuter la descente à Beauport que prévoyait ce programme, mais la présence des Français sur ce point n'était pas un motif suffisant pour abandonner l'idée d'opérer sur la rive gauche du Saint-Laurent. Aussi, le 9 juillet, le gros du corps expéditionnaire fut mis à terre au-dessous du Saut de Montmorency, s'y installa et commença une batterie destinée à prendre à revers les lignes françaises. A cette occasion les sauvages se jetèrent sur les travailleurs anglais, leur tuèrent une cinquantaine d'hommes, mais s'attardant à lever les chevelures, furent repoussés avec une perte d'une quinzaine des leurs; ils se vengèrent (1) en égorgeant 5 prisonniers qu'ils avaient emmenés. A la suite de l'établissement du camp anglais au Saut, la gauche de l'armée de Montcalm se trouva fort exposée; il fallut la renforcer d'une partie des réguliers du centre et élever des ouvrages de campagne pour se défiler du feu incessant que l'ennemi entretenait de l'autre côté de la rivière de Montmorency.

Trois jours après eut lieu une expédition aussi malheureuse que ridicule contre le camp anglais à la pointe de Lévis. Voici le récit que fait de cette équipée le Journal de

(1) Journal de Foligny. Archives des Colonies.

Foligny (1) : « Ce même jour 12 juillet, sur les 9 heures du matin, tout le corps de la bourgeoisie, M. d'Aîne juge de Québec en tête, vinrent au camp représenter pour la troisième fois à M. le général quelle allait être leur perte, s'il ne leur permettait de former entre eux un détachement de 12 à 1.500 hommes pour passer dans la nuit prochaine à la pointe de Lévis, afin d'essayer de culbuter la batterie des ennemis qui leur avait paru ne pas tarder de jouer. M. le général crut devoir accéder à leur juste demande, vu les dispositions dans lesquelles ils paraissaient être pour sauver leurs biens en ville. En conséquence M. Dumas, major général des troupes de la colonie, reçut ordre de prendre le commandement de ce détachement. » Montcalm eut la précaution d'adjoindre aux Québecois 200 volontaires des régiments de Sarre et Languedoc. Le tout traversa le Saint-Laurent au Cap Rouge et se mit en marche en descendant la rive droite. La nuit était des plus obscures; les miliciens, divisés en deux colonnes, s'égarèrent dans les bois, se prirent mutuellement pour l'ennemi et se tirèrent des coups de fusil. Il s'ensuivit une panique que Dumas ne put arrêter. On se rembarqua avec précipitation et on revint à Québec sans avoir aperçu ombre d'Anglais, mais avec 2 tués et 5 ou 6 blessés. Cette échauffourée reçut l'appellation du « coup des écoliers », sans doute à cause de la présence d'un piquet de 30 élèves du séminaire (2) que les plaisants avaient baptisé du nom de « Royal Syntaxe ».

Le bombardement qu'on avait voulu empêcher ou tout au moins retarder commença dans la soirée du 12 juillet et continua avec quelques intervalles de répit pendant le reste du siège. Certains jours et certaines nuits le tir de l'assiégeant fut des plus vifs; de leurs galiotes et des batteries de la Pointe de Lévis les Anglais lancèrent sur les deux quartiers de Québec une pluie de boulets, de bombes et de

(1) Journal de Foligny. Archives des Colonies.

(2) Casgrain, *Montcalm et Lévis*, vol. II, p. 105.

pots à feu qui n'endommagea pas beaucoup les batteries françaises et infligea peu de pertes aux servants, mais qui détruisit beaucoup d'habitations et d'édifices publics (1). « La cathédrale, une grande partie de la haute ville et toute la ville basse devinrent la proie des flammes. On pouvait compter les maisons qui n'avaient pas été trouées par les projectiles. »

A ce feu les Français répondirent avec le canon de Québec et celui des batteries flottantes, « le Diable » et ses deux compagnes embossées à l'embouchure du Saint-Charles; mais la crainte de manquer de poudre ou de munitions, l'infériorité de leurs pièces et peut-être l'inexpérience du personnel, ne rendirent pas la riposte aussi vigoureuse qu'elle eût dû l'être. C'est ainsi que, grâce à la négligence des factionnaires et à la maladresse des pointeurs, des bâtiments de guerre anglais purent remonter en amont de Québec : « Dans la nuit du 18 au 19 (2), entre 11 heures et minuit, 4 navires (de l'escadre de Saunders) dont un vaisseau de 50 canons, ont passé devant la ville et ont été se mouiller à l'Anse des Mères (près de Sillery), après avoir essuyé quelques coups de canon sans effet pendant une nuit fort obscure. Plusieurs berges attachées aux vaisseaux ont fait la même route. » Aussitôt parvenu à destination, l'ennemi profita de sa position pour incendier le dernier brûlot canadien qui était à l'ancre et sans garde. Quand on pense que la largeur du fleuve, entre Québec et la rive opposée, ne dépasse pas 1.000 à 1.100 mètres dans le goulet franchi, le résultat négatif que nous venons d'enregistrer ne donne pas une haute idée de la précision du tir des défenseurs de Québec.

Cet événement était gros de dangers. Maîtres du Saint-Laurent en amont et en aval, les Anglais pourraient couper la ligne de ravitaillement et obliger l'armée de Montcalm

(1) Casgrain, *Montcalm et Lévis,* vol. II, p. 107.
(2) Journal de Montcalm, p. 578.

à la retraite sous peine de mourir de faim ; aussi fut-il décidé d'envoyer à Sillery, sous les ordres de Dumas, 900 fantassins, quelques sauvages et les 200 cavaliers de la Roche-Beaumont. Dumas arriva fort à propos pour faire déguerpir un détachement anglais qui avait débarqué à la Pointe aux Trembles. Son commandant, le colonel Carleton, eut cependant le loisir d'emmener des bestiaux et une centaine de vieillards, d'enfants et de femmes. Parmi ces dernières se trouvaient quelques dames de la société, à l'égard desquelles Wolfe se montra fort galant ; il les invita à souper et les renvoya à Québec avec force politesses assaisonnées, il est vrai, de la promesse de tout incendier dans le pays s'il n'obtenait pas une prompte soumission.

En dépit de ces menaces, l'assaillant n'avait fait que des progrès insignifiants ; à la vérité il s'était rendu maître d'une partie du gouvernement de Québec ; il avait dévasté de nombreuses propriétés, capturé beaucoup de femmes et d'enfants, ruiné la capitale de la province, mais il n'avait aucunement entamé l'armée de Montcalm, et tant que celle-ci serait intacte, rien de durable n'aurait été accompli. En effet du côté du Saut de Montmorency, malgré un échange continuel de balles et de boulets entre les combattants qui n'étaient séparés que par la rivière, les Anglais n'avaient acquis aucun avantage. Aussi Wolfe résolut-il de frapper un coup de vigueur.

Le 31 juillet, à 9 heures du matin, le vaisseau anglais de 64 canons *le Centurion* et 3 frégates vinrent s'embosser dans le chenal entre l'île d'Orléans et la rive gauche du Saint-Laurent ; ils furent bientôt suivis de deux transports armés qui se rapprochèrent le plus près possible des retranchements, dont le chevalier de Lévis avait la garde, de la rivière de Montmorency à la Pointe de l'Essai. De l'artillerie de ces bâtiments et des 40 canons que Wolfe avait en position de l'autre bord du Saut, les Anglais ouvrirent vers midi un feu des plus violents sur les ouvrages français ; ils

feignirent même de vouloir traverser la rivière par un gué en amont de la chute. Pendant la canonnade, une flottille de plus de 150 berges prit, à la pointe de Lévis, la brigade Monckton composée de 3 bataillons de ligne et des grenadiers de Louisbourg. Soit hésitation sur le point de descente, soit désir d'éviter les effets de l'artillerie française, ou intention de tromper le défenseur, les chaloupes anglaises manœuvrèrent pendant plusieurs heures dans la rade. Enfin, vers 5 heures et demie, elles se dirigèrent vers la plage à environ 2 kilomètres en amont de l'embouchure de Montmorency. On était en plein jusant; les navires anglais, quoique échoués, continuaient à tirer pour protéger le débarquement. Les troupes du camp du Saut, conduites par les brigadiers Townshend et Murray, s'apprêtaient à franchir la rivière de Montmorency par un gué qui découvre à basse mer et à se joindre aux bataillons de Monckton. Entre temps les Français et les Canadiens qui, grâce aux traverses dont les tranchées étaient munies avaient peu souffert de la canonnade, à l'approche des Anglais avaient évacué la redoute Johnstone très voisine de l'eau; après avoir encloué les canons, ils s'étaient retirés dans les retranchements qui frangeaient la crête du rivage, fort raide dans cet endroit. Pour repousser l'attaque qui se dessinait, Lévis avait laissé les Canadiens de Repentigny en observation dans le haut de la rivière de Montmorency, et garni les ouvrages établis le long du Saint-Laurent avec la milice de Montréal, une partie des sauvages et 3 bataillons de réguliers que Montcalm avait amenés à son aide. Le général en effet n'avait pas été déçu par les démonstrations des berges et s'était porté de sa personne au point menacé où il fut reçu par les acclamations des soldats.

D'après les ordres de Wolfe, la brigade de Monckton devait débarquer tout entière et attendre les camarades du camp du Saut avant d'aborder les lignes françaises; mais à peine mis à terre, les grenadiers et quelques pelotons du

Royal Américain coururent en avant, occupèrent la redoute abandonnée, et commencèrent à gravir la pente escarpée qui faisait suite à la plage. Ils furent reçus par une fusillade des plus nourries que dirigèrent contre eux les hommes de Lévis abrités derrière leurs épaulements. Essoufflés par la course, perdant beaucoup de monde, les grenadiers hésitèrent, puis reculèrent en désordre jusqu'au rivage, où ils furent recueillis par les autres bataillons de Monckton qui avaient débarqué à leur tour. A ce moment éclata un orage épouvantable qui mit fin au combat; Wolfe ne jugea pas à propos de le renouveler et donna le signal de la retraite. Il n'y eut pas de poursuite; des Anglais les uns regagnèrent les chaloupes, les autres reprirent le chemin de leur camp du Saut après avoir mis le feu aux deux transports que le flot en se retirant avait laissés à sec.

Le combat du Saut de Montmorency coûta à l'armée britannique (1) 443 tués, blessés ou pris, parmi lesquels 4 officiers tués et 29 blessés. Les Français n'accusèrent que 70 de tous rangs hors de combat. Il semblerait que malgré la pluie, qui, en mouillant la poudre, aurait interrompu le feu, le vainqueur eût pu tirer plus de parti de son succès et troubler l'embarquement des vaincus. La tactique défensive qu'avec beaucoup de raison les généraux français avaient adoptée pour la campagne de Québec, s'était emparée des esprits et paraît avoir été étendue sans motif aux opérations de détail. Quoi qu'il en fût, les Anglais ne furent suivis que par quelques Indiens en quête de chevelures. A cette occasion se passa un fait (2) à l'honneur de nos troupiers. Un officier du Royal Américain, dangereusement blessé, était aux prises avec un sauvage qui voulait l'achever; il fut délivré par un soldat de Guyenne qui, au péril de sa vie, saisit l'Indien à bras le corps et

(1) Chiffres donnés par Knox et Mante.

(2) Journal de Foligny et Casgrain. *Montcalm et Lévis*, vol. II, p. 137 et 141.

l'empêcha de frapper. L'officier voulut marquer sa reconnaissance en offrant à son sauveur une bourse de guinées que ce dernier refusa. Wolfe, informé de cette belle action, fit remettre à Vaudreuil une somme de vingt livres sterling destinée à son auteur ; mais le gouverneur général la retourna avec la réponse que le soldat n'avait fait que son devoir en obéissant aux ordres du commandement.

Durant les premiers jours d'août, rien à signaler que la reprise du bombardement de Québec et des tentatives de descente à la pointe aux Trembles, facilement repoussées par Bougainville, qui avait remplacé Dumas à la tête du corps volant et dans la surveillance du district en amont de Québec. Le 9 août, on reçut au quartier général la nouvelle de la défaite des contingents français des pays d'En Haut et de la prise de Niagara. Rien ne paraissait s'opposer à une incursion des vainqueurs contre les postes du Saint-Laurent supérieur, et même contre Montréal, aussi fut-il décidé d'y envoyer le chevalier de Lévis avec 800 hommes dont 100 réguliers.

Pour apprécier les dangers qui menaçaient la colonie, il nous faut suspendre le récit de la campagne de Québec pour relater brièvement les événements qui s'étaient produits dans les parages du lac Ontario. Revenant aux projets élaborés pour la première fois en 1756 par l'un de ses prédécesseurs, le gouverneur Shirley, le général en chef Amherst s'était réservé l'invasion du Canada par le lac Champlain avec le gros des forces britanniques, et avait confié à son subordonné, le brigadier Prideaux, l'entreprise contre Niagara, fort important qui assurait la communication de la colonie avec Détroit, les grands lacs et la région de l'Ohio. Cet officier avait quitté Shenectady le 20 mai en route pour Oswego ou Chouagen, avec une division d'environ 5.000 combattants composée de 3 bataillons de ligne, 2 bataillons de provinciaux, un parc d'artillerie et une bande de sauvages dont la plupart avaient servi

naguère sous les fleurs de lys, et que l'influence de Johnson, et surtout le prestige grandissant des Anglais, avaient ralliés à la cause britannique. Prideaux laissa le colonel Haldemond à Oswego avec mission de rétablir les ouvrages détruits par Montcalm en 1756, et s'embarqua le 1er juillet pour Niagara où il prit terre à 6 milles à l'est du fort.

Le nouveau gouverneur de Niagara, Pouchot, était arrivé le 30 avril au fort qu'il connaissait d'autant mieux qu'il en avait dirigé les travaux de restauration ; s'inspirant des vues optimistes du gouverneur général (1), il crut à la fidélité des alliés sauvages et à la possibilité de reprendre position sur l'Ohio. A cet effet, il renforça de ses soldats disponibles l'ancien commandant du fort Duquesne, Ligneris, qui devait opérer de ce côté, et ne garda avec lui qu'une troupe de 600 hommes. Ses illusions duraient encore à la fin de juin (2), quoiqu'il ne dût pas se méprendre sur les mauvaises dispositions d'une partie des Indiens qui avaient retenu les officiers envoyés chez eux. Il fut d'ailleurs aussi mal servi par ses propres éclaireurs que par les sauvages; la flottille dont la construction venait de s'achever et qui avait pris la place des bâtiments incendiés par Bradstreet, quoique maîtresse du lac Ontario, ne sut ni intercepter les berges qui transportaient les soldats de Prideaux, ni même signaler leurs mouvements. Pouchot n'apprit, le 6 juillet, la venue des Anglais que par les coups de fusil qu'ils tirèrent sur les vedettes de la garnison aux environs de Niagara. Dès le lendemain, il dépêcha un courrier pour rappeler à son aide les détachements si malencontreusement expédiés sur l'Ohio. Le 9, le siège débuta par l'ouverture de la tranchée (3) et fut poursuivi avec ac-

(1) Pouchot à Lévis. Niagara, 5 mai 1759. Manuscrits de Lévis. Québec, 1894.

(2) Pouchot à Lévis. Niagara, 27 juin 1759. Manuscrits de Lévis. Québec, 1894.

(3) Haldemond à Amherst, Oswego, 18 juillet 1759. Record Office.

tivité. Le 20 juillet, Prideaux fut tué par une bombe qui éclata en sortant du mortier et remplacé par Johnson que nous avons vu commander l'armée coloniale en 1755 contre Dieskau et qui, bien qu'il ne fût pas militaire de profession, était supérieur en grade aux officiers de l'armée régulière.

Malgré une résistance énergique, Pouchot commençait à être réduit aux abois, quand le 23 au matin quelques sauvages lui apportèrent des lettres de Ligneris et Aubry annonçant leur approche. Ces deux officiers, en puisant dans les postes de l'Illinois et des Grands Lacs, avaient réuni une armée formée des éléments les moins homogènes ; dans les rangs se confondaient des soldats de marine, des miliciens du Canada, des colons de Détroit et de l'Illinois, des métis tenant plus de leurs mères indiennes que de leurs pères français, enfin des sauvages pur sang. Pouchot conseilla aux commandants des troupes de secours de traverser le Niagara, d'écraser un parti anglais de 200 hommes installé sur la rive droite et d'attendre les canots qu'il enverrait au-devant d'eux. Les chefs français ne voulurent rien modifier à leurs projets, et après avoir campé auprès de la Chute, reprirent le chemin qui conduisait au fort. Le lendemain 24 juillet, leur détachement, fort de 12 à 1.300 hommes, y compris les sauvages, se mit en route par le sentier du portage et malgré toute l'expérience des officiers en matière de combats dans les bois, vint tomber dans le piège que lui avait tendu Johnson. Le général anglais avait divisé ses forces; pour repousser une sortie des assiégés il avait laissé une partie de ses réguliers dissimulés dans les tranchées; le reste, à l'exception de quelques hommes commis à la garde des bateaux, composé de soldats de ligne, de provinciaux et d'Indiens, fut disposé de manière à aborder les Français en tête et en flanc pendant leur marche. La rencontre fut précédée d'une conférence entre les sauvages des deux partis qui ne produisit pas de résultat immédiat mais qui semble avoir découragé les partisans de la

France. Ces derniers prirent peu de part à la bataille dont tout le poids retomba sur les blancs ; l'action qui eut lieu près d'un endroit appelé « la Belle Famille » fut courte. Les soldats d'Aubry et de Ligneris, écrasés par la supériorité du nombre, fusillés à bout portant par leurs adversaires qui s'abritaient derrière les arbres de la forêt, reculèrent en désordre ; la poursuite leur coûta plus cher encore. Presque tous les soldats du détachement de la marine furent tués ; sur 30 officiers 3 seulement purent s'échapper, tous les autres furent tués ou pris et parmi eux les deux commandants, Ligneris blessé mortellement et Aubry, ainsi que les capitaines Marin, de Montigny et Villiers. Les sauvages anglais levèrent 150 chevelures et firent 96 prisonniers qui ne furent pas rachetés, à l'exception des officiers, et qui se virent condamnés, selon l'usage féroce (1) du vainqueur, aux tortures, à la mort ou à l'esclavage. Les débris des contingents battus regagnèrent leurs canots et se retirèrent au Détroit après avoir brûlé ou fait sauter les forts de la Presqu'île, aux Bœufs et Machault. Au Détroit ils restèrent inactifs jusqu'à ce que la capitulation de Montréal, en septembre 1760, eût scellé leur sort. Pouchot qui avait assisté des remparts de Niagara à quelques-unes des péripéties du combat et qui avait tenté une sortie infructueuse, ne voulut pas croire à la défaite de ses amis ; pour l'en convaincre il lui fallut le rapport d'un de ses officiers qui visita dans le camp de Johnson ses camarades prisonniers. Prolonger la résistance n'eût servi à rien, aussi Pouchot dont la garnison avait été réduite par le feu et par la maladie à 340 combattants, et qui n'avait plus que 140 fusils en état de fonctionner, dut-il se rési-

(1) Amherst, dans une lettre à Wolfe en date du 7 août à propos de ce combat, fait l'éloge de l'humanité des soldats anglais qu'il oppose aux cruautés habituelles des Français ; il ne parle pas de ses alliés sauvages. Johnson, dans sa dépêche du 9 août à Amherst, mentionne le départ des Indiens avec leur butin, leurs prisonniers et leurs chevelures.

gner à battre la chamade. D'après la capitulation signée le 25 juillet, la garnison obtint les honneurs de la guerre et la protection contre les sauvages; elle fut emmenée prisonnière à New-York et bientôt échangée, car dès l'hiver suivant, Pouchot avait repris sa place dans les rangs de son régiment. La défaite de Ligneris et la prise de Niagara assurèrent non seulement à l'Anglais la suprématie sur les Grands Lacs et sur la région de l'Ohio dont la possession avait été la cause de la guerre, mais elles ouvrirent à l'envahisseur du Canada les portes de la colonie.

Presque le même jour que Prideaux débarquait à Niagara, le chevalier de la Corne (1) prenait terre près de Chouaguen avec un corps de 1.200 hommes dont 240 soldats, 100 sauvages et le reste Canadiens. Le 5 juillet on se mit en marche pour surprendre l'ennemi qui n'était pas sur ses gardes; bientôt les éclaireurs indiens signalèrent des travailleurs occupés à couper du bois. Il eût été facile de les enlever sans la panique de quelques miliciens qui s'enfuirent en criant : Sauve! Nous sommes cernés! Quand on les rallia, ce qui demanda quelque temps, les Anglais s'étaient aperçus du voisinage des Français et s'étaient retirés derrière les retranchements provisoires que le colonel Haldemond avait fait dresser. La Corne fit avec quelques-uns de ses officiers une reconnaissance dont le résultat fut de renoncer à l'attaque. Cependant, malgré cette décision, on se fusilla encore le lendemain; l'engagement coûta aux Français une trentaine de tués et blessés et aux Anglais à peu près la moitié de ce chiffre. La Corne rembarqua son monde, descendit le Saint-Laurent avec les bâtiments de guerre, et alla camper à l'île des Galots en amont des rapides qui précèdent le lac Saint-François, renonçant ainsi à une entreprise qui, bien conduite, eût forcé les Anglais à lever le siège de Niagara. Les avis de cette place et l'échec qu'il

(1) Relation de la campagne de La Corne en 1759. Collection des manuscrits Lévis.

venait de subir agirent sur l'esprit de La Corne qui s'imagina « que l'ennemi allait se présenter tout de suite à la tête des Rapides », et qui annonça son intention de reculer dans ce cas jusqu'au coteau du Lac, dernier village de la Colonie sur le Saint-Laurent supérieur. Aux préoccupations causées par ces graves nouvelles vint s'ajouter la difficulté de subvenir aux besoins matériels de l'armée.

Ce fut dans ces conditions que Lévis fut nommé au commandement de toutes les frontières du gouvernement de Montréal. Il partit (1) aussitôt pour les Rapides; en passant à Montréal, il se rendit compte que la question des vivres primait toutes les autres et que pour le pain de la troupe il était urgent de récolter et de battre la récolte qui fort heureusement promettait d'être abondante. A cette fin, sur les 800 hommes qu'il amenait avec lui, il en mit 400 à la disposition de la culture pour rentrer la moisson. Puis il accomplit sa tournée avec son activité coutumière, débuta par les Rapides et par le camp de La Corne, accélera la mise à l'eau d'une barque sur chantier et expédia les deux autres en croisière sur le lac Ontario pour observer les mouvements des Anglais. Cette besogne achevée, il poussa jusqu'à Frontenac dont il évacua l'artillerie, redescendit le Saint-Laurent jusqu'à la mission de l'abbé Piquet à la Présentation, fit choix d'une île pour la construction d'un fort qui fut appelé de son nom, en surveilla les premiers travaux, et était de retour à Montréal le 5 septembre après une absence de trois semaines bien remplies. Deux jours furent consacrés à organiser le service de ravitaillement de l'armée et des postes; le 8 notre chevalier était en route pour inspecter le corps de Bourlamaque dans l'île aux Noix où il s'était retiré; la visite faite et l'entente intervenue pour la défense et pour la subsistance, Lévis revint à Montréal où il reçut, le 15 au matin, la nouvelle de

(1) Journal des campagnes de Lévis. Collection des manuscrits Lévis.

la défaite et de la mort de Montcalm, et l'ordre du gouverneur général le rappelant à l'armée.

Mais n'anticipons pas, et avant de retourner à Québec disons quelques mots de ce qui s'était passé du côté du lac Champlain. Bourlamaque, chargé de cette partie, disposait de 3.500 hommes environ, dont 1.400 Canadiens et Indiens, les autres réguliers. Il avait l'ordre de céder le terrain aux Anglais dont on savait les forces très supérieures aux siennes, de laisser à Carillon une garnison qui évacuerait le fort après l'avoir fait sauter aussitôt « que l'ennemi aurait établi des batteries pour le battre », d'agir de même pour Saint Frédéric et de se retirer dans une île de la rivière de Richelieu, à peu de distance du débouché du lac Champlain. Dans la correspondance échangée, Montcalm définissait (1) dans son style nerveux et concis le rôle de Bourlamaque : « Votre besogne, différente de la mienne, n'est pas de battre mais de n'être pas battu; ajoutez que votre grande besogne qui vous couvrira de gloire, sera de retarder par des démonstrations, le plus que vous pourrez, l'ennemi... Aussi ne négligez pas les travaux inutiles qui souvent en imposent, et ne vous retirez que pied à pied, et le plus tard que vous pourrez, à votre île aux Noix, puisque ce sera là le dernier point de défense pour votre frontière et où il faudra vaincre ou périr, et où il faut par conséquent arriver le plus tard qu'il sera possible. »

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la principale attaque contre le Canada devait se faire par la voie des lacs George et Champlain; elle était dirigée par le général Amherst devenu commandant en chef des troupes britanniques et provinciales. La campagne ne débuta que tardivement; le 21 juin, Amherst avait quitté le fort Edward (ou Lydius) sur l'Hudson avec 6.000 hommes; mais ce ne fut que le 21 juillet qu'il s'embarqua sur le lac George

(1) Montcalm à Bourlamaque. Québec, 4 juin 1759. Lettres de Bourlamaque Collection Lévis.

pour se porter à la rencontre des Français campés en avant de Carillon. Son armée se composait de 6 bataillons de ligne et d'un détachement de l'artillerie royale, en tout 5.854 réguliers, et de 5.279 provinciaux ; elle emmenait avec elle un parc de 30 canons dont 10 de gros calibre, de 11 obusiers et de 13 mortiers. Le 22 au point du jour, l'avant-garde anglaise commandée par le colonel Gage, débarqua au Portage. Sur l'alerte donnée à Carillon, Bourlamaque, à défaut de ses sauvages qui refusèrent de marcher, envoya reconnaître l'ennemi par ses volontaires et ses Canadiens. Ceux-ci n'arrivèrent à la Chute que pour voir les rangers défiler au pas de course sur la passerelle qu'on n'avait pas pris le soin de couper ; il s'en suivit une escarmouche insignifiante où le régiment de Berry perdit 4 soldats scalpés sans doute par les rangers. Dès le soir de cette affaire à minuit, Bourlamaque, qui avait déjà commencé à déblayer le fort, mit sa division à bord de sa flottille et vogua vers l'embouchure de la Barbue, petit affluent du lac Champlain. Il laissait à Carillon une garnison de 400 hommes sous le capitaine d'Hébécourt.

Amherst qui, à sa grande surprise, avait occupé sans coup férir les retranchements derrière lesquels, il y avait à peine un an, Montcalm avait repoussé les assauts répétés d'Abercromby, entreprit sans tarder le siège de Carillon. Il ouvrit les parallèles dans le terrain qui s'étendait entre le fort bâti au bord de l'eau et les redoutes que l'on avait construites après la bataille du 8 juillet 1758, poussa activement les terrassements et installa ses batteries. L'achèvement de ce travail devait être le signal de l'évacuation ; aussi dans la soirée du 27 juillet, Hébécourt embarqua ses hommes, ses bagages et ses canons, prépara les mines pour faire sauter les fortifications et alla rejoindre le camp de son général. Au moment du départ (1), il y eut du désor-

(1) *Desandrouins*, par l'abbé Gabriel, et Mante, *Late war in America*, p. 213.

dre; « tous les soldats étaient yvres »; on omit d'enlever le drapeau qui flottait sur le fort et dont s'emparèrent, le lendemain, malgré l'incendie, un sergent et quelques Anglais du régiment de Gage; on faillit oublier un détachement de 40 hommes et on ne pensa pas à prévenir quelques découvreurs qui, rentrant à Carillon qu'ils croyaient encore une forteresse française, furent faits prisonniers par l'ennemi.

Le général britannique avait été averti (1) par des déserteurs de l'évacuation et de l'explosion imminente; il leur avait même offert 100 guinées pour éteindre la mèche. Cette proposition ne trouva pas preneur et les mines éclatèrent vers 11 heures du soir, quelques moments après la sortie du commandant français; elles renversèrent un bastion et deux courtines mais laissèrent intacts le chemin couvert, les casemates, les murs de la caserne, et onze fours qui furent utilisés par l'envahisseur. Le fort de Carillon ou de Ticonderoga (nom indien adopté par les Anglais) était un carré de 4 bastions bâtis de pieux encastrés dans un fond de roc et de maçonnerie; le front de terre était protégé par deux ravelins; ces ouvrages ainsi que la contrescarpe du fossé étaient en maçonnerie. Au surplus, Carillon eût été susceptible d'une défense plus prolongée; les Français, grâce à leurs trois bâtiments armés, étaient maîtres du lac et auraient pu retarder sans grand danger leur départ de quelques jours; aussi la critique que Vaudreuil fit à Bourlamaque paraît-elle à première vue logique; mais ce dernier se justifia en invoquant la teneur des instructions qu'il avait reçues du gouverneur général lui-même. Le siège de Carillon coûta aux Anglais 15 tués et une cinquantaine de blessés; au nombre des premiers fut un officier de mérite, le colonel Roger Townshend, emporté par un boulet de canon.

(1) Journal du colonel Amherst, 1759. Record Office.

Très méthodique dans ses opérations, Amherst se préoccupa avant tout de consolider la position acquise et s'appliqua à la restauration du fort et à l'achèvement des ouvrages adjacents dont les Français avaient ébauché les fondations. Il était campé à Carillon et avait l'intention d'y séjourner encore une quinzaine (1) quand il apprit l'agréable nouvelle de la destruction du fort Saint-Frédéric. Bourlamaque, après une courte station sur les rives de la Barbue, avait gagné Saint-Frédéric où il fut rejoint par la garnison de Carillon. Le 31 juillet, les fourneaux de mines étaient chargés; l'armée, embarquée avec ses bagages, munitions et matériel de tout genre, n'attendait plus que la mise du feu aux poudres. Le moulin situé à 150 toises du fort sauta le premier et la secousse fit tomber la dernière lance de feu; il fallut rallumer la mèche; cette fois l'explosion réussit et la petite flotte s'éloigna dans la direction de l'Ile aux Noix qu'elle atteignit le 2 août. Dans l'espace de onze jours on avait abandonné aux Anglais toute la région du lac Champlain avec ses deux forteresses. Bourlamaque trouva les travaux de l'île assez avancés mais pas encore terminés; secondé par l'artilleur Desandrouins, il y employa tout son monde et fut bientôt à l'abri d'un coup de main. D'une entreprise de ce genre le prudent Amherst était d'ailleurs incapable; très satisfait de ses faciles succès, il passa l'été à rétablir les forts détruits, à ouvrir ou à perfectionner les voies pour le passage de ses convois, enfin, œuvre indispensable, à construire des bâtiments qui pourraient lutter avec la flottille française. Ce ne fut qu'au mois d'octobre qu'il songea à reprendre l'offensive.

Du côté d'Ontario, le danger, qui au lendemain de la prise de Niagara paraissait des plus imminents, ne répondit pas aux craintes qui avaient motivé la mission de Lévis. Malgré les invitations du général en chef, plus entreprenant pour

(1) Journal du colonel Amherst, 1759. Record Office.

ses lieutenants que pour lui-même, le brigadier Gage, qui avait pris la succession de Johnson à la tête des forces britanniques dans ces parages, ne crut pas (1) pouvoir accomplir d'autre tâche que celle de la réédification d'Oswego, et se déclara dans l'impossibilité de tenter une descente sur les bords du haut Saint-Laurent.

Revenons à Québec où nous avons laissé Montcalm victorieux dans son camp de Beauport, mais préoccupé de ses communications avec la rivière de Jacques Cartier et le haut du Canada, Wolfe à cheval sur le Saint-Laurent, désireux de revanche mais incertain sur le point d'attaque. Après le départ de Lévis, Montcalm s'installa de sa personne au village de l'Ange-Gardien pour surveiller les agissements des Anglais toujours campés de l'autre côté du Saut de Montmorency; on se livrait de part et d'autre à la fusillade habituelle. Le 19 août, le général en chef reçoit avis que l'ennemi avait débarqué à quatorze lieues au-dessus de Québec, à Deschambault où on avait mis en dépôt les bagages de l'armée. Grand émoi au quartier général; Montcalm marche avec les grenadiers, mais en route il apprend que les Anglais, sur la venue de Bougainville, avaient regagné le bord après avoir incendié la maison qui servait de magasin. Pendant leur court séjour à Deschambault, les officiers de Wolfe avaient été informés par les habitants de la capitulation de Niagara et de l'évacuation de Carillon et Saint-Frédéric qu'ils ignoraient encore. Les relations entre Wolfe et Amherst étaient en effet des plus difficiles; deux officiers envoyés par ce dernier, déguisés et escortés par quelques Indiens, étaient tombés entre les mains des Abenaquis de Saint-François et avaient été conduits au camp de Beauport.

Vers la fin d'août, l'isolement des bâtiments anglais (un vaisseau de 50 canons et 3 frégates) au-dessus de la ville,

(1) Gage à Amherst, 11 septembre 1759. Record Office.

donna l'idée à l'officier Canon de les enlever à l'abordage ; c'eût été renouveler l'exploit de la marine britannique à Louisbourg ; mais le projet adopté en principe fut ajourné sous divers prétextes et dut être abandonné par suite de la montée de 5 vaisseaux qui, malgré le feu des batteries de Québec, purent rejoindre la petite escadre d'amont. Le passage d'un nouveau renfort de 4 navires, le 31 août, et l'évacuation du camp de Montmorency accrurent l'anxiété de l'état-major français au sujet de la partie au delà de Québec. « Enfin le camp du Sault a déblayé aujourd'hui, écrit Montcalm... (1) Si j'avais voulu croire tout le monde hier, il n'y aurait plus que 3 ou 400 hommes qu'il fallait aller charger. Ce matin il n'y avait qu'à entrer dans le retranchement; M. Wolfe nous tendait une embuscade avec 2.500 hommes qui ont descendu en bon ordre du Sault. La pièce de 14 les a salués joliment, coulé une berge et incommodé une autre, ce qui était déjà arrivé hier. Dès ce soir, la droite est renforcée de 2.000 hommes; j'y passe demain et Poulhariez reste général depuis le Sault jusqu'à l'église de Beauport. Nous avons 19 bâtiments au-dessus de Québec, et Bougainville garde-côte toujours en l'air. Je m'établis de ma personne à la maison de Salaberry pour être en belle vue et à portée de tout. »

Voici le résumé que fait de la situation le général (2) quelques jours plus tard : « Il s'en faut que la campagne soit finie ici depuis le départ du Sault. Ainsi au contraire augmentation de batteries et de feu sur la ville. Une petite escadre de 20 bâtiments, 50 ou 60 berges, depuis 3 jours vis-à-vis Sillery et le Cap Rouge; Bougainville côtoyant; la ligne très longue. Hier, sur les 10 heures du soir, démonstration d'attaque, cent berges en bataille à mi-chenal. J'avoue que je vous voudrais ici et que je voulais que M. le

(1) Montcalm à Lévis. Camp du Sault, 3 septembre 1759. Collection Lévis.
(2) Montcalm à Lévis, 8 septembre 1759. Collection Levis.

marquis de Vaudreuil vous en envoyât un ordre conditionnel s'il n'y avait rien à craindre et que tout fût bien. » Les allées et venues des bâtiments anglais (1) qui passaient devant Québec en plein jour sans se soucier des boulets et des bombes que lançait le canon de la ville, entretenaient l'hésitation dans l'entourage de Montcalm. Était-ce une feinte pour détourner l'attention de Québec et du camp de Beauport? Les Anglais avaient-ils le dessein de s'établir solidement à la pointe aux Trembles, à Deschambault, à quelque endroit situé sur le Saint-Laurent pour couper les communications de l'armée avec la base dont elle tirait ses vivres?

Bougainville qui avait la surveillance du fleuve depuis les portes de Québec jusqu'à la rivière de Jacques Cartier, était sur un qui-vive perpétuel. « Le point important, mon cher Bougainville, lui écrit Montcalm (2), est de bien suivre le mouvement des corps que vous avez par eau vis-à-vis de vous. Toutes les fois que vous arriverez à temps pour leur débarquement, j'en ai bonne opinion, quand même vous n'arriveriez pas avec tout votre monde, vous les contraindriez assez pour que la queue joignît. » Vaudreuil était tout aussi perplexe (3) que Montcalm sur le but des Anglais : « L'ennemi ne peut avoir que deux objets, mande-t-il à Bougainville, la diversion ou s'établir en haut; à vous dire vrai, je crois plutôt le premier, et le second ne leur réussira qu'autant qu'ils vous préviendront. » Le 10 septembre, nouvelles recommandations (4) de la part du général : « Il est toujours à craindre qu'étant une fois établi du côté du sud, si on a de fréquentes découvertes par eau, il (l'ennemi) ne vous dérobe une marche pour se porter sur Jacques Cartier ou Descham-

(1) Journal de Montcalm, 6 septembre 1759.

(2) Montcalm à Bougainville, 7 septembre 1759, à midi. Papiers de famille.

(3) Vaudreuil à Bougainville, 8 septembre 1759. Papiers de famille.

(4) Montcalm à Bougainville, 10 septembre 1759. Papiers de famille.

bault où ils ont déjà été. Je ne doute pas que dans votre disposition vous n'ayez donné des ordres pour que d'un poste à l'autre on file diligemment en se remplaçant..... Prenez garde à Deschambault quand vous devriez renforcer Blau de peu, car d'un autre côté on craint pour le Cap Rouge à cause de ses vivres. » Le lendemain c'est Remigny, officier chargé du poste de Sillery, qui (1) fait part d'une reconnaissance effectuée la veille par l'état-major anglais et qui signale une frégate anglaise qui « l'offusque beaucoup ». A Jacques Cartier, le commandant, Blau, s'excuse (2) d'avoir manqué Mme de Vienne qui lui avait été recommandée par Bougainville : « J'ai fait courir après elle moins dans l'espoir de réussir à lui être bon à quelque chose que pour lui marquer, et à vous, mon cher colonel, ma bonne volonté et mon zèle pour le service des dames, et surtout de Mme de Vienne dont le mari vient de couvrir le centre de mon individu et le mettre à l'abri du froid... Hors, mon cher colonel, gardez bien vos moutons et ne permettez pas qu'il s'en échappe, car s'ils entreprennent de venir pâturer chez nous, nous leur mangerons, si nous pouvons, la laine sur le dos; mais ils (les Anglais) respectent diablement Jacques Cartier, car ils y ont passé et repassé quatre fois au moins sans oser y mordre; ce sont des moutons bien timides. »

Pour garder la longue ligne du fleuve, Bougainville qui avait été renforcé successivement de détachements de réguliers, de quelques sauvages et de 2 pièces de canon, avait 250 hommes au Cap Rouge, 30 à Samos, 50 à Saint-Michel, 100 à Sillery et 100 entre l'Anse des Mers et l'Anse au Foulon. Des garnisons, se montant à 570 hommes en tout, occupaient les villages de Saint-Augustin, la Pointe aux Trembles et Jacques Cartier; enfin un corps volant formé

(1) Rémigny à Bougainville. Sillery, 11 septembre 1759. Papiers de famille.

(2) Blau à Bougainville. Jacques Cartier, 11 septembre 1759. Papiers de famille.

presque en totalité de 1.100 grenadiers et volontaires des bataillons de France devait se porter au secours des postes menacés. Le gros de l'armée de Montcalm, amoindri des détachements de Lévis et Bougainville, campait entre le village de Beauport et la rivière Saint-Charles. Il avait été considérablement diminué par le départ des Canadiens, surtout de la province de Québec, dont un grand nombre avaient abandonné les lignes pour rentrer leur moisson. « Il n'est pas de nuit, écrit Foligny (1), qu'il ne s'en sauve plus de 200, sans que M. le général y mît ordre, malgré les plaintes de M. le marquis de Montcalm qui craint que les ennemis s'aperçoivent de cette désertion qu'il estime à plus de 2.000 hommes. »

D'autre part, le manque de vivres se faisait sentir ; malgré la réduction de la ration de pain, le munitionnaire ne pouvait assurer que quelques jours d'approvisionnements. Depuis la montée des navires anglais, les communications par eau étaient fort exposées et il fallait se servir de la voie de terre, mais ce mode de ravitaillement laissait fort à désirer. « Toutes les charrettes sont rompues, écrit Bigot (2),.... et les chevaux ruinés depuis qu'on a fait des transports de Jacques Cartier à Québec, de sorte qu'il ne nous est plus possible d'en faire faire par terre. » L'incertitude du lendemain avait une répercussion fâcheuse sur la discipline : « Nous avons (3) grand besoin ici d'un renfort en farine; car la troupe n'a que trois quarterons de pain, ce qui la confirme dans le droit qu'elle s'était attribué de tuer bœufs, vaches, cochons et volailles, et de prendre les pois et autres légumes. Tout le voisinage à présent à deux lieues à la ronde est ravagé. » Pas plus que Montcalm, l'intendant ne se faisait illusion sur le rembarquement prochain de Wolfe dont le bruit commençait à se répandre dans le camp fran-

(1) Journal de Foligny, 24 août 1759. Archives des Colonies.
(2) Bigot à Lévis. Beauport, 11 septembre 1759. Collection Lévis.
(3) Bigot à Lévis, 8 septembre 1759. Collection Lévis.

çais. « Je pense bien différemment que vous sur le départ des Anglais ; je compte qu'ils seront encore ici le 15 octobre. J'aimerais bien à me flatter, mais je ne le peux ».

Bigot ne se trompait pas. Bien que découragé par son échec du 31 juillet, impressionné par les pertes que son armée avait éprouvées, souffrant d'une maladie dont il avait apporté les germes d'Angleterre, Wolfe était bien décidé à tenter un dernier effort ; mais se défiant de ses forces physiques qui trahissaient son énergie morale, il consulta ses lieutenants sur la direction à donner à l'attaque. A cet effet il communiqua à ses brigadiers les instructions confidentielles du gouvernement britannique et un mémoire (1) où il exposait ses idées et les soumettait à leur appréciation. D'après lui, c'était à l'armée de Montcalm qu'il fallait s'attacher, parce que la défaite de celle-ci entraînerait la chute de Québec et peut-être de tout le Canada. Trois projets s'offraient au choix, mais ne différaient que par le détail ; tous les trois visaient les lignes de Beauport qui seraient abordées soit en les tournant par derrière, soit en les prenant de flanc, soit en renouvelant l'assaut de front qui avait si mal réussi. Le général insistait en outre sur la nécessité de ruiner toutes les campagnes des environs de Québec.

A ce mémoire les trois brigadiers, Monckton, Townshend et Murray répondirent par un avis motivé, daté du 29 août. Ils étaient adversaires résolus de toute tentative nouvelle du côté de Montmorency, dont les chances de succès leur semblaient plus que problématiques. L'opération s'accomplirait-elle, que Montcalm serait encore maître de se retirer sur la rivière de Saint-Charles et d'en disputer le passage ; là il s'appuierait sur la ville et conserverait ses communications avec l'intérieur du pays dont il tirait ses approvisionnements. « Nous sommes donc d'opinion, déclaraient-

(1) Mante, *Late war in America*, p. 249.

ils, que la manière la plus avantageuse de frapper un coup décisif serait de transporter les troupes à la rive sud du fleuve et d'opérer en amont de la ville. Si nous prenons pied sur la rive nord, le marquis de Montcalm sera obligé de nous combattre sur le terrain que nous aurons choisi; nous serons entre lui et ses provisions, entre lui et l'armée opposée au général Amherst. S'il nous livre bataille et que nous le battions, Québec et probablement tout le Canada seront à nous, résultat bien supérieur à tout avantage que nous pourrions emporter du côté de Beauport. Par contre, si l'ennemi passe la rivière Saint-Charles et nous oppose des forces suffisantes pour faire échouer notre manœuvre, nous serons en état de nous rabattre sur le troisième projet du général (qui d'après nous présente le plus de chances de succès), ou d'entreprendre quelque chose d'autre contre les lignes de Beauport, nécessairement dégarnies par l'envoi de détachements contre nous en amont de la ville. »

Avec beaucoup de désintéressement, Wolfe se rallia au plan de ses subordonnés et prit aussitôt les mesures pour en assurer l'exécution. Une partie du programme, celle de la dévastation du pays, avait déjà été appliquée sur une vaste échelle. Les lettres des deux armées sont remplies de récits d'incendies, de ravages, de cruautés indignes de gens civilisés. « Les ennemis sont présentement occupés, écrit Bigot (1), au nombre de 1.000 ou 1.100 hommes, suivant le rapport des prisonniers, à brûler les paroisses qui sont vis-à-vis la Pointe aux Trembles..... Il n'y a rien de nouveau ici. M. Wolfe fait brûler dans plusieurs paroisses. » Mêmes renseignements dans le journal de Montcalm (2) : « Les Anglais, fidèles imitateurs de la férocité de nos sauvages, ont fait la chevelure à quelques

(1) Bigot à Lévis, 15 et 26 août 1759. Collection Lévis.

(2) Journal de Montcalm, 1er septembre 1759. Collection Lévis.

habitants de la côte du sud. Croira-t-on qu'une nation policée s'acharne de sang-froid à mutiler des cadavres? Cette barbarie aurait été abolie parmi les sauvages, s'il était possible de les corriger. On leur paie fort cher les prisonniers, bien peu les chevelures. On s'y est pris de toutes les manières et sans fruit, mais on n'a pas du moins à se reprocher d'avoir suivi leur exemple. »

Aux débuts de la campagne, Wolfe s'était opposé aux procédés inqualifiables en usage dans les guerres d'Amérique. Dans son premier manifeste aux Canadiens, tout en alléguant « que les cruautés innommées » des Français « pourraient servir d'excuses aux représailles les plus sévères », il avait affirmé que « l'Anglais dédaigne cette méthode sauvage. La religion lui prêche l'humanité et son cœur en suit avec plaisir les préceptes. » Il avait plus tard, par un ordre en date du 24 juillet, interdit « la pratique barbare de lever la chevelure, excepté quand l'ennemi est un Indien ou un Canadien habillé en sauvage. » Mais en fait, ces instructions philanthropiques ne furent guère observées. Le capitaine Knox enregistre plusieurs exemples d'atrocités qu'il n'hésite pas à blâmer, malgré ses préjugés enracinés contre tout ce qui n'appartenait pas à sa nationalité. Tantôt ce sont des colonnes volantes qui rentrent avec des familles entières de pauvres habitants qu'on a dépouillées de toutes leurs possessions; tantôt c'est un prêtre, le curé de Portneuf, qui est massacré avec ses paroissiens. Le malheureux avait écrit à un officier anglais que puisque ce dernier « se battait pour son Roi et pour la gloire, il espérait être excusé s'il se battait pour la défense de ses paroissiens et de sa patrie. » Ce beau langage ne l'empêcha pas d'être tué et scalpé avec 30 de ses concitoyens, sous prétexte qu'ils étaient déguisés en Indiens. L'historien Parkman (1) cite, entre autres incidents, la

(1) Parkman, *Montcalm et Wolfe*, vol. II, p. 261.

boucherie des habitants de Saint-Joachim, faits prisonniers à la suite d'une rencontre, sur les ordres d'un capitaine du 43e de ligne. Wolfe, il est vrai, avait sanctionné ces mesures par une dernière proclamation où il avertissait la population civile qu'en raison « des cruautés peu chrétiennes commises en toutes occasions contre ses troupes, il était obligé par égard pour elles et pour lui-même de les punir (les Canadiens) comme ils le méritaient. »

Un des lieutenants de Wolfe, le brigadier Townshend, dans sa correspondance intime (1), ne dissimule pas le dégoût que lui inspirent les scènes dont il est le témoin involontaire : « Je n'ai jamais servi dans une campagne aussi peu satisfaisante que celle-ci. L'inégalité de nos forces a réduit nos opérations à des épisodes d'escarmouches, de massacres et de ruines. C'est la guerre sous la pire forme. »

Mais laissons ces exécutions aussi inutiles qu'indignes de la réputation du général et de ses soldats, et revenons aux événements militaires. Dans une dépêche à Pitt (2), en date du 2 septembre, Wolfe rend compte de l'état critique de son armée. Depuis le débarquement dans l'île d'Orléans, il avait perdu par le feu 854 officiers et soldats, à peu près le dixième de son effectif; à ce déchet s'ajoutait celui des maladies qui devait être à peu près égal au premier. Au cours des deux mois qu'il est en campagne, il n'a obtenu d'autres résultats que la destruction d'une grande partie de Québec et la dévastation de la province; mais quant au but de l'expédition, la prise de la ville, il n'est pas plus avancé qu'au début. Le général relate la consultation de ses brigadiers et transmet leur avis qu'il a adopté. Il est d'accord avec l'amiral et avec le commandant du génie pour considérer comme impraticable l'assaut de

(1) Townshend à sa femme, 6 septembre 1759. *Manuscript's of the marquess Townshend* (Londres, 1887).

(2) Wolfe à Pitt, 2 septembre 1759. Citée par Mante.

Québec. « Aux avantages extraordinaires de la nature l'ennemi a ajouté, pour la défense du fleuve, un grand nombre de batteries flottantes et de bateaux; la bonne garde de ces bâtiments et la vigilance des Indiens autour de nos postes ont rendu toute surprise impossible. La situation offre un tel choix de difficultés que je m'avoue fort embarrassé sur le parti à prendre. Les affaires de la Grande Bretagne exigent, je le sais, les partis les plus résolus, mais on ne saurait avoir recours au courage d'une poignée de braves soldats que s'il y a quelque espoir d'une issue favorable. Cependant vous pouvez être assuré que j'emploierai, (autant que je le pourrai), le peu de temps qui me reste de la saison pour l'honneur de Sa Majesté et l'intérêt de la Nation. » Le ton de cette lettre ne dénote guère la confiance dans le succès; toutefois l'écrivain, à moitié guéri de sa fièvre, se mit énergiquement à l'œuvre. La première mesure fut l'évacuation du camp du Saut; les troupes, débarquées d'abord à la Pointe de Lévis, gagnèrent par la rive sud la rivière des Echemins et furent logées au nombre de 3.600 hommes sur les 22 bâtiments que le contre-amiral Holmes avait réunis en amont de Québec. Le 7 septembre, il y eut une démonstration devant le Cap Rouge qui fit accourir le corps volant de Bougainville, l'infanterie montée de La Roche Beaucourt en tête; puis, le mauvais temps intervenant, il fallut mettre à terre les soldats anglais dont la santé souffrait de leur entassement à bord.

Sur ces entrefaites Wolfe, aidé de Stobo, prisonnier (1) échappé de Québec, avait reconnu toute la côte et choisi pour son entreprise un des endroits entre l'Anse des mers et le Cap Diamant où la falaise n'est pas inaccessible. Il

(1) Stobo, officier colonial, avait été livré aux Français comme otage lors de la capitulation du fort Nécessité en 1755 et retenu prisonnier à la suite de la violation de l'arrangement.

rembarqua son monde le 12 septembre, appela à lui tout ce qui n'était pas strictement nécessaire pour les postes de la Pointe de Lévis et de l'Ile d'Orléans, et lança un ordre du jour où il annonçait son intention de prendre terre sur la rive nord et de combattre l'ennemi; il terminait par un appel au courage et à l'amour-propre de ses hommes. « Officiers et soldats se rappelleront ce que le pays attend d'eux et ce qu'un corps énergique de vétérans est capable de faire contre cinq faibles bataillons français mêlés à des paysans indisciplinés. » Le général anglais se rendait fort bien compte de la qualité supérieure de ses troupes : « Le marquis de Montcalm, avait-il écrit (1), dans sa dernière lettre à sa mère, est à la tête d'un grand nombre de mauvais, et moi à la tête d'un petit nombre d'excellents soldats qui ne demandent qu'à se battre avec lui; mais le vieux malin évite un engagement parce qu'il n'est pas bien sûr de la bonne conduite de son armée. » Wolfe, d'ailleurs, rendait justice à la tactique de son adversaire : « Si le marquis de Montcalm, écrivait-il (2) quelques jours avant sa mort, s'était renfermé dans la ville de Québec, nous en serions maîtres depuis longtemps, parce que les fortifications n'ont pas grande valeur et notre artillerie est formidable, mais il a un corps nombreux d'hommes sous les armes (je ne puis pas l'appeler une armée) et le pays peut-être le plus difficile du monde, pour appuyer la défense de la ville et de la colonie. » Dans cette dépêche, la dernière qu'il adressa au ministère anglais, il énumère les obstacles que rencontrera le débarquement en amont de Québec, parmi lesquels la violence du courant de jusant, qui dure sept et quelquefois huit heures, est peut-être le plus grave; il se plaint beaucoup de sa santé et termine par ces mots : « Ma constitution est complètement ruinée,

(1) Wolfe à sa mère, 31 août 1759. Lettre citée par Parkman.

(2) Wolfe à Holdernesse, à bord du *Sutherland*, 9 septembre 1759. *Wright's life of general Wolfe.*

et cela sans la consolation d'avoir rendu à l'État un service considérable et sans l'espoir de le faire. »

Malgré ou peut-être à cause de la déférence qu'il avait montrée à ses lieutenants, Wolfe ne semble pas avoir gagné leur confiance; Townshend avait été jusqu'à mettre en doute (1) la capacité de son chef; Murray s'exprime dans le même sens. D'après un projet rédigé par eux (2), les brigadiers anglais auraient été partisans d'une descente (3) plus rapprochée du Cap Rouge, tandis que leur général (4) préférait l'anse du Foulon; toujours est-il qu'ils lui adressèrent (5) le 12 septembre, une lettre collective se plaignant du manque de précision des instructions reçues et demandant un complément d'informations sur le point désigné pour l'entreprise. Wolfe, sans se froisser de ce procédé insolite, répondit aussitôt par un billet (6) daté du même jour à 8 heures et demie du soir. Il se réfère aux souvenirs de Monckton qui l'avait accompagné dans sa dernière reconnaissance : « L'endroit se nomme le Foulon; il est à 2 ou 2 et demi milles de Québec, où vous devez vous rappeler un camp de 12 à 13 tentes et un abatis plus bas. » Monckton, comme le plus ancien, devait surveiller le débarquement de l'avant-garde, à laquelle succéderait le gros sous Townshend et Murray.

Enfin, les détails ainsi élucidés, dans la soirée du 12 septembre, on fit passer dans les chaloupes de la flotte 1.700

(1) Townshend à sa femme, Camp Lévis, 6 septembre 1759; Murray à Townshend, 5 octobre 1759. *Manuscript's of the Marquess Townshend.*

(2) Plan of operations by the Brigadiers. Newcastle Papers, vol. 32895.

(3) Rapport de l'amiral Holmes, à bord du *Lowestoft*, 18 septembre 1759. Newcastle Papers.

(4) Wolfe à Burton, à bord du *Sutherland*, 10 septembre 1759. *Wright's life of general Wolfe.*

(5) Letter signed by the Brigadiers on board the *Lowestoft*, 12 septembre 1759. Newcastle Papers.

(6) Wolfe à Monckton à bord du *Sutherland*, 12 septembre 1759. Newcastle Papers.

hommes commandés par le colonel Howe et destinés à marcher les premiers. Cette opération s'accomplit devant le Cap Rouge où Bougainville se trouvait en personne; puis, après avoir feint de remonter le fleuve, les berges suivies à trois quarts d'heure d'intervalle par les bâtiments de transport et de guerre, à l'exception du *Sutherland* resté devant le Cap Rouge, se laissèrent, vers 2 heures du matin, dériver dans la direction de Québec. Une circonstance imprévue favorisa l'entreprise. La difficulté des transports par terre avait décidé les Français à revenir à la voie d'eau pour l'acheminement des farines nécessaires au pain de l'armée; à cet effet le munitionnaire Cadet avait prié Bougainville (1) de faire partir dans la nuit du 12 au 13 septembre les bateaux chargés de cette denrée; les postes de la côte avaient été prévenus et avaient reçu la consigne de protéger la manœuvre. Le malheur voulut que l'envoi de farines fût ajourné sans communication du contre-ordre aux détachements intéressés, et que deux déserteurs de ces mêmes détachements allassent porter au général Wolfe la nouvelle qu'ils avaient tout lieu de croire exacte de la descente d'un convoi. Ainsi avertis, les Anglais, quand leurs embarcations, arrivées à la hauteur de Samos et de Sillery, furent hélées par les factionnaires, répondirent en français : « Convoi de vivres; ne faites pas de bruit, les Anglais nous entendraient! » Grâce à cette ruse, ils purent continuer leur route sans recevoir les coups de fusil qui auraient éveillé l'attention.

Le courant très rapide entraîna la flottille un peu au delà de l'endroit où le débarquement avait été prévu; accident heureux pour les Anglais, car aucune sentinelle n'était là pour dénoncer leur venue. On jeta à terre avant le jour quelques grenadiers avec ordre de gravir le sentier

(1) Bigot à Bougainville. Beauport, 12 septembre 1759. Papiers de famille de Bougainville.

escarpé qui mène au haut de la falaise et de pousser en avant jusqu'à l'ennemi. L'ascension ne fut retardée que par les obstacles naturels du terrain ; parvenus au sommet, ils essuyèrent quelques coups de fusil des Canadiens de Vergor qui se gardaient fort mal. Cet officier qui avait, prétend-on (1), permis à une partie de son monde d'aller faire leur moisson au village voisin de Lorette, fut blessé et pris ; ses hommes s'enfuirent pour la plupart vers le Cap Rouge. Pendant cette escarmouche, la mise à terre se poursuivait en bas ; à peine vidées, les chaloupes allaient chercher les soldats restés à bord des bâtiments. La fusillade d'en haut et les cris victorieux des grenadiers anglais furent le signal qui décida de la continuation de l'entreprise. A en croire certains récits (2), si l'assaut de sa petite avant-garde n'eût pas réussi, Wolfe eût renoncé à une opération sur le succès de laquelle on ne tablait guère (3) dans son état-major. Vers 5 heures du matin, quelques centaines de soldats britanniques avaient pris pied sur le plateau ; il commençait à faire jour. Wolfe envoya Murray s'emparer des batteries de Samos et Sillery qui avaient ouvert le tir sur la flottille. Le brigadier put accomplir sa mission sans grande opposition des postes de Douglas et Remigny qui ne comptaient pas plus de 150 hommes et qui se retirèrent après avoir encloué les pièces. Entre temps les bataillons anglais, au fur et à mesure de leurs formations, firent une marche de flanc dans la direction de Québec ; puis à la vue des Français dont les premiers échelons garnissaient la colline des Buttes à Neveu, ils se déployèrent en ligne dans la plaine d'Abraham. La gauche anglaise était couverte par l'infanterie légère

(1) Johnstone. *Dialogue de Montcalm et Wolfe aux Champs-Élysées.* Ouvrage manuscrit. Bibliothèque de la Guerre.

(2) Bigot au ministre, 15 octobre 1759. Archives des Colonies. Bigot répète ce qu'il a entendu dire aux officiers anglais.

(3) Rapport de Holmes déjà cité.

du colonel Howe embusquée dans les maisons de Sillery et dans celles qui bordent la route de ce village à Québec. A la droite quelques feux de peloton avaient fait rétrograder un détachement français qui faisait mine de pousser jusqu'à l'anse du Foulon. Bientôt, grâce à la venue des dernières troupes débarquées, l'armée de Wolfe fut au complet rangée en deux lignes, la première forte de 7 bataillons aux ordres de Monckton et Murray, la seconde de 3 bataillons sous Townshend ; en réserve le 48e régiment ; un des bataillons de la seconde ligne replié en potence devait assister Howe et ses chasseurs dans la tâche de protéger le flanc gauche et les derrières de l'armée. Les Anglais avaient sur le champ de bataille 4.500 combattants de tous grades (1) et deux canons de campagne.

Pendant que Wolfe et le gros de ses troupes descendaient le fleuve et se préparaient à prendre pied à l'anse du Foulon, l'amiral Saunders détournait l'attention des Français en canonnant la malheureuse ville de Québec, en plaçant des bouées d'amarrage et en faisant manœuvrer devant les lignes de Beauport de nombreuses embarcations pleines de matelots et de « marines ». Montcalm, avisé de ces démonstrations, fit aussitôt garnir les tranchées du rivage et passa la nuit en l'attente des événements. Au petit jour il entendit (2) le canon de Samos et s'imagina que les Anglais avaient enlevé le convoi de provisions annoncé ; puis, voyant tout tranquille, il renvoya les troupes à leur camp, se restaura en buvant quelques tasses de thé avec son aide de camp Johnstone, et se porta à cheval vers le logement du gouverneur général. A partir de ce moment, le récit que Johnstone met dans la bouche de son héros

(1) L'état de troupes engagées donné par Knox fait ressortir 4.816 présents sans compter l'artillerie. Le rapport de Townshend donne le chiffre de 4.484 pour tous grades et corps.

(2) Johnstone. *Dialogue de Montcalm et Wolfe.*

diffère de celui de Vaudreuil. D'après ce dernier (1), Montcalm « fut le premier informé..... il ordonna tel mouvement qu'il jugea à propos, sans m'en faire part, ni même me voir; un seul billet que M. de Bernetz m'écrivit de Québec à 6 heures moins un quart... m'apprit que l'ennemi était descendu au Foulon. » Johnstone au contraire raconte qu'ils n'eurent connaissance de l'entreprise de Wolfe qu'en apercevant les habits rouges sur les hauteurs d'Abraham, qu'ils rencontrèrent le gouverneur général sortant de son logis, et qu'après avoir causé avec celui-ci, Montcalm ordonna à lui, Johnstone, de courir à Beauport, de dire à Poulhariès qui y commandait d'y conserver 200 hommes et de faire partir tout le reste, le plus vite possible, pour les hauteurs d'Abraham. Il y aurait eu quelque discussion sur l'interprétation de cet ordre entre Johnstone, le brigadier Sénezergue, Poulhariès et Lotbinière, officier d'ordonnance de Vaudreuil; Poulhariès aurait même montré un message signé du major général Montreuil et apporté par Lotbinière « que pas un homme de la gauche ne devait quitter son camp. » Quelle que fût la teneur des instructions ou la responsabilité engagée pour leur transmission, elles eurent pour résultat de laisser dans le camp presque tous les Canadiens du gouvernement de Montréal.

Dans l'état-major français on fut quelque temps avant de comprendre la gravité du fait qui s'était produit. Dans le billet dont parle le gouverneur (2), Bernetz, tout en annonçant la descente des Anglais, croit qu'ils se sont rembarqués et ne demande pour la ville de Québec qu'un renfort de 2 piquets, c'est-à-dire de 100 hommes. Vaudreuil dans une lettre (3) à Bougainville, expédiée à 6 heures trois quarts du matin, s'exprime dans le même sens : « Il paraît bien

(1) Vaudreuil au Ministre. Montréal, 5 octobre 1759. Récit de la campagne. Archives des Colonies. Canada.

(2) Bernetz à Vaudreuil. Québec, 13 septembre 1759. Archives des Colonies.

(3) Vaudreuil à Bougainville, 13 septembre 1759. Papiers de famille.

certain que l'ennemi a fait un débarquement à l'Anse au Foulon; nous avons mis bien du monde en mouvement; nous entendons quelques petites fusillades. M. le marquis de Montcalm vient de partir avec 100 hommes du gouvernement des Trois Rivières pour renforcer; sitôt que je saurai positivement ce dont il sera question, je vous en donnerai avis. » Montcalm tout d'abord se contenta d'envoyer sur les hauteurs le régiment de Guyenne qui y avait été posté au commencement du mois et qui en avait été retiré fort mal à propos le 6 septembre. Quand il parvint lui-même en haut et vit les bataillons anglais en ligne, il se rendit compte de l'étendue du danger, et expédia officier sur officier pour lui amener tout ce qu'il y avait de troupes régulières et de milices disponibles. Les derniers pelotons du gouvernement de Québec le joignirent vers dix heures au moment du début de l'action.

Depuis déjà plus de deux heures on fusillait avec l'ennemi; un gros détachement de Canadiens, assisté de quelques soldats de la colonie (1), s'était embusqué dans un taillis et faisait sur les rangs serrés des Anglais un feu de tirailleurs qui ne laissait pas de leur coûter du monde. De leur côté, les deux canons anglais tiraient à mitraille sur les unités françaises au fur et à mesure de leur formation et leur causaient de la perte. Dès son arrivée sur le champ de bataille, Montcalm avait demandé (2) au gouverneur de Québec des pièces de campagne dont il y avait 25 dans la batterie proche du palais. On ne lui en fournit que 5, sous prétexte (3) que les autres étaient nécessaires à la défense de la place; on les mit aussitôt en position sur les ailes de l'armée. Jusqu'alors l'engagement n'avait été qu'une affaire d'avant-postes. Pouvait-on éviter une action décisive? ou était-il impossible, comme l'affirme Johnstone, de se re-

(1) Malartic, *Campagnes au Canada*, p. 284.
(2) Johnstone, *Dialogues de Montcalm et de Wolfe.*
(3) Foligny. D'autres récits ne parlent que de deux.

tirer sans bataille, parce que les deux combattants étaient trop rapprochés? Peut-être le général français craignit-il pour sa droite que les Anglais semblaient vouloir tourner par un mouvement dirigé sur la maison de Borgia et le moulin qui domine les prairies du Saint-Charles. Toujours est-il qu'il tint une sorte de conseil de guerre improvisé où la presque unanimité se prononça pour une attaque immédiate. Comme raisons à l'appui de cette opinion, on soutenait que les Anglais se renforceraient dans le courant de la journée en hommes et en canons et qu'ils achèveraient les retranchements ébauchés. Montreuil seul aurait fait quelques objections basées sur le faible effectif qu'on pouvait mettre en ligne. Montcalm approuva l'avis de ses officiers, parcourut les rangs, constata la bonne volonté des soldats et commanda l'offensive.

De quelles forces disposait le général français à la bataille d'Abraham? Dans le courant du mois de juillet, il avait eu sous ses ordres près de 13.000 hommes, sans y comprendre les 2.000 de la garnison de Québec. Sur ce total 800 étaient partis avec Lévis, 2.200 avaient été détachés sous Bougainville, 3.000 étaient morts, malades ou étaient rentrés chez eux; enfin 2.000 avaient été laissés à la garde du camp de Beauport. Restaient environ 5.000 combattants à opposer au chiffre presque identique des Anglais, mais l'égalité n'était qu'apparente; tandis que les hommes de Wolfe étaient tous des soldats disciplinés et éprouvés, l'armée de Montcalm ne comptait guère que 2.000 réguliers appartenant à la colonie ou aux 5 bataillons de France. Dans ces derniers, pour combler le déficit créé par l'envoi de détachements, ou de piquets comme on disait alors, à Niagara, à l'armée de Bourlamaque, au camp volant de Bougainville, on avait versé quelques centaines de Canadiens dont les allures indépendantes au feu s'accommodaient mal avec les manœuvres compliquées en usage dans les troupes de ligne. En outre, les bataillons, par suite du

prélèvement des grenadiers et des volontaires pour le corps de Bougainville, avaient perdu tout autant en qualité qu'en quantité. Étant données la composition de ses forces et la prépondérance de l'élément irrégulier, il est étrange que le général français se soit décidé pour l'attaque, en plaine découverte, d'un adversaire beaucoup plus solide que lui, au lieu d'utiliser la nature des lieux et les accidents de terrain pour mettre en valeur les aptitudes spéciales de ses soldats, pour la plupart tireurs de premier ordre. Quels que fussent les motifs qui déterminèrent Montcalm à sortir de sa prudence habituelle et à abandonner la stratégie défensive appliquée avec succès depuis le commencement de la campagne, il faut ajouter que ses dispositions tactiques prêtent fort à la critique. Il n'essaya pas de combiner ses mouvements avec ceux de Bougainville qu'il savait être sur les derrières des Anglais à Sillery, ou à Sainte-Foy, à un peu plus de deux lieues de distance (1); il n'eut recours ni au parc d'artillerie que possédait la ville de Québec, ni à l'appoint que la garnison aurait pu lui fournir; enfin il ne constitua aucune réserve pour couvrir la retraite en cas d'échec.

Vaudreuil n'assista pas à la bataille; cependant il était au courant de la situation dès 7 heures; il avait été informé que Montcalm avec le gros était en face des Anglais; mais il fut si lent à se mettre en route qu'il n'arriva sur le champ de l'action qu'après la défaite. Il avait néanmoins trouvé le loisir d'écrire à son général un billet (2) le priant « de ne rien prématurer » et de n'agir qu'avec le concours de Bougainville et de la garnison de Québec. Vaudreuil affirme, nous ignorons sur quel témoignage, que la dépêche fut remise à Montcalm en temps utile. Admettons comme exacte cette assertion faite trois semaines après les événe-

(1) Journal tenu à l'armée. Archives des Colonies. Canada. L'auteur de ce document est hostile à Montcalm.

(2) Récit de Vaudreuil. Montréal, 5 octobre 1759. Archives des Colonies.

ments, alors que l'infortuné Montcalm n'était plus là pour la contredire; au lieu de correspondre, le gouverneur général eût été mieux inspiré en accélérant ses mouvements et en se portant de sa personne sur le théâtre du combat.

L'affaire (1) commença à 10 heures. Les Français formaient une ligne irrégulière sur trois rangs de profondeur; ils avancèrent avec entrain, poussant des cris et tirant à volonté. Deux attaques se dessinèrent contre la gauche de Wolfe, la troisième contre sa droite. Arrivés à 40 pas des Anglais, il y eut du flottement dans la troupe. Les Canadiens incorporés dans les bataillons de France se couchèrent par terre selon leur habitude pour recharger leurs armes, pendant que leurs camarades français restaient debout. La mitraille des canons anglais et une salve de mousqueterie à courte distance augmentèrent le désordre. La petite armée de Montcalm fit volte-face et s'enfuit dans la direction de la ville avec les Anglais à leurs trousses. La poursuite fut arrêtée par le canon du rempart et par celui des batteries flottantes de Saint-Charles. Voici en quels termes Lévis, qui dut recueillir peu de jours après les témoignages des officiers présents, raconte la bataille : « M. le marquis de Montcalm qui n'avait pas eu le temps d'avertir M. de Bougainville, qui était au Cap Rouge, comptait qu'il l'aurait été par ses postes. Il attendait d'apprendre qu'il était à portée pour attaquer les ennemis dans le temps qu'il en ferait de même. Mais il n'attendit que jusqu'à 10 heures, et voyant alors que les troupes montraient beaucoup de fermeté et de zèle, lui disant continuellement que les ennemis faisaient arriver du canon et prenaient poste en se retranchant, il résolut de tout tenter malgré la disproportion des forces. L'ennemi s'était posté derrière de petites hauteurs. Le chemin pour aller à eux était difficile, embar-

(1) Voir pour le récit de la bataille la collection des papiers de Lévis, Casgrain, Parkman, Knox, Mante, Manuscrit Johnstone, Journal de Foligny Wright, etc., etc.

rassé, inégal et rempli de broussailles en certains endroits ou de champs de blé. Notre armée se mit en mouvement, ne consultant que son ardeur et connaissant peu l'ordre, la plus grande partie de ce qui la composait étant des habitants. Les bataillons mêmes étaient farcis d'un nombre d'habitants qu'on avait incorporés parmi les soldats. Le fond des cinq bataillons était sur une ligne à trois de hauteur; à la droite était un corps composé de peu de troupes de la colonie et de nombre d'habitants. Il est aisé de concevoir que cette armée ne fit pas grand chemin sans être en désordre. On commença à tirer de loin, ce qui acheva d'y mettre la confusion de sorte que, lorsqu'elle arriva à la demi-portée du fusil des ennemis, elle n'eut nulle consistance. Les ennemis qui, à notre mouvement, avaient gagné la crête des hauteurs, firent un feu considérable. Notre droite plia et fut suivie successivement de toute la gauche avec la plus grande confusion. »

Montcalm, en essayant de rallier les fuyards, fut blessé mortellement au bas-ventre et à la cuisse. Sénezergue qui commandait en second eut le même sort. Sans chef, sans direction, les vaincus coururent se réfugier derrière les retranchements et le pont de la rivière Saint-Charles. Les Canadiens furent les premiers à revenir de la panique; 8 à 900 d'entre eux se maintinrent (1) dans un petit bois près de la porte Saint-Jean et couvrirent la retraite; 200 autres miliciens, rencontrés près de la boulangerie par Vaudreuil qui venait de quitter son quartier général, furent reportés sur la hauteur et par leur belle contenance donnèrent le temps aux débris de l'armée de s'écouler vers le Saint-Charles.

Aux abords de la rivière et dans les ouvrages qui défendaient le pont, le désarroi et la démoralisation étaient à leur comble. Des officiers de l'armée régulière apostro-

(1) Bigot au ministre, Montréal, 15 octobre 1759. Archives des Colonies. Canada.

phaient le gouverneur général et s'écriaient (1) à haute voix qu'il n'y avait d'autre parti que celui de capituler pour toute la colonie. Vaudreuil, qui à défaut d'énergie montra du sang-froid, essaya de calmer les esprits et avec le concours de Montreuil fit repasser la rivière aux débris des bataillons de France et de milices et mettre en état de défense la redoute qui servait de tête de pont. Les troupes furent renvoyées dans leur camp, et les principaux officiers appelés en conseil de guerre pour arrêter la décision à prendre.

Heureusement pour les Français, l'élan des vainqueurs fut de courte durée et la poursuite ne fut pas poussée loin. De même que la blessure mortelle de Montcalm avait aggravé les conséquences de la défaite, chez les Anglais la mort de Wolfe paralysa l'action de leur armée et mit en suspens les effets de leur succès. Leur jeune et brillant général qu'une première blessure n'avait pas éloigné de la zone meurtrière fut frappé à la tête des grenadiers de Louisbourg pendant le fort de la bataille; porté hors de la ligne de feu, il eut le bonheur de vivre assez longtemps pour apprendre sa victoire. Sa dernière parole fut une invitation au colonel Burton de s'avancer sans retard jusqu'au pont du Saint-Charles afin d'intercepter la retraite des Français. Presque en même temps que son chef, le brigadier Monckton fut blessé et le commandement dévolut à Townshend. Celui-ci (2), inquiet du désordre que la course avait produit parmi les soldats anglais, ramena en arrière ses régiments dont les rangs étaient à peine reformés quand on vit déboucher sur les derrières le corps de Bougainville. Townshend lui opposa deux bataillons et ses deux canons, qui suffirent pour couper court à toute velléité d'attaque; rassuré de ce côté, le nouveau commandant en chef n'eut

(1) Johnstone. Récit de la fin de la campagne.

(2) Townshend à Pitt, camp devant Québec, 20 septembre 1759. *Manuscripts of the marquess Townshend.*

d'autre souci que de se couvrir de retranchements, et de transporter sur le plateau, des bâtiments où elles étaient encore, son artillerie et ses munitions.

A la bataille d'Abraham, la perte des Anglais fut de 66 officiers et 598 sous-officiers et soldats mis hors de combat; celle des Français n'a pas été constatée par un document officiel; elle ne dut pas dépasser le chiffre de 1.000 à 1.200, dans lequel la part des 5 bataillons de France fut en officiers 11 tués et 23 blessés, en soldats 137 tués et environ 300 blessés. En outre de 200 prisonniers faits sur le champ de bataille, beaucoup de blessés restèrent entre les mains des Anglais qui s'emparèrent aussi de deux pièces de canon.

Quel fut le rôle de Bougainville dans la bataille d'Abraham? Le reproche de lenteur qui lui a été adressé est-il justifié? Sur ce point délicat les partisans et les détracteurs du futur navigateur ne sont pas d'accord. Retenu au Cap Rouge par les démonstrations de la flottille anglaise, il dut néanmoins entendre le canon de Samos et être averti de la descente par les fuyards des postes de Saint-Michel et de Sillery. D'autre part, Knox (1) parle d'une escarmouche avec la cavalerie canadienne et d'une tentative contre la seconde ligne anglaise par le corps de Bougainville, tentative qui aurait échoué, grâce aux bonnes dispositions de Townshend; le premier de ces incidents se serait passé avant l'attaque de Montcalm, et par conséquent avant 10 heures. Au dire de Mante (2), le corps de Bougainville composé de cavalerie, grenadiers et infanterie légère, s'était formé en arrière des Anglais et avait conservé cette position à la fin de la bataille; il ne mentionne aucun engagement. Johnstone affirme (3) que Bou-

(1) Knox, vol. II. Récit de la bataille d'Abraham.
(2) Mante. *Late war in America*.
(3) Johnstone. *Dialogue aux Champs-Élysées de Montcalm et Wolfe*.

gainville, prévenu entre 7 et 8 heures, s'ébranla aussitôt, suivit la route directe de Québec, vint se heurter à une maison où s'était logé un détachement anglais, ne put se servir de son canon faute de munitions oubliées au Cap Rouge, perdit du temps pour les faire venir et laissa ainsi échapper le moment propice pour une diversion contre le flanc ou les derrières de l'ennemi. Le Journal de Lévis (1) donne des opérations du corps volant le compte rendu suivant : « M. de Bougainville, n'ayant été averti que tard (2) du débarquement des ennemis, commença à se mettre en mouvement avec environ 900 hommes (3) seulement, marcha vers la maison de Saint-Michel qu'il trouva occupée. Il la fit attaquer par les volontaires de Duprat, mais sans succès, les ennemis y étant bien établis, et passa outre. Mais ayant appris à une certaine distance de l'armée ennemie que la nôtre avait été battue, il se replia vers la Vieille Lorette et envoya demander à M. le marquis de Vaudreuil de nouveaux ordres. »

De ces différentes narrations il semble possible de dégager la vraisemblance des faits (4). Informé, probablement entre 7 et 8 heures, de la gravité de ce qui se passait du côté de Québec, Bougainville employa deux heures à réunir son monde et à franchir les 7 ou 8 kilomètres qui le séparaient de Saint-Michel, gaspilla une demi-heure à la tentative contre le poste anglais et déboucha « sur le chemin de Saint-Foy (5) à portée et en présence » de l'armée anglaise alors que l'action se terminait et que l'intervention de sa poignée d'hommes eut été plus dangereuse qu'utile.

(1) Journal de Lévis, p. 210.

(2) Bougainville dit qu'il ne fut averti qu'à 8 heures. Journal tenu à l'armée.

(3) Bougainville avait plus de 2.000 hommes sous ses ordres, mais dans ce total étaient compris de nombreux postes qu'il ne pouvait dégarnir.

(4) Voir à ce sujet Kerallain. « *La jeunesse de Bougainville* ».

(5) Montreuil à Lévis. Jacques Cartier, 15 septembre 1759. Collection Lévis. D'après ce récit, Bougainville ne serait arrivé qu'à midi ou 1 heure.

Nous avons laissé les Anglais se retranchant dans leurs lignes, Bougainville en retraite sur Lorette, le gros des Français derrière la rivière Saint-Charles; nous avons dépeint la démoralisation des chefs et relaté la détermination de Vaudreuil de convoquer un conseil de guerre. Il se tint dans la redoute de la tête de pont et se termina à 6 heures du soir. Y assistèrent l'intendant Bigot, le major général Montreuil; Pontleroy, commandant du génie; Dumas, inspecteur des troupes de la colonie; Poulhariès, lieutenant-colonel du régiment de Royal Roussillon; Alquier, lieutenant-colonel de Béarn, et trois capitaines qui représentaient pour les autres bataillons de France les colonels morts ou blessés. Le gouverneur général consulta le conseil sur la possibilité d'un retour offensif contre l'ennemi; cet avis, soutenu par Vaudreuil et Bigot, fut, d'après le procès-verbal (1), « unanimement rejeté et par la faiblesse et par la dispersion et par le harassement des troupes. Se replier, continue la pièce, a paru le seul parti militaire à prendre, la position du camp de Beauport étant insoutenable, et pour n'être séparé d'une armée victorieuse et supérieure en force, tant par le nombre que par l'espèce, et pour n'avoir devant soi qu'une rivière guéable presque partout à basse mer et retranchée à la rive, sur laquelle l'ennemi pourrait se porter dès le soir. » Du moment que la présence des Anglais sur la ligne de ravitaillement et de communication avec le reste de la colonie nécessitait l'abandon de Québec, il ne restait d'autre solution que de se retirer sur la rivière de Jacques Cartier où l'on retrouverait avec le dépôt de vivres une nouvelle base d'opérations. « Toutes ces raisons combinées ont déterminé à exécuter dès le soir même la retraite, quoique forcé par la brièveté du temps, par le manque de moyens et de ressources à

(1) Conseil de guerre tenu le 13 septembre 1759. Pièces annexes au Récit de la campagne par Vaudreuil.

faire quelque abandon. » Le procès-verbal fut signé de tous les membres présents excepté Montreuil qui pour des causes non expliquées refusa son adhésion. Le « quelque abandon » dont parle la pièce se traduisit par l'enclouage de toute l'artillerie des redoutes et batteries de la côte, l'incendie des batteries flottantes, la destruction des munitions, la perte des tentes, des équipages et de vivres représentant la nourriture de l'armée pour une période de 10 jours (1).

Au cours de l'après-midi, Vaudreuil avait consulté Montcalm, dont il connaissait l'état, sur les mesures à adopter. Le général était resté à cheval malgré sa blessure; soutenu par deux soldats, il avait pu gagner la maison du chirurgien Arnoux où il apprit de la bouche du frère de celui-ci, médecin lui-même, qu'il n'avait plus que quelques heures à vivre. Il reçut l'avis avec beaucoup de courage, se déclara heureux de ne pas être témoin de la reddition de Québec et ne voulut donner ni conseils ni ordres à Ramezai, gouverneur de la ville, qui était venu en demander. Cependant il aurait répondu à Vaudreuil, par l'intermédiaire de son aide de camp Marcel (2), qu'il y avait trois partis ouverts : capituler pour toute la colonie, attaquer à nouveau l'ennemi, battre en retraite sur Jacques Cartier. Le conseil de guerre terminé, Vaudreuil prit trois décisions graves : la première, la seule sensée, fut d'appeler Lévis au commandement des troupes; la seconde, conforme d'ailleurs au vote du conseil, de mettre l'armée en marche le soir même à dix heures. La troisième avait trait au sort de Québec : une lettre très brève (3), adressée au gouverneur de cette place, l'informait du départ de l'armée

(1) Bigot au Ministre. Montréal, 15 octobre 1759. Archives des Colonies. Collection Moreau.

(2) Récit de la campagne par Vaudreuil. Montréal, 5 octobre 1759.

(3) Vaudreuil à Ramezai, 13 septembre 1759, à 6 heures du soir. Copie annexée au récit de Vaudreuil.

sans un détail quelconque, ni sur l'itinéraire qu'elle allait suivre, ni sur les approvisionnements qu'elle laissait derrière elle. Au billet était joint « un mémoire (1) » de la plus haute importance : « La position que l'ennemi occupe au-dessus de Québec, malgré les puissants efforts que nous venons de faire pour l'en déposter, devenant de moment en moment encore plus inaccessible par les retranchements qu'il y a faits, ce qui, joint à l'échec que nous avons eu et au défaut des subsistances dont nous manquons totalement, nous met dans l'absolue nécessité de faire notre retraite, n'ayant point d'autre parti à prendre pour nous maintenir dans la colonie, nous prévenons M. de Ramezai qu'il ne doit pas attendre que l'ennemi l'emporte d'assaut. Ainsi, sitôt qu'il manquera de vivres, il arborera le drapeau blanc et enverra l'officier de sa garnison le plus capable et le plus intelligent pour proposer la capitulation conformément aux articles ci-après. »

Grâce à une prévoyance qui surprend, le projet remis au gouverneur de Québec avait été préparé par le gouverneur général et par Montcalm, dès la première apparition des Anglais. Vaudreuil, qui tenait avant tout à dégager sa responsabilité dans les malheurs de la journée, interrompit l'agonie de son subordonné pour lui rappeler la part qu'il avait eue dans la rédaction de la pièce : « Je joins ici, Monsieur, écrit-il au moribond (2), la lettre que j'écris d'après cela à M. de Ramezai avec l'instruction que je lui adresse contenant les articles de la capitulation qu'il doit demander à l'ennemi. Vous verrez qu'ils sont les mêmes dont j'étais convenu avec vous. Ayez la bonté de lui faire tenir le tout, après que vous l'aurez lu. Ménagez-vous, je vous prie, ne pensez qu'à votre guérison. » A en croire les quel-

(1) Mémoire pour servir d'instruction à M. de Ramezai. Copie annexée au récit de Vaudreuil.

(2) Vaudreuil à Montcalm, 13 septembre 1759, 6 heures du soir. Archives des Colonies. Collection Moreau.

ques mots d'accusé de réception (1) de l'aide de camp datés de dix heures du soir, Montcalm, après avoir entendu lecture des lettres, aurait tout approuvé. Le lendemain 14 septembre, eurent lieu (2), à quelques heures d'intervalle, le décès et les obsèques de l'infortuné général : « A huit heures du soir, dans l'église des Ursulines fut enterré, dans une fosse faite sous la chaire par le travail de la bombe, M. le marquis de Montcalm décédé du matin à quatre heures, après avoir reçu tous les sacrements. Jamais général n'avait été plus aimé de la troupe et plus universellement regretté. Il était d'un esprit supérieur, généreux, doux, affable, familier à tout le monde, ce qui lui avait fait gagner la confiance de toute la colonie. *Requiescat in pace.* »

Il semble que la mort du héros qui, depuis plus de trois ans, était l'âme de la résistance, ait fait perdre la tête à tous les survivants présents, car ils n'eurent d'autre pensée que de se soustraire par la fuite à l'attaque qu'ils croyaient imminente. D'ailleurs, sans exception, ils étaient au-dessous de la tâche. Vaudreuil ne possédait ni l'expérience militaire ni le talent que l'intensité de la crise fait parfois jaillir, et encore moins le prestige pour en imposer à des esprits démoralisés. Montreuil, d'une médiocrité reconnue, était incapable de prendre la direction; Poulhariès et Alquier, bons commandants de bataillon, ne pouvaient aspirer à un rôle plus important. Dans ces conditions, la retraite conduite sans ordre et sans méthode devint bientôt une débâcle (3) où chacun cherchait à devancer son voisin, à courir au bout de l'étape pour ne pas être coupé par l'ennemi imaginaire que l'on voyait partout; les rangs étaient mêlés, les corps confondus. Dans l'évacuation ni soin

(1) Marcel à Vaudreuil, 13 septembre 1759, 10 heures du soir. Archives des Colonies. Collection Moreau.

(2) Journal de Foligny.

(3) Journal de Johnstone. Ministère de la Guerre.

ni souci de l'avenir; on se contenta de distribuer aux hommes quatre jours de vivres, et on abandonna le surplus dans le camp. Du grand stock qui y avait été si péniblement amassé, Bigot ne put faire passer à Québec, dont il connaissait le dépourvu, qu'une cinquantaine de quarts de farine. Le reste fut pillé par les sauvages et par les habitants des environs. Ni lui ni Vaudreuil n'avaient songé à avertir le gouverneur Ramezai des richesses en munitions de guerre et provisions de bouche qu'il avait à ses portes, et pour le transport desquelles il eût pu utiliser, tout au moins pendant la nuit, les bateaux nombreux attachés au port de Québec.

A neuf heures du soir, la tête de colonne s'ébranla. « Tout le monde suivit la même route ; le désordre commença au moment du départ, écrit le rédacteur des dernières pages du Journal de Montcalm (1); les divisions et les équipages se mêlèrent avec tant de confusion que 50 hommes auraient détruit tout le reste de notre armée. Le soldat français ne connaît plus de discipline et au lieu d'avoir formé le Canadien, il en a pris tous les défauts..... La plus grande partie des Canadiens de Québec profita du désordre et regagna ses foyers, peu inquiète du maître auquel elle appartiendra désormais; et l'armée n'était plus, le 14 au soir, en arrivant à la Pointe aux Trembles, qu'un peloton confus et mêlé des 5 bataillons et des Canadiens des trois gouvernements. » Le lendemain on poursuivit la marche jusqu'à Jacques-Cartier, à 12 lieues de Québec. Bougainville qui avait repris le contact, couvrit la retraite en prenant position le 14 à Saint-Augustin et le 15 à la Pointe aux Trembles ; il avait conservé au Cap Rouge et à Lorette des avant-postes que l'ennemi n'essaya pas d'insulter.

Par bonheur, le commandement allait être ressaisi par des mains viriles : Lévis reçut le 15 septembre, à 6 heures

(1) Journal de Montcalm, pages 615 et 616. Collection Lévis.

du matin, les dépêches de Vaudreuil lui annonçant la perte de la bataille d'Abraham, la mort imminente de Montcalm, la retraite sur Jacques-Cartier et le priant de se rendre à l'armée. Trois heures après il était en route, et quoique attardé par les mauvais chemins, le 17 il rejoignit le gouverneur général. Durant le trajet, il rencontra force fuyards dont les propos et plus encore l'attitude lui apprirent l'étendue du désastre. Il adopta aussitôt des mesures énergiques pour rétablir la discipline et fit comprendre à Vaudreuil l'avantage, voire même la nécessité, d'un retour offensif qui arrêterait la désertion et entraverait les opérations du siège que les Anglais avaient sans doute commencé. Avant tout, il fallait révoquer les instructions néfastes laissées au gouverneur de Québec, ranimer l'esprit de la garnison et faire entrer des provisions dans la ville. D'ailleurs Vaudreuil n'avait pas attendu la venue de Lévis pour essayer de ravitailler la capitale, mais ce fut seulement après l'arrivée de celui-ci qu'il intima l'ordre à Ramezai de ne pas capituler et qu'il l'informa de la marche de l'armée pour le secourir.

Passons maintenant du camp de Jacques-Cartier à la place assiégée. La garnison de Québec se composait d'à peu près 400 soldats des bataillons de terre ou de la marine, d'environ 800 marins attachés au service des batteries et de la milice urbaine, sorte de garde nationale sans autre expérience de la guerre que celle du bombardement qu'elle venait de subir. Au découragement produit par la défaite et par la mort du général dans lequel on avait logé toute sa confiance, s'ajoutait la pénurie de vivres qui menaçait de se transformer en famine. En effet, depuis le 13 septembre, la population à nourrir s'était accrue de près de 4.000 réfugiés, pour la plupart femmes et enfants. En additionnant le civil au militaire il fallait compter 6.000 rationnaires et pour faire face aux besoins de la consommation, on ne possédait « que 15 à 16.000 livres de farine, pois, fèves ou

riz. » La réduction de la ration à un quarteron de pain, rendue nécessaire par cette situation, avait soulevé des protestations unanimes qui impressionnèrent au plus haut degré le gouverneur Ramezai (1). Ce dernier était un vieil officier des troupes coloniales; entré au service en 1720, il s'était distingué dans les grades subalternes et dans la guerre des bois, mais ne possédait aucune des vertus du haut commandement. Là où il aurait fallu un soldat résolu, ayant de l'initiative, prêt à tout sacrifier pour remplir son devoir jusqu'au bout, le sort de Québec, nous pourrions dire du Canada, se trouva aux mains d'un militaire fatigué, timide, effrayé de la responsabilité, esclave de la consigne, incapable de se mettre au-dessus des criailleries de son entourage, de fermer les yeux au spectacle de la détresse d'une population éprouvée par le bombardement et la disette. Pour comble de malheur, ce faible était couvert par les instructions de son supérieur.

Pendant les journées des 14 et 15 septembre, les batteries du front de terre cherchèrent à entraver les travaux de retranchement et d'approche des Anglais; mais malgré ce semblant de fermeté, l'émotion était grande dans l'intérieur de la ville. « Les plaintes et les murmures contre l'armée qui nous abandonna, écrit Ramezai dans son mémoire (2), devinrent un cri public; je ne pus dans un moment aussi critique empêcher les négociants, tous officiers des milices de la ville, de s'assembler chez M. Daine, lieutenant général de police et maire de la ville; là ils prirent le parti de capituler et me présentèrent en conséquence une requête signée du dit sieur Daine et de tous les principaux citoyens. » A la qualité des officiers répondait celle des soldats, « tous artisans qui n'avaient jamais

(1) Ou Remezai, l'orthographe du nom varie.

(2) Mémoire de Ramezai. Archives des Colonies. Canada, 1760. Le premier extrait est reproduit dans Cassgrain. *Montcalm et Lévis*, vol. II.

sorti (1), la plupart gens mariés et sur l'âge, exténués d'ailleurs par le jeûne rigoureux qu'on leur faisait observer depuis longtemps. » D'après Ramezai, l'élément maritime ne valait guère mieux; il comptait beaucoup de « matelots plus occupés pendant le siège à piller les voûtes des particuliers qu'à faire leur service. »

Sous l'influence des manifestations qui venaient de se produire, sans confiance dans sa garnison, Ramezai eut recours à la ressource habituelle des commandants en détresse et convoqua le 15 septembre un conseil de guerre. Comme entrée en matière, il lui communiqua les dernières lettres de Vaudreuil ainsi que le projet de capitulation; il eut même soin d'ajouter, à titre de renseignement, que cette pièce avait été rédigée de concert avec Montcalm, au début de la campagne, pour le cas de la retraite de l'armée, et qu'une copie lui en avait été remise par le général lui-même. Cette lecture faite, tous les membres du conseil, à l'exception de Fiedmont, commandant de l'artillerie, se prononcèrent pour un arrangement qui assurerait aux habitants et aux troupes des conditions satisfaisantes.

Cependant Ramezai, il faut le reconnaître, ne voulut pas se résigner à cette extrémité sans tenter un dernier effort pour se procurer des vivres. Il commença par conclure avec les Anglais une trêve (2) pour permettre le départ pour la banlieue des femmes et enfants réfugiés dans la ville; il fit faire chez les tonneliers de Québec des perquisitions qui ne rapportèrent que peu de chose, et ayant enfin eu connaissance des approvisionnements abandonnés au camp de Beauport que l'ennemi n'avait pas encore occupé, y envoya un détachement dans la nuit du 15. Celui-ci n'y trouva que les traces du pillage qui avait suivi l'évacuation; mais, en revanche, il rencontra à la tête du pont de Saint-Charles, M. de Bellecour avec une vingtaine de ca-

(1) Journal de Foligny.
(2) Knox. *Historical Journal,* vol. II.

valiers appartenant au corps de Bougainville. L'officier raconta qu'il était chargé par le gouverneur général d'avertir le commandant de Québec « que M. le chevalier de Lévis, ayant gagné un combat aux Rapides, était de retour à Jacques-Cartier ou à la Pointe aux Trembles, et que l'armée était rassemblée... pour tomber sur les ennemis et pour dégager la ville. »

Sur ce rapport et à la réception d'un courrier (1) de Vaudreuil promettant le prompt envoi de secours en vivres, Ramezai lui expédia Joannès, capitaine de Languedoc, qui faisait fonction de major de place, pour lui faire part de la situation critique et pour demander des ordres. Joannès interrogea d'abord Bellecour qui fut beaucoup moins affirmatif que la veille, puis continua sa route sur la Pointe aux Trembles où il croyait trouver le quartier général. En cours de route au village de Lorette, il apprit que l'armée avait reculé jusqu'à Jacques Cartier, et talonné par les instructions du commandant qui lui avait enjoint de rentrer à Québec avant la nuit, il ne poursuivit pas sa course et se borna à écrire (2) de Lorette à Vaudreuil. Après le récit de ce qui s'était passé au conseil de guerre et des propos de Bellecour, il termine son exposé par un appel des plus pressants : « Je ne vous cacherai pas que si nous ne recevons pas de vos nouvelles d'ici à 10 heures du matin demain, je crois que les propositions se feront; je ne sais même si l'on pourra attendre jusqu'à ce temps et si, malgré ce que j'ai l'honneur de vous dire, M. de Ramezai ne passera pas en avant pour faire des propositions. Je ferai ce que je pourrai pour engager tout le monde d'attendre une réponse qui puisse faire savoir vos intentions et les remèdes que vous pouvez trouver à la fa-

(1) Le mémoire de Ramezai fait mention de cette lettre qui a dû lui parvenir au plus tôt le 16 septembre au matin.

(2) Joannès à Vaudreuil, Lorette, 16 septembre à midi. Archives des Colonies. Collection Moreau.

mine qui nous menace. Nous avons mis la ration à un quarteron de pain. Jugez de la bonne disposition des combattants; tout est porté de la plus mauvaise volonté; l'on a beau encourager et leur faire voir des lueurs d'espérance, tous demandent à capituler. M. Daine a remis au conseil de guerre un mémoire en forme de requête du peuple, des notables et miliciens, pour engager M. de Ramezai à ne pas les exposer et à la famine et à l'escalade dont cette ville est très susceptible. M. de Pontleroy connaît son état; les travaux des ennemis avancent et ils sont établis sur la butte à Neveu où ils ont une redoute et une batterie commencée. Je ne finirais pas si je voulais vous marquer tous les traits du peu de volonté qui règne..... Soyez persuadé de la douleur de tous les officiers des troupes, d'être obligés de se rendre sans qu'on ait tiré un coup de canon sur la place. Il ne peut y avoir que l'extrême disette qui ait pu les obliger à un parti qui serait déshonorant sans cela. »

Ce même 16 septembre, soit à la réception de la lettre de Joannès, soit de son initiative personnelle, Vaudreuil (1) prévint Bougainville, qui était à la Pointe aux Trembles, d'avoir à escorter avec sa cavalerie un convoi de charrettes qu'on réunissait à Saint-Augustin pour porter 60 quarts de farine en ville. A cette invitation Bougainville répondit en proposant de confier le ravitaillement à La Roche-Beaucour, qui avec son escadron était à Charlebourg. « J'approuve fort, lui écrit Vaudreuil (2), le projet que vous avez d'aller au camp avec 7 à 800 hommes pour protéger le passage à Québec du biscuit qui est à Charlebourg, dont la cavalerie se chargera. » La Roche-Beaucour, devançant les ordres de ses supérieurs (3), avait envoyé son lieutenant

(1) Vaudreuil à Bougainville, 16 septembre. Papiers de famille.

(2) Vaudreuil à Bougainville, 17 septembre. Papiers de famille.

(3) La Roche-Beaucour à Bougainville, 17 septembre, 1 heure après midi. Papiers de famille.

Bellecour « dire à M. de Ramezai que sûrement je lui porterais ce soir 100 quintaux de biscuit. » Un billet de Bernetz (1), commandant en second de Québec, à Bougainville, confirme la visite de Bellecour et donne des détails navrants sur le moral de la garnison : « Votre arrivée ne peut être trop prompte et c'est avec la plus vive douleur que je vous apprends que tous les miliciens sont sans courage et sans volonté ; la plupart ont jeté leurs armes ; les batteries sont presque sans servants ; une désertion affreuse, plus de vivres à peine pour quatre jours, le peuple, les enfants crient famine... Opérez au plus tôt un remède, sans quoi M. de Ramezai ne veut pas se laisser emporter d'assaut et sacrifier le peuple. Les travaux de l'ennemi sont sous la place et une batterie à la face de la courtine entre la porte Saint-Jean et Saint-Louis... Envoyez-nous un ingénieur et le plus prompt secours. Point un moment à perdre. La batterie que fait l'ennemi ne peut être battue par notre canon faute d'embrasures et le fusil n'y peut rien.... J'ai envoyé M. de Bellecour exhorter et vertuser (*sic*) la batterie. »

A l'heure à laquelle Bernetz traçait ces lignes désespérées Québec était perdu pour la France. Ni la mission de Bellecour, ni l'entrée promise pour le soir même de La Roche-Beaucour avec le premier convoi des provisions annoncées, n'eurent d'influence sur l'esprit timoré du gouverneur ; il avait attendu deux jours des secours qui n'étaient pas venus, il n'attendrait pas une heure de plus, et le 17 septembre de triste mémoire, à 3 heures de l'après-midi, il dépêcha (2) Joannès auprès du général anglais avec le projet de capitulation qu'il avait reçu quatre jours auparavant du gouverneur général. Au dire du major, il aurait personnellement protesté contre l'idée de

(1) Bernetz à Bougainville, Québec, 17 septembre. Papiers de famille.
(2) Ramezai à Vaudreuil. Québec, 18 septembre. Archives des Colonies. Collection Moreau.

traiter et aurait cherché, sans succès, à inspirer à Ramezai une conduite plus virile.

De la part des Anglais l'affaire se conclut vite : Townshend, trop heureux de sortir d'une situation qui, malgré la victoire d'Abraham, ne laissait pas d'être épineuse, accepta tout le texte qu'on lui soumettait, à l'exception de l'article 1er qui stipulait le renvoi de la garnison à l'armée ; il ne voulut consentir qu'au retour en France. Joannès qui ne demandait qu'à gagner du temps, objecta qu'il n'avait pas de pouvoir pour introduire des modifications à la rédaction, à quoi Townshend répliqua qu'il lui était facile de consulter son chef et d'être rentré au camp à 11 heures du soir, « sans quoi il n'y aurait rien de fait ».

Ramezai acquiesça d'autant plus volontiers aux exigences anglaises qu'il était fort ému d'un incident qui venait de se produire. Sur l'approche de quelques berges du côté de la basse ville et sur l'apparition d'un détachement anglais venu pour débroussailler (1) le voisinage de l'enceinte, on crut à une attaque par mer et par terre et on battit la générale? En arrivant sur la place, le commandant fut avisé que les miliciens refusaient de se battre. « Au même instant, relate-t-il (2), les officiers de milice vinrent me trouver et me déclarèrent qu'ils n'étaient point d'humeur à soutenir un assaut, qu'ils savaient même que j'avais des ordres contraires et qu'ils allaient rapporter leurs armes aux magasins afin que l'ennemi qui allait entrer les trouvant sans armes ne les passât pas au fil de l'épée, que dans ce moment-ci ils ne se regardaient plus comme soldats mais comme bourgeois, que si l'armée ne les avait pas abandonnés, ils auraient continué à donner les témoignages de

(1) Knox. *Historical Journal*, vol. II, p. 83, etc.

(2) Mémoire de Ramezai. Archives des Colonies. Canada, 1760. Cet incident que Ramezai, d'accord avec d'autres récits, fixe à 6 heures du soir, fut postérieur au premier envoi de Joannès qui eut lieu entre 2 et 4 heures.

zèle qu'ils s'étaient fait un devoir de montrer pendant tout le siège, mais que, ne voyant plus aucune ressource, ils ne se croyaient point obligés à se faire massacrer en vain, puisque le sacrifice qu'ils feraient de leur vie ne retarderait pas d'une heure la prise de la ville ». Ramezai ne dit pas ce qu'il répondit à ce langage mutin, mais après avoir consulté son second, Bernetz, qui, à en juger par sa correspondance, était aussi démoralisé que son chef, il renvoya Joannès à 10 heures et demie, avec plein pouvoir pour signer. Ce dernier fut retenu au camp des assiégeants, y passa la nuit et même la journée du lendemain.

Pendant cette même nuit, La Roche-Beaucour, fidèle à sa promesse, entra sans encombre dans Québec avec ses 100 cavaliers portant leurs 100 sacs de biscuit. « Mon cher camarade, mande-t-il (1) à Bougainville, je suis arrivé à la ville dans le temps que M. de Joannès faisait signer les articles de la capitulation. Quelques espérances que M. de Ramezai m'a données m'ont fait laisser mon biscuit, mais je vois bien par les mouvements de l'ennemi que tout est fait. » Quoique ce billet ne soit pas daté, il est évident qu'il fut écrit dans la matinée du 18.

Entre temps, soit au cours de la nuit ou de grand matin le 18, le gouverneur recevait une dépêche de Vaudreuil de la veille, annonçant des secours, le retour offensif de l'armée et lui enjoignant de tenir le plus longtemps possible. Ramezai lui répond (2) aussitôt ; il fait le récit du conseil de guerre, de l'insubordination des milices, de la mission auprès de Townshend, de l'échange d'otages avec les Anglais. « Il est à présent 10 heures (du matin) ; M. de Joannès est encore au camp britannique ; je désire de tout mon cœur qu'il y ait matière à nouvelle difficulté ; j'arrê-

(1) La Roche-Beaucourt à Bougainville S.-D. Papiers de famille.

(2) Ramezai à Vaudreuil, 18 septembre 1759. Archives des Colonies. Collection Moreau.

terai tout. C'est un malheur que M. de La Roche-Beaucour ne soit point arrivé plus tôt; je n'aurais sûrement point été de l'avant. » Pour justifier sa conduite, il invoque le voisinage de l'ennemi campé à la Butte à Neveu, les batteries que celui-ci avait « formées, une à la côte où était la boulangerie », tandis qu'il n'a à lui opposer « qu'une batterie d'aucune utilité », la porte Saint-Jean sans défense, une ville dont l'enceinte n'est pas à l'abri d'un coup de main en différents endroits où il n'y a que des palissades. Enfin, comme dernier argument, il parle de « 8 gros vaisseaux qui venaient de s'embosser à la rade ».

Le soir du 18 septembre, nouveau billet de Ramezai (1). Joannès est rentré à 7 heures du soir « avec les réponses parlementaires conformes aux demandes que vous m'aviez remises avec votre dernier ordre. Sur les lettres que j'ai reçues ce matin j'aurais fort désiré qu'il y eût trouvé moyen de ne pas conclure; mais il l'a fait et il a fallu y souscrire, la chose était trop avancée pour pouvoir en revenir. D'ailleurs pouvais-je différer? Vous en pouvez juger par l'état des munitions de bouche qui me restaient. » Suit une liste, à la vérité très réduite, des approvisionnements. L'écrivain termine en expliquant la modification apportée à l'article 1er du projet de capitulation, en protestant de son zèle et de son activité et en offrant, si un gros rhume dont il est incommodé ne met obstacle à son départ, de se charger des lettres du gouverneur général pour le ministre « dans lesquelles je vous prie de ne point m'oublier. »

Daubespy, porteur de cette dépêche, trouva l'armée française en pleine marche sur Lorette ; elle avait couché la nuit du 18 à la Pointe aux Trembles. Le 19, le corps de Bougainville qui faisait avant-garde avait été dirigé sur la rivière Saint-Charles. Sur l'avis de la signature de la capi-

(1) Ramezai à Vaudreuil, 18 septembre 1759. (Seconde lettre.)

tulation, il rebroussa chemin. Lévis qui avait pris les devants, apprit à son tour la reddition de Québec ; il fit aussitôt camper le corps principal à Saint-Augustin, et la division de Bougainville au pont supérieur de la rivière du Cap Rouge. Ces positions ne furent conservées que peu de temps; l'armée, après un séjour de deux jours à la Pointe aux Trembles, se concentra à Jacques-Cartier pour travailler à la construction d'un fort destiné à barrer l'accès du pays qui restait encore au pouvoir de la France.

« Le 17 à midi, deux ou trois jours avant qu'une seule de nos batteries fût en état de tirer, nous avons reçu du gouverneur des propositions de capitulation. » Tels sont les termes dans lesquels l'officier du génie anglais, Mante, rend compte de la chute de Québec. En effet, quoique les travaux d'approche eussent été poussés avec vigueur, l'armée anglaise, au moment de la mission de Joannès, était loin d'avoir achevé ses batteries et ne songeait nullement à livrer cet assaut dont la crainte avait décidé la capitulation. Néanmoins, dans le camp britannique, on ne prévoyait pas une longue résistance; l'arrivée d'un parlementaire le 16 septembre fit même croire à l'ouverture des pourparlers, mais il ne s'agissait que de l'autorisation de faire sortir de Québec les femmes et les enfants qui s'y étaient réfugiés. L'assiégeant profita de l'armistice pour s'occuper de ses tranchées et de ses ouvrages, dont les travaux étaient entravés par le feu très soutenu de l'enceinte, auquel on ne pouvait répondre. En dépit de la difficulté (1) des transports, le 17 au matin, on avait amené sur le plateau, pour les opérations du siège, 17 canons de gros calibre, sans compter bon nombre de pièces et de mortiers d'un type plus faible. Des fortifications de campagne mettaient le camp à l'abri; une première batterie,

(1) Rapport de l'amiral Holmes, à bord du *Lowestoft*, 18 septembre 1759. Newcastle Papers, 32895.

projetée près de la redoute la plus avancée, devait être commencée dans l'après-midi; enfin, l'amiral Saunders promettait d'attaquer avec ses vaisseaux. Mais tout était encore à l'état de préparatifs; seul le débarquement à la ville basse était peut-être d'une réalisation plus imminente, mais la possession de ce quartier, déjà ruiné par le bombardement, n'entraînait pas celle de la haute ville, complètement isolée grâce aux retranchements élevés pendant le siège. De l'aveu même des Anglais, il eût été parfaitement possible de prolonger la résistance de deux ou trois jours et de gagner ainsi les quelques heures nécessaires pour l'arrivée de l'armée que ramenaient Lévis et Bougainville. Le général britannique fut d'ailleurs le premier à reconnaître le peu d'efforts que lui avait coûté la prise de Québec et à admettre implicitement que la défense eût pu être plus énergique. C'est ainsi que, dans un rapport (1) à son gouvernement, pour justifier la libéralité des conditions accordées aux assiégés, Townshend invoque « la présence de l'ennemi qui se rassemblait sur ses derrières, et ce qui est bien plus inquiétant, la saison très pluvieuse et très froide qui aurait pu être une cause de maladie pour les troupes et d'accident pour la flotte..... l'avantage d'entrer dans la ville, alors que l'enceinte est en état de défense, et la commodité d'y installer une garnison assez forte pour empêcher une surprise. » Dans un ordre du jour (2) adressé à ses soldats à l'effet d'interdire le pillage d'une place appartenant désormais à S. M. Britannique, le chef anglais insiste sur la facilité de la conquête de Québec, « dont la prompte soumission, sans qu'il ait été tiré un coup de canon, a évité aux troupes beaucoup de fatigue et peut-être de maladie. » Quelle honte durent éprouver Ramezai et ses officiers en lisant ces appréciations peu flatteuses !

(1) Townshend à Pitt, Québec, 20 septembre 1759. Newcastle Papers.
(2) Ordre du jour cité par Knox, vol. II, p. 84.

Les Anglais ne perdirent pas de temps pour occuper Québec; dès le soir du jour où avait été signée la capitulation, le 18 septembre, le général Townshend entra à la tête d'un détachement de grenadiers et d'artilleurs dans la haute ville, tandis que des compagnies de débarquement de la flotte s'installaient dans la basse ville.

La garnison française déposa les armes. D'après l'état officiel (1), elle se composait de 25 officiers, 342 soldats appartenant aux bataillons de ligne, à la colonie et à l'artillerie, de 550 marins et de 942 miliciens de la ville et de la banlieue. Les réguliers et les marins furent embarqués pour la France, les Canadiens renvoyés dans leurs foyers.

Presque à la même heure, se présentaient près du Palais de l'Intendance deux convois de vivres, l'un chargé sur des charrettes, l'autre sur des bateaux. On n'eut que le temps de les faire rétrograder pour éviter qu'ils ne tombassent aux mains des Anglais. La cité était dans un triste état : « La destruction dépasse l'imagination, écrit Knox (2). Les maisons restées debout sont plus ou moins percées par nos boulets; quant à la ville basse, elle est tellement minée qu'il est presque impossible de circuler dans les rues. La partie qui a le moins souffert est celle des rues qui conduisent aux portes Saint-Louis, Saint-Jean et du Palais. » Les édifices religieux, fort nombreux à Québec, n'avaient pas été épargnés : « L'église cathédrale a été entièrement consumée, lit-on dans un appel (3) fait à la charité française. Dans le séminaire il ne reste de logeable que la cuisine où se retire le curé de Québec avec son vicaire... L'église de la basse ville est entièrement détruite, celles des Récolets, des Jésuites et du séminaire sont hors d'état de service sans de très grosses réparations; il n'y a que celle

(1) Newcastle Papers.

(2) Know. *Historical Journal*, vol. II, p. 94.

(3) M[gr] de Pontbriand. Description imparfaite de la misère du Canada. Montréal, 5 novembre 1759. Archives des Colonies.

des Ursulines où l'on peut faire l'office avec une certaine décence. » La ruine de tant d'immeubles rendait difficile le logement des soldats anglais : « Ils se sont emparés des maisons de la ville les moins endommagées ; ils chassent même tous les jours de chez eux les bourgeois qui, à force d'argent, ont fait raccommoder quelques appartements, ou les y mettent si à l'étroit que presque tous sont obligés d'abandonner cette ville malheureuse.... Les particuliers de la ville sont sans bois pour leur hivernement, sans pain, sans farine, sans viande, et ne vivent que du peu de biscuit et de lard que le soldat anglais leur vend de sa ration. »

Aux environs de Québec les paysans n'étaient pas mieux partagés. Peu de jours après l'occupation de la place, Knox enregistre le retour d'un détachement de réguliers et de rangers envoyés en expédition au bas du fleuve : « Ils ont pris beaucoup de bestiaux et de moutons, ramassé une quantité énorme d'objets pillés, ustensiles de ménage, livres et vêtements ; ils ont brûlé 1.100 maisons et détruit plusieurs centaines d'acres de blé ainsi que quelques pêcheries. » Dans son mandement l'évêque de Québec signale la détresse due aux ravages des Anglais : « Toute la côte de Beaupré et l'île d'Orléans ont été détruites avant la fin du siège ; les granges, les maisons des habitants, les presbytères ont été incendiés, les bestiaux qui restaient enlevés, ceux qui avaient été transportés au-dessus de Québec ont presque tous été pris pour la subsistance de notre armée, de sorte que le pauvre habitant qui retourne sur sa terre avec sa femme et ses enfants, sera obligé de se cabaner à la façon des sauvages ; leur récolte, qu'ils n'ont pu faire qu'en en donnant la moitié, sera exposée aux injures de l'air ainsi que leurs animaux. Les caches qu'on avait faites dans les bois ont été découvertes par l'ennemi, et par là l'habitant est sans hardes, sans meubles, sans charrues et sans outils pour travailler la terre et couper le bois.

Les églises au nombre de 10 ont été conservées, mais les fenêtres, les portes, les autels, les statues, les tabernacles, ont été brisés....... De l'autre côté de la rivière au sud, il y a environ 36 lieues de pays établi qui ont été à peu près également ravagées, et qui constituaient 19 paroisses dont le plus grand nombre a été détruit. » Ce simple exposé emprunté au journal du capitaine anglais et au mandement de l'évêque canadien suffit amplement à prouver qu'en fait de cruautés exercées sur la population civile, le général Wolfe s'était montré le digne émule du gouverneur général Vaudreuil, quand il lançait ses bandes de sauvages sur les frontières des colonies anglaises.

A partir de la prise de Québec, les généraux qui succédèrent à Wolfe dans le commandement et les soldats anglais à leur exemple se conduisirent d'une façon humaine à l'égard des malheureux habitants. D'autre part, ces derniers, abreuvés de misère, s'empressèrent de rendre leurs armes et de jurer fidélité provisoire au nouveau gouvernement qui leur en sut gré; ils furent encouragés et au besoin aidés par les troupiers britanniques à rentrer ce qui restait de leurs récoltes.

Par une sorte d'accord tacite entre les armées il fut entendu qu'il n'y aurait aucun événement de guerre dans la région de Québec pendant l'automne. Le 18 octobre, la flotte de l'amiral Saunders qui avait prolongé jusqu'à cette date son séjour dans les eaux du Saint-Laurent, leva l'ancre, emportant à son bord, avec les généraux Monckton et Townshend, une fraction du corps expéditionnaire. Après quelques hésitations, on s'était décidé à laisser une forte garnison à Québec; elle était commandée par le brigadier Murray et se composait, à l'exception des provinciaux et des grenadiers de Louisbourg, de tous les régiments qui avaient pris part à la campagne; son effectif atteignait le chiffre de 7.313 de tous rangs. De leur côté, les Français travaillaient activement au fort de Jacques-Cartier. Ce

poste et celui de la Pointe aux Trembles, furent munis de garnisons de 600 hommes de troupes de terre et de marine, aux ordres de Dumas et de Repentigny. Les Canadiens avaient déjà été licenciés, et les débris des bataillons réguliers furent cantonnés comme d'habitude chez l'habitant.

Dans les parages du lac Champlain, depuis la retraite de Bourlamaque à l'Ile aux Noix, jusqu'au commencement d'octobre, la tranquillité ne fut troublée que par le raid du partisan Rogers qui alla brûler le village de Saint-François, habité par les Abenakis, sauvages domiciliés et alliés de la France. Le but de l'expédition était de tirer vengeance des nombreuses incursions faites sur territoire anglais, des non moins nombreuses chevelures levées aux colons de la nouvelle Angleterre, et en dernier lieu, de la capture d'officiers porteurs de dépêches pour Wolfe, que ces Indiens avaient arrêtés et conduits au quartier général de Vaudreuil. Rogers, avec un détachement de 200 à 250 de ses rangers, partit de Saint-Frédéric vers le milieu de septembre, traversa le lac, abandonna à la baie de Missiscoui ses bateaux qui furent découverts par les éclaireurs de Bourlamaque, et marcha droit sur la rivière Saint-François, affluent du Saint-Laurent, sur les bords de laquelle était située la bourgade indienne. Déguisé en sauvage, le partisan alla en personne reconnaître le village, trouva tout le monde en fête, revint à son bivouac sain et sauf et attaqua les Abenakis au point du jour. La surprise fut complète et le massacre général (1). Quoique Rogers s'en soit défendu, il est probable que des femmes et des enfants furent parmi les victimes. Les rangers qui se savaient traqués et à qui la retraite sur le lac Champlain était fermée,

(1) Rogers parle de 200 hommes tués et de 20 femmes et enfants prisonniers. Mgr de Pontbriand dit 30 Indiens tués sur lesquels 20 femmes et enfants. Voir Parkman, vol. II, p. 253 et suivantes. Casgrain, vol. II, p. 302 et suivantes.

résolurent de rentrer par la rivière Connecticut; à bout de provisions et réduits à vivre de leur chasse, ils se divisèrent en petits pelotons dont quelques-uns tombèrent aux mains des sauvages et d'autres moururent de faim ou de fatigue. Rogers et les plus solides de la bande gagnèrent un endroit où un renfort en hommes et en vivres devait les attendre. Ils ne rencontrèrent ni les uns ni les autres; le détachement ami était bien venu au rendez-vous, mais après un séjour de deux jours, était reparti sans laisser la moindre victuaille. A force d'énergie, Rogers parvint avec un seul officier au premier poste anglais d'où il envoya au secours de ses compagnons. Parmi les captifs faits aux rangers, 10, ramenés à Saint-François, furent livrés aux femmes indiennes qui leur firent expier dans les supplices leur hardi mais sanglant exploit.

Depuis son arrivée à Saint-Frédéric, Amherst chez lequel la hardiesse n'était pas la qualité dominante, s'était employé à rebâtir sur une plus grande échelle les forts français du Champlain, et à construire la flottille qui devait lui assurer la suprématie sur les eaux du lac. Bourlamaque, retiré à l'Ile aux Noix, dans la rivière de Richelieu, ou Sorel, à 3 kilomètres de sa sortie du Champlain, avait profité du répit pour achever les ouvrages de campagne et pour commencer le fort d'hiver. Rassuré par l'inaction des Anglais, il avait même congédié pour la moisson une partie de ses Canadiens. A la surprise générale et malgré la saison avancée, Amherst embarqua son armée et fit voile le 11 octobre de Crown Point ou Saint-Frédéric. Les berges qui portaient le corps expéditionnaire fort de 10 à 11.000 hommes, étaient escortées par les bâtiments récemment lancés, un brigantin armé de 20 canons, un senau et plusieurs chaloupes munies d'artillerie. L'escadrille française, sous les ordres de M. de Loubara, officier de la marine royale, était inférieure tant en nombre qu'en puissance des unités; elle se composait d'une goélette et de 3 che-

becs; la goélette fit route pour la baie de Missiscoui; les chebecs s'emparèrent d'abord d'une embarcation remplie de soldats, puis attaqués par le brigantin et le senau anglais, se réfugièrent dans une anse où de Loubara coula ses trois navires et gagna Montréal avec ses équipages. L'opération fut si imparfaitement accomplie que les Anglais purent remettre à flot l'un des bâtiments dès le lendemain et un autre dans le courant de l'automne; seule la goélette française réussit à descendre la rivière de Sorel. La conduite de Loubara fut jugée sévèrement. « La perte des chebecs est une énigme pour moi, écrit Bourlamaque (1). Cet homme, aussi malheureux je crois qu'il est ignorant, a coulé ses bâtiments sans essayer sa marche, sans avoir essuyé un coup de canon, et sans avoir cherché à profiter de l'obscurité pour se sauver. Il s'est rendu à Montréal et sans doute il a des raisons, puisque M. de Vaudreuil me mande qu'il n'a pas pu faire autrement. Je ne lui donnerais pas, je crois, le commandement de la galiote de Saint-Cloud. »

Entravé par les vents contraires et le mauvais temps, Amherst fut obligé de renoncer à son entreprise et vint réintégrer son camp de Saint-Frédéric d'où il ne bougea plus. Vers le milieu de novembre, les deux armées prirent leurs quartiers d'hiver, laissant des garnisons dans leurs postes avancés respectifs et la flottille anglaise maîtresse du lac Champlain.

La campagne était terminée et dans peu de jours les glaces interrompraient toute communication avec la France; heureusement le départ de la flotte anglaise permettait de risquer l'envoi de dépêches à la cour; pour les porter, Vaudreuil et Lévis firent choix de l'officier colonial Le Mercier; ils lui confièrent tout un paquet de rapports. Dans une des pièces adressées au maréchal de Belleisle, Lévis

(1) Bourlamaque à Lévis. Ile aux Noix, 25 octobre 1759. Lettres de Bourlamaque. Collection Lévis.

faisait en termes sobres et précis l'historique des événements depuis la mort de Montcalm et un court exposé de la situation et des besoins de la colonie. « Il faut convenir, écrit-il (1), que nous avons été bien malheureux. Au moment où nous devions espérer de voir finir la campagne avec gloire, tout a tourné contre nous. Une bataille perdue, une retraite aussi précipitée que honteuse, nous ont réduits au point où nous en sommes. On impute à M. de Montcalm d'avoir trop divisé l'armée, et d'avoir attaqué trop tôt les ennemis sans avoir rassemblé toutes les forces qu'il aurait pu avoir. Je dois à sa mémoire, pour assurer la droiture de ses intentions, de dire qu'il a cru ne pouvoir faire mieux; mais malheureusement les généraux ont toujours tort quand ils sont battus. Je ferai certainement tous mes efforts, conjointement avec M. de Vaudreuil, pour soutenir cet hiver le reste de cette malheureuse colonie et attendre les secours qu'il plaira à Sa Majesté de nous envoyer dans les premiers jours du mois de mai.... A l'égard de nos frontières, elles consisteront cet hiver, au poste de Jacques Cartier, où il y aura mille hommes dans le fort ou aux environs, pour observer la garnison de Québec, à l'Ile aux Noix, Saint-Jean ou Chambly le même nombre, et au fort qui est à la tête des Rapides 500 hommes. Nous conserverons trois frégates, pour qu'au printemps nous puissions garder le courant du Richelieu, pour empêcher que les ennemis ne remontent le fleuve avec leurs berges et d'autres bâtiments jusqu'aux Trois Rivières et même jusqu'à Montréal... Si le Roi veut soutenir cette colonie, elle n'est pas encore sans ressources, et s'il lui plaît d'envoyer au mois de mai une escadre qui devance celle d'Angleterre et qui nous rende maîtres du fleuve avec six mille hommes de troupes de débarquement et quatre

(1) Lévis à Belleisle, 1er novembre 1759. Collection de Lévis.

mille hommes de recrues pour les bataillons et les troupes de la Marine qui sont ici. Il faudrait aussi un train de grosse artillerie avec des munitions de toutes espèces comme du fer, de l'acier, des outils de toutes sortes et 10.000 fusils, la prise de Québec nous ayant dépourvus de toutes choses. Les troupes de débarquement que le Roi enverrait pour prendre Québec pourraient s'en retourner en France avec l'escadre. Nos forces seront peu considérables au printemps. Les 8 bataillons ne feront pas plus de 2.400 combattants, et les troupes de la Marine 11 à 1.200; et s'il ne nous arrive pas des secours, nous ne pouvons compter que sur les habitants des gouvernements des Trois Rivières et de Montréal, et encore aurons-nous de la peine à les rassembler. A l'égard des sauvages, nous en aurons 1.000 ou 1.200, supposé qu'il nous arrive une escadre; car, sans cela, nous serons fort heureux s'ils ne sont pas contre nous. Si le Roi ne juge pas devoir nous donner du secours, je dois vous prévenir qu'il ne faut plus compter sur nous à la fin du mois de mai. Nous serons obligés de nous rendre par misère; manquant de tout, il nous restera du courage sans aucune ressource pour le mettre en usage. »

Lévis écrivit dans le même sens à Berryer, ministre de la marine, au duc de Choiseul et à M. de Crémille. Quant à Vaudreuil, il employa ses loisirs, après son retour de l'armée, à rédiger un récit des événements où il s'attribue le mérite d'une prévoyance et d'une sagacité à toute épreuve et où il rejette sur Montcalm la responsabilité de tous les désastres de la campagne. Oublieux des égards dus à la mémoire du glorieux défunt, il lui impute (1) les intrigues les plus mesquines contre son autorité et le désir à peine déguisé de le remplacer dans ses fonctions de gouverneur général. Peut-être espéra-t-il découvrir dans les

(1) Voir dans Parkman, vol. II, p. 318, l'analyse de la dépêche de Vaudreuil à Berryer.

papiers de Montcalm la preuve de cette accusation ridicule; toujours est-il qu'il en demanda la communication à Lévis. Éconduit de ce côté, il pria Amherst de lui remettre des pièces que le général français aurait confiées à un missionnaire en résidence chez les Abenakis et dont le partisan Rogers se serait emparé lors de son raid à Saint-François. « Comme il (Montcalm), écrivit Vaudreuil (1), était peu instruit de l'administration de cette colonie et qu'il ne pouvait la connaître que par des rapports, je désirerais que V. E., si ces paquets lui sont parvenus par le capitaine Rogers, voulût bien me les envoyer. » Les documents, ou n'existaient pas, ou ne furent pas retrouvés, et l'affaire n'eut pas de suite.

Le dernier messager du Canada français à la cour de Versailles arriva heureusement à destination. Le 22 novembre, les navires du munitionnaire qui retournaient en France étaient à l'ancre au cap Rouge; un coup de vent qu'ils essuyèrent au mouillage jeta à la côte trois petites frégates et un navire de commerce. Les autres bâtiments, aux ordres du capitaine Canon, franchirent avec succès le défilé de Québec, malgré le canon britannique, et gagnèrent la haute mer. Une tentative faite pour brûler les navires échoués coûta la vie à plusieurs des marins anglais et la perte d'une goélette dont ils s'étaient servis pour l'entreprise. Ce fut l'ultime incident de la longue et désastreuse campagne de 1759.

Dans l'ancienne et la nouvelle Angleterre, l'avis de la prise de la capitale du Canada donna lieu à des démonstrations de joie d'autant plus vives que les dernières dépêches de Wolfe ne faisaient guère prévoir une issue aussi brillante. Dans la victoire d'Abraham et dans la capitulation de Québec, les Anglo-Saxons des deux continents saluèrent la fin des luttes plus que séculaires, dont l'Amé-

(1) Vaudreuil à Amherst. Record office.

rique avait été le théâtre, la revanche des humiliations morales et des dommages matériels que les habitants et les sauvages de la Nouvelle France avaient infligés à leurs colons et à leurs compatriotes. La mémoire du général victorieux emprunta à sa mort glorieuse sur le champ de bataille une auréole de héros qui vint rehausser l'éclat de son triomphe; aussi, parmi les illustrations militaires de la Grande-Bretagne, Wolfe a-t-il conservé une place prééminente que la critique serait mal venue de vouloir lui disputer. Le plan d'opérations des Anglais contre le Canada était bien conçu, et, d'après les probabilités, il devait aboutir à la conquête de toute la province dès l'automne de 1759. Si le général Amherst et son lieutenant Gage eussent déployé le quart de l'énergie et de la hardiesse dont Wolfe fit preuve, Montréal eût succombé comme Québec. Sans doute, on ne peut trop louer le courage, la persévérance, l'activité de Lévis et de ses compagnons, qui surent lutter jusqu'au bout, mais il faut reconnaître que si le Canada resta français pendant toute une année après la prise de Québec, ce résultat fut dû surtout à la lenteur et aux fautes de l'envahisseur.

Quant à l'expédition contre Québec, qui était partie importante, mais néanmoins secondaire de l'entreprise générale, elle fut conduite avec ténacité et entrain. Eût-elle été couronnée de succès sans la résolution funeste de Montcalm de livrer bataille aux Anglais le 13 septembre? Cela est fort douteux, mais par contre les conséquences de la faute commise eussent été plus graves sans la mort de Wolfe; ce général eût certainement déployé, pour le parti à tirer de la démoralisation des vaincus, des qualités qui firent complètement défaut à son successeur.

Du côté français, quelles furent les responsabilités engagées? S'il y eut erreur de jugement de la part de Montcalm lors de l'affaire des plaines d'Abraham, elle fut partagée par ses meilleurs officiers; elle s'explique par la

situation critique de la colonie et par l'excès de confiance dû au souvenir des succès antérieurs. A la guerre, l'obligation de prendre une décision immédiate entraîne parfois des échecs dont il serait injuste de charger la mémoire de leurs auteurs, surtout quand ils sont expiés par une mort héroïque et rachetés par un passé illustre Dans une période de platitudes et de défaillances, la figure loyale et chevaleresque de Montcalm ressort avec éclat; aussi presque tous les historiens, à quelque nationalité qu'ils appartinssent, lui ont-ils conservé la sympathie qu'il avait inspirée à ses frères d'armes de France et du Canada.

Que dire des acteurs secondaires du drame? A l'exception du brave Lévis, qui se révéla homme d'énergie et de caractère, tous furent piteusement au-dessous de leur tâche : Vaudreuil, Ramezai, la plupart des officiers supérieurs s'abandonnèrent à un découragement qui dégénéra en pusillanimité morale frisant la lâcheté; chez eux, à peine une lueur de bon sens bien vite effacée par l'exagération du danger qu'engendre l'hésitation; pas une conception virile, aucun sentiment du devoir de tout sacrifier à la défense du dépôt que la France leur avait confié.

Mais si nous ne saurions être trop sévères dans notre appréciation des hommes auxquels incombe la responsabilité immédiate de la reddition de Québec, il ne faut pas oublier la part cent fois plus lourde du cabinet de Versailles. Engager par des agressions irréfléchies une guerre qu'on n'était pas en état de soutenir, gaspiller en Allemagne, pour des avantages illusoires, des forces qui eussent été mieux employées pour la conservation du Canada, se laisser réduire à la nécessité de refuser les deux ou trois mille hommes de renfort dont la présence eût sauvé la colonie, abandonner à leur sort les soldats, les paysans qui avaient si vaillamment combattu, telles sont

les fautes successives dont le gouvernement de Louis XV supporte tout le poids devant l'histoire. C'est à elles surtout qu'il faut attribuer les douloureux événements que nous venons de relater.

CHAPITRE VII

MARINE ET COLONIES

DESCENTES ANGLAISES EN NORMANDIE ET EN BRETAGNE. — COMBAT DE SAINT-CAST. — PERTE DU SÉNÉGAL ET DE LA GUADELOUPE. — BATAILLES NAVALES DE LAGOS ET DES CARDINAUX. — SUPRÉMATIE MARITIME DE L'ANGLETERRE. — CAMPAGNES DE LALLY AUX INDES. — SES PREMIERS SUCCÈS. — ENGAGEMENTS ENTRE LES ESCADRES. — SIÈGE DE MADRAS. — PRISE DE MASSULIPATAM PAR LES ANGLAIS. — COMBAT NAVAL DE TRANQUEBAR. — DÉMÊLÉS DE LALLY AVEC BUSSY ET LEYRIT. — RÉVOLTE DES TROUPES.

Dans notre récit des premières années de la Guerre de Sept Ans, nous avons laissé de côté avec intention tout ce qui a trait aux débarquements anglais sur la France continentale, aux combats entre les escadres des deux pays, enfin aux incidents des Antilles et des Indes Orientales. Pour éviter la confusion qu'aurait engendrée l'insertion, à leur place chronologique, de ces épisodes secondaires, nous les avons négligés pour ne nous attacher qu'aux faits plus importants de la lutte en Allemagne et en Amérique. Il convient de combler cette lacune, et pour cela de remonter quelque peu en arrière.

Malgré l'insuccès de la tentative contre le port de Rochefort en 1757, Pitt, jusqu'alors adversaire résolu de toute participation des soldats britanniques aux hostilités d'Allemagne, avait obtenu le consentement du roi George et

de ses collègues du ministère à une nouvelle descente sur les côtes françaises. Vers la fin de mai 1758, un corps expéditionnaire d'environ 14.000 hommes, aux ordres du duc de Marlborough, s'embarqua sur une flotte de plus de 100 transports qui fit voile le 1er juin (1) sous l'escorte d'une escadre de 5 vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates et corvettes. Le 4, on signala de Saint-Malo, l'apparition de 115 bâtiments; le lendemain, la mise à terre eut lieu dans la baie de Cancale, presque sans opposition de la part des Français qui n'étaient pas en force. Les 7 et 8, les Anglais qui s'étaient approchés de Saint-Malo, incendièrent à Saint-Servan, dans la rade du Solidor, 80 bâtiments de commerce de 150 à 300 tonneaux et 20 corsaires désarmés ou sur chantier. L'alerte fut des plus vives dans la ville où le duc d'Aiguillon, gouverneur de la Bretagne, avait réuni un bataillon de ligne, deux bataillons de gardes-côtes, 480 miliciens et à peu près autant de volontaires, mais Marlborough, satisfait de son œuvre de destruction, ne tenta rien contre Saint-Malo et remit ses troupes à bord le 11. Ce ne fut que dix jours plus tard que le convoi, retenu par les vents contraires, s'éloigna définitivement de la côte. De part et d'autre, les pertes insignifiantes n'avaient pas dépassé une trentaine d'hommes hors de combat. Après de vaines démonstrations devant le Havre et Cherbourg, l'expédition rentra à Spithead le 1er juillet. Le dommage causé aux armateurs malouins n'avait pas altéré leur bon esprit, s'il faut en croire le maire, M. Le Breton de la Vieuville, qui écrit à Belle-Isle : « les ennemis en nous brûlant 80 navires ont enflammé notre zèle ». Il est vrai qu'à titre de récompense pour la belle conduite de ses administrés, il demande la franchise du port.

(1) Le récit des descentes de Saint-Malo et Cherbourg est tiré des Archives de la Guerre et des Archives nationales. Marine, de Clowes, *Royal Navy* et de l'*Annual Register*, 1758, etc.

Après un repos d'un mois que les troupes passèrent dans l'île de Wight, on remit à la voile dans les premiers jours d'août. L'ancien chef, le duc de Marlborough, avec une partie des effectifs, était allé rejoindre le prince Ferdinand en Allemagne ; il avait été remplacé par Bligh, vétéran dont l'âge avait amorti l'activité ; le nouveau général avait sous ses ordres environ 6.000 hommes. A bord du vaisseau amiral servait, en qualité d'aspirant, le second fils du prince de Galles, frère du futur roi George III. Le but de l'expédition était Cherbourg, dont le port, encore très mal protégé du côté de la mer, n'avait d'autre importance que d'offrir un refuge aux croiseurs français. Quand on signala les bâtiments anglais, le commandant, le comte de Raymond, était sur ses gardes contre une attaque que la visite du mois de juin lui avait en quelque sorte annoncée. Pour la repousser il pouvait disposer de 3 bataillons de ligne, dont 2 de formation récente, de 3 bataillons de gardes-côtes et de 250 dragons ; mais il éparpilla son monde le long des plages et ne put empêcher le débarquement des Anglais qui s'effectua le 7 août, à l'anse d'Urville, sous la protection du canon de la flotte.

Impressionné par cet échec où il n'avait eu que quelques hommes atteints par le feu, Raymond perdit la tête ; bien que renforcé par un bataillon du régiment de Lorraine, il abandonna Cherbourg, sans coup férir, aux Anglais, évacua les forts de Querqueville et des Autels, n'essaya pas d'en retirer l'artillerie, oublia ses poudres et se réfugia à trois lieues de la ville au camp du mont Espinguet, où dans la nuit le duc d'Harcourt vint se réunir à lui. Les Anglais s'installèrent à leur aise et préparèrent à loisir des mines qu'ils firent jouer du 12 au 15 août. « Ces jours furent employés, écrit un témoin (1), à l'embrasement du

(1) Manuscrit de M. de Gibourg, commandant de gardes-côtes et lettres particulières. Archives de la Guerre.

port, des portes du bassin de l'Écluse et des vaisseaux.... Deux jours furent employés par les matelots à piller les maisons, à défoncer les magasins et à enlever tout ce qui regardait la marine. » Les troupes de Bligh réintégrèrent le bord le 16, emportant avec eux une contribution en argent de 60.000 livres, « 3 à 4.000 bœufs ou vaches, 7 à 8.000 moutons, 1.000 chevaux, beaucoup de cochons et une quantité prodigieuse de toutes espèces de volailles ». Harcourt, dont les forces se composaient en grande partie de gardes-côtes dans les rangs desquels étaient enrôlés beaucoup « d'estropiés, mendiants et enfants », ne fit rien pour inquiéter le départ de l'ennemi. Raymond, à la suite d'une enquête officieuse faite par le Ministre, fut privé de son commandement; il aurait, ce nous semble, mérité une punition plus sévère.

Sur les ordres de la cour de Saint-James, peu satisfaite des minces résultats obtenus, la flotte anglaise, après une courte relâche dans la baie de Portland, appareilla cette fois pour les côtes de Bretagne. L'expédition contre Cherbourg avait jeté l'alarme et le désarroi partout. A Brest (1), les départements de la Guerre et de la Marine se disputaient le contrôle et l'armement des batteries de la rade. En Normandie, le duc de Luxembourg (2), gouverneur de la province, signalait la mauvaise organisation des gardes-côtes. Ces soldats improvisés n'avaient pas de chemises et manquaient de nourriture; quoiqu'ils eussent reçu le pain et la viande, ils désertaient par centaines à la fois et cachaient leurs fusils, dont ils étaient d'ailleurs incapables de se servir. Le 3 septembre, les Anglais parurent au large de Saint-Malo, et dès le lendemain mirent une division de leurs troupes à terre à Saint-Briac.

(1) Aiguillon à Belleisle et Massiac, 28 juillet 1759. Archives de la Guerre, 3496.

(2) Luxembourg à Beaujeu et Belleisle, 2 septembre 1759. Archives de la Guerre.

Pour la défense de la Bretagne le duc d'Aiguillon avait sous ses ordres 22 bataillons de ligne, 3 bataillons de milice, quelques compagnies d'invalides et un régiment de dragons; déduction faite des garnisons de Belle-Isle, Lorient et Brest, il put diriger sur le point d'attaque 13 bataillons de ligne et de milice, auxquels se joindraient les 2 de Saint-Malo; il partit lui-même le 5 septembre de Brest. Deux jours après, il est à Lamballe; grâce à l'emploi de chariots pour transporter ses soldats, il compte réunir le 9, en réguliers, dragons, miliciens et gardes-côtes, un corps de 10.000 hommes avec un parc de 13 canons. Il ne croit pas que la descente à Saint-Briac soit une feinte destinée à couvrir une tentative plus sérieuse contre Brest ou Lorient. « La meilleure méthode, écrit-il (1) à Belleisle, à ce que j'ai ouï dire, est de marcher droit et vite aux ennemis lorsqu'on les sait quelque part, de faire de bonnes dispositions et de se fier un peu à la Providence. » Entre temps, les chefs anglais, après une reconnaissance de Saint-Malo faite des rives de la Rance, avaient renoncé à toute entreprise contre la ville et avaient décidé le rembarquement des 4.000 hommes mis à terre; sur l'indication du commodore Howe, l'opération devait avoir lieu dans la baie de Saint-Cast. Les Anglais perdirent beaucoup de temps à gagner le rendez-vous; ce ne fut que le 9 au soir, après avoir passé la rivière du Guildo, qu'ils apprirent le proche voisinage d'Aiguillon. La journée du 10 fut consacrée à des escarmouches sous le couvert desquelles les troupes françaises eurent le loisir de se concentrer.

Voici en quels termes le rapport officiel (2) décrit l'action du lendemain : « Le 11, les ennemis qui, pendant la

(1) Aiguillon à Belleisle. Lamballe, 7 septembre 1758. Archives de la Guerre.

(2) Relation du combat de Saint-Cast. Archives de la Marine. B. 4, vol. LXXVIII.

nuit, avaient fait leurs dispositions pour se retirer, commencèrent à se replier à la pointe du jour sur Saint-Cast. M. de Broc se mit à leur suite et en donna avis à M. de Balleroy, qui marcha sur-le-champ pour le soutenir. M. le duc d'Aiguillon se porta en avant au grand galop avec le régiment de dragons de Marbeuf, et joignit le détachement de M. de Broc, dont la tête arrivait sur les hauteurs de Saint-Cast ; il fit mettre sur-le-champ pied à terre aux dragons, le terrain ne permettant pas qu'on en fît usage à cheval. Il étoit environ 9 heures du matin ; la flotte ennemie était en ligne, et les chaloupes commençaient à porter à bord les troupes qui étaient en bataille sur la plage dans le fond de l'anse de Saint-Cast, derrière des dunes et des retranchements qu'ils avaient faits pour protéger leur rembarquement. Nos troupes arrivaient avec une vitesse incroyable et se portaient sur la hauteur de Saint-Cast ; dès que les ennemis en aperçurent la tête, ils commencèrent à les canonner et bombarder de 4 ou 5 frégates et d'autant de galliotes à bombes qui étaient très près de terre. Notre canon arriva et commença à tirer sur les dix heures. M. le duc d'Aiguillon décida sur-le-champ son attaque, il porta sur la droite de la plage M. le Comte de Balleroy,..... pour se longer par les hayes et une rampe de sable qui conduisait à la gauche des retranchements des ennemis, M. d'Aubigny, à la gauche, pour déboucher sur la droite des ennemis au-dessus du hameau de l'Isle, et M. de Broc eut ordre de marcher avec son détachement droit au centre des ennemis. » Deux bataillons, aux ordres de M. de Saint-Pern, constituèrent la réserve. La colonne de la gauche, dirigée par le chevalier de Redmond, maréchal général des logis, qui s'était distingué déjà à Minorque et en Allemagne, « déboucha la première vers les onze heures et demie avec beaucoup de promptitude ; elle fut bientôt suivie de celle du centre et de la droite. Les troupes se portèrent avec une vitesse et une valeur

singulières au retranchement des ennemis, malgré le feu prodigieux de l'artillerie de la flotte, tant du canon et des bombes, que de la mousqueterie de leurs huniers et de plusieurs barques armées, qui étaient sur le flanc. Les ennemis voulurent marcher en avant et former une colonne par leur centre, mais le feu de quelques pièces de canon que M. de Villepatour, qui commandait l'artillerie, porta à la droite, les dérangea et les fit bientôt retirer; l'attaque devint générale et dura une heure et demie : les ennemis furent forcés, notre artillerie leur tua beaucoup de monde qui cherchait à rembarquer, trois de leurs barques chargées de soldats furent coulées bas, ils en perdirent aussi beaucoup sur plusieurs autres qui gagnaient la flotte. Le feu cessa vers les 2 heures après-midi ; les frégates et galliotes commencèrent à s'éloigner, soit à cause de l'arrivée de notre grosse artillerie qu'ils pouvaient découvrir sur la hauteur, soit à cause que la marée descendait. La grève étoit couverte de corps morts des ennemis; il y en avait aussi une grande quantité qui flottait sur l'eau. Il est resté sur la plage environ neuf cents hommes des leurs, parmi lesquels plusieurs officiers de marque, entr'autres le colonel et le lieutenant-colonel des gardes, sans ce qui a été tué sur les barques ou noyé ; le général Dury est du nombre de ces derniers. Nous avons plus de six cents prisonniers et 30 officiers, dont quelques-uns des premières maisons d'Angleterre, 3 ou 4 colonels, autant de lieutenants-colonels, et 4 capitaines de vaisseau qui étaient restés sur la plage pour commander la manœuvre du rembarquement. Leur perte peut aller en tout à trois mille hommes ; la nôtre monte à environ quatre cents tant tués que blessés, celle des officiers est par proportion plus considérable que celle des soldats. Les régiments de Brie et de Boulonnois ont beaucoup souffert, ayant été obligés de traverser un terrain difficile sous le feu des frégates des ennemis. »

Aiguillon fait l'éloge de ses troupes qui ont attaqué « avec une diligence incroyable malgré la fatigue des marches redoublées qu'elles avaient faites pour arriver; la plus grande partie ayant fait près de 50 lieues de Bretagne en quatre jours. » Nous trouvons, dans une lettre particulière (1) d'un officier du régiment de Quercy, le même hommage à la conduite du militaire : « La bonne volonté des troupes a surpris tout le monde, car il est rare de voir le soldat faire 4 lieues à jeun, combattre, battre et revenir encore à jeun sans se plaindre. »

Si les chiffres de la relation d'Aiguillon sont probablement exagérés, il est difficile d'admettre ceux des récits anglais (2) qui n'accusent que 847 tués, blessés ou pris, appartenant tant à l'armée de terre qu'aux équipages de la flotte. Les pertes avaient porté surtout sur les régiments des gardes, aussi est-il vraisemblable que le ministère britannique chercha, en atténuant la vérité, à échapper aux reproches que lui valut l'insuccès de son expédition. Newcastle, qui devait être bien renseigné, parle d'un déchet de 1.400 officiers et soldats. Conformément aux errements du cabinet de Saint-James impitoyable, comme on l'a vu, pour ses généraux ou amiraux malheureux, le vieux Bligh fut disgracié et privé de ses emplois. A en croire Newcastle (3), il avait fait preuve d'incapacité : « Débarquer 10.000 hommes, décider aussitôt qu'il n'y avait rien à faire, les promener dans un pays ennemi sans but reconnu, aller à la recherche de la flotte pour se faire rembarquer et, en dernier lieu, laisser 10 ou 12 bataillons écraser 1.400 hommes de nos meilleures troupes, tuer beaucoup de braves officiers et de jeunes gens de qualité et d'avenir, alors qu'en conservant à terre tout le corps d'armée, on

(1) Lettres d'un officier de Quercy. Archives de la Guerre.

(2) Clowes. *Royal Navy*, vol. III.

(3) Newcastle à Hardwicke, 18 septembre 1759. Newcastle Papers, vol. 32884.

eût été en force contre l'ennemi, tout cela paraît bien extraordinaire ».

Les prisonniers anglais furent traités avec égards et immédiatement échangés. Selon les traditions de bonne compagnie en honneur entre les combattants du dix-huitième siècle, Aiguillon entretint les officiers à sa table. « Ils me portèrent, écrit-il, hier à souper très honnêtement la santé du Roi, mais je vous avoue que je n'oserai pas leur rendre la même politesse. »

Si la défaite de Saint-Cast mit fin pour quelque temps aux descentes des Anglais sur les côtes de France, elle donna un nouveau stimulant à leurs entreprises coloniales. Déjà un premier succès avait été remporté en Afrique; au mois de mars 1758, une petite escadre de deux vaisseaux et de quelques bâtiments légers avait été expédiée contre les établissements français du Sénégal. Malgré certaines difficultés pour franchir la barre, le commodore Mason put débarquer un détachement de troupes et s'emparer de Saint-Louis et des postes en amont. Une tentative contre le fort de Gorée ne fut pas aussi heureuse; les bâtiments anglais, après une canonnade de deux heures et demie, furent repoussés avec une perte d'une soixantaine d'hommes. Le gouvernement britannique ne voulut pas rester sous le coup de cet échec; le 11 novembre de la même année, le commodore Keppel fit voile de Cork, où il avait embarqué un corps de troupes, avec cinq vaisseaux et six frégates ou corvettes; un de ses vaisseaux se perdit sur la côte du Maroc, mais il arriva avec les autres sur la rade de Gorée et commença l'attaque le 29 décembre. Cette fois, le canon anglais se montra supérieur à celui des batteries de terre; le fort fut obligé de capituler avec sa petite garnison de 300 Français et d'auxiliaires nègres.

Cette facile conquête ne fut que le prélude d'opérations plus importantes. L'infatigable Pitt reprit avec plus d'ar-

deur que jamais un projet qu'il caressait depuis quelque temps (1) et qui consistait à diriger contre les Antilles françaises une expédition que rendait aisée la supériorité incontestée de la marine britannique. Le général Hopson, à peine de retour du siège de Louisbourg, reçut mission de tenter un coup de main sur l'île de la Martinique ; il avait sous ses ordres six bataillons de ligne, sept compagnies d'Ecossais et un détachement d'artilleurs, en tout un peu plus de 6.000 hommes ; son but accompli, il devait envoyer ses Écossais dans l'Amérique du Nord et revenir avec le reste.

Hopson mit à la voile de Spithead le 12 novembre 1758, sous l'escorte de six vaisseaux de ligne, parvint le 3 janvier 1759 à la Barbade où il rallia l'escadre du commodore Moore et en repartit dix jours après pour la Martinique ; le 16 janvier, on effectua le débarquement à six milles de Fort-Royal, sous la protection des douze vaisseaux de ligne de la flotte. L'opération échoua ; tout d'abord les Anglais eurent quelque avantage contre les forces françaises, composées en grande partie de colons et de nègres, mais rebutés par la nature du terrain coupé qu'ils avaient à traverser pour s'approcher de la ville, dans l'impossibilité de faire avancer leur artillerie, ils durent cesser l'attaque et regagner le bord pendant la nuit, après avoir sacrifié une centaine d'hommes.

Sur le conseil du commodore, il fut décidé de renoncer à l'entreprise contre la Martinique et de tâter l'île de la Guadeloupe, qui semblait être de prise moins difficile. En conséquence le 23 janvier, huit bâtiments de la flotte canonnèrent le fort Saint-Charles et la ville de Basse-Terre (2).

La résistance fut d'abord énergiquement soutenue ; le

(1) Newcastle à Hardwicke, 4 septembre 1758. Newcastle Papers, 32883.
(2) Clowes. *The Royal Navy*. Londres, 1898, vol. III, p. 202.

vaisseau *le Ripon* se jeta sur un écueil et son équipage souffrit beaucoup du tir des batteries de terre; les Anglais perdirent une centaine de matelots mis hors de combat; mais, vers cinq heures, le feu des Français s'éteignit, et quand le lendemain, après un bombardement inutile de la ville, les troupes de Hopson débarquèrent, elles trouvèrent les ouvrages abandonnés. Le commandant français Leroi de la Polherie, blâmé pour une défense jugée trop molle et pour une évacuation effectuée en désordre et sans autorisation, passa en conseil de guerre et fut cassé de son grade.

A la suite de la prise de Basse-Terre, les hostilités dégénérèrent en escarmouches avec la garnison de l'île. Nadau-Dutreil, gouverneur de la Guadeloupe (1), n'avait à sa disposition que 150 hommes de troupes de la marine et 2.000 miliciens, flibustiers et nègres; mais en faisant une guerre de chicane, il sut prolonger la lutte et harasser les Anglais que décimaient des fièvres contagieuses; elles emportèrent, vers la fin de février, le général Hopson. Son successeur, le général Barrington, fait une triste peinture (2) de la situation : « J'ai le grand regret de vous informer que la maladie s'est glissée parmi nous, et je regrette encore plus de vous dire que nous succombons si vite que je ne puis m'empêcher de craindre les conséquences. L'armée ne compte plus que 2.796 combattants, et encore faut-il déduire de ce chiffre les hommes affectés à la garde du camp et les 250 qu'il faudra envoyer pour relever les « marines » à Fort Saint-Louis. Il ne restera que bien peu de chose pour marcher contre l'ennemi. » Afin de s'abriter contre les insultes des Français, il fallut installer une chaîne de petits postes sur une longueur de 3 milles; les fatigues de ce service, la mauvaise qualité

(1) Mémoire de Nadau-Dutreil, 1760. Arch. de la Marine, B. 4, vol. XCII.
(2) Barrington à Pitt, Basse-Terre, 2 mars 1759. Military Expéditions. Record Office.

de l'eau, l'insalubrité du camp, étaient autant de motifs pour terminer le séjour de Basse-Terre « dont le prolongement, selon toute probabilité mettrait bientôt l'armée hors d'état de combattre. »

Avec l'assentiment du commodore, Barrington se détermina à changer le théâtre de l'action et à se transporter sur l'autre versant de l'île. Laissant à Saint-Charles une garnison de 500 hommes, il s'embarqua avec ce qu'il avait encore de valide pour le Fort Saint-Louis de la Grande-Terre, dont l'escadre s'était emparée quelques jours auparavant. Là, on apprit la présence, dans les parages des Barbades, d'une escadre française de 9 vaisseaux et 2 frégates. Moore se crut obligé de prendre une position d'observation dans la baie de Saint-Rupert à l'île Dominique, et se sépara du corps expéditionnaire après lui avoir emprunté 300 soldats pour compléter ses équipages, bien éprouvés eux aussi par l'épidémie. Barrington mit son monde à terre, et passa le reste du mois de mars et la plus grande partie d'avril à ravager les plantations et à brûler les habitations, sans venir à bout de la résistance. Enfin, il tenta un dernier effort; le brigadier Crump fut chargé, avec 1.300 réguliers et 150 volontaires recrutés dans l'île anglaise d'Antigue, d'envahir le territoire encore au pouvoir des Français. L'incursion réussit; Petit-Bourg, Sainte-Marie, furent successivement enlevés, et les Anglais allaient pénétrer dans le district de Cap de Terre, le plus riche de l'île, quand une députation des principaux planteurs vint offrir une capitulation. On fut vite d'accord; entre le général anglais et les habitants intervint un arrangement qui, entre autres avantages, ouvrait à ceux-ci pour leurs produits le marché de la Grande-Bretagne, et leur assurait ainsi des débouchés nouveaux en remplacement de ceux de la métropole et du Canada que la guerre maritime avait presque fermés. Le jour même de l'entente, le marquis de Beauharnais, gouverneur des Iles du Vent, arri-

vait à Sainte-Anne quelques heures trop tard pour interrompre les pourparlers.

Voici ce qui s'était passé du côté français : le départ de l'escadre de Bompart, d'abord fixé à la fin de 1758, avait été retardé par l'armement de deux vaisseaux supplémentaires. Il fit voile de Brest le 21 janvier 1759 avec huit vaisseaux de ligne dont deux en flûte et mouilla à Fort Royal le 8 mars. A cette date, les Anglais étaient déjà maîtres des villes principales de la Guadeloupe ; à la Martinique même, tout était en désarroi. « Je les trouvai, écrit Bompart à Berryer (1), dans la plus grande disette de vivres les plus nécessaires, un peuple effrayé, l'ordre et la subordination presque anéantis..... le chef n'était ni consulté ni prévenu sur les divers objets du service ; lui-même laissait agir et tout faire. » L'escadre demeura à l'ancre pendant six semaines ; enfin, après force conférences avec Beauharnais et un conseil de guerre, on réunit environ 350 réguliers des troupes coloniales et quelques centaines de volontaires et de nègres, et on appareilla pour la Guadeloupe. Le débarquement se fit le 27 avril à Sainte-Anne (2), sous la protection des vaisseaux français ; le gouverneur général envoya aussitôt un aide de camp s'aboucher avec Beaulès, le commandant de la Grande-Terre. En route (3), le messager rencontra un officier porteur du projet de convention préparé par Nadau que ce dernier faisait communiquer à Beaulès et aux habitants. Malgré ce fâcheux présage, il se rendit au camp où Beauharnais le rejoignit à 3 heures du matin. Ils essayèrent en vain de prêcher la résistance ; on leur répondit qu'on ne voulait plus se battre. Découragé par cette attitude, Beauharnais se rembarqua le 29 pour la Martinique,

(1) Bompart à Berryer, 20 mars 1759. Archives de la Marine, B. 4, vol. XCI.

(2) Mémoire justificatif de Bompart, janvier 1760.

(3) Piguereau de Thumisseau au Ministre, 17 mai 1759. Archives de la Guerre (cartons), 1759.

sans essayer de voir (1) le gouverneur Nadau-Dutreil et sans prévenir Bompart, avec lequel il paraît avoir été en mauvais termes. Le jour même de son départ, la capitulation fut signée.

Un peu d'entente entre les deux chefs et un peu plus d'énergie de la part de Beauharnais, eussent probablement sauvé l'île. Les Anglais étaient à bout. « J'espère que vous approuverez l'arrangement, écrit Barrington (2), car je puis vous assurer que par force je n'aurais pu me rendre maître de ces îles, ni même garder le fort Saint-Louis que j'aurais été obligé de faire sauter après en avoir retiré la garnison; ainsi, pas un pouce du pays ne serait resté à S. M. excepté le territoire de Fort-Royal (Basse Terre) et cette place..... aurait succombé aussitôt l'armée partie. » Que Nadau fût d'accord avec les planteurs, comme l'affirma Beauharnais, qu'il voulût au contraire prolonger la lutte comme il le prétendit lui-même, toujours est-il qu'il porte la responsabilité d'une convention datée du 1er mai, qui remettait aux envahisseurs la Guadeloupe et ses dépendances, tout en assurant la liberté de ce qui restait de troupes régulières. Le 26 mai, un traité du même genre livra aux Anglais l'île de Marie-Galante. Barrington, ses conquêtes achevées, rentra en Angleterre avec 3 bataillons réduits à un effectif total de 600 hommes; il laissait à la Guadeloupe le surplus de son commandement, dont il avait détaché pour l'Amérique 350 Écossais fort affaiblis par les maladies qui avaient fait tant de victimes dans le corps expéditionnaire.

Bompart fit relâche à la Martinique pendant le mois de mai, puis, après avoir pris toutes sortes de précautions pour tromper la vigilance de Moore, mit à la voile le 6 juin, alla se ravitailler à la Grenade, et termina sa cam-

(1) Mémoire de Nadau-Dutreil adressé au Roi en 1780. Archives de la Marine.

(2) Barrington à Pitt, Guadeloupe, 9 mai 1759. Record Office.

pagne à Saint-Domingue d'où il revint en France avec des cargaisons de denrées coloniales en guise de lest. Il eut la bonne fortune d'arriver sans encombre, le 7 novembre, à Brest.

D'après le rapport de ce marin (1), qui connaissait bien les Antilles, dont il avait été gouverneur, les colons étaient très mal disposés pour le gouvernement de la métropole : « La Dominique s'est soustraite à l'autorité du Roi et a signé une neutralité avec les Anglais. A ce moyen, les Français qui habitent cette île jouissent d'un bien-être réel ; ils vendent à nos ennemis leurs denrées au mieux et ne manquent d'aucune provision..... La faveur dont la Guadeloupe est traitée fait fermenter les têtes qui habitent la Martinique. Ces derniers n'ont aucun débouché de leurs denrées et manquent de provisions nécessaires. La Grenade est surchargée de sucre. » La situation économique était, en effet, devenue critique ; les exportations au Canada et au Cap Breton avaient cessé avec la perte de Louisbourg, il ne restait pour le sucre et le café de nos planteurs d'autre marché que celui de la France, avec laquelle les communications ne pouvaient avoir lieu la plupart du temps que par vaisseaux hollandais ou danois. Mais le pavillon neutre ne protégeait guère ces bâtiments de commerce que les navires de guerre et surtout les corsaires anglais amarinaient sans scrupule, et que les tribunaux britanniques n'hésitaient pas à déclarer de bonne prise. Aussi, dans de pareilles conditions, faut-il rendre justice au patriotisme des habitants de la Guadeloupe qui résistèrent pendant deux mois et demi aux forces imposantes de la Grande-Bretagne.

Beauharnais, qui ne s'était guère distingué dans les événements survenus aux Antilles, en rejeta la responsabilité sur Nadau-Dutreil et sur ses subordonnés, de la

(1) Bompart à Berryer, 22 mai 1759. Archives nationales.

Polherie et Baulès. Si la culpabilité de ces derniers paraît évidente, il n'en est pas de même de celle du gouverneur de la Guadeloupe. Les accusés furent condamnés par un conseil de guerre (1), comme coupables de lâcheté et d'incapacité, à être cassés, dégradés et emprisonnés à perpétuité. Pour une fois que la cour de Versailles se décidait à sévir, il semblerait qu'elle ait eu la main malheureuse.

C'était grâce à leur supériorité navale que les Anglais avaient pu faire aboutir, en dépit de fautes nombreuses et d'échecs répétés, leur entreprise contre la Guadeloupe et ses dépendances. Toutefois, au cours de l'année 1758, cette supériorité, quoique démontrée par les événements de Louisbourg, ne s'était traduite sur l'Océan que par la prise de bâtiments de guerre isolés, succombant sous le nombre, et par la capture de navires marchands. Il en fut autrement en 1759; l'année fut marquée par deux actions navales dans les mers d'Europe qui établirent définitivement la suprématie de la marine anglaise. La première eut lieu sur les côtes de Portugal. Dès le début du printemps, le ministère britannique, ému des armements qu'on lui annonçait de Toulon, envoya l'amiral Boscawen avec 6 vaisseaux de ligne et quelques bâtiments légers renforcer l'escadre de la Méditerranée et en prendre le commandement. Boscawen effectua sa jonction avec son collègue, Broderick, devant Toulon le 16 mai et maintint le blocus jusqu'au commencement de juillet; mais, à cette époque, le manque d'eau et de vivres l'obligea à lever la croisière et à rallier Gibraltar. Les Français laissèrent s'écouler un mois avant de profiter de ce départ.

Cependant le chef d'escadre, La Clue, avait eu le loisir de faire ses préparatifs; bloqué longtemps dans le port de Carthagène, il avait réussi à regagner Toulon, vers la fin

(1) Procès fait à Nadau-Dutreil, Polherie et Baulès. Archives de la Marine. B. 4, vol. XCII.

de mai 1758. Il en sortit le 5 août de l'année suivante, avec 12 vaisseaux de ligne et 3 frégates; d'après les ordres de la cour, il devait se joindre à la grande flotte qui s'armait à Brest en vue de l'expédition contre l'Angleterre; il était autorisé à faire relâche à Cadix et à y prendre des provisions (1). La navigation se fit sans incident jusqu'au détroit de Gibraltar. « Le 16 août à huit heures du soir, écrit La Clue (2), je me trouvois à portée de donner dans le détroit; l'escadre marchoit sur deux colonnes, le vent à l'est et à l'est nord-est qui augmentoit à mesure que nous entrions; j'avois mes trois fanaux de poupe et chaque chef de division en avoit un, nous nous conservâmes bien jusques à deux heures après minuit, que nous eûmes passé le cap Espartel, l'on compta tous les vaisseaux et frégates. » Les vents étant contraires pour entrer à Cadix et les voiles françaises ayant été signalées par les coups de canon de la frégate le *Gibraltar* qui servait d'éclaireur aux Anglais, La Clue ne crut pas prudent de louvoyer dans les parages du détroit, éteignit ses fanaux, et tint pendant le reste de la nuit « la bordée au large ». Grande fut sa surprise au petit jour de ne plus apercevoir que six de ses vaisseaux. A six heures du matin, « les gardes d'en haut (3) l'avertirent qu'on voyoit au vent à luy huit vaisseaux qu'il prit pour les siens; il les attendit au plus près du vent avec ses basses voiles, mais voyant de moment à autre que leur nombre augmentoit et que l'on en comptoit jusqu'à dix-huit, il ne douta plus que ce ne fussent les ennemis; il prit le parti d'arriver vent arrière en forçant de voiles et il fit le signal aux vaisseaux qui étoient avec luy, mais il fut obligé d'attendre le vaisseau le *Souverain* qui

(1) Pugabry, consul de France à Cadix, au Ministre, 15 août 1759. Archives de la Marine.

(2) Rapport de La Clue au Ministre, 21 décembre 1759. Archives de la Marine. B. 4. XC.

(3) Journal de l'escadre. Lagos, 27 août 1759. Archives de la Marine.

ne marchoit pas, ce qui fut cause que les ennemis le joignirent plus tôt. » L'amiral Boscawen (1), averti dès la veille, était sorti de la rade de Gibraltar avec 14 vaisseaux de ligne et 2 brûlots; aussitôt l'escadre de La Clue reconnue, il lui donna la chasse. « A deux heures et demie, le vaisseau français, le *Centaure,* qui faisoit l'arrière-garde, fut attaqué par deux Anglais, l'un à bâbord, l'autre à tribord, le *Guerrier* le fut après, ensuite l'*Océan* et le *Souverain.* Tout le fort du combat s'est passé entre ces quatre vaisseaux, qui se sont battus, bâbord et tribord, sans relâche. L'amiral Boscawen, qui venoit en toutes voiles sur l'*Océan,* le joignit par son travers à la portée du fusil sur les quatre heures; il lâcha le premier sa bordée qui fut si violente, que dans peu de temps l'*Océan* fut dégréé, mais il riposta avec tant de justesse, que l'amiral anglois fut démâté de son mât d'artimon, » et subit de graves avaries. Boscawen dut transférer son pavillon sur le *Newark.* Cet incident ralentit le combat, qui, cependant, se prolongea jusqu'à la tombée de la nuit. Le *Centaure,* successivement engagé par quatre Anglais, dut amener son pavillon après une belle résistance qui fit honneur à son commandant, M. de Sabran-Grammont. Il avait perdu 200 hommes tués ou blessés et reçu 80 boulets « à l'eau »; aussi les Anglais eurent-ils quelque peine à ramener leur prise à Gibraltar. L'*Océan,* que montait le chef d'escadre, avait été également fort abîmé; La Clue lui-même fut grièvement blessé et dut remettre le commandement à son capitaine, M. de Carné.

Pendant la nuit, deux vaisseaux français, le *Guerrier* et le *Souverain,* se séparèrent de leur amiral et, après une tentative infructueuse pour entrer à Cadix, gagnèrent le large et purent éventuellement rallier le port de Rochefort. Le lendemain, 19 août, l'amiral anglais ne découvrit

(1) Boscawen à Clevland à bord du *Namur,* 20 août 1759. Record Office.

plus que quatre vaisseaux français qui essayaient de doubler le cap Saint-Vincent. Vers 9 heures, l'*Océan* alla s'échouer dans les rochers qui avoisinent le cap Lagos; le *Redoutable* en fit autant; les deux autres, le *Téméraire* et le *Modeste*, jetèrent l'ancre dans les eaux portugaises et sous le canon d'un fort. Les Anglais, sans le moindre souci de la neutralité du Portugal, se fiant d'ailleurs aux relations intimes qui existaient entre cette cour et la leur, ouvrirent le feu sur les bâtiments français. L'*Océan* et le *Redoutable*, qu'on ne put remettre à flot, furent brûlés; leurs équipages, à l'exception de quelques hommes et de quelques officiers de l'*Océan*, pour la plupart blessés, avaient pu se refugier à terre; Suffren, le futur héros des guerres des Indes, fut de ceux qui restèrent à bord; La Clue avait été débarqué l'un des premiers. Quant au *Téméraire* et au *Modeste*, qui n'avaient pris qu'une part insignifiante au combat de la veille, ils furent amarinés presque sans résistance et leurs équipages faits prisonniers, sauf quelques matelots qui s'étaient échappés.

Tel fut le combat de Lagos; il coûta à la France 5 vaisseaux de ligne, dont 3 allèrent grossir les états de la marine britannique et 2 furent détruits. La perte des Français se monta à près de 500 tués et blessés; Boscawen n'eut que 252 hommes mis hors de combat. La séparation de l'escadre, cause première du désastre, donna lieu à une longue polémique entre le Ministre, La Clue et les capitaines qui avaient abandonné leur chef et s'étaient réfugiés à Cadix. Ces derniers se justifièrent en alléguant le rendez-vous fixé pour ce port, tant par écrit que par instruction verbale; leur chef répliqua en les accusant d'avoir changé de route sans ordre, et de n'avoir tenu aucun compte des coups de canon et des fusées qu'il avait fait tirer au cours de la nuit. Quoi qu'il en soit de la valeur de ces arguments, 5 vaisseaux de l'escadre, après être restés mouillés pendant quelques heures à la Rotée, étaient

entrés à Cadix le 19 août. Ils y reçurent l'injonction de rallier Brest à la première occasion favorable, mais surveillés par le vice-amiral Broderick, ils ne purent obéir et finirent par faire voile pour Toulon où ils arrivèrent en sûreté au commencement de 1760. Conformément aux intentions de son gouvernement, Boscawen était reparti pour la Grande-Bretagne peu de temps après sa facile victoire (1).

La cour de Versailles, fort indulgente pour ses officiers malheureux, ne tint rigueur ni au chef, ni aux commandants de l'escadre battue. La Clue, qui fut longtemps à se remettre de ses blessures, fut retraité en 1764 avec les provisions de lieutenant général. Castillon, le plus ancien des capitaines qui s'étaient mis en sûreté à Cadix, fut promu brigadier en 1765. Le marquis de Saint-Aignan, commandant du *Redoutable*, qui n'avait guère brillé dans l'affaire, parvint aux grades les plus élevés de la marine.

Malgré la mauvaise impression causée par le combat de Lagos, le cabinet de Louis XV n'interrompit pas les préparatifs de l'entreprise qui, sous le titre mystérieux « d'expédition particulière » (2) était dirigée contre l'Angleterre. D'après la conception primitive, le départ initial devait avoir lieu des ports de la Bretagne ; un corps expéditionnaire de 26 bataillons, 4 escadrons, avec parc d'artillerie, d'un effectif de 20.000 hommes, aux ordres du duc d'Aiguillon, le vainqueur de Saint-Cast, devait s'embarquer sur 90 navires de 200 à 400 tonneaux et faire voile sous l'escorte d'une division de 6 vaisseaux ; le projet était de contourner l'Irlande et de prendre terre en Écosse,

(1) En réalité, l'action eut lieu entre 7 vaisseaux français, dont 2 furent à peine engagés, et 15 vaisseaux anglais sur lesquels 4 ne prirent pas part à l'affaire. W. L. Clowes. *The Royal Navy*, vol. III, p. 212.

(2) Voir pour les événements maritimes de 1758-1759. *Vie privée de Louis XV*. Londres, 1781. *La marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*, par Lacour Gayet. *The Royal Navy*, by W. L. Clowes, vol. III. *Histoire maritime de la France*, Guérin, vol. IV, etc.

dans la baie de la Clyde. Entre temps, on espérait réunir à Brest, grâce à la jonction avec l'escadre de la Méditerranée, une flotte de 28 vaisseaux de ligne assez forte pour en imposer aux Anglais ou tout au moins pour détourner leur attention du convoi. Aussitôt débarqué, Aiguillon marcherait sur Édimbourg (1) et s'emparerait du château de cette ville; on comptait sur le concours d'une fraction de la nation écossaise et on estimait qu'il pourrait lever dans le pays 4.000 recrues qui grossiraient les régiments étrangers de son corps. Il était autorisé à entamer des pourparlers avec le gouvernement britannique, mais il lui était défendu de se lier par aucun engagement avec les partisans de la maison de Stuart. D'autre part, Choiseul avait ouvert des négociations à Stockholm pour l'envoi de 10 à 12.000 Suédois qui viendraient rejoindre le corps expéditionnaire en Écosse. Le commandant de la division d'escorte, Bigot de Morogues (2), avait la latitude de relâcher en Irlande, mais de cette île il devait gagner l'Écosse, mettre les troupes à terre sur la côte occidentale ou, en cas d'impossibilité, sur la côte orientale de ce royaume.

Deux autres corps d'armée, commandés par Soubise et Chevert, seraient expédiés, le premier, des ports de la Normandie, le second de ceux de Flandre ; destinés à une descente en Angleterre, ils devaient traverser la Manche dans des flottilles de bateaux plats dont la construction se poursuivait avec activité dans les chantiers de la côte.

Pour la réussite de ces projets audacieux, il eût fallu une prompte exécution qui n'était guère compatible avec la faiblesse de notre marine, la pénurie de ses ressources, la timidité de ses officiers et surtout le manque de fonds. La cour de Saint-James, mise en éveil par des préparatifs

(1) Instructions pour Aiguillon. Juillet 1759. Archives de la Marine B. 4. LXXXV.

(2) Instructions pour Bigot de Morogues. Archives de la Marine B. 4. LXXXVI.

qu'il était impossible de tenir secrets, eut tout le loisir de concerter ses mesures de défense.

Nous avons déjà relaté la croisière de Boscawen dans la Méditerranée et les événements qui empêchèrent la jonction de l'escadre de Toulon avec celle de Brest. Le contre-amiral Rodney, avec une division légère, fut chargé d'un coup de main sur les bâtiments réunis au Havre et sur les chantiers de cette ville. Le 4 juillet (1), 4 bombardes et 2 dogres, armés chacun de 2 mortiers, ouvrirent le feu à 2.800 toises; on ne put y répondre d'une façon efficace, le canon des batteries de terre n'ayant qu'une portée de 1.800 toises. Au surplus, le bombardement n'eut d'autre résultat que la destruction plus ou moins complète d'une trentaine de maisons, de trois corderies, de quelques bateaux et d'une grande quantité de planches; une tentative des Anglais pour pénétrer en Seine fut repoussée, et dès le 7 juillet, le travail avait repris dans les cales du Havre.

Mais c'était du côté de Brest que le danger paraissait le plus imminent, aussi l'amiral Hawke eut-il mission, avec 24 vaisseaux, de surveiller les côtes de Bretagne, le gros devant Brest, quelques bâtiments détachés aux abords d'Audierne et de Lorient, et une réserve à Plymouth pour faciliter le ravitaillement successif. Avec la confiance qu'engendre le succès, Hawke écrivait (2) à l'amirauté : « Cela m'est indifférent d'avoir à combattre l'ennemi, s'il sort, à nombre égal ou avec un vaisseau de plus ou en moins. »

Pendant l'automne, le cabinet de Versailles activa de son mieux les préliminaires de l'expédition. La première difficulté fut de rassembler le convoi à Port-Louis, où le rendez-vous avait été donné; vers le milieu de septembre, 60 navires expédiés de Bordeaux et de Nantes étaient arri-

(1) Récit du bombardement du Havre et lettre de Rouen. Archives de la Marine. B. 4. XC.

(2) Hawke à Clevland, 4 août 1759. Record Office.

vés; on attendait encore ceux de La Rochelle et de Brest. La grande escadre de Brest, dont le commandement avait été confié au maréchal de Conflans, ne pouvait compléter son personnel. « A l'exception de quelques pêcheurs, écrivait le ministre Berryer (1), gens âgés ou enfants la plupart, et des faibles des équipages des barque cabotage, tous les gens de mer du royaume sont actuellement employés au service du Roi. » Ce manque d'hommes n'empêchait cependant pas le conflit traditionnel entre les départements de la Guerre et de la Marine pour le partage des batteries de la rade de Brest. Enfin, au dernier moment, une discussion s'engagea sur la répartition des cabines entre les officiers de terre et de mer. Aiguillon, dont il faut reconnaître le zèle et l'énergie, s'impatiente : « J'étais si éloigné (2) de vouloir donner atteinte aux droits de MM. les officiers de la Marine et les incommoder que j'irais coucher à la Sainte-Barbe ou à la fosse aux Lions s'il (Conflans) le jugeait à propos, pour donner l'exemple. » Choiseul, de son côté, s'inquiète du retard : « Vous êtes aussi nerveux que bon citoyen, mande-t-il à Aiguillon (3). La Suède nous attend, je crains qu'elle ne nous attende longtemps et que le moment ne soit passé, si vous ne partez pas à la fin de ce mois. Les prames se font, les bateaux plats sont presque finis. »

Cette lettre du ministre des Affaires étrangères se croisa avec une dépêche de Conflans (4) qui proposait une modification profonde du projet. On renoncerait à l'emploi isolé de la division de Bigot de Morogues; la flotte tout entière attaquerait Hawke avec 22 vaisseaux, puis se rabattrait sur Belle-Isle et détruirait ce qu'on pourrait y ren-

(1) Berryer à Conflans, 11 juillet 1750. Archives de la Marine. B. 4. LXXXVII.

(2) Aiguillon au Ministre, 13 octobre 1759. Archives de la Marine. B. 4. LXXXVI.

(3) Choiseul à Aiguillon, 3 octobre 1759. Archives de la Marine. B. 4. LXXXVI

(4) Conflans à Berryer, 3 octobre 1759. Archives de la Marine. B. 4. LXXXVI.

contrer de vaisseaux ennemis. « Faire le tour de l'isle, passer en dedans de Hedic et de Houat... les passages libres, conduire avec succès la flotte du Morbihan à sa destination et aider la rentrée de nos vaisseaux soit de Cadix (1), soit de l'Amérique. » Tel était le programme de l'amiral; il fut communiqué à Aiguillon et approuvé par le Roi en conseil.

Au commencement de novembre, le mauvais temps obligea Hawke à lever le blocus et à se réfugier dans la rade de Torbay; grâce à ce départ, La Marnière, de retour d'une croisière dans l'Océan Pacifique, put rallier le port de Brest avec 1 vaisseau et 1 frégate, le 5 novembre; il fut bientôt suivi de Bompart qui revenait de Saint-Domingue avec 7 vaisseaux dont 1 en flûte et 1 frégate. C'étaient là des renforts importants et il semblerait qu'il eût été possible d'adjoindre aux forces de Conflans, tout au moins pour le premier effort contre les Anglais, quelques-uns de ces bâtiments. Il n'en fut rien et tout le concours prêté fut l'enrôlement de 500 matelots des deux divisions qui, moyennant la prime d'une pistole, servirent à compléter les équipages.

Déjà Conflans avait perdu de son assurance; il attribuait à l'ennemi 28 vaisseaux de ligne dont 6 à trois ponts, aussi évitera-t-il un engagement. « Le but principal, écrit-il à Aiguillon (2), est la sortie de notre flotte lorsque la jonction sera faite et de la conduire avec toute la sécurité que je pourrai vous procurer. »

Enfin, le 14 novembre, Conflans appareilla de Brest avec 21 vaisseaux et 5 frégates ou corvettes. Malgré le nombre respectable des unités, l'escadre manquait de cohésion et d'expérience; les officiers éloignés de la mer de-

(1) L'escadre de Cadix se composait des vaisseaux de l'escadre La Clue réfugiée dans ce port; celle d'Amérique était la division Bompart, attendue journellement.

(2) Conflans à Aiguillon, 10 novembre 1759. Archives de la Marine. B. 4. LXXXVI.

puis longtemps n'avaient plus l'habitude de la manœuvre et ne connaissaient pas les qualités ou les défauts des bâtiments qu'ils commandaient; le personnel du bord, recruté en grande partie parmi les ouvriers de la culture et les gardes-côtes, ne possédait ni pratique de la navigation, ni instruction en matière de tir; l'amiral, arrivé presque au terme de sa carrière, n'avait ni l'énergie, ni la compétence nécessaires pour tirer quelque parti des éléments disparates qui lui avaient été confiés. Le plan de l'expédition, ou plutôt la part que Conflans s'y était tracée, consistait à se rendre directement à Belle-Isle, chasser ou détruire la flottille du commodore Duff qui surveillait les débouchés du Morbihan, délivrer le convoi sur lequel seraient embarqués Aiguillon et ses troupes, le mettre en route vers l'Écosse et veiller à sa sûreté pendant le voyage, en l'accompagnant avec toutes ses forces ou avec la division Bigot de Morogues. Au lieu de prendre le chemin le plus court, Conflans gagna la pleine mer et ne se rapprocha de la terre que le 19 novembre. Le 20, au point du jour, on aperçut quelques voiles; c'étaient les frégates de Duff; on leur donna la chasse et on était sur le point de les atteindre quand les vigies signalèrent une escadre ennemie dans laquelle on distingua « au moins 23 vaisseaux de ligne dont plusieurs paraissaient à 3 ponts ». Conflans (1), qui jusqu'alors « regardait comme impossible que les ennemis eussent dans ces parages des forces supérieures, ni même égales », comprit qu'il était en présence de toute la flotte anglaise.

En effet, Hawke, après une courte relâche à Torbay, en était reparti le 14 novembre, le jour même de la sortie de Conflans; le 17, au large d'Ouessant, il apprend (2)

(1) Rapport de Conflans. Croisic, 24 novembre 1759. Archives de la Marine B. 4. LXXXVI. Voir Guérin, vol. IV. Notes.

(2) Hawke à Clevland au large d'Ouessant, 17 novembre 1759. Record Office.

que les Français étaient en mer; sans un instant d'hésitation, il se dirige sur le Morbihan. « J'ai fait forces de voiles toute la nuit, vent très violent, à la poursuite de l'ennemi, et je ne doute pas que je le rattraperai ou en mer ou dans la baie de Quiberon... Mon escadre est forte de 23 vaisseaux et d'une frégate ». Le 20 novembre, vers neuf heures, on découvrit la flotte française; l'amiral anglais donna l'ordre (1) aux 7 vaisseaux les plus avancés de se mettre en ligne et « d'essayer d'arrêter les Français jusqu'à l'arrivée du reste de l'escadre, qui se formerait tout en continuant la chasse, de façon à ne pas perdre un moment pour la poursuite... Toute la journée, nous eûmes une brise très forte avec gros grains. M. de Conflans s'éloignait avec toutes les voiles que son escadre pouvait porter sans se séparer; quant à nous, nous courions après lui avec toute la toile que nos vaisseaux étaient capables de supporter. A 2 heures et demie, le feu a commencé, je fis le signal de combat; nous étions alors au sud de Belle-Isle et l'amiral français en tête; peu de temps après, il doubla les Cardinaux, pendant que son arrière-garde était engagée. »

Écoutons maintenant le général français (2) : « Le vent était alors à l'ouest nord-ouest très violent, la mer fort grosse avec toutes les apparences d'un très gros temps. Ces circonstances, jointes à l'objet que toutes vos lettres indiquaient et la supériorité décidée des ennemis... tout enfin me détermina à prendre la route du Morbihan.... Je n'avais pas lieu de croire que si j'y entrais le premier avec 21 vaisseaux, les ennemis osassent m'y suivre malgré leur supériorité qui devait elle-même embarrasser leurs mouvements dans un endroit aussi resserré.... Afin de mar quer la route, j'avais choisi l'ordre de marche sur une

(1) Hawke à Clevland, 24 novembre 1759. Record Office.
(2) Rapport de Conflans déjà cité.

ligne ; dans cet ordre je marchais à la tête et pour former l'ordre naturel de bataille, je n'avais qu'à me mettre au centre de la ligne, ce que je comptais faire sur le second bord aussitôt qu'elle serait tout entière dans la baie. » Conflans tenta, en effet, d'exécuter la manœuvre prévue et de se porter au secours de son arrière-garde fortement engagée ; il ne réussit qu'à augmenter la confusion qui existait déjà dans son escadre ; le *Soleil Royal* qui battait son pavillon, aborda deux de ses propres matelots, échangea quelques bordées avec l'ennemi, chercha inutilement à sortir de la baie et finit par jeter l'ancre au large du Croisic. « Ce fut un désordre affreux, écrit un officier (1) de l'*Inflexible,* navire qui avait suivi de près le *Soleil Royal,* quand l'avant-garde dont j'étais voulut virer de bord, une partie ne le put ; nous étions comme dans un entonnoir tous les uns sur les autres, des rochers d'un côté, des vaisseaux de l'autre, nous avons mouillé. »

A proprement parler, peu de vaisseaux prirent part au combat ; ils appartenaient pour la plupart à la 3e division qui constituait l'arrière-garde. Le *Héros,* le *Juste,* le *Magnifique*, le *Formidable* surtout qui battait la cornette du chef d'escadre, Saint-André du Verger, eurent fort à souffrir ; ce dernier vaisseau dut se rendre, après une lutte héroïque où succombèrent Saint-André et son frère, qui commandait en second. Le *Héros,* complètement démâté, fut forcé d'en faire autant, mais l'état de la mer empêcha les Anglais de l'amariner ; un retour offensif le dégagea et son capitaine, M. de Sanzay, en profita pour aller s'échouer sur la plage du Croisic, où il débarqua ce qui restait de son équipage, parmi lesquels 140 blessés. Le *Juste,* dont les deux commandants avaient été mortellement atteints, essaya en vain d'entrer dans le port de Saint-Nazaire ; il se perdit à l'embouchure de la Loire avec une bonne par-

(1) Lettre d'un officier. Archives de la Marine. B. 4. LXXXVI.

tie de son monde. Le *Magnifique*, commandé par Bigot de Morogues, fut plus heureux; il regagna la pleine mer et se réfugia à Rochefort. Mais le désastre ne fut pas limité à l'arrière-garde. Deux vaisseaux de la division du centre, le *Thésée* monté par un officier distingué, Kersaint de Coëtnempreu, et le *Superbe*, furent surpris par un grain avec leurs sabords ouverts et coulèrent à pic avec tous leurs équipages, à l'exception de 22 hommes du *Thésée* qui furent sauvés.

Il était un peu plus de cinq heures quand l'obscurité mit fin à la mêlée. « Il faisait nuit, écrit Hawke (1), nous nous trouvions sans pilote parmi des îles et des bas-fonds dont nous n'avions pas la moindre connaissance, le vent poussait à la côte, je fis le signal de jeter l'ancre et nous mouillâmes à une profondeur de 15 brasses...... Le 21, à la pointe du jour, nous aperçûmes un de nos vaisseaux démâté et échoué au Four, de même que le *Héros*, vaisseau français. Le *Soleil Royal*, qui, à la faveur de la nuit, avait jeté l'ancre au milieu de nous, coupa ses câbles et alla s'échouer à l'ouest de Croisic. Au mouvement de ce vaisseau, je fis signal à l'*Essex* de le poursuivre, mais il donna malheureusement sur le Four et se perdit sans ressources. Il en est de même de la *Résolution*, en dépit du secours que le mauvais temps nous permit de leur envoyer. » Les équipages des navires anglais furent recueillis sauf 80 hommes, qui avec des prisonniers français transférés du *Formidable*, s'étaient embarqués sur un radeau. Entraînés à la mer, ils périrent pour la plupart.

A la suite des avaries que lui avaient valu ses abordages successifs, le *Soleil Royal* s'était trouvé ramené du côté des Cardinaux. Conflans fit mouiller sur place et, le lendemain, fut très étonné de se voir, comme le constate Hawke, entouré des vaisseaux anglais et séparé des siens; il alla se

(1) Hawke à Clevland, 24 novembre 1759, déjà cité.

mettre à la côte près du *Héros* et dans les parages du Croisic. La flotte française était complètement dispersée. Huit vaisseaux, au cours de la nuit ou au petit jour, s'étaient dégagés de la baie et avaient fait route pour Rochefort où ils arrivèrent le soir du 21 novembre. Le prince de Beauffremont, chef d'escadre, qui avec son vaisseau le *Tonnant* appartenait à ce groupe, fut accusé d'avoir abandonné son amiral et de n'avoir pas obéi aux signaux de ralliement; il protesta vivement contre ces allégations et justifia sa conduite. Nous devons reconnaître que plusieurs vaisseaux anglais firent de même et gagnèrent sans ordres la mer, pour échapper aux dangers de la baie. Hawke, qui mentionne le fait dans son rapport, ne leur inflige aucun blâme. Au surplus, il est inutile de rechercher dans cette honteuse affaire les responsabilités individuelles et nous ne pouvons mieux faire que de nous approprier le jugement sévère d'un spectateur (1). « Imbécillité, ineptie, maladresse, ignorance de la manœuvre et de toute tactique de mer, sont les seules causes de notre perte. »

Dans la soirée du jour qui succéda à celui du combat, 7 vaisseaux et 4 frégates ou corvettes jetèrent l'ancre à l'embouchure de la Vilaine, et après s'être allégés d'une partie de leur artillerie, franchirent la barre à la marée suivante. Hawke voulut les poursuivre mais « le vent qui soufflait en tempête l'en empêcha, et au lieu de démarrer il fut obligé d'amener les perroquets. » Le 22 novembre, la mer s'étant un peu calmée, les Anglais s'occupèrent du *Héros* et du *Soleil Royal,* échoués près du Croisic. A leur approche, les Français mirent le feu au vaisseau amiral, qu'ils avaient évacué la veille : « J'ai fait ce matin, à mon âge, écrivait Conflans (2), un prodige de force en débarquant le long de

(1) *Correspondance de Vannes*, 24 novembre 1759. Portefeuille d'Argenson. Bibl. de l'Arsenal.

(2) Conflans à Aiguillon. Croisic, 21 novembre 1759. Archives de la Marine. B. 4. LXXXVI.

l'étrave. » Quant au *Héros,* il fut incendié par les Anglais.

Le bilan des journées désastreuses des 20 et 22 se traduisit, pour la marine française, par la perte de 6 vaisseaux, dont 1 pris, 3 naufragés et 2 détruits, et d'environ 2.500 hommes, dont la grande majorité noyés. Les Anglais eurent 2 vaisseaux naufragés et, d'après leur relation officielle, 300 hommes hors de combat auxquels il convient d'ajouter une centaine de noyés ou de débarqués sur la côte française et par conséquent prisonniers. Hawke, après reconnaissance de l'entrée de la Vilaine, fit transformer quelques-unes de ses chaloupes en brûlots destinés à mettre le feu aux bâtiments français qui s'y étaient retirés, mais il dut renoncer à une entreprise que la saison rendait fort dangereuse et se contenter d'établir un blocus rigoureux. Les vaisseaux réfugiés dans la Vilaine y furent détenus pendant de longs mois; ils n'en sortirent qu'en 1761 et 1762, grâce à l'énergie et à l'intelligence de deux lieutenants de vaisseau, MM. Hector et de Terray, qui obtinrent comme récompense le grade de capitaine de vaisseau.

Entre Hawke et Aiguillon, les premiers rapports après la bataille furent des plus courtois; un échange de prisonniers permit de renvoyer les survivants de l'équipage du *Formidable*, dont quelques-uns, transférés sur la *Résolution,* avaient péri avec ce vaisseau. Mais bientôt l'amiral anglais, grisé par sa victoire, émit des prétentions inacceptables. Il revendiqua comme prisonniers les gens du *Héros*, sous prétexte que ce vaisseau avait amené son pavillon et voulut s'emparer des canons du *Soleil Royal.* Repoussé par les batteries de terre, il écrivit à Aiguillon (1) une lettre pleine de menaces : « Je me vengerai sur tout le littoral avec la dernière sévérité… Je suis venu il y a huit

(1) Hawke à Aiguillon, 12 décembre 1759. Archives de la Marine. B. 4, vol. LXXXVI.

mois dans l'intention de trancher le sort des deux nations avec M. de Conflans en pleine mer; il n'a pas voulu m'attendre.... et m'oblige à avoir recours à des moyens qui répugnent à mes sentiments naturels et à mettre la contrée à feu et à sang. » La controverse se termina par le refus de remettre aux Anglais les matelots du *Héros* et par le bombardement inutile du bourg du Croisic.

En Angleterre, l'émoi avait été grand quand on apprit la sortie de l'escadre de Brest, aussi dépêcha-t-on à Hawke des renforts qui n'arrivèrent d'ailleurs qu'après l'action. A ce propos, le zèle déployé par les commandants anglais fait ressortir l'excellent esprit qui existait dans les rangs supérieurs de leur marine. C'est ainsi que l'amiral Saunders qui revenait du siège de Québec avec une partie de son commandement, mis au courant de ce qui se passait sur les côtes de Bretagne, alors qu'il entrait en Manche, n'hésita pas à faire route, sans relâche préalable, pour rejoindre l'amiral Hawke, dont il rallia la flotte le 26 novembre, cinq jours après le combat. Il est impossible de ne pas contraster cette initiative heureuse avec l'inertie flegmatique de Bompart, dont les 6 vaisseaux, rentrés à Brest le 7 novembre, auraient pu par leur présence changer en victoire le désastre du 20.

En résumé, le combat des Cardinaux, ou la bataille de M. de Conflans, comme on l'appela à l'époque, fit peu d'honneur à la marine de Louis XV. C'est à bon droit que l'historien Mahan parle de l'affaire comme du Trafalgar de la guerre de Sept ans. L'amiral français, s'il ne mérita pas l'accusation de lâcheté qui a été quelquefois lancée contre lui, justifia le verdict d'incapacité que lui a décerné l'histoire. Bien qu'inférieur de quelques unités aux Anglais, il aurait moins souffert dans un engagement au large de Belle-Isle que dans l'entonnoir où il entraîna son escadre. Hawke, qui avait 27 vaisseaux (1), dont 4 de

(1) Clowes. *Royal Navy,* vol. III, p. 218.

30 canons, à opposer aux 21 de Conflans, sut tirer parti de sa supériorité ; il montra beaucoup d'audace en poursuivant son adversaire et en pénétrant avec lui, par gros temps, sans pilotes et avec le vent soufflant à terre, dans des parages inconnus et semés de récifs. De côté et d'autre, peu de vaisseaux prirent réellement part à l'affaire ; dans l'escadre française, seuls, le *Formidable*, le *Magnifique,* le *Héros,* le *Juste*, le *Thésée,* appartenant presque tous à l'arrière-garde du brave Du Verger, furent successivement engagés. La plupart des bâtiments réfugiés à Rochefort n'eurent que des pertes insignifiantes ; ceux qui étaient entrés dans la Vilaine furent encore moins éprouvés. Comment, en l'occurrence, expliquer l'isolement dans lequel se trouva l'amiral français dans la matinée du 21 novembre ? La cour de Versailles, bénigne selon son habitude, ne soumit à aucune enquête les capitaines qui avaient abandonné leur chef; elle se contenta de laisser sans commandement le pauvre Conflans et de faire attendre à Beauffremont et à Villars de la Brosse (1) leur promotion au grade supérieur. L'opinion des contemporains fut plus sévère : « Les circonstances de cette journée, écrivait un officier de l'escadre (2), sont à la honte de notre marine et ne prouvent que trop qu'elle a peu d'officiers qui aient de la volonté, du courage et du talent, et qu'il est impossible de s'en servir à moins de la refondre entièrement et de lui donner des chefs capables de la conduire. » Quant aux matelots, en majorité bretons, des navires qui avaient combattu, ils n'eurent guère à se louer de l'administration ; le commissaire Le Brun se plaint amèrement (3) de n'avoir pas de fonds « pour payer

(1) Villars de la Brosse était le plus ancien capitaine des vaisseaux réfugiés en Vilaine.

(2) Rapport sur le combat du 20 novembre. Archives de la Marine. B. 4, vol. LXXXVII.

(3) Le Brun au Ministre, 29 novembre 1759. Archives de la Marine. B. 4, vol. LXXXV.

au moins aux mutilés...... une conduite qui leur est due et qui, par leur triste état, leur devient nécessaire et qu'il serait honteux pour l'État de ne leur point accorder, afin de les empêcher, après l'avoir si vaillamment servi, de demander l'aumône le long des chemins, ainsi que le font leurs camarades que j'ai congédiés hier et tous ceux du *Héros* qui s'en retournent chez eux. » Aucun document ne nous apprend si Le Brun, qui avait été obligé d'emprunter 3.000 livres pour donner une avance de vingt sols aux équipages du *Héros* et du *Soleil Royal*, fut à même de mieux traiter les blessés du *Formidable*.

La défaite de Conflans et la dispersion de la seule flotte qui restât à Louis XV déterminèrent la cour à abandonner l'expédition particulière. Le corps d'armée d'Aiguillon fut réparti dans les garnisons de la Bretagne et des côtes de la Manche.

A l'occasion de la victoire, le gouvernement britannique se montra aussi généreux qu'il avait été impitoyable pour les défaillances ou les erreurs du passé ; les amiraux Boscawen, Hawke et Saunders reçurent l'avancement et les honneurs qu'ils avaient bien mérités.

Aux tentatives de descente dans les Iles Britanniques, se rattache l'entreprise (1) du capitaine Thurot. Cet officier, qui s'était signalé dans la guerre de courses, fut chargé d'une diversion en Irlande. On lui confia, dans ce but, trois frégates et trois corvettes sur lesquelles était embarqué un détachement de 1.200 hommes commandé par le brigadier Flobert et fourni en partie par les gardes françaises et suisses. Thurot s'échappa de Dunkerque le 15 octobre ; dès sa première relâche à Gothembourg, un conflit s'éleva entre lui et son personnel. Très brave, jeune, — il n'avait que 32 ans — autoritaire, violent de tempérament, le chef de l'expédition n'admettait ni répli-

(1) Archives de la Marine, B. 4, vol. XC.

que, ni hésitation de la part de ses subordonnés; roturier d'origine, n'appartenant pas à la marine royale, il fut bientôt dans les plus mauvais termes avec les officiers de l'armée de terre. De Gothembourg, la flottille gagna Bérgen, puis les îles Féroë, où elle mouilla le 28 décembre. Au cours de cette navigation, la querelle éclata de plus belle entre Thurot et Flobert à propos de détails de service; les capitaines de deux frégates, las d'une croisière des plus fatigantes pendant laquelle matelots et soldats avaient été fort éprouvés, prirent parti contre leur chef et manifestèrent leur intention de rentrer en France; l'un de ces bâtiments, l'*Amaranthe*, se sépara en effet et rallia le port de Saint-Malo. Thurot, après une démonstration sans utilité contre Londonderry et un court séjour à l'île d'Islay, débarqua ses troupes en Irlande dans la baie de Carrickfergus, où elles s'emparèrent de la ville de ce nom et de sa garnison; elles y levèrent des réquisitions en nature et en argent, mais quand Thurot proposa d'attaquer la ville importante de Belfast, Flobert s'y refusa catégoriquement. L'escadrille, réduite à 3 frégates, appareilla le 26 février 1760; deux jours après, elle rencontra près de l'île de Man 3 frégates anglaises qui avaient été envoyées à sa poursuite. Le bâtiment de Thurot (1) le *Maréchal de Belle-Isle,* dont une partie de l'artillerie avait été démontée pour alléger sa marche, engagea deux anglais l'un après l'autre; un essai d'abordage échoua par suite du bris du beaupré; Thurot fut tué et, après une lutte de deux heures, la frégate, qui avait 5 pieds d'eau dans la cale et avait beaucoup souffert, dut amener son pavillon. Les compagnons du *Maréchal de Belle-Isle,* qui avaient fui d'abord et mal manœuvré ensuite, succombèrent tous les deux après une faible résistance. Dans cette action, les Anglais eurent une perte de 5 tués et 31 blessés. Celle des

(1) Journal de Bragelonne, major du corps d'expédition.

Français fut de 90 hommes hors de combat, pour le seul *Maréchal de Belle-Isle*.

Ainsi finit une expédition qui avait causé les alarmes les plus vives dans le Royaume-Uni et dont les promoteurs s'étaient promis des résultats hors de proportion avec les moyens d'exécution. Son chef, l'intrépide Thurot, eût mérité une meilleure fortune.

A partir de la défaite de Conflans, la suprématie navale de l'Angleterre fut incontestée ; les désastres successifs de Louisbourg, de Lagos, des Cardinaux avaient sinon anéanti, tout au moins singulièrement réduit la puissance maritime de la France. En dehors des rencontres d'escadre que nous avons relatées, la balance des prises à l'occasion d'engagements isolés faisait ressortir une lourde différence au préjudice de la marine de Louis XV. Dans ce genre d'affaires, pendant les quatre années qui s'étaient écoulées depuis 1756, les Anglais avaient capturé 8 vaisseaux de ligne et 22 frégates, tandis que nous ne leur avions enlevé que 2 vaisseaux et 6 bâtiments légers. En 1756, nous avons vu La Galissonnière vainqueur de Byng et maître de la Méditerranée ; en 1757, Dubois de la Motte réunit à Louisbourg une flotte imposante et la ramène en France sans perte ; au commencement de 1758, les escadres de d'Aché et de Frogier-l'Eguille sortent librement de nos ports et voguent sans opposition vers l'Extrême-Orient ; Beaussier et Duchaffault se rendent à Louisbourg sans accident. D'autre part, il est vrai, Toulon est bloqué et La Clue n'en échappe que pour aller se renfermer à Carthagène. En 1759, la situation s'aggrave : nos escadres ne gagnent la pleine mer que pour livrer des combats où elles succombent devant la supériorité du nombre, et il faut le reconnaître, devant l'énergie et la hardiesse des chefs ennemis. Enfin, l'année se termine sur le triste spectacle de nos vaisseaux éparpillés, réfugiés dans des rivières dont ils ne peuvent déboucher,

et incapables d'une action combinée. Nos colonies, privées de secours, coupées de toute communication avec la métropole, sont à la merci de l'Anglais. La guerre maritime est achevée et fait place à celle du blocus.

Pour compléter la revue des événements hors d'Europe qui pesèrent d'un poids appréciable dans le conflit engagé entre l'Angleterre et la France, il convient de porter le regard sur les Indes Orientales où se poursuivait depuis le début des hostilités une lutte des plus mouvementées entre les deux compagnies qui représentaient là-bas les pavillons rivaux. L'arrangement de fin 1754, conclu entre les gouverneurs de Pondichéry et de Madras, n'avait été qu'une trêve assez mal observée par les belligérants. Dès l'automne de 1756, la cour de Versailles avait décidé d'envoyer dans l'Extrême Orient une force navale et un corps de troupes destinés à soutenir la Compagnie des Indes et à repousser les efforts que les Anglais tenteraient contre les postes et factoreries de la Société. Le choix du ministère et du conseil de la Compagnie tomba sur le lieutenant général de Lally Tollendal ; il ne fut pas heureux. Le nouveau commissaire général n'avait aucune expérience du milieu où allait s'exercer son autorité. Brave soldat, actif, plein de zèle pour le service, mais impatient, irascible jusqu'à perdre tout contrôle de lui-même, dépourvu de jugement, avec cela fantasque, méfiant, hors des gonds quand il aurait fallu du sang-froid, plaisantant sans ménagement et hors de saison, Lally n'avait pas les qualités voulues pour le poste difficile auquel il était appelé. Les instructions qu'il emportait avec lui n'étaient pas de nature à faciliter sa tâche ; inspirées par les préoccupations financières des administrateurs, elles étaient faites pour lui rendre suspects la plupart de ses futurs collaborateurs. Il lui était enjoint de (1) « mettre la Compagnie en état de

(1) Instructions de Lally, 11 décembre 1756. Archives de la Guerre. Indes Orientales, vol. 3458.

terminer les troubles et de se retirer des engagements où elle est entrée avec les puissances du pays, qui, comme la guerre, sont également ruineux et préjudiciables au commerce. » Cette invitation à appliquer une politique absolument opposée aux idées d'expansion qu'avaient suivies Dupleix et son lieutenant Bussy, était complétée par la latitude de maintenir ce dernier dans le Decan, de le rappeler ou de le remplacer. Enfin Lally aurait à sévir contre la vénalité des fonctionnaires locaux. « Comme les troubles de l'Inde ont été la source d'un grand nombre de fortunes particulières promptes et subites, le même système règne toujours dans Pondichéry où ceux qui n'ont point encore fait fortune espèrent la faire par les mêmes moyens... Le sieur de Lally aura beaucoup de peine à y déraciner cet esprit de cupidité, et ce serait un des plus grands services qu'il pourrait rendre à la Compagnie. » Comme objectif militaire, on lui indiquait la prise de Gondelour et du fort Saint-David ; « il devait oublier pour un temps que les Anglais possèdent aucune place dans l'intérieur; tout son objet doit être de s'emparer des places maritimes. »

Le corps expéditionnaire, d'abord fixé à un chiffre plus élevé, fut réduit aux deux régiments de Lorraine et de Lally, chacun fort de 2 bataillons de 510 hommes, et à un détachement de 150 artilleurs. Ces unités, qui devaient se joindre aux forces coloniales de la Compagnie, furent embarquées sur une escadre dont le commandement fut confié à M. d'Aché. La première division fit voile le 30 décembre 1756, séjourna à l'île de France, à Madagascar, et parvint à Pondichéry le 8 septembre 1757. Le chevalier de Soupire qui était à la tête des troupes, aussitôt débarqué, entreprit le siège de Chiloupet, qu'il emporta après 17 jours de tranchée. Il avait fallu remplir les vides dans le régiment de Lorraine, dus à la longue traversée et aux maladies qui en étaient l'accompagnement, en faisant des

prélèvements sur les soldats coloniaux; Soupire se plaint du physique de ces recrues, dont la taille ne dépasse guère cinq pieds un pouce.

On reprocha avec raison au gouverneur général Leyrit de s'être contenté de ce premier succès et d'avoir perdu trois mois pendant lesquels il aurait pu profiter de la supériorité de ses forces de terre. A cette date, en effet, les Anglais (1) n'avaient que peu de troupes blanches dans leurs places de la côte de Coromandel. S'il faut s'en rapporter à la correspondance de Soupire, l'inaction avait été causée par le manque d'argent; à son arrivée il n'avait pas trouvé (2) une roupie dans la caisse et n'aurait pu entrer en campagne sans les 1.600.000 livres apportées de France. Ces espèces furent bientôt épuisées : « Si j'eusse eu des fonds, écrit-il au ministre (3), et des munitions... j'eusse abrégé bien de la besogne à M. de Lally; non seulement je ne puis sortir, mais tous les ouvrages et préparatifs pour les opérations de guerre sont suspendus;... les dépenses excèdent de moitié les recettes. Si l'on n'envoie pas de France dix millions par an, toutes les dépenses de l'armement pour le transport des troupes seront infructueuses. »

D'Aché, avec le reste du corps expéditionnaire, avait quitté Lorient dans les premiers jours de mai 1757; après une interminable navigation qui coûta la vie à 19 officiers et 307 matelots et soldats, il fit relâche à l'île de France, n'en repartit que le 28 janvier 1758 et mouilla le 26 avril à Karikal; deux jours après, il était au large de Gondelour ou Cuddalore, avec son escadre de 9 vaisseaux, dont 1

(1) Soupire à Paulmy, Pondichéry, 28 janvier 1758. Archives de la Guerre, vol. 3541.

(2) Soupire à d'Argenson, Valdavore, 15 octobre 1757. Bibliothèque de l'Arsenal.

(3) Soupire à d'Argenson, Pondichéry, 15 février 1758. Bibliothèque de l'Arsenal.

de la marine royale, et les autres appartenant à la Compagnie. Il débuta heureusement en coupant la retraite à deux frégates anglaises qui furent obligées de s'échouer, et brûlées par leurs équipages; mais il dut affaiblir ses forces en détachant le vaisseau le *Comte de Provence* et la frégate la *Diligente*, pour déposer Lally à Pondichéry. Le 29, on aperçut l'escadre anglaise de l'amiral Pocock, forte de 7 vaisseaux; celui-ci avait été rejoint depuis cinq jours seulement par le commodore Stevens, qui lui amenait d'Angleterre et en dernier lieu de Bombay, un renfort de 4 vaisseaux. Un peu plus de diligence de la part de d'Aché lui eût permis de gagner sur les onze mois qu'il avait employés à faire le voyage d'Europe; parvenu quelques jours plus tôt sur la côte, il eût pu empêcher la réunion de ses adversaires, ou peut-être battre Pocock avant la venue de Stevens. Les flottes ne cherchèrent pas à s'éviter, et l'action s'engagea presque aussitôt; elle dura 2 heures et demie et fut chaude sans être décisive; il y eut des défaillances de part et d'autre : le *Duc de Bourgogne* « ne garda (1) ni ne fut jamais à son poste; au contraire, dès le commencement de l'action, il arriva et ne combattit qu'à travers les mâts de nos vaisseaux, dont il s'était mis à l'abri. » D'Aché mit à pied le commandant La Prée de Mannevillette, navigateur distingué, mais pauvre manœuvrier; de son côté, Pocock fit passer en conseil de guerre trois de ses capitaines qui n'avaient pas obéi à ses signaux. Les Anglais accusèrent une perte de 118 hommes, tués et blessés; l'escadre française, dont les ponts et les batteries étaient encombrés de soldats, eut 404 hommes atteints. Les vaisseaux le *Zodiaque*, le *Bien-Aimé* et le *Moras* furent les plus éprouvés. Vers le soir, les Français qui, après le com-

(1) D'Aché. Rapport sur la campagne. Port-Louis, 30 octobre 1758. Archives de la Guerre, vol. 3541.

Clowes. *Royal Navy*, vol. III. Cambridge. *War in India*. Londres, 1761.

bat, avaient été ralliés par les bâtiments envoyés à Pondichéry, allèrent mouiller à Lampravy, tandis que l'adversaire gagna Sadras dans le nord. Pendant la nuit qui suivit l'engagement, le *Bien-Aimé* qui avait beaucoup d'avaries, se mit à la côte et fut perdu; on put en retirer l'équipage et les canons. Le 7 mai, d'Aché était en rade de Pondichéry et commençait le débarquement des troupes.

Avant de parler des opérations de terre, il importe de jeter un coup d'œil sur la position des deux compagnies rivales, qui depuis un quart de siècle se disputaient la domination de la grande péninsule. La trêve du 31 décembre 1754, signée par les deux commissaires, Godeheu, successeur de Dupleix, et Saunders, n'avait pas été de longue durée; les hostilités avaient repris au printemps de 1757. Les Anglais, qui venaient de s'emparer de Calcutta, attaquèrent le poste français de Chandernagore et le forcèrent à capituler le 23 mars. Ce succès fut confirmé par la victoire décisive de Clive à Plassey qui assura la suprématie britannique dans tout le Bengale. Sur la côte de Coromandel, il n'y avait eu que des affaires insignifiantes; dans le sud, Auteuil, qui commandait à Sheringham, près de Trichinopoli, avait évacué ce poste et était rentré à Pondichéry. En plus de la capitale, les Français étaient maîtres de Karikal et de Masulipatam, que Bussy avait enlevé aux Anglais le 24 juin 1757. Les principaux postes de la compagnie britannique étaient Madras, Gondelour, avec le fort adjoint de Saint-David, à peu de distance au sud de Pondichéry. En dehors de ces villes et des territoires qui en dépendaient, les sociétés rivales ne possédaient que quelques factoreries dans l'intérieur ou au bord de la mer. Dans la grande province du Decan, grâce au prestige de Bussy, l'influence française était prépondérante au moins pour le moment. D'ailleurs rien de plus difficile à démêler que ce tissu d'intrigues où nous

voyons les princes mahométans, les aventuriers mahrattes et les partisans patans s'associer tantôt à l'une, tantôt à l'autre compagnie, au gré des événements et de leur intérêt immédiat. A la date de la mise à terre du corps expéditionnaire, les forces anglaises sur la côte ne dépassaient guère 1.800 réguliers européens et un nombre considérable, mais variable, de cipayes ou d'auxiliaires plus ou moins disciplinés.

Lally avait débarqué à Pondichéry le jour même du combat naval; il fut reçu avec les honneurs dus à sa haute situation. Le salut tiré à cette occasion fut signalé par un accident singulier; les artilleurs des batteries du front de mer avaient oublié dans l'âme de leurs pièces des boulets qui vinrent frapper le vaisseau le *Comte de Provence,* à bord duquel était le général. Sans s'arrêter à ce fâcheux présage, Lally dès le lendemain partit pour le camp devant Goudelour, où il avait été précédé par une avant-garde sous les ordres du brigadier d'Estaing. Le siège rapidement mené aboutit, le 4 mai, à la capitulation de la garnison anglaise. Cette opération n'avait été que le prélude d'une entreprise contre le fort Saint-David, « l'établissement européen le plus important de la côte ». Un premier combat heureux rendit les Français maîtres des ouvrages extérieurs, dont ils chassèrent le défenseur avec une perte de « 150 blancs ou noirs, 2 officiers anglais et 80 cipayes prisonniers. » Le jour suivant, on ouvrit les tranchées et on se mit à bombarder le fort; le 26 mai (1), « six pièces tirant à ricochet sur le revers de l'attaque secondèrent les mortiers. Leur feu intermittent dépendait de l'arrivée des munitions. Trois batteries, dont une de 8 pièces de canon et deux de 4, commencèrent enfin le 4 à détruire constamment les défenses de la place. Elles

(1) Journal des opérations depuis le 26 janvier jusqu'au 4 août 1758. Indes orientales. Archives de la Guerre, vol. 3541.

tirèrent avant d'être achevées ; 12 de ces pièces battaient en brèche la face gauche du bastion de la mer ; quatre diminuaient le feu de l'ouvrage à corne. On apprit le même jour que l'escadre anglaise, après avoir réparé une partie de ses pertes à trois lieues de Madras, remontait vers Pondichéry. La nôtre y était embossée : cette position, la plus sûre et la plus humble que puisse prendre une flotte qui n'a point été battue, avait été décidée par un conseil de marine. Le grand nombre des malades en était cause ». Lally courut à Pondichéry et usa de son autorité pour contraindre d'Aché à regagner le large moyennant un renfort de 400 soldats et la distribution de quelques roupies aux matelots. « L'argent donné, les convalescents oublièrent qu'ils l'étaient : ils se crurent guéris ; le *Zodiaque* fut armé de plus de 700 hommes et la flotte mit à la voile le surlendemain. Les batteries du siège faisaient effet ; celle des mortiers avait été rapprochée de la place ; le feu avait pris dans le fort à un dépôt considérable de poudre et de bombes. Le premier chemin couvert était abandonné, nos travaux avançaient ; M. Winch, gouverneur pacifique, et M. Polier, commandant des troupes, se trouvèrent suffisamment pris et demandèrent (le 2 juin) à capituler. Trop magnifiques dans leur début, et prodigues de leur poudre, il ne leur en restait plus que 20.000 quartauts ; cette quantité aurait à peine suffi à la consommation de deux jours. Deux capitaines des vaisseaux du roi d'Angleterre et tous les Anglais ont été faits prisonniers de guerre. » La garnison fut échangée contre 400 Français détenus depuis longtemps à Trichinopoli, qui vinrent combler les vides des bataillons de Lally.

Au cours des opérations, les troupes avaient été très éprouvées par la température et la mauvaise qualité des vivres ; « des vents brûlants et périodiques enlevaient un sable pulvérisé par l'extrême chaleur ; ils détruisaient pendant le jour l'ouvrage de la nuit et comblaient la

tranchée. » Dans le journal du siège nous relevons quelques détails curieux : « La nourriture des troupes ne consistait que dans du biscuit sans légumes, avec une portion nullement attrayante d'un animal appelé chien marron; ce mets révoltait les soldats; ils regrettaient encore le pain d'Europe et le biscuit des vaisseaux. Affaiblis, continuellement de service, on ne pouvait exiger d'eux pendant la nuit qu'un travail médiocre; ils étaient dans l'impossibilité de rien faire pendant le jour. Les coups de soleil produisaient le même effet que ceux du canon; ils tuaient aussi subitement. Cet étrange genre de mort a souvent enlevé plusieurs soldats dans la même tranchée; ceux qui, frappés à moitié, ne succombaient pas entièrement, étaient furieux ou sans connaissance. »

Conformément aux instructions de la cour, la démolition du fort Saint-David fut décidée; pendant que l'armée était employée à ce travail, le général, de retour à Pondichéry, proposa (1) de faire le siège de Madras. De l'aveu des historiens anglais, l'entreprise eût eu de grandes chances de succès (2), la place étant en mauvais état et la garnison faible. Malheureusement, tout le conseil s'y opposa en prétendant que l'expédition était impraticable. Par contre, il fut résolu de mener l'armée contre le prince de Tanjore « pour lui faire payer un billet de 55 lakhs (3) qu'il devait à la Compagnie » et pour faire vivre l'armée aux dépens de ce potentat. On partit de Pondichéry vers la mi-juin.

Dès son arrivée aux Indes, Lally avait entretenu les rapports les plus aigres avec le gouverneur général Leyrit et ses fonctionnaires, qu'il accusait de n'avoir rien pré-

(1) Mémoire sur le choix d'un commandant dans l'Inde. Archives de la Guerre, vol. 3541.

(2) Lettre du gouverneur Pigott, mentionné par le mémoire. Voir aussi Cambridge. *The war in India*, p. 136. Londres, 1761.

(3) Le lakh valait à cette époque environ 312.000 livres.

paré pour les opérations militaires depuis le débarquement de Soupire, et de négliger les besoins de ses troupes. Le 15 mai, huit jours après leur première rencontre, il reproche à Leyrit (1) son « indifférence léthargique pour le succès de cette expédition », et la perte des huit mois passés à « disputer de ses prérogatives avec M. de Soupire;... il lui abandonnera toutes les siennes et lui offre son amitié pourvu qu'il lui donne sa confiance et qu'il concoure au bien du service. » Ainsi amorcé, le commerce épistolaire continue, mélange de vivacités, de réprimandes, quelquefois de plaisanteries; il indique un homme qui désire vivre en bonne intelligence avec son correspondant, mais dont l'impatience se traduit par « des propos qui dépassent les bornes de la décence. » Pendant le siège de Saint-David, furieux qu'on le laisse manquer de munitions, Lally « menace de sévir avec la plus grande rigueur et déclare qu'il bouleversera la Compagnie avant de sortir de l'Inde ou qu'elle n'emploiera que d'honnêtes gens. » Il n'en fallait pas plus pour faire de Leyrit, caractère froid, sournois, bureaucrate dans l'âme, un ennemi irréconciliable. Il en sera bientôt de même de Bussy, dont le concours eût été des plus utiles, grâce à l'habileté qu'il avait déployée dans les expéditions contre et surtout dans les négociations avec les princes indigènes.

C'est ainsi que le commissaire général, peu au courant des affaires intérieures et bien déterminé à n'écouter d'autres avis que les siens, au moment de son départ pour le Tanjore, écrivit à Bussy, alors dans le Decan, de venir le rejoindre avec ce qu'il avait de troupes. Dans cette lettre (2), il expose son programme : « Le Roi et la Compagnie m'ont envoyé dans l'Inde pour en chasser les

(1) Le mémoire ci-dessus cité contient des extraits des lettres de Lally à Leyrit.

(2) Lally à Bussy. Pondichéry, 13 juin 1758. Archives de la Guerre. Indes Orientales, vol. 3541.

Anglais, et c'est avec les Anglais que nous avons la guerre. Tout autre intérêt m'est étranger; il m'importe peu qu'un cadet dispute le Decan à son aîné ou que tel et tel raja se disputent telle ou telle nababie. Quand j'aurai exterminé les Anglais de toute cette côte, je serai en état de faire, et sans sortir de mon cabinet, et à peu de frais, des opérations beaucoup plus sûres que celles qui ont coûté jusqu'ici tant de sujets au Roi et tant de roupies à la Compagnie. » Suit un éloge des services rendus par Bussy et un appel à son patriotisme et à son aide pour les entreprises projetées : « Les Anglais se sont concentrés à Madras, c'est là qu'il faut les attaquer avec toutes les forces françaises réunies; le peu d'argent, le peu d'hommes et le peu de crédit rebuteraient peut-être un autre que moi; mais puisque je suis venu de si loin, je ne reculerai certainement pas, et je m'y prépare dans la confiance que je trouverai en vous des ressources dont vous savez que la Compagnie ici est totalement dénuée, c'est-à-dire hommes, chevaux et argent. » Madras pris, il se portera sur le Gange, soit par terre, soit par mer. « C'est là où vos lumières me sont absolument nécessaires, c'est là où vous partagerez avec moi les gloires de la réussite, elle influerait peut-être sur la tranquillité du Decan..... Il ne me convient pas de vous rien prescrire sur une politique que vous possédez si souverainement et je me borne seulement à vous retracer toute la mienne dans ces trois mots; ils sont sacramentaux : plus d'Anglais dans la péninsule. »

En parlant ainsi, Lally, il faut le reconnaître, ne faisait qu'obéir aux instructions de la cour et de la Compagnie, hostiles toutes les deux au système d'expansion dont Bussy s'était montré le partisan convaincu et l'exécuteur heureux. Tout au plus pouvons-nous reprocher au général de ne s'être pas inspiré, pour l'application du programme, de la situation locale. Dans l'espèce, le moment

du rappel de Bussy était des plus mal choisis. Cet officier, qui servait depuis plus de vingt ans aux Indes, s'était taillé un rôle tout à fait spécial dans les affaires indigènes. Il venait de rétablir (1), auprès du vice-roi du Decan, Salabet-Sing, l'influence française un instant compromise à la suite d'intrigues de palais auxquelles les Anglais n'avaient pas été étrangers. Salabet avait, il est vrai, conservé son titre de soubab, mais il avait été dépouillé de tout pouvoir effectif, au profit de ses frères Nizam-Ali et Bassalet-Sing. Bussy accourut au secours du souverain, étroitement surveillé dans son palais d'Aurungabad, força Nizam-Ali à prendre la fuite, gagna la faveur de Bassalet et redevint, ce qu'il avait été pendant plusieurs années, le maître virtuel du Decan. Il était en route pour Hyderabad avec Salabet quand il reçut de Lally l'invitation de le rejoindre avec le gros de ses troupes, de ne laisser dans la province que le nombre indispensable de soldats pour y maintenir l'ordre, et d'en remettre le commandement au marquis de Conflans, jeune officier fraîchement débarqué d'Europe, qui avait été expédié à sa rencontre.

Bussy s'inclina de bonne grâce (2), tout en faisant valoir le danger d'abandonner Salabet et le Decan : « Comme je n'ignore point la détresse où l'on vous laisse à Pondichéry pour l'argent, je m'exécute pour vous aider. Si ma fortune que l'envie augmente si considérablement et avec des circonstances qui m'outragent, si cette fortune, dis-je, était ici, je la sacrifierais du meilleur de mon cœur, mais elle est en France ou en chemin. N'importe....... je vends, j'engage, je prie, je menace ; enfin je vous envoie ci-joint une lettre de change de cent mille roupies, et je vous en

(1) Mallesson. *The French in India*, 1867. Traduit en français par Mme Le Page, 1874.

(2) Bussy à Lally, 15 juillet 1758. Archives de la Guerre. Indes Orientales, vol. 3541.

porterai peut-être encore deux cent mille, mais sûrement cent cinquante mille. Je me vendrais moi-même si je pouvais trouver quelque chose de bon sur cette marchandise. Voilà, monsieur, ce que je puis faire pour le moment. Ma vie, ma fortune sont au Roy. » Un ordre de rappel identique fut transmis à Morancin qui était à Masulipatam avec quelques Français et des auxiliaires indigènes.

L'expédition du Tanjore ne donna pas de résultats; l'armée mit plus d'un mois à arriver devant la capitale du pays. On négocia à l'effet d'obtenir le remboursement des sommes dues à la Compagnie; Lally se serait contenté d'un acompte, mais les pourparlers furent rompus par l'entrée en scène d'un corps de Mahrattes, fort supérieur en nombre aux troupes françaises, qui bientôt furent bloquées dans leur camp. Cependant les opérations avaient commencé et une brèche avait été pratiquée, mais sur l'avis du péril que le départ prochain de l'escadre française allait faire courir à Pondichéry et surtout par défaut de vivres et de poudres, Lally fut obligé de lever le siège, laissant derrière lui 9 pièces de canon faute de moyens de transport.

Au cours de l'investissement de Tanjore, l'irascible général avait indisposé ses officiers par son manque de méthode et par le peu de mesure qu'il apportait dans ses rapports (1) avec ses subordonnés. Un jour, il fait arrêter le chef du génie par une escouade de soldats; dans une autre circonstance, à la suite d'une sortie où les Mahrattes avaient enlevé deux éléphants à côté de sa tente, « il mit tous les officiers d'artillerie aux arrêts, chacun à une pièce de campagne, pour vous apprendre, dit-il, à ne jamais abandonner nos pièces. » « Quand on décida la retraite, écrit de Theil, il y avait trois jours que je ne mangeais

(1) A. Beaumont de Theil à son frère. Pondichéry, 20 août 1758. Baron de Theil, *Une famille militaire au dix-huitième siècle*. Paris, 1896.

qu'un peu de biscuit trempé dans de l'arraque qui est une espèce de boisson ; le soldat ne mangeait que le cœur des cocotiers, il n'avait ni riz, ni pain, ni viande..... Les soldats sont pieds nus et point habillés, on dit pour raison qu'il fait trop chaud. » En résumé, l'expédition de Tanjore, mal conduite, coûta aux Français près de 500 hommes (1) et fit perdre à Lally le prestige que ses premiers succès lui avaient valu.

A Pondichéry, l'armée retrouva l'escadre. Après avoir participé aux opérations contre le fort Saint-David et empêché l'amiral Pocock de secourir la place, d'Aché avait descendu la côte jusqu'à Négapatam, croisé dans les parages de Ceylan, puis sur les instances du Conseil supérieur, il était revenu à Pondichéry où il mouilla le 17 juillet. Dix jours plus tard, on vit paraître à l'horizon la flotte anglaise qui avait réparé les dommages du combat de Gondelour. Le lendemain, d'Aché appareilla avec ses 8 vaisseaux ; l'amiral Pocock n'en avait que 7, mais son artillerie, qui comptait bon nombre de pièces du calibre de 32 livres, était supérieure, et ses équipages qui appartenaient tous à la marine royale, étaient plus homogènes. Le 3 août, d'Aché (2) attaqua l'ennemi au large de Porto-Novo. Pendant l'affaire, à bord du *Comte de Provence* et du vaisseau amiral le *Zodiaque* éclatèrent des incendies qu'on eut beaucoup de mal à éteindre. Les navires de la Compagnie, le *Condé* et le *Moras*, à la suite de graves avaries, durent quitter la ligne de combat. Le *Zodiaque*, à peine remis de l'alerte du feu, eut son gouvernail brisé,

(1) Lally ne parla que d'une perte de 100 hommes. De Theil l'évalue à 500 en tués, blessés et déserteurs ; quelques-uns de ces derniers allèrent renforcer la garnison de Madras.

(2) D'Aché. Rapport sur la campagne de 1758. 30 octobre 1758. Archives de la Guerre. Indes Orientales, vol. 3541. Voir aussi W. Clowes, *Royal Navy*, vol. III. Clowes donne 404 canons à Pocock et 496 à d'Aché ; celui-ci, d'après son rapport, n'en aurait eu que 436.

aborda le *Duc d'Orléans* et resta quelque temps en butte aux coups de l'Anglais sans pouvoir y répondre. D'Aché abandonna la partie, assez mollement poursuivi par Pocock et alla se réparer à Pondichéry. Dans cet engagement qui dura deux heures et demie, les Français accusèrent 492 tués et blessés dont 194 à bord du *Zodiaque*. Les Anglais n'eurent que 197 hommes mis hors de combat. Les deux amiraux furent blessés. Conformément aux méthodes alors en usage dans chacune des marines, le feu des Anglais était dirigé sur le pont et la coque, tandis que les Français visaient surtout à démâter l'adversaire; aussi dans presque toutes les rencontres sur mer de l'époque, voyons-nous les pertes de ces derniers dépasser de beaucoup celles des premiers.

Aussitôt l'escadre revenue à Pondichéry où les Anglais ne vinrent pas l'inquiéter, les démêlés déjà latents entre le commandant des troupes et le chef d'escadre reprirent de plus belle. D'Aché donnait, il faut l'avouer, d'assez bonnes raisons pour ramener son escadre à l'Ile de France. « La plus grande partie de mes matelots, écrivait-il au Conseil supérieur de la Compagnie (1), sont tués, blessés ou attaqués du scorbut et flux de sang; sans matelots on ne peut manœuvrer ni se battre; toutes mes mâtures sont totalement endommagées par les boulets qui les percent, toutes mes manœuvres épissées et dans un triste état; plusieurs de mes vaisseaux, dont le gouvernail est offensé et d'autres qui font beaucoup d'eau..... mon parti est pris d'aller à l'Ile de France radouber mes vaisseaux et me mettre en état d'attendre les secours d'Europe. » Lally et le Conseil, avec lequel il était cette fois d'accord, réclamaient (2), au contraire, le maintien de l'escadre sur les

(1) D'Aché au Conseil supérieur, 18 août 1758. Archives de la Marine. Indes Orientales, vol. LXXXI.

(2) Lally au Conseil supérieur, 31 août 1758. Avis adopté par le Conseil. Archives de la Marine. Indes Orientales, vol. LXXXI.

côtes de l'Inde. Sans elle, Pondichéry serait exposé aux insultes des Anglais; avec elle, il se faisait fort de s'emparer de Madras. Pour lui permettre un troisième combat qui forcerait Pocock à s'éloigner, il offrait 1.500 hommes, empruntés à l'armée de terre. Le 2 septembre, nouvelle insistance pour conserver la flotte jusqu'au 15 octobre; nouveau refus de d'Aché, après consultation de ses capitaines. Les événements prouvèrent que, dans la circonstance, Lally avait eu le sens de la situation.

D'Aché mit à la voile le 3 septembre et parvint sans encombre, le 13 octobre, à l'Ile de France, où il trouva le renfort qui lui avait été annoncé et entre autres une frégate qu'il expédia à Pondichéry avec 1 million de livres en numéraire. De l'Ile de France, d'Aché fit un rapport (1) où il se plaignit des « propos indécents et des emportements du commissaire général » ; ce dernier ne lui a pas fait rendre les honneurs, n'a pas fait mettre de sentinelle à sa porte ; c'était une faute d'avoir « tant de pouvoirs réunis dans un seul homme, despote, passionné et violent. » A en croire le chef d'escadre, ses blessés auraient été « laissés sans secours sur le bord de la mer; quelques-uns sont morts, faute d'assistance. Les officiers blessés ont manqué de palanquins pour les porter à la ville... M. de Lally, détestant la marine, la croyant inutile ou du moins désirant qu'elle le fût, n'a cessé de me croiser dans mes opérations et de me contrarier. » D'Aché accuse Lally d'avoir essayé « de le retenir à la côte et de la (l'escadre) faire risquer d'y succomber sous les forces des ennemis ou d'y périr.... Il assemble un conseil, il menace, il tonne, il dit qu'il est le maître, qu'il empêchera les capitaines de m'obéir. Je les assemble, je leur fais voir l'autorité dont je suis revêtu dans mes instructions. Cette démarche, humi-

(1) D'Aché à Moras. Ile de France. 30 octobre, 6 novembre 1758. Archives de la Guerre. Indes Orientales, vol. 3541.

liante à la vérité pour moi, les rassure contre l'immense pouvoir et le crédit énorme que s'attribuait le commissaire du Roy, commandant aux Indes. » Décidément, Lally ne faisait rien pour vivre en bonne intelligence avec ses collègues ou gagner leur confiance. C'est avec raison qu'un officier du corps expéditionnaire disait de lui (1) : « Notre général est plein d'activité, mais jusqu'à présent il ne s'est pas assez attaché à gagner les cœurs. »

L'accord entre le gouverneur et le commissaire du Roi à propos de la rétention de l'escadre, ne s'étendit pas aux opérations militaires. Grâce à une négociation habile on avait pris possession d'Arcot; Soupire, pendant l'absence de l'armée, avait enlevé quelques postes. Lally voulait pousser ces avantages et tenter le siège de Madras, tandis que Leyrit était partisan d'une expédition contre Trichinopoli, dans le Sud. Le conseil se prononça pour l'entreprise de Madras; il y fut déterminé par l'exposé des embarras financiers où se trouvait la colonie, hors d'état de payer la solde des troupes et même de les faire subsister. « Il valait mieux, s'était écrié (2) le commissaire du Roi, périr en détruisant l'ennemi qu'expirer de besoin. ».

Peu de temps après cette décision, l'armée destinée à agir contre Madras fut concentrée à Conjeveram; elle se composait de 3.266 Européens, environ 4.000 indigènes et d'un parc de 20 canons de siège et 10 mortiers; elle se mit en marche le 29 novembre. Dès le début de la campagne, on fit la faute de ne pas s'assurer de la ville de Chingelput; Lally, à la suite d'une visite des lieux, renonça à une attaque qui eût nécessité l'ouverture de tranchées et, partant, une perte de temps. Il laissa ainsi aux Anglais

(1) Lettre d'un officier, 2 septembre 1758. Archives de la Guerre. Indes Orientales, vol. 3541.

(2) Mémoire sur le choix d'un commandant. Archives de la Guerre. Indes Orientales, vol. 3541.

la faculté de renforcer ce poste et de s'en servir pour harceler ses troupes pendant le siège et gêner leur ravitaillement. Le 12 décembre, les chefs français purent reconnaître la place de Madras. Landivisiau (1), qui commandait la brigade des troupes des Indes, en fait la description suivante : « Madras est composée de deux villes : le fort Saint-Georges, autrement dit la ville blanche, n'est habitée que par des Européens ; c'est celle-là qui est fortifiée. L'autre, nommée la ville noire, est d'une étendue immense, habitée par plus de 50.000 Indiens, sans fortification et séparée de la ville blanche par un espace d'environ 300 à 400 toises autour de laquelle elle forme un demi-cercle dont les deux extrémités touchent à la mer. »

Le colonel Laurence était cantonné avec le gros des forces anglaises à San-Tomé (Saint-Thomas Mount), où étaient situés le palais du gouverneur et les villas des fonctionnaires et employés ; à l'approche des têtes de colonnes de Lally, il se retira dans le fort Saint-Georges. Deux jours après, le 14 décembre, les Français entrèrent sans coup férir dans la ville noire et pénétrèrent presque sans résistance jusqu'à faible distance de l'enceinte. Malheureusement, les soldats se livrèrent au pillage et donnèrent le temps aux Anglais de se ressaisir ; une sortie de la garnison fut d'abord victorieuse, et bien que définitivement repoussée avec une perte de 300 hommes hors de combat, coûta presque autant aux assiégeants ; plusieurs officiers de Lorraine furent tués ou blessés, et parmi eux Soubinet, un des meilleurs serviteurs de la Compagnie, blessé mortellement, et le colonel du régiment, d'Estaing, le futur amiral des guerres de Louis XVI, qui fut blessé et fait prisonnier.

Malgré les premiers succès, la tâche à laquelle Lally

(1) Landivisiau au Ministre, Pondichéry, 24 avril 1759. Archives de la Guerre, Indes Orientales.

s'était attelé était fort épineuse. Depuis la prise de la ville par La Bourdonnais pendant la guerre de Succession, les fortifications de Madras avaient été augmentées. Le fort Saint-Georges, presque ouvert vers la mer sur laquelle il s'appuyait, était protégé du côté de la terre par une série de bastions avec ravelins, fossés, contrescarpes, chemins couverts et glacis; sur le front le plus rapproché de la ville noire où le fossé était à sec, les bastions extérieurs étaient doublés d'un mur intérieur qui permettait de prolonger la défense. La garnison, renforcée depuis le mois de septembre de la moitié du régiment de Draper, comptait, avant la sortie de 14 décembre, 1.800 blancs et 2.000 ou 3.000 cipayes; les soldats, stimulés par la promesse d'une gratification de 50.000 roupies en cas d'échec des Français, étaient prêts à faire leur devoir; à leur tête étaient des officiers énergiques, Laurence, Draper, l'ingénieur Call, admirablement secondés par le gouverneur civil Pigott. De Chingelput, où ils s'étaient établis en force, les Anglais inquiétaient les communications, coupaient les vivres aux assiégeants et interceptaient parfois les convois; des expéditions faites en vue de les débusquer ne furent pas poussées à fond et ils conservèrent leur poste jusqu'à la levée du siège. Le ravitaillement en poudre et en munitions et l'évacuation des blessés et des malades furent assurés, très irrégulièrement il est vrai, par la voie de mer. En effet, Pocock, dont les vaisseaux avaient beaucoup souffert dans les combats de Gondelour et de Porto-Novo et n'auraient pu rester sur la côte sans danger pendant la mauvaise saison, était allé se réparer à Bombay; la mer était donc libre ou plutôt, par suite de la présence de deux petites frégates, au pouvoir des Français.

Tout alla bien d'abord; on choisit pour point d'attaque le demi-bastion qui termine le front de terre du côté de la mer, et on travailla vigoureusement aux approches. Grâce au dévouement du corps royal (d'artillerie), on put,

le 6 janvier 1759, ouvrir le feu; le 11 de ce mois, les batteries armées de 32 pièces tiraient sur l'enceinte pendant que les mortiers écrasaient la ville de leurs bombes; enfin le 25, on effectua un « logement de 20 toises qui acheva d'embrasser l'angle saillant et qui le couronna. » Le progrès était satisfaisant, mais le feu de l'assiégé était encore soutenu; « les défenseurs (1), uniquement occupés du côté de la véritable attaque, rétablissoient les embrasures et remplaçoient les canons démontés avec une promptitude incroyable. Le repos funeste dans lequel les nôtres passoient toutes les nuits, leur rendoit ces opérations faciles; dix ou douze heures d'obscurité sembloient trop courtes pour réparer nos propres dommages, et l'on avoit souvent pendant le jour plus de temps qu'il n'en falloit pour consommer nos munitions. Nos soldats, accablés de service, travailloient avec répugnance; l'ivresse conduisoit à l'indiscipline; le pillage qu'ils avoient fait ou vu faire rendoit méprisable l'argent qu'on leur offroit pour les animer. Plusieurs mois de solde étoient dus; ce prétexte leur paroissoit suffisant pour se plaindre et pour déserter; cent cinquante ou deux cents déserteurs, refusant l'amnistie qu'on leur prodiguoit, étaient les plus zélés défenseurs de Madras. »

Malgré tout, on pouvait espérer un heureux dénouement, quand le 30 janvier, on vit au large un navire de la compagnie anglaise. Il réussit à forcer le blocus, à débarquer de l'argent, quelques soldats et des munitions; il apportait surtout la nouvelle de la venue prochaine d'une escadre anglaise avec des troupes de la métropole. En dépit de cet incident qui servit à relever le moral de la garnison, le siège se poursuivait avec vigueur : « Une partie de la contrescarpe (2) avoit sauté, le bastion d'attaque étoit détruit et la brèche ouverte; les

(1) Journal des opérations déjà cité.

(2) Mémoire sur le choix d'un commandant, déjà cité.

bombes que l'on avoit jetées dans la ville y avoient mis le feu presque tous les jours, en sorte que tous les édifices étoient brûlés et détruits et que la ville n'étoit plus qu'un monceau de ruines. M. de Lally assembla les principaux officiers et prit l'avis de ceux de l'artillerie pour savoir si on donnerait l'assaut. Ils déclarèrent que la brèche étoit praticable, mais que les feux de la place que l'on n'avoit pu éteindre, en rendroient l'accès impossible ; on s'efforça d'éteindre ces feux ; mais nos batteries, aussitôt démontées qu'établies, ne faisoient aucun effet ; les espérances du succès s'évanouissoient et le découragement s'étoit répandu parmi les soldats et même les officiers, lorsque 6 vaisseaux vinrent mouiller dans la rade et y débarquèrent un renfort de troupes considérable et de secours de toute espèce. L'arrivée de ces vaisseaux fournit un prétexte honnête pour lever le siège ; mais l'impossibilité du succès étoit alors presque démontrée. » L'armée battit en retraite sans être inquiétée, emmenant ses blessés, son artillerie de campagne et tout ce qu'on put atteler de son parc. Soupire, avec le gros, s'installa dans une des pagodes de Conjeveram ; Lally, avec son régiment et la cavalerie européenne, se retira à Arcot. Le siège de Madras avait coûté au corps expéditionnaire 82 officiers tués ou blessés sur un total de 215 ; la perte des soldats européens se monta à 11 ou 1.200 morts, blessés, pris ou désertés. Sur 9 officiers du corps royal et 17 de l'artillerie de l'Inde, les premiers eurent 3 tués et 2 blessés, les seconds 1 tué et 3 blessés. Les volontaires de l'île Bourbon laissèrent devant Madras 41 des leurs sur un effectif de 60.

En résumé, l'entreprise n'avait pas été bien menée. La possession de Chingelput aurait facilité le ravitaillement et l'approvisionnement des batteries, qui durent à maintes reprises interrompre leur tir, faute de munitions ; le rendement des soldats employés aux travaux ne fut pas tel qu'on pouvait l'attendre ; mais il semble surtout que la di-

rection de l'attaque, confiée au chevalier d'Urre, commandant de l'artillerie, ait fourni matière à critique. Si on parcourt le journal de l'ingénieur anglais Call (1), on est obligé de reconnaître que la construction des batteries françaises fut imparfaite, l'orientation des embrasures défectueuse, le tir inférieur à ce qu'il aurait dû être. Dans les derniers jours du siège, on fut forcé de cesser le feu de la batterie de brèche, établie sur le chemin couvert, pour reprendre celui de la grande batterie située en arrière; le fourneau de mine qu'on fit éclater, près du bastion attaqué, ne produisit pas l'effet voulu, et, par contre, on n'empêcha pas le mineur ennemi de bouleverser les travaux de sape.

Comme on doit le penser, étant données les dispositions du personnel militaire et civil, l'échec que Lally venait de subir devant Madras porta une nouvelle atteinte à son prestige; on l'accusa d'avoir compromis le succès par son ingérence dans les détails du service de l'artillerie, par l'ordre prématuré de commencer le tir des batteries (2) avant que leur installation fut complétée, ou leur approvisionnement assuré. Il ne fût pas affecté par ces allégations. « N'allez pas croire, Monseigneur (3), écrivait-il quelque temps après à Belleisle, que je suis honteux d'avoir manqué Madras; c'est l'entreprise la plus hardie qui ait jamais été faite; j'ai gagné quatre batailles pendant ce siège et j'ai écrasé une ville qui ne s'en relèvera de 15 ans. » Il est vrai que, vers la fin des opérations, il tenait un tout autre langage, où perçait à la fois son découragement et son dégoût des hommes et du pays. « Nous sommes toujours dans la même position, mandait-il à Leyrit (4), la brèche

(1) Call. *Journal du siège du fort Saint-Georges*. Cambridge, p. 155.

(2) Correspondance de Theil et de Bussy.

(3) Lally à Belleisle. Pondichéry, 1er août 1759, Archives de la Guerre. Indes Orientales.

(4) Lally à Leyrit, camp devant Madras, 14 février 1759. Cambridge, p. 150.

faite depuis quinze jours, toujours à quinze toises du mur de la place, et jamais ne levant la tête pour la regarder. Je compte qu'en arrivant à Pondichéry nous chercherons tous à apprendre quelque autre métier, car celui de la guerre exige trop de patience..... Vous n'imaginerez jamais que ce sont cinquante déserteurs français et une centaine de Suisses qui tiennent en arrêt deux mille hommes des troupes du Roi et de la Compagnie..... et vous serez encore plus surpris si je vous disais, que sans les deux combats et les quatre batailles que nous avons essuyés et sans les deux batteries qui ont été manquées ou faites de travers, pour parler plus clairement, nous n'aurions pas perdu cinquante hommes depuis le commencement du siège, jusqu'aujourd'hui..... Je renonce, comme je vous en ai déjà prévenu il y a plus d'un mois, à me mêler directement ni indirectement de tout ce qui peut avoir rapport à votre administration, soit civile soit militaire. J'irai plutôt commander les Caffres de Madagascar que de rester dans cette Sodome, qu'il n'est pas possible que le feu des Anglais ne détruise tôt ou tard au défaut de celui du Ciel. — *P. S.* Je suis obligé de vous prévenir que M. de Soupire ayant refusé de prendre le commandement de cette armée que je lui ai offert....., il faudra que malgré vous, avec le conseil, vous vous en chargiez. Je m'engage seulement à vous la ramener soit à Arcatte, soit à Sadrass; envoyez-y vos ordres, ou portez-vous y vous-même pour la commander, car je la quitte en arrivant. » Cette lettre tomba entre les mains des Anglais, qui durent être édifiés sur le tempérament de Lally et sur les aptitudes qu'il possédait pour la haute direction.

Certes le moment était mal choisi pour abandonner son poste; l'armée était dans un triste état. « La caisse est vide, écrivait Landivisiau (1), toutes les ressources sont épuisées,

(1) Landivisiau au ministre, 24 avril 1759, déjà cité.

les revenus de la Compagnie sont mangés d'avance. Il est dû depuis six mois le prêt au soldat, les appointements à l'officier et la paie à ce peu d'hommes qui nous restent... Nous n'avons plus de ressource que dans l'arrivée de l'escadre, et encore quelle ressource! nous n'avons point de vivres pour nous, nous n'en aurons point pour elle. »

Pour comble de malheurs, on venait d'apprendre la défaite de Conflans, qui avait remplacé Bussy à la tête des troupes du Decan. Décidément le rappel de Bussy avait été une lourde faute. Cet officier, rompu aux procédés des princes indiens dont il connaissait le fort et le faible, très au courant de ce qu'il appelait la méthode asiatique, était passé maître dans l'art d'exploiter, à l'avantage de la cause française, les rivalités et les passions du milieu oriental. Sans doute, tout en servant avec zèle et intelligence la Compagnie dont il était l'employé, il n'avait pas oublié ses propres intérêts; mais la fortune qu'il avait ainsi acquise, et dont le public se plaisait à exagérer le chiffre, n'était pas le facteur le moins important de l'autorité qu'il exerçait autour de lui et du prestige dont il jouissait dans la plus grande partie de l'Inde. Transformer ce diplomate de premier ordre en brigadier de l'armée européenne, l'enlever aux affaires indigènes pour lui donner un commandement actif auquel son passé l'avait peu préparé, fut une erreur qui coûta cher à la France.

Aussitôt le départ de Bussy connu, l'édifice si péniblement élevé de l'influence française dans le Decan s'écroula comme un château de cartes. Un rajah local se révolta contre Salabet Sing, s'empara de la personne du résident français à Visagapatam (1), hissa les couleurs britanniques sur la factorerie et sollicita l'appui des Anglais. A cet appel,

(1) Cambridge. *War in India between the English and the French*. Londres, 1761.

le gouverneur Clive répondit en envoyant de Calcutta par la voie de mer le colonel Forde avec 500 Européens, quelques artilleurs, 1.600 cipayes organisés et un parc de siège. Forde débarqua le 20 octobre 1758 à Visagapatam, se renforça du contingent indigène du rajah et marcha à la rencontre de Conflans dont le camp était situé près de la rivière de Rajamundry (1). Les forces de ce dernier étaient à peu près égales en Européens, mais supérieures en artillerie et en auxiliaires indiens. L'action, livrée à Talapole le 3 décembre, débuta par une canonnade qui jeta en désordre les troupes du rajah ; les Anglais accoururent à leur aide ; Conflans lança ses blancs contre les cipayes de Forde, qu'il prit pour des Anglais à cause de leurs uniformes rouges ; mais pendant cette charge, d'abord couronnée de succès, les Français furent assaillis à leur tour par les soldats européens de l'adversaire et mis en déroute. Dans cette affaire, Conflans perdit environ 150 de ses hommes, son bagage et toute sa grosse artillerie qui, très mal attelée, n'était pas arrivée à temps pour prendre part au combat ; il se réfugia à Masulipatam avec les débris de sa petite armée. Le 6 mars 1759, commença le siège de cette ville ; après un mois passé sans résultat en travaux d'approche et en bombardement, Forde, qui avait épuisé ses munitions et dont les communications étaient interceptées par un détachement français posté sur le Rajamundry, fut informé des préparatifs pour secourir la place, et se décida en conséquence à tenter contre elle une surprise de nuit. A cet effet, il distribua son monde en plusieurs fractions ; pendant que les auxiliaires attiraient l'attention des assiégés par de fausses attaques, deux colonnes composées de réguliers anglais et de cipayes s'emparèrent à l'escalade de deux bastions et pénétrèrent dans l'enceinte. Après une mêlée qui dura une partie de la nuit, Conflans

(1) Godaveri des cartes modernes.

demanda à capituler et mit bas les armes avec sa troupe, qui était encore forte de 409 hommes sans compter les indigènes. La prise de Masulipatam ne fut à l'éloge, ni du commandant français ni de ses soldats, qui se laissèrent surprendre et enlever par un ennemi à peine supérieur (1) en nombre. Elle eut des suites désastreuses : Le vice-roi du Decan, Salabet Sing, qui s'était avancé avec une armée à l'aide de Conflans et qui, déjà ébranlé par l'échec de Lally devant Madras, attendait, en véritable Oriental, les événements avant d'agir, s'inclina devant le succès des Anglais et signa avec eux, le 14 mai, un traité par lequel il s'engageait à chasser les Français de ses états, à leur retirer les territoires de Visagapatam et de Masulipatam, qui leur avaient été attribués, et à en transférer la propriété à la compagnie rivale. Un peu plus d'énergie de la part de Conflans eût évité ce malheur; le 15 avril, sept jours après la reddition de Masulipatam, arrivèrent sur la rade deux navires de Pondichéry avec 400 hommes, sous les ordres de Morancin, destinés à renforcer la garnison. Mis au courant de la situation, les Français, qui ne pouvaient rentrer à Pondichéry à cause de la mousson, allèrent débarquer à Goujam où ils restèrent jusqu'à la fin de l'année.

Pendant que ces événements se passaient dans le nord, Bussy, dont l'influence eût été si utile auprès de Salabet Sing et dont la présence eût sans doute suffi pour arrêter les progrès des Anglais, avait rejoint Lally à Arcot. D'abord bien accueilli, puis écarté des conseils du commissaire général, il avait servi au siège de Madras, en premier lieu comme volontaire, ensuite comme remplaçant d'Estaing à la tête du régiment de Lorraine; tombé

(1) Cambridge, p. 212, donne à Forde, la nuit de l'assaut, un effectif de 372 Anglais ou blancs et de 700 Cipayes. Conflans, en plus de ses Européens, aurait eu 2.039 indigènes. Les Indiens des rajahs qui accompagnaient Forde n'entrèrent pas dans la ville.

malade vers la fin du siège, il avait dû se retirer à Pondichéry. Ses rapports avec le général en chef étaient devenus de plus en plus tendus. Bussy, fort de son expérience des princes indiens, voyait de très mauvais œil toute incursion de Lally sur un terrain qu'il considérait comme le sien propre ; tout au plus aurait-il consenti à être l'inspirateur de son chef. Lally, au contraire, très jaloux de son subordonné, ne pouvait entendre son éloge sans se mettre en colère et sans tenir sur son compte des propos que des tiers s'empressaient d'exagérer. De là, des tiraillements qui dégénérèrent bien vite en dissentiments publics. Au reçu des nouvelles de la défaite de Conflans, le général en chef eut recours à Bussy ; il paraît avoir eu le désir sincère de l'employer, soit dans le Decan, auprès de Salabet Sing, soit à l'armée qui était alors rassemblée à Arcot, mais il s'y prit si mal, il l'indisposa de telle façon, que d'un frondeur il fit un adversaire intraitable. En écrivant au Ministre (1), Bussy parle de l'affront que lui a infligé Lally, en envoyant Morancin à Masulipatam en son lieu et place, et cependant, d'après son aveu, ce serait lui qui aurait décliné les propositions du général : « Il vient de m'offrir le commandement de son armée entièrement délabrée, mourant de faim, sans paie depuis 6 mois, mécontente à l'excès et en face de l'ennemi. » C'est un piège qu'on lui tend, aussi a-t-il refusé sous prétexte de santé. Un post-scriptum annonce la chute de Masulipatam : « Nous voilà donc entièrement expulsés du Nord ainsi que du Bengale. D'un autre côté, nous venons de perdre Surate, dont les Anglais se sont aussi emparés depuis peu de temps. Ainsi de tant de riches possessions, il ne nous reste plus que nos établissements à la côte de Coromandel, encore sont-ils dans le plus pitoyable état. C'est, Monseigneur, à quoi se réduit le fruit de

(1) Bussy à Belleisle. Pondichéry, 22 avril 1759. Archives de la Guerre. Indes Orientales.

tant de travaux, de dépenses et de sang répandu depuis 15 ans. »

Les mois de mai et de juin se passèrent sans événement important; les Anglais, satisfaits de leurs progrès dans le Nord, se contentèrent de surveiller l'armée française postée dans les environs d'Arcot; Lally, après un court séjour au camp, revint souffrant à Pondichéry, d'où il expédia à l'Ile de France un bâtiment chargé de réclamer le prompt retour de l'escadre. Cette précaution prise, le général en chef fut saisi d'un de ces accès de découragement dont il était coutumier. « Il a résolu de changer d'air, écrit Soupire (1), et d'aller à Chalembron, à 14 lieues d'ici; il me dit qu'il ne veut plus se mêler de rien et me remettre toutes les opérations et généralement toute la besogne, comme s'il était parti, disant qu'il se dispose à partir au mois d'octobre. Si cela est, il me laissera les affaires de l'Inde dans un état bien critique. »

Cependant l'indisposition de Lally ne l'empêchait pas de plaisanter Bussy sur les maladies successives qui servaient à celui-ci de raison ou de prétexte pour ne pas se plier à toutes les exigences de son chef : « Vous êtes heureux (2), Monsieur, dans votre malheur; vous avez fait le tour entier de la boussole des maux; la goutte en est toujours le dernier rhumb. Pour moi, j'essuie le premier et le cercle sera long à parcourir. Si vous désirez de voir le sol natal, je ne le désire pas moins et c'est là où nous nous trouverons l'un et l'autre hors de cour et de peines, Dieu merci. » Peu de temps après cette étrange épître, Lally fait dire à Bussy de ne plus se présenter chez lui; à cette injonction, ce dernier réplique (3) en demandant un congé pour rentrer en France : « Cet ordre inouï que je viens de

(1) Soupire à Belleisle, 28 juillet 1759. Archives de la Guerre. Indes Orientales.

(2) Lally à Bussy, 21 mai 1759. Mémoire de Bussy. Pièces justificatives.

(3) Bussy à Lally, 25 juin 1759. Mémoire de Bussy. Pièces justificatives.

recevoir..... en me réduisant à l'état de bourgeois (1) de Pondichéry me met au large pour insister sur mon départ pour l'Europe. » La querelle entre deux hommes dont l'union eût été indispensable pour le salut de la colonie s'envenime de jour en jour. Dans sa correspondance officielle (2), Lally ne garde aucune mesure : « L'on a été bien la dupe en Europe de tous ces hauts faits et gestes de M. de Bussy; quand vous l'aurez vu et entendu, vous le jugerez; car il ne peut être plus utile à la Compagnie à Paris qu'il ne lui a été dans le Decan; il a dévalisé le pauvre Salabet Sing; il a coûté quatre millions à la Compagnie depuis cinq ans; voilà tout ce que j'ai pu recueillir depuis que je suis dans le pays. » Dans une autre dépêche (3) Lally n'hésite pas à rendre son subordonné responsable de tous les revers dans les provinces du Nord : « Quant aux noirceurs et abominations que j'ai éprouvées de la part du sieur de Bussy, depuis que je l'ai rappelé du Decan et qu'il a refusé de m'obéir en se portant à Masulipatam, c'est un procès criminel dans les règles que je soumettrai au Ministre et auquel vous me permettrez de vous référer. Si je vous avois envoyé, il y a huit mois, M. de Bussy, pieds et poings liés à Paris, cette colonie seroit aujourd'hui en état de défense........... Quant à M. de Bussy qui savoit que M. de Conflans devoit livrer bataille, quoique je lui eusse défendu, et qui savoit que Masulipatam seroit pris, puisqu'il avoit pris la précaution de se munir d'un passe-port de M. Pigott (4), pour en faire sortir tous ses effets et les faire conduire à Tranquebar, j'ai pris le parti de le laisser là. Tous ces faits s'éclairciront avec le tems. Au reste, je ne peux savoir exactement ce

(1) Allusion à un passage d'une lettre de Lally.

(2) Lally à Belleisle, 1er août 1759. Archives de la Guerre. Indes Orientales.

(3) Lally à la Compagnie des Indes, 1er août 1759. Archives de la Guerre. Indes Orientales.

(4) Gouverneur de Madras.

qui s'est passé dans le Nord, vu que M. de Bussy avoit défendu à M. de Conflans de m'en rendre compte. »

Un ordre de la métropole, apporté par la frégate *la Glorieuse*, obligea Lally à modifier son attitude à l'égard de son lieutenant. Sur les représentations du contrôleur Silhouette, qui se plaignait des dépenses exagérées de l'Inde, la cour de Versailles avait décidé le rappel de la plus grande partie du brillant mais coûteux état-major que Lally avait emmené avec lui et la réduction des cadres des régiments employés aux Indes. Bussy, au contraire, était nommé commandant en second et désigné par conséquent pour remplacer, le cas échéant, le commissaire général.

Enfin, le 15 août, l'escadre française, dont le retour était attendu avec tant d'impatience, mouilla devant Pondichéry. Nous avons reconduit d'Aché à l'Ile de France où il était arrivé le 3 octobre 1758, et où il avait trouvé 3 vaisseaux du Roi, qui, après une longue traversée et une relâche à Rio-de-Janeiro, pour cause de maladies, étaient parvenus à destination sous les ordres de Frogier de l'Eguille. A cette époque, l'Ile de France, qui dépendait de la Compagnie des Indes, offrait peu de ressources, aussi fallut-il se préoccuper des moyens de nourrir, en plus de la garnison et de la population civile, soit 9.246 bouches, les équipages des vaisseaux de d'Aché, aussi bien que ceux qui venaient de France. A la suite du recensement des vivres en magasin (1), il fut résolu d'envoyer une fraction de la flotte hiverner à la colonie hollandaise du cap de Bonne-Espérance, et s'y procurer des approvisionnements pour la campagne prochaine. Ce voyage s'accomplit heureusement, mais il entraîna des retards et ce ne fut que le 17 juillet 1759 que l'escadre reconstituée put appareiller de Port-Louis. Elle se composait de 4 vaisseaux de la marine

(1) Mémoire pour le comte d'Aché. Paris, 1766.

royale de 74 et 64 canons, de 7 vaisseaux et de 2 frégates appartenant à la Compagnie. L'armement de ces derniers avait été augmenté de quelques pièces; le *Comte de Provence,* qui antérieurement ne portait que 58 canons, en avait monté 74; le *Vengeur*, autrefois de 54, en avait 64 en batterie. Sur la côte de Coromandel, d'Aché retrouva l'escadre de l'amiral Pocock, son adversaire de l'année précédente. Le 10 septembre, au large de Tranquebar, eut lieu une bataille sanglante qui ne fut que la reproduction des rencontres de 1758. L'avantage était du côté d'Aché, qui avait 11 vaisseaux à opposer aux 9 de Pocock. Il n'en sut pas tirer parti.

L'avant-garde française de 5 vaisseaux n'eut à lutter que contre 3 vaisseaux ennemis, tandis que l'arrière-garde, commandée par M. de Ruis, sur l'*Illustre,* de la marine royale, fut engagée avec le reste de la flotte anglaise. « A 2 heures, écrit d'Aché (1), je fis le signal de commencer le combat; au même instant, l'affaire devint générale, et ce ne fut plus de part et d'autre qu'un feu très vif et très animé. Les premiers coups ne furent pas à l'avantage des ennemis, surtout à la tête de la ligne où il étoit évident qu'ils alloient être écrasés, mais il n'en fut pas de même de l'arrière-garde, quelque supériorité que nos vaisseaux y eussent sur ceux des Anglois, quelque peu maltraités qu'ils pussent être; le *Fortuné* (de 64), qui en faisait en partie la plus grande force, arriva honteusement une demi-heure après, sans avoir reçu le moindre dommage; il n'est sortes de moyens que M. de Monteil, commandant la frégate, n'employât pour ramener M. de Beaulieu; ni paroles, ni menaces, pas même les coups de canon, rien ne put l'arracher au déshonneur et à une fuite criminelle, puisqu'elle fut la source des plus grands malheurs. Cependant, nous avions décidément le dessus à

(1) D'Aché. Rapport au Ministre. Port-Louis, 15 décembre 1759. Archives de la Marine. B. 4, 92.

l'avant-garde; après une heure de combat, le troisième vaisseau de la ligne ennemie fut démâté de son mât d'artimon, et presque aussitôt, son grand mât fut coupé au-dessus de la hune; celui qui le précédoit étoit aussi absolument hors de combat, et, enfin, quoique nous eussions un vaisseau de moins, tout nous promettoit un avantage considérable; mais la contagion avoit gagné les vaisseaux de la queue : le *Centaure,* sans être beaucoup plus maltraité que le *Fortuné,* ne tarda pas à arriver; le *Duc de Bourgogne* en fit autant, et, en un moment, toute l'arrière-garde s'éclipsa. Ce fut alors que j'admirai plus que jamais la bravoure et la fermeté du chevalier de Ruis qui la commandoit; se voyant en proye à l'ennemi par la lâcheté ou la mauvaise manœuvre de ceux qui l'environnoient, il s'avança seul sous le feu de la moitié de la ligne anglaise, et serra sur moy. Mais malheureusement il était bien tard; la défection de presque toute l'arrière-garde et dernièrement du *Comte de Provence* avoit donné beau jeu à l'ennemy. Le *Graweton* (*Grafton*) alors étant venu se mettre par mon travers, l'amiral qui le suivoit prit sa place et le *Tigre* qui s'étoit laissé culer sur moi, me tirait de l'avant, de façon qu'en fort peu de tems, je fus dégrayé au point de ne pouvoir orienter aucune voile et mon vaisseau ne gouvernant plus, je dépassai malgré moi le *Vengeur.* Pendant ce tems, je me hâtois de remplacer quelques manœuvres; je tentai par différents signaux de ramener au combat ceux qui nous avoient abandonnés, mais inutilement... Il étoit alors environ 5 heures du soir : les Anglais, qui, dans le fond, étoient plus maltraités que nous, tenoient le vent autant que leur état le leur permettoit. Pour nous, en attendant que la nuit vînt cacher nos malheurs, nous mîmes en panne, et travaillâmes à nous raccommoder; un orage qui survint à six heures du soir nous fit perdre de vue les ennemis, et nous ne les revîmes que le lendemain courant un bord opposé au nôtre. Je me fis

rendre compte alors de l'état où étoit l'escadre, et je vis que quelques-uns de nos vaisseaux étoient en fort mauvais état, entre autres l'*Illustre;* j'appris en même tems avec douleur que le chevalier de Ruis, qui commandoit, avoit reçu une blessure très dangereuse, et qui le mettoit absolument hors de service. Pour moi, avant la fin du combat, j'avois été frappé d'un coup au jarret qui m'avoit pensé casser la cuisse ; cependant, malgré mon accablement, et la triste situation où j'étois alors, je vis bien que le seul party que j'eusse à prendre étoit de me rendre à Pondichéry ; je donnai les ordres en conséquence et y mouillai, en effet, le 15 du mois. »

Ainsi que l'indique ce récit, d'Aché se plaint en termes amers de la conduite de plusieurs de ses capitaines au service de la Compagnie des Indes. Trehouart de Beaulieu, commandant du *Fortuné*, se justifia en alléguant des avaries dans sa mâture et dans ses voiles qui lui avaient fait perdre sa place dans la ligne et qui l'empêchèrent de la reprendre avant la fin de l'action. « Trop de précipitation, écrit-il (1), trop d'éloignement de l'arrière-garde lors du commencement du combat, et notre ligne trop serrée qui ne nous permettait pas de manœuvrer, toutes ces choses ont occasionné notre faute. » Quelle que fût la raison de l'échec, qu'il fût dû aux défaillances de certains officiers ou à la mauvaise direction de la bataille, il eut pour la domination française aux Indes des suites ruineuses.

Dans la bataille du 10 septembre, les Anglais (2), dont sept vaisseaux avaient été sérieusement engagés, eurent 569 hommes tués ou blessés, parmi lesquels plusieurs of-

(1) Tréhouart de Beaulieu à la Compagnie des Indes, 18 décembre 1759. Archives de la Marine. B. 4, XCII. Le récit du mémoire de d'Aché, publié sept ans après les événements, diffère beaucoup de celui de son rapport; il ne fait pas mention de l'épisode du *Fortuné*.

(2) Cambridge. *War in India*, Londres, 1761; Clowes. *Royal Navy*, vol. III.

ficiers ; trois de leurs vaisseaux, le *Newcastle,* le *Tiger,* le *Cumberland,* avaient tellement souffert, qu'il fallut leur donner la remorque ; aussi Pocock fut-il dans l'impossibilité de poursuivre et ne fit-il rien pour empêcher l'escadre française de gagner Pondichéry ; le 15, il était en rade de Negapatam, où il s'employa jusqu'au 26 à remettre ses vaisseaux en état de tenir la mer. Le lendemain, il était au large de Pondichéry, offrant à d'Aché une occasion de revanche dont ce dernier ne profita pas ; puis, après cette bravade, sur l'avis de ses capitaines, il renonça à l'idée d'une seconde affaire et vint mouiller à Madras, d'où il fit voile le 17 octobre pour hiverner à Bombay. Dès le jour après son départ, il rencontra l'amiral Cornish, venu d'Angleterre avec une escadre de sept bâtiments, dont quatre de ligne, et un renfort considérable de troupes.

Du côté des Français, les pertes furent très lourdes ; elles se montèrent (1) à un total de 219 tués dont 11 officiers et 667 blessés dont 30 officiers. A eux seuls, les quatre vaisseaux du roi avaient eu 450 atteints ; parmi ceux de la Compagnie, le *Fortuné* ne figure que pour 16 blessés, perte trop légère pour ne pas confirmer les accusations de d'Aché. Comme dans les engagements de 1758, le *Zodiaque* qui battait le pavillon du chef d'escadre, fut fort éprouvé : sur un équipage qui ne devait pas dépasser 700 hommes de tous rangs, il en eut 166 mis hors de combat. Si l'amiral français ne paraît avoir été qu'un tacticien médiocre, il faut reconnaître qu'une fois la bataille commencée, il savait payer de sa personne et montrer à ses subordonnés un exemple qui ne fut pas toujours imité.

D'Aché, aussitôt à Pondichéry, y débarqua « les secours dont il était chargé en poudre, boulets et différentes munitions de guerre... la plus grande partie des noirs de l'es-

(1) D'Aché à Berryer, Port-Louis, 15 décembre 1759. Archives de la Marine, Indes Orientales.

cadre, 180 soldats qu'il avait à bord, et enfin, sur les représentations qui lui furent faites... quelques caisses de piastres. » Cela fait, il annonça son intention de reprendre le lendemain le chemin de l'Ile de France. On peut s'imaginer l'émotion que souleva cette communication ; le Conseil supérieur se réunit et cette fois, Lally, Leyrit et ses collègues, oubliant leurs dissentiments, se trouvèrent d'accord pour faire revenir d'Aché sur sa décision. Dans une lettre signée de tous (1) on exposait le danger d'abandonner la mer aux Anglais et les conséquences de cette désertion, on rassurait le chef d'escadre sur les risques d'une nouvelle bataille que l'ennemi, à moitié écrasé, serait incapable de livrer ; on lui promettait tout ce dont il avait besoin pour réparer ses vaisseaux, on l'engageait à hiverner sur la côte de l'Est (probablement Ceylan) ou encore mieux dans le Gange, au lieu de s'exposer à mourir de faim à l'Ile de France. L'on faisait appel à son patriotisme pour le salut de la nation ; enfin, on le déchargeait de « tout accident, inconvénient ou malheur qui pourraient résulter pour sa flotte de son séjour à cette côte ».

D'Aché ne voulut rien entendre et, après avoir consulté ses capitaines, mit à la voile le 17 septembre, deux jours après son arrivée. Si l'on doit en croire les explications contenues au mémoire qu'il produisit au procès de Lally, il aurait eu le dessein de remonter la côte et de faire une tentative pour recouvrer Masulipatam, qui n'était occupé que par une faible garnison anglaise. Toutefois il ne paraît pas avoir soumis ce projet aux autorités de la colonie.

A Pondichéry, on essaya un dernier effort pour retenir la flotte ; le jour même de son appareillage, un « conseil national, » formé du commissaire du Roi, du gouverneur, des officiers supérieurs de l'armée, des principaux ecclé-

(1) Représentations faites par le Conseil supérieur, 16 septembre 1759. Mémoire de d'Aché. Pièces justificatives.

siastiques et notables de la ville, rédigea à l'adresse de d'Aché et des capitaines de l'escadre une protestation (1) « contre votre départ précipité, vous déclarant seul responsable de la perte de cette colonie. Il a été délibéré en conséquence, qu'il en serait porté des plaintes au Roi et au Ministre pour en demander justice, la Compagnie n'ayant jamais eu d'autres objets en demandant des vaisseaux au Roi, que celui de sauver ces établissements au risque de ces mêmes vaisseaux. »

D'Aché était déjà à 12 ou 13 lieues au large quand il reçut la note du Conseil; il n'osa pas encourir la responsabilité d'un refus et revint à son mouillage qu'il quitta peu de jours après pour répondre à la bravade de Pocock. Au fond, ni celui-ci, ni le Français n'avaient grande envie de renouveler l'expérience du 10; aussi se séparèrent-ils bientôt pour gagner le premier Madras, le second Pondichéry. Le 28 septembre, d'Aché descendit à terre malgré sa blessure « pour savoir une bonne fois pour toutes ce dont M. de Lally avait besoin »; il y conféra aussi avec Leyrit et Bussy et, après quelque résistance, consentit à débarquer un supplément de munitions et un renfort de 500 blancs. Le 1[er] octobre, l'escadre mit définitivement à la voile pour l'Ile de France où elle parvint sans accident; elle emportait avec elle le chevalier de Soupire et quelques officiers rappelés en France par ordre de la cour et par mesure d'économie. Au moment de lever l'ancre, ces derniers eurent la satisfaction d'apprendre l'un des derniers succès remportés aux Indes pendant la guerre.

Durant l'été de 1759, les deux armées étaient restées en observation : les Français à Arcot, Gingée et Vandavachy (Wandewash), les Anglais à Conjeveram. Une des causes de cette inactivité était l'absence des chefs; Lally,

(1) Lettre du Conseil national à d'Aché. Pondichéry, 17 septembre 1759. Mémoire de d'Aché. Pièces justificatives.

malade, était allé se reposer à Chalembron; son remplaçant Soupire avait à son tour quitté le camp pour prendre passage à bord de l'escadre; de leur côté, les commandants anglais Lawrence, puis Draper, indisposés tous les deux, avaient dû partir pour l'Angleterre, laissant la direction des opérations au major Brereton. Cet officier, désireux de se distinguer, voulut profiter d'un renfort de 300 réguliers qui venaient de débarquer à Madras pour entreprendre quelque chose contre les postes français; il essaya d'enlever la ville de Vandavachy, défendue par une garnison de 600 Français. Le capitaine Geoghegan qui, à défaut d'officier supérieur, était à la tête du détachement, informé des projets de l'Anglais, fit appel aux cantonnements voisins et rassembla à Vandavachy un effectif de 1.500 blancs (1) sans compter les indigènes. Brereton, qui avait réuni environ 1.700 Européens, attaqua dans la nuit du 26 septembre; il eut d'abord quelque succès, s'empara de « l'aldée » ou quartier des noirs, mais il ne put rien contre le fort. Au jour, l'action reprit; après deux heures de lutte, les Anglais furent chassés du village et se retirèrent à Conjeveram, abandonnant au vainqueur 4 canons et quelques prisonniers; leur perte totale, que Lally évalue à 600 réguliers, aurait été, d'après les récits britanniques, un peu supérieure à 200 ou à peu près égale à celle des Français. Cette petite victoire vint fort à propos remonter le moral de Lally et de ses soldats. « Si j'avais eu, écrit le général (2), il y a huit jours, les 440 blancs que M. d'Aché me promet, l'ennemi serait actuellement de l'autre côté du Paléar et il ne serait plus question de lui d'ici à l'arrivée des 2.000 hommes qu'il attend. J'espère

(1) Lally à Soupire, 1er octobre 1759. Archives de la Guerre. Indes Orientales.

(2) Lally à Soupire, 1er octobre 1759. Archives de la Guerre. Indes Orientales. Lally s'exprime presque dans les mêmes termes dans une dépêche de même date à Belleisle.

que l'on dira dans Paris que c'est M. d'Aché qui a battu l'ennemi à Vandavachy et que c'est moi qui ai perdu le combat naval. » C'était, il faut l'avouer, se parer des plumes du paon, puisqu'il n'avait pris aucune part à la bataille.

Lally, on le voit, savait que les Anglais devaient recevoir de jour en jour des renforts dont les premiers avaient déjà rejoint leur armée; il est étrange qu'il ait choisi ce moment pour détacher dans le sud, sous les ordres de Crillon, une bonne moitié de ses troupes blanches. Cette expédition, qui aboutit à la capture du poste de Seringam, près de Trichinopoli, était tout à fait excentrique et n'eut d'autre résultat que d'affaiblir les forces françaises du côté de Madras et de permettre au colonel Coote de s'emparer successivement des villes de Vandavachy où la petite garnison de 60 Français, abandonnée par les auxiliaires indigènes, dut se rendre à merci, et de Carangoly où le commandant O'Kennely obtint les honneurs de la guerre et la liberté pour ses hommes.

Entre temps, le général en chef s'était réconcilié avec Bussy et l'avait chargé d'une mission délicate auprès de Bassalet Sing. Ce prince, frère de notre ancien allié Salabet Sing, faisait des offres de concours et s'était mis en campagne avec un corps considérable de troupes; pour prix de ses services, il demandait des avances en argent et la nababie d'Arcot. Malheureusement Lally, à bout de ressources, avait promis cette seigneurie à un autre potentat indigène, Raja-Saeb, qui lui avait prêté une somme de 120.000 roupies (1). Il s'agissait de donner satisfaction à Bassalet Sing, sans aliéner Raja-Saeb, et tout en ménageant Nisam-Aly, autre frère et rival du Souba du Decan; Bussy devait prendre avec lui le gros de la cavalerie appuyé d'un détachement d'infanterie et marcher à la rencontre de Bassalet-Sing. Soit lenteur ou duplicité

(1) Mémoire de Bussy, p. 92.

de la part du négociateur, comme l'affirme Lally, soit, comme le prétend Bussy, maladresse du général dont la mobilité et le décousu auraient irrité le prince indien, les pourparlers n'aboutirent pas. Bussy vint camper auprès de Bassalet le 10 novembre, mais il ne put le décider à épouser la cause française et dut se contenter de ramener avec son propre détachement ce qui restait de Français au Decan, 300 Caffres (1), 2.000 cipayes qu'il avait organisés lors de son séjour dans cette province et quelques cavaliers patans. A Arcot, où il arriva le 10 décembre, Bussy trouva une lettre qui dépeint bien l'incohérence de son chef : « Si je ne reçois point de vos nouvelles, lui écrivait Lally (2), d'ici à deux ou trois jours, mon parti est pris d'aller m'établir dans le sud et de vous abandonner les trois quarts de l'empire pour en disposer à votre gré. Que ne puis-je vous céder le tout! »

Un événement des plus extraordinaires avait singulièrement entravé Bussy dans sa mission diplomatique. L'armée française, dont la solde était en arrière de dix mois, s'était révoltée. Le 17 octobre, le régiment de Lorraine, assemblé à l'insu de ses officiers, sortit du camp avec armes et bagages et dressa ses tentes à une demi-lieue de distance. Ordres, menaces, supplications furent prodigués en vain. Lorraine fut bientôt rejoint par les autres bataillons d'infanterie, par la cavalerie et l'artillerie; les drapeaux furent laissés à la garde des officiers. Ce que voulaient les soldats, c'était leur solde : « Nous attendrons ici quatre jours, disaient-ils à leurs chefs (3), pour voir si on nous satisfera. Ils jurent qu'ils ne prendront ni quatre ni six mois, qu'il leur faut le tout. Tantôt ils menacent de prendre le fort et tantôt d'aller à Pondichéry. Nous ne les quittons ni

(1) Nom donné aux nègres recrutés sur la côte de Zanzibar ou à Madagascar.

(2) Lally à Bussy. Pondichéry, 15 novembre 1759. Mémoire de Bussy.

(3) Allier à Bussy. Vandavachy, 18 octobre 1759. Mémoire de Bussy.

de jour ni de nuit, écrivait Allier, major du régiment de Lally. Les Anglais ont déjà vent de tout ceci et tâcheront d'en profiter, surtout les rivières le permettant. J'ai touché sur cette corde; ils ont tous crié : Nous vous demanderons, Messieurs, et nous vous suivrons partout. » Il faut ajouter que les insurgés, qui avaient élu deux sergents pour leurs chefs, observèrent l'ordre le plus exact et qu'il n'y eut ni pillage, ni désertion.

Instruit de la situation par les rapports oraux et écrits des officiers, Lally convoqua aussitôt le conseil, en obtint quelque argent, y ajouta le sien et ce qu'il put emprunter. Il expédia au camp le tout avec une lettre (1) où il s'attachait à réfuter les calomnies qui circulaient à son sujet parmi le militaire, en chargeant le gouverneur et les conseillers de Pondichéry : « Je n'ai pas encore touché un sol de la Compagnie depuis que je suis aux Indes. Ce que j'ai payé aux troupes depuis trois mois, je ne l'ai arraché que des valets noirs du gouverneur et des conseillers, qui ont fait passer tous leurs fonds en Europe et que je viens d'obliger d'envoyer leur vaisselle à la Monnaie. Je vous ordonne donc, Monsieur, sitôt la présente reçue, de faire battre l'ordre et de la lire en plein cercle. J'ai fait partir tout ce que j'ai pu ramasser d'argent dans la ville ce matin, montant à près de 50.000 roupies qui suffisent à payer le demi-mois à l'officier et tout le mois au soldat, si l'on ne donne rien à l'officier. » Lally consent à laisser vérifier par des délégués des révoltés le compte des sommes apportées par la flotte ainsi que le produit des côtes; il fait aussi appel au concours de l'armée « pour m'aider à contraindre les habitants à se cotiser, pour fournir à la paie des troupes, d'ici à la récolte de janvier, car je suis tout aussi prêt à me soulever que le soldat, puisqu'il m'est dû bien plus qu'à lui. Voilà, Monsieur, tout

(1) Lettre citée dans le mémoire du fils de Lally, p. 195.

ce que je peux faire pour satisfaire le soldat, dont je condamne la conduite, sans pouvoir blâmer tout à fait les motifs. » Le porteur de la lettre, M. de Fresnel, n'eut pas l'occasion de communiquer à la troupe la pièce extraordinaire dont nous venons de citer quelques extraits. A peine eut-il ouvert la bouche, que sa voix fut couverte de huées. Un second messager mieux choisi, le chevalier de Crillon, eut plus de réussite ; il était chargé d'une seconde proclamation d'un ton plus sobre et d'une rédaction plus militaire. Lally parlait des mutins « qui ont entraîné l'armée malgré elle dans cette faute énorme d'insubordination » ; il ne pouvait « imaginer que des soldats sensés renoncent de sang-froid à leur devoir envers le Roi, à leur patrie, à leurs femmes et enfants. »

Fut-ce l'effet de cet appel, le résultat de la réflexion, ou le nouvel appoint de 18.000 roupies dont Crillon était muni, toujours est-il qu'un arrangement fut conclu. « L'armée, était-il dit, réunie en une seule voix, accorde de recevoir six mois à compte de la paie, en attendant jusqu'au 10 du mois prochain, pour finir le reste. L'argent sera délivré à l'aldée où nous sommes et ensuite on se mettra en marche pour Vandavachy, nos officiers à notre tête. » Ainsi fut fait et de cette façon se termina cette étrange aventure.

Quelques jours plus tard, on alla camper sous les murs d'Arcot et il est possible que le désir d'éloigner des troupes royales l'élément le plus insubordonné ne fut pas étranger à l'envoi dans le Sud du bataillon colonial des Indes sous les ordres de Crillon. Le 27 décembre, après une absence de plusieurs mois, Lally vint reprendre le commandement. Avant de quitter Pondichéry, il avait eu de nouveaux démêlés avec le gouverneur à qui il reprochait, peut-être non sans raison, les désordres de l'administration et la pénurie d'espèces dont souffrait la colonie. A la suite d'une scène violente où il avait été fort

malmené, Leyrit écrivit au général en chef une lettre (1) où il attirait son attention sur les dangers de la position : « Les excès auxquels vous vous êtes porté contre moi le 4 de ce mois ne me permettent pas de me présenter devant vous et me mettent aujourd'hui dans le cas de vous écrire pour vous faire parvenir les craintes et les inquiétudes de la Colonie, effrayée des progrès des ennemis. » La réponse de Lally (2) est caractéristique : « Qu'est-ce que tout ce radotage, Monsieur de Leyrit? Il n'y a point encore de mal fait. Voulez-vous que je vous aime? Voulez-vous que je vous embrasse? Voulez-vous que je vous fasse des excuses? Voulez-vous enfin vous battre avec moi? Finissons et soyons bons amis. Votre fortune ainsi que la mienne, sont actuellement entre les mains de la Compagnie..... La perte de ce comptoir n'entraînera-t-elle pas notre ruine commune. Je veux que l'on m'improuve de vous parler durement, ne vous improuvera-t-on pas de ne me pas parler du tout?.... Encore une fois, mon cher Monsieur de Leyrit, réunissons-nous; oublions le passé. Je ne vous ai encore rien refusé; vous ne m'avez encore rien demandé. Ordonnez, disposez de moi; dites-moi ce que vous voulez, j'y souscris. N'êtes-vous pas assez vengé? Sauvons la Compagnie et nous nous sauverons tous deux. »

Arrêtons-nous à cette citation; elle fait ressortir les défauts et les qualités de notre homme. Primesautier, incapable de retenir sa langue, toujours prêt à dire ou à écrire les boutades que lui suggérait une pensée aussi vive qu'irréfléchie, Lally ne connaissait pas la rancune, ne demandait pas mieux que de pardonner à ceux qu'il avait offensés et s'étonnait de ne pas les trouver aussi oublieux qu'il l'était lui-même.

A la fin de 1759, la situation de l'Inde française était cri-

(1) Leyrit à Lally, 8 décembre 1759. Mémoire de Bussy.
(2) Lally à Leyrit, 9 décembre 1759. Mémoire de Bussy.

tique sans être désespérée. Malgré quelques échecs, le prestige des armes était encore à peu près intact; sans doute on avait perdu le Decan et Masulipatam, mais cet abandon rentrait trop dans les vues du Conseil de Direction de la Compagnie, pour qu'il fût un sujet de regrets; par contre, sur la côte de Coromandel, le territoire de la Compagnie avait été accru et la domination française consolidée par la destruction de Saint-David et par l'occupation d'Arcot et des postes avoisinants; les forces de terre, presque égales à celles de l'ennemi, suffiraient pour maintenir le *statu quo*. Le retour de la flotte au printemps prochain, l'arrivée de quelques renforts, permettraient de reprendre l'offensive et de retrouver le concours des princes indigènes toujours enclins à se mettre du côté du plus fort; seuls le manque d'argent et l'impossibilité de subvenir régulièrement aux besoins de l'armée étaient une source d'inquiétude. A celle-ci, nous devons en ajouter une autre, la plus grave de toutes, la désunion profonde qui existait entre le commissaire du Roi et la presque unanimité de ses collaborateurs tant civils que militaires.

CHAPITRE VIII

LES COURS D'EUROPE PENDANT L'ANNÉE 1759

DÉMÊLÉS DE L'ANGLETERRE AVEC LA HOLLANDE ET LE DANEMARK. — LE ROI DON CARLOS. — OFFRES DE MÉDIATION FAITES PAR L'ESPAGNE. — LE TRAITÉ DU 30 DÉCEMBRE 1758. — LE COMTE DE CHOISEUL A VIENNE. — RELATIONS DES COURS DE VIENNE ET DE VERSAILLES. — LA COUR DE PÉTERSBOURG. — RAPPORTS ENTRE LA RUSSIE ET LA FRANCE.

Au cours de l'année 1759, il n'y eut ni dans la vie intérieure des cabinets européens ni dans les rapports internationaux aucun événement qui fût de nature à modifier la balance des partis. Le décès, au mois de janvier, de la princesse d'Orange, fille du roi George et régente des Pays-Bas pendant la minorité de son fils, n'apporta aucun changement à l'orientation de la politique étrangère de la République. Dans les Provinces-Unies, l'opinion, en majorité bien disposée pour la cause anglo-prussienne, était trop influencée par le voisinage de la France, et trop irritée des agissements de la marine anglaise pour permettre au gouvernement de s'engager dans la lutte et pour ne pas l'obliger à conserver les avantages de la neutralité. Toute la diplomatie du général Yorke, ministre britannique à La Haye, s'exerçait depuis longtemps à éviter un conflit à propos de la détention des navires marchands que les croiseurs, et surtout les corsaires anglais, capturaient sous prétexte de commerce illicite avec les belligérants, et que les tribunaux royaux déclaraient presque invariablement

de bonne prise. Parfois même, les rares bâtiments relâchés à la suite de jugements favorables étaient saisis à nouveau à la sortie des ports anglais : « J'ai le regret de vous informer, écrit Holdernesse (1), que les vaisseaux de Surinam ont été repris pendant leur traversée de Plymouth ; j'ai écrit immédiatement au docteur Hay qui, je l'espère, inventera quelque moyen d'empêcher d'infliger au Roi un affront aussi scandaleux..... Cet incident mettra avec raison les Hollandais hors des gonds. » Deux mois avant sa mort, la princesse d'Orange avait adressé (2) à son père un ardent appel le suppliant de faire cesser ces mesures arbitraires. Le Roi gratifia sa fille de quelques mots aimables, mais Holdernesse, sans doute sous la pression des armateurs anglais, loin de se montrer conciliant, mit à profit (3) l'occasion pour insister sur la nécessité de rendre plus sévère la visite des navires hollandais. Grand désappointement de la princesse qui s'était attendue à mieux : « Vous savez aussi bien que moi (4), mon bon Yorke, combien sont déraisonnables les gens avec qui nous avons à faire ; la semaine prochaine, tous nos ennemis seront prêts à prendre feu, si l'on n'offre pas quelque espoir de réparation. »

Au surplus, la Hollande n'était pas la seule puissance à souffrir des procédés anglais. Une lettre du premier ministre danois Bernstorf (5) indique à quel diapason les esprits étaient montés : « Depuis plus de deux ans, vous le savez, Monsieur, et vous le voyez même de près, le pavillon du Roi se trouve exposé aux insultes et aux vexations les plus dures de la part des Anglais... Ce principe orgueilleux

(1) Holdernesse à Newcastle, 14 sept. 1758. Newcastle Papers, vol. 32883.

(2) Princesse d'Orange à George, 9 nov. 1758. Newcastle Papers, vol. 32885.

(3) Holdernesse à Yorke, 28 novembre 1758. Newcastle Papers, 32886.

(4) Princesse d'Orange à Yorke, 5 décembre 1758. Newcastle Papers, 23886.

(5) Bernstorf à Cheusse, Copenhague, 30 décembre 1758. Newcastle Papers. 32886.

et tyrannique de ne consulter que ses propres intérêts et de ruiner le commerce de tout le reste de l'Europe, soit par des visitations et des enlèvements illégitimes, exercés par ses armateurs, soit par les sentences plus injustes encore prononcées par ses iniques tribunaux, l'a emporté...... Aucun navigateur, de quelque pays qu'il soit, et quelque innocent qu'ait pu être son négoce, n'a jamais obtenu une sentence équitable devant ces Docteurs Commons dont le nom va descendre en horreur à la postérité. Pas un seul, Monsieur! La sentence la plus favorable est toujours accompagnée d'une condamnation aux frais et dépens, qui, par un nouveau trait d'injustice, montent si haut qu'ils absorbent presque ordinairement la valeur de la charge du navire..... Cette même nation britannique, qui se dit armée pour la liberté de l'Europe et qui n'a que ce mot sacré à la bouche, ne répand ainsi partout que ruine et destruction, et s'arroge un despotisme plus dur mille fois et moins tolérable que celui auquel elle prétend s'opposer... Douze navires revenant des Indes danoises de l'Amérique sont devenus leur proie dans cet automne. Tous, quoique munis des papiers les plus authentiques faisant foi qu'ils appartiennent à des Danois et qu'ils ont été chargés à Saint-Thomas et à Sainte-Croix, ont été traînés dans les ports anglais. Tous y éprouvent les lenteurs et les chicanes les plus odieuses, et lorsque le comte de Bothmer a fait contre un procédé si cruel qui porte un préjudice mortel au commerce national du Danemark, par ordre exprès du Roi et en son nom, des remontrances aussi mesurées que sérieuses, il n'a reçu du comte Holdernesse qu'une réponse dont la dureté et la hauteur ajoutent encore à l'injustice et à la vexation. »

Pour mettre fin à ces abus de pouvoir, l'entente des puissances (1) était indiquée ; aussi Bernstorf engage-t-il

(1) Voir à ce sujet Bourguet. *Duc de Choiseul et la Hollande*. Revue Historique, 1903.

Cheusse, son ministre à La Haye, à sonder les sentiments des magistrats de la République, de la province de Hollande et des négociants des villes d'Amsterdam et de Rotterdam, et à se renseigner discrètement sur la possibilité d'une action commune. La dépêche danoise fut probablement communiquée à Yorke par son collègue qui avait ordre de l'entretenir de la question; toujours est-il qu'elle passa sous les yeux des principaux ministres anglais et qu'elle contribua certainement, avec l'avis des armements que faisaient la Hollande et le Danemark, à amener un changement dans la politique du cabinet de Saint-James. Celui-ci, comprenant qu'il était allé trop loin, fit voter au parlement, malgré une vive opposition des armateurs, une loi punissant les excès des corsaires et permettant aux propriétaires des navires saisis d'obtenir leur libération moyennant le dépôt d'une caution en argent. Cette mesure et quelques jugements en faveur des neutres produisirent une détente dans le monde commercial. Sur ces entrefaites, une commission composée de délégués hollandais était venue à Londres négocier un arrangement définitif, mais les pourparlers traînèrent en longueur, et nous apprenons par une note de Newcastle (1) qu'au commencement de juillet, il y avait encore en détention provisoire 110 bâtiments, sur lesquels 50 avaient été arrêtés au cours d'une navigation dont le point de départ était un port des colonies hollandaises.

Ce conflit n'était pas apaisé que des difficultés surgirent à l'occasion du transit de canons que le ministère français avait achetés en Suède et fait débarquer à Amsterdam; une main-mise sur ce matériel, effectuée à la requête de Yorke (2), fut l'objet d'une protestation de l'ambassadeur

(1) Entrevue des députés hollandais avec Hardwicke, 5 juillet 1759. Newcastle Papers, vol. 32892.

(2) Mémoire présenté aux États généraux par le général Yorke, 28 sept. 1759. *Annual Register*.

français. Dans son mémoire (1) aux Hautes Puissances, Affry invoquait à l'appui de sa plainte les précédents de l'évacuation en 1757, par la Hollande, de l'artillerie prussienne de la place de Wesel, et la violation du territoire néerlandais par le prince Ferdinand, lors de son passage du Rhin en 1758. Malgré ces raisons qui ne manquaient pas d'à-propos, les Hautes Puissances résistèrent et le litige s'envenima au point de devenir menaçant; Choiseul alla jusqu'à parler (2) d'employer la voie des armes pour se faire livrer les canons, dont on ne pouvait se passer pour les opérations en Allemagne. En fin de compte, la République se tira d'affaire très habilement par une déclaration (3) où on priait Sa Majesté Britannique « de ne point prendre mauvais que les Hautes Puissances, en considération de leur situation qui ne leur saurait permettre de favoriser l'une des puissances en guerre plus que l'autre, ou de refuser à celle-ci ce qui a été permis à celle-là, fassent difficulté de donner quelque ordre contre le transport de l'artillerie que M. le comte d'Affry déclare appartenir en propriété à la couronne de France et qui est entrée ici à l'exemple de plusieurs transports semblables faits pour les alliés de Sa Majesté Britannique. » Il était difficile de réfuter cette argumentation; aussi Yorke n'insista-t-il pas (4) et la cour de Versailles put prendre livraison de ses canons, non sans de nouveaux retards, dus cette fois à la nécessité de trouver les fonds pour l'acquittement des factures.

En dépit de la satisfaction donnée, les rapports restèrent fort tendus entre la Hollande et la France; un moment, le langage de Choiseul à l'envoyé Berkenrode et l'attitude

(1) Mémoire présenté par le comte d'Affry, 19 octobre 1759. *Annual Register*.

(2) Starhemberg à Kaunitz, 30 novembre 1759. Archives de Vienne.

(3) Réponse des États généraux à Yorke, 9 novembre 1759. Record Office.

(4) Yorke à Holdernesse, 27 novembre 1759. Record Office.

d'Affry à La Haye firent croire que la cour de Versailles cherchait un prétexte de rupture; la proposition d'un congrès formulée par les rois d'Angleterre et de Prusse et surtout les sages conseils de l'Impératrice-Reine, qui disait avec raison ne pas vouloir augmenter le nombre de ses ennemis, empêchèrent l'orage d'éclater.

En résumé, malgré le penchant incontestable des chefs de la faction orangiste pour ce qu'ils appelaient la cause protestante, la République maintint assez correctement la neutralité à laquelle elle s'était engagée. Il en fut de même du Danemark qui, bien que sollicité des deux côtés, refusa de prendre parti et se contenta de former une armée d'observation à l'entretien de laquelle le cabinet de Versailles contribua par des subsides consentis en vertu du traité du 4 mai 1758.

Les incidents d'Espagne eurent une tout autre importance pour la suite des événements. Le décès du roi Ferdinand, qui eut lieu le 10 août 1759, en faisant monter sur le trône un ami dévoué de la France, devait avoir plus tard une répercussion capitale sur le groupement des puissances. Pendant la fin du règne, le ministre Wall, qui jouissait de la confiance absolue de son maître, avait dirigé la politique extérieure de son pays dans un sens favorable à la Grande-Bretagne; aussi, après avoir essayé en vain d'entraîner les Bourbons d'Espagne dans la querelle de la branche aînée, le cabinet de Versailles avait-il dû reconnaître l'inanité de ses efforts et laisser son ambassadeur à Madrid jouer un rôle effacé. Pendant l'automne de 1758, il est vrai, le cardinal de Bernis avait songé à recourir aux bons offices de l'Espagne pour entamer avec l'Angleterre les négociations pacifiques qu'il avait en vue; mais sa disgrâce et l'avènement de Choiseul avaient interrompu ces pourparlers que l'état de santé de Sa Majesté Catholique n'aurait d'ailleurs pas permis de continuer.

Durant les derniers mois de son existence, le roi Ferdi-

nand était tombé dans une espèce de folie coupée par de rares intervalles de lucidité ; il abandonna la direction des affaires à ses ministres avec lesquels il n'entretint plus de rapports, et comme il n'y avait entre eux aucune solidarité, l'Espagne fut livrée à l'anarchie. Chaque ministre conduisait à sa guise la besogne de son département : Valparaiso administrait les finances sans contrôle ; « M. Araga, le secrétaire d'État pour la marine, écrit l'ambassadeur anglais (1), passe beaucoup de temps en prières comme d'habitude, il ne fait rien aujourd'hui et ne s'est jamais beaucoup occupé d'affaires, car ses dévotions ne lui laissent que peu de loisir. » Seul le ministre des Affaires Étrangères, pour sauver les apparences, faisait toutes les semaines un séjour à Villaviciosa auprès du souverain, mais il ne l'avait pas vu depuis le mois de novembre. En attendant, il était aussi dévoué que jamais au système britannique ; quelques jours avant la mort du Roi, Lord Bristol avait recueilli (2) de la bouche de Wall les assertions les plus rassurantes : « S'il voyait quelque chance pour la France de reconquérir son ancien crédit dans les conseils de l'Espagne, il abandonnerait toute participation au gouvernement du pays ; mais il ne se retirerait pas avant d'avoir essayé de convaincre les partisans d'une subordination servile à la cour de Versailles, que le seul moyen qu'eût Sa Majesté Catholique de prendre la situation qui lui appartenait en Europe consistait à repousser toute coopération avec la France, et à unir fermement les intérêts de sa couronne à ceux de l'Angleterre. »

Pour maintenir cette entente cordiale, la cour de Saint-James n'avait que deux choses à faire : donner quelques satisfactions aux réclamations constantes du gouvernement de Madrid au sujet des agissements des vaisseaux de

(1) Bristol à Pitt, 4 juin 1759. Record Office. Spain.
(2) Bristol à Pitt, 18 juillet 1759. Record Office.

guerre et des corsaires britanniques et avoir recours, en cas de négociations pour la paix, à la médiation du roi de Naples qui succéderait bientôt au trône d'Espagne. « Ce n'est qu'un compliment que vous lui ferez, disait Wall (1), mais cela lui causera le plaisir le plus sensible..... il est honnête homme, et tout ce qu'il faut, c'est de le persuader que votre confiance et la foi que vous avez dans sa discrétion sont égales à celles que vous avez toujours montrées à son frère Ferdinand...... L'Espagne est en ce moment séparée de la France; elle le restera tant que j'aurai ici de l'influence, si vous voulez bien m'aider. Prenez garde par de la négligence de nous rejeter entre les mains de nos voisins. »

Ces avis, que Bristol s'empressa de transmettre à son chef hiérarchique Pitt, ne furent guère écoutés à Londres. Les procédés des marins anglais, que nous avons déjà signalés à propos des Pays-Bas et du Danemark, faisaient naître avec l'Espagne des incidents d'autant plus nombreux que le contact était plus fréquent; la correspondance d'Abreu, ambassadeur espagnol à Londres, avec Pitt n'est qu'une longue énumération de captures de bâtiments espagnols dans toutes les mers des deux mondes, de prises françaises enlevées dans la zone côtière, d'insultes au pavillon, de brutalités et de rapines.

Tout anglophile qu'il s'affirmât, tout sensible qu'il fût aux compliments du Roi et des ministres britanniques, Wall savait insister pour obtenir des réparations tangibles. A Abreu qui venait de lui envoyer le récit d'une conversation avec le duc de Newcastle, il réplique (2) avec aigreur : « J'aurais souhaité que vous nous fassiez rendre compte si M. Pitt (qui est en fait le ministre) pense de

(1) Bristol à Pitt, 30 juillet 1759. Record Office.

(2) Wall à Abreu, 9 juillet 1759 (Lettre interceptée). Miscellaneous Papers, 91. Record Office.

même que le duc. Si vraiment ils veulent vivre en bon accord avec nous, ils ont bien assez d'occasions de manifester leur amitié, au lieu des bonnes paroles dont ils sont si prodigues, en nous rendant le grand nombre de navires qu'ils détiennent indignement dans leurs ports au grand détriment de nos nationaux. » Mais le cabinet de Saint-James, à cheval sur les prétendus droits que lui assurait sa suprématie maritime, n'entendait racheter par aucune concession les bénéfices qu'il tirait de la neutralité espagnole ; aux plaintes qui lui étaient transmises, il répondait la plupart du temps en opposant les jugements de ses tribunaux, qui donnaient presque toujours gain de cause à leurs concitoyens. Au cours de ces discussions interminables, il se produisit un incident d'un caractère plus fâcheux que d'habitude. Une frégate anglaise avait amariné en pleine mer un bâtiment français qu'un vaisseau espagnol, le *Guerrero*, avait pris sous sa protection, et l'avait enlevé pendant la nuit malgré les vives protestations du commandant. Au lieu de saisir l'occasion de flatter l'amour-propre castillan, Pitt refusa (1) toute satisfaction en s'appuyant sur l'inconvénient de créer un précédent au profit du pavillon neutre. Le même procédé fut appliqué, comme nous le verrons, aux offres de médiation que le ministre anglais déclina en phrases dont la politesse cherchée dissimulait à peine la sécheresse orgueilleuse qui lui était familière.

Peu de jours après les entretiens entre Wall et Bristol que nous venons de relater, l'interrègne se termina par la mort du roi Ferdinand. La cour de Versailles pouvait-elle attendre du nouveau souverain un revirement favorable à sa fortune? Don Carlos, roi des Deux-Siciles, frère et successeur de Ferdinand, avait la réputation de vouloir se rapprocher de son cousin de France, et passait pour n'avoir

(1) Pitt à Bristol, 31 août 1759. Record Office.

pas pardonné aux Anglais l'humiliation qu'ils lui avaient infligée pendant la guerre de Succession en l'obligeant, sous menace de bombardement, à retirer de la haute Italie les troupes napolitaines. Les rapports du marquis d'Ossun, ministre français à la cour de Naples, étaient encourageants; il traçait (1) de ce prince auquel il était dévoué un portrait élogieux : « Il a des lumières, de la pénétration, beaucoup de justesse dans le raisonnement et dans les combinaisons. Il est instruit à fond des plus petits détails et jaloux de son autorité..... S. M. Catholique paraît à présent revenir aux vrais principes qui sont l'intime union des différentes branches de l'auguste maison de France. »

L'expression de ces sentiments devait être d'autant mieux accueillie à Versailles que l'on s'y demandait avec quelque inquiétude, si le mécontentement hautement manifesté contre l'Impératrice-Reine, à la suite de la rupture du mariage de l'archiduc Joseph avec une princesse de Naples, ne s'étendrait pas à la personne de Louis XV, dont la petite-fille allait remplacer sa cousine comme future épouse du fils de Marie-Thérèse. D'autre part, depuis quelque temps, il n'était plus question d'un projet d'après lequel Don Carlos traverserait le midi de la France pour se rendre à Madrid, et profiterait du voyage pour avoir une entrevue avec le chef de la famille de Bourbon. Enfin, à s'en rapporter aux dires de la cour de Vienne, il fallait se défier de Tannucci, premier ministre de Naples, qu'on dépeignait comme hostile à l'alliance.

Si, au moment de la succession, le cabinet français conservait encore des doutes sur l'attitude du nouveau roi d'Espagne, ils s'évanouirent bientôt devant la franchise de ses déclarations, et devant l'empressement qu'il mit à activer les négociations avec l'Angleterre. Conformément aux instructions de son souverain, l'envoyé napolitain, le prince de San Severino, avait sondé le terrain en vue

(1) Ossun à Choiseul, 10 septembre 1759. Affaires Étrangères, Naples.

d'une intervention entre les belligérants, et avait eu à cet effet avec Pitt, vers la fin d'août, deux conversations dont le compte rendu (1) fut aussitôt transmis à Versailles. Comme San Severino avait débuté en parlant d'une démarche faite à Madrid, au nom du roi de Prusse, par le lord Maréchal, Pitt de répliquer « qu'il ne pouvait pas croire que le roi de Prusse eût autorisé son ministre à faire une pareille ouverture..... sans en avoir informé son allié, et que ce préalable ne se trouvant pas rempli, il ne pouvait s'agir que de l'expression d'idées particulières au Maréchal. » L'envoyé, sans se laisser démonter par cette rebuffade, expliqua « qu'il était expressément chargé de savoir comment lui, M. Pitt, penserait personnellement sur l'offre » d'intervention. A cette question, l'Anglais répondit qu'il « avait constamment regardé comme un principe fondamental de la monarchie anglaise son union intime et inébranlable avec l'Espagne; lui, Pitt, inclinait entièrement à accepter la médiation de S. M. Catholique, » mais qu'étant donnée la situation avantageuse où se trouvait le roi d'Angleterre vis-à-vis de la France, ce n'était pas à ce prince « à rechercher le premier une médiation; enfin il ne pourrait jamais accepter une proposition de ce genre sans en avoir prévenu ses alliés. » D'un commun assentiment, il fut entendu que le roi George serait informé des intentions conciliatrices du roi Carlos.

Dans le second entretien, Pitt annonça que son maître était d'accord avec lui sur la nécessité de transmettre à ses alliés le projet espagnol, et sur la confiance dans « l'impartialité, l'équité, les lumières » de S. M. Catholique, dont on « désire de cultiver l'amitié par tous les moyens possibles. » Il convenait d'ailleurs d'attendre les nouvelles du Canada avant d'entamer une négociation quelconque. Le

(1) Ossun à Choiseul, 18 septembre 1759. Affaires Étrangères, Naples.

récit que fait Pitt de la conversation (1) ne diffère guère de celui de son interlocuteur. Il qualifie les ouvertures de San Severino « d'extrêmement délicates pour le fond et encore plus embarrassantes par leur caractère mal défini, tenant à moitié de la communication officielle et d'un entretien privé. » Quand Bristol soumit (2) le contenu de la lettre de son chef à Wall, ce dernier chercha à atténuer la gravité de la démarche faite à Londres : Le roi de Naples ne s'était pas présenté en médiateur, ne sachant pas si en assumant ce rôle, il entrerait dans les vues du roi George, il avait voulu seulement l'informer que, le cas échéant et sur la demande des parties, il ne se refuserait pas à essayer de réconcilier les belligérants.

En fait, le roi catholique s'était avancé beaucoup plus que ne le croyait son ministre des affaires étrangères. Déjà, sans être fixé sur le résultat des entrevues de Londres, il avait proposé son concours à son cousin Louis XV et celui-ci l'avait accepté dans les termes suivants (3) : « Le Roi mon maître ne demande pas que V. M. se déclare pour la France, mais il saisit avec empressement la médiation que V. M. lui a offerte... surtout si V. M., après avoir employé inutilement le langage de la douceur et de l'amitié, qu'Elle paraît préférer dans ce moment, fait signifier à la France et à l'Angleterre qu'elle se charge de la médiation; qu'Elle entend que cette médiation soit armée, et que vu le préjudice que le commerce de l'Espagne et les possessions espagnoles peuvent souffrir de la continuation de la guerre entre ces deux couronnes, et considérant aussi combien il est essentiel à l'Espagne que l'équilibre des possessions en Amérique établi par le traité d'Utrecht ne soit point altéré, S. M. se verra obligée de se déclarer contre la par-

(1) Pitt à Bristol, 14 septembre 1759. Record Office.
(2) Bristol à Pitt, 1er octobre 1759. Record Office.
(3) Mémoire délivré au roi d'Espagne par Ossun, 21 sept. 1759. Affaires Étrangères. Naples.

tie belligérante qui refuserait de souscrire aux propositions raisonnables qu'elle aura suggérées pour le rétablissement de la paix. » Suivent les conditions qui constituaient l'ultimatum de la France. Remise de la délimitation des territoires de l'Acadie et de l'Ohio à l'arbitrage du roi d'Espagne. Restitution de l'île de Minorque en échange du droit de rétablir les fortifications de Dunkerque... Démolition de Louisbourg et engagement de ne pas réédifier de forteresse dans le même endroit... Évacuation des villes et contrées occupées en Allemagne par les Français. Dislocation des armées confédérées et interdiction de les employer contre les alliés de la France. Liberté pour les deux puissances d'accorder des subsides en argent à l'Impératrice-Reine et au roi de Prusse. Abandon de toute réclamation relative aux navires marchands confisqués avant la déclaration de guerre. Restitution de toutes les conquêtes faites sur la France par les Anglais en Amérique ou ailleurs. Le mémoire qui contenait ces bases de pacification fut remis au roi d'Espagne le 21 septembre, et six jours après, Ossun annonçait (1) à Choiseul que Tannucci avait écrit à Londres « pour offrir formellement la médiation du Roi son maître, et il le fait dans les termes de l'amitié, mais en faisant sentir en même temps que le roi d'Espagne se flatte de ne pas éprouver un refus. »

Ce fut seulement deux mois après, qu'Ossun pût transmettre (2) à Choiseul le résultat de cette nouvelle démarche. S'il faut croire le récit que Don Carlos fit à l'ambassadeur, voici ce qui s'était passé : Pitt « avait témoigné avec assez de hauteur, qu'il n'était pas temps de songer à la paix, que les grands succès de l'Angleterre exigeaient du roi britannique qu'il s'occupât uniquement du

(1) Ossun à Choiseul, 27 sept. 1759. Affaires Étrangères. Naples.

(2) Ossun à Choiseul. Saragosse, 24 novembre 1759. Affaires Étrangères. Espagne.

soin de les conserver, et même de les augmenter. » En réponse, San Severino, tout en affirmant que la proposition de son maître « avait eu pour principal objet de convaincre S. M. Britannique que son amitié pour Elle n'était ni moins solide, ni moins sincère que celle qu'il avait pour le Roi son cousin, » ajouta « que S. M. Catholique ne pouvait pas voir avec indifférence les progrès considérables des Anglais en Amérique, ni souffrir tranquillement que l'équilibre des possessions établi par le traité d'Utrecht dans ce continent fût altéré ou renversé. » Pitt parut « frappé de cette déclaration, et après avoir resté un instant avec un air décontenancé, il avait dit que l'intention de l'Angleterre n'était pas de garder toutes les conquêtes qu'elle avait faites, et qu'il s'en fallait bien que le Roi son maître fût éloigné de conclure une paix solide et raisonnable, que S. M. Britannique mettrait incessamment Milord Bristol en état de conférer sur cette matière avec les ministres de S. M. Catholique, et même de donner de grandes facilités pour parvenir à une conciliation avec la France. » Ainsi qu'on le voit, tout en restant parfaitement courtoise, l'attitude du cabinet de Saint-James avait changé depuis la première entrevue avec l'envoyé napolitain. Dans l'intervalle, on avait reçu à Londres l'avis de la capitulation de Québec, et on escompait l'occupation prochaine de tout le Canada. Choiseul lui aussi comprenait bien la portée de ces événements quand il esquissait la situation à Ossun (1). « Voilà donc, Monsieur, la perte du Canada constatée, et nous avons des craintes bien fondées qu'elle ne soit bientôt suivie de celle de la Louisiane et de la Martinique. » Ce n'était pas tout; des Indes, on venait d'apprendre l'échec de Lally devant Madras; en Afrique, les établissements du Sénégal étaient tombés entre les mains des Anglais.

Heureusement, au fur et à mesure des malheurs qui

(1) Choiseul à Ossun, 22 octobre 1759. Affaires Étrangères. Espagne.

s'appesantissaient sur la France, plus le ton du roi Carlos se montrait sympathique et s'affirmait énergique. Le nouveau souverain, qu'une escadre espagnole était allée chercher à Naples, avait débarqué à Barcelone et s'acheminait lentement vers la capitale; dans ce voyage, il avait été accompagné par Ossun, désigné comme « persona grata » pour remplacer à Madrid le marquis d'Aubeterre. En cours de route, il y eut de nombreux entretiens entre le Roi et l'ambassadeur; à propos de la prise de Québec, Carlos déclara (1) que cette nouvelle « lui avait glacé le sang; convaincu que si la France succombait vis-à-vis de l'Angleterre, l'Espagne aurait bientôt son tour... il était très disposé à venir à notre secours le plus promptement et le plus efficacement qu'il lui serait possible; » mais il lui fallait le temps d'agir, de se rendre compte du budget du royaume, de rétablir son armée et sa flotte, de restaurer les fortifications coloniales. Quelques jours après, le Roi fait part à Ossun (2) des instructions expédiées à Abreu. « Si les Anglais ne veulent pas se prêter à un accommodement raisonnable vis-à-vis de la France, il prendra son parti. » Déjà, il s'occupe de mettre la marine sur un pied respectable et a donné ordre d'armer 40 vaisseaux de guerre pour le printemps.

Le cortège royal était arrêté par la pluie et la neige à Torija, quand arriva un rapport de Wall (3) relatant la communication que Bristol, conformément à la promesse de Pitt, venait de lui faire. L'envoyé anglais avait été chargé d'informer S. M. Catholique que les difficultés inhérentes à une médiation « lorsqu'il y a des alliés », avaient décidé

(1) Ossun à Choiseul, Saragosse, 6 novembre 1759. Affaires Étrangères Espagne.

(2) Ossun à Choiseul, Saragosse, 14 novembre 1759. Affaires Étrangères. Espagne.

(3) Ossun à Choiseul, Torija, 7 décembre 1759. Affaires Étrangères. Espagne.

le roi George à faire, par l'entremise du prince Louis de Brunswick, des propositions directes aux puissances belligérantes en vue d'un congrès où serait discutée la pacification générale. Le cabinet britannique se plaisait à croire que S. M. C. « n'entendra en aucune manière que ses bons offices n'eussent pas mérité la plus ample acceptation de la part de S. M. B. » Nous reviendrons plus loin sur la genèse et l'historique de la déclaration anglo-prussienne; pour le moment, envisageons-la au point de vue espagnol et bornons-nous à constater que cette procédure constituait vis-à-vis du roi Carlos une véritable fin de non-recevoir et n'était pas pour lui plaire; aussi affirma-t-il à l'ambassadeur français son dessein de passer outre et de persister à servir d'intermédiaire entre la France et l'Angleterre.

En s'exprimant ainsi, Carlos était en contradiction flagrante avec la politique de Wall qui, retenu auprès de la Reine-Mère, n'avait pu se rendre au-devant de son nouveau maître. Les instructions datées de Saragosse portaient la signature de Squillacci, Napolitain que le Roi avait amené avec lui et auquel il destinait le portefeuille des finances; la dépêche, rédigée sur un ton très différent de celui de Wall ou même de San Severino, était adressée à Abreu, le représentant officiel de Sa Majesté Catholique à Londres. Ce diplomate, dont la correspondance interceptée avait fait connaître les sentiments peu favorables à la cause britannique, était mal vu à la cour de Saint-James; aussi la délicate proposition qui lui était confiée ne gagnait-elle guère à être transmise par son canal. Il remit à Pitt une note écrite (1) dans laquelle le désir de son souverain était formulé dans les termes les plus explicites : « Tous les souhaits du Roy se bornent à ce qu'on ajuste de bonne foi les différends qui ont causé une guerre si cruelle entre l'Angleterre et la France, toutes deux alliées et toutes deux

(1) Abreu à Pitt, 5 décembre 1759. Record Office.

amies de Sa Majesté, et qu'on vienne à une paix raisonnable. A cet effet le Roy s'offre avec candeur et l'intention la plus pure à y travailler de la manière qu'on croira la plus convenable. » A titre de préambule, l'ambassadeur avait fait suivre ses protestations d'amitié et ses félicitations, sur les succès récents des armes anglaises en Amérique et aux Indes, d'une phrase empruntée à la plume de Choiseul et qui devait éveiller la susceptibilité britannique : « Le Roy ne peut pas regarder avec indifférence le dérangement que ces conquêtes portent à l'équilibre établi par le traité d'Utrecht. » Dans sa réponse (1), Pitt, pour se dérober à une ouverture qu'il ne se souciait pas d'encourager, invoqua la raison, du reste plausible, de la déclaration relative au congrès qu'on venait de faire : « La démarche publique que le Roi vient de faire, conjointement avec Sa Majesté Prussienne et dont la cour d'Espagne aura eu d'avance la communication confidentielle, a fait voir d'une manière si insigne la disposition de Sa Majesté à entrer en négociation pour parvenir au but salutaire de la paix, que jusqu'à ce que les autres puissances belligérantes aient de leur côté fait savoir clairement leurs intentions à cet égard, Sa Majesté se trouve dans l'impossibilité de rien ajouter à ce sujet, sinon qu'elle mettra toujours au plus haut prix les désirs purs de Sa Majesté Catholique pour le rétablissement de la tranquillité publique et particulièrement pour le maintien de la bonne harmonie entre la Grande-Bretagne et l'Espagne. » Le ministre anglais eut soin de relever le passage sur la balance de pouvoir créée en Amérique par le traité d'Utrecht : « On observera simplement là-dessus combien il est évident, par les circonstances où la monarchie française se trouva lors dudit traité, qu'il n'y fut nullement question alors d'établir, dans l'Amérique septentrionale, l'équilibre entre la Grande-Bre-

(1) Pitt à Abreu, 13 décembre 1759. Record Office. Spain.

tagne et la France, que d'ailleurs il n'a tenu qu'à la France que les droits respectifs des deux nations, dans cette partie du monde, ne fussent constamment demeurés sans atteinte, sur le pied dudit traité, qui les avait si clairement énoncés et dont les infractions perpétuelles et si criantes pendant une longue suite d'années ont été l'unique cause de la guerre présente entre les deux couronnes. » En envoyant à Bristol copie de la note d'Abreu et de sa réponse, Pitt demande (1) des explications sur la contradiction entre le langage de Wall et le ton de la dépêche de Saragosse. Pourquoi était-elle signée de Squillacci et pour quel motif avait-elle été expédiée avant que le roi Charles eût pris contact avec son ministre des affaires étrangères? Il invite Bristol à faire la lumière et à surveiller le nouvel ambassadeur français, dont il soupçonne l'ingérence. Interrogé sur ce point délicat (2), Wall ne put dissimuler son embarras et laissa entendre qu'il dégageait sa responsabilité de l'incident.

Entre temps, des relations en apparence amicales s'étaient nouées entre le ministre espagnol et le représentant de Louis XV. Aussitôt arrivé à Madrid, Ossun tint sa première conversation avec Wall (3). Comme il fallait s'y attendre, celui-ci ne se déclara pas partisan de l'intervention ; il estimait que l'Angleterre ne traiterait pas une paix distincte avec la France, mais insisterait pour faire participer aux négociations le roi de Prusse ; il se montrait indifférent à la question du Canada, dont la conquête par les Anglais n'affecterait que peu « la sûreté des possessions de l'Espagne » ; au surplus, cette puissance n'avait pas un intérêt suffisant en jeu pour chercher à imposer à l'Angleterre une médiation qui sûrement ne serait pas acceptée. Peu de temps après cet échange de vues, Wall eut

(1) Pitt à Bristol, 14 décembre 1759. Record Office. Spain.
(2) Bristol à Pitt, 7 janvier 1760. Record Office.
(3) Ossun à Choiseul, 15 décembre 1759. Affaires Étrangères. Espagne.

de son nouveau souverain une audience qui paraît avoir modifié ses idées : S. M. Catholique avait déclaré, dit-il à Ossun, vouloir persister « dans le dessein de presser le roi d'Angleterre d'accepter ses bons offices », mais il eut soin d'ajouter que, d'après son propre sentiment, « on ne pourrait pas employer, de la part de l'Espagne, des expressions trop modérées et que les menaces pourraient produire un fort mauvais effet; qu'il était toujours persuadé que l'Angleterre ne consentirait jamais à séparer les intérêts du roi de Prusse des siens. » L'année 1759 finit par une entrevue entre Wall et Bristol (1), où l'Anglais aurait reconnu que les échecs essuyés par Frédéric étaient un sérieux obstacle à la conclusion de la paix; peut-être mettrait-on les parties d'accord en indemnisant l'Impératrice de la perte de la Silésie par l'acquisition de l'évêché de Salzbourg. A l'entendre, Wall aurait plaidé avec l'ardeur d'un néophyte la thèse de la pacification maritime et coloniale.

Sur les avantages de la médiation espagnole (2), Choiseul rédigea à cette époque un véritable cours de politique contemporaine à l'usage de la diplomatie française. Nous y relevons, exposés tout au long, les inconvénients de l'alliance autrichienne, le danger pour l'équilibre européen de l'écrasement de la Prusse, une plaidoirie pour la paix séparée avec l'Angleterre comme seul moyen d'arriver à une entente générale et équitable, enfin la nécessité, pour atteindre ces résultats, d'une union intime avec l'Espagne. « Il est certain que nous ne voulons pas manquer à l'alliance de Vienne pendant le cours de cette guerre; nous sommes persuadés de la sûreté des sentiments de l'Impératrice, mais nous connaissons que notre alliance avec la cour de Vienne ne peut pas être regardée comme une alliance de famille, qui doit être sans nulle variation

(1) Ossun à Choiseul, 31 décembre 1759. Affaires Étrangères. Espagne.
(2) Choiseul à Ossun, 24 décembre 1759. Affaires Étrangères. Espagne.

permanente. L'Impératrice peut mourir, ses enfants peuvent penser différemment d'elle, au lieu que la maison de France régnera, j'espère, toujours en France en Espagne et à Naples, et son intérêt véritable ne sera jamais de se désunir. Nous connaissons que la cour de Vienne, n'a ni d'autre but, d'autre pensée, d'autre pression que celle d'écraser le roi de Prusse et qu'elle saurait tranquillement sacrifier à cet objet toutes les possessions de ses alliés. Nous sentons qu'après cette guerre, le roi de Prusse étant écrasé, la maison d'Autriche pourrait reprendre ses liaisons avec l'Angleterre et un ton avec les puissances de l'Europe, qui ne nous conviendrait pas plus qu'à l'Espagne. C'est d'après toutes ces réflexions qui auraient été aussi bonnes il y a trois ans qu'à présent, mais auxquelles il faut revenir, que nous connaissons parfaitement que le roi de Prusse est assez abaissé et qu'il n'est pas de notre intérêt que ce prince le soit totalement. » Pour le sauver d'une ruine complète, « il n'y a pas d'autre moyen que celui d'engager l'Angleterre à faire sa paix séparée avec la France par la médiation de l'Espagne. » A l'appui de cette assertion, Choiseul tient le raisonnement suivant : « Lorsque l'on connaît l'esprit qui gouverne la cour de Vienne, ce serait s'abuser d'imaginer que l'Impératrice mettra bas les armes volontairement avant l'entière destruction du roi de Prusse. Il serait dangereux en même temps pour la France de vouloir forcer cette princesse à la paix. » Ces prémisses posées, voici la conclusion : « Après avoir étudié toutes les façons possibles de parvenir à réconcilier la Prusse et l'Autriche, nous avons cru que notre paix avec l'Angleterre une fois faite, ou les préliminaires arrêtés à Madrid, le Roi et le roi d'Angleterre unis à l'Espagne dans un congrès, auraient une force coactive pour déterminer l'accommodement de l'Allemagne, d'autant plus facilement que... le Roi consentait, dès que les préliminaires avec l'Angleterre seraient signés, à

retirer toutes ses troupes d'Allemagne. Dans cette situation, le roi de Prusse sans doute ne se refusera pas à la paix. Il ne restera que l'Impératrice à persuader, et elle ne pourra pas résister à l'influence de l'Espagne, de la France et de l'Angleterre, qui s'uniraient pour procurer la paix à l'Allemagne. » Au contraire, le congrès proposé par l'Angleterre et la Prusse serait nuisible aux intérêts de la France qui, durant les négociations, perdrait le reste de ses colonies, tandis que l'Autriche poursuivrait sur le continent ses succès sans se soucier du sort de son allié.

A la lecture de cette dépêche, où se révèle la pensée intime de Choiseul, on découvre le germe du pacte de famille et la volonté de recouvrer, vis-à-vis de l'Autriche, une indépendance que ses prédécesseurs avaient sacrifiée en signant les traités de 1756 et de 1757, et que restreignait encore la convention plus récente, dont il était lui-même responsable.

Aucune réplique ne fut faite par la cour de Madrid à la note déclinatoire de Pitt, et il ne fut plus question, tout au moins à Londres, de l'intervention pendant les premiers mois de 1760. Par contre, Choiseul eut grand soin de communiquer au roi Carlos toutes les phases des pourparlers de La Haye, de le consulter sur la suite à donner aux ouvertures anglaises, et de lui soumettre le projet de réponse des puissances alliées à la déclaration pacifique des rois d'Angleterre et de Prusse. Conséquent avec le système dont il avait fait l'exposé à Ossun, le ministre de Louis XV ne manque pas une occasion de cultiver les bonnes dispositions du nouveau souverain, et d'envenimer la blessure qu'infligent à l'amour-propre royal les mauvais procédés de la marine britannique et le refus mal déguisé de ses bons offices pour le rétablissement de la tranquillité mondiale.

Selon toute probabilité, les sentiments de suspicion manifestés par la cour de Vienne au sujet de la médiation

espagnole et la crainte de voir la politique française de plus en plus subordonnée à l'objectif spécial de l'Autriche, n'avaient pas peu contribué au désir d'une liaison étroite des deux branches de la maison de Bourbon. Pour se conformer au devoir d'un associé loyal, Choiseul avait renseigné le cabinet de Marie-Thérèse sur les offres de la cour de Madrid et sur leur accueil par celle de Versailles. Le compte rendu de l'audience où l'Impératrice reçut la communication et des commentaires auxquels elle donna lieu, montre à quel point la cour de Vienne était jalouse de toute initiative prise par son allié : « L'Impératrice m'a écouté, raconte l'ambassadeur français (1), sans rien dire et avec l'air peu satisfait. Il faut, reprit-elle dans le courant de l'entrevue, que je compte beaucoup sur les sentiments du Roi pour n'avoir point d'inquiétude, car je vous avoue que je suis fort sensible et fort délicate sur tout ce qui a rapport à la paix. » Quelques jours après, Kaunitz se plaint (2) que sa cour n'ait pas été consultée avant l'acceptation de l'intervention espagnole. Le Français se justifie en invoquant la distinction entre la guerre maritime avec l'Angleterre, particulière à la France et étrangère à l'Autriche, et la guerre contre la Prusse où « le Roi, par l'effet de son amitié pour l'Impératrice, s'était rendu partie belligérante » ; il rappelle « que les traités avaient pour objet cette même guerre et non celle de mer qui en était exceptée. » L'entente entre les deux puissances, indispensable dans un cas, ne l'est donc pas dans l'autre. Kaunitz l'interrompt : « M. l'ambassadeur, je vous donne ma parole d'honneur, que tant que je vivrai, puis se reprenant, tant que Leurs Majestés existeront, les plus grands malheurs arriveraient à cette monarchie, le roi de Prusse serait aux

(1) Comte de Choiseul au Duc, 6 octobre 1759. Affaires Étrangères, Autriche.

(2) Comte de Choiseul au Duc, 14 octobre 1759. Affaires Étrangères, Autriche.

portes de Vienne, qu'on n'écoutera rien sans la participation de la France, et que nous péririons plutôt que d'avoir un procédé qui fût tant soit peu louche et suspect. » Mais bientôt Kaunitz, en homme pratique qu'il était, abandonne cette note pour en prendre une autre de meilleur aloi en insistant sur la nécessité de prouver à la cour d'Espagne et à toute l'Europe « que nous sommes unis par des liens indissolubles et de faire tomber par là les artifices de nos ennemis, qui ne cherchent qu'à semer entre nous la défiance et les soupçons. »

Pour calmer les susceptibilités et répondre aux insinuations de Marie-Thérèse et de son chancelier, le duc de Choiseul rédigea une longue dépêche (1) destinée à être mise sous les yeux des hauts personnages. Il débute par l'historique complet des phases de la négociation avec Don Carlos avant et depuis son avènement au trône d'Espagne, rappelle que Starhemberg avait été religieusement tenu au courant de ces incidents; puis, élargissant le débat, il fait l'apologie à la fois des agissements de la cour de Versailles et de sa conduite personnelle. Il se défend d'avoir fait mention de la paix tout en se demandant « pourquoi il n'aurait pas été permis au Roi de parler à l'Impératrice de la paix, si S. M. était dans l'impossibilité de continuer la guerre..... M. le comte de Kaunitz ne regarde que ce qui touche sa maîtresse, mais s'il jette les yeux sur ce qui s'est passé depuis que je suis entré en place, il conviendra que mon courage mérite quelques éloges. M. de Kaunitz sait quelle était la situation du royaume à la fin de l'année 1758, et le désir qu'on avait de la paix. Je crois que j'avais changé le ton à cet égard en arrivant ici, que les dispositions pour la campagne 1759 étaient telles, que nous devions nous promettre des succès. Nous avions calculé que c'était à nous, dans l'alliance, à agir puissamment;

(1) Duc de Choiseul au Comte, 29 octobre 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

cette année nous avions formé un plan offensif dans toutes les parties. Qu'est-il arrivé? » Ici Choiseul passe en revue les infortunes récentes : la perte de la Guadeloupe et des établissements du Sénégal, la défaite de Minden, la dispersion de l'escadre de La Clue, les échecs de l'Inde, la capitulation de Québec. « Voilà nos malheurs militaires, je crois qu'il est difficile, dans toutes les parties, qu'ils puissent être plus grands. Nous avons des alliés puissants; en jetant les yeux sur les événements qui les concernent, nous ne trouvons pas qu'ils nous aient procuré de dédommagements à nos peines, et nous en sommes d'autant plus affligés que nous avons pu espérer que leurs succès mettraient des poids dans la balance. » L'interruption du commerce, suite de la perte des colonies, a anéanti le crédit et conduit à « une espèce de banqueroute. D'après ce tableau, continue le ministre, vous conviendrez que je dois être blessé que l'on me soupçonne de faiblesse comme le cardinal de Bernis. Vous pouvez dire à M. de Kaunitz que je ne mérite pas cette comparaison et que je crois en avoir donné des preuves. Malgré cette situation, M. le duc de Broglie tiendra la campagne aussi longtemps que M. le prince Ferdinand. M. de Conflans va sortir et risquer une bataille navale pour aller prendre les 20.000 hommes que commande M. d'Aiguillon et les conduire en Écosse. » Si l'expédition échoue, « sans perte de temps nous assemblerons une seconde armée sur le Bas-Rhin et nous ferons un projet de campagne d'hiver pour cette armée, en risquant la destruction de nos troupes, tandis que M. de Broglie s'avancera en Hesse et contiendra la partie de l'Allemagne que protège son armée; mais en même temps si les malheurs continuent à persécuter nos opérations, je ne peux pas me cacher, malgré ma volonté, que le royaume sera dans un état très dangereux. »

Jusqu'à ces dernières lignes, le document devait être lu au chancelier; la fin, d'un caractère confidentiel, contient

la constatation de la position sans issue dans laquelle se trouve la France : « Nous ne ferons pas la paix de terre sans Elle (l'Impératrice), nous nous détruirons d'année en année en sa faveur, mais il faut prévoir que nous serons forcés par les circonstances à faire notre paix d'Angleterre, dès qu'elle sera possible, et que quant à la guerre, si les efforts que nous allons faire manquent, nous la soutiendrons comme nous pourrons, en défendant nos frontières et en payant nos subsides à nos alliés. Ce n'est pas tout d'avoir du courage, il faut avoir le moyen de le soutenir, et ce serait tromper nos alliés que de ne leur pas parler clairement sur notre situation. »

En guise de réponse à l'exposé du ministre français, Kaunitz ne trouva d'autre conseil à donner au Roi (1) que celui d'abandonner la guerre maritime « en déclarant à l'Espagne que je ne suis plus en état de soutenir le reste de mes colonies, et que c'est à elle de les défendre si elle veut se sauver du péril de perdre les siennes. » Non sans raison, le comte de Choiseul formule sur les dires de Kaunitz l'appréciation suivante : « Soit dissimulation, soit fermeté, soit paresse ou indifférence, et peut-être par tous ces motifs réunis, il ne m'a pas paru effrayé de nos malheurs. » Peu de temps après cette conversation, la proposition de congrès, dont les rois d'Angleterre et de Prusse prirent l'initiative, vint imprimer un nouveau tour aux discussions diplomatiques.

Afin de ne pas interrompre le récit des pourparlers relatifs à la médiation espagnole, force nous a été d'extraire des relations entre les cours de Vienne et de Versailles, pendant l'année 1759, tout ce qui avait trait à cette question. Revenons aux rapports courants dont, pendant les premiers mois, aucun dissentiment sérieux ne vint troubler l'harmonie apparente. Ni Kaunitz, ni Starhemberg ne

(1) Comte de Choiseul au Duc, 12 novembre 1759. Affaires Étrangères, Autriche.

semblent avoir éprouvé beaucoup de sympathie pour le nouveau titulaire du Département des Affaires Etrangères. Il suffit de parcourir la correspondance de l'ambassadeur pour deviner que, malgré les attentions dont il était l'objet de sa part, il regrettait son prédécesseur. Accoutumé à l'esprit ondoyant, aux manières caressantes, à la grâce un peu féminine de Bernis, il eut quelque peine à se faire à la brusquerie primesautière, au ton hautain et parfois rogue de son successeur.

Choiseul, dès son avènement au pouvoir, était bien décidé à prendre le rôle, sinon la position de premier ministre; il possédait les talents de l'emploi. Travailleur infatigable autant qu'homme de salon, il savait concilier le plaisir avec les affaires, regardant l'un comme la distraction nécessaire pour permettre l'assiduité aux autres. A la fois autoritaire et courtisan délié, il était aussi expert à flatter l'amour-propre du souverain, à se plier devant les caprices de la favorite, qu'à assumer l'allure du maître vis-à-vis de ses inférieurs. Soutenu par la confiance de Louis XV, qui venait d'ajouter à son titre de duc la dignité de pair, en communion étroite avec la Pompadour, dont il devint en quelque sorte le directeur de conscience, il put braver le verdict en général peu favorable de la cour et de la ville. Si peu nationaliste qu'on fût à cette époque, on se fiait médiocrement aux sentiments patriotiques d'un homme dont la nationalité était de fraîche date; on rappelait ses origines lorraines, on invoquait le souvenir d'un père qui avait été longtemps à Paris représentant de l'Empereur (1) en sa qualité de grand-duc de Toscane, on citait un frère encore général au service autrichien. Cette parenté ne le rendait-elle pas suspect d'attachement à l'Impératrice? n'influerait-elle pas sur ses opinions quand il aurait à défendre, contre l'allié, les intérêts de la France? Enfin n'était-il pas partisan avéré

(1) Erizzo au Sénat de Venise, 12 novembre 1758. Archives de Vienne.

d'une guerre continentale qui jamais n'avait été populaire et dont la poursuite ruinerait le pays?

Cette hostilité du dedans, comme la mauvaise volonté du dehors, Choiseul les surmonta, grâce à de solides appuis, grâce surtout à la vigoureuse impulsion qu'il sut donner aux rouages du gouvernement. Que dans sa conduite on puisse relever des défaillances fréquentes, des inconséquences nombreuses, cela est évident, mais on serait mal venu de lui refuser le mérite d'une suite dans les conceptions, d'une persévérance dans l'application, dont on ne trouve guère trace chez ses prédécesseurs. Si les combinaisons échouèrent, si les tours de force accomplis pour continuer la guerre aboutirent au traité désastreux de 1763, il serait injuste de faire peser sur lui la responsabilité d'une situation dont il n'était pas l'auteur et qui était plus que compromise quand il fut appelé au ministère.

Fermons cette parenthèse, qui nous entraînerait trop loin, et revenons aux rapports de Choiseul avec le représentant de Marie-Thérèse; peu à peu, ils s'établirent sur le pied de l'intimité et prirent, tout au moins de la part du premier, le ton de sincérité et d'abandon qui avait caractérisé les entretiens de Bernis. L'Autrichien, il est superflu de le dire, tout en accueillant les confidences, avait soin de rapporter à Vienne les boutades et les propos irréfléchis qui échappaient parfois à la vivacité de son interlocuteur. De là des malentendus : la cour de Vienne aurait souhaité obtenir du gouvernement français, dans les affaires intérieures de l'Allemagne, un concours absolu qui s'accommodait mal avec la politique traditionnelle de la maison de Bourbon. Choiseul ne l'entend pas ainsi, et expose (1), avec un franc parler qui n'était pas pour plaire, les inconvénients que présenterait dans l'Empire une extension trop grande du pouvoir des Habsbourg. Souvent c'est au

(1) Starhemberg à Kaunitz, 14 septembre 1759. Archives de Vienne.

sujet des droits et privilèges de la minorité protestante de l'Empire, sur lesquels la maison d'Autriche était toujours prête à empiéter, que surgissent les dissentiments entre les deux gouvernements. Fidèle sur ce point spécial aux errements de Richelieu et de ses successeurs, le cabinet de Versailles revendique à tout propos sa position comme puissance garante du traité de Westphalie. Aussitôt l'ambassadeur de déplorer cet esprit qu'il attribue à la routine des bureaux et aux notions puisées dans le commerce des diplomates protestants ou dans les écrivains de droit public appartenant à la réforme. Pour Starhemberg, on n'est partisan du nouveau système qu'à la condition d'épouser sans réserves toutes les visées et tous les préjugés de sa cour, à ses yeux, l'adhésion à l'alliance est affaire de sentiment plutôt que d'intérêt; aussi, d'après lui, son appui le plus ferme serait l'affection personnelle et l'estime du Roi Très Chrétien pour leurs majestés impériales.

Chez Louis XV et surtout chez la Pompadour, auprès de laquelle Starhemberg avait repris son influence un moment ébranlée pendant le ministère Bernis, il n'y avait pas à craindre les allusions à la nécessité de mettre fin aux hostilités qu'arrachaient à Choiseul les embarras financiers ou les défaites des armées de terre et de mer. Aussi se complaît-il à raconter ses conversations avec la favorite (1), « Elle est si éloignée de penser à la paix, que jamais je ne l'ai trouvée aussi résolue et aussi bien pensante..... Elle est toujours ferme dans l'opinion, qu'il n'y a pas de paix sûre et durable à espérer sans l'amoindrissement du roi de Prusse; sa haine pour ce prince égale son sincère attachement pour notre cour; elle regarde l'alliance des deux cours comme le fondement le plus solide du système politique, et préférerait la continuation pour toujours de la guerre à une paix qui serait conclue contre notre

(1) Starhemberg à Kaunitz, 26 septembre 1759. Archives de Vienne.

volonté, et qui détruirait l'entente entre les deux cours. En un mot, sa manière de voir est si honnête, si favorable et si franche que nous ne pourrions désirer mieux, et qu'en vérité je ne puis faire d'elle un éloge suffisant. » Entre Choiseul et la Pompadour, malgré la différence de langage, il est forcé de reconnaître que l'accord semble parfait. « Elle débute toujours par me demander si je suis satisfait de lui, et sur ma réponse affirmative, elle a toujours coutume de faire de lui le plus grand éloge, et de célébrer son jugement, son activité et sa droiture. Il serait difficile et dangereux d'essayer de diminuer le crédit dont il jouit auprès d'elle.... car en dehors de la base essentielle de notre système politique elle n'y comprend rien et il pourrait lui présenter les affaires sous un aspect qui l'éblouirait ou la tromperait complètement..» Constatons en passant que la grande dame se plaint beaucoup de l'injustice du public à son égard, dévoile le peu de cas qu'elle fait du maréchal d'Estrées, plus responsable à son avis que Contades des malheurs de la fin de campagne, et ne dissimule pas son aversion pour le duc de Broglie, tout en avouant « qu'il était le seul qu'on pût charger du commandement avec quelque confiance ». Mais l'ami de cœur était Soubise, et pour faire sa cour en haut lieu il fallait « l'élever bien au-dessus de ses mérites », obligation dont l'Autrichien a soin de s'acquitter de son mieux.

Le dévouement absolu et la fidélité à toute épreuve de la favorite avaient droit à une récompense éclatante; aussi le cadeau depuis si longtemps annoncé avait-il été enfin remis à la destinataire au commencement de l'année. Il consistait en une table à ouvrage, ornée du portrait de l'Impératrice, avec garniture de diamants; Starhemberg nous apprend qu'il avait coûté 77.278 livres, dont 600 seulement furent versées au peintre. Inutile de dire que Mme de Pompadour se confondit en remerciements, et de-

manda à les exprimer par lettre à Marie-Thérèse. L'ambassadeur est un peu embarrassé : « Je n'ai (1), mande-t-il à Kaunitz, qu'à me charger de faire parvenir la lettre qui est contenue dans celle-ci, jointe à celle qu'elle écrit à Votre Excellence. » Le Roi, présent à la remise du cadeau, « m'a fait connaître combien il était personnellement sensible à cette marque d'attention que S. M. avait bien voulu lui donner. »

Le témoignage de satisfaction octroyé à la maîtresse devait-il être accordé au ministre de Louis XV? Consulté sur ce point délicat, Starhemberg (2) ne le croit pas indispensable ; cependant si on se décide « à faire chose particulière pour ce ministre duquel nous avons en gros encore toujours lieu d'être contents », il suggérerait une belle agrafe de chapeau de la valeur de 15 à 20.000 florins. Ce fut à l'occasion de la conclusion du nouveau traité entre les deux cours que fut formulée cette demande de renseignements. En effet les ratifications venaient d'être échangées vers la fin de mai, après de longues négociations qui roulèrent sur des questions accessoires.

Pendant les pourparlers, le roi de Sardaigne trouva le moment opportun pour réclamer l'exécution des promesses d'accroissement territorial qui lui avaient été faites lors de la paix d'Aix-la-Chapelle. Un instant, on put craindre que la guerre ne s'allumât en Italie à propos du règlement qui suivrait la mort du roi d'Espagne prévue de jour en jour ; le cabinet britannique poussait la cour de Turin à s'entendre avec celle de Naples pour un partage de la haute Italie, d'après un arrangement qui aurait mis le Piémont en possession des duchés de Parme et du Milanais, et alloué la Toscane comme indemnité à l'infant Don Philippe. Le roi de Prusse s'était tout naturellement mêlé

(1) Starhemberg à Kaunitz, 9 février 1759. Archives de Vienne.

(2) Starhemberg à Kaunitz, 13 juin 1759. Archives de Vienne.

de l'intrigue et avait envoyé (1) à Turin un officier de confiance pour soutenir les efforts du ministre anglais. Conformément aux traditions de famille, le roi de Sardaigne sut profiter des inquiétudes soulevées pour obtenir de Versailles la cession du Plaisantin à défaut d'autre acquisition et, en attendant l'annexion effective qui viendrait lors de la paix, la bonification des revenus provisoirement touchés par l'infant. L'Autriche consentit à sanctionner cette clause et à l'introduire dans la future convention sous la réserve que la garantie n'entraînerait aucun sacrifice à ses dépens.

Un autre point qui souleva de longs débats fut la fixation du taux de change des monnaies à verser au titre de subvention par la France. Choiseul ne voulait compter le florin qu'à 50 sols tandis que le chancelier et son représentant entendaient l'évaluer à 52 sols. Enfin, sur la plupart des conditions en suspens, la ténacité de Starhemberg prévalut et il eut la satisfaction de faire adopter un arrangement presque aussi avantageux pour sa cour que les deux premiers.

Comme toujours, il y eut traité ostensible et traité secret ; ils portaient les dates officielles des 30 et 31 décembre 1758, quoique les signatures n'eussent été apposées qu'en mars et les ratifications échangées qu'en mai 1759. Les articles les plus importants des deux pièces contenaient les stipulations suivantes (2) : Renouvellement et confirmation à perpétuité du traité défensif du 1er mai 1756 ; abrogation et anéantissement du traité secret du 1er mai 1757 ; conversion de la fourniture du corps auxiliaire de 24.000 hommes en subside financier, et fixation de ce subside à la somme mensuelle de 288.000 florins, payables

(1) Frédéric à Finckenstein. Breslau, 13 mars 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 3.

(2) Traité des 30 et 31 décembre 1758. Affaires Étrangères. Autriche. Supplément 18.

chaque année à raison de 625.000 livres seulement, et le reliquat après la paix; limitation du solde des arrérages, encore dus en vertu du traité secret de 1757, à la somme de 7.500.000 florins exigible après la guerre; mise à la charge exclusive de la France des subventions acquises à la Suède, au Danemark et de l'entretien du contingent saxon; promesse du Roi de maintenir une armée de 100.000 hommes en Allemagne; attribution à l'Impératrice du duché de Silésie et du comté de Glatz; garantie des conquêtes réciproques; concert stipulé sur les avantages que l'Impératrice accordera au Roi, au cas où la paix lui en procurerait de considérables aux dépens du roi de Prusse; occupation par les Français, pendant la durée des hostilités, des villes d'Ostende et de Newport; bons offices de l'Autriche pour la suppression de l'interdiction de fortifier Dunkerque; engagement de ne faire ni paix ni trêve sans accord préalable; renonciation par l'Impératrice, en faveur de l'infant Philippe et de sa postérité masculine et féminine, à la réversion des duchés italiens; garantie au roi de Sardaigne d'une indemnité territoriale qui ne sera pas au préjudice de l'Autriche; succession de Modène assurée à l'archiduc Pierre Léopold. En outre de ces dispositions, nous trouvons reproduites dans la convention les clauses relatives aux royaumes et principautés d'Italie, à la communication à faire aux puissances alliées et au secret à observer.

A la lecture des quarante articles des deux traités, on se demande quels bénéfices la France espérait en tirer. A vrai dire, ils ne pouvaient être que négatifs, car le seul gain consistait à s'affranchir d'une partie des subsides écrasants que le négociateur de 1757 avait si légèrement pris à son compte; mais cet allégement serait-il suffisant? Sans doute les versements mensuels dus à l'Impératrice étaient sensiblement diminués, sans doute le cabinet de Versailles renonçait à son rôle de principal dans la guerre d'Alle-

magne pour reprendre celui d'auxiliaire, mais il promettait d'y participer avec une armée de 100.000 hommes, et il consentait des sacrifices financiers dont le montant serait, comme par le passé, trop lourd pour son trésor et pour son crédit. Des acquisitions territoriales sur la frontière du nord, de l'établissement de l'infant dans les Pays-Bas, il n'était plus question; Choiseul s'était inspiré de la dignité de son maître en déclinant les quelques kilomètres carrés que lui offrait la cour de Vienne, et s'était contenté de faire insérer une clause des plus vagues destinée bien plus à couvrir la responsabilité des négociateurs, qu'à gratifier la France d'une extension quelconque de son domaine.

En s'engageant à continuer la lutte sans profit pour l'avenir et au détriment des forces de la nation, Louis XV et ses ministres obéirent avant tout aux obligations qui les liaient vis-à-vis des alliés et qu'ils ne pouvaient modifier qu'avec leur consentement, mais ils se laissèrent aussi entraîner par leurs sentiments personnels à l'égard du roi de Prusse. Ce monarque, aussi médiocre poète que brillant capitaine, avait coutume de se reposer des soucis de la guerre en écrivant des pièces de vers, qu'il aurait voulu satiriques et qui n'étaient que grossiers. C'est ainsi qu'il composa, en l'honneur du prince Ferdinand, une ode où les Français étaient fort mal traités, et où le monarque et la favorite n'étaient pas plus épargnés que leurs généraux et leurs ministres. En voici un échantillon :

> O nation (1) folle et vaine,
> Quoi! . . . .
> Je vois leur vil assemblage
> Aussi vaillant au pillage
> Que lâche dans les combats.
>
> Quoi! votre faible monarque
> Jouet de la Pompadour

(1) *Mémoires de Voltaire. Œuvres complètes,* t. LXX, p. 338, édition de 1789.

Flétri par plus d'une marque
Des opprobres de l'amour,
Lui, qui, détestant les peines
Au hasard remet les rênes
De son empire aux abois,
Cet esclave parle en maître !
Ce Céladon sous un hêtre
Croit dicter le sort des rois.

Ces vers, qui furent suivis d'autres épigrammes d'un style similaire, parvinrent par l'entremise de Voltaire (1) aux mains de Choiseul dont elles soulevèrent la colère ; le ministre aurait désiré répondre par une œuvre de même acabit, et faire naître une sorte de procès où le talent du royal écrivain, tout autant que son bon goût, serait passé au crible de l'opinion publique. Le procédé était de bonne guerre, mais Choiseul ne s'en tint pas là; dans un entretien avec Starhemberg (2) qu'il avait mis au courant de l'incident, il alla jusqu'à s'écrier à propos de Frédéric : « Nous l'en ferons certainement repentir, et si nous trouvons une bonne occasion de faire la paix avec l'Angleterre, nous ne manquerons pas d'en profiter et n'aurons ensuite point de repos que nous ne soyons parvenus à nous venger de son insolence. » L'ambassadeur, qui rapporte aussitôt la boutade se garde bien de la commenter, trop heureux d'enregistrer l'adhésion à la politique de la maison d'Autriche, pour critiquer la cause quelque peu triviale de cette déclaration de principes. Malheureusement pour les hommes qui dirigeaient les affaires extérieures de la France, ni les événements militaires ni la situation intérieure du pays n'autorisaient la menace si légèrement exprimée.

De tous les soucis du cabinet de Louis XV, le plus grave était le mauvais état des finances du royaume; aussi re-

(1) Voir à ce sujet Calmettes. *Choiseul et Voltaire.* Paris, 1902.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 13 juin 1759. Archives de Vienne.

vient-il sans cesse dans les conversations de Choiseul avec l'envoyé de Marie-Thérèse et dans les dépêches de ce dernier. Au cours du printemps, La Borde avait été remplacé dans les fonctions de contrôleur général par Silhouette; il entraîna dans sa retraite le banquier Paris-Montmartel, qui jusqu'alors avait été le bailleur de fonds du gouvernement. La tâche qu'allait entreprendre le nouveau ministre des Finances était des plus lourdes; le trésor était vide, le crédit épuisé, et malgré les plaisanteries de Choiseul (1) qui prétendait « que quand on n'aurait plus rien, on ferait la guerre sans argent », il fallait faire face aux nécessités des départements intéressés. Silhouette fut d'abord porté aux nues (2) par l'opinion; il réalisa quelques économies et émit sans difficulté un emprunt de 72 millions; mais ce n'était là qu'une goutte dans l'océan. Peu de temps après Minden, Starhemberg fait une revue de la situation financière : les dépenses de la guerre se montaient déjà pour l'année à 160 millions, celles de la marine et des colonies à 100 millions; le budget des affaires étrangères en avait absorbé 25; le service de la dette et des emprunts courants en exigeait un peu plus de 140. En ajoutant à ces sommes le coût de la maison du Roi et l'imprévu jusqu'à la fin de l'exercice, Starhemberg évaluait (3) à 500 millions les sorties de fonds pour 1759; les rentrées ne devant pas dépasser 300 millions, il en résulterait un déficit de 200 millions. Pour combler le trou il fallait de nouvelles émissions de rentes, et pour les gager le contrôleur général proposait un accroissement de contributions de 50 millions; il se heurta, comme ses prédécesseurs, à l'opposition du parlement. La compagnie reconnaissait bien la nécessité d'augmenter les revenus, mais critiquait les taxes aux-

(1) Starhemberg à Kaunitz, 25 février 1759. Archives de Vienne.

(2) Voir Clément et Lemoine, *M. de Silhouette*. Paris, 1872.

(3) Starhemberg à Kaunitz, 10 août, 14 septembre 1759. Archives de Vienne.

quelles on avait recours. Le public, d'abord très favorable à Silhouette, tourna contre lui ; on lui fit le reproche de suivre les errements connus et de surcharger la matière imposable. Enfin les pourparlers et les remontrances aboutirent à l'acceptation des nouveaux impôts les moins importants tels que les droits sur les cuirs, et ceux concernant les toiles peintes. Il fallut un lit de justice, tenu le 20 septembre, pour obtenir l'enregistrement de taxes d'un caractère somptuaire sur l'or et l'argent, de 20 livres par cheval, de 50 livres par valet de chambre ou domestique, de droits de patente pour « boutique ouverte, enseigne ou bouchon », de l'affectation à l'État du produit des octrois locaux, et du rachat des offices sur les postes. La contribution dont le rendement était à la fois le plus sûr et le meilleur était celle des 4 sols par livre sur les objets de consommation soumis à la ferme générale. Silhouette à qui ses projets de réforme avaient suscité de nombreux ennemis dut abandonner ses fonctions vers la fin de l'année.

Ainsi qu'on devait s'y attendre, les expédients dont nous avons rendu compte n'empêchèrent pas la crise financière d'éclater. Choiseul, dans son exposé du 29 octobre (1), qui devait être communiqué à Kaunitz, le reconnaît avec une loyauté parfaite : « Notre crédit qui faisait la grande branche de notre puissance est anéanti, nous sommes obligés de nous soutenir par les revenus seuls, mais comme ils étaient mangés par anticipation, il a fallu que le Roi fasse une espèce de banqueroute comme vous le verrez par les arrêtés que je vous adresse. Les nouveaux impôts n'ont pas produit un soulagement actuel ; il ne s'est pas trouvé de compagnie qui ait pu faire les avances de ces impositions; l'on est donc réduit aujourd'hui à agiter dans le conseil, pour payer les troupes au mois de novembre, d'envoyer la vaisselle du Roi et des particuliers à la Mon-

(1) Duc de Choiseul au Comte, 29 octobre 1759. déjà cité.

naie, et de donner en échange des billets qui, vous jugez bien, ne seront pas fort recherchés........ Le Roi ne paye plus rien absolument que ses troupes qui sont au moment de manquer, ainsi que les subsides convenus par les traités. » La pénurie de fonds se faisait sentir à un tel point, que Choiseul (1), par lettre du même 29 octobre, chargea Ossun de solliciter du roi d'Espagne un prêt de 20 millions, que ce monarque, malgré toute sa bonne volonté, ne se crut pas en état de consentir.

Jusqu'ici pour la revue des rapports des deux cours, nous avons puisé dans la correspondance de Starhemberg. Ce fut en effet presque exclusivement entre lui et le duc de Choiseul que se traitèrent les affaires de l'alliance durant les sept premiers mois de 1759. Quoique désigné et agréé dès le mois de janvier, le successeur du duc à l'ambassade de Vienne, son cousin le comte de Choiseul, ne prit possession de son poste que le 28 juin 1759. Pendant l'intérim qui avait duré 8 mois, la représentation de la France avait été confiée au secrétaire Boyer qui, à en juger par la correspondance, s'acquitta très honorablement de la besogne courante, mais resta étranger aux grosses questions et notamment au renouvellement du traité. Le comte de Choiseul ne fut pas long à se pénétrer du rôle important que devait jouer, auprès du gouvernement autrichien, l'envoyé de la puissance amie; à peine un mois s'était-il écoulé depuis son arrivée, que nous le voyons donner son avis sur les opérations militaires, critiquer le maréchal Daun, tenir tête à Kaunitz, discuter avec l'Impératrice. Plus maître de lui que son prédécesseur, plus réservé dans le dialogue diplomatique, il apporta plus de souplesse et tout autant de franchise dans ses relations avec le chancelier et avec les ministres. Tout d'abord, l'accueil gracieux de Kaunitz ne laisse pas de surprendre agréablement le nouvel

(1) Choiseul à Ossun, 29 octobre 1759. Affaires Étrangères. Espagne.

ambassadeur, qui sans doute d'après les renseignements du duc de Choiseul, s'attendait à plus de morgue : « Je ne l'ai pas trouvé (1) froid, haut, dominant, vain ni affectant la supériorité; j'ai bien remarqué dans ses propos qu'il avait bonne opinion de lui, de ses idées, de son esprit et de ses talents, mais d'ailleurs il s'est montré vis-à-vis de moi avec des manières simples, aisées et obligeantes; il a mis beaucoup de grâce, d'ouverture et de gaieté même dans les trois conversations que j'ai eues avec lui. »

A l'égard du nouveau venu, Marie-Thérèse déploya la condescendance amicale, l'amabilité et l'abandon plein de charme dont elle possédait le secret; elle lui parla (2) de son affection pour Louis XV, du plaisir qu'elle prenait au mariage de leurs petits-enfants, se déclara « enthousiasmée pour le personnel de l'Infante Isabelle », s'enquit des membres de la famille royale et de plusieurs des ministres; elle eut soin de ne pas oublier M[me] de Pompadour « pour qui elle m'a témoigné une estime et une amitié véritables. » Elle a ajouté, après avoir fait son éloge : « Ce n'est pas à cause de l'obligation que je lui ai d'avoir contribué à votre alliance, c'est une justice que je rends à son mérite. » La série des compliments épuisée, on passa aux affaires: L'Impératrice avoue peu de foi dans le succès de l'expédition qu'on préparait dans les ports français contre les Iles Britanniques; elle craint qu'un échec de ce côté nuise à l'entreprise contre la Prusse qui lui tient au cœur : « Vous haïssez bien les Anglais, dit-elle à Choiseul, mais je veux que vous haïssiez encore plus le roi de Prusse. »

Dans sa première audience, le Français avait beaucoup insisté sur le désir de son maître de rendre publique l'union projetée entre sa petite-fille et l'archiduc Joseph; il obtint sur ce point prompte satisfaction; la demande of-

(1) Comte de Choiseul au Duc, 1[er] juillet 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

(2) Comte de Choiseul au Roi, 3 juillet 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

ficielle de la main de la jeune princesse fut expédiée de Vienne le 29 juillet, et acceptée par le Roi Très Chrétien à la date du 26 août. Ce premier résultat acquis, Choiseul s'ingénie à faire rapprocher l'époque du mariage, que la cour de Vienne, pour des motifs d'économie, aurait voulu remettre jusqu'après la paix. Une cérémonie à la cour lui fournit (1) l'occasion de plaider sa cause : « L'Impératrice étant au milieu de sa famille, j'ai pris la liberté de la féliciter d'avoir des enfants si jolis, si aimables et si bien portants. Elle m'a répondu : « Il est vrai qu'ils se portent tous à merveille ; j'en avais ce matin treize à la chapelle. » Je lui ai dit que c'était un vilain nombre et que je voudrais qu'il y en eût quatorze ; elle ne m'a pas entendu et s'est récriée qu'elle avait accouché seize fois, que c'en était assez et qu'elle s'était bien promis de ne plus faire d'enfants. J'ai repris : « Si Votre Majesté ne veut plus en prendre la peine elle-même, il y a un autre moyen d'en augmenter le nombre. » Pour lors, elle m'a compris ; elle s'est mise à rire et m'a dit : « Vous savez bien que la bonne volonté ne me manque pas. » Malheureusement, le décès subit de la duchesse de Parme, mère de l'infante Isabelle, survenu vers la fin de l'année, fit ajourner le mariage pendant quelque temps encore.

Si les cours de Vienne et de Versailles étaient d'accord pour voir dans l'union des familles régnantes un événement qui devait consolider l'alliance, il s'en fallait de beaucoup que cette entente s'étendît aux questions multiples que soulevait la conduite des opérations militaires ou la direction des affaires d'ordre diplomatique. Nous avons déjà relaté la correspondance aigre-douce échangée à propos de la médiation espagnole, les divergences de vues au sujet de la politique intérieure de l'Allemagne ; plus encore les incidents de la guerre, presque quotidiens, don-

(1) Comte de Choiseul au Duc, 5 septembre 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

nèrent lieu à des récriminations réciproques où chacune des parties épanchait sa bile sur le voisin, et se consolait de ses propres défaillances en soulignant celles de l'allié. Quand Starhemberg se plaint de la retraite de Contades, qui découvre les provinces de l'Empire, Choiseul riposte (1) « que nous aurions les plus mauvais généraux de l'Europe, si ceux de l'Impératrice n'existaient pas. » Cette boutade, rapportée à Vienne, ne laisse pas d'y produire une fâcheuse impression. A l'occasion des fautes de la campagne de Saxe, le comte de Choiseul ne tarit pas en critiques (2) sur la lenteur de Daun : « J'ai cru qu'il était à propos de leur faire sentir qu'ils se conduisaient encore plus mal que nous..... M. le comte de Kaunitz a été doux comme un mouton dans toute cette conversation. » Il est vrai qu'il sut prendre sa revanche en conseillant à Louis XV, comme nous l'avons vu, de prier l'Espagne de défendre à sa place ce qui restait des colonies françaises.

Comment mettre fin à une guerre dont la France avait à supporter les charges et à subir les effets de plus en plus ruineux pour sa marine et ses colonies, sans manquer aux engagements qui la liaient vis-à-vis de la maison d'Autriche? Ce problème pour ainsi dire insoluble fut la préoccupation constante du duc de Choiseul. Convaincu que la seule voie pour sortir d'une situation inextricable était un traité séparé avec l'Angleterre, il s'ingénia à trouver le moyen de s'aboucher avec cette puissance. A cet effet, sans négliger la négociation officielle entamée avec l'Espagne, il chercha à renouer avec le Danemark les pourparlers secrets commencés par son prédécesseur Bernis et si catégoriquement désavoués par lui-même après la chute de ce dernier. La cour de Copenhague était très émue du

(1) Dans une dépêche du 29 octobre 1759, le duc de Choiseul reconnaît avoir tenu le propos « en plaisantant ».

(2) Comte de Choiseul au Duc, 18 novembre 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

désir manifesté par les ministres de la Tzarine d'annexer définitivement la Prusse royale et se montrait encline à faciliter tout arrangement qui serait de nature à entraver les progrès de la Russie; aussi consentit-elle à s'entremettre auprès du cabinet de Londres pour un accord entre l'Angleterre et la France. Le ministre hanovrien Steinberg communiqua (1) par le canal de Münchhausen une conversation avec Bernstorf, dans laquelle celui-ci avait offert ses bons offices et proposé de transmettre à Versailles les conditions que le roi George, en sa double capacité royale et électorale, serait disposé, de concert avec la Prusse, à accepter de la part de la France. Quoique Bernstorf prétendît s'inspirer de sa propre initiative, le contenu d'une lettre interceptée (2) de Wedelfries, résident danois à Paris, laissait supposer que Choiseul n'était pas étranger à cette ouverture. Quand le billet de Steinberg parvint à Londres, le cabinet britannique s'était arrêté au parti d'une déclaration pacifique au nom des rois d'Angleterre et de Prusse, qui serait adressée aux puissances belligérantes; aussi fit-il mauvais accueil (3) à l'intervention danoise. Toute négociation, répondit-on, serait « prématurée et téméraire... avant la fin de la campagne. » Quant aux premiers pourparlers, lorsqu'il y aurait lieu de les entamer, « Sa Majesté croit de sa prudence et de sa dignité de ne pas se servir de voies secrètes pour faire connaître à la France et à l'Europe ses équitables intentions. » Pitt et ses collègues étaient d'autant plus opposés à la médiation du Danemark que l'affaire avait été conduite par le conseil de régence du Hanovre et qu'il avait été question, sans doute dans le but d'exploiter le faible souvent constaté du roi George, d'agrandissements de son domaine électoral

(1) Steinberg à Munchhausen, 9 octobre 1759. Newcastle Papers, 32896.
(2) Wedelfries à Bernstorf, 18 septembre 1759. Newcastle Papers, 32895.
(3) Procès-verbal de la conférence du 29 octobre 1759. Newcastle Papers, 32897.

dont, en leur qualité de bons Anglais, ils étaient les adversaires résolus.

Au cours de l'été, Choiseul avait songé aussi à faire de la Russie le promoteur de la paix générale, car il s'agissait cette fois non plus du conflit particulier avec l'Angleterre, mais de tout le continent. Dans une dépêche confidentielle (1) à Lhôpital, nous trouvons tracé de main de maître l'exposé des embarras de la cour de Versailles et l'indication de la porte de sortie qu'il entrevoit : « Je crois qu'il serait possible de terminer honorablement et promptement cette guerre, si nous n'étions engagés, l'Angleterre et nous, dans la querelle de nos alliés; mais nos engagements sont différents de ceux des Anglais, en ce que les alliés de l'Angleterre seraient satisfaits si l'on voulait les laisser tels qu'ils étaient avant la guerre, au lieu que nous, nous sommes engagés avec les nôtres de leur procurer des dédommagements et des conquêtes. Voilà la vraie difficulté qui retarde la paix. » Choiseul rappelle les tentatives faites sous le ministère Bernis pour amener la cour de Vienne à des vues conciliatrices. Elles ne pouvaient aboutir, parce que l'alliance autrichienne était trop récente et le souvenir des anciennes relations de la France et de la Prusse encore trop vivace pour permettre à la cour de Versailles d'assumer l'office de médiateur. Le dernier traité signé devient « la loi de notre conduite; aussi nous sommes hors de mesure pour faire aucune insinuation de paix à l'Impératrice-Reine, à moins qu'elle ne soit en possession tranquille de la Silésie, et comme il est fort à présumer que ce cas n'arrivera pas, nous sommes dans la nécessité de continuer la guerre de terre, comme nos traités l'exigent, aussi longtemps que la cour de Vienne voudra mesurer ses forces contre celles du Roi de Prusse. » Le ministre croit néanmoins aux bénéfices ultérieurs de l'accord

(1) Choiseul à Lhôpital, 8 juillet 1759. Affaires Étrangères, Russie.

avec la maison d'Autriche : « L'alliance avec l'Impératrice, qui nous a coûté tant d'hommes et tant d'argent, ne peut devenir utile à la France qu'autant qu'elle sera durable et solide à la paix ; et elle ne peut être durable à cette époque qu'autant qu'en évitant de donner aucun soupçon sur notre bonne foi, nous aurons maintenu nos traités avec exactitude. Il faut que nous songions que le roi de Prusse mourra et avec lui la puissance prussienne ; mais la puissance autrichienne n'est pas prête à s'éteindre, et si nous ne la ménagions pas, sans cependant lui laisser prendre trop d'empire, elle pourrait aisément reprendre ses anciennes liaisons et devenir notre plus cruelle ennemie. » Comment travailler à la pacification de l'Europe sans froisser Marie-Thérèse? Voici la solution inventée par le ministre de Louis XV : « La Russie n'a point ces inconvénients à craindre. Je me suis aperçu, pendant mon ambassade auprès de l'Impératrice, que la cour de Vienne lui est entièrement subordonnée. La raison en est simple : La maison d'Autriche a beaucoup à espérer de la cour de Pétersbourg, et la Russie n'a rien à craindre et peu de chose à espérer de la cour de Vienne. C'est dans cet état, Monsieur, que l'Impératrice de Russie peut entreprendre, si réellement elle désire la paix, de jouer le rôle de médiatrice armée entre l'Impératrice-Reine et le roi de Prusse. C'est elle qui peut sans crainte faire connaître à Vienne ses dispositions pour la paix, en même temps qu'en menaçant de ses armes elle ferait parvenir ses sentiments au roi de Prusse. Elle seule peut s'acquérir, dans cette médiation, et en faisant conclure la paix sous ses auspices, la gloire la plus convenable à sa dignité. »

Cette conception ingénieuse qui fait honneur à la fertilité d'imagination de l'homme d'État, avait le grave défaut d'être fondée sur deux erreurs capitales. Trompé par le bruit de prétendus pourparlers engagés entre Pétersbourg et Londres par l'intermédiaire de Copenhague,

Choiseul croyait (1) la Russie encline à mettre fin à la guerre. Or, il n'en était rien; la Tzarine, encore maîtresse absolue de sa politique étrangère, était aussi opposée aux notions de paix que l'Impératrice Marie-Thérèse, et son premier ministre, le chancelier Woronzow, malgré des velléités pacifiques, (2) n'avait ni l'autorité ni les qualités voulues pour jouer le rôle délicat qui lui serait revenu dans la négociation.

Jetons un coup d'œil sur cette cour de Russie du milieu du dix-huitième siècle, à la description de laquelle un écrivain de mérite (3) a consacré des ouvrages récents, et dont Lhôpital disait avec raison (4) : « Il est difficile, lorsqu'on n'a pas vu par soi-même ce pays-ci et les gens qui l'habitent, de se faire une idée juste de leur façon de penser, depuis la souveraine jusqu'au dernier Russe. Nos idées, nos principes, nos maximes sont si différents des leurs, qu'il m'a fallu du temps et beaucoup de patience et d'étude pour les connaître et m'y accoutumer. » Sans partager les illusions que l'ambassadeur se faisait sur sa perspicacité et sur l'influence qu'il pensait avoir acquise, nous acceptons volontiers l'exactitude du croquis qu'il trace des principaux personnages de la cour. A sa tête, l'Impératrice Elisabeth, aussi fantasque que jamais, sous la coupe de ses favoris des deux sexes, en butte aux intrigues et aux tracasseries de son entourage, malade, en proie à la mélancolie, indolente au point de laisser en souffrance les affaires les plus importantes, sachant néanmoins s'affirmer à l'occasion et reprendre parfois ses grâces d'antan. « Son palais, écrit Lhôpital (5), est une espèce de sérail, dont le

(1) Choiseul à Lhôpital, 8 mai, 8 juillet, 24 juillet, 6 août 1759. Affaires Étrangères, Russie.

(2) Keith à Holdernesse, 4 septembre 1759. Record Office.

(3) Waliszewski : *La dernière des Romanov*, Paris, 1902.

(4) Lhôpital à Choiseul, 10 juin 1759. Affaires Étrangères, Russie.

(5) Lhôpital à Choiseul, 11 décembre 1759. Affaires Étrangères. Russie.

chef est une femme. Il y règne, au lieu de plaisirs, des factions, des haines et des vues ambitieuses de ses favoris. Les femmes de chambre y jouent leur rôle. » L'Impératrice ne sort presque plus, cependant « le dernier jour qu'elle a paru, elle était fraîche et belle même à travers les secours de l'art et de la toilette. » Un état de santé délabré, sur lequel le médecin français Poissonier, attaché à sa personne, transmettait à Paris un rapport hebdomadaire, les accidents déjà survenus, pronostiquaient une fin prochaine et faisaient trembler à la pensée du successeur. Ce dernier, fou à lier, imitateur ridicule des usages prussiens, admirateur servile de la politique de Frédéric, brouillé avec sa femme et méprisé de tous; la grande-duchesse Catherine dévouée à l'Angleterre, dont elle avait reçu et passait pour recevoir encore les subsides, sans crédit auprès de la Tzarine et plus occupée, à en croire les dehors, de ses amours que de la chose publique.

Depuis la chute de Bestuschew, Woronzow, promu au premier rang, était chargé tantôt seul, tantôt en collaboration avec différents personnages, de la conduite des relations extérieures. Lhôpital le dépeint (1) comme « plus honnête homme qu'aucun autre de la nation, de mœurs douces et d'humeur égale. Il est froid en apparence, mais il réfléchit beaucoup quoiqu'assez lentement; il mérite le titre de bon homme, étant réellement bon sans être sot. L'esprit du chancelier, sans être étendu ni nerveux, est cependant accompagné de beaucoup de sens; mais il est peu instruit, il travaille beaucoup et lit exactement tout ce qui lui est présenté. Il se conforme, comme il le doit, au caractère et aux volontés de sa souveraine, ce qui le fait passer pour lent, irrésolu et incapable de prendre des partis prompts et nerveux. » De Woronzow, intelligence bornée, bureaucrate consciencieux, exécuteur fidèle des décisions

(1) Mémoire de Lhôpital, 13 décembre 1759. Affaires Étrangères, Russie.

du conseil, il ne fallait pas attendre l'initiative d'un Kaunitz ou d'un Choiseul qui, bien que représentants d'une monarchie despotique, savaient imprimer le cachet de leur personnalité à la politique de leurs pays. Depuis quelque temps et pour les négociations capitales, sur la demande du chancelier, la Tzarine lui avait adjoint son favori, le chambellan Schuwalow. Ce courtisan servait de trait d'union entre sa maîtresse et ce qu'on appelait la jeune cour; sans expérience des affaires, il ne comptait que par la confiance que lui marquait Élisabeth et l'influence qu'on lui attribuait sur la capricieuse souveraine.

Dans le milieu que nous venons de décrire, dans un cabinet dont l'orientation dépendait de la santé d'une femme usée et malade, il n'y avait pas place pour les savantes combinaisons de Choiseul. D'autre part, Lhôpital, soit qu'il se rendît compte plus exactement que son ministre de ce qui était possible à Pétersbourg, soit qu'il ne partageât pas ses vues, aurait été partisan d'une entente plus intime de la France et de la Russie, affranchie de l'action autrichienne, et dans ce but, affectait vis-à-vis de l'ambassadeur Esterhazy une liberté d'allures dont la cour de Vienne et son porte-parole Starhemberg ne tardèrent pas à se plaindre.

Une attitude pareille ne cadrait pas avec les desseins de Choiseul qui lui adressa (1) une semonce amicale et lui exposa très franchement les ressorts de son système : « Permettez-moi de vous dire que vous vous amusez un peu trop à l'apparence de l'ambassade, et que vous ne vous occupez pas assez de la solidité. Vous croyez que l'empire de Russie peut être notre allié, indépendamment de la cour de Vienne; nous ne pensons pas de même, et, je crois, moi, que la Russie n'est notre alliée que par accident, et que nous devons nous borner à ne la point mécontenter pendant notre alliance, sans faire aucun fonds

(1) Choiseul à Lhôpital (particulière), 2 octobre 1759. Affaires Étrangères, Russie.

sur une union permanente avec cet Empire. Réfléchissez que le Turc, la Suède et le Danemark sont nos alliés et les ennemis naturels de la Russie ; que nous n'avons rien à attendre personnellement de cette puissance; que nous avons à craindre qu'elle n'étende son despotisme dans le Nord et qu'elle ne prenne trop d'influence en Allemagne, et que les Anglais au contraire, en possession du commerce de Russie, seront par les liaisons nécessaires les alliés de cet Empire. » Ce principe posé, l'écrivain examine les conséquences qui découlent de l'accord avec la cour de Vienne : « Cette alliance est solide, intime et aussi désirable qu'utile pour les deux Couronnes; mais en même temps nous ne prétendons pas adopter tous les systèmes de Vienne. Cependant, il est de la dernière importance de ne pas paraître les entraver, surtout en Russie. C'est l'Impératrice-Reine qui a été le nœud de notre réunion avec la Russie. » Dans ces conditions Lhôpital devra appuyer de bonne grâce les demandes que formulera Esterhazy, notamment en ce qui concerne les opérations de la guerre, et réserver son initiative pour les affaires spéciales à la France. Cette façon d'agir ne pourra que faciliter le projet de médiation. « Plus nous désirons que la Russie fasse faire promptement et cet hiver la paix de Prusse et d'Autriche, plus nous devons montrer à la cour de Vienne que nous nous portons avec vivacité à la seconder à Pétersbourg ; et moins nous lui confions nos vues sur la paix, plus nous devons avoir l'air de la servir pour la guerre. » La défiance d'Esterhazy et de son gouvernement ainsi assoupie, en cas que la Russie se décidât à la paix, « vous vous trouveriez le médiateur entre les deux cours impériales pour parvenir à ce but désirable, et vous feriez jouer à votre maître le rôle vraiment digne et utile qu'il doit jouer. Voilà, mon cher marquis, mes idées; voilà selon moi le seul but de votre ambassade. Il est assez beau. Tout autre est chimère et vent. Réfléchissez-y mûrement ;

je vous parle en ami, je vous dévoile notre système. » Choiseul prévoit l'hypothèse d'après laquelle cette ligne de conduite serait incompatible avec les opinions personnelles de son correspondant et ajoute : « Il vaudrait mieux que, sous prétexte de maladie, vous quittassiez l'ambassade que d'y être employé à une besogne de la bonté de laquelle vous ne seriez pas persuadé. »

Le motif des avances que Lhôpital, au gré de son chef, se montrait trop pressé d'accueillir fut bientôt apparent. Les gouvernements de Vienne et de Versailles avaient communiqué à la Tzarine leur dernier traité, ratifié en mai 1759 quoiqu'il portât la date du 30 décembre 1758, et demandé l'adhésion de la Russie à cet instrument diplomatique. Ce qui, pour les deux puissances contractantes, n'était qu'une formalité, devint pour la Russie une occasion de faire valoir ses droits à une indemnité territoriale. Tout d'abord Woronzow avait parlé d'une rectification de la frontière polonaise; plus tard, c'est Schuwalow qui met sur le tapis l'annexion de la Prusse royale; enfin, un mémoire signé des deux ministres russes est remis aux représentants de l'Autriche et de la France. Dans cette pièce (1), la Tzarine se déclarait prête à accéder au traité du 30 décembre, mais sollicitait de ses alliés la promesse « de faire pendant la guerre tous leurs efforts et d'employer aux conférences pour la paix tous les soins possibles pour que le royaume de Prusse, qui est déjà conquis par les armes de S. M. Impériale et dont les habitants lui ont volontairement prêté serment de fidélité, soit cédé à S. M. » Une semblable requête était trop contraire à la politique traditionnelle de la France et aux principes récemment développés au nom du Roi pour être bien reçue à Versailles. On se tira d'affaire (2) en se déchargeant sur la cour de

(1) Mémoire de Woronzow et Schuwalow, 26 octobre 1759. Affaires Étrangères. Russie.

(2) Choiseul à Lhôpital, 14 décembre 1759. Affaires Étrangères. Russie.

Vienne du soin de débattre une question qui la touchait de plus près, et en manifestant le désir de répondre aux avances de la Russie en négociant « un traité particulier auquel nous serons toujours disposés à travailler avec zèle et avec suite pour la gloire commune et l'avantage réciproque des deux monarchies. »

En résumé, vers la fin de 1759 et au moment des propositions anglo-prussiennes, malgré les dissentiments de leurs généraux, en dépit des récriminations échangées entre Pétersbourg et Vienne sur la conduite des opérations militaires, l'entente entre les Impératrices était aussi vivace que jamais. Les deux souveraines, animées d'un acharnement égal contre le roi de Prusse, étaient résolues à continuer l'œuvre commencée et à ne se laisser détourner de ce qu'elles considéraient comme leur proie par aucune intervention étrangère. En cas de succès, l'accord persisterait-il jusqu'au partage des dépouilles du vaincu? Certains propos de Kaunitz au comte de Choiseul (1) indiquent bien les sentiments autrichiens : « Nous n'avons aucun intérêt et aucune envie de procurer une augmentation de puissance à la Russie dans le voisinage de l'Allemagne et de la Pologne, mais nous avons aussi besoin d'elle pour la guerre et la paix, aussi il faut tenter de la retenir au meilleur marché que nous pourrons. » Le chancelier n'admettait pas d'ailleurs que l'acquisition de la Prusse royale et celle de la Silésie fussent mises sur le même pied : « Cela n'est pas juste ; il faut regarder la Silésie comme une espèce de préciput qui doit être prélevé avant tout et qui ne doit entrer en balance avec aucun autre dédommagement. » Le comte de Choiseul, en rapportant cette prétention, d'ajouter non sans ironie : « Je n'ai eu garde de contester ce principe.... je n'ignorais pas que la Silésie était

(1) Comte de Choiseul au Duc, 25 et 28 décembre 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

son objet unique exclusivement du reste de l'univers. »

Quant à la France, désintéressée dans ce débat dont elle s'était interdit de tirer aucun profit, la vive intelligence de Choiseul s'évertuait à clore le bilan des pertes passées ou futures en obtenant, par l'intervention des tiers, la pacification générale ou partielle dont il ne pouvait prendre l'initiative. Eût-il eu plus de chances de faire aboutir ce qui semble avoir été un désir sincère de terminer la guerre, en acceptant franchement et sans arrière-pensée les ouvertures des rois d'Angleterre et de Prusse? Le récit des préliminaires de cette négociation et l'examen des obstacles qu'elle rencontra dès son origine permettront de répondre à la question.

CHAPITRE IX

PROPOSITION D'UN CONGRÈS DE PAIX

DÉCLARATIONS DES ROIS D'ANGLETERRE ET DE PRUSSE. — NÉGOCIATIONS ENTRE LES COURS DE VERSAILLES, VIENNE ET PÉTERSBOURG AU SUJET DE LA RÉPONSE. — CONTRE-DÉCLARATION DES PUISSANCES ALLIÉES. — CONVERSATIONS DE LA HAYE. — DÉMARCHE DE FROULLAY. — RUPTURE DES POURPARLERS. — POLITIQUE DE CHOISEUL.

Avant d'aborder le récit de l'appel pacifique dont les rois de la Grande-Bretagne et de Prusse prirent l'initiative vers la fin de 1759 auprès des cours belligérantes, il convient de passer une revue rapide de la situation intérieure de l'Angleterre et d'examiner les raisons qui déterminèrent l'action commune des deux puissances.

Si nous traversons la Manche, nous trouvons, à un moindre degré d'intensité qu'en France, les mêmes préoccupations financières et, au moins dans une fraction du cabinet britannique, la même envie de mettre fin à la lutte. Pitt dont l'autorité grandissait chaque jour, tout à la poursuite de la guerre, se réservait l'organisation et la surveillance des expéditions qu'il aimait à lancer contre le territoire ou contre les colonies de la France; il s'en remettait volontiers à ses collègues du soin de lui fournir les fonds nécessaires pour ses entreprises. Très longtemps adversaire invétéré de la coopération des troupes anglaises en Allemagne, il avait fini par se laisser convaincre et était devenu peu à peu, au sein du gouvernement, l'avocat le plus zélé des

requêtes du prince Ferdinand. De temps en temps, à l'occasion de demandes qui lui paraissaient excessives, le vieil esprit anti-hanovrien se réveillait et il s'en prenait alors au malheureux Newcastle.

C'est ainsi qu'à propos de la préparation du budget de 1759, nous assistons à une véritable explosion de la part de l'irascible homme d'État. La prévision inscrite en 1758 pour la solde et l'entretien des troupes hanovriennes et brunswickoises avait été très inférieure à la dépense ; aussi le vieux Roi qui, pour combler le déficit, avait été obligé de puiser dans sa caisse et même d'emprunter pour son propre compte, était-il fort mécontent. Il commença par faire une scène (1) à Newcastle : « Les Français avaient ruiné son pays avant de le quitter ; à la fin de la guerre, lui qui était un grand électeur ne serait plus qu'un petit prince.... Au surplus, milord, vous ne voulez pas me donner de l'argent ; il faudra que vous augmentiez mes possessions aux dépens de celles de nos ennemis.... » Il s'est exprimé en très mauvais termes au sujet du prince Ferdinand, « qui pouvait être (a-t-il dit) un bon général, mais il le ruinait, montait les chevaux d'autrui et, ce qui était pire, n'était pas son serviteur, mais celui d'un autre prince. » Enfin, au ministre qui le félicite des bonnes rentrées du trésor anglais, le Roi réplique : « Quel bien cela me fera-t-il? Cela ne remboursera pas mes pertes ni celles de mes sujets. »

Un peu troublé par les jérémiades de son souverain, Newcastle s'en ouvre à Pitt (2) et lui représente la nécessité de relever les crédits affectés aux Hanovriens et aux confédérés, dont l'insuffisance était démontrée. Pitt répond que, si cela était vrai, la moitié de l'argent voté devait entrer dans la caisse électorale, et, sur l'assurance de son interlocuteur que cela était impossible : « Eh bien, il faut aban-

(1) Newcastle à Hardwicke, 5 octobre 1758. Newcastle Papers, vol. 32884.
(2) Newcastle à Hardwicke, 19 octobre 1758. Newcastle Papers, vol. 32884.

donner le continent, rappeler nos troupes, nous borner à la guerre navale et employer nos forces à faire des expéditions. »

Sans renoncer aux dédommagements éventuels, George tenait à rentrer dans ses avances; en conséquence il fit dresser par son fidèle Munchhausen un mémoire (1) prévoyant une dépense de 47 millions et demandant par conséquent au Parlement de doubler ses sacrifices. Un accroissement de 23 millions de francs pour la défense de l'Electorat n'était pas pour plaire au public anglais; aussi Pitt se lave-t-il les mains (2) de toute responsabilité. « Je dois avouer que, dans ma carrière, je n'ai pas vu d'affaire qui m'ait causé plus de surprise et d'émotion.... Je n'examine pas l'énormité de la requête, mais je supplie votre Grâce de réduire sans tarder la proposition à des limites raisonnables, ou tout ira à la débandade. Quant à votre humble serviteur, il désespère de rendre quelque service sur un pied pareil. »

Sans attendre l'effet du premier billet, Pitt en lance à son collègue un second; il a découvert que la surélévation provient surtout de l'augmentation des effectifs : « Dans l'état, il est question de plusieurs milliers d'hommes en plus des 38.000 votés l'année dernière. Au nom de Dieu, milord, comment a-t-on pu mettre sur le papier une pareille idée? Votre Grâce a-t-elle jamais encouragé l'espoir que l'Angleterre pourrait voter plus de troupes que les 50.000 hommes, Hessois compris, prévus l'année dernière? ou est-ce l'avis de Votre Grâce que l'Électorat peut être défendu sans quelques efforts pour son propre compte? Je regrette d'être obligé de réclamer une réponse catégorique au sujet des opinions et des intentions de Votre Grâce, mais je trouve la question si modifiée, et cela à la veille

(1) Mémoire de Munchhausen, 20 novembre 1758. Newcastle Papers, vol. 32885.

(2) Pitt à Newcastle, 22 novembre 1758. Newcastle Papers, vol. 32885.

de l'ouverture de la session, qu'à moins d'être fixé de suite et d'une façon complète, je me sens dans l'impossibilité absolue de rendre le moindre service. » A la missive de son impérieux collègue, Newcastle réplique en fournissant des explications embarrassées qui indiquent surtout le désir d'échapper à la responsabilité d'un vote impopulaire. Pitt ne le tient pas quitte et lui inflige une verte semonce pour ne l'avoir pas mieux renseigné : « Permettez-moi, Milord-Duc, d'avouer ma surprise extrême et mon désappointement infini quand je constate que des affaires, aussi importantes que la prise à notre solde d'un nouveau corps de troupes, puissent se glisser dans notre programme sans que Votre Grâce, qui est à la tête de la Trésorerie, appuie la mesure ou la porte à ma connaissance. »

Cette brouille de ménage ne paraît pas avoir eu de suites, car Newcastle (1), peu de jours après, se déclare satisfait de la besogne parlementaire; il n'y a qu'une ombre au tableau : « Nous sommes unanimes à vouloir donner plus que nous avons; en un mot, nos dépenses cette année dépasseront 12 millions de livres sterling, ce qui ne s'est jamais vu chez nous ni presque dans aucun pays; 3 millions et plus auront été affectés à l'Allemagne. » Le budget adopté par le Parlement anglais pour l'exercice 1759 s'éleva, en effet, à plus de 327 millions de francs (2), sur lesquels le Département de la Guerre en absorbait environ 80, celui de la Marine 120, l'entretien et la solde des Hessois, Hanovriens et autres confédérés plus de 40, le subside payé au roi de Prusse presque 17, celui des colonies américaines 5; et encore, à en juger par l'arriéré de 1758 qu'il avait fallu acquitter sur les crédits de l'année en cours, il y avait tout lieu de supposer que les prévisions seraient insuffisantes.

(1) Newcastle à Yorke, 1er décembre 1758. Newcastle Papers, vol. 32886.
(2) *Annual Register*, 1759. « Crédits votés par le Parlement, » p. 171.

Pour parfaire ces sommes, on avait été réduit à prélever sur la caisse d'amortissement les fonds pour le service de la dette et de faire un emprunt de 166 millions, qui avait été d'ailleurs facilement souscrit. Cet état de choses ne laissait pas d'inquiéter le cabinet britannique; Pitt, plus autoritaire avec le succès, reprochait à Newcastle de ne pas lui fournir l'argent nécessaire pour défrayer le coût de la guerre; Newcastle accusait Pitt, qu'il jalousait de plus en plus, d'agir sans consulter ses collègues : « La cause réelle de nos embarras, écrit-il dans un mémoire (1) adressé à ses intimes, est que nous avons engagé des dépenses supérieures de beaucoup à nos moyens et qu'on n'en voit pas la fin; expédition sur expédition, campagne après campagne. Il n'y a d'aucun côté aujourd'hui une ouverture pour la paix; au contraire, on ne trouve que de la répulsion pour cet objet et du blâme pour ceux qui y songent ou qui parlent de la nécessité d'y arriver. L'état véritable de nos finances et de notre crédit, la détresse du royaume n'ont jamais été dissimulés à M. Pitt, et il a été souvent informé de l'impossibilité de continuer sur cette échelle pendant une autre année; mais quel qu'ait été son sentiment réel, il n'a jamais voulu avouer qu'il envisageât l'avenir à ce point de vue. »

Pour conjurer les périls de la situation, Newcastle suggère les remèdes suivants : obtenir un peu d'entente dans le sein du cabinet; ne pas gaspiller les forces nationales sur terre et sur mer en entreprises inutiles et coûteuses; réunir tout ce dont on pouvait disposer pour la défense des Iles Britanniques; « obliger le général en chef de l'armée et le secrétaire de la guerre à nous tenir au courant des opérations, et de même pour la marine... et surtout nous pénétrer (au moins entre nous) de l'impossibilité de soutenir

(1) Newcastle. *Mémoire sur l'état du gouvernement*, 19 avril 1759. Newcastle Papers, vol. 32890.

pendant une autre année la guerre présente sur le pied actuel..... Il faut examiner si nous ne devons pas aviser confidentiellement le roi de Prusse de l'impossibilité pour ce pays d'entretenir les hostilités une année encore. » Le souci du ministre s'expliquait d'autant mieux que Legge, le chancelier de l'Échiquier, à la suite de difficultés avec la Banque d'Angleterre, parlait d'ajourner les paiements. Newcastle lui avait dit (1), non sans raison, qu'une résolution de ce genre serait « une sorte de déclaration de faillite ». De nouveaux pourparlers et l'émission heureuse de l'emprunt permirent d'éviter une pareille catastrophe.

Aux embarras financiers vinrent bientôt s'ajouter la crainte du débarquement français et la mauvaise impression causée par la retraite persistante du prince Ferdinand. Dans l'intérieur du cabinet, l'accord que préconisait Newcastle n'était pas intervenu. « Personne ne souffre plus que moi dans le gouvernement, écrit-il (2), insulté tous les jours par ce gamin de milord Holdernesse, en rapports plus ou moins agréables avec M. Pitt qui ne me montre guère d'égards, et toutefois si bien traité par le Roi que je ne puis pas l'abandonner. » Cependant, les préparatifs qui se faisaient dans les ports français commençaient à frapper les esprits, jusqu'alors très sceptiques sur le danger à redouter de ce côté. Admirablement renseigné par son service d'espionnage (3), Pitt lui-même, qui tout d'abord avait refusé de croire aux menaces d'invasion, fut bien obligé de se rendre à l'évidence. En guise de mesure défensive, il fit décider la convocation des milices, mais l'appel qui fut adressé en conséquence aux autorités locales eut peu de succès ; on se défiait de ces troupes improvisées : « Je suis heureux, écrit Hardwicke (4), que nous

(1) Newcastle à Legge, 21 avril 1759. Newcastle Papers, vol. 32890.
(2) Newcastle à Mansfield, 8 juin 1759. Newcastle Papers, vol. 32891.
(3) Rapports de France 1757 à 1761. Chatham Papers 86. Record Office.
(4) Hardwicke à Newcastle, 13 juin 1759. Newcastle Papers, vol. 32892.

ayons 40.000 hommes en Grande-Bretagne et en Irlande, mais je ne peux pas arriver à ce chiffre sans y comprendre la milice, sur laquelle je ne veux pas compter, car à un pareil moment *non tali auxilio non defensoribus istis.* » L'agitation du public gagna le cercle de la princesse de Galles; son fils, le futur George III, sollicita de son grand-père un emploi dans l'armée. Le vieux roi consulta (1) Newcastle sur une requête que, venant de son successeur désigné, il regarde comme indiscrète et qu'il voudrait ajourner. L'émotion causée par la perspective d'une descente des Français et par les dépêches du Hanovre battait son plein, quand une lettre du roi de Prusse suggérant la réunion d'un congrès en vue du rétablissement de la paix vint augmenter le trouble des esprits.

Il est intéressant de suivre dans la correspondance royale la genèse de cette proposition, dont le concept ne revient pas à Frédéric, mais à Knyphausen. Un rapport confidentiel (2), signé de ce dernier et de son collègue Michel, esquisse le tableau des dissentiments du cabinet anglais, de la jalousie de Newcastle et de son désir de ruiner l'influence de Pitt en terminant une guerre dont les succès grandissent son rival. La paix à laquelle aspire Newcastle priverait la Prusse d'un allié précieux; en outre, il y a danger que ce ministre « ne réussisse à la fin à faire condescendre le Roi à une négociation séparée et secrète dont les conséquences seraient bien plus dangereuses encore. » Pour une entente de cette nature la voie est préparée par les lamentations des ministres hanovriens au sujet des malheurs de l'Électorat « pour lequel son attachement extrême est connu », et par les manœuvres de la cour de Copenhague. Afin de parer au péril, Knyphausen engage son maître à prier le roi George de prendre de con-

(1) Newcastle à Hardwicke, 20 juillet 1759. Newcastle Papers, vol. 32893.

(2) Knyphausen et Michel au Roi seul, 8 juin 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 337.

cert avec lui l'initiative d'un congrès où seraient posées les bases d'une pacification générale. Les raisons que donne l'écrivain en faveur de son projet sont à citer : « Une pareille démarche, à laquelle nous sommes assurés qu'on se prêterait ici avec plaisir, empêcherait non seulement des ouvertures de paix précipitées et mal dirigées, mais elle barrerait aussi le chemin à toute négociation clandestine, en établissant un congrès formel qui s'ouvrirait d'un commun accord avec Votre Majesté, et qui serait, Sire, une preuve manifeste de la continuation de votre intimité avec l'Angleterre. Toutes les propositions qui seraient faites dans une pareille assemblée seraient pesées mûrement et résolues dans le conseil du Roi, et le chevalier Pitt, dont la droiture et le zèle pour les intérêts de Votre Majesté se sont manifestés en tant d'occasions, jouerait dans une pareille négociation le rôle que la supériorité de ses talents et la confiance que la nation a placée en lui, doivent nécessairement lui assurer..... Le duc de Newcastle, voyant ses vœux remplis, n'aurait aussi aucun motif pour renouveler son manège et ses intrigues, et il y a apparence qu'il y aurait alors dans le ministère la plus grande unanimité. Un pareil événement disculperait aussi le chevalier Pitt du reproche qu'on lui fait d'être le promoteur de la guerre, et, pour peu que les propositions des cours opposées fussent déraisonnables et contraires au génie de la nation, elle en deviendrait plus ardente que jamais pour le soutien de la guerre. »

Frédéric sut apprécier l'opportunité du respectueux conseil de ses représentants, et rédigea pour son oncle un billet (1) où il prenait texte des considérations dictées par « l'humanité et le bien du genre humain » et du désir de mettre fin à « une guerre onéreuse et sanglante » pour ap-

(1) Frédéric à George, Reich-Hennersdorf, 20 juin 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 341.

puyer l'idée de Knyphausen; il s'agirait de « déclarer conjointement aux puissances ennemies qu'on était disposé à Londres et à Berlin à l'ouverture d'un congrès dans lequel on pourrait se concerter sur les moyens les plus propres à établir une paix honorable et utile à toutes les parties belligérantes. » Le roi George n'était partisan que d'une solution qui lui procurerait des avantages territoriaux; aussi sa réponse (1) fut-elle conçue en termes dilatoires : « Je souhaite avec impatience que des succès heureux et assez considérables nous mettent en état d'offrir la paix à nos ennemis, mais une paix sûre et honorable qui fasse oublier à nos sujets leurs souffrances. »

Le 20 juillet, un conciliabule eut lieu entre les principaux membres du cabinet de Saint-James et les envoyés prussiens Knyphausen et Michel. Ces derniers développèrent au nom de leur maître le projet suivant : des lettres signées des deux souverains, dans lesquelles ils se proclameraient favorables à la réunion d'un congrès, seraient expédiées au général Yorke et à Hellen, résident prussien à La Haye, qui seraient chargés de les remettre aux ministres de France, d'Autriche et de Russie; mais le paquet contenant ces communications ne serait ouvert que sur l'ordre des cours d'Angleterre et de Prusse. Après discussion, et sans se prononcer sur le fond, on convint d'ajourner la décision. Newcastle, qui rend compte (2) de la conférence à son ami Hardwicke, s'était attendu à des objections de Pitt et à une opposition sérieuse du roi George. Le premier avait probablement concerté l'affaire avec Knyphausen, aussi se borna-t-il à quelques observations sur le texte de la déclaration. Quant au monarque, qui n'était pas dans le secret, il ne dissimula pas sa manière de voir : « Sa Majesté a traité notre entretien avec les ministres prussiens, à l'ef-

(1) George à Frédéric, 3 juillet 1759. Newcastle Papers, vol. 32892.
(2) Newcastle à Hardwicke, 21 juillet 1759. Newcastle Papers, vol. 32893.

fet d'élaborer un projet de ce genre, comme la chose la plus absurde qu'on puisse imaginer.... Sa Majesté m'a dit : « Il nous faut une autre campagne » et, voyant de l'hésitation de ma part, il ajouta : « car nous ne pouvons pas faire la paix. » A cela, je répliquai : Beaucoup de ceux avec qui j'ai causé estiment que la première question est plutôt : « Pouvons-nous continuer la guerre? »

Quelques jours après le conciliabule, Pitt semble (1) se prononcer en faveur des ouvertures pacifiques; « il parle de Louisbourg et la Guadeloupe comme les meilleurs plénipotentiaires que nous puissions avoir à un congrès; il cite le Sénégal et Gorée comme pouvant servir à la paix »; cependant, il obtient des ministres prussiens « de suspendre la négociation pendant quelque temps et de bien se garder d'en hâter la discussion. » Le jour même de cette conversation se livrait la bataille de Minden ; l'avis de la victoire releva les prétentions du parti belliqueux : « Le Roi (2) et Pitt sont au comble de la bonne humeur; Pitt parle de terminer cette guerre avec honneur et gloire. Newcastle d'interrompre : « Mais en tout cas terminer. » A cela il répondit avec emphase. « Mais avant, il nous faudra encore une campagne. » La défaite de Kunersdorf fit remettre sur le tapis la notion du congrès. Dans une lettre du 1er septembre (3), Frédéric, encore sous le coup du désastre, fait à Knyphausen une peinture des plus sombres de sa situation et l'invite à reprendre les pourparlers : « Je mets toute ma confiance dans le sieur Pitt, et je me flatte que vu les grands avantages que les Anglais ont cette année, il pourra peut-être y avoir des propositions qui pourront mener à la paix..... Travaillez en bon citoyen pour voir s'il n'y aura pas moyen de lier quelque

(1) Newcastle à Stone, 1er août 1759. Newcastle Papers, vol. 32893.

(2) Newcastle à Devonshire, 19 août 1759. Newcastle Papers, vol. 32894.

(3) Frédéric à Knyphausen. Waldow, 1er septembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 511.

négociation entre les Anglais et les Français. Comme je me flatte que les Anglais auront sous peu de bonnes nouvelles de l'Amérique, ce serait le moment favorable où les Anglais pourraient donner la loi. »

Ces instructions produisirent l'effet désiré : le 26 septembre, les envoyés prussiens eurent avec les ministres britanniques une seconde séance où l'on se mit d'accord sur le texte de la déclaration à faire aux puissances belligérantes. On convint cependant de retarder la remise du document jusqu'à l'arrivée d'un courrier de Québec, sur la conquête duquel on croyait pouvoir compter. Frédéric se préoccupe aussitôt des conditions à obtenir (1) : pour l'Angleterre, le Canada et la Guadeloupe; pour lui, la basse Lusace ou la garantie de la Prusse polonaise après la mort du roi de Pologne. Eichel, moins ambitieux, se contenterait (2) du rétablissement du « statu quo » de l'année 1756.

En attendant les nouvelles d'Amérique, qui ne parvinrent à Londres que vers le milieu d'octobre, les tiraillements entre les membres du cabinet britannique reprirent de plus belle : Newcastle, tâtillon, petit esprit, intrigant, mais serviable, très apprécié du Roi, suppléant au talent par une grande expérience des hommes et des choses, jalousait le rôle prépondérant de son collègue Pitt, dont il supportait mal la morgue souvent brutale, tout en reconnaissant sa valeur et en avouant l'impossibilité de le remplacer. Il s'en fallut de peu qu'à propos d'une nomination dans l'ordre de la Jarretière le ministère ne se disloquât. Pitt sollicitait cette faveur, très cotée dans le monde aristocratique, pour son beau-frère, Lord Temple, qui remplissait les fonctions honorifiques de gardien du sceau

(1) Frédéric à Knyphausen. Sophienthal, 12 octobre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 592.

(2) Eichel à Finckenstein, Torgau, 19 octobre 1759. *Correspondance politique*, p. 595.

royal. Le vieux George, qui n'aimait guère Pitt et détestait Temple, s'y refusa (1) net. En vain Lady Yarmouth, Hardwicke, Newcastle lui-même se mirent-ils de la partie; à ce dernier qui le menace d'une bouderie du grand homme, le Roi réplique avec philosophie : « Eh bien, tant mieux si M. Pitt se montre rarement à la Cour, je ne tiens pas à l'y voir. »

Sur cette première difficulté vint bientôt s'en greffer une seconde. Newcastle entretenait une correspondance des plus suivies avec le général Yorke, fils de son grand ami Hardwicke et ministre à La Haye. Il prit fantaisie à la princesse de Zerbst, mère de la Grande-Duchesse Catherine, de lui adresser sous un nom de guerre une épître contenant un appel en faveur de la paix et suggérant une négociation secrète. Yorke ne prit pas l'invitation au sérieux et répondit dans son français le plus pur par un billet assez bien tourné; fier de sa prose, il s'empressa de la communiquer à Newcastle qui, sans penser à mal, la fit voir au Roi. D'infortune, l'affaire vint aux oreilles du chef hiérarchique de Yorke, de Holdernesse, qui, enchanté de jouer un mauvais tour à Newcastle avec lequel il était plus ou moins brouillé, la rapporta (2) aussitôt à Pitt. Celui-ci prit la chose au tragique et foudroya le malheureux Newcastle des phrases à grand effet dont il était coutumier. Le morceau (3) est typique : « Je crois savoir que votre Grâce a reçu il y a quelques jours une lettre de M. Yorke racontant certains tripotages en vue de la paix de la part d'une dame, ainsi que les réponses que M. Yorke lui a faites. Or il ne peut y avoir de doute sur le droit d'un secrétaire d'État d'être renseigné à l'instant même sur toute transaction de cette nature, et d'autre part il est mani-

(1) Newcastle à Hardwicke, 27 septembre 1759. Newcastle Papers, 32896.
(2) Newcastle à Hardwicke, 22 octobre 1759. Newcastle Papers, 32897.
(3) Pitt à Newcastle, 23 octobre 1759. Newcastle Papers, 32897.

feste que la suppression d'un document pareil peut causer au service du Roi et à la nation un préjudice essentiel et sans remède, surtout dans une époque de crise où toute fausse manœuvre pourrait entraîner des conséquences fatales. Cela étant, je me vois obligé d'entretenir votre Grâce de cet incident. Je ne sais pas dans quelle mesure cette procédure clandestine a été sanctionnée par les ordres du Roi; si tel a été le bon plaisir de Sa Majesté, il est de mon devoir de m'incliner avec tout le respect que je lui dois. Mais de ce fait je me trouverai dans l'impossibilité de rendre service à Sa Majesté; aussi prierai-je votre Grâce de me faire la faveur de me mettre aux pieds du Roi et d'informer Sa Majesté que ma santé a besoin de l'air de la campagne pendant deux ou trois jours. »

Newcastle se courba devant l'orage et s'excusa de son mieux en alléguant qu'il avait envisagé la chose comme une plaisanterie. Il s'attira une seconde (1) philippique : « Je trouve très jolie la lettre de M. Yorke... mais j'estime qu'une lettre, si agréablement qu'elle soit tournée et quand même elle aurait le sexe aimable pour destinataire, ne doit pas être considérée comme un sujet d'amusement, alors qu'elle a trait à la grosse question de la paix. Je ne suis pas du tout surpris que M. Yorke puisse manier la plume avec autant d'élégance que Voiture, mais j'avoue que je le suis beaucoup qu'une lettre sur un objet aussi sérieux ait été écrite sans notre permission, puis supprimée et dérobée à la connaissance des hommes auxquels leur fonction confère le droit absolu d'être mis au courant les premiers d'affaires d'une nature aussi grave et, je le crains, aussi dangereuse. Je reconnais mon peu d'aptitude pour le poste élevé auquel il a plu à Sa Majesté de m'appeler, mais tant que le Roi daignera m'y maintenir, j'espère qu'il ne trouvera pas outrecuidant de ma part de me

(1) Pitt à Newcastle, 23 octobre 1759. Newcastle Papers, 23897.

mettre à ses pieds et de solliciter avec toute humilité sa gracieuse permission de me retirer, chaque fois que Sa Majesté jugera bon d'employer pour une négociation de paix le canal de lettres dont le but est d'amuser, et d'ordonner à ses serviteurs de dissimuler sous un voile aussi transparent les premières lueurs d'information sur un sujet aussi élevé et aussi délicat. »

Des amis communs s'interposèrent et firent ajourner l'éclat. Il se produisit du fait de Temple (1) qui, deux jours après la réunion du Parlement, résigna ses fonctions sous prétexte de l'offense que le Roi lui faisait en lui refusant la Jarretière. Pitt suivrait-il l'exemple de son beau-frère? La retraite du grand orateur au début de la session eût été un désastre qu'il fallait éviter à tout prix. La favorite, Newcastle, le duc de Devonshire, le firent comprendre à George II, qui céda d'assez mauvaise grâce; Temple, sur la promesse de la Jarretière convoitée, revint sur sa démission; Pitt se déclara satisfait et se montra très aimable à l'égard de Newcastle, qui lui en sut le plus grand gré.

Ces brouilles intestines n'empêchèrent pas le projet de congrès de suivre son cours. Les ouvertures de la part du Danemark, auxquelles nous avons fait allusion dans un chapitre précédent, et la dernière démarche de l'envoyé napolitain ne semblent pas avoir été étrangères à ce résultat. On se méfiait de la cour danoise, que Hardwicke traitait de « fausse, scélérate et vendue à la France ». Quant à l'Espagne, dont Pitt avait jusqu'alors accueilli les offres avec amabilité, les propos de San Severino (2) sur la nécessité de maintenir dans le nouveau monde la balance entre la France et l'Angleterre, avaient déplu; depuis les succès remportés en Amérique, surtout depuis

(1) Newcastle à Hardwicke, 14 novembre 1759. Newcastle Papers, 32898.
(2) Newcastle à Hardwicke, 22 octobre 1759. Newcastle Papers, 32897.

la prise de Québec dont l'avis venait de parvenir à Londres, on était peu enclin à restituer les territoires conquis et on trouvait très déplacées dans la bouche du futur médiateur les allusions faites au traité d'Utrecht.

Dans ces conditions, le cabinet anglais était tout disposé à se ranger au vœu des ministres prussiens qui demandaient une nouvelle réunion. Elle eut lieu le 29 octobre avec Newcastle, Holdernesse et Pitt; d'un commun accord on s'arrêta aux résolutions suivantes : La déclaration des deux rois, dont le texte avait reçu les dernières retouches, serait adressée (1) au prince Louis de Brunswick, frère de Ferdinand et commandant en chef des troupes hollandaises, avec demande de la remettre aux ambassadeurs de France et de Russie et au ministre de l'Impératrice-Reine. A Keith, qui avait transmis des observations du chancelier Woronzow sur l'avantage d'un rapprochement avec la Prusse, on expédia une copie du document avec ordre de la placer entre les mains des ministres russes; on fit également une communication directe aux cours de Madrid et de Turin. Quant aux suggestions de Copenhague, elles furent repoussées très sèchement. Enfin, le prince Ferdinand fut avisé (2) de la démarche dont on espérait que son frère voudrait bien se charger.

Le prince Louis accepta la mission qui lui était confiée, mais l'arrivée de sa réponse en date du 6 novembre fut retardée par l'état de la mer, et ce fut seulement le 19 que put se tenir une conférence à laquelle furent convoqués cette fois plusieurs autres membres du cabinet ainsi que Lord Ligonier, commandant en chef de l'armée britannique; la déclaration définitivement adoptée fut aussitôt réexpédiée au prince Louis avec prière d'en faire la remise

(1) Procès-verbal de la conférence du 29 octobre 1759. Newcastle Papers, 32897.

(2) Holdernesse à Ferdinand, Keith et autres, 30 octobre 1759. Newcastle Papers, 32897.

lui-même, mais d'agir de concert avec le général Yorke que Holdernesse, jaloux de ce qu'il appelait (1) « certaine lettre femelle » et de sa « correspondance à la sourdine » avec Newcastle, avait longtemps laissé en dehors du secret.

En dernier lieu, l'affaire avait été menée si rondement qu'il avait été impossible de consulter le roi de Prusse sur les décisions qu'on venait de prendre. Il ne fut touché que tardivement par la dépêche de Knyphausen qui le renseignait. Débarrassé des Russes, à la tête de l'armée victorieuse du prince Henri, presque assuré du recouvrement de Dresde, Frédéric n'était plus aussi chaud partisan de la paix qui lui avait paru si désirable au lendemain de Kunersdorf; aussi fit-il mauvais accueil (2) à une initiative qui ne lui semble plus de circonstance : « Cette ligue, si redoutable à la liberté de l'Europe, est sur le point de se dissoudre. D'un côté, la France a fait des propositions de paix, et de l'autre la Cour de Russie commence à parlementer. Pour moi, j'ai déjà fait faire des insinuations en France et lui ai fait entrevoir que la Russie était au point de s'accorder, et par le général Wylich j'ai fait faire des insinuations au général russe pour qu'il donne le réveillon à sa cour au sujet de la France..... Il faut dire à Knyphausen que je me moque de l'amitié de l'Angleterre, si elle ne m'est point utile, et que ma situation n'est pas aussi désespérée qu'il s'imagine. » Sur ces entrefaites, survint une nouvelle lettre de Londres où Knyphausen faisait valoir les raisons qui l'avaient décidé à se rallier à l'envoi immédiat de la proposition de congrès : « Nous savons de science certaine, écrivait le Prussien (3), que la cour de France a fait faire depuis peu, par différents canaux,

(1) Holdernesse à Yorke, 23 octobre 1759. Newcastle Papers, 32897.

(2) Frédéric à Finckenstein, Elsterwerda, 12 novembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 629.

(3) Knyphausen et Michel au Roi seul, Londres, 6 novembre 1759. *Correspondance politique,* XVIII, p. 644.

toutes sortes d'agaceries à S. M. Britannique pour la déterminer à entamer une négociation de paix. » Au sujet de ces ouvertures, dont les intermédiaires auraient été Münchhausen et peut-être Newcastle, une vive altercation avait eu lieu entre celui-ci et Pitt; le roi George lui-même, tout en affirmant sa fidélité à son allié, avait reconnu que « des insinuations de paix lui avaient été faites de bien des côtés. » Dans ces conditions, persuadés « qu'une négociation secrète de paix serait dangereuse pour ses intérêts (de S. M.), à cause de la faiblesse du roi George et de son envie de s'agrandir en Allemagne, à quoi le chevalier Pitt ne veut point se prêter, et enfin à cause de la mauvaise foi du duc de Newcastle et du ministre hanovrien, nous avons..... avec le chevalier Pitt, pris la résolution de procéder sans délai à l'exécution de la déclaration qui avait été convenue. Ce dernier, en communiquant cette démarche au Parlement, rendra par là la négociation de paix nationale et s'en emparera de manière que personne n'osera risquer d'intervenir en secret sans sa participation. »

Les accusations que Knyphausen lançait un peu légèrement contre Newcastle n'étaient pas justifiées; soit conviction personnelle, soit crainte de se séparer de Pitt sur une question où son collègue était soutenu par l'opinion publique, le duc refusa de se prêter aux désirs de son maître qui visaient d'ailleurs beaucoup plus les acquisitions territoriales à espérer du congrès que le mode d'engager les pourparlers. Mais quelque peu fondés que fussent certains des motifs invoqués par le diplomate prussien, son argumentation produisit son effet sur Frédéric, qui n'avait pas oublié la franchise et l'indépendance dont Knyphausen avait fait preuve pendant les derniers mois de son séjour à Paris; aussi donna-t-il son entière approbation (1) à la conduite de ses représentants à Londres.

(1) Frédéric à Knyphausen, Limbach, 17 novembre 1759. *Correspondance politique*, XVIII, p. 645.

Aussitôt saisi de la déclaration anglo-prussienne qui arriva à La Haye le 25 novembre, le prince Louis (1) entra en rapports avec les envoyés des puissances belligérantes; le jour même, il leur fit une visite individuelle, les convoqua le soir chez leur collègue russe retenu par la maladie dans sa maison de Ryswick et leur remit la pièce contre accusé de réception. Les trois ministres manifestèrent leur satisfaction de la démarche et, tout en réservant l'avis de leurs gouvernements, firent espérer une solution favorable. De tous, l'ambassadeur français Affry se montra le plus content; il alla même jusqu'à informer le prince « que sa cour avait grand besoin de la paix; qu'il ne dirait pas que la sortie du maréchal de Conflans était leur dernier effort, mais qu'il devait avouer que c'était l'un de leurs derniers, il était convaincu que la proposition plairait et serait considérée comme acceptable. » Peu de jours après, une lettre de Choiseul en date du 1er décembre apprenait au prince Louis (2) « que S. M. allait se concerter avec ses alliés sur les termes de la réponse,..... que d'avance Elle croit pouvoir assurer qu'ils ne seront pas moins sincèrement disposés, que S. M. l'est elle-même, à se prêter aux moyens qui seront convenables pour parvenir au rétablissement du repos public ». La dépêche de Vienne, qui ne parvint à La Haye qu'après un intervalle de trois semaines, fut beaucoup plus sèche (3); pas une phrase polie, pas un mot de Kaunitz, un simple reçu signé d'un chef de bureau annonçant que le cabinet de Vienne s'entendrait avec celui de Pétersbourg.

En fait, la teneur de ces notes reflétait assez exactement les sentiments des gouvernements à l'égard de

(1) Yorke à Holdernesse, La Haye, 27 novembre 1759. Record Office. Prince Louis à Holdernesse, 25 novembre 1759. Record Office.

(2) Note écrite par le prince Louis en présence d'Affry, 4 décembre 1759. Record Office.

(3) Yorke à Newcastle, 21 décembre 1759. Newcastle Papers, 32900.

la proposition inattendue qui leur était faite. Choiseul, malgré les réserves dont il aura soin d'entourer son adhésion, devait accueillir avec plaisir tout moyen de sortir de l'impasse dans laquelle était engagée la France; au contraire, l'Impératrice-Reine et son alliée la Tzarine, fières de leurs derniers succès, plus acharnées que jamais à la ruine du roi de Prusse, voyaient d'un très mauvais œil toute tentative pour interrompre une guerre dont la poursuite devait leur permettre de récolter le fruit de leurs efforts passés.

Toutefois, il était impossible d'opposer aux ouvertures de La Haye un refus que l'opinion publique eût jugé très sévèrement. Avec une rapidité qui n'était guère dans ses habitudes, la chancellerie de Vienne prépara un projet de contre-déclaration (1) qu'elle communiqua aussitôt aux gouvernements amis en commençant par celui de Pétersbourg. Dans cette pièce, les puissances alliées exprimaient leur désir de « terminer les guerres qui subsistent déjà depuis quelques années entre l'Angleterre et la France, d'un côté, et S. M. Prussienne, la maison d'Autriche et S. M. l'Impératrice de Russie, d'autre part », et se déclaraient prêtes à envoyer des plénipotentiaires au congrès proposé. A cette acceptation était attachée la seule restriction que les hostilités ne seraient pas suspendues « pendant toute la durée des négociations. » Le comte de Choiseul fut un des premiers à avoir connaissance du document; sa correspondance manifeste quelque surprise de l'adhésion si prompte d'un gouvernement qui s'est toujours montré partisan de la guerre à outrance : « Il ne m'a pas été possible (2) de démêler au juste si M. de Kaunitz est bien aise ou fâché de la proposition de nos ennemis, ou plutôt

(1) Projet de contre-déclaration de l'Impératrice-Reine. Affaires Étrangères, Autriche.

(2) Comte de Choiseul au Duc, 14 décembre 1759. Affaires Étrangères. Autriche.

il est l'un et l'autre, mais je ne sais quel est le sentiment qui domine en lui. Je crois qu'il l'ignore lui-même. D'un côté, toute ouverture de paix le blesse, parce qu'il ne croit pas les affaires assez avancées pour parvenir à l'accomplissement entier de ses projets, et j'ai vu clairement dans ma conversation avec l'Impératrice que cette princesse est dans les mêmes principes, et quoiqu'elle ne m'ait parlé que de la campagne prochaine, il est évident qu'Elle et son ministre n'ont d'autre époque déterminée pour la paix que celle de l'abaissement du roi de Prusse. D'autre part, M. de Kaunitz regarde cette démarche des cours de Londres et de Berlin comme la preuve du mauvais état où sont les affaires du roi de Prusse, et l'effet de ses sollicitations auprès des Anglais qui n'ont pu lui refuser cet acte de complaisance. Sous ce point de vue, la déclaration le flatte et le touche par son endroit sensible, car on rapporte tout ici au roi de Prusse. Je pense qu'il y a du vrai dans cette conjecture, mais je suis persuadé que l'Angleterre a principalement eu en vue d'éluder la médiation de l'Espagne. Quoi qu'il en soit, M. le comte de Kaunitz pense, ainsi que vous, Monsieur, qu'on ne peut refuser une proposition aussi authentique que celle-ci, il me l'a dit dans le premier moment, avant d'avoir vu votre mémoire, en ajoutant : Après tout, un congrès n'est pas une paix, on a bien vu des congrès se rompre. »

Contrairement à ce qu'on aurait pu supposer d'après les circonstances de la France, soit dépit de voir contrecarrer son projet favori de l'intervention espagnole, soit calcul de l'effet que produirait son attitude sur la Cour de Vienne, soit désir d'arracher à ses alliés leur consentement à la paix séparée avec l'Angleterre en affectant l'indifférence à l'égard de la pacification générale, Choiseul fit à la déclaration anglo-prussienne un accueil en apparence plus froid. A peine l'invitation était-elle parvenue à Versailles et avait-elle été soumise à Louis XV, que le ministre

des affaires étrangères, avant même d'en communiquer le texte à ses collègues du Conseil, appela Starhemberg à en conférer avec lui. Tous deux tombèrent d'accord (1) pour considérer l'ouverture comme une comédie et un piège (*blösse Verstellung und heimliche Finesse*); il était impossible de la repousser, mais il ne fallait pas s'y laisser prendre; surtout était-il indispensable de ne pas mêler, à la discussion qui allait s'engager, la question bien distincte de la médiation. Dans un mémoire rédigé de la main du ministre, daté du 2 décembre et postérieur par conséquent de deux jours à la conversation dont Starhemberg rend compte, nous trouvons exposées les raisons qui ont dicté la conduite du Roi. L'auteur du document débute en se demandant (2) quelles considérations avaient inspiré l'initiative inattendue prise par l'ennemi et répond en énumérant quatre motifs probables : crainte d'une intervention armée de l'Espagne; nécessité de délivrer du poids de la guerre les princes protestants de l'Allemagne; satisfaction à donner à une fraction de l'opinion en Angleterre; désir sincère de mettre fin aux hostilités. Selon les vraisemblances, l'invention d'une conférence dont on offrirait sans doute la présidence au roi d'Espagne n'avait d'autre but que de traîner les affaires en longueur. « On sait qu'un congrès n'est pas toujours un acheminement à la paix, mais l'on connaît par expérience qu'il est bien difficile qu'il ne soit pas un sujet de refroidissement entre les alliés et d'éloignement pour les médiateurs. La guerre continuerait sur terre et sur mer pendant le congrès; les Anglais se flattent que ce sera avec succès contre les possessions françaises; le roi de Prusse espère que du moins il la soutiendra avec l'armée d'Hanovre sans perte, et que le Roi

(1) Starhemberg à Kaunitz, 30 novembre 1759. Archives de Vienne.

(2) Mémoire rédigé de la main du Duc pour l'Impératrice, 2 décembre 1759. Affaires Étrangères.

et l'Impératrice fatigués, ensemble ou l'un d'eux séparément, plieraient définitivement sous le joug qui leur sera imposé, sans tirer des ressources de l'Espagne. » Comme conclusion, la cour de Versailles se disait disposée à consentir au congrès « pour les seuls différends qui agitent l'Allemagne », sous la réserve que, seules, les puissances en guerre pourront y envoyer leurs représentants. Parmi ces puissances, il était indispensable de comprendre la Suède et la Pologne auxquelles la déclaration n'avait pas été adressée.

C'est à bon droit que Starhemberg se félicite de l'attitude de Choiseul, qu'il ne s'attendait pas à trouver aussi ferme : « Si les négociations pour la paix, écrit-il (1) à Kaunitz, sont soumises à un congrès, il n'en restera plus maître, et il serait fort à craindre que les autres ministres qui, avec tout le public d'ici, soupirent après la paix, ne lui forcent la main. »

A l'assentiment conditionnel de la cour de Versailles, Kaunitz et sa souveraine ne firent aucune difficulté de se rallier, tout en exprimant leur scepticisme à propos de l'adhésion des Anglais au principe d'un traité séparé : « Je ne saurais croire, avait dit Marie-Thérèse (2), qu'ils abandonnent le roi de Prusse et qu'ils acceptent la médiation de l'Espagne dans leur guerre maritime ; cela serait très heureux, mais j'en doute beaucoup. »

Au fond, la cour de Vienne était opposée à toute pensée de paix continentale ; encouragée par le succès de ses armes en Saxe, assurée de l'affaiblissement de son adversaire, encline à ne voir dans les propositions de la Haye que le symptôme précurseur de l'épuisement total, elle était résolue à pousser vigoureusement la campagne prochaine et à mettre tout en œuvre pour la ruine du roi de

(1) Starhemberg à Kaunitz, 30 novembre 1759. Dépêche déjà citée.

(2) Comte de Choiseul au Duc, 14 décembre 1759. Affaires Étrangères, Autriche.

Prusse. Si elle s'associa à la rédaction de Choiseul, si contrairement à sa première inspiration, elle accueillit l'idée de l'intervention espagnole et de la paix avec l'Angleterre, ce fut parce qu'elle était persuadée du refus de cette puissance de se prêter à un arrangement partiel et convaincue que ce refus obligerait la France à continuer la lutte et entraînerait peut-être l'Espagne à y prendre part. Au pis aller, dans le cas improbable de la conclusion d'un accord entre l'Angleterre et la France, le roi de Prusse, privé du secours des contingents allemands et anglais qui composaient l'armée du prince Ferdinand, serait incapable de résister longtemps aux efforts combinés de l'Autriche et de la Russie. De ce côté, en effet, il n'y avait, tout au moins, tant que vivrait l'Impératrice Élisabeth, aucune défaillance à craindre.

Entre la Grande-Bretagne et la Russie, on le sait, il n'y avait pas eu rupture de relations diplomatiques; aussi la cour de Saint-James mit-elle à profit la présence à Pétersbourg de son ambassadeur Keith pour communiquer directement aux ministres russes la déclaration qu'on se proposait de faire à La Haye. A cette occasion, l'envoyé britannique avait fait part du vœu non seulement de son maître, mais aussi du roi de Prusse : « de renouveler avec S. M. Impériale l'ancienne bonne harmonie ». La réponse (1) fut nette et catégorique : Après quelques phrases banales sur les aspirations humanitaires de la Tzarine, on affirmait « que la paix désirée est encore très éloignée, si l'espérance qu'on met dans les sentiments pacifiques de Sa Majesté en est l'unique fondement, Sa Majesté Impériale étant constamment résolue d'exécuter religieusement ses déclarations solennelles, de procurer aux parties lésées une satisfaction juste et suffisante, de ne conclure aucune

(1) Note remise à M. de Keith, 1/12 décembre 1759. Affaires Étrangères, Russie.

paix qu'à des conditions honorables, solides et avantageuses et de concert avec ses fidèles alliés, et enfin de ne jamais permettre que pour un prétendu ménagement du sang innocent pendant un court espace de temps, le repos de l'Europe reste exposé aux dangers précédents ». Comme le fait remarquer Keith (1) avec philosophie : « La réponse russe ne nous laisse aucune illusion sur les sentiments de leur cour, ni partant sur le concours que nous pourrons en espérer. »

Une note remise le même jour (2) à Lhôpital était plus détaillée et, si possible, plus explicite. On y relevait des propos tenus par l'ambassadeur britannique visant un rapprochement avec l'Angleterre et la Prusse, des allusions transparentes du général prussien Willich à l'occasion de l'échange des prisonniers, puis on examinait la pièce officielle que Keith venait de présenter. Rejeter d'une façon absolue toute ouverture pacifique serait écarter « pour ainsi dire à jamais » les offres des cours de Londres et de Berlin, même les plus équitables et les plus acceptables, mais Sa Majesté Impériale juge : « 1° que la célèbre alliance des plus grandes Puissances de l'univers n'aura pas l'effet désiré, et ne sera pas stable, si elles n'obtiennent pas le but qu'elles se sont proposé, et que, dans la pacification prochaine, leurs intérêts mutuels se seront pas également observés; 2° qu'on ne saurait parvenir à ceci, à moins que tous les alliés, et chacun à part, conviennent unanimement, coûte que coûte, de ne faire aucune paix qui ne soit honorable, solide et agréable à tous; 3° que, pour le moins, une telle paix ne peut s'en suivre bientôt, si les cours de Londres et de Berlin se flattent, quoiqu'en vain, de pouvoir semer la méfiance entre les alliés, et persuader quelqu'un d'entre eux à donner les mains à une paix sépa-

(1) Keith à Holdernesse, 4/15 décembre 1759. Newcastle Papers, 32900.
(2) Note remise à Lhôpital, 1/12 décembre 1759. Affaires Étrangères, Russie.

rée. » Pour ces raisons, dans la réponse on devrait se borner à accepter la désignation d'un « lieu propre pour y traiter » et à promettre d'y envoyer des plénipotentiaires « aussitôt qu'on se sera expliqué plus clairement de quelle manière on entend obtenir une paix solide. »

Cette adhésion éventuelle au principe du congrès devrait être « indispensablement » suivie d'une « déclaration à part, tant à la Diète de l'Empire qu'au Danemark et à la Hollande, » du contenu suivant : « Que les Hauts Alliés ont appris avec beaucoup de déplaisir que leurs ennemis leur attribuent gratuitement, à chacun à part, des mouvements pour parvenir à une paix séparée ; qu'au contraire les Hauts Alliés cherchent maintenant plus que jamais à rendre leur alliance indissoluble et inviolable, et qu'ayant été tous également forcés de prendre les armes pour se défendre eux et leurs alliés, et ayant jusqu'ici fait la guerre de concert, ils persisteront, à la future pacification avec une unanimité encore plus forte, à n'accepter aucune paix qui ne soit honorable, solide et avantageuse, et à procurer à toutes les parties lésées une satisfaction juste et suffisante. » Pour instant, le parti qui s'impose, « c'est de se préparer avec vigueur et vivacité pour la campagne prochaine. » Dans la pensée du gouvernement moscovite, la fermeté de cette attitude provoquerait de nouvelles ouvertures des puissances ennemies ; il serait donc « très nécessaire... que les Hauts Alliés conviennent dès à présent et le plus tôt possible avec S. M. Impériale d'une façon définitive sur leurs avantages réciproques et sur toutes les conditions de la paix future. » Grâce à cette précaution, on éviterait les lenteurs et les dissentiments que l'adversaire chercherait à faire naître. Le second motif invoqué en faveur de l'accord préalable, si ingénieux qu'il fût, supposait une loyauté et une confiance réciproque sur laquelle il eût été peut-être dangereux de tabler : « L'engagement que les alliés ont pris entre eux de ne faire

avec l'ennemi commun ni paix ni trêve, et de n'écouter de sa part aucune proposition à l'insu et sans le consentement l'un de l'autre, exige le présent concert préalable et formel, puisque l'observation exacte et scrupuleuse dudit engagement rendrait la paix pour toujours difficile; mais si les alliés seront convenus d'avance, entre eux, des conditions de la paix, chacun d'entre eux pourra, du su et du consentement des autres, écouter les propositions et les leur communiquer, en cas qu'elles fussent raisonnables, ou les rejeter tout de suite si elles ne sont point compatibles avec leurs vues communes. »

Ce désir si ardemment manifesté d'une entente sur les avantages réciproques, n'était autre chose qu'une allusion transparente à la prétention récemment émise par la Russie de conserver, à titre permanent, la Prusse royale qu'elle occupait depuis deux ans.

Malgré l'accord intervenu à Vienne sur les grandes lignes de la réponse ou contre-déclaration, plus de trois mois s'écoulèrent avant l'adoption d'un texte définitif. L'assentiment de la cour de Pétersbourg parvint à Vienne (1) dans la seconde moitié du mois de janvier, mais il s'appliquait au projet de la première heure que Kaunitz avait expédié à la Tzarine sans avoir consulté le cabinet de Versailles. La rédaction modifiée de Choiseul établissant la distinction entre la querelle particulière de la France avec l'Angleterre et la guerre générale du continent européen, par suite de retards divers, n'était arrivée à Pétersbourg que vers le milieu de janvier. Entre temps, le gouvernement français avait apporté quelques changements de modique importance, il est vrai, à la seconde édition revue et corrigée de Vienne. Que l'on ajoute aux lenteurs dues à l'éloignement et aux difficultés de communication le dessein

(1) Comte de Choiseul au Duc, 26 janvier 1760. Affaires Étrangères. Autriche.

avéré de Kaunitz (1) de traîner les choses en longueur et la mort de Bestuschew, ambassadeur russe à Paris, et l'on comprendra pourquoi la note collective des alliés ne fut délivrée au prince Louis de Brunswick (2) que le 3 avril, c'est-à-dire plus de quatre mois après la remise du manifeste anglo-prussien.

Le document dont la préparation avait pris si longtemps et coûté tant d'efforts n'était pas fait (3) pour encourager les partisans sincères de la pacification générale : Après un préambule rappelant la proposition du congrès, les trois puissances belligérantes se proclamaient « également animées du désir de contribuer au rétablissement de la tranquillité publique sur un pied solide et équitable », et déclaraient que « S. M. le Roi Catholique ayant bien voulu offrir sa médiation pour la guerre qui subsiste depuis quelques années entre la France et l'Angleterre, et cette guerre n'ayant d'ailleurs rien de commun avec celle que soutiennent également depuis quelques années les deux Impératrices avec leurs alliés contre le roi de Prusse, Sa Majesté Très Chrétienne est prête à traiter de sa paix personnelle avec l'Angleterre par les bons offices de Sa Majesté Catholique, dont elle s'est fait un plaisir d'accepter la médiation. »

« Quant à la guerre, qui regarde directement Sa Majesté Prussienne, Leurs Majestés...... sont disposées à donner les mains à l'établissement du congrès proposé; mais comme en vertu de leurs traités, elles ne peuvent prendre aucun engagement relatif à la paix, que conjointement avec leurs alliés, il sera nécessaire, pour qu'elles puissent s'expliquer définitivement sur ce sujet, qu'avant tout il plaise à Leurs Majestés Britannique et Prussienne de faire parvenir leur invitation à un congrès à toutes celles des puissances qui se

(1) Comte de Choiseul au Duc, 26 janvier et 7 février 1760. Affaires Étrangères. Autriche.

(2) Yorke à Holdernesse, 4 avril 1760. Record Office. Hollande.

(3) Annexe à la dépêche d'Yorke du 4 avril 1760. Record Office. Hollande.

trouvent directement en guerre contre le roi de Prusse, notamment Sa Majesté le roi de Pologne, Électeur de Saxe, ainsi que Sa Majesté le roi de Suède, lesquels spécialement doivent être invités au futur congrès. »

Avant de relater l'accueil que reçut cette pièce de la part du cabinet anglais et des représentants du roi de Prusse, il est indispensable de rendre compte des pourparlers qui se nouèrent à La Haye en attendant la réponse des belligérants. Pendant les mois de décembre et de janvier, chacun resta sur la réserve et il n'y eut aucun essai de rapprochement entre les ministres des cours rivales. Cependant, malgré ce silence officiel, il était impossible qu'il ne se produisît pas à Londres, et surtout à La Haye, des échanges de vues sur les intentions et sur la pensée secrète des gouvernements appelés à participer au congrès. Comment fallait-il comprendre le projet de paix particulière entre la France et l'Angleterre dont parlait Affry avec une indiscrétion peut-être voulue? On mettait en effet dans la bouche de cet ambassadeur un langage très significatif. Il aurait dit à Yorke : « Il faut pourtant séparer la négociation en deux et traiter nos affaires seules et sans les autres, et ensuite obliger les autres de s'accommoder, sans quoi nous ne ferons jamais rien. » En causant avec le prince Louis, il se serait écrié : « Qu'avec un tas d'alliés à leur suite, ils n'en viendraient jamais à bout. » Quelle portée devait-on donner à ces paroles? N'étaient-elles que des boutades d'un diplomate bavard ou reflétaient-elles l'opinion autorisée de son chef hiérarchique? Dans le cercle intime du cabinet de Saint James, la curiosité à ce sujet fut d'autant plus vive que les bruits de Hollande se trouvèrent confirmés par les propos qu'avait tenus le duc d'Aiguillon à un parlementaire anglais. Ce dernier, Lord Howe, avait fait à ce sujet un rapport qui fut communiqué (1) aux principaux ministres. Au cours d'une

(1) Anson à Newcastle, 27 décembre 1759. Newcastle Papers, 32900.

conférence dont le prétexte avait été un échange de prisonniers, Aiguillon n'avait pas caché son désir de voir aboutir la paix séparée avec l'Angleterre, en dehors de Madame d'Hongrie, comme il appelait l'Impératrice, et s'était fait fort d'obtenir dans ce but le renouvellement des pouvoirs qui lui avaient été donnés pour le cas d'une négociation après le débarquement en Angleterre. En présence de ces avis, Newcastle et Pitt eurent un entretien (1) sur les avantages et les inconvénients d'un arrangement particulier avec la France. D'après celui-ci, la conclusion d'une convention de ce genre, même si le roi de Prusse y était compris, laisserait ce prince dans des circonstances critiques où il aurait besoin de secours que le cabinet anglais, une fois son traité signé, serait en peine de lui faire voter. Newcastle, beaucoup plus partisan de la pacification que son collègue, estimait non sans raison que si on ne s'abouchait pas d'abord avec la France, on n'arriverait pas à la paix, peut-être pas même au congrès. Mis au courant de ce dissentiment, Hardwicke (2) se rallie à l'opinion de Pitt; l'intervention de l'Espagne dans les différends maritimes et coloniaux avec la France, qu'elle s'intitule médiation ou interlocution (3), ne lui dit rien de bon; le projet d'un congrès général est le meilleur moyen de parer le coup sans offenser S. M. Catholique; aussi faut-il s'y tenir plutôt que d'avoir recours à l'expédient de l'accord distinct avec Louis XV. Si on traite avec la France, on lui demandera de garder la neutralité dans le conflit allemand, mais elle exigera du Roi « un engagement réciproque que nous observerons de notre côté et qu'ils n'exécuteront pas du leur. » D'autre part, des objections sont à prévoir à la Chambre des Communes contre

(1) Newcastle à Hardwicke, 2 janvier 1760. Newcastle Papers, 32901.

(2) Hardwicke à Newcastle, 3 janvier 1760. Newcastle Papers, 32901.

(3) En dernier lieu, San Severino s'était servi de cette expression pour définir l'action du Roi Catholique.

le maintien des subsides, car « il ne s'agira plus que d'une guerre sur le continent, et pour le débat vous n'aurez plus l'argument de la diversion et de l'avantage de pouvoir détourner de l'Amérique les efforts et l'attention de la France. » Opposé à un armistice spécial à la lutte navale, Hardwicke ne verrait aucun inconvénient à une suspension générale des hostilités pendant la réunion du congrès, mais il doute fort que les gouvernements de Vienne et de Versailles et surtout le premier, consentent à une entente de cette nature.

Peu à peu, les avis des cabinets européens vinrent atténuer l'intransigeance de la cour de Saint-James. Ce fut d'abord la réponse russe qui détruisit les espérances dont on s'était leurré sur la possibilité d'un accommodement avec la puissance du Nord. Puis se succédèrent de tous côtés des renseignements alarmants sur la situation précaire du roi de Prusse, l'épuisement de ses ressources et la difficulté qu'il éprouverait à se soutenir pendant la nouvelle année contre les armées des deux Impératrices. En particulier, une lettre de Ferdinand à Pitt (1) avait causé la plus mauvaise impression : « La confiance que je mets en vous, Monsieur, m'engage à m'ouvrir à V. E. sans réserve sur les affaires de ce prince..... L'armée du roi de Prusse est fondue jusqu'à la moitié de ce qu'elle étoit au commencement de la campagne ; je doute avec raison qu'il puisse parvenir à recruter ses régiments et à faire toutes les réparations avant la campagne prochaine. Si l'Autriche ne lui rend ni les officiers ni les soldats pris à Mexan et à Meissen, comme il y a toute apparence qu'elle ne le fera pas, cela produira une diminution trop grande dans son armée pour n'influer pas sur le tout. Ce qui plus est, les ennemis restant maîtres de Dresde pourront ouvrir la campagne, quand ils voudront, cette ville leur servant

(1) Ferdinand à Pitt (*most secret and private*), Marburg, 11 janvier 1760. Chatham Papers. Record Office.

de place d'armes et d'appui. Si les Russes reparoissent alors en même temps, je ne sais ce qui en arrivera, mais il me paroit évident que S. M. doit perdre du terrain. Cela influera infiniment sur nous autres ici...... Je sais que vous ne pouvez regarder, Monsieur, d'un même point de vue l'Angleterre et l'Allemagne. Mais il y a cependant des intérêts communs..... Si l'on peut faire la paix avec la France avant l'ouverture de la campagne, je suis persuadé que l'Autriche pliera, si non, l'état des affaires en Allemagne sera le plus critique du monde..... Mais comme j'ignore si les intérêts de l'Angleterre n'exigent pas de continuer la guerre avec la France, il seroit à souhaiter qu'on pût faire une diversion à la maison d'Autriche, sans quoi il sera d'une impossibilité absolue, je ne dis pas de conserver les avantages qu'on a eus jusqu'à présent de ces cotés-ci, mais de se soutenir seulement contre toutes ces grandes puissances liées ensemble. » Presque à la même date Mitchell (1) faisait de la situation de la Prusse un rapport qui dépassait en pessimisme tout ce qu'il avait écrit : « Une campagne de dix mois, deux batailles perdues; les troupes très fatiguées et éprouvées par la longueur des marches et par la dureté du service; une saison aux rigueurs de laquelle l'humanité ne pourra plus résister, la prise de 21 bataillons et 45 escadrons dans les affaires malheureuses de Direcke et de Finck! Quand j'énumère toutes ces considérations, je ne peux pas m'empêcher de faire remarquer à votre Seigneurie le peu de vraisemblance que cette armée-ci soit en état pour le printemps, et à plus forte raison que Sa Majesté Prussienne puisse mettre en campagne deux armées pour cette saison; et cependant elles sont indispensables. Le roi de Prusse fera tout ce qu'un homme peut faire, mais son pays est épuisé, les moyens d'action

(1) Mitchell à Holdernesse (*private and very secret*), Freyberg, 16 janvier 1760. Mitchell Papers. British Museum.

font défaut, ses meilleurs officiers sont tués ou prisonniers, et, je dois l'avouer avec la plus grande anxiété, un découragement général règne dans toute l'armée et Sa Majesté Prussienne est peut-être le seul à ne pas subir l'influence fâcheuse qui en résulte. » Du sombre tableau qu'il vient de tracer, Mitchell tire la conclusion suivante : « D'après les connaissances imparfaites que je possède sur l'état actuel de l'Europe, j'ajoute que si l'Angleterre ne trouve pas d'ici à peu le moyen de détacher la France de l'alliance et de restreindre ainsi la puissance des Russes, la seule occasion de sauver le roi de Prusse aura été, je le crains, perdue sans remède. » Un langage aussi catégorique était de nature à faire réfléchir, d'autant plus qu'il était corroboré par celui de Frédéric lui-même ; ce monarque avait exposé (1) à Knyphausen sa position critique et n'avait pas caché son espoir de voir un accord entre la France et l'Angleterre préparer les voies pour la paix générale.

Pour résister à l'effort considérable que les belligérants annonçaient en Allemagne, il eût été nécessaire, non seulement de recruter et d'augmenter les contingents allemands du prince Ferdinand, mais même d'accroître les effectifs anglais qui servaient sous ses ordres. Par malheur, des propositions de ce genre seraient impopulaires, aussi les chefs du gouvernement, Newcastle tout autant que Pitt, y étaient-ils opposés ; il ne restait donc d'autre alternative que d'essayer de s'entendre avec le cabinet de Versailles. Knyphausen était si pressé de mettre l'affaire en train qu'il s'offrit pour aller à La Haye et pour aider Yorke à entamer les pourparlers. On préféra confier la besogne au seul représentant de la Grande-Bretagne, et, en conséquence, Holdernesse (2) invita Yorke à entrer en contact avec l'ambassadeur français, à lui demander l'ex-

(1) Frédéric à Knyphausen, Pretzschendorf, 1er janvier 1760. *Correspondance politique*, XIX.

(2) Holdernesse à Yorke, 25 janvier 1760. Record Office, Holland.

plication de ses allusions à une paix séparée et à chercher à savoir si la France serait disposée à traiter isolément avec l'Angleterre et la Prusse. En cas de renseignement conforme à cette hypothèse, Yorke était autorisé à transmettre les ouvertures ou suggestions que la cour de France jugerait convenable de faire.

Une indisposition d'Affry fit retarder l'entrevue des deux diplomates jusqu'au milieu de février. Très méfiants l'un et l'autre, dans ce premier entretien ils se bornèrent à rompre la glace. A en croire le rapport de Yorke (1), le Français aurait affirmé que « le seul moyen d'arriver à la paix serait pour leurs deux souverains de terminer leur querelle, sans pour cela abandonner leurs alliés. C'est aussi, aurait-il ajouté, le meilleur moyen d'éviter la médiation de l'Espagne que je suppose avoir été proposée par M. d'Abreu. » D'après Affry, jamais Yorke ne s'était montré « aussi prévenant et aussi poli ». Serait-ce le motif qui fait penser à l'ambassadeur français « qu'on veut nous tendre un piège et nous faire une tracasserie avec l'Espagne dont on redoute plus que jamais la médiation? » Il va sans dire que les deux interlocuteurs relatèrent ce qui venait de se passer à leurs chefs de service. La réponse de Choiseul (2) fut la première qui parvînt à La Haye; le ministre des affaires étrangères justifiait la distinction qu'il voulait établir entre la guerre continentale et le conflit maritime; pour mettre fin à ce dernier, la France avait accepté l'arbitrage de l'Espagne; « Sa Majesté s'en est rapportée absolument à Sa Majesté Catholique sur les conditions de la paix de mer et sur la décision des contestations de l'Amérique. » Cependant, elle adopterait tout autre procédé de négociation qui pourrait convenir à l'Angleterre, sous la seule réserve de tenir l'Espagne au courant des pourpar-

(1) Yorke à Holdernesse et Affry à Choiseul, 15 février 1760. Record Office et Affaires Étrangères.

(2) Choiseul à Affry, 24 février 1760. Affaires Étrangères. Hollande.

lers. Peu de temps après la réception de cette dépêche, Affry eut avec Hellen (1), et à la requête de celui-ci, une entrevue au cours de laquelle l'envoyé prussien lui dicta ces mots : « M. de Hellen comme particulier a dit qu'il croyait pouvoir assurer M. le comte d'Affry que, si la France veut faire des propositions à l'Angleterre où S. M. Prussienne soit comprise, on serait prêt à écouter ces propositions. » Le lendemain eut lieu un long entretien entre Affry et Yorke (2) dans la voiture de celui-ci, sur la route de Ryswick; le Français commença par lui lire la lettre de Choiseul; puis on causa de la séparation des deux querelles, de l'intervention espagnole, sur les phases de laquelle Yorke n'était pas renseigné, enfin des liens de l'alliance autrichienne qui entravaient la liberté d'action de la France. Cette fois, les discours de ses collègues anglais et prussien avaient convaincu Affry de la sincérité des sentiments pacifiques de leurs gouvernements : « Tout combiné me persuade que le roi d'Angleterre désire vivement la paix et que le roi de Prusse en a le plus grand besoin ». Le diagnostic était parfaitement exact.

Il est presque superflu de le rappeler, l'idée d'un traité de paix distinct entre la France et l'Angleterre était un souci continuel pour la cour de Vienne. Le seul moyen d'apaiser les soupçons toujours en éveil de l'Impératrice-Reine et de son chancelier était de leur communiquer tout ce qui avait trait à la question. Pour obéir à cette règle, le comte de Choiseul avait mis sous les yeux de Kaunitz (3) les conditions préliminaires préparées par la France pour son médiateur, Sa Majesté Catholique. Kaunitz n'avait pas dissimulé son peu de goût pour un document de cette nature : « Savez-vous, avait-il dit à l'ambassadeur, ce qui m'en déplaît le plus? C'est l'article 11 et le ton qui

(1) Affry à Choiseul, 4 mars 1760. Affaires Étrangères.
(2) Yorke à Newcastle, 4 mars 1760. Record Office. Hollande.
(3) Comte de Choiseul au Duc, 26 janvier 1760. Affaires Étrangères.

règne dans tout cet écrit ; il semble que vous vouliez faire entendre aux Anglais qu'après votre réconciliation, vous vous unirez avec eux pour faire la loi à vos alliés respectifs et les forcer à la paix. » C'était bien en effet la pensée du ministre de Louis XV, mais elle n'était guère avouable. En vain, le comte de Choiseul chercha-t-il à atténuer l'importance du malencontreux article qu'il regardait « comme un compliment que nous faisons au genre humain » ; en vain renouvela-t-il ses efforts auprès de Marie-Thérèse. Il est obligé de reconnaître qu'il a parlé « sans avoir rien gagné sur son esprit et sans que nos malheurs, dont je la crois véritablement touchée, lui fassent abandonner une ligne de ses prétentions. » Et cependant l'ambassadeur avait bien précisé les positions de chacun des souverains : « Le Roi, avait-il dit, est en perte d'une partie de ses colonies et celles qui lui restent sont en grand danger. Votre Majesté, au contraire, ne craint rien pour ses possessions ; elle joue, comme on dit, sur le velours, et tout le risque qu'elle court est de gagner plus ou moins. »

Le résultat de cet échange de vues fut l'envoi à Versailles d'un mémoire rédigé par Kaunitz (1), sous le titre de « Réflexions impartiales sur l'état des circonstances présentes ». Le chancelier y développe sa thèse favorite de la nécessité de poursuivre l'abaissement de la Prusse et démontre, à sa satisfaction, la menace que constituait pour la France l'agrandissement du pouvoir de Frédéric ; il ne dissimule pas son désir de faire échouer le congrès. Pour les négociations auxquelles on ne pouvait se dérober, il envisage deux solutions : « Ou le refus absolu de traiter séparément et autrement que de la paix générale, ou bien un contre-projet de préliminaires et le consentement de l'Angleterre à traiter séparément de sa paix particulière

(1) Mémoire de Kaunitz adressé à Choiseul, 30 janvier 1760. Archives de Vienne.

avec la France, mais sous la réserve *sine quâ non* du maintien du roi de Prusse. » Dans la première hypothèse, il conviendrait de traîner les affaires en longueur. « Dans la seconde, le Roy Très Chrétien doit naturellement être engagé pour la considération de son propre intérêt et la nature de ses engagements avec ses alliés à se refuser purement et simplement à la proposition de l'Angleterre... Et enfin s'il arrivait, ce qui néanmoins n'est nullement vraisemblable, que l'Angleterre se prêtât à conclure purement et simplement avec la France sur le pied du projet d'articles préliminaires actuellement entre les mains du Roy Catholique », on demanderait au Roi Très Chrétien « qu'il contribuât par la voie des négociations à leur (à ses alliés) faire gagner du temps au congrès, et que sous main en même temps par tous les moyens qui pourront dépendre de lui, il contribuât à les mettre en état de pouvoir soutenir et pousser la guerre avec la plus grande vigueur. »

Il fallut donner satisfaction aux exigences de la cour de Vienne en faisant disparaître des conditions préliminaires l'article incriminé, d'après lequel l'Angleterre resterait libre de continuer ses subsides au roi de Prusse, concession dont Kaunitz avait signalé la contradiction avec les dispositions du dernier traité d'alliance entre la France et l'Autriche. « Le Roi, écrivait Choiseul (1), en voulant éviter tout ce qui pourrait occasionner le plus léger soupçon contre l'uniformité de ses sentiments et ceux de l'Impératrice-Reine, promet à Sa Majesté Impériale de retrancher l'article 11. » On ajoutait que « les engagements de Sa Majesté avec Sa Majesté Impériale ne seraient point affaiblis par la cessation des hostilités contre l'Angleterre »; on laissait même espérer que l'on entrerait « dans la voie d'augmentation des subsides » qui seraient portés à quinze millions (2) de livres par an, dont huit à

(1) Réponse à la note du 30 janvier, 15 février 1760. Affaires Étrangères.
(2) Duc de Choiseul au Comte, 15 février 1760. Affaires Étrangères.

titre de subvention annuelle et sept à compte sur l'arriéré.

En présence d'un allié aussi chatouilleux, il était bon de surveiller de près son jeu; Choiseul dut se le dire à propos de la correspondance d'Affry. Dans un esprit de loyauté qui dans la circonstance ne manquait pas d'habileté, le ministre de Louis XV avait fait mettre sous les yeux du chancelier les lettres de La Haye et les répliques du département. En effet Kaunitz se montra très content de la communication, mais il ne put s'empêcher (1) de suspecter la prose et encore plus les agissements d'Affry vis-à-vis de ses collègues anglais et prussien : « La manière dont cette conversation s'est engagée avait quelque chose de romanesque qui n'avait pas bon air. »

Du côté de l'Espagne, on ne se heurta pas à des difficultés du même genre. Quand Choiseul fit soumettre à Madrid son projet de réponse à la déclaration de La Haye, le paragraphe relatif à la médiation souleva chez Wall des objections qu'il fit appuyer par son maître. Il y eut à ce sujet un entretien (2) entre Ossun et le ministre : « Ce dernier demanda, au nom de Sa Majesté Catholique, la suppression du paragraphe où il était question de la médiation espagnole et des obstacles qu'elle rencontrait de la part du cabinet de Saint-James; » il affirma la sincérité des motifs qui avaient inspiré la démarche de l'Angleterre; celle-ci, très inquiète du sort du roi de Prusse, ferait de grands sacrifices pour le sauver. Comme Ossun exprimait ses doutes sur le désintéressement britannique et citait le langage de Yorke rapporté par Affry comme indiquant « assez clairement que les Anglais abandonneraient le roi de Prusse », Wall de répliquer : « Oh! dès le moment que vous pensez ainsi, je n'ai plus rien à vous dire. » Du ministre, Ossun en appela au roi Carlos, qu'il trouva du

(1) Comte de Choiseul au Duc, 24 mars 1760. Affaires Étrangères.
(2) Ossun à Choiseul, 5 mars 1760. Affaires Étrangères.

même avis, quoique plein de sympathie pour la cause française. « Nos intérêts sont intimement liés; les Anglais me croient partial; ils ont raison dans le fond, mais ils ont tort dans la forme, puisque je ne leur ai pas encore donné sujet de le présumer. » Ossun défendit le passage incriminé du texte de Choiseul et finit par déterminer le Roi à s'en rapporter à la décision de son cousin Louis XV. Vers la fin de l'audience, la reine qui était, ne l'oublions pas, princesse de Saxe et sœur de la dauphine, entra chez le Roi et se mêla à la conversation. On parla de presser le départ de Fuentes, désigné pour remplacer Abreu à Londres, et de le charger d'obtenir de la cour de Saint-James une réponse catégorique sur l'article de la médiation. Puis on en vint aux procédés de la marine anglaise et aux plaintes de l'Espagne; Carlos tint un propos suggestif : « Les anciens griefs qui ont eu lieu sous le règne du roi mon frère peuvent se tolérer et se dissimuler, mais il n'en est pas de même de ceux qui se passeront sous mon règne. » Wall, qui avait déjà écrit à Paris (1) pour demander qu'il ne fût pas fait mention de l'intervention de sa cour, fut obligé d'ajouter au courrier un second billet contenant les instructions rectifiées.

Comme on aurait pu le deviner, Choiseul, dont la tactique consistait à compromettre le plus possible la monarchie espagnole, profita de la latitude qu'on lui laissait pour faire maintenir par le Conseil du Roi (2) le paragraphe critiqué, sous prétexte que les cours alliées en avaient déjà connaissance, et que sa disparition ferait le plus mauvais effet. Le gouvernement français avait également consulté Sa Majesté Catholique sur la suite à donner aux ouvertures de Yorke et sur la manière de conduire l'affaire. Sur ce point, le Roi et Wall (3) furent d'accord pour en-

(1) Wall à Massones, 3 et 5 mars 1760 (Copies). Affaires Étrangères.
(2) Choiseul à Ossun, 19 mars 1760. Affaires Étrangères.
(3) Ossun à Choiseul, 21 mars 1760. Affaires Étrangères.

courager Choiseul à continuer des essais de rapprochement dont ils ne seraient aucunement jaloux. Wall, qui venait de recevoir communication des conditions préliminaires de la paix maritime rédigées à Paris et revisées comme on l'a vu à Vienne, s'offrit même à les faire remettre à Pitt par l'intermédiaire du Napolitain San Severino décidément mieux en cour que son collègue Abreu, mais le roi Carlos estima que « les procédés de l'Angleterre étaient trop désobligeants » pour autoriser pareille démarche.

Fermons cette parenthèse nécessaire et revenons à nos négociateurs de La Haye. Peu de jours après l'entrevue sur la route de Ryswick, il en parut un nouveau sous la forme inattendue de l'aventurier Saint-Germain. Ce personnage avait débarqué à La Haye où il avait reçu le meilleur accueil ; il rendit visite à Yorke et eut avec ce diplomate un long entretien (1) dont le résultat fut d'embrouiller des pourparlers déjà fort délicats. Saint-Germain débuta par des généralités sur le désir de la paix qui se manifestait en France, sur ses sympathies pour l'Angleterre et la Prusse et son espoir de contribuer à l'entente avec ces puissances, puis il produisit en guise de pouvoirs deux lettres de Belleisle du mois de février et un passeport en blanc que le maréchal lui avait expédié. Interrogé sur le but de la mission que semblaient indiquer ces pièces, Saint-Germain décrivit ce qui était, d'après lui, l'état des esprits : « Le Roi, le dauphin, Mme de Pompadour, toute la cour et la nation, à l'exception du duc de Choiseul et de M. Berryer, étaient en faveur de la paix avec l'Angleterre. Ils ne peuvent pas faire autrement, car la situation intérieure l'exige ; ils désirent connaître les sentiments réels de l'Angleterre avec laquelle ils seraient heureux de se réconcilier dans des conditions qui sauvegarderaient l'honneur. M. d'Affry n'est pas dans le secret et le duc de Choiseul est si autrichien qu'il ne raconte pas tous les avis

(1) Yorke à Holdernesse, 14 mars 1760. Record Office.

qu'il reçoit; mais cela n'a pas d'importance, car il sera disgracié. Mme de Pompadour n'est pas autrichienne, mais n'est pas encore sûre..... elle le deviendra si la paix est assurée. C'est elle et le maréchal Belleisle qui avec la connaissance du roi de France ont envoyé lui, Saint-Germain, en enfant perdu. On n'a aucune confiance dans l'Espagne. » Yorke laissa causer son visiteur et se contenta de lui confirmer les intentions pacifiques du roi George et sa résolution ferme de ne pas se séparer de la Prusse. Dans le feu de la conversation, Saint-Germain, à une question de son interlocuteur sur les pertes coloniales qui étaient les plus sensibles à la France, fit des réponses singulières. « Était-ce le Canada? Non, ce pays leur avait coûté 36 millions sans rien rapporter. La Guadeloupe? Jamais on ne renoncerait à la paix pour cette île; on avait bien assez de sucre sans elle. Les Indes orientales? Voilà le point sensible, car cette possession était liée à toute leur finance. Que dites-vous de Dunkerque? On ne ferait aucune difficulté d'en détruire les fortifications; je pouvais compter là-dessus. » Saint-Germain à son tour voulut interroger sur Minorque, et Yorke, en diplomate avisé, de lui répliquer : « Nous l'avons oubliée ou tout au moins personne n'en parle. » « Je le leur ai dit bien des fois, s'écrie Saint-Germain, ils sont embarrassés de la dépense de l'île. »

Tout en faisant des réserves sur le caractère du messager, Yorke crut à l'authenticité du message. Lui et le cabinet anglais, sur son rapport, attachèrent une importance exagérée aux appréciations de Saint-Germain sur le compte de Choiseul, qu'on se figura (1) comme inféodé à la cour de Vienne et hostile à toute idée de paix. Influencés par cette conviction, les ministres anglais et Fré-

(1) Newcastle à Yorke, 25 mars 1760. Yorke à Holdernesse, 28 mars 1760. Newcastle Papers, 32904.

déric lui-même prirent au sérieux le plénipotentiaire amateur et voulurent lui réserver un rôle dans la suite des pourparlers. Choiseul, mis au courant des intrigues de Saint-Germain par une lettre que ce dernier avait adressée à Mme de Pompadour, se montra à bon droit furieux de l'incursion faite si mal à propos sur son domaine : « C'est un aventurier du premier ordre, écrit-il à Affry (1), qui, de plus, par ce que j'en ai vu, est fort bête... Vous avez ordre de le prévenir que si j'apprends que de près ou de loin, en petit ou en grand, il s'avise de se mêler de politique, je l'assure que j'obtiendrai l'ordre du Roi pour qu'à sa rentrée en France il soit mis le reste de ses jours dans un cul de basse-fosse. » Une demande d'extradition qui intervint trois semaines plus tard fit disparaître le négociateur improvisé et mit fin à la mission qu'il s'était attribuée. Saint-Germain fut obligé de quitter la Hollande et de se réfugier en Angleterre, puis en Allemagne.

Nous avons relaté plus haut les conférences qu'Affry avait eues au commencement de mars avec Hellen et Yorke; elles furent suivies d'un rendez-vous qu'Affry donna à celui-ci (2), cette fois dans le bois de La Haye. Il lui fit part des dernières instructions venues de Paris : Choiseul avait reconnu qu'il était impossible d'exclure du traité de paix le roi George en sa capacité d'Électeur, et ses alliés le duc de Brunswick et le landgrave de Hesse Cassel. Quant au roi de Prusse, le cabinet de Versailles serait très heureux, une fois l'arrangement avec l'Angleterre conclu, de travailler à un accord entre ce prince et l'Impératrice, mais n'étant pas en guerre avec lui, il n'était guère possible de le comprendre dans le traité spécial avec l'Angleterre. Yorke répéta au Français ce qu'il lui avait déjà dit, que l'Angle-

(1) Choiseul à Affry, 19 mars 1760. Affaires Étrangères, Hollande.
(2) Yorke à Holdernesse, 21 mars 1760. Record Office, Hollande.

terre ne traiterait pas sans ses alliés et spécialement sans le roi de Prusse; il affirma à nouveau le désir sincère de sa cour de rétablir la paix et déplora que celle de France ne voulût pas s'expliquer d'une façon plus claire sur les moyens d'obtenir la pacification générale; il ne voyait d'ailleurs aucune objection à mettre le roi d'Espagne au courant des détails de la négociation. Là-dessus, Affry lut un extrait d'une lettre de Choiseul, où celui-ci parlait de l'envoi à Londres d'une personne de confiance qui serait accréditée auprès des ministres britanniques et chargée de débattre avec eux les affaires d'Amérique en vue d'une entente satisfaisante pour les deux parties. Il s'agissait de savoir, par l'intermédiaire de Yorke, si l'idée de la mission serait agréée en haut lieu; dans l'affirmative, l'agent secret pourrait accompagner Fuentès, le nouvel ambassadeur espagnol, qui allait se rendre incessamment à Londres. Pour ces délicates fonctions, Choiseul avait jeté les yeux sur un de ses amis nommé O'Dunn, né il est vrai sujet britannique, mais qui n'avait été mêlé à aucun complot contre le roi d'Angleterre. Toute cette communication n'était pas ministérielle et était supposée émaner de l'initiative propre d'Affry. La réponse de Yorke fut sur le même ton, mais il prit soin d'informer son collègue français que O'Dunn ou Dunn, pour lui restituer son vrai nom, passait pour être à Paris l'agent du Prétendant et ne saurait être accepté par les ministres du roi George. Yorke résume son récit en disant qu' « Affry avait avoué assez franchement que son gouvernement était très embarrassé sur la conduite à tenir pour sortir de la situation où il se trouvait. »

Le rapport de Yorke se croisa avec une dépêche de Holdernesse (1) contenant les instructions précises que le cabinet de Saint-James se décidait enfin à donner à son

(1) Holdernesse à Yorke, 21 mars 1760. Record Office, Holland.

représentant : « L'Angleterre était prête à s'ouvrir sur les conditions de la paix, si la France voulait désigner un négociateur avec pouvoirs nécessaires, sous la réserve constante qu'il serait expliqué et entendu, au cas où les deux couronnes se mettraient d'accord sur les clauses de leur paix, que la cour de France accueillerait, d'une façon formelle et confidentielle, la participation à l'accommodement à faire des alliés de Sa Majesté et nommément du roi de Prusse. Inutile d'ajouter que l'Angleterre ne voudrait même pas écouter des pourparlers pacifiques dans lesquels Sa Majesté ne serait pas comprise à son titre d'Électeur. » Cette instruction avait été rédigée de concert avec les ministres prussiens et à la suite d'une note (1) où « ils déclaraient au nom de leur maître consentir à une négociation séparée entre le roi d'Angleterre et la cour de France à la condition que le roi leur maître serait compris dans la paix distincte à conclure avec la France. Toute autre solution serait considérée comme une contravention au traité existant entre Sa Majesté et le roi de Prusse. Ils sont fermement persuadés, d'après le langage tenu par M. d'Affry à M. de Hellen, et en particulier d'après l'expression : « Vous y trouverez votre compte », que la cour de France l'entend ainsi, et ils proposent que M. Yorke soit autorisé à continuer les pourparlers avec M. d'Affry de la manière qu'on jugera être la plus convenable. Bien entendu que la base de toutes ces démarches sera toujours fondée sur ce principe, que le roi de Prusse doit être compris dans la négociation dont il est question. »

Dans une lettre subséquente, écrite après réception des derniers avis de La Haye (2), Holdernesse prenait acte de la concession faite au sujet de l'Électorat et des alliés allemands du roi George, acceptait la mission secrète à

(1) Note remise par Knyphausen, 13 mars 1760. Newcastle Papers, 32903.
(2) Holdernesse à Yorke, 28 mars 1760. Record Office. Holland.

Londres, affirmait à nouveau que le monarque anglais ne consentirait à aucun arrangement auquel le roi de Prusse ne participerait pas, et répétait, à cet effet et dans les mêmes termes, les réserves déjà formulées. Le contenu d'un billet particulier qui accompagna la dépêche officielle nous apprend que la cour de Londres se défiait de Choiseul, qu'elle le soupçonnait de travailler contre la paix en désignant pour le voyage de Londres un personnage inacceptable et en différant son départ sous prétexte d'attendre celui de Fuentès. Si le ministre de Louis XV avait autorisé les déclarations conciliantes d'Affry, c'est qu'il n'avait dû céder au courant pacifique et qu'il tenait avant tout à avoir voix au chapitre, soit pour diriger, soit pour entraver la négociation. Toutefois, malgré la mauvaise opinion qu'il avait des sentiments réels de Choiseul, le Roi ne voulait pas décourager les ouvertures faites par Affry et accueillerait volontiers tout envoyé français, pourvu que ce ne fût pas un de ses sujets et surtout M. Dunn « qui serait absolument impropre à une besogne de ce genre et très mal vu à la cour. »

Dans les conversations de La Haye, le cabinet anglais et son représentant Yorke avaient eu et eurent jusqu'à la fin un rôle prépondérant. Cependant on peut s'imaginer, d'après ce que l'on sait de l'esprit remuant de Frédéric, que ce prince n'était pas resté étranger à une campagne diplomatique dont il avait été le promoteur et dont sa situation presque désespérée avait été la cause initiale. Au début, très sincèrement désireux de mettre fin à la guerre, nous le voyons modifier son attitude selon l'impression du moment et donner à ses ministres de Londres des instructions qui, sans être absolument contradictoires, diffèrent sensiblement à quelques jours de distance. Frédéric, tout d'abord, s'inquiète du silence prolongé des belligérants et s'émeut des bruits qui circulent sur leurs intentions et qui lui parviennent de toutes les capitales d'Europe; en atten-

dant mieux, il enjoint à Knyphausen (1) de sauvegarder ses intérêts en cas de pourparlers et à Hellen de surveiller les entrevues que Yorke doit avoir avec Affry. Il étudie les conditions de la paix (2), découvre pour l'Autriche une compensation en Bavière en échange de la Silésie, croit gagner les bonnes grâces de la Russie en offrant au roi de Pologne, en guise de dédommagement, la ville et le territoire d'Erfurt qui appartenaient à l'Électeur de Mayence, car de son propre domaine il ne consent pas à céder un pouce.

Un peu plus tard, il fait l'inventaire (3) de ses ressources et le calcul des effectifs ennemis auxquels il aura à tenir tête. Cet examen l'amène à se prononcer pour un arrangement avec la France : les cours de Vienne et de Pétersbourg « se roidissent orgueilleusement contre toute pacification et déclinent le congrès; elles nous tracent par là le chemin que nous devons suivre et nous indiquent que c'est aux Français que nous devons nous attacher..... La résolution prise par les ministres anglais, d'ordonner au général Yorke de s'expliquer d'une façon certaine avec le comte d'Affry, est très sensée et bien pensée, pour entendre au moins ce que ces gens diront. » Mais l'affaire ne marche pas assez vite au gré de l'impatient monarque : « Les Anglais (4) biaisent avec leur négociation, de sorte que, quoique la France marque assez d'inclination à faire la paix, elle ne trouvera personne pour l'écouter. » Il se décide à prendre la direction de l'affaire; déjà il avait ordonné à Hellen de se mettre en rapports avec Affry, mais

(1) Frédéric à Knyphausen, 12 et 14 janvier 1760. *Correspondance politique,* XIX.

(2) Frédéric à Knyphausen, 20 et 23 janvier 1760. *Correspondance politique,* XIX.

(3) Frédéric à Knyphausen, 4 février 1760. *Correspondance politique,* XIX.

(4) Frédéric à Knyphausen, 16 février 1760. *Correspondance politique,* XIX.

cela ne lui suffit pas et il va s'adresser à Choiseul avec lequel il était déjà en commerce épistolaire.

Malgré les démêlés célèbres qui suivirent le départ de Voltaire de Potsdam, Frédéric n'avait cessé de correspondre avec celui qu'il considérait comme son maître dans le royaume des lettres ; il le consultait sur ses poésies et recevait de lui des épîtres où des allusions aux événements contemporains se mêlaient à la critique ou à l'éloge des œuvres royales. En dernier lieu (1), l'illustre écrivain qui avait toujours ambitionné un rôle diplomatique, avait servi d'intermédiaire, de « bureau d'adresse » comme il le disait, à un échange de lettres entre Choiseul et le roi de Prusse. De part et d'autre, les billets avaient pour destinataire Voltaire, mais grâce à une indiscrétion tacitement autorisée, leur contenu ou du moins des extraits importants étaient communiqués aux deux intéressés. A en juger par les spécimens qui figurent dans une publication (2) récente, les élucubrations du ministre et du Roi ont un caractère trop marqué de polémique personnelle pour mériter le titre d'ouvertures pacifiques. Dans ce duel épistolaire, c'est à qui décochera à son adversaire le trait le plus envenimé. Frédéric affectait de ne pas prendre Choiseul au sérieux, et celui-ci, piqué au vif, répliquait (3) par des vantardises : « Mandez-lui que malgré nos échecs et d'après les siens, le Roi pourra perdre pour un temps ses possessions d'Amérique, mais qu'il est encore le maître d'anéantir, s'il le voulait, la puissance prussienne. » Parfois, la réponse (4) était injurieuse : « Luc (5) sans généraux, sans vertus, sans conduite, cédera tôt ou tard à la

(1) Mémoires de Voltaire, *Œuvres complètes de Voltaire*, vol. LXX. Paris, 1789.

(2) Calmettes, *Choiseul et Voltaire*, Paris, 1902.

(3) Choiseul à Voltaire, 20 décembre 1759. Calmettes.

(4) Choiseul à Voltaire, 14 janvier 1760. Calmettes.

(5) Nom de guerre dont se servait Voltaire pour désigner le Roi.

toque bénite (1) et quand cela sera fait, qui le relèvera?.... Il faut que Luc soit fol à mettre aux petites maisons de Vienne s'il ne fait pas l'impossible pour engager l'Angleterre à faire la paix cet hiver. »

A côté d'épigrammes plus ou moins spirituels, les billets de Choiseul contenaient, il faut le reconnaître, des observations fort sensées sur le désintéressement de la France et son désir de traiter : « Enfin, mon cher solitaire (2), nous ne voulons point d'avantages pour nous, et nous convenons que les battus doivent payer l'amende. Je doute que nos ennemis aient des principes aussi modérés; s'ils étaient de bonne foi, ils profiteraient de notre volonté pacifique; la route est indiquée; je suis très convaincu que le roi de Prusse en connaît toute l'étendue; c'est à lui à la faire suivre si elle lui convient. » Le ton beaucoup plus pondéré du ministre français coïncidait avec une démarche que Frédéric s'était décidé à faire auprès du cabinet de Versailles à peu près au moment de la lettre adressée au solitaire de Ferney.

En dehors de la correspondance qu'il entretenait avec Voltaire, le Roi avait occasion de se renseigner sur l'état de l'opinion en France par le canal de la duchesse de Saxe-Gotha, sœur de la princesse de Galles. Il crut le moment venu d'envoyer un émissaire à Paris et demanda à la duchesse de lui indiquer un personnage de confiance. Le plan fut vite combiné et le messager choisi en la personne du baron d'Edelsheim, attaché à la cour de Gotha. Comme intermédiaire auprès de Louis XV et de son ministre, Frédéric s'adressa au bailli de Froullay, représentant de l'ordre de Malte à la cour de Versailles, avec lequel il avait eu des relations amicales; dans l'hypothèse où Froullay ne voudrait pas se charger de la commission, Edelsheim de-

(1) Allusion à l'envoi d'une toque et d'une épée bénites dont le Pape Clément XIII avait fait don à Daun après la victoire d'Hochkirch.

(2) Choiseul à Voltaire, 13 mars 1760. Calmettes.

vait se présenter à Choiseul. La lettre que le Roi écrivit (1) au bailli était aussi nette dans le fond qu'habile dans la forme : « J'en viens au fait sans autre paralogisme. Il s'agit donc de savoir si on a chez vous le désir sincère de rétablir la paix qu'on vous suppose ; et en ce cas, je vous propose le moyen le plus sûr, le plus efficace, et le plus avantageux d'y parvenir. La France peut se tirer en honneur de la situation fâcheuse où elle se trouve, si elle veut une paix séparée avec nous, l'Angleterre et nos alliés. Si la France consent à maintenir l'équilibre de l'Allemagne et à obliger ses alliés d'y souscrire, en faisant cause commune avec l'Angleterre, elle pourra s'attendre d'obtenir des conditions beaucoup plus favorables qu'elle n'en pourra avoir en tout autre cas. Je vous prie de savoir si ces idées pourroient trouver faveur dans le pays où vous vivez, et quelle est la façon de penser du Roy et de son ministère. Pour moy, je fais le volontaire ; je cours faire le coup de pistolet pour savoir ce qui en résultera ; car vous et les Anglois, vous avez envie de parler, et personne ne veut être le premier. Eh bien, mon cher chevalier, soyons les enfans perdus de la politique ; travaillons à la concorde et voyons s'il n'y aura pas moyen par quelques traits de plume, de terminer une discorde si funeste à toute l'Europe. Ces propositions, à la vérité, sont vagues, mais qu'on s'explique ; elles pourront servir de canevas des préliminaires. La première chose est de se parler, la principale de s'accorder, et la paix en sera une suite naturelle. » Afin de bien affirmer sa volonté de maintenir une entente parfaite avec l'Angleterre, Frédéric eut soin de mettre Mitchell au courant du voyage d'Edelsheim et d'envoyer à Knyphausen copie du billet adressé à Froullay avec ordre d'en faire part au cabinet de Saint-James.

(1) Frédéric à Froullay, Freiberg, 17 février 1760. Newcastle Papers et *Correspondance politique*, XIX.

Edelsheim arriva à Paris le 9 mars et fit visite sans retard au bailli; celui-ci accepta le rôle d'intermédiaire et pour s'en acquitter alla le lendemain à Versailles. Louis XV lut la lettre de Frédéric, fit bon accueil à Froullay et l'assura de son souhait de voir la paix rétablie. Voici en quels termes (1) le bailli rend compte du langage de Choiseul dont il obtint une entrevue après l'audience royale : « Le Roy son maître pensoit que le moyen le plus certain pour faire la paix générale étoit de traiter et de conclure séparément la paix de la France avec l'Angleterre, qu'il n'étoit pas possible que Votre Majesté ne comprît que cette voye étoit la plus sûre, comme la plus courte; qu'enfin le Roy son maître pouvoit, sans manquer à ses alliés, ou recevoir les propositions de l'Angleterre ou lui en faire. Ce ministre en est resté là, et en s'interrompant lui-même il m'a dit : Si le roy de Prusse, comme il vous le paroit, désire la paix, et qu'il n'ait pas l'intention de communiquer la réponse à sa lettre aux différentes cours de l'Europe, il peut prendre la voye d'Angleterre pour parvenir au but qu'il se propose, et nous lui ferons connoître la bonne opinion qu'il doit avoir de notre probité et de notre franchise; car à la première apparence de réussite de paix avec l'Angleterre, autant sommes-nous mesurés à présent, autant nous avancerons-nous pour conclure un ouvrage si salutaire. »

Au rapport de Froullay était annexée une note résumant les points sur lesquels Choiseul avait insisté :

« 1° Si Sa Majesté Prussienne souhaite que l'ouverture de la campagne prochaine ne se fasse point, il faut qu'il y ait des préliminaires convenus ou à peu près convenus avec l'Angleterre avant le mois de juin;

« 2° Dès qu'il y aura une apparence de paix avec l'Angleterre, la France fera de son mieux pour conclure le reste;

(1) Froullay à Frédéric, 15 et 19 mars 1760. Newcastle Papers et *Correspondance politique*, XIX.

« 3° Le malheur des circonstances ne permet point que l'on s'explique, actuellement, d'une autre façon, et que l'on se serve d'une autre voye ;

« 4° Dès qu'on verra que l'on se fie un peu à nous, nous serons moins mesurés que nous le paroissons à présent. »

A ces renseignements quasi officiels le bailli ajoutait ses propres impressions :

« 5° M. de Choiseul paroit être fort porté pour nos idées ; il m'a dit en particulier : « Vous savez bien que ce n'est pas moi qui ai fait le traité de Vienne ; »

« 6° L'on craint qu'on ne fasse un mauvais usage des ouvertures qu'on pourroit faire, c'est pourquoi l'on n'ose s'avancer d'avantage ;

« 7° Les cours de Russie et de Vienne ont fait le 19 de ce mois de nouvelles protestations à la France, pour l'engager à entrer de bonne heure en campagne, et en abandonnant tout à fait la marine, à se dédommager amplement en Allemagne, ou il paroit que le sort et les forces décideront cette année en faveur des vœux et des désirs des Impératrices ;

« 8° C'est un motif de plus à engager la France de hâter la paix avec les partis proposés, parce que son intention n'est nullement de déranger l'équilibre en Allemagne et en particulier d'épuiser le roy de Prusse (si l'on peut se servir de ce terme)...

« ... 11° Nous imaginons qu'aucun parti ne gagnera grand'chose dans cette guerre-ci, et nous-mêmes quoique nous ayons Port-Mahon,..... nous sentons très bien qu'en faisant la paix, nous perdrons quelque chose tout comme les autres. »

L'accueil que Choiseul fit au bailli de Froullay semble dénoter un véritable désir d'arriver à un accommodement. D'ailleurs, en s'efforçant de faire aboutir les négociations entamées, il ne faisait que se conformer au sentiment gé-

néral de son pays. Starhemberg le constate (1) et fait part à Kaunitz de ses inquiétudes pour l'avenir; à l'en croire, il ne faudrait pas avoir confiance dans la cour de Versailles, et surtout « dans le cas d'ouverture d'un congrès, être sur ses gardes contre elle et spécialement contre la personne du duc de Choiseul. » Reconnaissons que l'appréciation du soupçonneux Autrichien aurait été plus sévère s'il eût été au courant de l'entretien que le ministre avait accordé à Edelsheim. La mission de l'envoyé secret (2) échappa à la perspicacité habituelle de Starhemberg; et cependant il y avait eu rencontre des deux personnages dans des circonstances assez singulières. Edelsheim, à son passage à Francfort, s'était procuré une lettre du duc de Broglie qui lui servit d'introduction auprès de Choiseul. En sortant du cabinet de celui-ci, il se croisa avec Starhemberg, fut présenté à ce dernier en sa qualité d'Allemand et, après échange des courtoisies usuelles, reçut une invitation à dîner que, pressé de repartir pour Berlin, il ne put accepter.

Conformément à sa promesse, Frédéric expédia à Knyphausen, pour l'édification de la cour de Londres, la lettre et les notes apportées de Versailles; il ne dissimule pas (3) la bonne impression qu'elles lui ont produite : « Vous verrez par là que la France est déterminée à faire sa paix avec l'Angleterre, pour avoir l'occasion par là à ne pas faire cette campagne. Si le ministère britannique saura convenir avec la France des préliminaires de paix, je crois l'affaire faite et bientôt conclue. Pour sauver les apparences de dehors, les Français voudront se stipuler la liberté de donner en auxiliaires 24.000 hommes à l'Impératrice-Reine, et on m'assure qu'on trouverait moyen de décliner encore ce secours, quand il en sera question de l'exécution; de sorte

(1) Starhemberg à Kaunitz, 11 mars 1760. Archives de Vienne.

(2) Starhemberg à Kaunitz, 25 juin 1759. Voir à ce sujet Schaeffer, vol. II 1, p. 480.

(3) Frédéric à Knyphausen, 28 mars 1760. *Correspondance politique,* XIX.

que la paix avec la France ne dépendra que de la façon dont les Anglais sauront convenir avec la France, pour terminer leurs querelles de mer. » Knyphausen est invité à voir Pitt et à lui dire « que pour peu que cette négociation fût poussée, on en conviendrait (des préliminaires) en peu de temps... Quant à mon sort, je le remettrais aux mains de l'Angleterre... je me flattais cependant qu'en convenant avec la France sur les préliminaires de paix avec l'Angleterre, on en conviendrait aussi avec la première à mon sujet pour que j'eusse mes sûretés vis-à-vis de la France, ne dût cela se faire en tout cas que par des articles secrets des préliminaires. A ce que vous verrez par la lettre du bailli de Froullay et les éclaircissements joints, il répugne un peu à la France de négocier et de conclure directement la paix avec moi, comme principal ennemi de l'Impératrice son alliée, à l'égard de laquelle elle voudrait du moins quelque dehors pour l'apparence, mais bien par l'Angleterre. Pour donc n'obvier pas au grand ouvrage salutaire, je veux bien passer sur cette formalité et remettre mes intérêts à l'Angleterre, étant persuadé que je ne saurais les mettre dans de meilleures mains, et qu'elle voudra bien prendre les précautions requises à ce que la France ne saurait pas nous duper à mon égard. »

Il est à observer que Choiseul laissa écouler quelque temps avant de donner connaissance au cabinet de Vienne de la mission d'Edelsheim et de la démarche de Froullay; quoique l'entrevue avec le bailli remontât au 10 mars, ce fut seulement dans une lettre du 25 avril (1) que le ministre des Affaires Étrangères envoya à son cousin le récit de la conversation et la réponse d'ailleurs très correcte du cabinet de Versailles. Au dire du duc, la fermeté de son langage aurait irrité le roi de Prusse, « car il a écrit contre moi une lettre pleine d'invectives; mais, ajoute Choi-

(1) Duc de Choiseul au Comte, 25 avril 1760. Affaires Étrangères.

seul, vous pouvez assurer M. le comte de Kaunitz que les hauteurs ou douceurs de ce prince, ses invectives ou ses louanges n'influeront en rien sur le système du Roi qui est invariable. » Que Kaunitz ait reçu cette communication avec satisfaction, cela n'est pas surprenant, mais il est permis de se demander si la lettre offensante de Frédéric ne fut pas pour quelque chose dans la confidence un peu tardive de Choiseul.

Depuis le retour d'Edelsheim et jusqu'à la fin de mars, Frédéric travaille activement à faciliter les négociations. De temps en temps, il est vrai, sa nature défiante reprend le dessus : il doute (1) fort que « les Français charrient droit »; le délai pour obtenir la réponse de Pétersbourg n'est (2) « qu'une défaite toute pure pour amuser ». Tantôt la mobilité d'esprit, dont nous avons eu des preuves si fréquentes, pousse le Roi à fournir de l'argent (3) pour une tentative de corruption des ministres russes, ou à intriguer avec le Grand Vizir pour décider la Porte à prendre part au conflit en envahissant le territoire autrichien. Mais ces diversions ne l'empêchent pas, comme l'indiquent les instructions envoyées à Knyphausen (4) après la mission d'Edelsheim, de donner son plein assentiment aux pourparlers de La Haye, et, ce qui était le point essentiel, de laisser au cabinet de Londres toute liberté sur le mode et le moment de l'admission de la Prusse aux préliminaires de paix.

Peu à peu cette attitude change. La confiance absolue dans « le digne M. Pitt » a-t-elle été ébranlée ? Frédéric a-t-il eu peur de se voir arracher quelques lambeaux de ses territoires du Rhin, comme paraissait le suggérer une

(1) Frédéric à Hellen, 18 mars 1760. *Correspondance politique,* XIX.

(2) Frédéric à Knyphausen, 20 mars 1760. *Correspondance politique,* XIX.

(3) Frédéric à Knyphausen, 25 février 1760. *Correspondance politique,* XIX.

(4) Frédéric à Knyphausen, 30 mars 1760. *Correspondance politique,* XIX.

lettre de Choiseul à Voltaire (1), antérieure, il est vrai, à la démarche de Froullay, et de payer ainsi la rançon des acquisitions coloniales que l'Angleterre se serait assurées dans sa négociation séparée? Toujours est-il que les dépêches qui suivirent celle du 28 mars montrent plus de souci de n'être pas compris et plus de désir de poser ses conditions pour les négociations qui s'engageront à Londres avec le plénipotentiaire français : « Il faudra, écrit-il (2), qu'il soit stipulé une parfaite neutralité de la part de la France, de ne participer en aucune façon à la guerre que les deux Impératrices sont résolues de pousser absolument, et que, d'un autre côté, la Grande-Bretagne garde les mains libres pour maintenir Sa Majesté Britannique et ses alliés en Allemagne dans leurs possessions respectives et m'aider à me défendre contre les deux Impératrices. » Au prince Ferdinand (3), il annonce la conclusion probable de la paix entre la France et l'Angleterre et exprime l'espoir de recevoir de l'armée confédérée un renfort de 40.000 hommes « du côté vers Leipzig pour couvrir mon flanc contre l'armée de l'Empire. » Nous voilà loin de l'acceptation des 24.000 auxiliaires que la France devra fournir, tout au moins sur le papier, à l'Impératrice-Reine et des ménagements indispensables pour permettre à la cour de Versailles de sortir des embarras que lui cause l'alliance autrichienne.

Le 10 avril, la contre-déclaration des puissances est remise au roi de Prusse par les soins du prince Louis de Brunswick. « Ou je suis bien trompé, écrit-il au prince (4), ou cet écrit a été dicté par Kaunitz. Ces gens sont enflés de leurs succès et ils ne veulent pas la paix. Tous ces délais ne sont amenés que pour avoir le temps de m'écraser,

(1) Frédéric à Knyphausen, 27 mars 1760. *Correspondance politique,* XIX.

(2) Frédéric à Knyphausen, 3 avril 1760. *Correspondance politique,* XIX.

(3) Frédéric à Ferdinand, 2 avril 1760. *Correspondance politique*, XIX.

(4) Frédéric à Louis de Brunswick, 10 avril 1760. *Correspondance politique,* XIX.

mais j'espère qu'ils en seront les dupes. » Dans sa dépêche du lendemain à Knyphausen (1), il parle des prétextes frivoles que prennent les cabinets pour éluder le congrès et revient sur la question délicate de la participation de la Prusse au traité particulier : « Mon intention... n'a jamais été... que l'Angleterre dût faire sa paix avec la France ou en constater les points préliminaires à mon exclusion, ou seulement par une inclusion générale et vague, sans que les conditions de mon accommodement y fussent expressément stipulées... de sorte que, comme vous vous en exprimez très bien, ma paix soit fixée et réglée d'un pas égal avec l'Angleterre et que celle-ci saurait, d'ailleurs, convenir avec la France d'une suspension d'armes ou de neutralité parfaite de la part de la France jusqu'à la pacification générale. »

Ces explications étaient indispensables pour apprécier l'attitude du roi de Prusse et l'influence que la teneur de ses instructions exerçait sur les esprits jusqu'alors très hésitants du cabinet anglais. Cela dit, reprenons notre récit : Le 3 avril, à La Haye, eut lieu la remise de la note des trois cours; aussitôt après la cérémonie, Affry eut avec Yorke un entretien (2) où il communiqua à ce dernier ce qu'il appela le « correctif » du document officiel et qui n'était autre chose que la réponse de Choiseul (3) aux questions soulevées par Yorke. « Quoique la séparation des deux guerres, écrivait le ministre, s'y trouve positivement énoncée par l'acceptation que nous avons faite de la médiation et des bons offices de l'Espagne, le Roi n'entend pas pour cela n'être pas libre de traiter séparément et directement sa paix avec l'Angleterre, si les deux couronnes belligérantes jugent à propos de préférer cette voye de réconciliation. L'Espagne est convenue avec nous que la

(1) Frédéric à Knyphausen, 11 avril 1760. *Correspondance politique,* XIX.
(2) Yorke à Holdernesse, 4 avril 1760. Record Office.
(3) Choiseul à Affry, 31 mars 1760. Record Office.

proposition de sa médiation ne devoit et ne pouvoit pas nous lier sur la forme de traiter notre paix particulière, mais le Roy a jugé à propos d'expliquer dans sa réponse la séparation des deux guerres, afin que ses alliés ne puissent mettre aucun doute sur cette séparation, si nécessaire d'établir pour le bien général. Vous ajouterez ensuite, Monsieur, à M. le Général Yorke, qu'il doit mander à sa cour que le Roi, en séparant sa guerre personnelle de celle de ses alliés, comprend dans cette séparation la guerre contre l'Électeur d'Hanovre de même que celle que Sa Majesté soutient contre l'Angleterre, de sorte que la paix entre la France et la Grande-Bretagne ne comprendroit pas moins la conciliation entre les deux couronnes sur le continent de l'Europe que sur mer et dans les autres parties du monde. »

Peu de jours après cette communication, Affry demanda à Yorke (1) si le roi de Prusse devait être inclus dans l'accommodement futur avant l'envoi de la personne qui aurait à négocier en Angleterre; dans le cas d'une exigence pareille du gouvernement anglais, il prévoyait des difficultés insurmontables. Yorke répondit en son nom personnel qu'il ne prêtait pas une signification aussi restrictive à la note de son ministre. « Il ne croyait pas qu'il s'agît d'un manifeste à faire par la France avant les pourparlers, mais qu'on avait voulu inculquer l'inutilité de négocier si le roi de Prusse ne devait pas être admis et que nous ne nous mettrons pas d'accord sans sa participation. » Affry répondit qu'il l'avait bien interprété dans ce sens. « Il m'a donné à entendre, continue Yorke, qu'avant de s'avancer aussi loin, il leur faudrait savoir quelles conditions nous leur accorderions; il ne m'a pas dissimulé les obstacles qu'ils rencontraient de la part de la cour de Vienne et qu'ils ne pouvaient décemment faire

(1) Yorke à Holdernesse, 8 avril 1760. Record Office.

une déclaration préalable excluant la reine de Hongrie. La manière dont il est revenu sur ce point et l'insistance qu'il y a mise sont à noter et indiquent manifestement le désir de traiter sans la cour de Vienne, sous réserve que cela pût être fait avec décence. »

Nouvelle entrevue des deux ambassadeurs le 14 avril; cette fois, le Français apporte à son collègue la réponse de son ministre aux propositions formulées par Holdernesse à la date du 28 mars. Dans sa lettre (1), Choiseul expliquait, pour l'édification personnelle d'Affry, que les propos échangés à La Haye, ainsi qu'une analyse des dépêches du cabinet français, avaient été communiqués à Vienne, qu'il était donc impossible de modifier l'attitude prise vis-à-vis de l'Angleterre, que d'ailleurs cette attitude était approuvée par l'Espagne : « Sa Majesté Catholique a senti que sa médiation pouvait presser l'accommodement particulier de la France et lui donnait le temps pour que, si cet accommodement n'avait pas lieu, sa médiation, soutenue de forces en état d'agir, fût plus puissante qu'elle ne l'était lors de l'arrivée de ce prince à Madrid. »

Ainsi stylé sur les sentiments intimes de sa cour, Affry dicta à Yorke le passage (2) qui constituait la prose officielle de Versailles : « Le Roi Très Chrétien avait pris connaissance de l'exposé du ministre anglais; il avait offert, dès le début de la négociation, de comprendre dans l'arrangement à intervenir les États Électoraux de Sa Majesté et ceux du landgrave de Hesse et du duc de Brunswick. Sa Majesté espérait que le roi de la Grande-Bretagne voudra bien ne pas confondre la guerre allumée en Westphalie et sur la frontière de la Hesse, avec celle que le roi de Prusse soutient contre les deux Impératrices, la Suède, et le roi de Pologne, Électeur de Saxe. Cette guerre est totalement dis-

(1) Choiseul à Affry, 11 avril 1760. Affaires Étrangères. Hollande.

(2) Extrait de la lettre de Choiseul à Affry, 11 avril 1760; dicté à Yorke par Affry le 14 avril 1760. Record Office.

tincte de celle de la France contre l'Angleterre et contre l'Électeur de Hanovre, et il n'est pas absolument possible à Sa Majesté de traiter seule sur un objet, dans lequel elle n'entre que comme auxiliaire, et sur lequel les parties belligérantes sont sur le point de convenir d'assembler un congrès. Mais..... Sa Majesté est prête à traiter directement avec Sa Majesté Britannique sur les objets qui la concernent personnellement, et seroit très affligée si le bien de l'humanité et l'espérance du rétablissement de la tranquillité générale ne pouvoit pas vaincre la difficulté que trouveroit le roi d'Angleterre à traiter de sa paix particulière avec la France, sans y comprendre le roi de Prusse; condition préalable qui au grand regret du Roi romproit toute négociation (1) et obligeroit la France ainsi que l'Angleterre à suivre absolument les impulsions de leurs alliés, au lieu que l'accommodement de deux aussi grandes Puissances doit produire naturellement un effet général et salutaire à l'humanité. » Après avoir entendu lecture de la pièce, Yorke ne cacha pas (2) son désappointement du refus de l'inclusion de la Prusse qui, pour sa cour, était le prodrome indispensable de tout accord. A cela, Affry répliqua que « c'était le seul moyen de sauver le roi de Prusse qu'ils étaient aussi désireux que nous de secourir; je me trompais fort si je leur croyais l'envie de risquer une autre campagne à moins d'y être contraints; personnellement, il ne voyait aucun empêchement à la cessation des hostilités en Allemagne avant le 1er juin, quoiqu'il envisageât la campagne entre le roi de Prusse et les deux Impératrices comme inévitable. » Vers la fin de l'entretien, Affry, comme preuve des bonnes dispositions de son gouvernement, annonça qu'on renonçait au choix de Dunn comme émissaire secret et qu'on avait

(1) Le passage à partir des mots « et obligerait » ne fut pas communiqué à Kaunitz.

(2) Yorke à Holdernesse, 15 avril 1760. Record Office.

jeté les yeux pour le voyage de Londres sur le comte d'Hérouville (1), lieutenant général et inspecteur de l'infanterie, bien au courant des affaires coloniales, lequel serait accompagné d'un négociant non encore désigné. Cependant, M. d'Hérouville ne partirait qu'après réception de la réponse de la cour de Saint-James; si elle était favorable, il viendrait en Hollande, conférerait avec Affry et Yorke, puis se rendrait à Londres où, tout en conservant le plus strict incognito, il se mettrait en rapports avec les ministres anglais, tandis que les pourparlers politiques se poursuivraient à la Haye. En cas d'entente sur la mission secrète, Affry irait passer quelques jours à la cour, prendre langue au Ministère et rencontrer Grimaldi, ministre espagnol de La Haye, qui faisait un séjour à Paris avant de réintégrer son poste. Inutile d'ajouter que cette intervention du diplomate espagnol parut louche à l'ambassadeur britannique. Celui-ci résume ses impressions en informant son chef qu'Affry « et sa cour sont fort embarrassés, car il a admis tout ce j'ai dit sur le danger que présenterait pour la France l'augmentation de puissance des cours de Vienne et de Pétersbourg et a reconnu que la campagne qu'ils allaient faire, si notre négociation n'aboutissait pas, serait au seul bénéfice de leurs alliés. »

Si l'envoyé français avait pu lire à son collègue tout le contenu de la dépêche ministérielle (2), il est probable que cette lecture eût dissipé les doutes qui existaient encore dans l'esprit de Yorke sur la sincérité des intentions de Choiseul. Voici en quels termes s'exprimait ce dernier : « Nous ne pouvons être utiles même au salut du roi de Prusse que dans la forme de la séparation des deux guerres

(1) Hérouville avait des relations en Angleterre; il avait épousé secrètement la maitresse d'Albermarle, ancien ambassadeur anglais à la cour de France, mort vers la fin de 1754. Starhemberg à Kaunitz, 2 mai 1760. Archives de Vienne.

(2) Choiseul à Affry, 11 avril 1760. Affaires Étrangères.

et la conclusion de notre paix particulière. Tout autre moyen est inutile à tenter vis-à-vis d'alliés aussi acharnés que les nôtres à l'abaissement total de la maison de Brandebourg..... Ou le ministère anglais est de bonne foi, et alors lorsqu'il comprendra la sûreté et la vérité de la marche que nous proposons, il la prendra; ou il est de mauvaise foi et veut se servir du désir que nous avons de la paix pour nous désunir de nos alliés; mais dans les deux cas nous ne devons pas nous départir de ne faire aucune mention du roi de Prusse dans les premières ouvertures de paix vers l'Angleterre..... ce qui ne veut pas dire qu'à la suite de la négociation, nous ne nous prêterons conjointement avec l'Angleterre à chercher les moyens de terminer les différends de nos alliés réciproques. » Puis Choiseul manifeste sa crainte de voir l'Angleterre « communiquer nos confidences relativement au roi de Prusse aux cours de Pétersbourg et de Vienne. Ce soupçon subsistera toujours de notre côté, jusqu'à ce que Sa Majesté Britannique ait signé les préliminaires relatifs à notre paix particulière..... » Ici vient le passage déjà reproduit et destiné à être mis sous les yeux d'Yorke, après quoi Choiseul ajoute : « Vous conviendrez, Monsieur, que l'on ne peut pas parler plus clairement et que si l'Angleterre ne nous entend pas, c'est qu'elle ne voudra pas nous entendre ».

Dans un billet à Newcastle (1), Yorke prend soin de préciser la situation : « A vous de décider si vous voulez courir le risque (de rompre les pourparlers), ou si vous voulez recevoir M. d'Hérouville en faisant en même temps une déclaration formulant vos réserves. J'ai laissé la question ouverte tout en me tenant sur le terrain de mes premières instructions que rien ne se traiterait si le roi de Prusse n'était pas compris dans l'« accommodement à faire... » Je puis « donc exécuter sans la moindre difficulté les ordres que je recevrai pour l'acceptation ou le refus. »

(1) Yorke à Newcastle, 15 avril 1760. Newcastle Papers.

Aux impressions du diplomate anglais, il est intéressant de comparer celles de son interlocuteur. Affry, à la suite de l'entretien du 4 avril (1), avait fait part à Versailles de sa conviction « que les Anglais, malgré leur désir de tirer Sa Majesté Prussienne de l'état critique dans lequel Elle se trouve, se serviront de la médiation de l'Espagne et du danger qu'il y aurait pour eux à s'y soumettre, pour prouver à ce prince qu'il leur est absolument nécessaire de terminer la guerre le plus avantageusement qu'il leur sera possible, mais de la terminer. Cela me fait croire, avait-il conclu, qu'ils songeront bientôt à établir ici sérieusement une négociation directe et particulière entre nous et eux. » Après l'entrevue du 15, l'envoyé français est beaucoup moins affirmatif : « Vous les avez mis, écrit-il à son chef (2), dans la nécessité de traiter avec nous au plus tôt particulièrement, ou de souscrire aux conditions que l'Espagne dictera ou de déterminer cette puissance à faire cause commune avec nous. »

Cette fois, la réponse du cabinet de Londres ne fut pas longue à venir (3) ; elle était catégorique : La cour de Londres s'en tenait à son langage du 28 mars; le choix de M. d'Hérouville ne pouvait que lui être agréable, mais son voyage était sans objet, du moment que la France refusait de se conformer à la condition que Sa Majesté avait toujours posée comme « sine quâ non » d'une négociation pacifique. En guise de motifs de rupture, Holdernesse alléguait les expressions intransigeantes dont se servait la cour de Versailles dans sa note du 11 avril à propos de l'exclusion du roi de Prusse : « Il n'existe, ajoutait-il, aucune différence essentielle entre les extraits des lettres de M. de Choiseul et les déclarations publiques remises au prince Louis, par lesquelles les trois puissances belligé-

(1) Affry à Choiseul, 4 avril 1760. Affaires Étrangères. Hollande.
(2) Affry à Choiseul, 15 avril 1760. Affaires Étrangères. Hollande.
(3) Holdernesse à Yokre, 25 avril 1760. Record Office.

rantes consentent à la séparation des deux guerres..... si bien que le traité distinct, dans la forme que propose le duc de Choiseul, sera discuté, on ne peut pas le méconnaître, avec l'assentiment des alliés de la France. » Cela étant, « le mérite qu'Affry tire des ordres qu'il aurait reçus de vous entretenir de ce sujet sans entente avec les ministres de Vienne et Pétersbourg, n'est, aux yeux du Roi, que futilité et tromperie. Vous avez eu raison de dire à M. d'Affry que seul le désir de terminer la guerre dans son ensemble et de couvrir nos alliés en les mettant sur le même pied que nous-mêmes avait pu déterminer la cour d'Angleterre à s'avancer aussi loin qu'elle l'avait fait. Mais chaque degré de la négociation a été franchi sous la réserve expresse que, dans le cas d'un accord des deux couronnes sur les conditions de la paix, la cour de France consentira formellement et confidentiellement à l'inclusion des alliés de Sa Majesté et nommément du roi de Prusse dans l'accommodement à faire. »

Le texte anglais avait été examiné et adopté dans un conciliabule dont nous trouvons le compte rendu détaillé dans une dépêche de Knyphausen (1). Ce fut Pitt qui fit tout échouer en refusant de se prêter à l'équivoque qui eût permis à la France de poursuivre les pourparlers sans se brouiller avec les Impératrices. Le grand Anglais craignait qu'en cherchant à obtenir de la Grande-Bretagne un traité de paix séparé et indépendant de la guerre d'Allemagne, la cour de Versailles n'eût l'espoir de semer la division entre la puissance insulaire et le roi de Prusse. « Je veux dire, avait-il observé, que si nous ne commençons pas préalablement et avant toute autre chose par nous mettre d'accord avec la France sur ce qui concerne Sa Majesté Prussienne, il arrivera peut-être qu'elle nous fera des offres très éblouissantes pour la décision de nos différends, sans vou-

(1) Knyphausen à Frédéric, 11 avril 1760. Schaefer, vol. II, 1re partie.

loir ensuite pourvoir à ce premier objet avec l'efficacité nécessaire..... Si nous rompions avec la France pour un motif de cette espèce, qu'en arriverait-il? Elle publierait sans doute les offres qu'elle nous aurait faites et en ferait trophée, en les représentant dans l'étranger comme des marques de notre extrême cupidité, et en Angleterre comme des symptômes évidents d'une prédilection outrée en faveur du roi de Prusse, à l'opiniâtreté duquel on aurait sacrifié les intérêts les plus précieux de la nation. Je vous laisse à considérer combien ma situation par rapport à votre cour et à la paix en général deviendrait délicate et épineuse, si un pareil soupçon venait à se répandre et à s'accréditer. La confiance de la nation à mon égard commencerait sans doute à chanceler et je deviendrais peut-être un serviteur inutile à ma cour et surtout à ses alliés. » Pitt se résuma en déclarant « qu'il lui paraissait donc indispensable que l'inclusion de Votre Majesté ne fût point traitée comme un accessoire des préliminaires à négocier entre l'Angleterre et la France, mais qu'elle en formât la base et le premier article. » Le raisonnement était de nature à influencer l'esprit mobile et défiant du prince auquel il était adressé, mais on peut se demander si la crainte de compromettre l'alliance prussienne fut le seul motif qui détermina Pitt et des collègues à repousser la proposition française.

En effet, avant la conférence dont nous venons de parler, le cabinet de Londres avait pris connaissance de la réponse de Choiseul aux ouvertures que Frédéric lui avait faites par le canal de Froullay et les ministres avaient eu l'occasion d'entendre le rapport verbal d'Edelsheim que le Roi avait envoyé en Angleterre. Tandis que Newcastle (1) et les diplomates prussiens se montrent favorablement impressionnés par le langage du ministre de

(1) Newcastle à Hardwicke, 9 avril 1760. Newcastle Papers, 32904.

Louis XV, le roi George, Lady Yarmouth, Pitt et même Hardwicke l'interprètent dans un sens opposé. Le propos de Choiseul » qu'aucun parti ne gagnera grand'chose dans cette guerre, » avait offusqué Pitt; il en avait tiré la conclusion « que la Prusse traiterait pour nous et ferait notre paix; en autres mots que nos conquêtes seraient à la discrétion du roi de Prusse, comme moyens de marchandage pour ses propres intérêts. » Il y eut entre Newcastle et son irascible collègue une discussion des plus vives. Au duc, qui insistait sur les embarras financiers de l'Angleterre, l'autre de répliquer : « que nous pouvions avoir des difficultés, mais que nous étions cent fois plus en état que les Français de continuer la guerre. Nous n'avions pas besoin de paix, mais par égards pour le roi de Prusse, nous consentions à renoncer aux grands avantages que nous pouvions nous promettre dans toutes les parties du monde de la campagne actuelle. En un mot, conclut Newcastle, il n'y a pas eu moyen de raisonner avec lui. » Hardwicke (1), généralement peu partisan des idées de Pitt, en l'occurrence appuya son avis en attribuant au gouvernement français le désir « de se servir de la Prusse pour obtenir des conditions plus favorables de l'Angleterre. » Il y avait probablement beaucoup le vrai dans son jugement sur Pitt : « Je n'ai jamais dit qu'il ne souhaitait pas la paix, mais j'ai dit et je crois qu'il ne sait comment s'y prendre pour l'obtenir. Il se rend compte qu'il faudra restituer bon nombre de nos conquêtes et que la populace, dont on a surchauffé l'esprit à un degré excessif et auprès de laquelle il ne veut pas perdre son prestige, en sera fort désappointée; aussi la perspective prochaine d'un arrangement n'est pas sans l'émouvoir. »

Quels que furent les motifs de Pitt, son opinion l'emporta dans les conseils du Roi. Holdernesse, Newcastle lui-même

(1) Hardwicke à Newcastle, 10 avril 1760. Newcastle Papers, 32904.

se laissèrent convaincre, et Knyphausen écrivit à son souverain dans le même sens. Frédéric, comme il fallait s'y attendre, goûta fort les arguments du ministre britannique et chargea (1) son représentant de lui faire « un compliment des plus onctueux et des plus polis de ma part que vous saurez imaginer. » Les restrictions à introduire dans les préliminaires deviennent plus nombreuses et plus précises : « Il faut qu'il n'y soit seulement compris l'Angleterre, mais aussi, d'une façon qui n'admette point de chevilles, tous les alliés de l'Angleterre, moi, le Hanovre, etc... Que la France s'engage d'ailleurs de ne prêter plus aucun secours, ni directement, ni indirectement, aux puissances et princes qui préféreraient la continuation de la guerre... qu'au reste, elle me garantirait, conjointement avec l'Angleterre, tous mes États dont j'ai été en possession avant la guerre présente..... et qu'en conséquence l'on ne me demanderait ni cessions ni indemnisations, et que la France, dès la signature des préliminaires, retirerait ses troupes de mes forteresses et provinces dont elle est actuellement encore en possession. » Quel changement de ton depuis les instructions vieilles à peine de trois semaines données au même Knyphausen après le retour d'Edelsheim de son voyage à Paris! Sans doute les craintes formulées par Pitt sur le danger que présenterait une négociation séparée pour la stabilité de l'alliance, étaient pour beaucoup dans la modification de la pensée royale ; mais il est à présumer que l'espoir de voir la Porte Ottomane (2) prendre les armes contre l'Autriche et la Russie ne fut pas étranger à la nouvelle orientation de la politique prussienne. Les avis de Rexin, émissaire secret de Frédéric à Constantinople, faisaient prévoir la signature prochaine d'un traité d'alliance entre son maître et le Sultan, et l'entrée en cam-

(1) Frédéric à Knyphausen, 22 avril 1760. *Correspondance politique*, XIX.

(2) Frédéric à Rexin, 30 mars et 23 avril 1760, *Correspondance politique*, XIX.

pagne vers la fin du printemps d'une armée turque en Hongrie. Frédéric avait reçu ces ouvertures avec enthousiasme, s'était mis aussitôt à escompter les avantages militaires qu'il tirerait de cette diversion et avait relevé en proportion la cote de ses prétentions vis-à-vis de la France. Mitchell, qui connaissait bien le roi de Prusse, ne se trompait guère quand il écrivait (1) à propos de son héros : « *Quidquid vult valde vult.* C'est la clef de tout son système. Bien souvent j'ai eu de gros soucis en pensant à la difficulté que Votre Grâce et d'autres ministres du Roi trouveriez à diriger et à endiguer dans des limites raisonnables cette imagination à nature torrentielle. »

Peu de chose à dire sur la fin des pourparlers de La Haye. Le 4 mai, Yorke lut à Affry (2) l'ultimatum de la cour de Londres ; il chercha à en atténuer la dureté en affirmant que « lorsque S. M. B. insiste sur ce que le roi de Prusse soit compris dans la paix particulière, Elle a toujours entendu que ce serait confidentiellement et sans demander rien à S. M. T. C. qui fût contraire à sa dignité et à ses engagements. » L'envoyé français se borna à exprimer ses regrets : il était impossible pour la France de modifier ses récentes propositions ; elle avait fait preuve de son désir de conclure la paix et se résignait non sans désappointement à entreprendre une nouvelle campagne. Après le délai d'une semaine, Affry communiqua (3) à Yorke la dernière dépêche de Choiseul (4). Il lui dicta un extrait où il était dit « que le Roi voit avec peine que les sincères dispositions à la paix ne sont point entendues en Angleterre aussi favorablement qu'elles méritent de l'être ; que Sa Majesté ne regarde pas cependant la négociation de La Haye comme rompue et qu'elle espère que le roi de la Grande-

(1) Mitchell à Newcastle, le 31 mars 1760. Newcastle Papers, 32904.
(2) Affry à Choiseul, 5 mai 1760. Affaires Étrangères.
(3) Affry à Choiseul, 14 mai 1760. Affaires Étrangères. Hollande.
(4) Choiseul à Affry, 10 mai 1760. Affaires Étrangères. Hollande.

Bretagne, animé des mêmes sentiments...... trouvera conjointement avec le Roi les moyens de rendre à l'Europe la tranquillité désirable. » Puis il ajouta de vive voix « que le Roi ne demanderait pas mieux, en concluant sa paix particulière avec l'Angleterre, que de travailler de concert avec cette couronne au rétablissement de la paix générale, et que Sa Majesté ne serait pas éloignée de consentir que ce point fût un des articles préliminaires qu'elle signerait avec Sa Majesté Britannique. » A cet effet, Hérouville, dans le cas où son voyage de Londres serait décidé, serait muni des pouvoirs nécessaires. La lettre de Choiseul, conçue en termes très polis, se terminait par l'espoir « que M. Yorke sera content, ainsi que sa cour, du ton modéré et de la douceur de nos réponses qui n'ont pas la sécheresse de celles du ministère anglais. » Yorke ne put que s'en référer à ses instructions, et l'on se sépara en déplorant l'insuccès des tentatives de rapprochement. L'entrevue du 4 mai, où Yorke fit connaître l'ultimatum de son gouvernement, marque la fin des conversations diplomatiques. Choiseul ne s'y méprit pas; dans une dépêche en date du 8 (1) adressée à Vienne, il annonce la rupture virtuelle et explique que si elle n'est pas encore devenue officielle, c'est qu'une reconnaissance publique du fait pourrait avoir un contre-coup fâcheux sur le crédit déjà chancelant de la France.

Conformément à l'autorisation qui lui avait été donnée, Affry se rendit à Versailles, où pendant un congé de six semaines, il eut l'occasion de faire un rapport à son chef sur les détails de la négociation. On peut juger de la ligne de conduite qui lui avait été dictée par le langage tenu à son retour : « Il n'était revenu, avait-il dit à Grimaldi (2), que pour jouer, aller aux spectacles, dîner et souper autant que sa santé le permettrait, que j'étais prêt à écouter

(1) Duc de Choiseul au Comte, 8 mai 1760. Affaires Étrangères. Autriche.
(2) Affry à Choiseul, 11 juillet 1760. Affaires Étrangères. Hollande.

tout ce qu'on me dirait, mais que je ne parlerai certainement pas le premier. » Les pourparlers pacifiques étaient définitivement rompus et les hostilités allaient reprendre de plus belle.

Pourquoi la bonne volonté que la majorité des belligérants avait manifestée ne s'était-elle pas traduite en résultats pratiques? A vrai dire, elle avait été plutôt successive que simultanée; sur les cinq puissances engagées dans la lutte, trois, pour des raisons diverses, étaient enclines à la paix, mais prêtes à accueillir des offres; elles étaient beaucoup moins disposées à faire acte d'initiative. C'est ainsi qu'après la déclaration de l'Angleterre et de la Prusse, il s'écoula deux mois et demi avant l'entrevue de Yorke et d'Affry où, pour la première fois, on aborda sérieusement la discussion des moyens d'arriver à la pacification. Une fois amorcée, la négociation prend corps; Choiseul, d'abord très défiant, l'entretient de son mieux; il accueille les ouvertures de Frédéric, propose d'envoyer un représentant à Londres, et malgré quelques maladresses, fait tous ses efforts, même au point de se compromettre, pour lier la partie. Mais au fur et à mesure que Choiseul avance, son grand antagoniste Pitt recule; il repousse la mission secrète d'Hérouville, entraîne ses collègues hésitants et rompt sur une question qui aurait pu être considérée comme un point de procédure. Exiger de la France un acquiescement formel qui eût été une humiliation, la forcer à déserter ouvertement et brutalement ses alliés, se refuser à faciliter une conversion politique des plus délicates à justifier, n'était-ce pas implicitement se prononcer pour la continuation des hostilités? Il est naturel de croire que l'intransigeance de Pitt lui fût inspirée par le désir d'achever les entreprises commencées et de consolider, au prix d'une guerre à outrance, avec sa gloire personnelle, la suprématie maritime et coloniale de sa patrie. Les vues du ministre britannique furent secondées par le revire-

ment de Frédéric dont le découragement de jadis avait fait place à la confiance habituelle dans son génie et dans son étoile. Et cependant, à un moment, le ministre anglais paraît avoir été partisan sincère de la paix. Un mémoire (1) préparé pour lui vers la fin d'octobre, c'est-à-dire après l'avis de la prise de Québec, nous donne quelque notion des prétentions britanniques à cette date. A défaut de l'annexion de tout le Canada sur laquelle on n'osait compter, l'Angleterre se croyait autorisée à réclamer tout le territoire au sud du Saint-Laurent jusqu'à Montréal, la libre navigation de ce fleuve et la démolition de Louisbourg. De Montréal, la frontière suivrait la rivière Ottawa jusqu'au 47[e] degré de latitude, gagnerait le lac Huron et longerait le lac Michigan et les rivières d'Illinois et Mississipi jusqu'à l'Océan. En Afrique, on espérait conserver le Sénégal et l'île Gorée ou, si cela ne pouvait se faire, obtenir le droit de commercer à conditions égales avec ces contrées. Aux Antilles, on revendiquerait la possession de la Guadeloupe et l'attribution à la Grande-Bretagne des îles neutres de Dominique et de Tobago. Quant à Minorque dont l'occupation entraînait pour le budget métropolitain des charges très lourdes, il était douteux que sa restitution constituât un avantage. Au surplus, peut-être vaudrait-il mieux s'en tenir au principe de l' « uti possidetis ». Un extrait d'une lettre adressée (2) à Newcastle indique que ce document reproduisait les idées ministérielles : « Je vois, écrivait le correspondant du duc, d'après un mémoire confidentiel que j'ai lu avec la plus grande satisfaction, que M. Pitt a des notions très raisonnables au sujet des conditions de la paix. »

Le cabinet de Versailles aurait-il pu accepter l'article préliminaire que celui de Londres voulait lui imposer?

(1) Considérations sur la paix. Newcastle Papers, 32897.
(2) Kinnoul à Newcastle, 30 octobre 1759. Newcastle Papers, 32897.

Évidemment non, car une soumission aussi plate aux exigences de l'ennemi aurait provoqué la brouille avec l'Impératrice-Reine et renversé du coup l'édifice si péniblement élevé de l'entente cordiale des maisons d'Habsbourg et de Bourbon. Parjure à ses engagements, déshonoré, le gouvernement de Louis XV serait resté isolé en Europe, sans alliés, sans amis, et aurait perdu le peu de prestige qu'il possédait encore. Pour débarrasser son pays de la robe de Nessus que représentaient pour la France les liens de l'accord autrichien, sans blesser les susceptibilités de Marie-Thérèse, Choiseul avait plaidé la distinction des deux guerres et la paix séparée avec l'Angleterre; malheureusement, pour faire aboutir ces conceptions qui font honneur à l'imagination de l'homme d'État, il fallait que la puissance insulaire, et surtout son chatouilleux ministre, consentissent à jouer le rôle de compères, qu'ils se prêtassent à une procédure permettant de faire participer le roi de Prusse, sans le nommer pour ainsi dire, aux arrangements pacifiques. Une combinaison d'un caractère aussi épineux ne pouvait convenir ni à la morgue haineuse de Pitt, ni à la mobilité soupçonneuse de Frédéric; elle s'adaptait encore moins aux obligations d'un gouvernement parlementaire; aussi était-elle condamnée d'avance à l'insuccès.

Malgré l'échec final, dont il ne saurait du reste être rendu responsable, Choiseul déploya, dans les pourparlers de La Haye, beaucoup de tact et d'habileté. On ne saurait trop louer l'adresse avec laquelle il se comporta vis-à-vis de la cour de Vienne. Un diplomate moins clairvoyant eût été tenté de garder le silence sur les réponses faites aux dernières ouvertures de Yorke et sur la démarche de Froullay; Choiseul agit autrement; tout d'abord il fait lire à Kaunitz sa correspondance échangée avec Affry et quand il apprend les commentaires désobligeants qu'entraîne cette lecture, loin de se fâcher et tout en maintenant la communication, il se contente de pres-

crire à son cousin (1) l'ambassadeur la précaution de retrancher « tout ce qui pourrait blesser la délicatesse et la méfiance autrichienne. » La dépêche qui contient cette réserve fait l'éloge de la perspicacité, et jette un jour précieux sur la pensée intime du ministre. Pour lui, la jalousie que manifeste le chancelier au sujet des conversations de La Haye n'a rien que de très naturel. « Il prévoit, non sans raison, que nos intérêts étant arrangés, il pourrait arriver que nous fussions un peu plus froids sur ceux de la maison d'Autriche. Ce point l'inquiète d'autant plus que contre son attente il commence à craindre que l'Angleterre ne veuille de bonne foi la paix, car ne vous y trompez pas, Monsieur, M. le comte de Kaunitz n'avait jamais imaginé que le ministère anglais, enflé de ses succès, voulût séparer les deux guerres, et ce ministre n'appuyait sur la séparation de notre part que pour que nos pertes ne fussent pas mises en compensation, lors de la paix générale, avec les avantages que se promettait la maison d'Autriche. » De l'examen de l'état d'âme du chancelier, Choiseul passe à l'appréciation de la mesure dans laquelle la France est engagée à l'égard de son alliée. L'article 13 du traité du 30 décembre 1758 est formel : « Les deux parties contractantes ne feront ni paix ni trêve avec leurs ennemis communs et respectifs que d'un parfait accord et commun consentement. » Cette clause qui ne lie que la France, l'Autriche « n'étant en guerre ni de fait, ni de volonté avec l'Angleterre », est empruntée au traité secret; il avait songé à ne pas la reproduire, mais « nous ne pouvions pas honnêtement le rejeter (l'article) dans le moment où nous voulions absolument anéantir ledit traité. » Du reste, il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette disposition, puisque l'assentiment de l'Autriche aux pourparlers a été obtenu. « Par conséquent, c'est une affaire finie et une condition

(1) Choiseul au comte de Choiseul, 18 avril 1760. Affaires Étrangères.

remplie, car nous n'avons pas entendu que chaque fois que le Roi voudrait envoyer un courrier à La Haye, il fallût demander une nouvelle permission à la cour de Vienne. » Choiseul se rend compte de la faiblesse de son argumentation, car il ajoute : « Cependant..... pour remplir ce qu'il doit au procédé et à la confiance, » le Roi vous autorise à informer M. de Kaunitz que « si la négociation de La Haye se suit, il fera instruire exactement l'Impératrice de ses différents détails. » L'ambassadeur peut d'ailleurs répéter les propos que lui, Choiseul, a tenus à Starhemberg et à Galitzin (1). « Si malheureusement le Roi était dans le cas de faire sa paix, même la générale, et que l'impossibilité le forçât à ne plus secourir les efforts de ses alliés, Sa Majesté, sans user d'aucun détour, le leur déclarerait très franchement. »

Que l'attitude de la cour de Versailles fût aussi correcte que le langage de Choiseul voudrait nous le faire croire, nous l'admettrons difficilement; mais nous ne pouvons refuser nos sympathies à l'homme d'État qui s'efforçait de tirer son maître et son pays du mauvais pas où des engagements si légèrement contractés les avaient conduits. Continuer la guerre maritime contre l'Angleterre, alors qu'on se savait et qu'on s'avouait vaincu et incapable de reprendre une revanche immédiate, c'était se résigner à la perte de ce qui restait des colonies, c'était activer la ruine commerciale du royaume. Et en compensation de tels sacrifices, quels résultats devait-on espérer? L'abaissement du roi de Prusse, c'est-à-dire la rupture au profit de l'Autriche de la balance des pouvoirs en Allemagne. A un pareil métier de dupes le moment n'était-il pas venu de mettre fin? La parole d'un souverain avait-elle assez de poids pour prévaloir contre l'intérêt de toute la nation? Ces questions durent surgir à maintes reprises dans le cer-

(1) Successeur de Bestuschew à l'ambassade russe.

veau de Choiseul et nous ne saurions le blâmer d'avoir cherché à les résoudre dans le sens que lui indiquait son patriotisme.

Mais quel que pût être son chagrin de voir échouer une négociation qu'il avait travaillé de son mieux à faire réussir, le ministre de Louis XV n'était pas homme à perdre son temps en inutiles regrets. Aussitôt persuadé que de l'Angleterre il n'y avait rien à espérer, il se retourna vers la planche de salut qu'il croyait rencontrer dans la médiation ou éventuellement dans l'alliance espagnole. D'infortune, les affaires ne prenaient pas de ce côté la tournure décidée qu'il eût souhaitée. Dans une lettre particulière au comte de Choiseul (1), nous relevons à la fois le rapport d'un entretien avec Fuentès, le nouvel ambassadeur désigné pour la cour de Londres qui était venu prendre langue à Versailles, et l'exposé des vues du ministre. Le diplomate espagnol s'était étendu sur « les dispositions inébranlables du roi d'Espagne de nous procurer la paix; mais quand je lui demande, ajoute Choiseul, par quel moyen Sa Majesté Catholique parviendra à ce but, il me répond des phrases ainsi que M. d'Ossun m'en mande, et nous nous trouvons sans succès abandonnés, pour toute nourriture politique et pour toute ressource, aux compliments sans effet de l'Espagne. Il ne me soucie point du tout que cette puissance entre en guerre, mais en même temps je désire fort que ses préparatifs et ses discours soient assez imposants pour nous procurer la paix... de sorte, mon cher cousin, que je vais continuer avec plus de forces que jamais à me servir de l'Espagne. »

En attendant le développement de ce programme, qui aboutira au pacte de famille, il fallut se résigner à recommencer les hostilités dont l'ouverture avait été retardée

(1) Duc de Choiseul au Comte. Particulière, 10 mai 1760. Affaires Étrangères.

par les bruits pacifiques qui circulaient dans toutes les cours d'Europe et jusque dans les camps des armées rivales. « Puisqu'ils veulent faire la campagne, avait dit Choiseul (1), il faut bien la faire ; peut-être seront-ils plus traitables dans quelques mois. » C'est par ce propos, dont la philosophie est empreinte d'amertume, que nous terminerons le récit des premières tentatives sérieuses pour mettre fin à la Guerre de Sept Ans.

(1) Starhemberg à Kaunitz, 10 mai 1760. Archives de Vienne.



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Bergen.

Pages.

Incursion des Hanovriens en Franconie. — Ferdinand marche sur Francfort. — Bataille de Bergen. — Le prince Henri de Prusse à Bamberg.. 1

CHAPITRE II

Minden.

L'armée de Contades débouche par la Hesse. — Retraite de Ferdinand. — Surprise de Minden. — Capitulation de Munster. — Bataille de Minden. — Combat de Coefeld...................... 24

CHAPITRE III

Fin de la campagne de 1759 en Allemagne.

Retraite de Contades. — Abandon de Cassel. — Mission à l'armée du maréchal d'Estrées. — Long séjour des armées rivales sur la Lahn. — Nomination de Broglie au commandement en chef. — Capitulation de Munster. — Mouvement offensif de Broglie. — Quartiers d'hiver.. 73

CHAPITRE IV

Künersdorf.

Plan de campagne combiné par les Russes et les Autrichiens. — Commencement tardif des hostilités. — Fermor remplacé par Soltikoff. — Bataille de Paltzig. — Jonction de Laudon avec les Russes. — Bataille de Künersdorf. — Détresse de Frédéric. — Inactivité et défaut d'entente des généraux alliés. — Séparation des deux armées. — Daun en Lusace et en Saxe. — Russes en Silésie. — Reprise des quartiers d'hiver sur la Vistule.......... 110

CHAPITRE V

Maxen.

Pages.

Invasion de la Saxe par l'armée des Cercles. — Prise de Dresde. — Succès de Wunsch et de Finck. — Prince Henri et Daun en Saxe. — Retraite de Daun sur Dresde. — Arrivée du roi de Prusse. — Capitulation de Maxen. — Défaite de Diericke. — Inaction de Daun. — Arrivée du prince de Brunswick. — Dresde reste aux Autrichiens. — Découragement de Frédéric. — Campagne inutile des Suédois 208

CHAPITRE VI

Québec.

Mission de Bougainville en France. — Expédition de Wolfe contre Québec. — Bombardement de la ville. — Combat du Saut de Montmorency. — Défaite de Ligneris et prise de Niagara. — Retraite de Bourlamaque à l'Ile aux Noix. — Embarras de Wolfe. — Bataille d'Abraham. — Abandon du camp de Beauport. — Tentatives de ravitaillement. — Capitulation de Québec. — Les Anglais maîtres du lac Champlain 252

CHAPITRE VII

Marine et colonies.

Descentes anglaises en Normandie et en Bretagne. — Combat de Saint-Cast. — Perte du Sénégal et de la Guadeloupe. — Batailles navales de Lagos et des Cardinaux. — Suprématie maritime de l'Angleterre. — Campagnes de Lally aux Indes. — Ses premiers succès. — Engagements entre les escadres. — Siège de Madras. — Prise de Massulipatam par les Anglais. — Combat naval de Tranquebar. — Démêlés de Lally avec Bussy et Leyrit. — Révolte des troupes 345

CHAPITRE VIII

Les cours d'Europe pendant l'année 1759.

Démêlés de l'Angleterre avec la Hollande et le Danemark. — Le roi Don Carlos. — Offres de médiation faites par l'Espagne. — Traité du 30 décembre 1758. — Le comte de Choiseul à Vienne. — Relations des cours de Vienne et de Versailles. — La cour de Pétersbourg. — Rapports entre la Russie et la France 422

CHAPITRE IX

Proposition d'un congrès de paix.

Pages.

Déclarations des rois d'Angleterre et de Prusse. — Négociations entre les cours de Versailles, Vienne et Pétersbourg au sujet de la réponse. — Contre-déclaration des puissances alliées. — Conversations de La Haye. — Démarche de Froullay. — Rupture des pourparlers. — Politique de Choiseul........................... 472



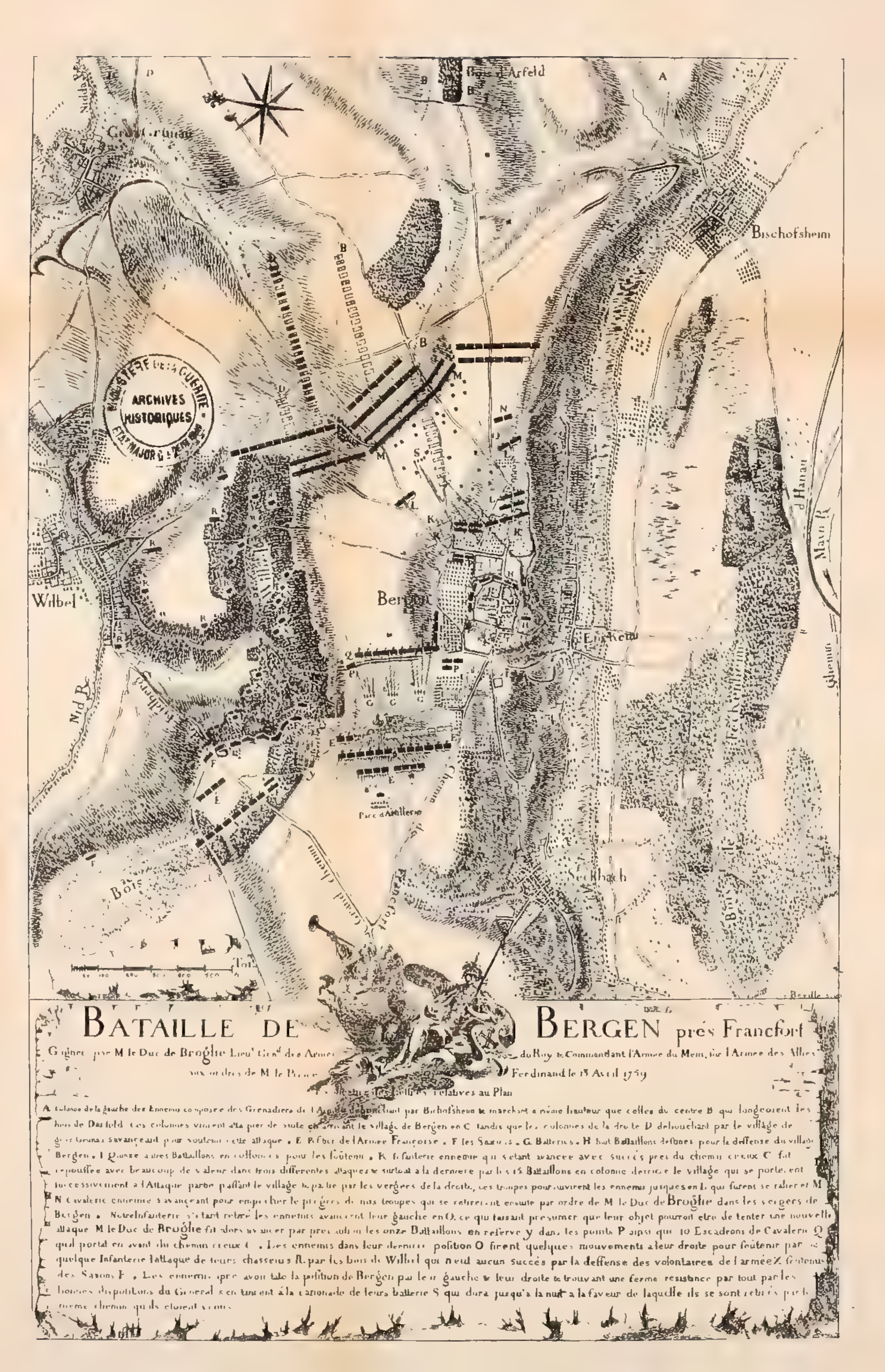
LISTE DES CARTES

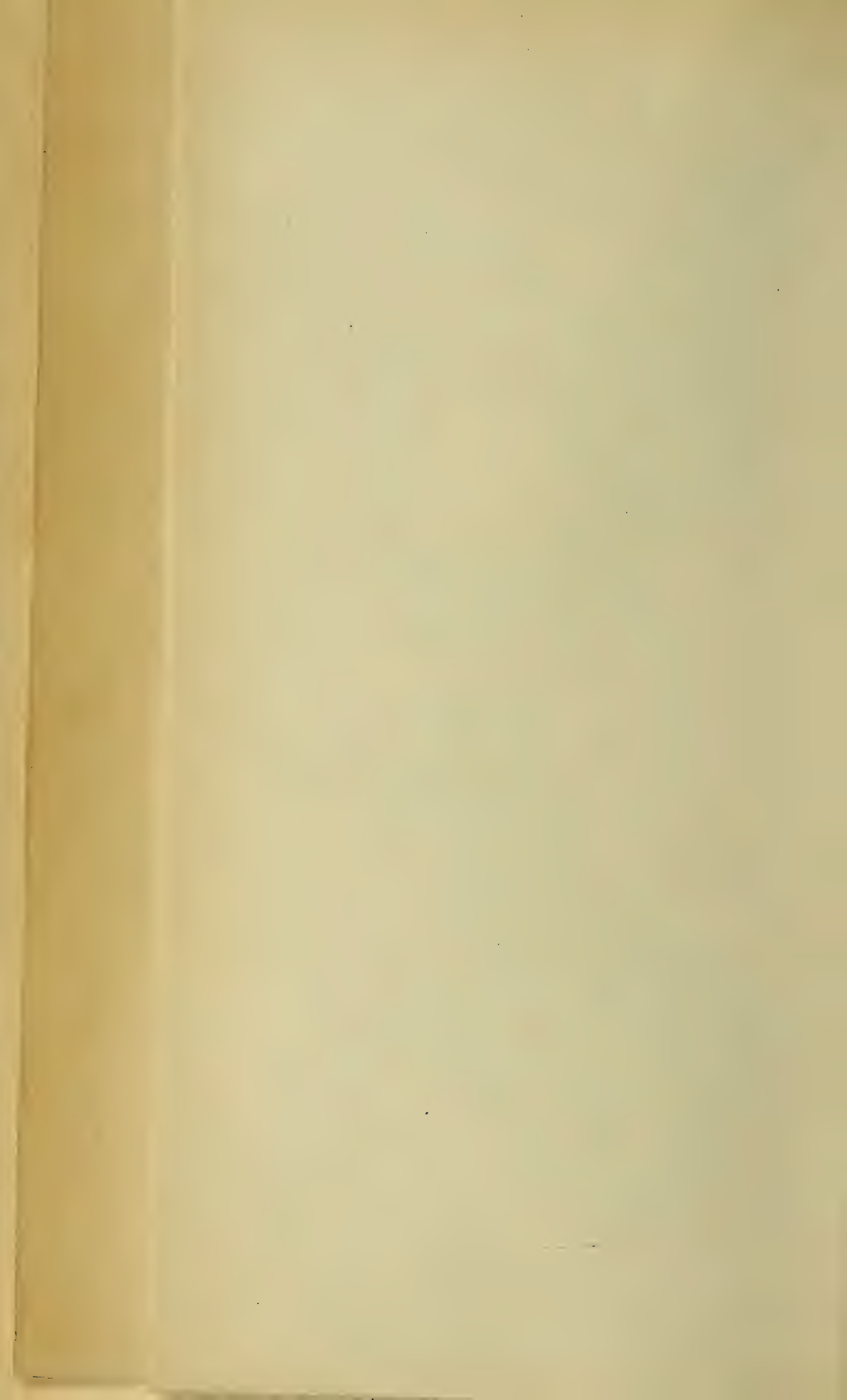
CONTENUES DANS LE IIIe VOLUME

Bataille de Bergen.
Bataille de Minden.
Bataille de Paltzig ou de Kay.
Champ de bataille de Kunersdorf.
Combat de Maxen.
Bataille de Québec.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE).

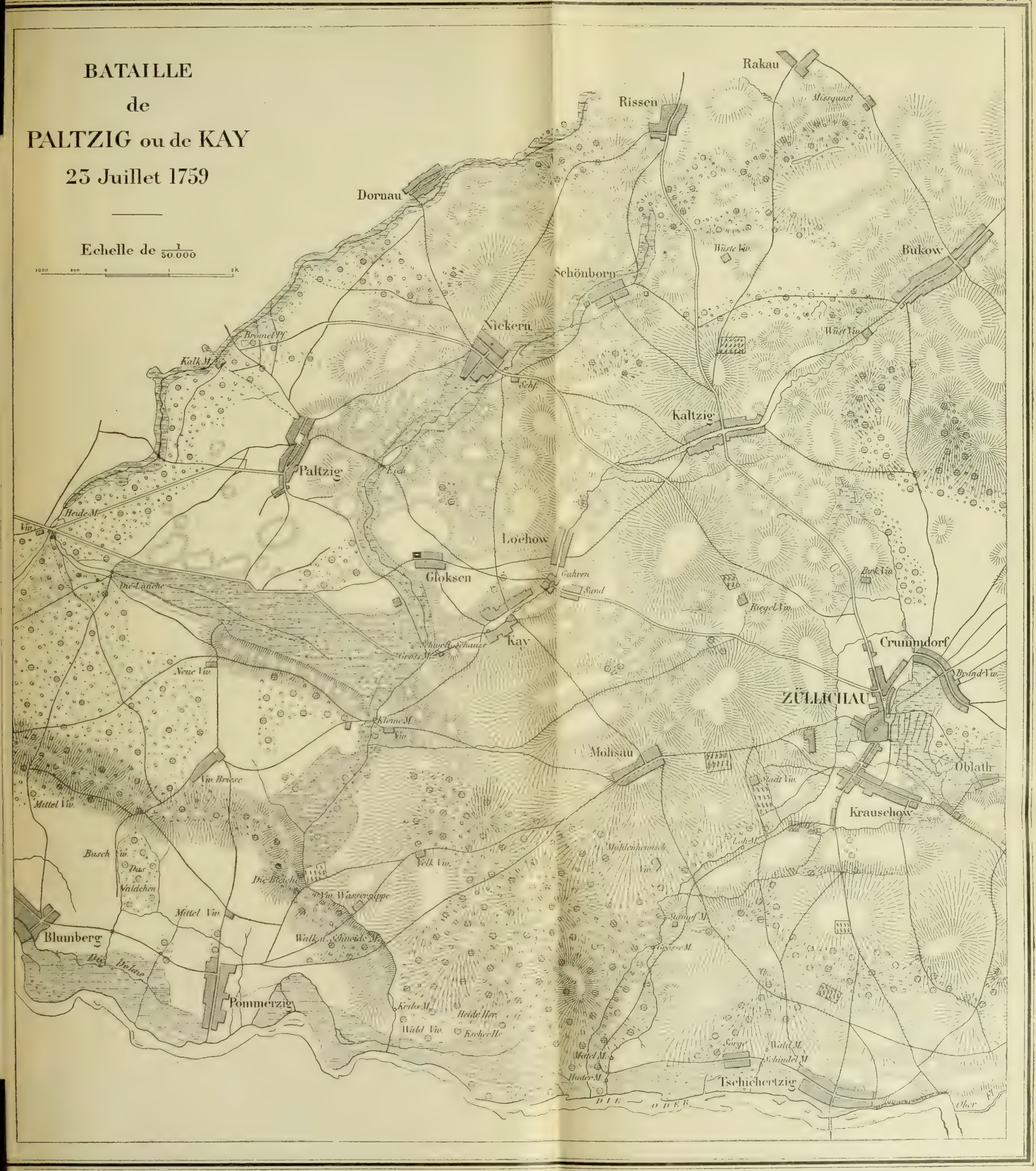



Bois d'Arfeld
Bischofsheim
Wilbel
Bergen
Seckbach
Parc d'Artillerie
Nid R.
Mayn R.
BATAILLE DE BERGEN prés Francfort
du Roy & Commandant l'Armée du Mein, sur l'Armée des Alliés
Ferdinand le 13 Avril 1759
relatives au Plan




PLAN
of the BATTLE of
MINDEN
OR
THONHAUSEN
Gained over the French Army
Commanded by
M. DE CONTADES
August 1st 1759
Thos Jefferys sculp
Scale of Paces 2½ Feet each
MINDEN
PLAIN OF MINDEN
Minden Heath
Hartum
Sud Hemmeren
North Hemmeren
Holthausen
Fredewald
THONHAUSEN
Petershagen Wood
PETERSHAGEN
Petershagen Heath
Ladde
Winthem
Bille





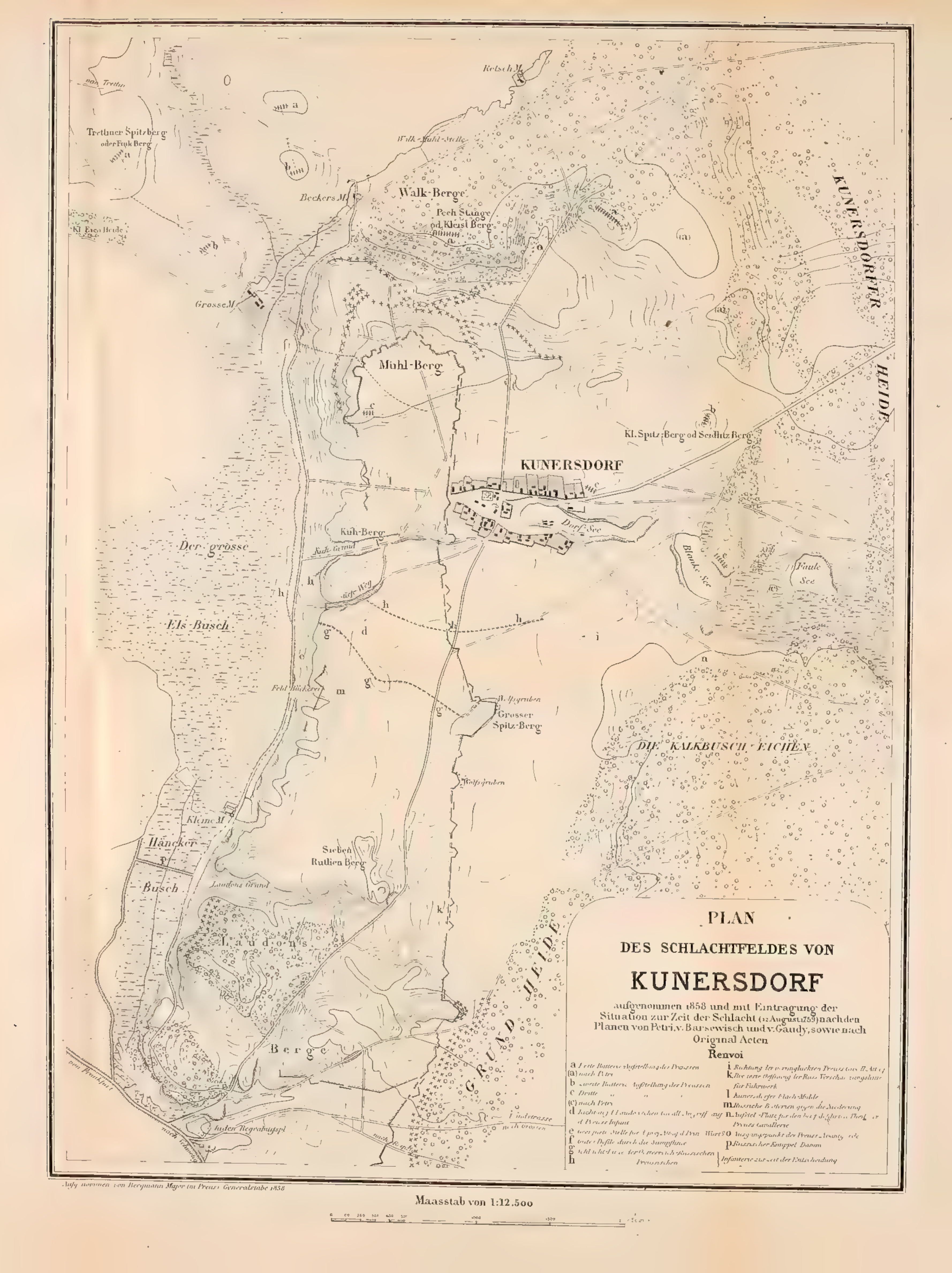
...vant d'un plan de l'Etat-Major allemand.





...ait d'un plan de l'État Major allemand

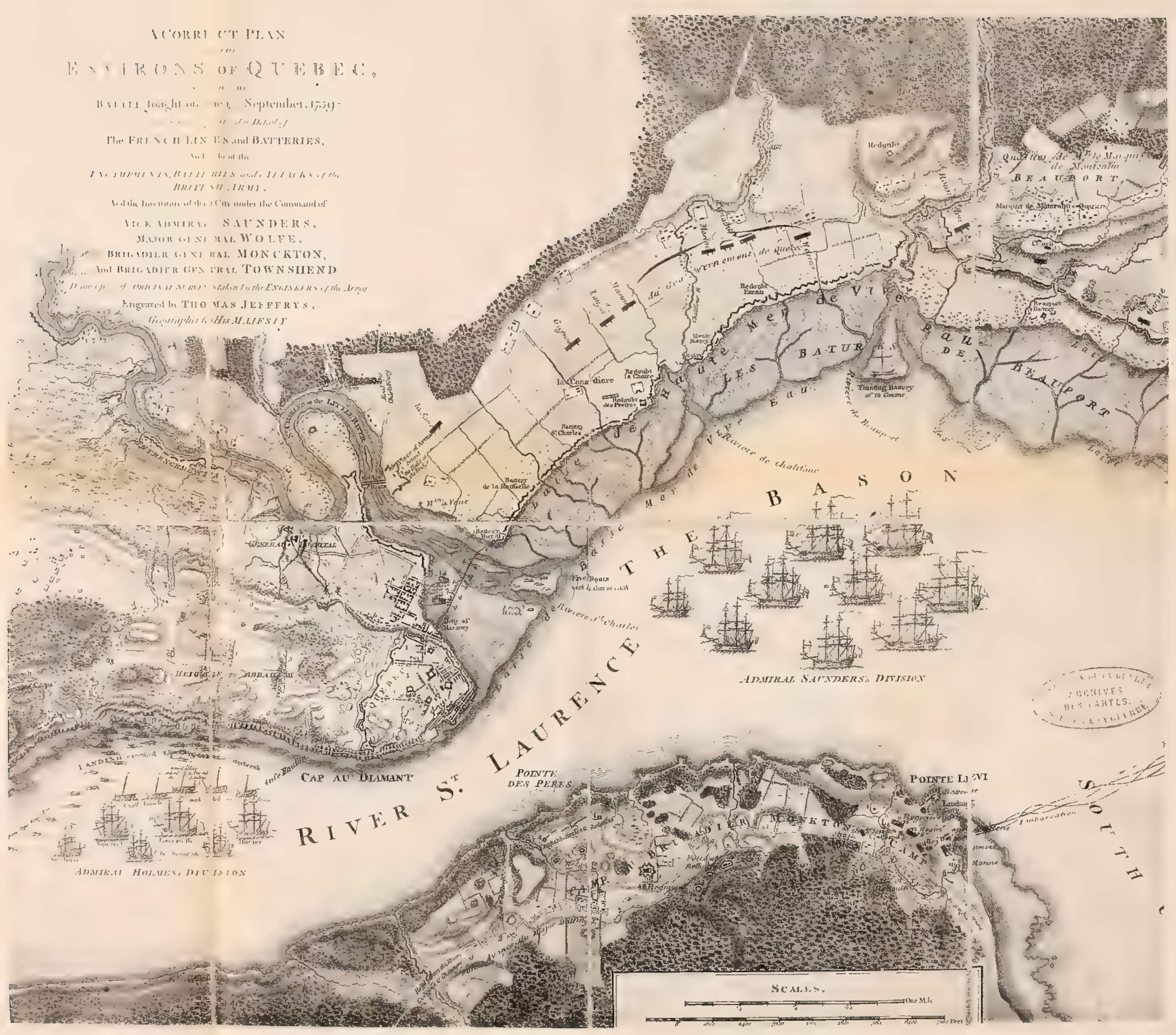



PLAN
DES SCHLACHTFELDES VON
KUNERSDORF
aufgenommen 1858 und mit Eintragung der Situation zur Zeit der Schlacht (12 August 1759) nach den Planen von Petri, v. Barsewisch und v. Gaudy, sowie nach Original Acten
Renvoi
KUNERSDORF
Walk-Berge
Mühl-Berg
Kuh-Berg
Der grosse
Els-Busch
Hänker
Busch
Laudons
Berge
Grosser Spitz-Berg
Sieben Ruthen Berg
DIE KALKBUSCH EICHEN
KUNERSDORFER HEIDE
GRUND HEIDE
Trettiner Spitzberg oder Fink Berg
Pech Stange od. Kleist Berg
Kl. Spitz Berg od. Seidlitz Berg
Dorf See
Faule See
Beckers M.
Grosse M.
Kleine M.
Feld Bäckerei
Laudons Grund
Maasstab von 1:12.500



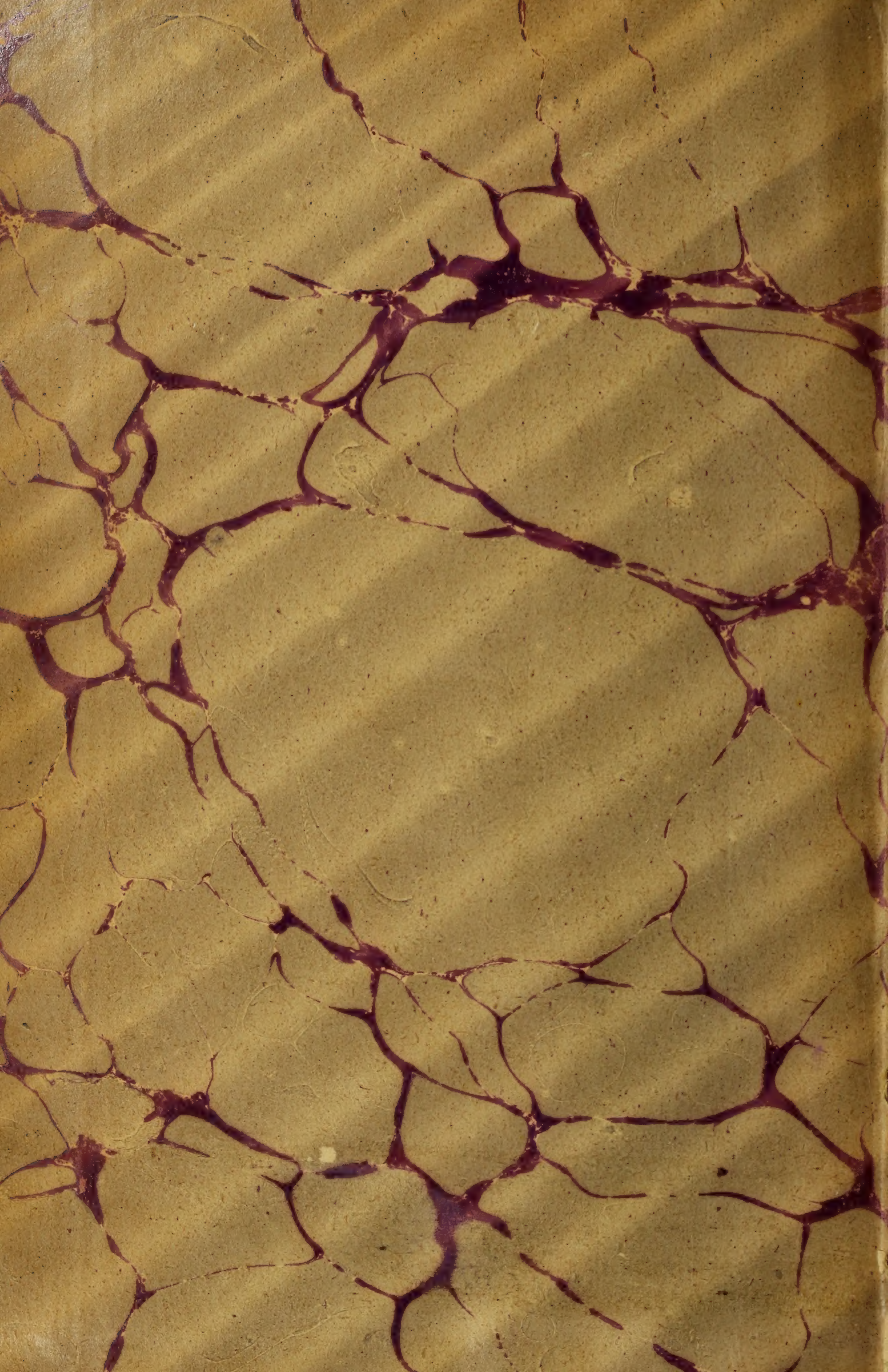
COMBAT DE MAXEN

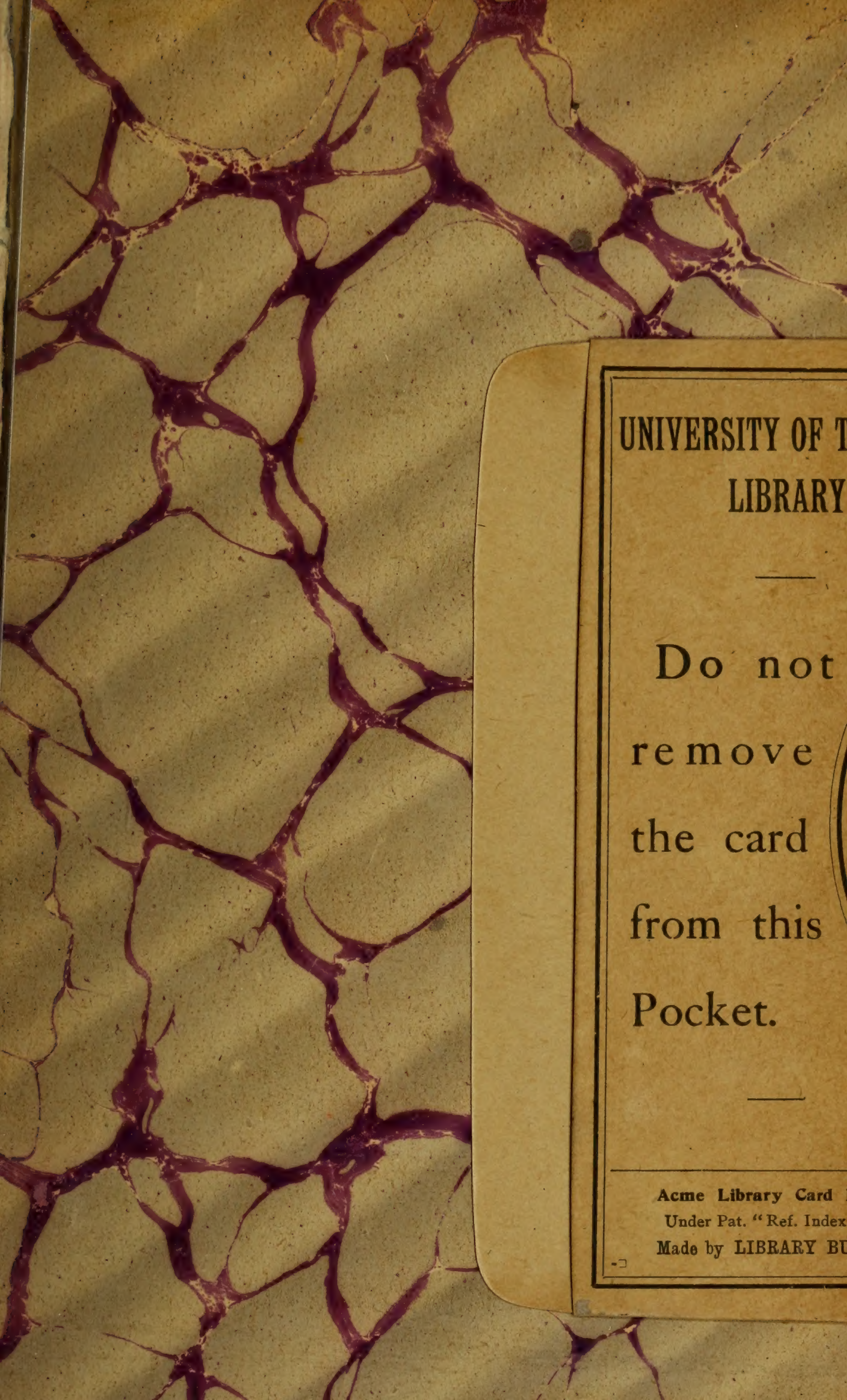




ENVIRONS OF QUEBEC,
The FRENCH LINES and BATTERIES,
BRITISH ARMY,
VICE ADMIRAL SAUNDERS,
MAJOR GENERAL WOLFE,
BRIGADIER GENERAL MONCKTON,
And BRIGADIER GENERAL TOWNSHEND
Engraved by THOMAS JEFFERYS,
Geographer to His MAJESTY
BEAUPORT
Redoubt
Redoubt Peran
Redoubt la Chasse
Redoubt des Pretres
Battery St. Charles
Battery de la Rochelle
Battery Royal
LES BATURES
Floating Battery of 12 Guns
Riviere de Beauport
BATURE DE BEAUPORT
Haute Mer de Vive Eau
Basse Mer de Vive Eau
Riviere de chatitiere
Riviere St. Charles
ST. CHARLES or the LITTLE RIVER
GENERAL HOSPITAL
THE BASON
Fire Boats
ADMIRAL SAUNDERS's DIVISION
RIVER ST. LAURENCE
CAP AU DIAMANT
POINTE DES PERES
POINTE LEVI
BRIGADIER MONCKTON
CAMP
Embarcation
SOUTH
ADMIRAL HOLMES's DIVISION
SCALES.
One Mile






UNIVERSITY OF T
LIBRARY
Do not
remove
the card
from this
Pocket.
Acme Library Card
Under Pat. "Ref. Index
Made by LIBRARY BU

